



PROJET DE LOI DE FINANCES 2018



SEPTEMBRE 2017



SOMMAIRE

I. NOTE DE PRESENTATION DU BUDGET D'ETAT 2018	1-29
II. PROJET DE LOI DE FINANCES 2018	30-98
III. BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2018	99-242
IV. DOCUMENT DE PROGRAMMATION BUDGETAIRE ET ECONOMIQUE	
PLURIANNUELLE 2018-2020	243-292
V. AUTRES ANNEXES BUDGETAIRES	293-754
- Etat A : Stratégie d'endettement public du Mali à moyen terme 2018-2020.....	294-318
- Etat B : Plafond des effectifs par programme	319-326
- Etat C : Répartition des crédits du budget général par dotation et programme.....	327-335
- Etat D : Répartition des crédits des budgets annexes par programme	336-337
- Etat E : Répartition des crédits des comptes spéciaux du Trésor par programme.....	338-339
- Etat F : Concours financiers de l'Etat aux Etablissements publics et aux Collectivités territoriales	340-398
- Etat G : Tableau de classifications fonctionnelle et économique des dépenses	399-407
- Etat H : Tableau de classifications administrative et fonctionnelle des dépenses	408-420
- Etat I : Tableau de classifications administrative et économique des dépenses	421-432
- Etat J : Tableau récapitulatif des programmes par ministère et institution	433-442
- Etat K : Programme Triennal d'Investissement	443-591
- Etat L : Restes à payer	592-599
- Etat M : Plan de Trésorerie Prévisionnel Mensualisé.....	600-602
- Etat N : Echéances courantes de la dette	603-612
- Etat O : Estimation des subventions à la consommation sur les produits pétroliers	613-619
- Etat P : Statistiques sur les emplois créés	620-629
- Etat Q : Subvention à l'Energie du Mali (EDM-Sa).....	630-634
- Etat R : Liste des taxes parafiscales et leur évaluation	635-636
- Etat S : Annexe sur les Dépenses Fiscales	637-660
- Etat T : Restes à recouvrer	661-664
- Etat U : Annexe Fiscale	665-670
- Etat V : Annexe sur le genre	671-754
VI. SITUATION D'EXECUTION AU 30 JUIN 2017	755-837
- Note de Présentation	756-765
- Tableau des Recettes	766-795
- Tableau des Dépenses	796-837

NOTE DE PRESENTATION

NOTE DE PRESENTATION DU BUDGET D'ETAT 2018

I. ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE

1. Environnement Economique International

La préparation de la loi de finances 2018 intervient au moment où les perspectives de croissance économique mondiale demeurent favorables. Le taux de croissance économique devrait s'améliorer passant de 3,5% en 2017 à 3,6% en 2018, grâce à l'industrie manufacturière et le commerce. Cependant, les risques de dégradations persistent, notamment la montée de la pression dans les pays avancés pouvant conduire à des politiques de repli sur soi, avec pour corollaire des mesures protectionnistes, la diminution des échanges commerciaux et des flux d'investissement internationaux.

Dans les pays avancés, le taux de croissance devrait demeurer au même niveau qu'en 2017 (2%). Dans presque tous les pays avancés, l'inflation devrait s'établir à 1,9% contre 2% en 2017.

Dans la zone euro, la reprise devrait se poursuivre en 2018 à un rythme plus ou moins similaire à celui observé en 2017 et devrait être favorisé par une politique budgétaire légèrement expansionniste, des conditions financières accommodantes et un euro plus faible. La production dans la zone devrait passer de 1,7% en 2017 à 1,6 % en 2018. L'inflation devrait se situer autour de 1,5% contre 1,7 % en 2017.

Aux États-Unis, la croissance devrait s'accélérer en 2018 et atteindre 2,5 %, contre 2,3% en 2017. Cette amélioration des perspectives à court terme s'explique par la dynamique du deuxième trimestre de 2017, portée par une reprise cyclique dans l'accumulation des stocks, une croissance solide de la consommation et l'hypothèse d'un relâchement de la politique budgétaire. Les prix à la consommation devraient enregistrer une baisse de 0,3 point de pourcentage en passant de 2,7% en 2017 à 2,4% en 2018 selon les projections. Cependant, l'inflation, hors alimentation et énergie reste relativement modérée et devrait augmenter plus progressivement, pour atteindre l'objectif à moyen terme de 2 %.

Dans les pays émergents et les pays en développement, la croissance économique devrait rester robuste avec un taux prévisionnel de 4,8% en 2018 contre 4,5% en 2017 grâce à la poursuite attendue des mesures de relance dans certains pays comme la Chine. La croissance dans cette zone cache toutefois une disparité entre des pays comme la Chine et le Nigéria dont les prévisions de croissance ont été revues à la hausse, et d'autres pays d'Asie, d'Amérique Latine et du Moyen Orient.

Le taux d'inflation devrait diminuer, passant de 4,7% en 2017 à 4,4% en 2018¹. L'inflation dans les pays émergents et les pays en développement est très diverse, notamment en Chine où elle devrait passer de 2,4 % en 2017 à 2,3% en 2018.

En Afrique subsaharienne, la croissance devrait passer de 2,6% en 2017 à 3,5% en 2018, portée principalement par le redressement de la production pétrolière, l'amélioration de la situation sur le plan de la sécheresse ainsi que l'expansion des capacités de production d'électricité.

Dans la zone UEMOA, la croissance de l'activité économique en 2018 devrait augmenter de 0,3 point de pourcentage par rapport à 2017 pour s'établir à 6,4%.

Le tableau ci-après récapitule l'évolution de la croissance et de l'inflation dans les différentes zones.

Tableau 1 : Croissance et inflation dans les différentes zones

ZONES	Croissance réelle du PIB (%)			Inflation en%		
	2016	2017	2018	2016	2017	2018
Monde	3,1	3,5	3,6	-	-	-
Pays avancés	1,7	2,0	2,0	0,8	2,0	1,9
Pays émergents et en développement	4,1	4,5	4,8	4,4	4,7	4,4
Afrique Subsaharienne	1,4	2,6	3,5	11,4	10,7	9,5
UEMOA	6,1	6,1	6,4	0,4	1,5	1,9

Source : FMI, perspectives économiques avril 2017.

2. Situation économique nationale

Les perspectives macroéconomiques 2018 du Mali s'annoncent favorables nonobstant les chocs exogènes et le contexte sécuritaire fragile. L'économie malienne fait montre de résilience ; le taux de croissance devrait rester solide malgré un léger repli, passant de 5,3% en 2017 à 5,0% en 2018, grâce aux investissements publics et aux secteurs agricole et tertiaire. L'inflation en fin de période devrait être de 1,4% en 2018 contre 1,0% en 2017, ce qui permet de rester dans la norme communautaire de 3% par an, pourvu que la campagne agricole soit favorable.

¹ Hors Argentine et Venezuela.

II. CADRAGE ET ORIENTATIONS DU BUDGET 2018

Les orientations budgétaires en 2018 tiennent compte du cadrage macroéconomique et des engagements de l'Etat au plan interne et externe. Ainsi, les grandes masses du budget sont projetées dans le respect des principaux agrégats macroéconomiques.

Le budget 2018 a été bâti dans la logique d'une gestion axée sur les résultats, en vue du basculement en mode budget-programmes conformément aux dispositions de la Loi n°2013-028 du 11 juillet 2013, modifiée, relative aux Lois de Finances.

1. Hypothèses de prévision du budget 2018

Les prévisions budgétaires de 2018 sont établies sur la base d'une prévision de croissance économique de 5,0% contre 5,3% en 2017.

Il est prévu un taux d'inflation de 1,4% en 2018 contre 1,0% en 2017.

Tableau 2 : Hypothèses macroéconomiques du cadrage budgétaire 2018

HYPOTHESES	2016	2017	2018
PIB nominal (En milliards de FCFA)	8322	8868	9445
Taux de croissance réel du PIB	5,8%	5,3%	5,0%
Taux d'inflation (En fin de période)	-0,8%	1,0%	1,4%

Ces hypothèses macroéconomiques ont été utilisées principalement pour projeter le niveau des recettes fiscales et non fiscales.

2. Orientations de la politique budgétaire

Au titre des ressources du budget pour l'exercice 2018, la politique fiscale sera fondée sur l'accroissement de la mobilisation des recettes intérieures à travers notamment l'élargissement de l'assiette fiscale, la maîtrise des exonérations et la lutte contre la fraude.

Au titre des dépenses pour l'exercice 2018, la politique budgétaire s'inscrit dans le cadre de la poursuite de la relance de l'économie nationale et de l'accélération de la croissance, soutenue par des actions de politiques publiques identifiées par les départements dans le Cadre Stratégique pour la Relance Economique et le Développement Durable (CREDD) 2016-2018, ainsi que les actions annoncées dans la Déclaration de Politique Générale (DPG). A ce titre, le budget d'Etat pour l'exercice 2018 met l'accent notamment sur la mise en œuvre de l'Accord pour la Paix et la Réconciliation au Mali issu du processus d'Alger, de la Loi d'Orientation et de Programmation Militaire (LOPM), et de la Loi de Programmation relative à la Sécurité Intérieure (LPSI).

Le budget d'Etat prend également en charge :

- l'incidence financière des avantages accordés aux salariés suite aux négociations avec les partenaires sociaux ;
- le renforcement des crédits alloués au secteur de l'Agriculture, aux secteurs sociaux et aux dépenses en capital, en vue de stimuler la croissance et la création d'emplois ;
- les transferts budgétaires aux Collectivités territoriales pour atteindre l'objectif de 30%.

Ces orientations de la politique budgétaire sont en cohérence avec les engagements pris dans le cadre du programme économique et financier avec le Fonds Monétaire International (FMI) et les organisations régionales d'intégration économique (UEMOA et CEDEAO).

En effet, dans le cadre de l'arrangement triennal au titre de la Facilité Elargie de Crédit (FEC) convenu avec le Fonds Monétaire International, le Gouvernement s'est engagé à :

- mettre en œuvre une politique budgétaire qui vise à maintenir le solde budgétaire de base proche de l'équilibre ;
- maintenir le solde budgétaire global (dons inclus) à un niveau compatible avec la viabilité de la dette publique ;
- maintenir un rythme soutenu de mobilisation des recettes fiscales de 0,5 point du PIB par an.

Aussi, dans le cadre du pacte de convergence et de surveillance multilatérale de l'UEMOA et de la CEDEAO, les objectifs du déficit budgétaire ne doivent pas s'écarter des normes définies par les critères établis à cet effet.

Tableau 3 : Position du Mali face aux critères de convergence de l'UEMOA

Critères de convergence	Norme UEMOA	2016	2017	2018
Critères de premier rang				
Ratio du solde budgétaire global, dons inclus en %PIB	≥ -3%	-4,3%	-3,4%	-3,3%
Taux d'inflation	≤ 3%	-0,8%	1,0%	1,4%
Encours de la dette publique rapporté au PIB	≤ 70%	30,4%	31,1%	32,0%
Critères de second rang				
Masse salariale sur recettes fiscales	≤ 35%	33,4%	33,9%	34,5%
Taux de pression fiscale	≥ 20%	14,8%	15,3%	15,9%
Nombre de critères respectés		3	3	3

Parmi les critères de convergence de l'UEMOA, le Mali respectera trois (03) sur cinq (05) en 2018 :

- deux (02) critères de premier rang : (i) le taux d'inflation et (ii) l'encours de la dette publique rapporté au PIB ;
- un (01) critère de second rang : la masse salariale rapportée aux recettes fiscales.

Tableau 4 : Position du Mali face aux critères de convergence de la CEDEAO

Critères de convergence	Norme CEDEAO	2016	2017	2018
Critères de premier rang				
Ratio du déficit budgétaire global hors dons sur le PIB nominal	≤ 4%	6,3%	5,7%	4,5%
Taux d'inflation en fin de période	≤ 5%	-0,8%	1,0%	1,4%
Financement du déficit budgétaire par la Banque centrale ≤10% des recettes fiscales de l'année antérieure*	≤10%			
Réserves de change en mois d'importations*	≥ 6			
Critères de second rang				
Non accumulation des arriérés intérieurs élimination de tous les anciens arriérés	0%	0,0	0,0	0,0
Ratio recettes fiscales /PIB	≥20%	14,8%	15,3%	15,9%
Masse salariale/recettes fiscales ≤ 35%	≤ 35%	33,4%	33,9%	34,5%
Ratio investissements publics financés sur les ressources intérieures/Recettes ≥20% fiscales	≥ 20%	40,0%	42,0%	42,7%
Stabilité du taux de change réel *				
Taux d'intérêt réel positif *				
Nombre de critères respectés		4	4	4

* Non applicable aux pays de l'UEMOA

En ce qui concerne la surveillance multilatérale de la CEDEAO, le Mali respectera en 2018, comme en 2017, quatre (04) critères de convergence applicables aux pays de l'UEMOA dont :

- un (01) critère de premier rang : le taux d'inflation en fin de période ;
- trois (03) critères de second rang : (i) la non accumulation des arriérés intérieurs et l'élimination de tous les anciens arriérés, (ii) la masse salariale rapportée aux recettes fiscales et (iii) les investissements publics financés sur les ressources intérieures rapportés aux recettes fiscales.

III. DONNEES CHIFFREES DU BUDGET DE L'ETAT

A. RESSOURCES DE L'ETAT

Les ressources de l'Etat sont composées des recettes budgétaires et des ressources de trésorerie.

A.1. Recettes budgétaires

Les recettes budgétaires pour l'exercice 2018 s'élèvent à 1 957,625 milliards de FCFA contre 1 811,494 milliards de FCFA dans le budget rectifié de 2017, soit une augmentation de 146,131 milliards de FCFA ou un taux de progression de 8,07%, imputable à l'accroissement des recettes du budget général, des budgets annexes et des comptes spéciaux du trésor.

Le détail des prévisions des recettes budgétaires pour 2018 est donné dans le tableau ci-dessous.

Tableau 5 : Détail des prévisions des recettes budgétaires de l'Etat pour 2018

(Montant en milliards en FCFA)

LIBELLES	LF 2017		PLF 2018 (3)	ECARTS (4) = (3) - (2)	
	Initiale (1)	Rectifiée (2)		Montants	%
Budget général	1 690,661	1 716,151	1 834,498	118,347	6,90
Recettes fiscales nettes	1 363,609	1 363,609	1 504,823	141,214	10,36
Recettes non fiscales	91,328	91,328	145,231	53,903	59,02
Dons programmes et legs	80,718	106,208	33,591	-72,617	-68,37
<i>dont ABS</i>	<i>17,718</i>	<i>21,407</i>	<i>7,391</i>	<i>-14,016</i>	<i>-65,47</i>
<i>dont ABG</i>	<i>63,000</i>	<i>84,800</i>	<i>26,200</i>	<i>-58,600</i>	<i>-69,10</i>
Recettes exceptionnelles	17,845	17,845	18,995	1,150	6,44
Dons projets et legs	96,500	96,500	80,972	-15,528	-16,09
Produits financiers	40,661	40,661	50,886	10,225	25,15
Budgets annexes	5,980	5,980	6,514	0,534	8,93
Recettes non fiscales	5,980	5,980	6,514	0,534	8,93
Comptes spéciaux du Trésor	88,753	89,363	116,613	27,250	30,49
Recettes fiscales	0,000	0,000	85,735	85,735	-
Recettes non fiscales	4,095	4,095	3,429	-0,666	-16,26
Transferts reçus d'autres budgets	84,658	85,268	27,449	-57,819	-67,81
Total recettes budgétaires	1 785,394	1 811,494	1 957,625	146,131	8,07

1. Présentation des recettes par type de budget

1.1. Budget général

Les recettes du budget général s'élevèrent à 1 834,498 milliards de FCFA en 2018 contre 1 716,151 milliards de FCFA dans le budget rectifié 2017, soit une variation à la hausse de 118,347 milliards de FCFA ou un taux de 6,90%, imputable à l'augmentation des recettes fiscales et non fiscales, des recettes exceptionnelles et des produits financiers.

1.2. Budgets annexes

Les recettes des budgets annexes sont estimées à 6,514 milliards de FCFA en 2018 contre 5,980 milliards de FCFA dans le budget rectifié de 2017, soit une augmentation de 0,534 milliard de FCFA ou un taux de progression de 8,93%.

Les budgets annexes comprennent : les Entrepôts maliens au Sénégal, en Côte d'Ivoire, au Togo, en Guinée, au Ghana et en Mauritanie.

1.3. Comptes spéciaux du Trésor

Les recettes des Comptes spéciaux du Trésor sont estimées à 116,613 milliards de FCFA en 2018 contre 89,363 milliards de FCFA dans le budget rectifié de 2017, soit une augmentation de 27,250 milliards de FCFA ou un taux de progression de 30,49% qui s'explique essentiellement par la création de deux (02) comptes d'affectation spéciale, à savoir le Fonds National de Développement de la Statistique et le Fonds pour le Développement Durable.

Les Comptes spéciaux du Trésor sont constitués du :

- Fonds pour l'Aménagement et la Protection des Forêts ;
- Fonds pour l'Aménagement et la Protection de la Faune ;
- Fonds National d'Appui à l'Agriculture ;
- Fonds Compétitif pour la Recherche et l'Innovation Technologique ;
- Fonds d'Appui à l'Autonomisation de la Femme et à l'Epanouissement de l'Enfant ;
- Fonds de Remboursement des Crédits TVA ;
- Fonds National de Développement de la Statistique ;
- Fonds pour le Développement Durable ;
- Programme de Développement des Ressources Minérales ;
- Fonds d'Appui pour la Promotion de la Recherche Pétrolière ;
- Fonds de Financement de la Recherche, de la Formation et de la Promotion des activités minières.

2. Présentation des recettes budgétaires par nature

2.1. Recettes du budget général :

Ventilées par nature, les recettes du budget général sont constituées des recettes fiscales, des recettes non fiscales, des dons programmes/projets et legs, des recettes exceptionnelles et des produits financiers.

2.1.1. Recettes fiscales nettes²

Les recettes fiscales nettes, constituées d'impôts directs et indirects, s'élèvent à 1 504,823 milliards de FCFA en 2018 contre 1 363,609 milliards de FCFA dans le budget rectifié de 2017, soit un accroissement de 141,214 milliards de FCFA, ou un taux d'augmentation de 10,36% imputable essentiellement à l'augmentation des impôts sur les revenus, des bénéfices et gains en capital et des impôts et taxes intérieurs sur les biens et services.

2.1.2. Recettes non fiscales

Elles s'élèvent à 145,231 milliards de FCFA pour 2018 contre 91,328 milliards de FCFA dans le budget rectifié de 2017, soit une augmentation de 53,903 milliards de FCFA ou un taux de d'augmentation de 59,02%, imputable à la vente des licences téléphoniques pour un montant de 133,000 milliards de FCFA.

2.1.3. Dons programmes / projets et legs

Constitués des dons des institutions internationales et des gouvernements étrangers, ils s'élèvent pour 2018 à 114,563 milliards de FCFA contre 202,708 milliards de FCFA dans la loi de finances rectificative de 2017, soit une diminution de 88,145 milliards de FCFA ou un taux de régression de 43,48% qui s'explique par la baisse de l'appui budgétaire sectoriel (ABS), des appuis projets (BSI financement extérieur) et de l'appui budgétaire général (ABG) en dons.

S'agissant de l'Appui Budgétaire Sectoriel (ABS), il passe de 21,407 milliards de FCFA dans le collectif budgétaire 2017 à 7,391 milliards de FCFA dans le budget 2018, soit une diminution de 14,016 milliards de FCFA ou un taux de régression de 65,47%. Cette baisse est due essentiellement au fait que le programme de financement du Canada dans les secteurs de la santé et de l'éducation est arrivé à son terme. Les prévisions au titre de l'exercice budgétaire 2018 constituent une annonce de financement en attendant la signature d'une nouvelle convention.

Les prévisions d'ABS par Partenaire Technique et Financier pour l'exercice 2018 sont données dans le tableau ci-après :

² Elles correspondent aux recettes brutes desquelles sont déduits les crédits TVA qui sont inscrits au niveau des Comptes spéciaux du Trésor

Tableau 6 : Appuis budgétaires sectoriels*(Montant en milliards en FCFA)*

Partenaires Techniques et Financiers	LF 2017		PLF 2018 (3)	ECARTS (4) = (3) - (2)	
	Initiale (1)	Rectifiée (2)		Montants	%
Suisse	6,027	7,011	4,946	-2,065	-29,45%
Canada (Santé)	6,525	6,526	1,576	-4,950	-75,85%
Canada (Education)	2,25	3,63	0,869	-2,761	-76,06%
Report ABS Education Canada	0,999	2,323	0	-2,323	-100,00%
Report ABS Santé Canada	1,917	1,917	0	-1,917	-100,00%
Total	17,718	21,407	7,391	-14,016	-65,47%

En ce qui concerne l'Appui Budgétaire Général (ABG) inscrit au niveau des recettes budgétaires, il est dorénavant constitué uniquement de dons, les prêts ayant été déclassés des recettes budgétaires vers les ressources de trésorerie.

En 2018, les dons de l'ABG sont estimés à 26,200 milliards de FCFA contre 84,800 milliards de FCFA dans la loi de finances rectificative 2017, soit une diminution de 58,600 milliards de FCFA ou un taux de régression de 69,10%.

La répartition de l'ABG par Partenaire Technique et Financier est donnée dans le tableau ci-après :

Tableau 7 : Appuis budgétaires généraux (Dons)*(Montant en milliards en FCFA)*

Partenaires Techniques et Financiers	LF 2017		PLF 2018 (3)	ECARTS (4) = (3) - (2)	
	Initiale (1)	Rectifiée (2)		Montants	%
Union Européenne	63,000	63,000	26,200	-36,800	-58,41%
Banque Africaine de Développement (BAD)	0,000	9,800	0,000	-9,800	-100,00%
CEDEAO	0,000	12,000	0,000	-12,000	-100,00%
TOTAL ABG (Dons)	63,000	84,800	26,200	-58,600	-69,10%

2.1.4. Recettes exceptionnelles

En 2018, elles sont constituées uniquement des annulations de dettes et s'élèvent à 18,995 milliards de FCFA contre 17,845 milliards de FCFA dans le budget rectifié 2017, soit une augmentation de 1,150 milliard de FCFA ou un taux de progression de 6,44%.

2.1.5. Produits financiers

En 2018, ils s'élèvent à 50,886 milliards de FCFA contre 40,661 milliards de FCFA dans la loi de finances rectificative 2017, soit une augmentation de 10,225 milliards de FCFA qui s'explique par la hausse des revenus des titres de placements (dividendes).

2.2. Recettes des budgets annexes :

Les recettes des budgets annexes sont constituées uniquement des recettes non fiscales qui sont évaluées à 6,514 milliards de FCFA en 2018 contre 5,980 milliards de FCFA dans le collectif budgétaire de 2017, soit une augmentation de 0,534 milliard de FCFA, ou une variation de 8,93% imputable à la hausse des prévisions des recettes des entrepôts maliens au Sénégal, en Côte d'Ivoire et en Guinée.

2.3. Recettes des Comptes spéciaux du Trésor :

Les recettes des Comptes spéciaux du Trésor sont composées des recettes fiscales et non fiscales et des transferts reçus d'autres budgets. En 2018, les ressources prévisionnelles de ces comptes s'élèvent à 116,613 milliards de FCFA contre 89,363 milliards de FCFA dans la loi de finances rectificative 2017, soit une augmentation de 27,250 milliards de FCFA, ou une variation de 30,49% qui s'explique essentiellement par la création de deux nouveaux comptes d'affectation spéciale, à savoir le Fonds pour le Développement Durable et le Fonds National de Développement de la Statistique.

A.2. Ressources de Trésorerie :

Pour 2018, les ressources de trésorerie de l'Etat sont évaluées à 297,437 milliards de FCFA contre 318,728 milliards de FCFA dans la loi de finances rectificative 2017, soit une baisse de 21,291 milliards de FCFA. Elles se répartissent dans le tableau ci-dessous comme suit :

Tableau 8 : Evolution des ressources de trésorerie

LIBELLES	(Montant en milliards de FCFA)				
	LF 2017		PLF 2018 (3)	ECARTS (4) = (3) - (2)	
	Initiale (1)	Rectifiée (2)		Montants	%
Produits provenant de la cession des actifs	20,025	20,025	16,178	-3,847	-19,21%
<i>Aliénations du Domaine mobilier</i>	<i>0,353</i>	<i>0,353</i>	<i>0,353</i>	<i>0,000</i>	<i>0,00%</i>
<i>Aliénations d'immeubles</i>	<i>11,825</i>	<i>11,825</i>	<i>9,825</i>	<i>-2,000</i>	<i>-16,91%</i>
<i>Recettes de Privatisation</i>	<i>7,847</i>	<i>7,847</i>	<i>6,000</i>	<i>-1,847</i>	<i>-23,54%</i>
Produits des emprunts à court, moyen et long termes	254,700	289,480	256,728	-32,752	-11,31%
<i>Produits des emprunts projets</i>	<i>188,100</i>	<i>188,630</i>	<i>169,028</i>	<i>-19,602</i>	<i>-10,39%</i>
<i>Produits des emprunts programmes</i>	<i>66,600</i>	<i>100,850</i>	<i>87,700</i>	<i>-13,150</i>	<i>-13,04%</i>
Dépôts sur les comptes des correspondants	0,000	0,000	14,160	14,160	-
Remboursements de prêts et avances	3,460	9,223	10,371	1,148	12,45%
Total ressources de trésorerie	278,185	318,728	297,437	-21,291	-6,68%

1. Produits provenant de la cession des actifs :

Ils sont évalués à 16,178 milliards de FCFA en 2018 contre 20,025 milliards de FCFA dans la loi de finances rectificative 2017, soit une baisse de 3,847 milliards de FCFA ou une régression de 19,21%. Ces ressources proviennent essentiellement de la réforme des biens de l'Etat et des ventes de terrains.

2. Produits des emprunts à court, moyen et long termes :

Ils sont prévus pour 256,728 milliards de FCFA contre 289,480 milliards de FCFA dans la loi de finances rectificative 2017, soit une baisse de 32,752 milliards de FCFA ou une régression de 11,31%. Les produits des emprunts à court, moyen et long termes sont constitués des prêts au titre du Budget Spécial d'Investissement, financement extérieur et de l'Appui Budgétaire Général (ABG).

Le détail des prêts ABG par partenaire technique et financier est indiqué dans le tableau ci-dessous :

Tableau 9 : Appuis budgétaires généraux (Prêts)

Partenaires Techniques et Financiers	LF 2017		PLF 2018 (3)	ECARTS (4) = (3) - (2)	
	Initiale (1)	Rectifiée (2)		Montants	%
Banque Africaine de Développement (BAD)	12,300	21,550	17,000	-4,550	-21,11%
Banque Mondiale	23,300	48,300	20,000	-28,300	-58,59%
Fonds Monétaire International (FMI)	31,000	31,000	50,700	19,700	63,55%
TOTAL ABG (Prêts)	66,600	100,850	87,700	-13,150	-13,04%

3. Dépôts sur les comptes des correspondants :

Les correspondants du Trésor sont constitués des organismes et des particuliers disposant d'un compte dans les écritures du Trésor. Pour 2018, leurs dépôts sont prévus pour 14,160 milliards de FCFA³ et répartis comme suit :

- Chambre de Commerce et d'Industrie du Mali pour 0,226 milliard de FCFA ;
- Office Malien de l'Habitat pour 0,545 milliard de FCFA ;
- Agence de Promotion Touristique au Mali pour 0,049 milliard de FCFA ;
- Fonds d'Appui à la Formation Professionnelle et à l'Apprentissage pour 0,082 milliard de FCFA ;
- Divers déposants pour 13,258 milliards de FCFA.

³L'absence d'information sur les comptes des correspondants en 2017 s'explique par le fait que 2018 est l'année de départ pour leur intégration dans la loi de finances.

4. Remboursements de prêts et avances :

En 2018, ils sont évalués à 10,371 milliards de FCFA contre 9,223 milliards de FCFA dans la loi de finances rectificative 2017, soit une augmentation de 1,148 milliard de FCFA qui s'explique notamment par le niveau de remboursement de la dette rétrocedée.

A.3. Présentation des ressources de l'Etat par service d'assiette et de recouvrement

Les prévisions de ressources des services d'assiette et de recouvrement en 2018 s'élèvent à 1 803,435 milliards de FCFA dont 1 762,726 milliards de FCFA de recettes budgétaires (sur un total de 1 957,625 milliards de FCFA) et de 40,709 milliards de FCFA de ressources de trésorerie (sur un total de 297,437 milliards de FCFA).

Ces prévisions au titre de l'exercice budgétaire 2018 et leur évolution entre 2017 et 2018 sont données dans le tableau suivant par service d'assiette et de recouvrement.

Tableau 10 : Répartition des ressources par structure

(Montant en milliards en FCFA)

Services	Recettes budgétaires			Ressources de trésorerie			Total des recouvrements	
	LFR 2017 (1)	PLF 2018 (2)	Ecart (3) = (2) - (1)	LFR 2017 (4)	PLF 2018 (5)	Ecart (6) = (5) - (4)	LFR 2017 (1) + (4)	PLF 2018 (2) + (5)
Direction Générale des Douanes	585,000	641,100	56,100	0,000	0,000	0,000	585,000	641,100
Direction Générale des Impôts	790,940	845,602	54,662	0,000	0,000	0,000	790,940	845,602
Direction Nationale du Trésor et de la Comptabilité Publique	30,000	32,863	2,863	0,000	14,160	14,160	30,000	47,023
Direction Nationale des Domaines	165,622	243,161	77,539	12,178	10,178	-2,000	177,800	253,339
Direction Générale de l'Administration des Biens de l'Etat	0,000	0,000	0,000	7,847	6,000	-1,847	7,847	6,000
Direction Générale de la Dette Publique	0,000	0,000	0,000	9,223	10,371	1,148	9,223	10,371
TOTAL	1 571,562	1 762,726	191,164	29,248	40,709	11,461	1 600,810	1 803,435

Les ressources de trésorerie prévues au niveau des services d'assiette et de recouvrement pour un montant total de 40,709 milliards de FCFA, seront issues :

- au niveau de la DGABE et de la DND : des produits provenant de la cession des actifs pour 16,178 milliards de FCFA ;
- au niveau de la DNTCP : des dépôts sur les comptes des correspondants pour 14,160 milliards de FCFA ;
- au niveau de la DGDP : du remboursement des prêts et avances pour 10,371 milliards de FCFA.

Aussi, l'évolution des prévisions de recouvrement, avec et sans TVA, entre 2017 et 2018 est projetée dans le tableau ci-dessous :

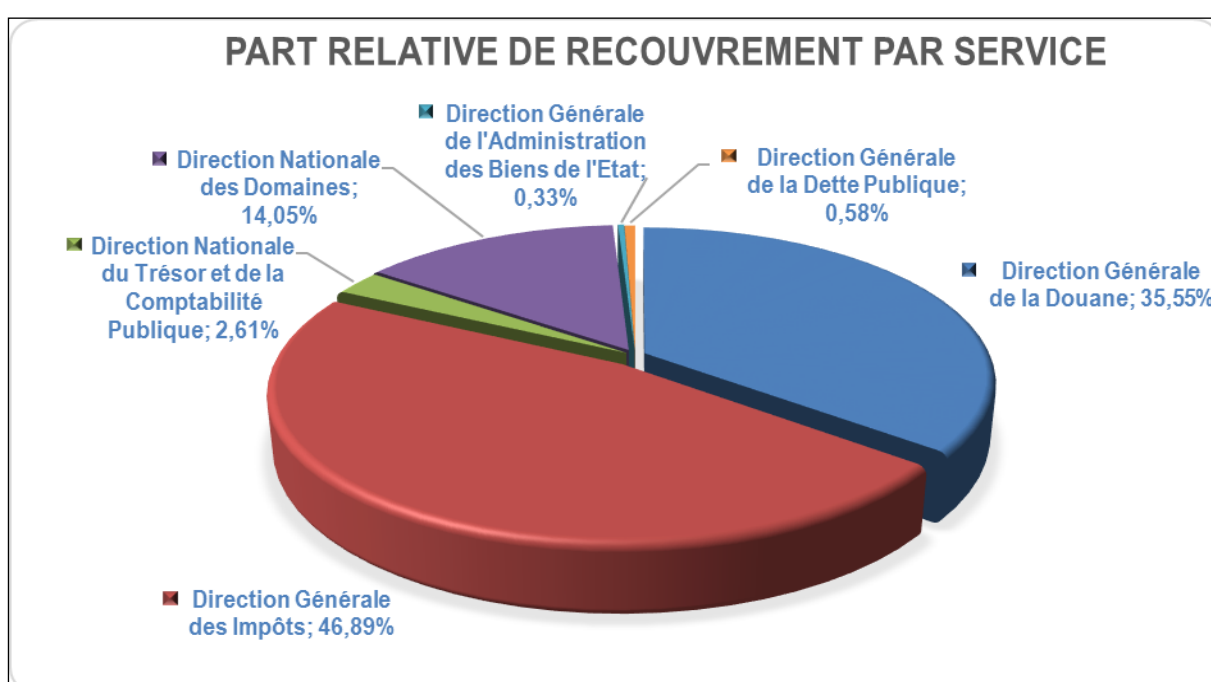
Tableau 11 : Evolution des ressources par service avec et sans crédits TVA

(Montants en milliards de FCFA)

SERVICES	Ressources rectifiées 2017		Ressources 2018		Evolution entre 2017 et 2018	
	Avec TVA	Sans TVA (1)	Avec TVA	Sans TVA (2)	Ecart = (2-1)	Taux (En %)
Direction Générale des Douanes	585,000	556,177	641,100	616,387	60,210	10,83%
Direction Générale des Impôts	790,940	743,799	845,602	808,529	64,730	8,70%
Direction Nationale du Trésor et de la Comptabilité Publique	30,000	30,000	47,023	47,023	17,023	56,74%
Direction Nationale des Domaines	177,800	177,800	253,339	253,339	75,539	42,49%
Direction Générale de l'Administration des Biens de l'Etat	7,847	7,847	6,000	6,000	-1,847	-23,54%
Direction Générale de la Dette Publique	9,223	9,223	10,371	10,371	1,148	12,45%
TOTAL	1 600,810	1 524,846	1 803,435	1 741,649	216,803	14,22%
Montant TVA	75,964		61,786		-14,178	-18,66%

La comparaison des prévisions de ressources pour l'exercice 2018 par service d'assiette et de recouvrement à celles du budget rectifié de 2017, sans TVA, fait ressortir une augmentation de 216,803 milliards de FCFA ou un taux de progression de 14,22%. Quant aux crédits TVA, ils passent de 75,964 milliards de FCFA dans le budget rectifié 2017 à 61,786 milliards de FCFA dans le budget 2018, soit une baisse de 18,66%.

En outre, la part relative de chaque service dans les prévisions de recouvrement des ressources est donnée pour 2018 dans le graphique ci-après :

Graphique 1 : Part relative des services d'assiette et de recouvrement dans les prévisions de recouvrement des ressources pour 2018.

L'amélioration des recettes des services d'assiette et de recouvrement pour l'exercice budgétaire 2018 sera sous-tendue par les mesures ci-après :

Au titre de la Direction Générale des Impôts

Pour l'atteinte des objectifs de recettes 2018, la DGI entend mettre en œuvre les mesures suivantes :

- l'optimisation des déclarations mensuelles par un meilleur suivi des indicateurs de gestion ;
- l'intensification des poursuites pour le recouvrement des arriérés ;
- un meilleur suivi des contribuables qui sont à la fois débiteurs et créanciers de l'Etat ;
- une revue des dossiers en contrôle fiscal et/ou à programmer, susceptibles d'être achevés au plus tard le 30 octobre 2018 ;
- une revue de la structure des arriérés d'impôts au titre des exercices 2015, 2016 et 2017, y compris les droits issus du contrôle fiscal ;
- une recherche accrue des renseignements sur les contribuables ;
- la mise en place progressive d'un système informatique plus performant ;
- l'intensification des contrôles des dossiers importants en termes d'attentes des résultats de la vérification ;
- le suivi plus rapproché des opérations de contrôle pour accroître leur efficacité se poursuivra et une attention particulière sera portée au suivi des contrôles de crédits de TVA ;
- l'intensification des opérations de recensement particulièrement celles des immeubles passibles de l'impôt sur les revenus fonciers ;
- la mise en œuvre des mesures de communication interne et externe ;
- le suivi de l'exécution du programme de la brigade mixte Impôts-Douanes ;
- la poursuite de la mise en place des mesures de simplification et de clarification de la législation fiscale (relecture du Code Général des Impôts et du Livre des Procédures Fiscales) ;
- l'exécution du programme de formation initiale et continue ;
- la réorganisation de la DGI, avec la création et l'opérationnalisation des Centres des Moyennes Entreprises.

La mise en œuvre des réformes ainsi que des activités de communication issues du plan stratégique de la DGI et le renforcement des contrôles internes seront de nature à contribuer à la réalisation des objectifs de recettes. La présente mesure est liée :

- à la réalisation des objectifs de croissance projetée ;
- à une stabilité, voire une remontée du prix de vente de l'or ;
- à la résolution des contentieux fiscaux avec certaines sociétés minières ;

- à la poursuite de la mise en œuvre du plan d'actions issu du rapport de l'audit sur les exonérations fiscales ;
- au maintien d'un climat social apaisé au sein de la Direction Générale des Impôts.

Quant aux mesures d'accompagnement, il s'agira de :

- poursuivre la réforme et l'extension du système informatique ;
- accompagner la Direction Générale des Impôts pour l'aboutissement et la réussite de la mise en œuvre de ses réformes tant sur le plan organisationnel que fiscal ;
- accompagner constamment les structures de recouvrement ;
- mettre en œuvre une synergie d'action entre la DGI, la DGD, la DNTCP et la DGCC ;
- poursuivre l'interconnexion du système d'information de la DGI avec les systèmes d'information de la DGMP, de la DNGM et de l'INPS.

Au titre de la Direction Générale des Douanes (DGD)

Les mesures indiquées pour l'atteinte des objectifs portent sur :

- le renforcement du contrôle interne ;
- le renforcement de l'exploitation des résultats du scanning et du Programme de Vérification des Importations ;
- le contrôle rigoureux des certificats d'origine ;
- la dynamisation de l'opération « base vie » ;
- la maîtrise des exonérations ;
- le renforcement du contrôle après dédouanement ;
- l'intensification des efforts de lutte contre la fraude et la criminalité transfrontalière ;
- la poursuite de l'informatisation des structures ;
- la poursuite de la mise en œuvre de la nouvelle carte de la surveillance douanière ;
- le redéploiement du personnel.

Au titre de la Direction Nationale des Domaines

Les mesures indiquées pour l'atteinte des objectifs portent sur :

- les ressources provenant de l'octroi de la licence au 4^{ème} opérateur de télécommunication ;
- les ressources provenant de la cession de la licence 4G ;
- la maîtrise de l'orpillage traditionnel ;
- la cessation de l'octroi d'exonérations aux promoteurs immobiliers sur le prix de cession des terrains urbains et ruraux du domaine de l'Etat ;

- le règlement du conflit de compétence entre les services intervenant dans les domaines foncier et minier, notamment en ce qui concerne les recouvrements de la taxe d'extraction et du ramassage des matériaux, des redevances superficielles, ainsi que des droits d'enregistrement sur les locations verbales et la taxe sur la plus-value de cession réalisée sur les titres miniers ;
- l'accroissement de l'information relative aux titres miniers ;
- la cession de terrains relevant du domaine privé immobilier de l'Etat ;
- l'aliénation de biens meubles et immeubles de l'Etat.

Au titre de la Direction Nationale du Trésor et de la Comptabilité Publique (DNTCP)

Les mesures indiquées pour l'atteinte des objectifs portent sur :

- le renforcement du dispositif de taxation des jeux de hasard, notamment les « tombolas, grattage, loto sportif » ;
- le renforcement du contrôle des différentes régies et le suivi des postes comptables à l'étranger.

Au titre de la Direction Générale de l'Administration des Biens de l'Etat (DGABE)

Les mesures indiquées pour l'atteinte des objectifs portent sur la réussite des opérations de cession d'une partie des actifs de l'Usine Malienne des Produits Pharmaceutiques (UMPP) et de l'Hôtel Club de Selingué.

B- CHARGES DE L'ETAT

Les charges de l'Etat sont composées des dépenses budgétaires et des charges de trésorerie.

B.1. Dépenses budgétaires

Les dépenses budgétaires de l'exercice 2018 s'élèvent à 2 330,778 milliards de FCFA contre 2 167,677 milliards de FCFA dans le budget rectifié de 2017, soit une augmentation de 163,101 milliards de FCFA ou un taux d'évolution de 7,52%.

La répartition des dépenses budgétaires pour l'exercice 2018 par type de budget et par nature économique se présente comme suit :

Tableau 12 : Répartition des dépenses par type de budget et par nature économique

(En milliards de FCFA)

Natures Economiques	LF 2017		PLF 2018		Ecart (5) = (4) - (2)	
	LFI en CP (1)	LFR en CP (2)	AE (3)	CP (4)	En montant	Variation (en %)
Budget Général (1)	2 019,914	2 072,334	796,119	2 207,651	135,317	6,53
Dépenses ordinaires	1 218,305	1 152,509		1 295,173	142,664	12,38
Personnel	446,351	459,343		516,409	57,066	12,42
<i>dont fonctionnaires des Collectivités Territoriales</i>	120,516	120,516		150,506	29,990	24,88
Acquisitions de biens et services	386,274	330,352		358,137	27,785	8,41
<i>dont Matériel</i>	120,447	120,447		123,397	2,950	2,45
<i>dont Communication</i>	44,794	44,794		45,838	1,044	2,33
<i>dont Autres Dépenses</i>	86,909	105,309		107,627	2,318	2,20
<i>dont élections</i>	10,000	28,000		45,000	17,000	60,71
Charges financières	63,527	63,527		78,337	14,810	23,31
Transferts et subventions	316,153	293,287		336,290	43,003	14,66
<i>dont Bourses</i>	17,796	17,796		17,796	0,000	0,00
<i>dont subvention CMSS</i>	37,509	37,509		40,000	2,491	6,64
<i>dont Subvention Intrants</i>	43,000	43,000		43,000	0,000	0,00
<i>dont Subvention EDM-SA</i>	25,000	25,000		27,000	2,000	8,00
Dépenses en atténuation des recettes	6,000	6,000		6,000	0,000	0,00
Dépenses en capital	801,609	919,825	796,119	912,478	-7,347	-0,80
Dépenses d'investissements exécutés par l'Etat	801,609	919,825	796,119	912,478	-7,347	-0,80
Dépenses de transferts en capital	0	0	0	0	0	-
Budgets annexes (2)	5,980	5,980	1,840	6,514	0,534	8,93
Comptes spéciaux du Trésor (3)	88,753	89,363	51,995	116,613	27,250	30,49
TOTAL GENERAL (1+2+3)	2 114,647	2 167,677	849,954	2 330,778	163,101	7,52

NB : l'inscription des crédits en AE a commencé à partir de 2018. Ce qui justifie l'absence d'AE en 2017.

1. Présentation des dépenses par type de budget et par nature :

1.1 Budget général

Les dépenses du budget général pour 2018 sont évaluées à 2 207,651 milliards de FCFA dont 1 295,173 milliards de FCFA au titre des dépenses ordinaires et 912,478 milliards de FCFA au titre des dépenses en capital. Elles sont en progression de 6,53% par rapport à celles de 2017.

Dans le budget 2018, les dépenses ordinaires sont inscrites en Crédits de Paiement (CP) et les dépenses en capital en Autorisations d'Engagement (AE) et en Crédits de Paiement (CP). Les AE constituent la limite supérieure des dépenses pouvant être juridiquement engagées au cours de l'exercice pour la réalisation des investissements prévus par la loi de finances. Les CP constituent quant à eux, la limite supérieure des dépenses pouvant être ordonnancées ou payées au cours de l'exercice.

1.1.1. Dépenses ordinaires

Les Crédits de paiement des dépenses ordinaires pour 2018 sont évalués à 1 295,173 milliards de FCFA contre 1 152,509 milliards de FCFA dans le budget d'Etat rectifié 2017, soit une augmentation de 142,664 milliards de FCFA ou un taux de progression de 12,38%. Les dépenses ordinaires se déclinent en dépenses de personnel, d'acquisitions de biens et services, de charges financières, de transferts et subventions, et des dépenses en atténuation des recettes comme suit :

◆ **Personnel :**

Les crédits de paiement des charges salariales du personnel civil et militaire de l'Etat et des fonctionnaires des Collectivités Territoriales sont évalués en 2018 à 516,409 milliards de FCFA contre 459,343 milliards de FCFA dans le budget rectifié 2017, soit une augmentation de 12,42% qui s'explique globalement par les recrutements, les avancements statutaires du personnel civil et militaire et l'incidence financière des accords avec les partenaires sociaux.

◆ **Acquisitions de biens et services :**

Les crédits de paiement des dépenses de la rubrique « Acquisitions de biens et services » passent de 330,352 milliards de FCFA dans le budget rectifié de 2017 à 358,137 milliards de FCFA dans le budget d'Etat 2018, soit une augmentation de 8,41% imputable à la prise en charge des élections présidentielles et législatives, de l'achat des médicaments et vaccins, de matériels didactiques ainsi que le fonctionnement des administrations publiques et les activités prévues dans les programmes .

◆ **Charges financières :**

Les crédits de paiement des charges financières pour l'exercice 2018 s'élèvent à 78,337 milliards de FCFA contre 63,527 milliards de FCFA dans le budget rectifié 2017, soit une augmentation de 23,31% et servent à prendre en charge les intérêts de la dette intérieure et extérieure, soit respectivement 46,678 milliards de FCFA et 31,659 milliards de FCFA.

◆ **Transferts et subventions :**

Les crédits de paiement des dépenses de transferts et subventions sont évalués à 336,290 milliards de FCFA en 2018 contre 293,287 milliards de FCFA dans le budget rectifié 2017, soit une augmentation de 14,66% en lien avec la prise en charge des salaires des EPA, des intrants agricoles, des pensions (subvention CMSS), de la contribution aux fonctionnements des organisations internationales, du Programme Présidentiel d'Urgence Social (filet social) et de diverses activités des programmes.

En outre, l'augmentation des crédits de paiement des dépenses de transferts et subventions découle du renforcement de la contribution de l'Etat aux :

- établissements publics, notamment les hôpitaux pour l'amélioration de l'accès à des soins de santé de qualité ;
- collectivités territoriales dans le cadre du transfert des ressources financières consécutives au transfert des compétences.

◆ **Dépenses en atténuation des recettes:**

Les crédits de paiement des dépenses en atténuation des recettes demeurent au même niveau de prévision que dans le budget rectifié de 2017, soit 6,000 milliards de FCFA et sont affectées au paiement des exonérations dans le cadre des conventions de financement des projets d'investissement.

1.1.2. Dépenses en capital :

Les dépenses en capital sont constituées de dépenses d'investissements exécutés par l'Etat et de dépenses de transferts en capital. Les dépenses d'investissements exécutés par l'Etat comprennent les dépenses en équipement des administrations publiques, les dépenses liées aux études et recherches, le Budget Spécial d'Investissement (BSI), financement intérieur et extérieur et l'Appui budgétaire sectoriel (ABS).

En 2018, les autorisations d'engagement pour les dépenses en capital sont évaluées à 796,119 milliards de FCFA. Quant aux crédits de paiement pour les dépenses en capital, ils sont évalués à 912,478 milliards de FCFA dans le budget 2018 contre 919,825 milliards de FCFA dans le budget rectifié 2017, soit une baisse de 0,80%. Dans le détail, ces dépenses se présentent ainsi qu'il suit.

◆ **Equipement - investissement :**

Les autorisations d'engagement pour les dépenses de la rubrique « Equipement-investissement » se chiffrent à 345,020 milliards de FCFA dans le budget 2018. En ce qui concerne les crédits de paiement pour les dépenses de la même rubrique, ils se chiffrent également à 345,020 milliards de FCFA dans le budget 2018 contre 289,111 milliards de FCFA dans le budget rectifié 2017, soit une augmentation de 19,34% imputable principalement à l'équipement des administrations ainsi que la prise en charge de la Loi d'Orientation et de Programmation Militaire (LOPM) et de la Loi de Programmation relative à la Sécurité Intérieure (LPSI).

◆ **Budget Spécial d'Investissement (financement intérieur):**

Les autorisations d'engagement pour les dépenses du BSI financement intérieur se chiffrent à 280,408 milliards de FCFA dans le budget 2018. S'agissant des crédits de paiement pour les dépenses du BSI financement intérieur, ils passent de 297,624 milliards de FCFA dans le budget rectifié 2017 à 316,067 milliards de FCFA dans le budget 2018, soit une augmentation de 6,20%.

Cette augmentation est due essentiellement à la prise en charge des projets routiers, à l'amélioration du plateau technique des formations sanitaires et aux investissements agricoles.

Ci-dessous sont présentés, à titre d'illustration, quelques principaux projets du budget d'Etat sur financement intérieur en 2018 :

	Montant en milliards de FCFA
Construction et Equipement des hôpitaux	12,000
Amélioration du plateau technique des Hôpitaux	5,000
Programme d'Aménagement des infrastructures routières structurantes (PAIRS)	25,400
Construction du 2 ^{ème} pont Kayes	15,000
Construction de la route Kayes-Kenieba	13,087
Construction de la section de route Kangaba-Dialafoundo-frontière Guinée	8,686
Construction et bitumage de la route Banconi-Dialakorodji-Safo-Dabani-Nonsombougou	7,918
Aménagement en 2x2 voies du 3 ^{ème} pont à la route nationale n°6, construction d'échangeur et réhabilitation de la Section Tour d'Afrique	9,500
Projet de Construction d'un Centre national de Conduite et Dédouement de la Capacité en énergie	5,000
Programme d'urgence AEP milieu rural	2,500
Programme de construction de 50 000 logements sociaux	10,000
Construction de la grande prison de Bamako	2,000
Construction et Equipement de Lycées	2,000
Entretien Aménagement Infrastructures et Vulgarisation Office du Niger	5,000

◆ **Budget Spécial d'Investissement, financement extérieur :**

Les autorisations d'engagement pour les dépenses du BSI financement extérieur se chiffrent à 163,300 milliards de FCFA dans le budget 2018. S'agissant des crédits de paiement pour les dépenses du BSI financement extérieur, ils se chiffrent à 250 milliards de FCFA en 2018 contre 285,130 milliards de FCFA dans le budget rectifié 2017, soit une baisse de 12,32%. Cette diminution s'explique essentiellement par la clôture de certains projets financés par les PTF.

A titre d'illustration, quelques projets saillants du budget d'Etat 2018 sur financement extérieur sont présentés ci-dessous :

	Montant en milliards de FCFA
Projet de reconstruction et de relance Economique /IDA	8,000
Appui à la Formation Professionnelle et l'Insertion en entrepreneuriat des jeunes ruraux/FIDA	3,500
Construction et Equipement des IFM au Mali	2,000
Projet Education pour tous /IDA	3,500
Projet appui enseignement supérieur / IDA	5,000
Bitumage tronçon Gouma-Coura-Tombouctou	17,500
Construction et Bitumage de la route de Kolondieba-Zantiebougu-frontière RCI	21,000
Projet de Drainage des Eaux Fluviales de Bamako	3,505
Projet de construction de la liaison double terminal Sikasso-Bougouni-Bamako	2,500
Programme Autonomisation femmes et dividendes démographique	7,000
Programme de Développement de l'Irrigation	16,930
Programme Régional d'appui au pastoralisme au sahel (PRAPS)	7,500

◆ **Appui Budgétaire Sectoriel (ABS):**

Les autorisations d'engagement pour les dépenses de l'ABS se chiffrent à 7,391 milliards dans le budget 2018. S'agissant des crédits de paiement au titre de l'ABS, ils s'élèvent à 7,391 milliards de FCFA contre 21,407 milliards de FCFA dans le budget rectifié 2017, soit une baisse de 65,47% imputable essentiellement au fait que le programme de financement du Canada en faveur des secteurs de l'éducation et de la santé est arrivé à son terme.

Ci-dessous la répartition de l'ABS des trois (03) dernières années et la prévision pour 2018 par programme et par PTF :

Tableau 13 : Répartition des Appuis Budgétaires Sectoriels

(En FCFA)					
PROGRAMMES	BAILLEURS	2016	2017 initiale	2017 rectifiée	2018
PISE	Canada	2 500 000 000	2 500 000 000	3 630 000 000	868 940 000
	S/Total	2 500 000 000	2 500 000 000	3 630 000 000	868 940 000
ADER, PAFA, PACUM, PDSU, PPG, PENF, PSEL-Delta et PASEM	Suisse	3 666 177 000	6 027 185 000	7 011 276 000	4 946 025 000
	S/Total	3 666 177 000	6 027 185 000	7 011 276 000	4 946 025 000
PRODESS	Canada	9 625 000 000	6 412 500 000	6 525 000 000	1 576 400 000
	S/Total	9 625 000 000	6 412 500 000	6 525 000 000	1 576 400 000
Report dotation N-1		2 600 000 000	3 028 084 000	4 241 391 000	
	S/Total	2 600 000 000	3 028 084 000	4 241 391 000	
TOTAL GENERAL		18 391 117 000	17 717 769 000	21 407 667 000	7 391 365 000

◆ **Dépenses de transferts en capital :**

Aucun montant n'est prévu au titre des dépenses de transferts en capital.

1.2 Budgets annexes

Les autorisations d'engagement des budgets annexes se chiffrent à 1,840 milliard de FCFA dans le budget 2018. S'agissant des crédits de paiement des budgets annexes, ils sont prévus en 2018 pour 6,514 milliards de FCFA contre 5,980 milliards de FCFA dans le budget rectifié 2017, soit une augmentation de 8,93%.

1.3 Comptes spéciaux du Trésor

Les autorisations d'engagement pour les Comptes spéciaux du Trésor se chiffrent à 51,995 milliards de FCFA dans le budget 2018. S'agissant des crédits de paiement pour les Comptes spéciaux du Trésor, ils sont prévus en 2018 à hauteur de 116,613 milliards de FCFA contre 89,363 milliards de FCFA dans le budget rectifié 2017, soit une augmentation de 30,49% qui s'explique principalement par la création de deux (02) comptes d'affectation spéciale à savoir, le Fonds pour le Développement Durable et le Fonds National de Développement de la Statistique.

2. Analyse des points saillants du budget

2.1 Amélioration des conditions de vie des travailleurs :

En vue d'apaiser le climat social, la revalorisation des salaires, à travers l'harmonisation de certaines primes et l'octroi d'autres avantages, a été accordée par l'Etat dans le cadre des négociations avec les partenaires sociaux.

Ainsi, le budget 2018 a tenu compte de l'incidence financière des mesures nouvelles en matière de dépenses salariales.

Les avantages accordés sont évalués à **16,464 milliards de FCFA** dont :

- 1,419 milliard de FCFA pour les magistrats,
- 3,759 milliards de FCFA pour le personnel socio sanitaire,
- 5,620 milliards de FCFA pour le personnel de l'éducation de base,
- 1,707 milliard de FCFA pour les enseignants du supérieur et les chercheurs,
- 2,553 milliards de FCFA pour les affaires étrangères.

A cela s'ajoute l'incidence liée à l'harmonisation des primes et indemnités accordées à l'ensemble du personnel, qui est évaluée à 15,776 milliards de FCFA.

2.2 Renforcement de la défense et de la sécurité :

En ce qui concerne la mise en œuvre de la Loi d'Orientation et de Programmation Militaire (LOPM), le cumul des inscriptions budgétaires en faveur du Ministère de la Défense et des Anciens Combattants de 2015 à 2018 s'élève à 1 044,442 milliards de FCFA, tandis que la loi n°2015-008 du 06 mars 2015 portant Loi d'Orientation et de Programmation Militaire projetée sur la même période, un montant de 993,755 milliards de FCFA. Il en ressort l'inscription, sur la période 2015-2018, d'un montant supplémentaire de 50,687 milliards de FCFA par rapport aux prévisions de la LOPM.

Les crédits budgétaires alloués audit Ministère au titre de l'exercice 2018, s'élèvent à 275,200 milliards de FCFA contre 269,345 milliards de FCFA en 2017, soit une augmentation de 5,855 milliards de FCFA (2,17%) liée à la réalisation des investissements programmés et au recrutement d'agents.

Dans le cadre de la mise en œuvre de la Loi de Programmation relative à la Sécurité Intérieure (LPSI), les crédits budgétaires alloués au Ministère de la Sécurité et de la Protection Civile passeront de 63,356 milliards de FCFA en 2017 à 80,337 milliards de FCFA en 2018 soit une augmentation de 26,85% (17,010 milliards de FCFA), en vue de renforcer davantage la sécurité des personnes et de leurs biens sur toute l'étendue du territoire national.

2.3 Contribution budgétaire à la mise en œuvre de l'Accord pour la Paix et la Réconciliation au Mali issu du processus d'Alger :

Les inscriptions budgétaires au titre de la mise en œuvre de l'Accord pour la Paix et la Réconciliation au Mali issu du processus d'Alger s'élèvent en 2018 à 125,166 milliards de FCFA contre 60,521 milliards de FCFA en 2017, soit une augmentation de 106,81%. Ce taux d'augmentation considérable reflète les efforts fournis par le Gouvernement du Mali en vue d'instaurer une paix durable et définitive. Ces inscriptions sont destinées à la prise en charge des dépenses relatives :

- au Fonds pour le Développement Durable pour 40,000 milliards de FCFA ;
- au Programme d'Urgence pour la Relance du Développement des Régions du Nord pour 7,700 milliards de FCFA ;
- aux Agences de Développement Régional pour 1,746 milliard de FCFA ;
- à l'opérationnalisation des régions de Taoudénit et de Ménaka pour 3,900 milliards de FCFA ;
- à l'organisation des élections pour 45,000 milliards de FCFA ;
- à la mise en œuvre des contrat-plans Etat/Région pour 4,400 milliards de FCFA.

En outre, une provision de 22,420 milliards de FCFA a été constituée pour faire face à diverses dépenses, dont la réalisation du projet TAOUSSA pour 3,000 milliards de FCFA.

Les inscriptions cumulées, de 2015 à 2018, au titre de la mise en œuvre de l'Accord s'élèvent globalement à 281,325 milliards de FCFA.

2.4 Amélioration des transferts budgétaires aux collectivités et de la déconcentration budgétaire

Dans le cadre de la mise en œuvre de l'Accord pour la Paix et la Réconciliation au Mali issu du processus d'Alger, le Gouvernement s'est engagé à transférer 30% des recettes budgétaires aux Collectivités Territoriales. Dans cette optique, le montant total transféré s'élève à 326,238 milliards de FCFA en 2018 contre un montant de 261,822 milliards de FCFA en 2017, ce qui représente 19,77 % des recettes budgétaires en 2018 contre 18,3% en 2017. Cette progression découle essentiellement du renforcement du Fonds National d'appui aux Collectivités Territoriales (FNACT), de la création du Fonds pour le Développement Durable, ainsi que l'identification par les Départements sectoriels, de lignes budgétaires (fonctionnement et investissement) transférables aux Collectivités territoriales.

La déconcentration budgétaire a été renforcée à travers l'inscription de crédits supplémentaires d'un montant de 35,194 milliards de FCFA au profit des Régions et du District de Bamako, faisant passer le budget des Administrations déconcentrées des Régions de 302,839 milliards de FCFA en 2017 à 338,033 milliards de FCFA en 2018. Ces crédits supplémentaires sont destinés essentiellement au fonctionnement des services, à la construction de sièges pour les services régionaux en vue de réduire les charges locatives, à la réhabilitation des infrastructures de tutelle des Collectivités territoriales et aux charges du personnel des collectivités.

2.5 Maintien des efforts budgétaires en faveur de l'agriculture et de l'investissement

La réalisation d'investissements dans les secteurs sociaux, de l'Agriculture et des infrastructures demeure une priorité pour le Gouvernement dans le cadre de la mise en œuvre du CREDD, afin de stimuler la croissance à travers la réalisation de projets et infrastructures structurants. Des efforts complémentaires ont été fournis en vue de maintenir le ratio de 15% des dépenses budgétaires allouées au secteur de l'Agriculture.

Le niveau des investissements reste solide dans le budget 2018 malgré un ratio de 41,72% des dépenses totales en 2018 contre 43,20% des dépenses totales en 2017. Le recul est imputable à la baisse des investissements financés sur les ressources extérieures. Toutefois, les investissements financés sur les ressources intérieures connaissent un accroissement de 12,67% par rapport à 2017.

2.6 Constitution d'une réserve :

Dans le cadre de la gestion budgétaire, la constitution de la réserve de gestion introduite en 2017 sera poursuivie au cours de l'exercice budgétaire 2018. Il s'agira de conserver un certain pourcentage sur les dotations en vue de pallier les effets de dégradation des hypothèses macroéconomiques, ayant servi de base à la prévision des recettes. Sur la base d'une simulation de rétention de 5% sur les crédits de paiement des dépenses d'acquisition de biens et services, de transferts courant et d'investissements, le montant de cette réserve se chiffrera en 2018 à 43,639 milliards FCFA contre 19,938 milliards de FCFA en 2017.

3. Présentation des dépenses par type de programme et par dotations budgétaires

Le budget d'Etat de 2018 comporte cent quarante huit (148) programmes dont quarante (40) programmes de pilotages, quatre vingt seize (96) programmes opérationnels, un (1) programme des budgets annexes et onze (11) programmes de Comptes spéciaux du Trésor.

Tableau 14 : Présentation des dépenses par types de programme et par dotations budgétaires
(Montant en milliards de FCFA)

LIBELLES	LFR 2017	PLF 2018				Ecart (4) = (3) - (1)	
	CP (1)	Nombre de Prog	Nombre d'actions	AE (2)	CP (3)	En montant	Variation en %
Programmes de Pilotage (1)	603,553	40	139	210,291	602,724	-0,829	-0,14%
Personnel	149,828				170,767	20,939	13,98%
Biens et services	129,310				129,473	0,163	0,13%
Transferts et subventions	82,639				74,793	-7,846	-9,49%
Investissement	241,776			210,291	227,691	-14,085	-5,83%
Programmes opérationnels (2)	1 110,907	96	183	438,084	1 185,656	74,749	6,73%
Personnel	265,275				293,539	28,264	10,65%
Biens et services	106,374				102,748	-3,626	-3,41%
Transferts et subventions	164,049				206,826	42,777	26,08%
Investissement	575,209			438,084	582,543	7,334	1,28%
Programme des Budgets annexes (3)	5,980	1	6	1,840	6,514	0,534	8,93%
Personnel	1,882				1,959	0,077	4,09%
Biens et services	1,857				2,127	0,270	14,54%
Transferts et subventions	0,555				0,588	0,033	5,95%
Investissement	1,686			1,840	1,840	0,154	9,13%
Programmes Comptes spéciaux du trésor (4)	89,363	11	11	51,995	116,613	27,250	30,49%
Personnel	0,900				0,470	-0,430	-47,78%
Biens et services	78,930				63,240	-15,690	-19,88%
Transferts et subventions	0,709				0,908	0,199	28,07%
Investissement	8,824			51,995	51,995	43,171	489,25%
Dotations (5)	357,874	0	0	147,744	419,271	61,397	17,16%
Personnel	44,241				52,103	7,862	17,77%
Biens et services	158,195				204,253	46,058	29,11%
Transferts et subventions	46,599				54,671	8,072	17,32%
Investissement	108,839			147,744	108,244	-0,595	-0,55%
TOTAL (1) + (2) + (3) + (4) + (5)	2 167,677	148	339	849,954	2 330,778	163,101	7,52%

3.1 Programmes de pilotage :

En 2018, les Autorisations d'Engagement pour les programmes de pilotage s'élèvent à 210,291 milliards de FCFA. Quant aux crédits de paiement pour lesdits programmes, ils sont évalués à 602,724 milliards de FCFA contre 603,553 milliards de FCFA en 2017 et permettent de financer les 139 actions des 40 programmes d'administration générale. Les programmes d'Administration générale sont des programmes d'appui visant la coordination des actions des structures et la gestion des ressources humaines, matérielles et financières mises à leur disposition.

3.2 Programmes opérationnels :

En 2018, les Autorisations d'Engagement pour les programmes opérationnels s'élèvent à 438,084 milliards de FCFA. Quant aux crédits de paiement pour les programmes opérationnels, ils sont évalués à 1 185,656 milliards de FCFA contre 1 110,907 milliards de FCFA en 2017 et permettent de financer les 183 actions des 96 programmes opérationnels. Les programmes opérationnels sont des programmes regroupant des actions et des activités dont la mise en œuvre concourt directement à l'atteinte des objectifs des départements ministériels, institutions et assimilées.

3.3 Programme des budgets annexes :

En 2018, les Autorisations d'Engagement pour le programme des budgets annexes s'élèvent à 1,840 milliard de FCFA. Quant aux crédits de paiement pour ledit programme, ils sont évalués à 6,514 milliards de FCFA en 2018 contre 5,980 milliards de FCFA en 2017 et permettent de financer les 6 actions du programme unique des budgets annexes.

3.4 Programmes des comptes spéciaux du Trésor :

En 2018, les Autorisations d'Engagement pour les programmes des Comptes spéciaux du Trésor s'élèvent à 51,995 milliards de FCFA. Quant aux crédits de paiement pour lesdits programmes, ils sont évalués à 116,613 milliards de FCFA en 2018 contre 89,363 milliards de FCFA en 2017 et permettent de financer les 11 actions des 11 programmes des comptes spéciaux.

3.5 Dotations :

En 2018, les Autorisations d'Engagement pour les dotations s'élèvent à 147,744 milliards de FCFA. Quant aux crédits de paiement pour les dotations, ils sont évalués à 419,271 milliards de FCFA contre 357,874 milliards de FCFA dans la loi de finances rectificative 2017. Les crédits budgétaires non repartis en programmes sont ventilés en dotation. Chaque dotation regroupe un ensemble de crédits globalisés destinés à couvrir les dépenses spécifiques auxquelles ne peuvent être directement associés des objectifs de politiques publiques ou des critères de performance. Il convient de souligner qu'il y a trois (03) sections budgétaires qui sont érigées en dotations, à savoir : l'Assemblée Nationale, les Charges communes et la Direction Générale de la Sécurité d'Etat.

4. Présentation des dépenses par fonction

Tableau 15 : Classification fonctionnelle des dépenses

(En milliers de FCFA)

Fonction	LFR 2017		PLF 2018	
	En Montant	Poids en %	En Montant	Poids en %
Services généraux des administrations publiques	501 409 271	23,13	551 876 052	23,68
Défense	266 026 126	12,27	272 337 615	11,68
Ordre et sécurité publics	114 506 020	5,28	130 514 982	5,60
Affaires économiques	596 539 871	27,52	668 746 629	28,69
<i>dont Agriculture</i>	325 164 012	15,00	349 849 918	15,01
Protection de l'environnement	35 314 483	1,63	8 968 795	0,38
Logement et équipements collectifs	53 248 176	2,46	55 362 695	2,38
Santé	134 736 842	6,22	124 489 595	5,34
Loisirs, culture et culte	22 191 333	1,02	22 159 547	0,95
Enseignement	357 606 424	16,50	396 423 978	17,01
Protection sociale	86 098 664	3,97	99 899 050	4,29
Total	2 167 677 210	100,00	2 330 778 938	100,00

B.2. Charges de trésorerie

Pour 2018, les charges de trésorerie de l'Etat sont évaluées à 345,161 milliards de FCFA contre 156,000 milliards de FCFA dans la loi de finances rectificative 2017, soit une hausse de 189,161 milliards de FCFA. Elles se répartissent dans le tableau comme suit :

Tableau 16: Evolution des charges de trésorerie

(Montant en milliards de FCFA)

LIBELLES	LF 2017		PLF 2018 (3)	ECARTS (4) = (3) - (2)	
	Initiale (1)	Rectifiée (2)		Montants	%
Remboursement des produits des emprunts à court, moyen et long termes	156,000	156,000	331,001	175,001	112,18
<i>Principal dette intérieure</i>	58,371	58,371	224,169	165,798	284,04
<i>Principal dette extérieure</i>	97,629	97,629	106,832	9,203	9,43
Retraits sur les comptes des correspondants	-	-	14,160	14,160	-
Prêts et avances	0	0	0	0	-
Total charges de trésorerie	156,000	156,000	345,161	189,161	121,26

1. Remboursement des produits des emprunts à court, moyen et long termes :

En 2018, les charges au titre du remboursement des produits des emprunts à court, moyen et long termes sont prévues pour 331,001 milliards de FCFA contre 156,000 milliards dans la loi de finances rectificative 2017, soit une hausse de 175,001 milliards de FCFA ou un taux de progression de 112,18%.

Lesdites charges concernent le remboursement du principal de la dette intérieure pour 224,169 milliards de FCFA et du principal de la dette extérieure pour 106,832 milliards de FCFA.

2. Retraits sur les comptes des correspondants :

En 2018, les retraits sur les comptes des correspondants sont prévus pour 14,160 milliards de FCFA.

3. Prêts et avances :

Aucun montant n'est prévu au titre des prêts et avances en 2018.

C. DEFICIT BUDGETAIRE ET MOYEN DE SON FINANCEMENT

Arrêté en recettes à 1 957,625 milliards de FCFA en termes de prévisions de recouvrement et à 2 330,778 milliards de FCFA en dépenses, le projet de budget 2018 présente un déficit budgétaire global de 373,153 milliards de FCFA contre 356,183 milliards de FCFA dans le budget rectifié 2017, soit une augmentation de 4,76%.

Ce déficit sera financé par les ressources provenant des aides budgétaires extérieures et la mobilisation de l'épargne à travers les titres d'emprunts émis par le Trésor.

Les ressources et les charges de trésorerie qui concourent à la réalisation de l'équilibre budgétaire et financier sont indiquées dans le tableau ci-après :

Tableau 17 : Financement du déficit

	(Montant en FCFA)
Besoins de financement	718 314 066 000
Amortissement de la dette à court, moyen et long termes	331 001 000 000
<i>dont principal dette intérieure</i>	<i>224 169 000 000</i>
<i>dont principal dette extérieure</i>	<i>106 832 000 000</i>
Déficit budgétaire à financer	373 153 066 000
Prêts et avances	0
Retraits sur les comptes des correspondants	14 160 000 000
Ressources de financement	718 314 066 000
Tirages sur des emprunts projets	169 028 000 000
Emission de dette à court, moyen et long termes	420 877 011 000
Tirages sur des emprunts programmes	87 700 000 000
Produits provenant de la cession des actifs	16 178 055 000
Remboursements de prêts et avances	10 371 000 000
Dépôts sur les comptes des correspondants	14 160 000 000

Bamako, le 11 septembre 2017
Le Ministre,

Dr Boubou CISSE

PROJET DE LOI DE FINANCES 2018

LOI N°2017_____/ AN-RM
PORTANT LOI DE FINANCES POUR L'EXERCICE 2018

L'Assemblée Nationale

Vu la Constitution,

a délibéré et adopté la loi dont la teneur suit :

PREMIERE PARTIE :

CONDITIONS GENERALES DE L'EQUILIBRE BUDGETAIRE ET FINANCIER

TITRE 1^{ER} :

DISPOSITIONS RELATIVES AUX RESSOURCES

CHAPITRE 1^{ER} :

AUTORISATION DE PERCEPTION DES IMPOTS ET PRODUITS

Article 1er : La perception des impôts, produits et revenus affectés à l'Etat, aux Collectivités Territoriales et aux Etablissements Publics est effectuée pendant l'année 2018 conformément aux lois et règlements en vigueur et aux dispositions de la présente loi de Finances.

Article 2 : Les affectations résultant des budgets annexes créés et des comptes spéciaux du Trésor ouverts à la date de la présente loi de Finances sont confirmées pour l'année 2018.

CHAPITRE II :

DESCRIPTION DES RESSOURCES

Article 3 : Les ressources de l'Etat sont constituées des recettes budgétaires et des ressources de trésorerie.

SECTION 1^{ERE} :

EVALUATION DES RECETTES BUDGETAIRES

Article 4 : Pour 2018, les recettes budgétaires de l'Etat sont évaluées à **1 957 625 872 000 FCFA** et réparties comme suit :

(Montant en FCFA)

NATURE DES RECETTES BUDGETAIRES	PREVISIONS
Budget général	1 834 498 624 000
Recettes fiscales nettes	1 504 823 366 000
Recettes non fiscales	145 231 081 000
Dons programmes et legs	33 591 365 000
Recettes exceptionnelles	18 995 000 000
Dons projets et legs	80 972 000 000
Produits financiers	50 885 812 000
Budgets annexes	6 514 208 000
Recettes non fiscales	6 514 208 000
Comptes spéciaux du Trésor	116 613 040 000
Recettes fiscales	85 734 722 000
Recettes non fiscales	3 428 750 000
Transferts reçus d'autres budgets	27 449 568 000
TOTAL DES RECETTES BUDGETAIRES	1 957 625 872 000

Le détail des recettes budgétaires par budget, article et paragraphe se présente comme suit :

BUDGET D'ETAT : RECETTES 2018

Récapitulation par article

Edition du 13/09/2017

(en milliers de francs CFA)

Type budget		Inscriptions	Prévisions
Article/ Paragraphe	Intitulés	2017	2018
1	BUDGET GENERAL		
71	RECETTES FISCALES	1 363 608 855	1 504 823 366
71.1	Impôts sur les revenus, les bénéfices et les gains en capital	387 734 196	409 387 196
71.2	Impôts sur les salaires versés et autres rémunérations	13 013 000	13 949 000
71.4	Autres impôts directs	19 228 000	24 535 000
71.5	Impôts et taxes intérieurs sur les biens et services	714 699 500	806 303 815
71.6	Droits de timbre et d'enregistrement	35 683 259	38 402 456
71.7	Droits et taxes à l'importation	163 512 000	179 985 000
71.9	Autres recettes fiscales	29 738 900	32 260 899
72	RECETTES NON FISCALES	91 328 278	145 231 081
72.1	Revenus de l'entreprise et du domaine	80 776 668	133 879 471
72.2	Droits et frais administratifs	683 000	731 000
72.3	Amendes et condamnations pécuniaires	923 000	988 000
72.9	Autres recettes non fiscales	8 945 610	9 632 610
74	DONS PROGRAMMES ET LEGS	106 207 667	33 591 365
74.1	Dons des institutions internationales	84 800 000	26 200 000
74.2	Dons des gouvernements étrangers	21 407 667	7 391 365
75	RECETTES EXCEPTIONNELLES	17 845 000	18 995 000
75.1	Remises et annulations de dette	17 845 000	18 995 000
76	DONS PROJETS ET LEGS	96 500 000	80 972 000
76.1	Dons projets des institutions internationales	96 500 000	80 972 000
77	PRODUITS FINANCIERS	40 660 812	50 885 812
77.4	Revenus des titres de placements	40 660 812	50 885 812
TOTAL BUDGET GENERAL		1 716 150 612	1 834 498 624

Récapitulation par article

Edition du 13/09/2017

(en milliers de francs CFA)

Type budget		Inscriptions	Prévisions
Article/ Paragraphe	Intitulés	2017	2018
2 BUDGETS ANNEXES			
72	RECETTES NON FISCALES	5 980 456	6 514 208
72.2	Droits et frais administratifs	5 980 456	6 514 208
TOTAL BUDGETS ANNEXES		5 980 456	6 514 208

Récapitulation par article

Edition du 13/09/2017

(en milliers de francs CFA)

Type budget		Inscriptions	Prévisions
Article/ Paragraphe	Intitulés	2017	2018
3	COMPTES SPECIAUX DU TRESOR		
71	RECETTES FISCALES	0	85 734 722
71.5	Impôts et taxes intérieurs sur les biens et services	0	61 786 270
71.9	Autres recettes fiscales	0	23 948 452
72	RECETTES NON FISCALES	4 094 200	3 428 750
72.2	Droits et frais administratifs	3 679 200	2 860 417
72.3	Amendes et condamnations pécuniaires	5 000	223 333
72.9	Autres recettes non fiscales	410 000	345 000
73	TRANSFERTS RECUS D'AUTRES BUDGETS	85 268 000	27 449 568
73.1	Transferts reçus du budget général	85 268 000	27 449 568
TOTAL COMPTES SPECIAUX DU TRESOR		89 362 200	116 613 040
TOTAL ENSEMBLE DES RECETTES		1 811 493 268	1 957 625 872

Article 5 : Pour 2018, les recettes des budgets annexes, évaluées à **6 514 208 000 FCFA**, sont réparties comme suit :

(Montant en FCFA)

BUDGETS ANNEXES	PREVISIONS
Entrepôts Maliens au Sénégal	2 684 497 000
Entrepôts Maliens en Côte d'Ivoire	1 142 000 000
Entrepôts Maliens au Togo	749 488 000
Entrepôts Maliens en Guinée	691 400 000
Entrepôts Maliens en Mauritanie	600 323 000
Entrepôts Maliens au Ghana	646 500 000
TOTAL DES RECETTES DES BUDGETS ANNEXES	6 514 208 000

Article 6 : Pour 2018, les recettes des Comptes spéciaux du Trésor, évaluées à **116 613 040 000 FCFA**, sont réparties comme suit :

(Montant en FCFA)

COMPTES SPECIAUX DU TRESOR	PREVISIONS
Fonds de Remboursement des crédits TVA	61 786 270 000
Fonds National d'Appui à l'Agriculture	5 000 000 000
Fonds pour l'Aménagement et la Protection des Forêts	1 021 250 000
Fonds l'Aménagement et de la Protection de la Faune	278 750 000
Fonds de financement de la Recherche, de la Formation et de la Promotion des activités minières	350 000 000
Fonds d'Appui à l'Autonomisation de la Femme et à l'Epanouissement de l'Enfant	800 000 000
Fonds pour le Développement Durable	40 000 000 000
Fonds National de Développement de la Statistique	2 981 400 000
Fonds Compétitif pour la Recherche et l'Innovation Technologique	2 616 620 000
Programme de Développement des Ressources Minérales	515 000 000
Fonds d'Appui pour la promotion de la Recherche pétrolière	1 263 750 000
TOTAL DES RECETTES DES COMPTES SPECIAUX DU TRESOR	116 613 040 000

SECTION II :

EVALUATION DES RESSOURCES DE TRESORERIE

Article 7 : Pour 2018, les ressources de trésorerie de l'Etat sont évaluées à **297 437 055 000**

FCFA et réparties comme suit :

(Montant en FCFA)

RESSOURCES DE TRESORERIE	PREVISIONS
Produits provenant de la cession des actifs	16 178 055 000
<i>Aliénations du Domaine mobilier</i>	<i>353 204 000</i>
<i>Aliénations d'immeubles</i>	<i>9 824 851 000</i>
<i>Recettes de Privatisation</i>	<i>6 000 000 000</i>
Produits des emprunts à court, moyen et long termes	256 728 000 000
<i>Produits des emprunts projets</i>	<i>169 028 000 000</i>
<i>Produits des emprunts programmes</i>	<i>87 700 000 000</i>
Dépôts sur les comptes des correspondants	14 160 000 000
Remboursements de prêts et avances	10 371 000 000
TOTAL DES RESSOURCES DE TRESORERIE	297 437 055 000

TITRE 2 :

DISPOSITIONS RELATIVES AUX CHARGES

CHAPITRE 1^{ER} :

DESCRIPTION DES CHARGES

Article 8 : Les charges de l'Etat sont constituées des dépenses budgétaires et des charges de trésorerie.

SECTION 1^{ERE} :

EVALUATION DES DEPENSES BUDGETAIRES

Article 9 : Pour 2018, le plafond des dépenses budgétaires de l'Etat est de **2 330 778 938 000**

FCFA et réparti par nature de dépenses comme suit :

(Montant en FCFA)

NATURES DES DEPENSES	PREVISIONS
Dépenses ordinaires	1 364 465 453 000
Dépenses de personnel	518 838 052 000
Charges financières de la dette	78 337 000 000
Dépenses d'acquisitions de biens et services	423 504 244 000
Dépenses de transfert courant	337 786 157 000
Dépenses en atténuation de recettes	6 000 000 000
Dépenses en capital	966 313 485 000
Dépenses d'investissements exécutés par l'Etat	966 313 485 000
Dépenses de transferts en capital	0
TOTAL DES DEPENSES BUDGETAIRES	2 330 778 938 000

Article 10 : Pour 2018, le plafond des dépenses du budget général est fixé à **2 207 651 690 000 FCFA** et réparti comme suit :

(Montant en FCFA)

NATURES DES DEPENSES	PREVISIONS
Personnel	516 409 052 000
Biens et services	436 473 951 000
Transferts et subventions	336 289 907 000
Investissement	918 478 780 000
TOTAL DES DEPENSES DU BUDGET GENERAL	2 207 651 690 000

Article 11 : Pour 2018, le plafond des dépenses des budgets annexes est fixé à **6 514 208 000 FCFA** et réparti comme suit :

(Montant en FCFA)

NATURES DES DEPENSES	PREVISIONS
Personnel	1 959 000 000
Biens et services	2 127 273 000
Transferts et subventions	588 000 000
Investissement	1 839 935 000
TOTAL DES DEPENSES DES BUDGETS ANNEXES	6 514 208 000

Article 12 : Pour 2018, le plafond des dépenses des comptes spéciaux du Trésor (CST) est fixé à **116 613 040 000 FCFA** et réparti comme suit :

(Montant en FCFA)

NATURES DES DEPENSES	PREVISIONS
Personnel	470 000 000
Biens et services	63 240 020 000
Transferts et subventions	908 250 000
Investissement	51 994 770 000
TOTAL DES DEPENSES DES COMPTES SPECIAUX DU TRESOR	116 613 040 000

Article 13 : Pour 2018, le plafond d'autorisation des emplois rémunérés par l'Etat est fixé au nombre de **62 595**.

SECTION II :

EVALUATION DES CHARGES DE TRESORERIE

Article 14 : Pour 2018, les charges de trésorerie de l'Etat sont évaluées à **345 161 000 000 FCFA** et réparties comme suit :

(Montant en FCFA)

CHARGES DE TRESORERIE	PREVISIONS
Remboursement des produits des emprunts à court, moyen et long termes	331 001 000 000
<i>dont principal dette intérieure</i>	<i>224 169 000 000</i>
<i>dont principal dette extérieure</i>	<i>106 832 000 000</i>
Retraits sur les comptes des correspondants	14 160 000 000
Prêts et avances	0
TOTAL DES CHARGES DE TRESORERIE	345 161 000 000

TITRE 3 :

DISPOSITIONS RELATIVES A L'EQUILIBRE BUDGETAIRE ET FINANCIER

Article 15 : Pour 2018, les recettes budgétaires évaluées, les plafonds des dépenses et l'équilibre budgétaire et financier qui en résulte, sont arrêtés comme suit :

(Montant en milliers de FCFA)

Recettes budgétaires		Dépenses budgétaires		Soldes
Budget général				
Recettes fiscales nettes	1 504 823 366	Personnel	516 409 052	
Recettes non fiscales	145 231 081	Biens et services	436 473 951	
Dons programmes et legs	33 591 365	Transferts et subventions	336 289 907	
Recettes exceptionnelles	18 995 000	Investissement	918 478 780	
Dons projets et legs	80 972 000			
Produits financiers	50 885 812			
Total recettes du budget général	1 834 498 624	Total dépenses du budget général	2 207 651 690	-373 153 066
Budgets annexes				
Recettes non fiscales	6 514 208	Personnel	1 959 000	
		Biens et services	2 127 273	
		Transferts et subventions	588 000	
		Investissement	1 839 935	
Total recettes des budgets annexes	6 514 208	Total dépenses des budgets annexes	6 514 208	0
Comptes Spéciaux du Trésor (CST)				
Recettes fiscales	85 734 722	Personnel	470 000	
Recettes non fiscales	3 428 750	Biens et services	63 240 020	
Transferts reçus d'autres budgets	27 449 568	Transferts et subventions	908 250	
		Investissement	51 994 770	
Total recettes des CST	116 613 040	Total dépenses des CST	116 613 040	0
TOTAL DES RECETTES	1 957 625 872	TOTAL DES DEPENSES	2 330 778 938	-373 153 066
Solde budgétaire global				-373 153 066

Article 16 : Les recettes et les dépenses budgétaires, pour 2018, étant respectivement arrêtées à **1 957 625 872 000 FCFA** et **2 330 778 938 000 FCFA**, il en résulte un solde budgétaire global négatif de **373 153 066 000 FCFA**.

Article 17 : Pour 2018, le tableau de financement du déficit est approuvé comme suit :

(Montant en FCFA)

Besoins de financement	718 314 066 000
Amortissement de la dette à court, moyen et long termes	331 001 000 000
<i>dont principal dette intérieure</i>	<i>224 169 000 000</i>
<i>dont principal dette extérieure</i>	<i>106 832 000 000</i>
Déficit budgétaire à financer	373 153 066 000
Prêts et avances	0
Retraits sur les comptes des correspondants	14 160 000 000
Ressources de financement	718 314 066 000
Tirages sur des emprunts projets	169 028 000 000
Emission de dette à court, moyen et long termes	420 877 011 000
Tirages sur des emprunts programmes	87 700 000 000
Produits provenant de la cession des actifs	16 178 055 000
Remboursements de prêts et avances	10 371 000 000
Dépôts sur les comptes des correspondants	14 160 000 000

Article 18 : Au cours de l'exercice 2018, le Ministre chargé des Finances est autorisé à recourir à des emprunts à court, moyen et long termes pour couvrir l'ensemble des charges de trésorerie.

Pour 2018, la variation nette de l'encours des emprunts à moyen et long termes qui peuvent être émis est plafonnée à **346 604 011 000 FCFA**.

Article 19 : Les emprunts et conventions de prêts sont mobilisés conformément à la stratégie d'endettement publique 2018-2020. Le Ministre chargé des Finances est toutefois autorisé à procéder aux ajustements conjoncturels nécessaires, tout en respectant les limites des ratios d'endettement arrêtées dans cette stratégie.

Le Ministre chargé des Finances est autorisé à négocier et seul habilité à conclure au cours de l'exercice 2018 et à signer au nom et pour le compte de l'Etat les emprunts et conventions de prêts, à des conditions sauvegardant les intérêts financiers de l'Etat, dans le cadre du financement des programmes/ projets de développement.

Le document de stratégie d'endettement public du Mali à moyen terme 2018-2020, figure à **l'état A** annexé à la présente loi.

Article 20 : Tout appel de fonds extérieurs dans le cadre du financement des projets s'effectue suivant des modalités particulières définies par le Ministre en charge des Finances.

Article 21 : Des garanties et des avals peuvent être accordés par l'Etat conformément aux dispositions de l'article 42 de la Loi n° 2013-028 du 11 juillet 2013, modifiée, relative aux Lois de Finances.

Pour 2018, la variation nette de l'encours des prêts garantis et avalisés par l'Etat est plafonnée à **16 500 000 000 FCFA**.

SECOND PARTIE :
MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES

TITRE 1^{ER} :
AUTORISATIONS BUDGETAIRES

Article 22 : Dans la limite du plafond fixé à l'article 9 ci-dessus, les crédits sont inscrits, en autorisations d'engagement et crédits de paiement, par budget, section, programme, dotation et nature de dépenses comme suit :

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2018

26/09/2017

Détail des dépenses par section, programme et article

(en milliers de francs CFA)

Type budget/ Section	Intitulés	Autorisations d'engagement 2018	Crédits de paiement 2017	2018
1 BUDGET GENERAL				
110 ASSEMBLEE NATIONALE				
0.001 Assemblée Nationale		1 507 529	15 875 675	15 885 675
Personnel		0	2 448 000	2 448 000
66 Charges de personnel		0	2 448 000	2 448 000
Biens et services		0	10 355 946	10 355 946
60 Achats de biens		0	3 385 035	3 385 035
61 Acquisitions de services		0	6 270 911	6 270 911
62 Autres services		0	700 000	700 000
Transferts et subventions		0	1 564 200	1 574 200
64 Transferts		0	1 564 200	1 574 200
Investissement		1 507 529	1 507 529	1 507 529
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles		517 201	517 201	517 201
24 Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier		859 000	859 000	859 000
26 Prises de participations et cautionnements		131 328	131 328	131 328
Total		1 507 529	15 875 675	15 885 675

Direction Générale du Budget

Un peuple - un But - une Foi

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2018

26/09/2017

Détail des dépenses par section, programme et article

(en milliers de francs CFA)

Type budget/ Section	Intitulés	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	
Programme/ Article		2018	2017	2018
1 BUDGET GENERAL				
120 PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE				
1.001 Formulation et Coordination de l'Action Présidentielle		450 000	3 642 497	4 153 389
Personnel		0	994 884	1 083 776
66 Charges de personnel		0	994 884	1 083 776
Biens et services		0	2 239 613	2 339 613
60 Achats de biens		0	1 977 339	2 077 339
61 Acquisitions de services		0	262 274	262 274
Transferts et subventions		0	180 000	280 000
63 Subventions		0	90 000	90 000
64 Transferts		0	90 000	190 000
Investissement		450 000	228 000	450 000
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles		450 000	228 000	450 000
1.002 Administration Générale		1 020 425	6 999 088	7 377 638
Personnel		0	359 190	440 285
66 Charges de personnel		0	359 190	440 285
Biens et services		0	4 881 928	5 281 928
60 Achats de biens		0	2 955 423	3 155 423
61 Acquisitions de services		0	1 926 505	2 126 505
Transferts et subventions		0	535 000	635 000
64 Transferts		0	535 000	635 000
Investissement		1 020 425	1 222 970	1 020 425
21 Immobilisations incorporelles		10 285	10 285	10 285
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles		1 010 140	1 110 140	1 010 140
24 Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier		0	102 545	0
2.001 Sécurité et Défense		240 000	698 886	698 886
Biens et services		0	408 886	458 886
60 Achats de biens		0	325 553	375 553
61 Acquisitions de services		0	83 333	83 333
Investissement		240 000	290 000	240 000
21 Immobilisations incorporelles		40 000	40 000	40 000
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles		200 000	250 000	200 000
Total		1 710 425	11 340 471	12 229 913

Direction Générale du Budget

Un peuple - un But - une Foi

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2018

26/09/2017

Détail des dépenses par section, programme et article

(en milliers de francs CFA)

Type budget/ Section	Intitulés	Autorisations d'engagement 2018	Crédits de paiement 2017	2018
1 BUDGET GENERAL				
130 PRIMATURE				
1.003 Formulation de la Politique et Coordination de l'Action Gouvernementale		1 071 324	5 361 414	5 951 043
Personnel		0	987 705	1 010 994
66 Charges de personnel		0	987 705	1 010 994
Biens et services		0	3 167 385	3 393 725
60 Achats de biens		0	2 366 807	2 431 807
61 Acquisitions de services		0	800 578	961 918
Transferts et subventions		0		475 000
64 Transferts		0		475 000
Investissement		1 071 324	1 206 324	1 071 324
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles		1 071 324	1 181 324	1 071 324
24 Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier		0	25 000	0
1.004 Administration Générale et Contrôle		685 293	6 067 861	6 348 017
Personnel		0	492 535	624 700
66 Charges de personnel		0	492 535	624 700
Biens et services		0	1 951 157	2 046 157
60 Achats de biens		0	622 776	687 776
61 Acquisitions de services		0	1 328 381	1 358 381
Transferts et subventions		0	1 049 623	991 867
64 Transferts		0	1 049 623	991 867
Investissement		685 293	2 574 546	2 685 293
21 Immobilisations incorporelles		110 000	110 000	110 000
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles		575 293	2 464 546	2 575 293
2.002 Défense des Intérêts de l'Etat, des Collectivités Territoriales et des Organismes Personnalisé		211 500	181 488	504 688
Personnel		0	88 056	118 256
66 Charges de personnel		0	88 056	118 256
Biens et services		0	61 932	154 932
60 Achats de biens		0	32 882	52 882
61 Acquisitions de services		0	29 050	102 050
Transferts et subventions		0	20 000	20 000
64 Transferts		0	20 000	20 000
Investissement		211 500	11 500	211 500
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles		211 500	11 500	211 500
Total		1 968 117	11 610 763	12 803 748

Direction Générale du Budget

Un peuple - un But - une Foi

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2018

26/09/2017

Détail des dépenses par section, programme et article

(en milliers de francs CFA)

Type budget/ Section	Intitulés	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	
Programme/ Article		2018	2017	2018
1 BUDGET GENERAL				
131 DELEGATION GENERALE AUX ELECTIONS				
2.003 Participation à la Gestion des Elections		45 119	572 516	584 019
Personnel		0	66 816	66 816
66 Charges de personnel		0	66 816	66 816
Biens et services		0	460 581	472 084
60 Achats de biens		0	83 000	93 000
61 Acquisitions de services		0	77 581	79 084
62 Autres services		0	300 000	300 000
Investissement		45 119	45 119	45 119
21 Immobilisations incorporelles		30 000	30 000	30 000
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles		15 119	15 119	15 119
Total		45 119	572 516	584 019
140 COUR CONSTITUTIONNELLE				
2.004 Compétences réunies de la Cour constitutionnelle		327 464	1 133 452	1 155 864
Personnel		0	221 403	230 149
66 Charges de personnel		0	221 403	230 149
Biens et services		0	493 251	554 551
60 Achats de biens		0	281 889	303 189
61 Acquisitions de services		0	211 362	251 362
Transferts et subventions		0	35 000	43 700
64 Transferts		0	35 000	43 700
Investissement		327 464	383 798	327 464
21 Immobilisations incorporelles		32 540	32 540	32 540
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles		294 924	344 924	294 924
24 Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier		0	6 334	0
Total		327 464	1 133 452	1 155 864
150 COUR SUPREME				
2.005 Cour Suprême		734 500	2 590 878	2 413 500
Personnel		0	857 105	878 481
66 Charges de personnel		0	857 105	878 481
Biens et services		0	620 519	630 519
60 Achats de biens		0	420 106	429 106
61 Acquisitions de services		0	130 413	131 413
62 Autres services		0	70 000	70 000
Transferts et subventions		0	150 000	170 000
64 Transferts		0	150 000	170 000
Investissement		734 500	963 254	734 500
21 Immobilisations incorporelles		70 000	30 000	70 000
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles		660 000	903 549	660 000
24 Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier		0	25 205	0
26 Prises de participations et cautionnements		4 500	4 500	4 500
Total		734 500	2 590 878	2 413 500

Direction Générale du Budget

Un peuple - un But - une Foi

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2018

26/09/2017

Détail des dépenses par section, programme et article

(en milliers de francs CFA)

Type budget/ Section	Intitulés	Autorisations d'engagement 2018	Crédits de paiement 2017	2018
1 BUDGET GENERAL				
155 HAUTE COUR DE JUSTICE				
2.056 Jugement du président de la république, des ministres et de leurs complices		0	1 031 750	951 421
Personnel		0	253 500	167 171
66 Charges de personnel		0	253 500	167 171
Biens et services		0	66 250	72 250
60 Achats de biens		0	25 250	31 250
61 Acquisitions de services		0	41 000	41 000
Transferts et subventions		0	712 000	712 000
64 Transferts		0	712 000	712 000
Total		0	1 031 750	951 421
160 CONSEIL ECONOMIQUE SOCIAL ET CULTUREL				
2.006 Participation à l'élaboration et à la mise en oeuvre des Politiques Publiques		350 000	1 333 563	1 370 464
Personnel		0	292 720	284 201
66 Charges de personnel		0	292 720	284 201
Biens et services		0	618 343	703 763
60 Achats de biens		0	216 950	281 950
61 Acquisitions de services		0	401 393	421 813
Transferts et subventions		0	32 500	32 500
64 Transferts		0	32 500	32 500
Investissement		350 000	390 000	350 000
21 Immobilisations incorporelles		10 000	10 000	10 000
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles		335 000	375 000	335 000
26 Prises de participations et cautionnements		5 000	5 000	5 000
Total		350 000	1 333 563	1 370 464
170 HAUT CONSEIL DES COLLECTIVITES TERRITORIALES				
2.007 Représentation et Promotion des Collectivités		345 000	1 818 752	1 919 993
Personnel		0	746 728	757 101
66 Charges de personnel		0	746 728	757 101
Biens et services		0	664 524	705 392
60 Achats de biens		0	261 753	291 753
61 Acquisitions de services		0	400 771	411 639
62 Autres services		0	2 000	2 000
Transferts et subventions		0	62 500	112 500
64 Transferts		0	62 500	112 500
Investissement		345 000	345 000	345 000
21 Immobilisations incorporelles		45 000	45 000	45 000
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles		300 000	300 000	300 000
Total		345 000	1 818 752	1 919 993

Direction Générale du Budget

Un peuple - un But - une Foi

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2018

26/09/2017

Détail des dépenses par section, programme et article

(en milliers de francs CFA)

Type budget/ Section	Intitulés	Autorisations d'engagement 2018	Crédits de paiement 2017	2018
1 BUDGET GENERAL				
180 MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES ET DE LA COOPERATION INTERNATIONALE				
1.006 Administration Générale		7 468 985	37 745 318	39 282 588
Personnel		0	13 364 471	13 590 100
66 Charges de personnel		0	13 364 471	13 590 100
Biens et services		0	12 592 768	13 066 068
60 Achats de biens		0	3 514 799	3 680 723
61 Acquisitions de services		0	9 077 969	9 385 345
Transferts et subventions		0	3 925 294	4 657 435
64 Transferts		0	3 925 294	4 657 435
Investissement		7 468 985	7 862 785	7 968 985
21 Immobilisations incorporelles		1 391 000	1 291 000	1 391 000
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles		1 927 985	2 471 785	2 427 985
24 Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier		150 000	100 000	150 000
26 Prises de participations et cautionnements		4 000 000	4 000 000	4 000 000
2.008 Politique Exterieur et Coopération Internationale		0	319 897	1 827 419
Personnel		0	207 421	1 694 943
66 Charges de personnel		0	207 421	1 694 943
Biens et services		0	112 476	112 476
60 Achats de biens		0	86 662	86 662
61 Acquisitions de services		0	25 814	25 814
Transferts et subventions		0		20 000
64 Transferts		0		20 000
2.009 Formulation, Négociation et Suivi des Accords Internationaux		0	60 578	97 902
Personnel		0	41 953	64 277
66 Charges de personnel		0	41 953	64 277
Biens et services		0	18 625	18 625
60 Achats de biens		0	14 240	14 240
61 Acquisitions de services		0	4 385	4 385
Transferts et subventions		0		15 000
64 Transferts		0		15 000
Total		7 468 985	38 125 793	41 207 909

Direction Générale du Budget

Un peuple - un But - une Foi

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2018

26/09/2017

Détail des dépenses par section, programme et article

(en milliers de francs CFA)

Type budget/ Section	Intitulés	Autorisations Crédits de paiement d'engagement		
Programme/ Article		2018	2017	2018
1 BUDGET GENERAL				
185 MINISTERE DES MALIENS DE L'EXTERIEUR ET DE L'INTEGRATION AFRICAINE				
1.007 Administration Générale		93 500	1 285 580	1 060 849
Personnel		0	147 600	161 382
66 Charges de personnel		0	147 600	161 382
Biens et services		0	553 251	590 538
60 Achats de biens		0	131 704	148 832
61 Acquisitions de services		0	421 547	441 706
Transferts et subventions		0	141 729	215 429
64 Transferts		0	141 729	215 429
Investissement		93 500	443 000	93 500
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles		93 500	443 000	93 500
2.010 Intégration Africaine		0	65 272	249 035
Personnel		0	47 244	171 007
66 Charges de personnel		0	47 244	171 007
Biens et services		0	18 028	78 028
60 Achats de biens		0	15 786	75 786
61 Acquisitions de services		0	2 242	2 242
2.011 Gestion des Maliens de l'Extérieur		626 000	1 265 180	972 876
Personnel		0	86 621	75 490
66 Charges de personnel		0	86 621	75 490
Biens et services		0	33 259	156 639
60 Achats de biens		0	27 900	134 000
61 Acquisitions de services		0	5 359	22 639
Transferts et subventions		0	58 100	114 747
64 Transferts		0	58 100	114 747
Investissement		626 000	1 087 200	626 000
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles		275 000	167 200	275 000
24 Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier		351 000	920 000	351 000
Total		719 500	2 616 032	2 282 760
190 BUREAU DU VERIFICATEUR GENERAL				
2.012 Bureau du Vérificateur Général		238 910	3 468 623	3 493 623
Personnel		0	2 250 000	2 250 000
66 Charges de personnel		0	2 250 000	2 250 000
Biens et services		0	759 713	959 713
60 Achats de biens		0	437 500	437 500
61 Acquisitions de services		0	322 213	522 213
Transferts et subventions		0	20 000	45 000
64 Transferts		0	20 000	45 000
Investissement		238 910	438 910	238 910
21 Immobilisations incorporelles		88 910	188 910	88 910
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles		150 000	250 000	150 000
Total		238 910	3 468 623	3 493 623

Direction Générale du Budget

Un peuple - un But - une Foi

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2018

26/09/2017

Détail des dépenses par section, programme et article

(en milliers de francs CFA)

Type budget/ Section	Intitulés	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	
Programme/ Article		2018	2017	2018
1 BUDGET GENERAL				
192 MEDiateur DE LA REPUBLIQUE				
2.013 Médiateur		30 000	1 004 651	1 032 057
Personnel		0	365 131	378 280
66 Charges de personnel		0	365 131	378 280
Biens et services		0	95 850	100 107
60 Achats de biens		0	60 850	63 357
61 Acquisitions de services		0	35 000	36 750
Transferts et subventions		0	513 670	523 670
64 Transferts		0	513 670	523 670
Investissement		30 000	30 000	30 000
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles		30 000	30 000	30 000
Total		30 000	1 004 651	1 032 057
195 COMITE NATIONAL DE L'EGAL ACCES AUX MEDIAS D'ETAT				
2.014 Egal accès aux medias d'Etat		27 630	148 759	149 518
Personnel		0	12 221	12 980
66 Charges de personnel		0	12 221	12 980
Biens et services		0	106 908	108 908
60 Achats de biens		0	47 066	49 066
61 Acquisitions de services		0	59 842	59 842
Investissement		27 630	29 630	27 630
21 Immobilisations incorporelles		7 000	10 000	7 000
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles		20 630	19 630	20 630
Total		27 630	148 759	149 518

Direction Générale du Budget

Un peuple - un But - une Foi

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2018

26/09/2017

Détail des dépenses par section, programme et article

(en milliers de francs CFA)

Type budget/ Section	Intitulés	Autorisations d'engagement		
Programme/ Article		2018	2017	2018
1 BUDGET GENERAL				
210 MINISTERE DE LA DEFENSE ET DES ANCIENS COMBATTANTS				
1.008 Administration Générale		92 796 240	260 367 317	266 140 240
Personnel		0	90 905 208	98 607 968
66 Charges de personnel		0	90 905 208	98 607 968
Biens et services		0	54 857 910	52 036 847
60 Achats de biens		0	38 775 920	36 786 724
61 Acquisitions de services		0	15 598 136	14 792 046
62 Autres services		0	483 854	458 077
Transferts et subventions		0	527 265	699 185
64 Transferts		0	527 265	699 185
Investissement		92 796 240	114 076 934	114 796 240
21 Immobilisations incorporelles		1 845 899	1 944 025	1 845 899
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles		9 303 862	10 349 286	9 303 862
24 Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier		203 783	215 250	203 783
25 Équipements militaires		81 382 365	101 504 647	103 382 365
26 Prises de participations et cautionnements		60 331	63 726	60 331
2.015 Gestion des Opérations Militaires		377 756	7 883 499	7 806 382
Biens et services		0	7 410 594	7 350 829
60 Achats de biens		0	5 627 929	5 653 133
61 Acquisitions de services		0	1 776 515	1 691 874
62 Autres services		0	6 150	5 822
Transferts et subventions		0	82 175	77 797
64 Transferts		0	82 175	77 797
Investissement		377 756	390 730	377 756
21 Immobilisations incorporelles		114 344	114 608	114 344
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles		235 010	246 122	235 010
26 Prises de participations et cautionnements		28 402	30 000	28 402
2.016 Inspection des Armées		15 000	126 569	319 825
Biens et services		0	126 569	304 825
60 Achats de biens		0	61 022	112 771
61 Acquisitions de services		0	65 547	192 054
Investissement		15 000		15 000
21 Immobilisations incorporelles		15 000		15 000
2.017 Formation		33 388	704 764	668 248
Biens et services		0	670 585	634 860
60 Achats de biens		0	443 734	420 093
61 Acquisitions de services		0	192 582	182 323
62 Autres services		0	34 269	32 444
Investissement		33 388	34 179	33 388
21 Immobilisations incorporelles		13 489	13 160	13 489
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles		19 899	21 019	19 899

Direction Générale du Budget

Un peuple - un But - une Foi

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2018

26/09/2017

Détail des dépenses par section, programme et article

(en milliers de francs CFA)

Type budget/ Section	Intitulés	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	
Programme/ Article		2018	2017	2018
1 BUDGET GENERAL				
210 MINISTERE DE LA DEFENSE ET DES ANCIENS COMBATTANTS				
2.018 Gestion des Transmissions		28 402	263 334	265 305
Biens et services		0	233 334	236 903
60 Achats de biens		0	186 214	188 293
61 Acquisitions de services		0	47 120	48 610
Investissement		28 402	30 000	28 402
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles		28 402	30 000	28 402
Total		93 250 786	269 345 483	275 200 000
220 MINISTERE DE LA JUSTICE				
1.009 Administration Générale, Coordination et Contrôle		2 062 252	6 696 772	6 850 451
Personnel		0	728 356	2 273 135
66 Charges de personnel		0	728 356	2 273 135
Biens et services		0	2 917 394	2 076 294
60 Achats de biens		0	1 383 250	1 473 250
61 Acquisitions de services		0	418 044	503 044
62 Autres services		0	1 116 100	100 000
Transferts et subventions		0	438 770	438 770
64 Transferts		0	438 770	438 770
Investissement		2 062 252	2 612 252	2 062 252
21 Immobilisations incorporelles		65 000	65 000	65 000
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles		1 897 252	2 397 252	1 897 252
24 Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier		100 000	150 000	100 000
2.019 Politique Juridique et Judiciaire, Gestion de la Carrière et Formation		680 584	7 730 966	9 254 802
Personnel		0	6 522 220	6 578 617
66 Charges de personnel		0	6 522 220	6 578 617
Biens et services		0	380 422	1 495 079
60 Achats de biens		0	368 322	570 023
61 Acquisitions de services		0	12 100	84 556
62 Autres services		0		840 500
Transferts et subventions		0	219 574	500 522
64 Transferts		0	219 574	500 522
Investissement		680 584	608 750	680 584
21 Immobilisations incorporelles		58 200	33 200	58 200
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles		622 384	575 550	622 384
2.020 Renforcement et Modernisation des Institutions Pénitentiaires et de l'Education Surveillée		30 017	8 260 605	5 254 452
Personnel		0	940 900	1 249 091
66 Charges de personnel		0	940 900	1 249 091
Biens et services		0	1 370 205	1 975 344
60 Achats de biens		0	1 328 201	1 549 688
61 Acquisitions de services		0	9 904	12 904
62 Autres services		0	32 100	412 752
Investissement		30 017	5 949 500	2 030 017
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles		30 017	5 949 500	2 030 017
Total		2 772 853	22 688 343	21 359 705

Direction Générale du Budget

Un peuple - un But - une Foi

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2018

26/09/2017

Détail des dépenses par section, programme et article

(en milliers de francs CFA)

Type budget/ Section	Intitulés	Autorisations d'engagement 2018	Crédits de paiement 2017	2018
1 BUDGET GENERAL				
223 OFFICE CENTRAL DE LUTTE CONTRE L'ENRICHISSEMENT ILLICITE				
2.094 Lutte contre l'Enrichissement Illicite		218 000	1 040 738	1 340 738
Personnel		0	564 300	664 300
66 Charges de personnel		0	564 300	664 300
Biens et services		0	358 438	458 438
60 Achats de biens		0	184 445	284 445
61 Acquisitions de services		0	173 993	173 993
Investissement		218 000	118 000	218 000
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles		218 000	118 000	218 000
Total		218 000	1 040 738	1 340 738
225 MINISTERE DES DROITS DE L'HOMME ET DE LA REFORME DE L'ETAT				
1.041 Administration Générale		0	293 588	440 000
Personnel		0	55 000	82 500
66 Charges de personnel		0	55 000	82 500
Biens et services		0	228 000	357 500
60 Achats de biens		0	204 000	321 500
61 Acquisitions de services		0	24 000	36 000
Transferts et subventions		0	10 588	0
64 Transferts		0	10 588	0
2.032 Reformes Administratives et Institutionnelles		350 000	672 188	522 918
Personnel		0	143 010	117 740
66 Charges de personnel		0	143 010	117 740
Biens et services		0	25 178	25 178
60 Achats de biens		0	19 647	19 647
61 Acquisitions de services		0	5 531	5 531
Transferts et subventions		0	70 000	30 000
64 Transferts		0	70 000	30 000
Investissement		350 000	434 000	350 000
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles		300 000	334 000	300 000
24 Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier		50 000	100 000	50 000
Total		350 000	965 776	962 918
226 COMMISSION NATIONALE DES DROITS DE L'HOMME				
2.097 Protection et Promotion des Droits de l'Homme		20 000		500 000
Personnel		0		250 000
66 Charges de personnel		0		250 000
Biens et services		0		230 000
60 Achats de biens		0		185 000
61 Acquisitions de services		0		45 000
Investissement		20 000		20 000
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles		20 000		20 000
Total		20 000		500 000

Direction Générale du Budget

Un peuple - un But - une Foi

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2018

26/09/2017

Détail des dépenses par section, programme et article

(en milliers de francs CFA)

Type budget/ Section	Intitulés	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	
Programme/ Article		2018	2017	2018
1 BUDGET GENERAL				
230 MINISTERE DE LA SECURITE ET DE LA PROTECTION CIVILE				
1.010 Administration Générale		7 502 852	19 997 518	13 110 254
Personnel		0	169 978	301 650
66 Charges de personnel		0	169 978	301 650
Biens et services		0	3 978 766	4 350 214
60 Achats de biens		0	3 061 243	3 359 808
61 Acquisitions de services		0	917 523	990 406
Transferts et subventions		0	695 750	955 538
64 Transferts		0	695 750	955 538
Investissement		7 502 852	15 153 024	7 502 852
21 Immobilisations incorporelles		1 975 410	40 390	1 975 410
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles		1 470 969	11 056 161	1 470 969
24 Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier		4 056 473	4 056 473	4 056 473
2.021 Ordre et Sécurité		15 799 282	35 922 062	54 501 344
Personnel		0	31 593 367	34 263 992
66 Charges de personnel		0	31 593 367	34 263 992
Biens et services		0	3 612 925	4 216 320
60 Achats de biens		0	2 578 270	3 149 279
61 Acquisitions de services		0	1 024 282	1 056 149
62 Autres services		0	10 373	10 892
Transferts et subventions		0	215 000	221 750
64 Transferts		0	215 000	221 750
Investissement		15 799 282	500 770	15 799 282
21 Immobilisations incorporelles		10 500	10 000	10 500
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles		15 707 554	409 542	15 707 554
24 Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier		81 228	81 228	81 228
2.022 Prévention des Risques et Calamités et Organisation des Secours		5 564 669	7 436 680	12 755 044
Personnel		0	5 986 559	5 945 480
66 Charges de personnel		0	5 986 559	5 945 480
Biens et services		0	974 059	1 223 895
60 Achats de biens		0	802 607	1 014 977
61 Acquisitions de services		0	171 452	208 918
Transferts et subventions		0	20 000	21 000
64 Transferts		0	20 000	21 000
Investissement		5 564 669	456 062	5 564 669
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles		5 372 184	323 577	5 372 184
24 Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier		192 485	132 485	192 485
Total		28 866 803	63 356 260	80 366 642

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2018

26/09/2017

Détail des dépenses par section, programme et article

(en milliers de francs CFA)

Type budget/ Section	Intitulés	Autorisations d'engagement 2018	Crédits de paiement 2017	2018
1 BUDGET GENERAL				
235 SECURITE D'ETAT				
0.002 Securite d'Etat		500 000	5 572 573	6 072 573
Biens et services		0	5 360 635	5 572 573
60 Achats de biens		0	4 223 333	5 303 576
61 Acquisitions de services		0	1 137 302	268 997
Investissement		500 000	211 938	500 000
21 Immobilisations incorporelles		0	144 000	0
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles		500 000	38 888	500 000
24 Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier		0	29 050	0
Total		500 000	5 572 573	6 072 573

Direction Générale du Budget

Un peuple - un But - une Foi

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2018

26/09/2017

Détail des dépenses par section, programme et article

(en milliers de francs CFA)

Type budget/ Section	Intitulés	Autorisations d'engagement 2018	Crédits de paiement 2017	2018
1 BUDGET GENERAL				
310 MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES				
1.011 Administration Générale		34 830 342	28 828 212	37 843 177
Personnel		0	746 120	1 403 980
66 Charges de personnel		0	746 120	1 403 980
Biens et services		0	4 190 284	4 131 766
60 Achats de biens		0	2 793 386	2 759 253
61 Acquisitions de services		0	1 246 898	1 372 513
62 Autres services			150 000	
Transferts et subventions		0	5 052 676	5 477 089
63 Subventions		0	100 000	100 000
64 Transferts		0	4 952 676	5 377 089
Investissement		34 830 342	18 839 132	26 830 342
21 Immobilisations incorporelles		200 000	200 000	200 000
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles		33 290 342	17 459 132	25 290 342
24 Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier		1 340 000	1 180 000	1 340 000
2.023 Conception et Coordination de la Politique Budgétaire		4 215 953	5 191 040	8 955 023
Personnel		0	931 056	1 489 112
66 Charges de personnel		0	931 056	1 489 112
Biens et services		0	1 668 641	2 045 412
60 Achats de biens		0	1 213 693	1 513 104
61 Acquisitions de services		0	454 948	532 308
Transferts et subventions		0	919 718	1 204 546
64 Transferts		0	919 718	1 204 546
Investissement		4 215 953	1 671 625	4 215 953
21 Immobilisations incorporelles		938 579	605 000	938 579
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles		3 277 374	1 066 625	3 277 374
2.024 Recouvrement des Recettes Fiscales		2 215 827	13 502 282	14 184 524
Personnel		0	8 205 923	8 552 671
66 Charges de personnel		0	8 205 923	8 552 671
Biens et services		0	754 059	1 096 026
60 Achats de biens		0	613 624	833 308
61 Acquisitions de services		0	140 435	262 718
Transferts et subventions		0	1 887 650	2 320 000
64 Transferts		0	1 887 650	2 320 000
Investissement		2 215 827	2 654 650	2 215 827
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles		2 215 827	2 654 650	2 215 827

Direction Générale du Budget

Un peuple - un But - une Foi

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2018

26/09/2017

Détail des dépenses par section, programme et article

(en milliers de francs CFA)

Type budget/ Section	Intitulés	Autorisations d'engagement		
Programme/ Article		2018	2017	2018
1 BUDGET GENERAL				
310 MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES				
2.025 Contrôle et Assistance de la Gestion des Deniers Publics		1 112 395	4 256 668	5 843 061
Personnel		0	1 541 216	2 750 459
66 Charges de personnel		0	1 541 216	2 750 459
Biens et services		0	1 242 057	1 600 207
60 Achats de biens		0	458 869	678 425
61 Acquisitions de services		0	665 588	794 182
62 Autres services		0	117 600	127 600
Transferts et subventions		0	380 000	380 000
64 Transferts		0	380 000	380 000
Investissement		1 112 395	1 093 395	1 112 395
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles		1 112 395	1 093 395	1 112 395
2.026 Gestion de la Trésorerie, Tenue de la Comptabilité Publique et Suivi du Système Financier		1 062 571	3 941 082	4 545 896
Personnel		0	2 510 888	2 434 005
66 Charges de personnel		0	2 510 888	2 434 005
Biens et services		0	367 623	549 320
60 Achats de biens		0	214 365	326 565
61 Acquisitions de services		0	153 258	222 755
Transferts et subventions		0	420 000	500 000
64 Transferts		0	420 000	500 000
Investissement		1 062 571	642 571	1 062 571
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles		1 062 571	642 571	1 062 571
2.027 Gestion de la Dette Publique		270 000	362 246	521 989
Personnel		0	120 147	139 890
66 Charges de personnel		0	120 147	139 890
Biens et services		0	52 099	102 099
60 Achats de biens		0	33 602	63 602
61 Acquisitions de services		0	18 497	38 497
Transferts et subventions		0	40 000	10 000
64 Transferts		0	40 000	10 000
Investissement		270 000	150 000	270 000
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles		150 000	150 000	150 000
24 Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier		120 000		120 000

Direction Générale du Budget

Un peuple - un But - une Foi

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2018

26/09/2017

Détail des dépenses par section, programme et article

(en milliers de francs CFA)

Type budget/ Section	Intitulés	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	
Programme/ Article		2018	2017	2018
1 BUDGET GENERAL				
310 MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES				
2.028 Coordination et Formulation des Politiques, Stratégies, Programmes Socio Economiques, Se		4 919 146	3 832 201	6 145 962
Personnel		0	585 315	734 342
66 Charges de personnel		0	585 315	734 342
Biens et services		0	230 740	392 474
60 Achats de biens		0	127 433	232 533
61 Acquisitions de services		0	103 307	159 941
Transferts et subventions		0	80 000	100 000
64 Transferts		0	80 000	100 000
Investissement		4 919 146	2 936 146	4 919 146
21 Immobilisations incorporelles		3 220 000	1 020 000	3 220 000
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles		724 146	816 146	724 146
24 Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier		975 000	1 100 000	975 000
2.029 Gestion des Biens de l'Etat		3 610 553	1 219 486	4 431 181
Personnel		0	139 832	141 527
66 Charges de personnel		0	139 832	141 527
Biens et services		0	29 101	29 101
60 Achats de biens		0	7 899	7 899
61 Acquisitions de services		0	21 202	21 202
Transferts et subventions		0	40 000	250 000
64 Transferts		0	40 000	250 000
Investissement		3 610 553	1 010 553	4 010 553
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles		610 553	1 010 553	1 010 553
24 Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier		3 000 000		3 000 000
Total		52 236 787	61 133 217	82 470 813
311 CELLULE NATIONALE DE TRAITEMENT DES INFORMATIONS FINANCIERES				
2.044 Assistance au traitement à la gestion de l'information financière		400 000	761 900	1 361 900
Personnel		0	250 000	250 000
66 Charges de personnel		0	250 000	250 000
Transferts et subventions		0	511 900	711 900
64 Transferts		0	511 900	711 900
Investissement		400 000		400 000
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles		400 000		400 000
Total		400 000	761 900	1 361 900
312 AUTORITE DE REGULATION DES MARCHES PUBLICS/DELEGATIONS SERVICES PUBLICS (ARMDS)				
2.068 Régulation de la commande publique		0	440 411	450 411
Transferts et subventions		0	440 411	450 411
64 Transferts		0	440 411	450 411
Total		0	440 411	450 411

Direction Générale du Budget

Un peuple - un But - une Foi

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2018

26/09/2017

Détail des dépenses par section, programme et article

(en milliers de francs CFA)

Type budget/ Section	Intitulés	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	
Programme/ Article		2018	2017	2018
1 BUDGET GENERAL				
320 MINISTERE DU TRAVAIL ET DE LA FONCTION PUBLIQUE				
1.012 Administration Générale		986 711	2 370 434	2 388 279
Personnel		0	358 726	354 571
66 Charges de personnel		0	358 726	354 571
Biens et services		0	871 997	1 046 997
60 Achats de biens		0	437 057	512 057
61 Acquisitions de services		0	268 227	318 227
62 Autres services		0	166 713	216 713
Investissement		986 711	1 139 711	986 711
21 Immobilisations incorporelles		500 000	500 000	500 000
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles		486 711	639 711	486 711
2.030 Amélioration de la Gestion Administrative des Agents de l'Etat		752 000	1 105 015	1 245 599
Personnel		0	198 091	198 675
66 Charges de personnel		0	198 091	198 675
Biens et services		0	244 924	294 924
60 Achats de biens		0	20 182	70 182
61 Acquisitions de services		0	10 376	10 376
62 Autres services		0	214 366	214 366
Investissement		752 000	662 000	752 000
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles		752 000	662 000	752 000
2.031 Amélioration du Cadre législatif du Travail		29 691	616 309	685 686
Personnel		0	474 667	491 381
66 Charges de personnel		0	474 667	491 381
Biens et services		0	83 451	134 614
60 Achats de biens		0	44 431	94 931
61 Acquisitions de services		0	39 020	39 683
Transferts et subventions		0	30 000	30 000
64 Transferts		0	30 000	30 000
Investissement		29 691	28 191	29 691
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles		29 691	28 191	29 691
Total		1 768 402	4 091 758	4 319 564

Direction Générale du Budget

Un peuple - un But - une Foi

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2018

26/09/2017

Détail des dépenses par section, programme et article

(en milliers de francs CFA)

Type budget/ Section	Intitulés	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	
Programme/ Article		2018	2017	2018
1 BUDGET GENERAL				
323 MINISTERE DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE				
1.013 Administration Générale		217 194	1 827 753	2 003 439
Personnel		0	447 187	376 574
66 Charges de personnel		0	447 187	376 574
Biens et services		0	901 182	999 826
60 Achats de biens		0	580 776	688 527
61 Acquisitions de services		0	320 406	311 299
Transferts et subventions		0	321 033	409 845
64 Transferts		0	321 033	409 845
Investissement		217 194	158 351	217 194
21 Immobilisations incorporelles		73 902	63 902	73 902
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles		93 292	82 829	93 292
24 Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier		50 000	11 620	50 000
2.033 Amélioration du Cadre Législatif et Promotion de l'Emploi		8 946 798	6 318 757	9 869 701
Personnel		0	139 796	130 238
66 Charges de personnel		0	139 796	130 238
Biens et services		0	81 538	135 568
60 Achats de biens		0	44 121	94 621
61 Acquisitions de services		0	37 417	40 947
Transferts et subventions		0	657 097	657 097
64 Transferts		0	657 097	657 097
Investissement		8 946 798	5 440 326	8 946 798
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles		8 781 798	5 275 326	8 781 798
24 Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier		165 000	165 000	165 000
2.034 Formation Professionnelle		939 235	1 650 755	1 850 542
Personnel		0	113 189	113 182
66 Charges de personnel		0	113 189	113 182
Biens et services		0	18 577	68 577
60 Achats de biens		0	13 078	39 478
61 Acquisitions de services		0	519	4 099
62 Autres services		0	4 980	25 000
Transferts et subventions		0	432 989	729 548
64 Transferts		0	432 989	729 548
Investissement		939 235	1 086 000	939 235
21 Immobilisations incorporelles		15 000	15 000	15 000
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles		924 235	737 000	924 235
24 Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier		0	334 000	0
Total		10 103 227	9 797 265	13 723 682

Direction Générale du Budget

Un peuple - un But - une Foi

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2018

26/09/2017

Détail des dépenses par section, programme et article

(en milliers de francs CFA)

Type budget/ Section	Intitulés	Autorisations Crédits de paiement d'engagement		
Programme/ Article		2018	2017	2018
1 BUDGET GENERAL				
330 MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE				
1.014 Administration Générale et Contrôle		229 980	4 409 771	3 949 659
Personnel		0	659 036	611 575
66 Charges de personnel		0	659 036	611 575
Biens et services		0	2 451 343	2 230 447
60 Achats de biens		0	1 414 362	1 329 362
61 Acquisitions de services		0	822 548	887 548
62 Autres services		0	214 433	13 537
Transferts et subventions		0	877 657	877 657
64 Transferts		0	877 657	877 657
Investissement		229 980	421 735	229 980
21 Immobilisations incorporelles		68 425	68 425	68 425
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles		161 555	327 455	161 555
24 Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier		0	25 855	0
2.036 Administration du Territoire		3 151 075	23 078 341	23 754 533
Personnel		0	4 554 301	4 742 251
66 Charges de personnel		0	4 554 301	4 742 251
Biens et services		0	13 396 596	14 172 038
60 Achats de biens		0	8 802 369	8 831 601
61 Acquisitions de services		0	4 558 409	4 751 723
62 Autres services		0	35 818	588 714
Transferts et subventions		0	1 621 469	1 689 169
64 Transferts		0	1 621 469	1 689 169
Investissement		3 151 075	3 505 975	3 151 075
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles		3 101 075	3 235 575	3 101 075
24 Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier		50 000	270 400	50 000
2.037 Gestion Commune des Frontières et Coopération Transfrontalière		305 000	377 525	428 389
Personnel		0	36 103	26 967
66 Charges de personnel		0	36 103	26 967
Biens et services		0	17 050	42 050
60 Achats de biens		0	5 810	30 810
61 Acquisitions de services		0	11 240	11 240
Transferts et subventions		0	4 372	54 372
64 Transferts		0	4 372	54 372
Investissement		305 000	320 000	305 000
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles		205 000	205 000	205 000
24 Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier		100 000	115 000	100 000
Total		3 686 055	27 865 637	28 132 581

Direction Générale du Budget

Un peuple - un But - une Foi

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2018

26/09/2017

Détail des dépenses par section, programme et article

(en milliers de francs CFA)

Type budget/ Section	Intitulés	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	
Programme/ Article		2018	2017	2018
1 BUDGET GENERAL				
334 AUTORITE PROTECTION DONNEES A CARACTERE PERSONNEL				
2.095 Protection des Données à Caractère personnel		153 619	881 180	1 597 980
Personnel		0	115 268	129 731
66 Charges de personnel		0	115 268	129 731
Biens et services		0	346 712	414 630
60 Achats de biens		0	94 000	121 368
61 Acquisitions de services		0	252 712	293 262
Transferts et subventions		0	6 000	100 000
64 Transferts		0	6 000	100 000
Investissement		153 619	413 200	953 619
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles		153 619	413 200	953 619
Total		153 619	881 180	1 597 980
335 MINISTERE DE LA DECENTRALISATION ET DE LA FISCALITE LOCALE				
1.036 Administration Générale		160 215	445 542	712 542
Personnel		0	55 000	82 500
66 Charges de personnel		0	55 000	82 500
Biens et services		0	253 552	463 052
60 Achats de biens		0	219 810	383 310
61 Acquisitions de services		0	33 742	79 742
Transferts et subventions		0	6 775	6 775
64 Transferts		0	6 775	6 775
Investissement		160 215	130 215	160 215
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles		10 215	10 215	10 215
24 Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier		150 000	120 000	150 000
2.038 Dispositif d'Appui Technique aux Collectivités Territoriales		22 628 381	43 111 846	28 667 506
Personnel		0	196 085	189 408
66 Charges de personnel		0	196 085	189 408
Biens et services		0	458 858	523 858
60 Achats de biens		0	427 061	477 061
61 Acquisitions de services		0	31 797	46 797
Transferts et subventions		0	5 173 373	5 325 859
64 Transferts		0	5 173 373	5 325 859
Investissement		22 628 381	37 283 530	22 628 381
21 Immobilisations incorporelles		0	272 800	0
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles		21 802 336	34 959 772	21 802 336
24 Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier		826 045	2 050 958	826 045
Total		22 788 596	43 557 388	29 380 048

Direction Générale du Budget

Un peuple - un But - une Foi

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2018

26/09/2017

Détail des dépenses par section, programme et article

(en milliers de francs CFA)

Type budget/ Section	Intitulés	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	
Programme/ Article		2018	2017	2018
1 BUDGET GENERAL				
340 MINISTERE DES AFFAIRES RELIGIEUSES ET DU CULTE				
1.015 Administration Générale		65 640	827 687	959 699
Personnel		0	86 311	118 323
66 Charges de personnel		0	86 311	118 323
Biens et services		0	350 862	440 862
60 Achats de biens		0	206 456	231 456
61 Acquisitions de services		0	144 406	209 406
Transferts et subventions		0	324 874	334 874
63 Subventions		0	190 000	200 000
64 Transferts		0	134 874	134 874
Investissement		65 640	65 640	65 640
21 Immobilisations incorporelles		15 000	15 000	15 000
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles		50 640	50 640	50 640
2.039 Religion et du Culte		150 000	22 410	272 410
Personnel		0		5 000
66 Charges de personnel		0		5 000
Biens et services		0		95 000
60 Achats de biens		0		75 000
61 Acquisitions de services		0		20 000
Transferts et subventions		0	22 410	22 410
64 Transferts		0	22 410	22 410
Investissement		150 000		150 000
21 Immobilisations incorporelles		50 000		50 000
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles		100 000		100 000
Total		215 640	850 097	1 232 109
341 MINISTERE DE LA RECONCILIATION NATIONALE				
1.016 Administration Générale		48 900	873 949	994 933
Personnel		0	97 367	113 933
66 Charges de personnel		0	97 367	113 933
Biens et services		0	567 922	676 020
60 Achats de biens		0	362 644	454 744
61 Acquisitions de services		0	205 278	221 276
Transferts et subventions		0	146 080	156 080
64 Transferts		0	146 080	156 080
Investissement		48 900	62 580	48 900
21 Immobilisations incorporelles		16 600	15 000	16 600
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles		32 300	30 150	32 300
24 Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier		0	17 430	0
2.040 Renforcement du Processus de Dialogue et de Réconciliation Nationale		0	2 066 052	2 241 204
Biens et services		0	779 100	927 356
61 Acquisitions de services		0	779 100	927 356
Transferts et subventions		0	1 286 952	1 313 848
64 Transferts		0	1 286 952	1 313 848
Total		48 900	2 940 001	3 236 137

Direction Générale du Budget

Un peuple - un But - une Foi

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2018

26/09/2017

Détail des dépenses par section, programme et article

(en milliers de francs CFA)

Type budget/ Section	Intitulés	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	
Programme/ Article		2018	2017	2018
1 BUDGET GENERAL				
380 MINISTERE DU COMMERCE				
1.032 Administration Générale		214 807	1 375 115	1 253 810
Personnel		0	359 384	338 079
66 Charges de personnel		0	359 384	338 079
Biens et services		0	744 878	644 878
60 Achats de biens		0	503 154	403 154
61 Acquisitions de services		0	241 724	241 724
Transferts et subventions		0	56 046	56 046
64 Transferts		0	56 046	56 046
Investissement		214 807	214 807	214 807
21 Immobilisations incorporelles		40 000	40 000	40 000
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles		174 807	174 807	174 807
2.083 Conception et Coordination de la Politique sectorielle du commerce et Appui à la Gestion de		2 483 046	3 654 149	5 385 812
Personnel		0	771 683	679 727
66 Charges de personnel		0	771 683	679 727
Biens et services		0	124 604	426 410
60 Achats de biens		0	60 104	360 604
61 Acquisitions de services		0	64 500	65 806
Transferts et subventions		0	147 816	246 629
64 Transferts		0	147 816	246 629
Investissement		2 483 046	2 610 046	4 033 046
21 Immobilisations incorporelles		25 000	25 000	25 000
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles		1 938 046	1 555 046	3 488 046
24 Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier		520 000	1 030 000	520 000
Total		2 697 853	5 029 264	6 639 622

Direction Générale du Budget

Un peuple - un But - une Foi

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2018

26/09/2017

Détail des dépenses par section, programme et article

(en milliers de francs CFA)

Type budget/ Section	Intitulés	Autorisations d'engagement 2018	Crédits de paiement 2017	2018
1 BUDGET GENERAL				
410 MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE				
1.017 Administration Générale		3 352 578	33 899 654	38 348 240
Personnel		0	17 466 052	23 642 176
66 Charges de personnel		0	17 466 052	23 642 176
Biens et services		0	8 182 548	8 105 540
60 Achats de biens		0	3 045 097	3 153 505
61 Acquisitions de services		0	1 799 156	1 778 156
62 Autres services		0	3 338 295	3 173 879
Transferts et subventions		0	3 032 946	3 247 946
63 Subventions		0	2 556 925	2 556 925
64 Transferts		0	476 021	691 021
Investissement		3 352 578	5 218 108	3 352 578
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles		3 252 578	5 153 108	3 252 578
24 Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier		100 000	65 000	100 000
2.041 Développement de l'Education de Base		34 440 123	221 587 405	250 511 024
Personnel		0	140 191 923	171 562 612
66 Charges de personnel		0	140 191 923	171 562 612
Biens et services		0	30 978 487	30 864 238
60 Achats de biens		0	25 785 580	25 678 125
61 Acquisitions de services		0	921 674	921 624
62 Autres services		0	4 271 233	4 264 489
Transferts et subventions		0	8 124 051	8 144 051
64 Transferts		0	8 124 051	8 144 051
Investissement		34 440 123	42 292 944	39 940 123
21 Immobilisations incorporelles		28 671 324	28 564 968	28 671 324
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles		4 983 833	12 930 610	10 483 833
24 Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier		784 966	797 366	784 966
2.042 Développement de l'Enseignement Secondaire Général		4 299 726	8 464 728	8 781 265
Personnel		0	604 112	657 369
66 Charges de personnel		0	604 112	657 369
Biens et services		0	3 560 459	3 824 170
60 Achats de biens		0	3 295 034	3 376 275
61 Acquisitions de services		0	244 873	262 927
62 Autres services		0	20 552	184 968
Investissement		4 299 726	4 300 157	4 299 726
21 Immobilisations incorporelles		195 104	195 104	195 104
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles		2 255 954	2 256 385	2 255 954
24 Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier		1 848 668	1 848 668	1 848 668

Direction Générale du Budget

Un peuple - un But - une Foi

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2018

26/09/2017

Détail des dépenses par section, programme et article

(en milliers de francs CFA)

Type budget/ Section	Intitulés	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	
Programme/ Article		2018	2017	2018
1 BUDGET GENERAL				
410 MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE				
2.043 Consolidation et Diversification de l'Enseignement Technique et Professionnel		890 686	2 737 770	3 073 059
Personnel		0	289 447	374 975
66 Charges de personnel		0	289 447	374 975
Biens et services		0	1 492 314	1 492 501
60 Achats de biens		0	1 366 307	1 366 494
61 Acquisitions de services		0	126 007	126 007
Transferts et subventions		0	265 323	314 897
64 Transferts		0	265 323	314 897
Investissement		890 686	690 686	890 686
21 Immobilisations incorporelles		206 581	6 581	206 581
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles		110 381	110 381	110 381
24 Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier		573 724	573 724	573 724
Total		42 983 113	266 689 557	300 713 588

Direction Générale du Budget

Un peuple - un But - une Foi

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2018

26/09/2017

Détail des dépenses par section, programme et article

(en milliers de francs CFA)

Type budget/ Section	Intitulés	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	
Programme/ Article		2018	2017	2018
1 BUDGET GENERAL				
412 MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE				
1.018 Administration Générale		3 492 301	12 408 204	11 760 084
Personnel		0	6 482 991	6 358 440
66 Charges de personnel		0	6 482 991	6 358 440
Biens et services		0	1 399 911	1 506 206
60 Achats de biens		0	852 564	990 564
61 Acquisitions de services		0	547 347	515 642
Transferts et subventions		0	420 856	403 137
64 Transferts		0	420 856	403 137
Investissement		3 492 301	4 104 446	3 492 301
21 Immobilisations incorporelles		302 330	302 330	302 330
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles		3 189 971	3 468 116	3 189 971
24 Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier		0	334 000	0
2.045 Développement de l'Enseignement Supérieur		5 851 724	63 625 120	69 610 256
Personnel		0	12 998 689	535 479
66 Charges de personnel		0	12 998 689	535 479
Biens et services		0	13 135 009	537 659
60 Achats de biens		0	10 400 288	454 905
61 Acquisitions de services		0	2 353 234	60 059
62 Autres services		0	381 487	22 695
Transferts et subventions		0	27 303 257	57 685 394
64 Transferts		0	27 303 257	57 685 394
Investissement		5 851 724	10 188 165	10 851 724
21 Immobilisations incorporelles		1 350 520	1 215 520	1 350 520
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles		4 451 204	8 922 645	9 451 204
24 Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier		50 000	50 000	50 000
2.046 Développement de la Recherche scientifique et de l'innovation technologique		311 598	890 486	1 102 630
Transferts et subventions		0	753 888	791 032
64 Transferts		0	753 888	791 032
Investissement		311 598	136 598	311 598
21 Immobilisations incorporelles		161 598	136 598	161 598
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles		150 000		150 000
Total		9 655 623	76 923 810	82 472 970

Direction Générale du Budget

Un peuple - un But - une Foi

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2018

26/09/2017

Détail des dépenses par section, programme et article

(en milliers de francs CFA)

Type budget/ Section	Intitulés	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	
Programme/ Article		2018	2017	2018
1 BUDGET GENERAL				
510 MINISTERE DE LA CULTURE				
1.019 Administration Générale		303 732	2 437 611	2 390 769
Personnel		0	670 939	604 507
66 Charges de personnel		0	670 939	604 507
Biens et services		0	1 180 280	1 319 870
60 Achats de biens		0	480 317	597 417
61 Acquisitions de services		0	366 166	388 656
62 Autres services		0	333 797	333 797
Transferts et subventions		0	267 660	162 660
64 Transferts		0	267 660	162 660
Investissement		303 732	318 732	303 732
21 Immobilisations incorporelles		5 058	5 058	5 058
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles		198 674	213 674	198 674
24 Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier		100 000	100 000	100 000
2.047 Protection et Promotion de l'Héritage Culturel		391 000	2 427 468	1 495 155
Personnel		0	178 677	169 494
66 Charges de personnel		0	178 677	169 494
Biens et services		0	101 240	139 043
60 Achats de biens		0	80 424	106 924
61 Acquisitions de services		0	20 816	32 119
Transferts et subventions		0	411 551	445 618
64 Transferts		0	411 551	445 618
Investissement		391 000	1 736 000	741 000
21 Immobilisations incorporelles		85 000	20 000	85 000
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles		306 000	1 716 000	656 000
2.048 Promotion de l'Industrie Cinématographique		1 000 000	1 388 364	1 420 298
Transferts et subventions		0	388 364	420 298
64 Transferts		0	388 364	420 298
Investissement		1 000 000	1 000 000	1 000 000
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles		1 000 000	1 000 000	1 000 000
2.049 Promotion de la Création Artistique et Littéraire		1 069 570	4 429 023	3 783 803
Personnel		0	415 693	465 379
66 Charges de personnel		0	415 693	465 379
Biens et services		0	187 343	288 781
60 Achats de biens		0	111 353	174 853
61 Acquisitions de services		0	47 092	65 030
62 Autres services		0	28 898	48 898
Transferts et subventions		0	1 607 917	1 760 073
64 Transferts		0	1 607 917	1 760 073
Investissement		1 069 570	2 218 070	1 269 570
21 Immobilisations incorporelles		20 000	20 000	20 000
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles		1 049 570	2 198 070	1 249 570
Total		2 764 302	10 682 466	9 090 025

Direction Générale du Budget

Un peuple - un But - une Foi

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2018

26/09/2017

Détail des dépenses par section, programme et article

(en milliers de francs CFA)

Type budget/ Section	Intitulés	Autorisations d'engagement		
Programme/ Article		2018	2017	2018
1 BUDGET GENERAL				
520 MINISTERE DES SPORTS				
1.020 Administration Générale		385 830	4 139 893	4 524 788
Personnel		0	339 821	334 716
66 Charges de personnel		0	339 821	334 716
Biens et services		0	3 196 850	3 271 850
60 Achats de biens		0	873 868	923 868
61 Acquisitions de services		0	817 864	817 864
62 Autres services		0	814 051	839 051
65 Charges exceptionnelles		0	691 067	691 067
Transferts et subventions		0	132 392	132 392
64 Transferts		0	132 392	132 392
Investissement		385 830	470 830	785 830
21 Immobilisations incorporelles		17 103	17 103	17 103
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles		368 727	453 727	768 727
2.052 Développement et Promotion des activités physiques et sportives		957 454	2 446 079	2 177 328
Personnel		0	337 048	327 797
66 Charges de personnel		0	337 048	327 797
Biens et services		0	65 577	67 077
60 Achats de biens		0	40 870	41 370
61 Acquisitions de services		0	24 707	25 707
Transferts et subventions		0	800 000	825 000
64 Transferts		0	800 000	825 000
Investissement		957 454	1 243 454	957 454
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles		957 454	1 243 454	957 454
2.053 Formation des Formateurs, des Cadres et des Jeunes Talents		22 955	1 716 406	1 336 996
Personnel		0	235 153	238 995
66 Charges de personnel		0	235 153	238 995
Biens et services		0	472 609	416 557
60 Achats de biens		0	268 717	268 717
61 Acquisitions de services		0	3 018	3 018
62 Autres services		0	200 874	144 822
Transferts et subventions		0	585 689	658 489
64 Transferts		0	585 689	658 489
Investissement		22 955	422 955	22 955
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles		22 955	422 955	22 955
Total		1 366 239	8 302 378	8 039 112

Direction Générale du Budget

Un peuple - un But - une Foi

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2018

26/09/2017

Détail des dépenses par section, programme et article

(en milliers de francs CFA)

Type budget/ Section	Intitulés	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	
Programme/ Article		2018	2017	2018
1 BUDGET GENERAL				
525 MINISTERE DE LA JEUNESSE ET DE LA CONSTRUCTION CITOYENNE				
1.038 Administration Générale		30 000	444 503	555 298
Personnel		0	50 000	184 795
66 Charges de personnel		0	50 000	184 795
Biens et services		0	290 503	340 503
60 Achats de biens		0	140 605	170 605
61 Acquisitions de services		0	75 898	95 898
62 Autres services		0	74 000	74 000
Transferts et subventions		0	24 000	0
64 Transferts		0	24 000	0
Investissement		30 000	80 000	30 000
21 Immobilisations incorporelles		10 000	10 000	10 000
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles		20 000	70 000	20 000
2.035 Education, Animation, Insertion Socio-Economique des Jeunes		1 247 963	2 776 434	2 876 097
Personnel		0	895 770	818 577
66 Charges de personnel		0	895 770	818 577
Biens et services		0	228 344	385 557
60 Achats de biens		0	114 548	152 548
61 Acquisitions de services		0	68 094	94 307
62 Autres services		0	45 702	138 702
Transferts et subventions		0		24 000
64 Transferts		0		24 000
Investissement		1 247 963	1 652 320	1 647 963
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles		1 197 963	1 552 320	1 597 963
24 Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier		50 000	100 000	50 000
2.067 Civisme, Volontariat et Citoyenneté		1 695 000	518 050	2 308 050
Biens et services		0	330 490	340 490
60 Achats de biens		0	330 490	340 490
Transferts et subventions		0	112 560	272 560
64 Transferts		0	112 560	272 560
Investissement		1 695 000	75 000	1 695 000
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles		1 670 000	50 000	1 670 000
24 Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier		25 000	25 000	25 000
Total		2 972 963	3 738 987	5 739 445

Direction Générale du Budget

Un peuple - un But - une Foi

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2018

26/09/2017

Détail des dépenses par section, programme et article

(en milliers de francs CFA)

Type budget/ Section	Intitulés	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	
Programme/ Article		2018	2017	2018
1 BUDGET GENERAL				
610 MINISTERE DE LA SANTE ET DE L'HYGIENE PUBLIQUE				
1.021 Administration, Coordination et Décentralisation		5 643 822	21 483 390	24 249 173
Personnel		0	8 839 981	11 480 764
66 Charges de personnel		0	8 839 981	11 480 764
Biens et services		0	5 538 837	5 638 837
60 Achats de biens		0	4 693 859	4 793 859
61 Acquisitions de services		0	844 978	844 978
Transferts et subventions		0	1 460 750	1 485 750
63 Subventions		0	59 435	59 435
64 Transferts		0	1 401 315	1 426 315
Investissement		5 643 822	5 643 822	5 643 822
21 Immobilisations incorporelles		492 935	492 935	492 935
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles		5 050 887	5 050 887	5 050 887
24 Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier		100 000	100 000	100 000
2.054 Soins de Santé Primaire et Lutte Contre les Maladies		1 831 556	44 481 575	34 138 580
Personnel		0	17 202 958	18 048 272
66 Charges de personnel		0	17 202 958	18 048 272
Biens et services		0	7 491 194	7 484 342
60 Achats de biens		0	5 112 201	5 103 712
61 Acquisitions de services		0	1 543 803	1 545 440
65 Charges exceptionnelles		0	835 190	835 190
Transferts et subventions		0	6 588 341	6 774 410
64 Transferts		0	6 588 341	6 774 410
Investissement		1 831 556	13 199 082	1 831 556
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles		1 155 956	8 978 359	1 155 956
24 Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier		675 600	4 220 723	675 600
2.055 Disponibilité des Médicaments, Vaccins et Consommables et Accessibilité financière aux soi		6 749	3 324 437	3 724 437
Biens et services		0	3 317 688	3 717 688
60 Achats de biens		0	3 299 472	3 699 472
61 Acquisitions de services		0	18 216	18 216
Investissement		6 749	6 749	6 749
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles		6 749	6 749	6 749
2.057 Soins Hospitaliers et Recherche		21 064 829	45 427 454	45 755 696
Personnel		0	260 997	262 391
66 Charges de personnel		0	260 997	262 391
Biens et services		0	70 305	70 305
60 Achats de biens		0	64 317	64 317
61 Acquisitions de services		0	5 988	5 988
Transferts et subventions		0	22 856 323	23 358 171
64 Transferts		0	22 856 323	23 358 171
Investissement		21 064 829	22 239 829	22 064 829
21 Immobilisations incorporelles		570 588	570 588	570 588
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles		20 444 241	21 619 241	21 444 241
24 Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier		50 000	50 000	50 000

Direction Générale du Budget

Un peuple - un But - une Foi

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2018

26/09/2017

Détail des dépenses par section, programme et article

(en milliers de francs CFA)

Type budget/ Section	Intitulés	Autorisations d'engagement 2018	Crédits de paiement 2017	2018
1 BUDGET GENERAL				
610 MINISTERE DE LA SANTE ET DE L'HYGIENE PUBLIQUE				
Total		28 546 956	114 716 856	107 867 886
614 HAUT CONSEIL NAT. LUTTE CONTRE LE SIDA				
2.058 Programme Multisectoriel de Lutte Contre le SIDA		0	2 947 660	3 060 310
Personnel		0	96 945	108 595
66 Charges de personnel		0	96 945	108 595
Transferts et subventions		0	2 850 715	2 951 715
64 Transferts		0	2 850 715	2 951 715
Total		0	2 947 660	3 060 310
640 MINISTERE DE LA PROMOTION DE LA FEMME DE L'ENFANT & DE LA FAMILLE				
1.022 Administration Générale et Développement des Capacités Institutionnelles		978 767	2 229 684	2 635 737
Personnel		0	299 522	700 575
66 Charges de personnel		0	299 522	700 575
Biens et services		0	842 205	895 005
60 Achats de biens		0	576 869	606 869
61 Acquisitions de services		0	265 336	288 136
Transferts et subventions		0	61 390	61 390
64 Transferts		0	61 390	61 390
Investissement		978 767	1 026 567	978 767
21 Immobilisations incorporelles		20 450	20 450	20 450
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles		928 317	948 317	928 317
24 Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier		30 000	57 800	30 000
2.059 Promotion de la Femme		4 866 952	3 929 167	5 433 190
Personnel		0	382 276	370 799
66 Charges de personnel		0	382 276	370 799
Biens et services		0	134 939	195 439
60 Achats de biens		0	73 725	113 725
61 Acquisitions de services		0	61 214	81 714
Investissement		4 866 952	3 411 952	4 866 952
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles		4 381 952	3 199 452	4 381 952
24 Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier		485 000	212 500	485 000
2.060 Promotion de l'Enfant et de la Famille		553 418	1 313 873	1 378 187
Personnel		0	335 826	327 950
66 Charges de personnel		0	335 826	327 950
Biens et services		0	148 350	231 862
60 Achats de biens		0	114 257	177 257
61 Acquisitions de services		0	34 093	54 605
Transferts et subventions		0	231 733	264 957
64 Transferts		0	231 733	264 957
Investissement		553 418	597 964	553 418
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles		443 418	597 964	443 418
24 Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier		110 000		110 000
Total		6 399 137	7 472 724	9 447 114

Direction Générale du Budget

Un peuple - un But - une Foi

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2018

26/09/2017

Détail des dépenses par section, programme et article

(en milliers de francs CFA)

Type budget/ Section	Intitulés	Autorisations Crédits de paiement d'engagement		
Programme/ Article		2018	2017	2018
1 BUDGET GENERAL				
660 MINISTERE DE LA SOLIDARITE ET DE L'ACTION HUMANITAIRE				
1.023 Administration Générale		8 185 929	11 270 861	10 876 909
Personnel		0	412 172	1 193 918
66 Charges de personnel		0	412 172	1 193 918
Biens et services		0	1 347 927	1 397 927
60 Achats de biens		0	511 505	561 505
61 Acquisitions de services		0	608 078	608 078
65 Charges exceptionnelles		0	228 344	228 344
Transferts et subventions		0	1 339 833	99 135
64 Transferts		0	1 339 833	99 135
Investissement		8 185 929	8 170 929	8 185 929
21 Immobilisations incorporelles		28 699	113 699	28 699
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles		8 107 230	7 907 230	8 107 230
24 Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier		50 000	150 000	50 000
2.061 Renforcement de la Solidarité et de la Lutte Contre l'Exclusion		280 000	1 582 568	2 059 394
Personnel		0	314 022	300 706
66 Charges de personnel		0	314 022	300 706
Biens et services		0	98 596	108 596
60 Achats de biens		0	46 875	56 875
61 Acquisitions de services		0	51 721	51 721
Transferts et subventions		0	827 450	1 370 092
64 Transferts		0	827 450	1 370 092
Investissement		280 000	342 500	280 000
21 Immobilisations incorporelles		67 000	79 500	67 000
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles		213 000	263 000	213 000
2.062 Renforcement de la Protection Sociale et de l'Economie Solidaire		343 225	47 675 340	53 763 088
Personnel		0	1 483 554	1 564 661
66 Charges de personnel		0	1 483 554	1 564 661
Biens et services		0	274 672	385 093
60 Achats de biens		0	153 441	261 751
61 Acquisitions de services		0	121 231	123 342
Transferts et subventions		0	45 792 312	51 470 109
64 Transferts		0	45 792 312	51 470 109
Investissement		343 225	124 802	343 225
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles		343 225	124 802	343 225
2.063 Lutte Contre la Pauvreté		645 000	1 465 084	1 219 775
Transferts et subventions		0	570 084	574 775
64 Transferts		0	570 084	574 775
Investissement		645 000	895 000	645 000
21 Immobilisations incorporelles		45 000	45 000	45 000
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles		320 000	570 000	320 000
24 Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier		280 000	280 000	280 000
Total		9 454 154	61 993 853	67 919 166

Direction Générale du Budget

Un peuple - un But - une Foi

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2018

26/09/2017

Détail des dépenses par section, programme et article

(en milliers de francs CFA)

Type budget/ Section	Intitulés	Autorisations Crédits de paiement d'engagement		
Programme/ Article		2018	2017	2018
1 BUDGET GENERAL				
700 MINISTERE DE L'EQUIPEMENT ET DU DESENCLAVEMENT				
1.024 Administration Générale		619 001	2 328 932	2 258 642
Personnel		0	449 175	385 331
66 Charges de personnel		0	449 175	385 331
Biens et services		0	782 416	857 416
60 Achats de biens		0	427 118	462 118
61 Acquisitions de services		0	355 298	395 298
Transferts et subventions		0	196 894	196 894
64 Transferts		0	196 894	196 894
Investissement		619 001	900 447	819 001
21 Immobilisations incorporelles		57 273	57 273	57 273
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles		561 728	766 728	711 728
24 Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier		0	76 446	50 000
2.065 Construction et entretien des routes, Développement de la cartographie et de la topographi		62 555 575	117 882 342	171 144 978
Personnel		0	762 753	740 607
66 Charges de personnel		0	762 753	740 607
Biens et services		0	154 681	188 888
60 Achats de biens		0	79 557	87 557
61 Acquisitions de services		0	75 124	101 331
Transferts et subventions		0	712 044	744 908
64 Transferts		0	712 044	744 908
Investissement		62 555 575	116 252 864	169 470 575
21 Immobilisations incorporelles		140 000	40 000	140 000
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles		62 188 175	115 962 175	169 103 175
24 Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier		202 500	225 789	202 500
26 Prises de participations et cautionnements		24 900	24 900	24 900
2.066 Développement et sécurisation des transports			45 259	
Biens et services			43 558	
60 Achats de biens			43 026	
61 Acquisitions de services			532	
Investissement			1 701	
24 Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier			1 701	
Total		63 174 576	120 256 533	173 403 620

Direction Générale du Budget

Un peuple - un But - une Foi

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2018

26/09/2017

Détail des dépenses par section, programme et article

(en milliers de francs CFA)

Type budget/ Section	Intitulés	Autorisations d'engagement 2018	Crédits de paiement 2017	2018
1 BUDGET GENERAL				
714 MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE				
1.025 Administration Générale		383 315	1 577 215	1 453 157
Personnel		0	364 125	354 967
66 Charges de personnel		0	364 125	354 967
Biens et services		0	722 345	697 445
60 Achats de biens		0	313 785	313 785
61 Acquisitions de services		0	333 660	383 660
62 Autres services			74 900	
Transferts et subventions		0	17 430	17 430
64 Transferts		0	17 430	17 430
Investissement		383 315	473 315	383 315
21 Immobilisations incorporelles		60 000	60 000	60 000
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles		223 315	313 315	223 315
24 Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier		100 000	100 000	100 000
2.069 Amélioration du Cadre de Vie des Populations		15 614 680	12 315 107	9 130 869
Personnel		0	724 859	675 666
66 Charges de personnel		0	724 859	675 666
Biens et services		0	310 996	453 942
60 Achats de biens		0	202 073	298 175
61 Acquisitions de services		0	108 923	155 767
Transferts et subventions		0	363 277	386 581
64 Transferts		0	363 277	386 581
Investissement		15 614 680	10 915 975	7 614 680
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles		15 063 351	10 491 223	7 063 351
24 Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier		551 329	424 752	551 329
2.070 Sauvegarde et Gestion Intégrée des Ressources du Bassin du Fleuve Niger		650 000	2 509 980	2 429 980
Transferts et subventions		0	209 980	279 980
64 Transferts		0	209 980	279 980
Investissement		650 000	2 300 000	2 150 000
21 Immobilisations incorporelles		60 000	95 000	160 000
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles		375 000	2 000 000	1 675 000
24 Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier		215 000	205 000	315 000

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2018

26/09/2017

Détail des dépenses par section, programme et article

(en milliers de francs CFA)

Type budget/ Section	Intitulés	Autorisations d'engagement 2018	Crédits de paiement 2017	2018
1	BUDGET GENERAL			
714	MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE			
2.071	Protection et Conservation de la Nature	6 116 967	9 639 365	8 941 536
	Personnel	0	2 369 031	2 122 964
66	Charges de personnel	0	2 369 031	2 122 964
	Biens et services	0	488 420	632 186
60	Achats de biens	0	330 129	417 165
61	Acquisitions de services	0	113 969	170 699
62	Autres services	0	44 322	44 322
	Transferts et subventions	0	59 419	69 419
64	Transferts	0	59 419	69 419
	Investissement	6 116 967	6 722 495	6 116 967
21	Immobilisations incorporelles	100 000	100 000	100 000
23	Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	5 581 775	4 843 499	5 581 775
24	Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier	435 192	1 778 996	435 192
2.072	Coordination de la mise en oeuvre de la Politique Nationale de Protection de l'Environnement	2 993 000	2 588 385	3 216 285
	Transferts et subventions	0	273 385	398 285
64	Transferts	0	273 385	398 285
	Investissement	2 993 000	2 315 000	2 818 000
23	Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	1 653 000	1 800 000	1 653 000
24	Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier	1 340 000	515 000	1 165 000
Total		25 757 962	28 630 052	25 171 827

Direction Générale du Budget

Un peuple - un But - une Foi

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2018

26/09/2017

Détail des dépenses par section, programme et article

(en milliers de francs CFA)

Type budget/ Section	Intitulés	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	
Programme/ Article		2018	2017	2018
1 BUDGET GENERAL				
720 MINISTERE DE L'ENERGIE ET DE L'EAU				
1.026 Administration Générale		125 737	25 937 229	28 058 222
Personnel		0	263 097	318 851
66 Charges de personnel		0	263 097	318 851
Biens et services		0	498 634	598 634
60 Achats de biens		0	286 726	336 726
61 Acquisitions de services		0	211 908	261 908
Transferts et subventions		0	25 015 000	27 015 000
63 Subventions		0	25 000 000	27 000 000
64 Transferts		0	15 000	15 000
Investissement		125 737	160 498	125 737
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles		125 737	150 737	125 737
24 Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier		0	9 761	0
2.073 Développement des Ressources Energétiques		21 740 046	39 241 907	34 433 499
Personnel		0	387 677	299 829
66 Charges de personnel		0	387 677	299 829
Biens et services		0	90 576	212 340
60 Achats de biens		0	47 934	166 913
61 Acquisitions de services		0	42 642	45 427
Transferts et subventions		0	5 917 858	5 981 284
64 Transferts		0	5 917 858	5 981 284
Investissement		21 740 046	32 845 796	27 940 046
21 Immobilisations incorporelles		0	36 000	0
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles		20 990 046	31 659 796	27 190 046
24 Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier		750 000	1 150 000	750 000
2.074 Développement des Ressources en Eau		33 149 706	53 242 385	47 444 404
Personnel		0	742 495	828 303
66 Charges de personnel		0	742 495	828 303
Biens et services		0	337 121	401 332
60 Achats de biens		0	158 038	190 501
61 Acquisitions de services		0	179 083	210 831
Transferts et subventions		0	361 063	461 063
64 Transferts		0	361 063	461 063
Investissement		33 149 706	51 801 706	45 753 706
21 Immobilisations incorporelles		800 000	711 500	800 000
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles		31 177 206	48 819 206	43 177 206
24 Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier		1 172 500	2 271 000	1 776 500
Total		55 015 489	118 421 521	109 936 125

Direction Générale du Budget

Un peuple - un But - une Foi

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2018

26/09/2017

Détail des dépenses par section, programme et article

(en milliers de francs CFA)

Type budget/ Section	Intitulés	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	
Programme/ Article		2018	2017	2018
1 BUDGET GENERAL				
726 MINISTERE DES MINES				
1.027 Administration Générale		226 843	1 823 689	1 881 465
Personnel		0	275 550	274 631
66 Charges de personnel		0	275 550	274 631
Biens et services		0	898 215	979 965
60 Achats de biens		0	705 926	755 995
61 Acquisitions de services		0	192 289	223 970
Transferts et subventions		0	240 026	400 026
64 Transferts		0	240 026	400 026
Investissement		226 843	409 898	226 843
21 Immobilisations incorporelles			109 505	
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles		95 804	139 354	95 804
24 Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier		131 039	161 039	131 039
2.075 Développement des ressources minérales		1 580 996	2 073 176	2 313 826
Personnel		0	505 342	550 510
66 Charges de personnel		0	505 342	550 510
Biens et services		0	120 548	182 320
60 Achats de biens		0	39 831	99 831
61 Acquisitions de services		0	80 717	82 489
Investissement		1 580 996	1 447 286	1 580 996
21 Immobilisations incorporelles		50 000	19 000	50 000
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles		1 430 996	1 325 581	1 430 996
24 Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier		100 000	102 705	100 000
Total		1 807 839	3 896 865	4 195 291

Direction Générale du Budget

Un peuple - un But - une Foi

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2018

26/09/2017

Détail des dépenses par section, programme et article

(en milliers de francs CFA)

Type budget/ Section	Intitulés	Autorisations Crédits de paiement d'engagement		
Programme/ Article		2018	2017	2018
1 BUDGET GENERAL				
730 MINISTERE DE L'ECONOMIE NUMERIQUE ET DE LA COMMUNICATION				
1.028 Administration Générale		68 778	972 497	1 097 568
Personnel		0	207 606	199 682
66 Charges de personnel		0	207 606	199 682
Biens et services		0	415 073	580 023
60 Achats de biens		0	253 991	391 341
61 Acquisitions de services		0	161 082	188 682
Transferts et subventions		0	224 500	249 085
63 Subventions		0	100 000	100 000
64 Transferts		0	124 500	149 085
Investissement		68 778	125 318	68 778
21 Immobilisations incorporelles		45 678	45 678	45 678
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles		23 100	68 100	23 100
24 Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier		0	11 540	0
2.076 Medias et Communication Publics		2 150 000	7 697 884	7 933 360
Personnel		0	15 269	0
66 Charges de personnel		0	15 269	0
Biens et services		0	14 950	0
60 Achats de biens		0	7 350	0
61 Acquisitions de services		0	7 600	0
Transferts et subventions		0	5 377 705	5 783 360
64 Transferts		0	5 377 705	5 783 360
Investissement		2 150 000	2 289 960	2 150 000
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles		1 970 000	2 189 960	1 970 000
24 Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier		180 000	100 000	180 000
2.077 Poste et Nouvelles Technologies		645 000	4 183 577	2 413 577
Transferts et subventions		0	1 568 577	1 768 577
64 Transferts		0	1 568 577	1 768 577
Investissement		645 000	2 615 000	645 000
21 Immobilisations incorporelles		30 000		30 000
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles		615 000	2 615 000	615 000
Total		2 863 778	12 853 958	11 444 505
732 HAUTE AUTORITE DE LA COMMUNICATION				
2.096 Régulation de la Communication		400 000	945 258	1 439 968
Personnel		0		694 710
66 Charges de personnel		0		694 710
Transferts et subventions		0	645 258	345 258
64 Transferts		0	645 258	345 258
Investissement		400 000	300 000	400 000
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles		400 000	300 000	400 000
Total		400 000	945 258	1 439 968

Direction Générale du Budget

Un peuple - un But - une Foi

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2018

26/09/2017

Détail des dépenses par section, programme et article

(en milliers de francs CFA)

Type budget/ Section	Intitulés	Autorisations d'engagement		
Programme/ Article		2018	2017	2018
1 BUDGET GENERAL				
740 MINISTERE DE L'HABITAT, DE L'URBANISME ET DES AFFAIRES FONCIERES				
1.029 Administration Générale		2 259 000	6 746 781	4 364 504
Personnel		0	555 531	773 254
66 Charges de personnel		0	555 531	773 254
Biens et services		0	1 092 530	1 112 530
60 Achats de biens		0	670 963	587 842
61 Acquisitions de services		0	388 567	491 688
62 Autres services		0	33 000	33 000
Transferts et subventions		0	89 720	219 720
64 Transferts		0	89 720	219 720
Investissement		2 259 000	5 009 000	2 259 000
21 Immobilisations incorporelles		225 000	225 000	225 000
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles		1 859 000	1 559 000	1 859 000
24 Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier		175 000	3 225 000	175 000
2.078 Gestion Domaniale et Foncière		24 546	4 489 548	3 299 462
Personnel		0	1 123 148	1 259 121
66 Charges de personnel		0	1 123 148	1 259 121
Biens et services		0	172 154	275 795
60 Achats de biens		0	69 621	141 121
61 Acquisitions de services		0	52 533	84 674
62 Autres services		0	50 000	50 000
Transferts et subventions		0	370 000	440 000
64 Transferts		0	370 000	440 000
Investissement		24 546	2 824 246	1 324 546
21 Immobilisations incorporelles		0	1 500 000	0
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles		24 546	1 324 246	1 324 546
2.079 Développement Harmonieux des Villes et Réhabilitation des Quartiers Précaires		12 165 746	7 669 928	14 559 496
Personnel		0	1 058 871	1 030 534
66 Charges de personnel		0	1 058 871	1 030 534
Biens et services		0	286 811	363 216
60 Achats de biens		0	227 576	271 154
61 Acquisitions de services		0	59 235	92 062
Investissement		12 165 746	6 324 246	13 165 746
21 Immobilisations incorporelles		590 000	100 000	590 000
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles		11 391 866	6 024 246	12 391 866
24 Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier		183 880	200 000	183 880
Total		14 449 292	18 906 257	22 223 462

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2018

26/09/2017

Détail des dépenses par section, programme et article

(en milliers de francs CFA)

Type budget/ Section	Intitulés	Autorisations d'engagement 2018	Crédits de paiement 2017	2018
1	BUDGET GENERAL			
745	MINISTERE DE L'URBANISME ET DE L'HABITAT			
1.030	Administration Générale	0	601 271	0
	Personnel	0	162 256	0
66	Charges de personnel	0	162 256	0
	Biens et services	0	350 876	0
60	Achats de biens	0	212 385	0
61	Acquisitions de services	0	138 491	0
	Transferts et subventions	0	10 259	0
64	Transferts	0	10 259	0
	Investissement	0	77 880	0
21	Immobilisations incorporelles	0	27 450	0
23	Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	0	38 000	0
24	Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier	0	12 430	0
Total		0	601 271	0

Direction Générale du Budget

Un peuple - un But - une Foi

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2018

26/09/2017

Détail des dépenses par section, programme et article

(en milliers de francs CFA)

Type budget/ Section	Intitulés	Autorisations d'engagement 2018	Crédits de paiement 2017	2018
1 BUDGET GENERAL				
750 MINISTERE DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE ET DE LA POPULATION				
1.031 Administration Générale et Contrôle		3 172 900	889 532	3 788 154
Personnel		0	160 137	108 748
66 Charges de personnel		0	160 137	108 748
Biens et services		0	369 435	475 796
60 Achats de biens		0	233 941	294 491
61 Acquisitions de services		0	135 494	181 305
Transferts et subventions		0	30 710	30 710
64 Transferts		0	30 710	30 710
Investissement		3 172 900	329 250	3 172 900
21 Immobilisations incorporelles		2 981 400		2 981 400
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles		166 500	203 250	166 500
24 Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier		25 000	126 000	25 000
2.080 Population		7 370 000	3 898 941	7 528 445
Personnel		0	108 403	111 945
66 Charges de personnel		0	108 403	111 945
Biens et services		0	31 493	46 500
60 Achats de biens		0	15 000	20 000
61 Acquisitions de services		0	16 493	26 500
Investissement		7 370 000	3 759 045	7 370 000
21 Immobilisations incorporelles		50 000	50 000	50 000
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles		7 170 000	3 559 045	7 170 000
24 Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier		150 000	150 000	150 000
2.081 Aménagement du Territoire		409 000	583 661	533 984
Personnel		0	91 598	91 921
66 Charges de personnel		0	91 598	91 921
Biens et services		0	33 063	33 063
60 Achats de biens		0	15 000	15 000
61 Acquisitions de services		0	18 063	18 063
Investissement		409 000	459 000	409 000
21 Immobilisations incorporelles		200 000	200 000	200 000
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles		109 000	109 000	109 000
24 Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier		100 000	150 000	100 000
2.082 Collecte, Analyse, Diffusion des Données et Coordination du Système Statistique National		815 255	4 738 591	3 483 591
Personnel			25 000	
66 Charges de personnel			25 000	
Biens et services			186 572	
60 Achats de biens			186 572	
Transferts et subventions		0	442 019	668 336
64 Transferts		0	442 019	668 336
Investissement		815 255	4 085 000	2 815 255
21 Immobilisations incorporelles		100 000	160 000	100 000
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles		165 255	3 165 000	2 165 255
24 Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier		550 000	760 000	550 000

Direction Générale du Budget

Un peuple - un But - une Foi

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2018

26/09/2017

Détail des dépenses par section, programme et article

(en milliers de francs CFA)

Type budget/ Section	Intitulés	Autorisations Crédits de paiement d'engagement		
Programme/ Article		2018	2017	2018
1 BUDGET GENERAL				
750 MINISTERE DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE ET DE LA POPULATION				
Total		11 767 155	10 110 725	15 334 174
770 MINISTERE DES TRANSPORTS				
1.042 Administration Générale		100 000	513 270	685 382
Personnel		0	113 779	138 676
66 Charges de personnel		0	113 779	138 676
Biens et services		0	247 206	446 706
60 Achats de biens		0	222 282	369 782
61 Acquisitions de services		0	24 924	76 924
Investissement		100 000	152 285	100 000
24 Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier		100 000	152 285	100 000
2.066 Développement et sécurisation des transports		2 664 484	8 307 437	5 735 263
Personnel		0	866 252	838 359
66 Charges de personnel		0	866 252	838 359
Biens et services		0	175 066	249 624
60 Achats de biens		0	106 537	180 063
61 Acquisitions de services		0	68 529	69 561
Transferts et subventions		0	997 796	1 067 796
64 Transferts		0	997 796	1 067 796
Investissement		2 664 484	6 268 323	3 579 484
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles		2 084 534	5 722 534	2 999 534
24 Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier		562 500	528 339	562 500
26 Prises de participations et cautionnements		17 450	17 450	17 450
Total		2 764 484	8 820 707	6 420 645

Direction Générale du Budget

Un peuple - un But - une Foi

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2018

26/09/2017

Détail des dépenses par section, programme et article

(en milliers de francs CFA)

Type budget/ Section	Intitulés	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	
Programme/ Article		2018	2017	2018
1 BUDGET GENERAL				
800 MINISTERE DU DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL				
1.039 Administration Générale		225 000	676 897	831 348
Personnel		0	106 786	139 981
66 Charges de personnel		0	106 786	139 981
Biens et services		0	319 111	445 367
60 Achats de biens		0	211 231	302 882
61 Acquisitions de services		0	107 880	142 485
Transferts et subventions		0	21 000	21 000
64 Transferts		0	21 000	21 000
Investissement		225 000	230 000	225 000
21 Immobilisations incorporelles		15 000	15 000	15 000
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles		60 000	65 000	60 000
24 Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier		150 000	150 000	150 000
2.084 Développement du secteur industriel		488 396	882 132	1 777 250
Personnel		0	238 205	768 474
66 Charges de personnel		0	238 205	768 474
Biens et services		0	148 986	268 374
60 Achats de biens		0	92 704	178 319
61 Acquisitions de services		0	56 282	90 055
Transferts et subventions		0	232 295	252 006
64 Transferts		0	232 295	252 006
Investissement		488 396	262 646	488 396
21 Immobilisations incorporelles		12 450	12 450	12 450
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles		400 946	200 196	400 946
24 Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier		75 000	50 000	75 000
Total		713 396	1 559 029	2 608 598

Direction Générale du Budget

Un peuple - un But - une Foi

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2018

26/09/2017

Détail des dépenses par section, programme et article

(en milliers de francs CFA)

Type budget/ Section	Intitulés	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	
Programme/ Article		2018	2017	2018
1 BUDGET GENERAL				
812 MINISTERE DE LA PROMOTION DES INVESTISSEMENTS ET DU SECTEUR PRIVE				
1.033 Administration Générale		95 225	1 060 079	1 171 756
Personnel		0	128 294	209 971
66 Charges de personnel		0	128 294	209 971
Biens et services		0	836 560	866 560
60 Achats de biens		0	325 956	325 956
61 Acquisitions de services		0	310 604	310 604
62 Autres services		0	200 000	230 000
Investissement		95 225	95 225	95 225
21 Immobilisations incorporelles		50 000	50 000	50 000
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles		45 225	45 225	45 225
2.085 Appui au développement du secteur privé		412 500	1 281 657	1 537 729
Biens et services		0	455 805	175 805
60 Achats de biens		0	328 083	28 083
61 Acquisitions de services		0	3 329	3 329
62 Autres services		0	124 393	144 393
Transferts et subventions		0	513 352	949 424
64 Transferts		0	513 352	949 424
Investissement		412 500	312 500	412 500
21 Immobilisations incorporelles		12 500	12 500	12 500
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles		200 000	200 000	200 000
24 Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier		200 000	100 000	200 000
2.086 Promotion et Développement de la Micro-finance		119 857	135 876	185 317
Personnel		0	35 419	38 406
66 Charges de personnel		0	35 419	38 406
Biens et services		0	27 054	27 054
60 Achats de biens		0	16 619	16 619
61 Acquisitions de services		0	10 435	10 435
Investissement		119 857	73 403	119 857
21 Immobilisations incorporelles		106 454	60 000	106 454
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles		13 403	13 403	13 403
Total		627 582	2 477 612	2 894 802

Direction Générale du Budget

Un peuple - un But - une Foi

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2018

26/09/2017

Détail des dépenses par section, programme et article

(en milliers de francs CFA)

Type budget/ Section	Intitulés	Autorisations Crédits de paiement d'engagement		
Programme/ Article		2018	2017	2018
1 BUDGET GENERAL				
820 MINISTERE DE L'AGRICULTURE				
1.034 Administration Générale		11 887 224	49 639 969	37 156 434
Personnel		0	1 300 477	1 481 326
66 Charges de personnel		0	1 300 477	1 481 326
Biens et services		0	2 202 277	2 512 893
60 Achats de biens		0	1 207 228	1 439 019
61 Acquisitions de services		0	615 049	693 874
62 Autres services		0	380 000	380 000
Transferts et subventions		0	25 374 991	20 974 991
64 Transferts		0	25 374 991	20 974 991
Investissement		11 887 224	20 762 224	12 187 224
21 Immobilisations incorporelles		95 000	95 000	95 000
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles		9 817 224	18 417 224	10 117 224
24 Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier		1 975 000	2 250 000	1 975 000
2.087 Appui au Monde Rural		22 744 669	41 429 133	28 589 692
Personnel		0	3 707 766	3 627 749
66 Charges de personnel		0	3 707 766	3 627 749
Biens et services		0	494 447	541 193
60 Achats de biens		0	412 459	446 925
61 Acquisitions de services		0	81 988	94 268
Transferts et subventions		0	1 523 351	1 676 081
64 Transferts		0	1 523 351	1 676 081
Investissement		22 744 669	35 703 569	22 744 669
21 Immobilisations incorporelles		60 000	60 000	60 000
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles		21 852 669	34 943 569	21 852 669
24 Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier		832 000	700 000	832 000
2.088 Aménagement et Equipement Rural		58 384 813	85 119 128	65 376 298
Personnel		0	667 111	613 372
66 Charges de personnel		0	667 111	613 372
Biens et services		0	198 798	240 592
60 Achats de biens		0	143 320	167 929
61 Acquisitions de services		0	55 478	72 663
Transferts et subventions		0	3 039 406	3 137 521
64 Transferts		0	3 039 406	3 137 521
Investissement		58 384 813	81 213 813	61 384 813
21 Immobilisations incorporelles		443 565	443 565	443 565
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles		54 026 248	76 875 248	57 026 248
24 Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier		3 915 000	3 895 000	3 915 000

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2018

26/09/2017

Détail des dépenses par section, programme et article

(en milliers de francs CFA)

Type budget/ Section	Intitulés	Autorisations d'engagement		
Programme/ Article		2018	2017	2018
1 BUDGET GENERAL				
820 MINISTERE DE L'AGRICULTURE				
2.089 Recherche - Formation		7 857 500	13 284 496	11 814 258
Personnel		0	6 157	6 431
66 Charges de personnel		0	6 157	6 431
Biens et services		0	15 844	40 000
60 Achats de biens		0	13 170	33 000
61 Acquisitions de services		0	2 674	7 000
Transferts et subventions		0	3 754 995	3 910 327
64 Transferts		0	3 754 995	3 910 327
Investissement		7 857 500	9 507 500	7 857 500
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles		7 707 500	9 307 500	7 707 500
24 Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier		150 000	200 000	150 000
Total		100 874 206	189 472 726	142 936 682

Direction Générale du Budget

Un peuple - un But - une Foi

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2018

26/09/2017

Détail des dépenses par section, programme et article

(en milliers de francs CFA)

Type budget/ Section	Intitulés	Autorisations d'engagement		
Programme/ Article		2018	2017	2018
1 BUDGET GENERAL				
822 MINISTERE DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE				
1.037 Administration Générale		18 830 597	32 545 997	23 132 377
Personnel		0	115 668	152 048
66 Charges de personnel		0	115 668	152 048
Biens et services		0	540 044	795 044
60 Achats de biens		0	384 117	519 117
61 Acquisitions de services		0	155 927	275 927
Transferts et subventions		0	10 334 688	3 354 688
64 Transferts		0	10 334 688	3 354 688
Investissement		18 830 597	21 555 597	18 830 597
21 Immobilisations incorporelles		76 861	76 861	76 861
22 Acquisitions et aménagements des sols et sous-sols		3 300 000	3 500 000	3 300 000
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles		11 248 360	13 748 360	11 248 360
24 Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier		4 205 376	4 230 376	4 205 376
2.090 Développement des Productions et Industries Animales		1 812 357	4 763 448	3 279 929
Personnel		0	1 178 885	1 062 472
66 Charges de personnel		0	1 178 885	1 062 472
Biens et services		0	174 159	289 462
60 Achats de biens		0	111 908	196 465
61 Acquisitions de services		0	62 251	92 997
Transferts et subventions		0	127 984	115 638
64 Transferts		0	127 984	115 638
Investissement		1 812 357	3 282 420	1 812 357
21 Immobilisations incorporelles		20 483	20 483	20 483
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles		1 199 799	2 841 937	1 199 799
24 Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier		592 075	420 000	592 075
2.091 Développement des Productions Halieutiques et Aquacoles		1 844 928	2 950 834	3 083 341
Personnel		0	603 414	707 421
66 Charges de personnel		0	603 414	707 421
Biens et services		0	182 492	250 992
60 Achats de biens		0	122 510	160 410
61 Acquisitions de services		0	59 982	90 582
Transferts et subventions		0	55 000	280 000
64 Transferts		0	55 000	280 000
Investissement		1 844 928	2 109 928	1 844 928
21 Immobilisations incorporelles		5 000	5 000	5 000
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles		1 714 928	1 904 928	1 714 928
24 Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier		125 000	200 000	125 000

Direction Générale du Budget

Un peuple - un But - une Foi

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2018

26/09/2017

Détail des dépenses par section, programme et article

(en milliers de francs CFA)

Type budget/ Section	Intitulés	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	
Programme/ Article		2018	2017	2018
1 BUDGET GENERAL				
822 MINISTERE DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE				
2.092 Protection Sanitaire et Santé Publique Vétérinaire		327 422	2 603 928	2 866 907
Personnel		0	1 299 860	1 390 343
66 Charges de personnel		0	1 299 860	1 390 343
Biens et services		0	195 039	345 922
60 Achats de biens		0	123 984	229 665
61 Acquisitions de services		0	71 055	116 257
Transferts et subventions		0	733 220	803 220
64 Transferts		0	733 220	803 220
Investissement		327 422	375 809	327 422
21 Immobilisations incorporelles		89 800	89 800	89 800
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles		237 622	286 009	237 622
Total		22 815 304	42 864 207	32 362 554
850 COMMISSARIAT A LA SECURITE ALIMENTAIRE				
2.093 Sécurité Alimentaire		6 530 000	7 265 905	6 909 740
Personnel		0	214 683	221 798
66 Charges de personnel		0	214 683	221 798
Biens et services		0	128 892	128 892
60 Achats de biens		0	72 707	72 707
61 Acquisitions de services		0	56 185	56 185
Transferts et subventions		0	29 050	29 050
64 Transferts		0	29 050	29 050
Investissement		6 530 000	6 893 280	6 530 000
21 Immobilisations incorporelles		8 936	8 936	8 936
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles		4 356 064	5 019 344	4 356 064
24 Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier		765 000	865 000	765 000
26 Prises de participations et cautionnements		1 400 000	1 000 000	1 400 000
Total		6 530 000	7 265 905	6 909 740

Direction Générale du Budget

Un peuple - un But - une Foi

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2018

26/09/2017

Détail des dépenses par section, programme et article

(en milliers de francs CFA)

Type budget/ Section	Intitulés	Autorisations d'engagement 2018	Crédits de paiement 2017	2018
1 BUDGET GENERAL				
860 MINISTERE DE L'ARTISANAT ET DU TOURISME				
1.040 Administration Générale		20 000	510 987	684 836
Personnel		0	50 000	153 849
66 Charges de personnel		0	50 000	153 849
Biens et services		0	356 187	456 187
60 Achats de biens		0	229 570	304 570
61 Acquisitions de services		0	126 617	151 617
Transferts et subventions		0	54 800	54 800
63 Subventions		0	49 800	49 800
64 Transferts		0	5 000	5 000
Investissement		20 000	50 000	20 000
21 Immobilisations incorporelles		10 000	10 000	10 000
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles		10 000	40 000	10 000
2.050 Promotion du Secteur de l'Artisanat		939 546	1 373 104	1 631 668
Personnel		0	148 499	288 626
66 Charges de personnel		0	148 499	288 626
Biens et services		0	116 231	138 935
60 Achats de biens		0	59 601	74 601
61 Acquisitions de services		0	56 630	64 334
Transferts et subventions		0	196 828	264 561
64 Transferts		0	196 828	264 561
Investissement		939 546	911 546	939 546
21 Immobilisations incorporelles		10 000	10 000	10 000
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles		929 546	901 546	929 546
2.051 Promotion du Secteur du Tourisme		169 070	484 893	563 439
Personnel		0		18 488
66 Charges de personnel		0		18 488
Biens et services		0	105 585	224 271
60 Achats de biens		0	53 200	107 900
61 Acquisitions de services		0	52 385	116 371
Transferts et subventions		0	162 738	151 610
64 Transferts		0	162 738	151 610
Investissement		169 070	216 570	169 070
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles		152 070	199 570	152 070
24 Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier		17 000	17 000	17 000
Total		1 128 616	2 368 984	2 879 943

Direction Générale du Budget

Un peuple - un But - une Foi

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2018

26/09/2017

Détail des dépenses par section, programme et article

(en milliers de francs CFA)

Type budget/ Section	Intitulés	Autorisations d'engagement 2018	Crédits de paiement	
Programme/ Article			2017	2018
1 BUDGET GENERAL				
990 CHARGES COMMUNES				
0.003 Provision pour impreuvues		145 736 914	272 898 684	318 975 251
Personnel		0	41 793 021	49 654 783
66 Charges de personnel		0	41 793 021	49 654 783
Biens et services		0	78 951 151	109 987 092
60 Achats de biens		0	38 469 688	57 425 527
61 Acquisitions de services		0	12 035 006	13 855 108
62 Autres services		0	660 509	1 160 509
65 Charges exceptionnelles		0	27 050 000	36 310 000
67 Intérêts et frais financiers		0	735 948	1 235 948
Transferts et subventions		0	45 035 069	53 096 462
64 Transferts		0	45 035 069	53 096 462
Investissement		145 736 914	107 119 443	106 236 914
21 Immobilisations incorporelles		3 200 000	3 200 000	3 200 000
22 Acquisitions et aménagements des sols et sous-sols		4 500 000	4 000 000	4 500 000
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles		99 336 914	73 219 443	56 836 914
24 Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier		18 700 000	11 700 000	21 700 000
26 Prises de participations et cautionnements		20 000 000	15 000 000	20 000 000
0.004 Dette		0	63 527 000	78 337 000
Biens et services		0	63 527 000	78 337 000
67 Intérêts et frais financiers		0	63 527 000	78 337 000
Total		145 736 914	336 425 684	397 312 251
Total BUDGET GENERAL		796 119 780	2 072 334 554	2 207 651 690

Direction Générale du Budget

Un peuple - un But - une Foi

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2018

26/09/2017

Détail des dépenses par section, programme et article

(en milliers de francs CFA)

Type budget/ Section	Intitulés	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	
Programme/ Article		2018	2017	2018
2 BUDGETS ANNEXES				
770 MINISTERE DES TRANSPORTS				
4.001 Développement des transports et transit des marchandises maliennes dans les ports		1 839 935	5 980 456	6 514 208
Personnel		0	1 882 500	1 959 000
66 Charges de personnel		0	1 882 500	1 959 000
Biens et services		0	1 857 268	2 127 273
60 Achats de biens		0	771 345	1 029 450
61 Acquisitions de services		0	998 350	1 016 500
62 Autres services		0	59 000	56 000
67 Intérêts et frais financiers		0	28 573	25 323
Transferts et subventions		0	555 000	588 000
64 Transferts		0	555 000	588 000
Investissement		1 839 935	1 685 688	1 839 935
21 Immobilisations incorporelles		63 000	53 000	63 000
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles		1 026 497	874 250	1 026 497
24 Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier		350 438	325 438	350 438
26 Prises de participations et cautionnements		400 000	433 000	400 000
Total		1 839 935	5 980 456	6 514 208
Total BUDGETS ANNEXES		1 839 935	5 980 456	6 514 208

Direction Générale du Budget

Un peuple - un But - une Foi

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2018

26/09/2017

Détail des dépenses par section, programme et article

(en milliers de francs CFA)

Type budget/ Section	Intitulés	Autorisations d'engagement 2018	Crédits de paiement 2017	2018
3	COMPTES SPECIAUX DU TRESOR			
310	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES			
3.001	Remboursement des Credits TVA	0	76 035 000	61 786 270
	Biens et services	0	76 035 000	61 786 270
	65 Charges exceptionnelles	0	76 035 000	61 786 270
3.009	Fonds de Développement Durable	40 000 000		40 000 000
	Investissement	40 000 000		40 000 000
	23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	40 000 000		40 000 000
Total		40 000 000	76 035 000	101 786 270
412	MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE			
3.002	Financement de la Recherche et de l'innovation technologique	2 616 620	2 333 000	2 616 620
	Investissement	2 616 620	2 333 000	2 616 620
	21 Immobilisations incorporelles	2 616 620	2 333 000	2 616 620
Total		2 616 620	2 333 000	2 616 620
640	MINISTERE DE LA PROMOTION DE LA FEMME DE L'ENFANT & DE LA FAMILLE			
3.003	Appui à l'Autonomisation de la Femme et à l'Epanouissement de l'Enfant	0	600 000	800 000
	Transferts et subventions	0	600 000	800 000
	64 Transferts	0	600 000	800 000
Total		0	600 000	800 000
714	MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE			
3.004	Appui à l'aménagement et à la protection de la faune	170 000	278 750	278 750
	Biens et services	0	108 750	108 750
	60 Achats de biens	0	108 750	108 750
	Investissement	170 000	170 000	170 000
	21 Immobilisations incorporelles	83 750	83 750	83 750
	22 Acquisitions et aménagements des sols et sous-sols	86 250	86 250	86 250
3.005	Appui à l'aménagement et à la protection des forêts	676 750	1 021 250	1 021 250
	Biens et services	0	236 250	236 250
	60 Achats de biens	0	236 250	236 250
	Transferts et subventions	0	108 250	108 250
	64 Transferts	0	108 250	108 250
	Investissement	676 750	676 750	676 750
	21 Immobilisations incorporelles	108 250	108 250	108 250
	22 Acquisitions et aménagements des sols et sous-sols	236 250	236 250	236 250
	23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	332 250	332 250	332 250
Total		846 750	1 300 000	1 300 000

Direction Générale du Budget

Un peuple - un But - une Foi

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2018

26/09/2017

Détail des dépenses par section, programme et article

(en milliers de francs CFA)

Type budget/ Section	Intitulés	Autorisations d'engagement 2018	Crédits de paiement 2017	2018
3	COMPTES SPECIAUX DU TRESOR			
726	MINISTERE DES MINES			
3.007	Financement de la recherche, formation et promotion des activités minières	0	415 000	350 000
	Biens et services	0	415 000	350 000
60	Achats de biens	0	415 000	350 000
3.010	Programme de développement des ressources minérales (PDRM)	35 000	310 000	515 000
	Personnel	0	190 000	260 000
66	Charges de personnel	0	190 000	260 000
	Biens et services	0	110 000	220 000
60	Achats de biens	0	60 000	110 000
61	Acquisitions de services	0	50 000	110 000
	Investissement	35 000	10 000	35 000
21	Immobilisations incorporelles	15 000	5 000	15 000
24	Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier	20 000	5 000	20 000
3.011	Fonds d'appui pour la promotion de la recherche pétrolière (FAPRP)	515 000	3 369 200	1 263 750
	Personnel	0	710 000	210 000
66	Charges de personnel	0	710 000	210 000
	Biens et services	0	2 025 000	538 750
60	Achats de biens	0	1 440 000	333 750
61	Acquisitions de services	0	585 000	205 000
	Investissement	515 000	634 200	515 000
21	Immobilisations incorporelles	430 000	572 500	430 000
24	Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier	85 000	61 700	85 000
Total		550 000	4 094 200	2 128 750
750	MINISTERE DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE ET DE LA POPULATION			
3.008	Appui au développement de la statistique	2 981 400		2 981 400
	Investissement	2 981 400		2 981 400
21	Immobilisations incorporelles	2 981 400		2 981 400
Total		2 981 400		2 981 400
820	MINISTERE DE L'AGRICULTURE			
3.006	Appui au financement de l'Agriculture	5 000 000	5 000 000	5 000 000
	Investissement	5 000 000	5 000 000	5 000 000
23	Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	5 000 000	5 000 000	5 000 000
Total		5 000 000	5 000 000	5 000 000
Total	COMPTES SPECIAUX DU TRESOR	51 994 770	89 362 200	116 613 040
TOTAL GENERAL		849 954 485	2 167 677 210	2 330 778 938

Article 23 : Pour 2018, la répartition du plafond des autorisations d'emploi de l'Etat, exprimé en effectif et en montant, figure à l'état B, annexé à la présente loi.

Article 24 : Pour 2018, la répartition des crédits du budget général par dotation et par programme figure à l'état C, annexé à la présente loi.

Article 25 : Pour 2018, la répartition des crédits des budgets annexes par programme figure à l'état D, annexé à la présente loi.

Article 26 : Pour 2018, la répartition des crédits des comptes spéciaux du trésor par programme figure à l'état E, annexé à la présente loi.

Article 27 : Pour 2018, la répartition des concours financiers de l'Etat aux autres administrations publiques, à savoir les établissements publics et les collectivités territoriales, figure à l'état F annexé à la présente loi.

TITRE 2 :

DISPOSITIONS SPECIALES

Article 28 : Sous réserve des présentes, les dispositions relatives aux charges de l'Etat continuent d'être exécutées conformément aux textes en vigueur.

Les ordonnateurs peuvent déléguer tout ou partie de leur pouvoir à des agents publics, conformément aux dispositions de l'article 64 de la Loi n° 2013-028 du 11 juillet 2013, modifiée, relative aux Lois de Finances.

Article 29 : Le Ministre chargé des Finances est responsable de l'exécution de la présente loi de finances et du respect des équilibres budgétaire et financier définis par celle-ci. A ce titre, il dispose d'un pouvoir de régulation budgétaire qui lui permet, au cours de l'exécution du budget 2018 :

- d'annuler un crédit devenu sans objet;
- d'annuler un crédit pour prévenir une détérioration des équilibres budgétaire et financier de la loi de finances 2018.

En outre, le Ministre chargé des Finances peut geler ou mettre en réserve les crédits pour subordonner leur utilisation par les ordonnateurs aux disponibilités de trésorerie de l'Etat.

Article 30 : En cours d'exécution de la présente loi de finances, le Ministre chargé des Finances peut procéder à des reports des crédits sur le budget d'Etat 2018, conformément aux dispositions de l'article 23 de la Loi n° 2013-028 du 11 juillet 2013, modifiée, relative aux Lois de Finances.

Article 31 : Toute personne appartenant au cabinet d'un membre du Gouvernement ou tout fonctionnaire ou agent d'un organisme public, qui engage les dépenses en dépassement des crédits ouverts, qui exécute une dépense sans engagement préalable visé par le Contrôleur Financier, ou qui est auteur des fautes de gestion définies à l'article 79 de la Loi n° 2013-028 du 11 juillet 2013, modifiée, relative aux Lois de Finances, est personnellement et pécuniairement responsable de son acte sans préjudice des sanctions administratives et judiciaires, conformément aux dispositions des articles 80, 81, 82 et 83 de la Loi n° 2013-028 du 11 juillet 2013, modifiée, relative aux Lois de Finances.

Article 32 : L'Etat n'est pas redevable du paiement des dépenses exécutées avant engagement préalable, visé par le Contrôleur Financier ou l'ordonnateur des dépenses dans le cadre du contrôle sélectif des dépenses.

Les dépenses exclues par le contrôle sélectif sont déterminées par un Arrêté du Ministre chargé des Finances.

TITRE 3 :

AUTRES DISPOSITIONS

Article 33 : Pour 2018, le tableau de classifications fonctionnelle et économique des dépenses figure à l'état **G**, annexé à la présente loi.

Article 34 : Pour 2018, le tableau de classifications administrative et fonctionnelle des dépenses figure à l'état **H**, annexé à la présente loi.

Article 35 : Pour 2018, le tableau de classifications administrative et économique des dépenses figure à l'état **I**, annexé à la présente loi.

Article 36 : Pour 2018, le tableau récapitulatif des programmes par ministère et institution figure à l'état **J**, annexé à la présente loi.

Article 37 : Pour 2018, le détail du Programme Triennal d'Investissement 2018-2020 figure à l'état **K** annexé à la présente loi.

Article 38 : Un état développé, état **L**, des restes à payer de l'Etat à la date du 31 août 2017 est joint à la présente loi de finances.

Article 39 : Pour 2018, le Plan de Trésorerie Prévisionnel Mensualisé est établi conformément à l'état M annexé à la présente loi,

Article 40 : Pour 2018, le tableau retraçant les échéances courantes de la dette du Mali est joint en annexe, à l'état N.

Article 41 : Pour 2018, l'Estimation des Subventions à la consommation sur les Produits Pétroliers figure à l'état O annexé à la présente loi.

Article 42 : Pour 2018, les statistiques sur les emplois créés figurent à l'état P, annexé à la présente loi.

Article 43 : Pour 2018, la situation des subventions à l'Energie du Mali figure à l'état Q annexé à la présente loi.

Article 44 : Pour 2018, la Liste des Taxes Parafiscales et leur Evaluation figure à l'état R, annexé à la présente loi.

Article 45 : Pour 2018, l'annexe relative aux Dépenses Fiscales figure à l'état S, annexé à la présente loi.

Article 46 : Un état des restes à recouvrer des recettes budgétaires figure à l'état T, annexé à la présente loi.

Article 47 : Pour 2018, l'annexe Fiscale figure à l'état U, annexé à la présente loi.

Article 48 : Pour 2018, l'annexe relative au genre figure à l'état V, annexé à la présente loi.

*Fait et délibéré en séance publique
Bamako, le
Le Président de l'Assemblée Nationale*

Issiaka SIDIBE

Le Secrétaire de séance

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT

**MINISTERE DE L'ECONOMIE
ET DES FINANCES**

**DIRECTION NATIONALE DE LA
PLANIFICATION DU DEVELOPPEMENT**

REPUBLIQUE DU MALI
Un Peuple - Un But - Une Foi

**BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT (BSI)
2018**

Juin 2017

I. PRESENTATION GENERALE

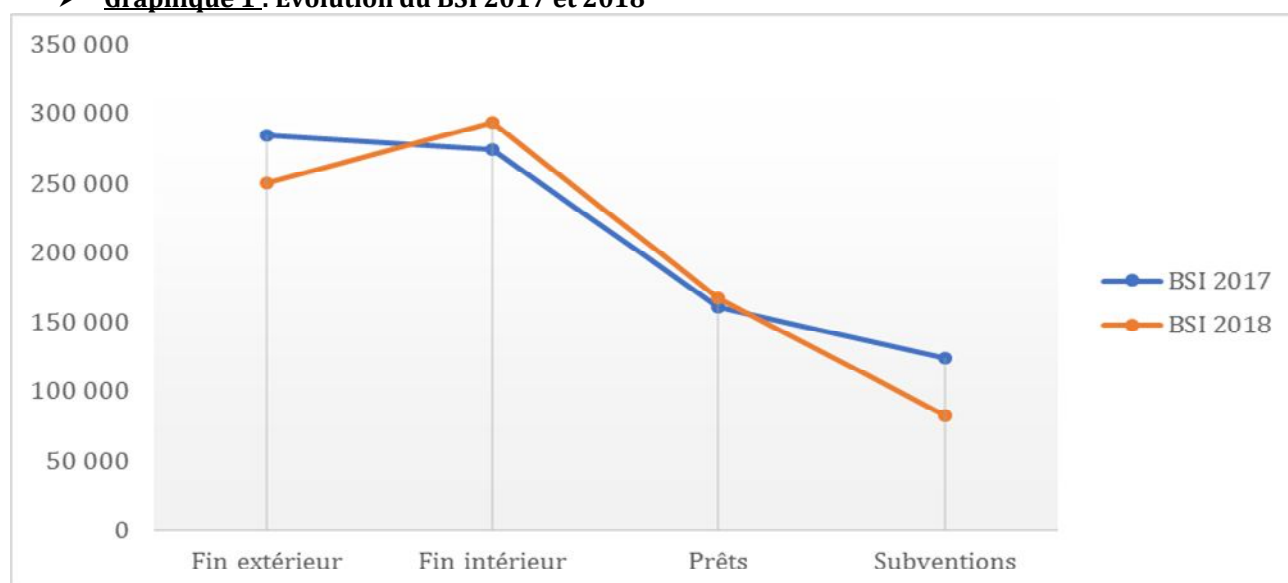
Le Budget Spécial d'Investissement (BSI) 2018 constitue la première tranche annuelle du Programme Triennal d'Investissement (PTI) 2018-2020 et observe par conséquent les mêmes procédures d'élaboration que celui-ci. Il regroupe tous les projets en exécution en 2017 et se poursuivant en 2018 ainsi que les nouveaux projets devant démarrer au cours de 2018.

1.1. Ventilation du BSI par source de financement :

L'enveloppe prévisionnelle du BSI 2018 s'équilibre en ressources et en emplois à la somme de **543,567 Milliards de FCFA** contre **559,224 milliards de FCFA** en 2017, soit une diminution de **15,657 Milliards de FCFA**, essentiellement sur le financement extérieur.

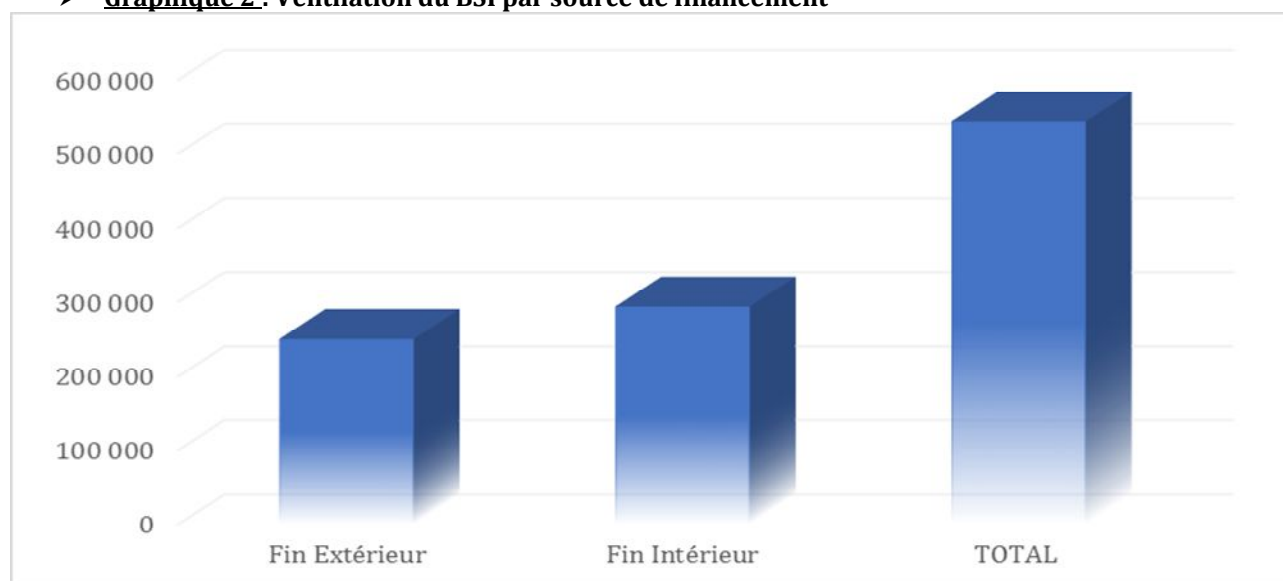
Les ressources financières prévues pour couvrir ces dépenses proviennent respectivement du financement intérieur pour **293,567 Milliards FCFA**, soit **54,01%** et du financement extérieur pour **250 Milliards FCFA**, soit **45,99%**.

➤ Graphique 1 : Evolution du BSI 2017 et 2018



Le graphique montre que le financement intérieur a connu une augmentation en 2018 par rapport à 2017 contrairement au financement extérieur qui a diminué et principalement sur les subventions.

➤ Graphique 2 : Ventilation du BSI par source de financement



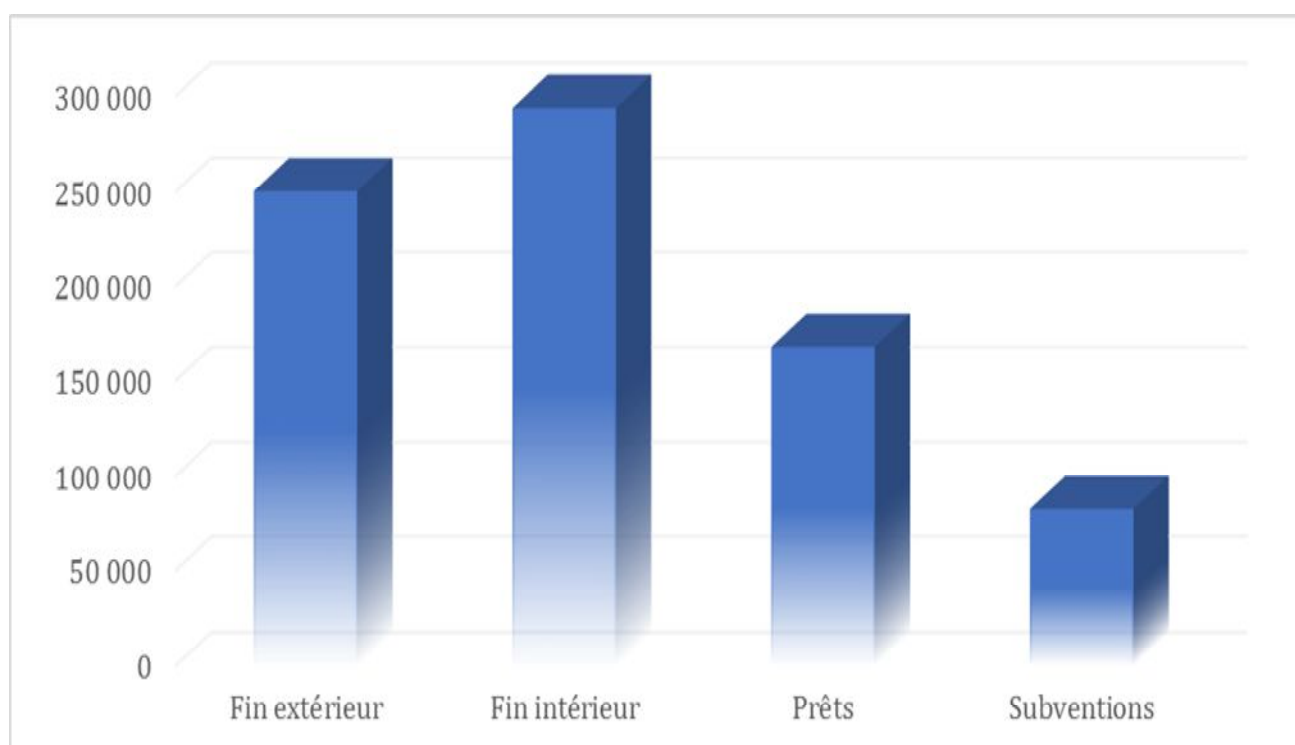
Le BSI 2018 est caractérisé par la prédominance du financement intérieur, soit 54,01% du montant total. La part du financement intérieur est en nette évolution par rapport à 2017, passant de 49,11% en 2017 à 54,01%. Par ailleurs, la part du financement extérieur a connu une diminution, passant de 50,89% en 2017 à 45,99% en 2018.

1.2. Ventilation du BSI par nature de financement :

Le financement intérieur est essentiellement assuré par le budget national. Le Financement extérieur du BSI 2018 se décompose en **Prêts** pour un montant de **168,125 milliards de FCFA**, soit **65,25%** et en **Subventions** pour un montant total de **81,875 milliards de FCFA**, soit **34,75%**.

Ainsi, la part des prêts est largement supérieure à celle des subventions. Cette situation se traduit par l'importance des prêts dans le financement de trois (03) secteurs de planification, à savoir : Economie rurale, Secondaire et Infrastructures.

➤ Graphique 3 : Ventilation du BSI par nature de financement



Le graphique montre que les prêts représentent une part importante dans le financement extérieur.

➤ Tableau 01 : Ventilation du BSI par source et nature de financement (million de FCFA)

Sources de Financement	Montan (Millions FCFA)	% source nature	% total
Financement Intérieur (F.I.)	293 567	100	54,01
- Budget de l'Etat dont :	293 567	100	
*Equipement- Investissement :	293 567	100	
* PPTE :	-	-	
- Autofinancement	-	-	
- Divers Autres	-	-	
Financement Extérieur (F.E.)	250 000	100	45,99
- Subventions	81 875	34,75	
- Prêts	168 125	65,25	
TOTAL GENERAL (FI+FE)	543 567	100	100

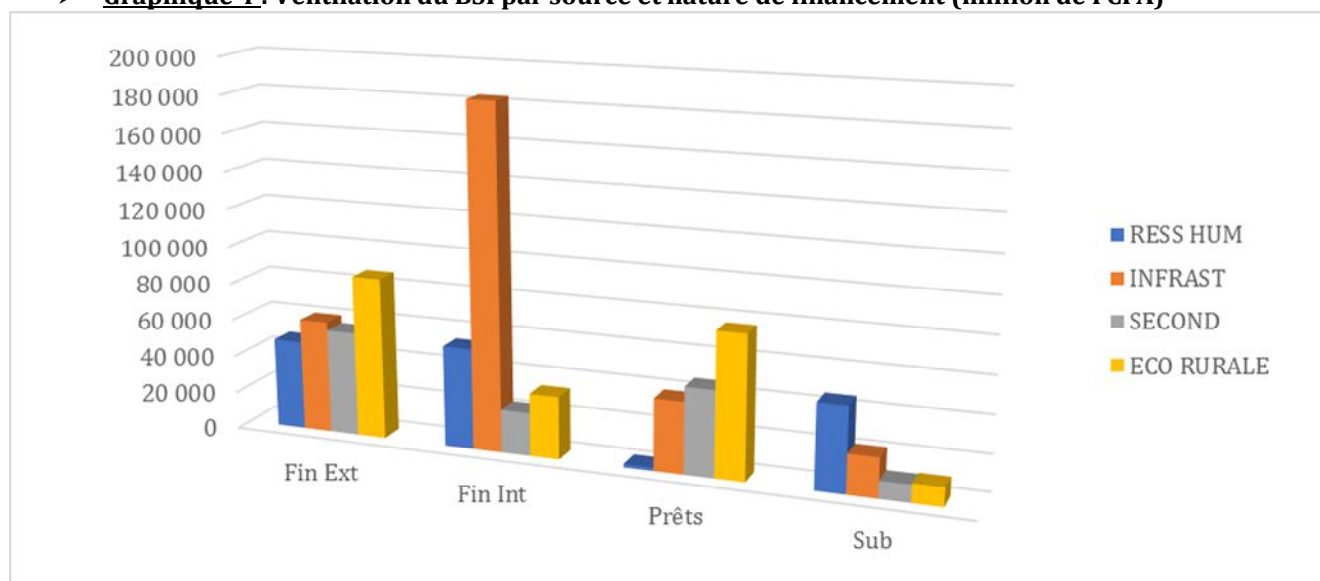
II. PRESENTATION SECTORIELLE

2.1. Ventilation du BSI par source et nature de financement par secteurs

De façon globale, le BSI 2018 est dominé par le secteur des Infrastructures qui représente **44,69%** du montant total, il est suivi du secteur Economie rurale. Par rapport au financement extérieur, le secteur Economie rurale vient en tête des secteurs de planification avec **34,65%**, il est suivi respectivement des secteurs infrastructures **24%** ; Secondaire avec **22,27%** et Ressources humaines avec **19,07%**.

Concernant le financement intérieur, le secteur Infrastructures vient largement en tête des secteurs de planification avec **62,46%**, il est suivi respectivement des secteurs Ressources humaines avec **18,32%** ; Economie rurale **11,40%** et Secondaire avec **7,83%**.

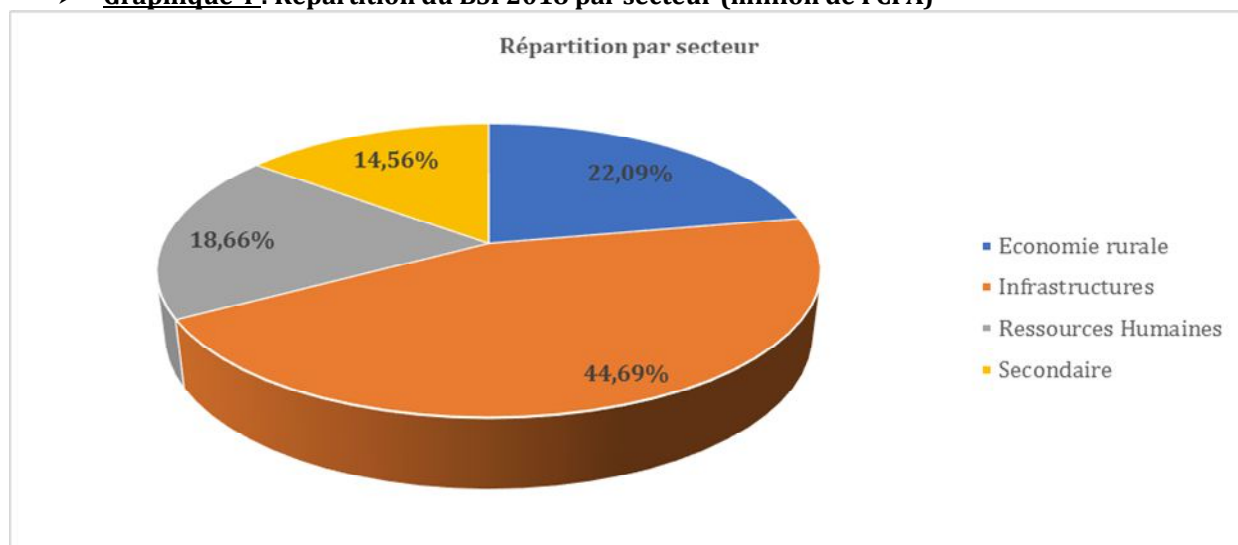
➤ **Graphique 4 : Ventilation du BSI par source et nature de financement (million de FCFA)**



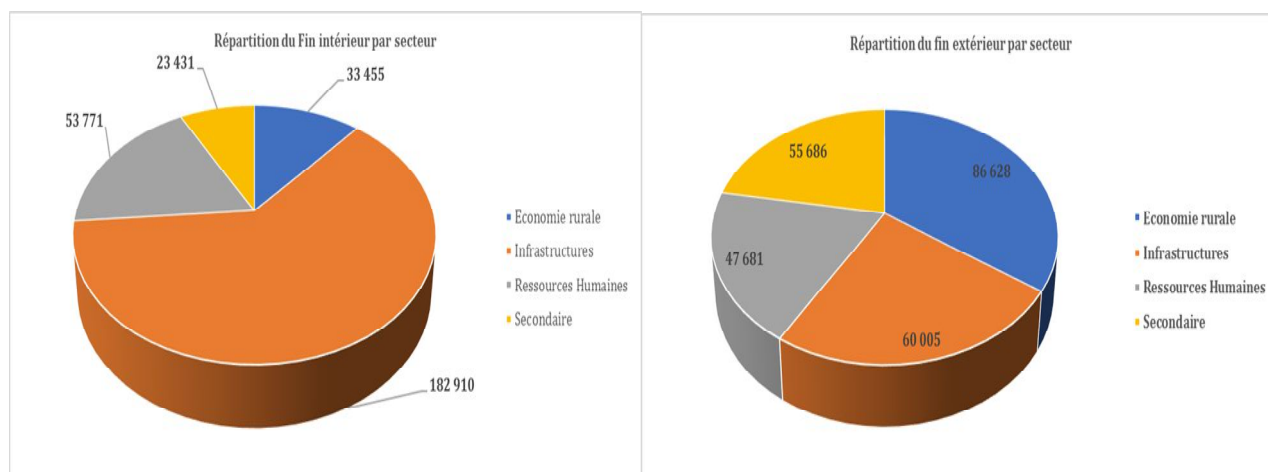
2.2. Ventilation du BSI par secteur

La répartition du BSI 2018 entre les différents secteurs est largement dominée par celui des Infrastructures, soit **44,69%** contre **34,93%** en 2017. Il est suivi des secteurs Economie rurale, Ressources humaines et Secondaire avec respectivement **22,09%** ; **18,66%** et **14,47%**.

➤ **Graphique 4 : Répartition du BSI 2018 par secteur (million de FCFA)**



➤ **Graphique 5 : Répartition des financements intérieur et extérieur par secteur (million de FCFA)**



Les deux graphiques montrent que le financement d'un secteur évolue selon la source. Le secteur Infrastructures concentre à lui seul 62,31% du financement intérieur alors que la part du secteur Economie rurale est la plus importante au titre du financement extérieur avec 34,65%.

2.3. Ventilation du BSI 2018 par sous-secteur

2.3.1. Secteur et sous-secteurs des Infrastructures

Dans la répartition sectorielle du BSI-2018, le **Secteur des Infrastructures** occupe la première place avec un financement de **242,915 milliards de FCFA**, dont **182,91 milliards de FCFA** au titre du financement intérieur. Ce montant du financement intérieur représente **33,65%** du montant total du BSI 2018.

Le **sous-secteur Moyens routiers** avec **69,5%** du secteur regroupe d'importants projets relatifs au désenclavement extérieur et intérieur du pays. Il s'agit entre autres de :

- la poursuite des travaux du Programme d'Aménagement des Infrastructures Routières Structurantes (PAIRS) ;
- la construction du 2^{ème} pont de Kayes (600ml) ;
- la construction/bitumage de la route Zantiebougou-Kolondieba-Frontière RCI ;
- la construction/bitumage de la route Kayes-Keniéba (250km) ;
- la construction de la section Kangaba-Dialafoundo-Frontière Guinée (50km) ;
- les travaux d'aménagement en 2X2 voies de la voie reliant le 3^{ème} pont de Bamako à la RN6 (3,26km) y compris la construction d'un échangeur au croisement avec la RN6 et réhabilitation de la section de la Tour de l'Afrique ;
- la construction/bitumage route Banconi-Dialakorodji-Safo-Dabani-Nomsombougou ;
- la construction de la section Yanfolila-Kalana-Frontière Guinée (52km) ;
- le bitumage de la route Baraoueli-Tamani (30,5km) ;
- l'aménagement de la voie Kouloubleni (5 km) commune rurale Kalaban coro.

Pour le **sous-secteur Bâtiments et Equipements** qui occupe la seconde place avec **24,84%** du secteur et entièrement financé par les ressources intérieures, les principaux projets sont entre autres :

- le Programme de construction de 50 000 logements sociaux ;

- les travaux de construction et d'équipement des infrastructures de l'Administration, notamment les sièges de certains services centraux (DNDC, DGCC, DNUH, ANTIM, Hôtel des Finances, la Direction Générale des Douanes, siège INSTAT) ;
- les travaux de construction de l'Ecole Nationale d'Administration, la grande prison de Bamako, l'extension de l'Hôpital du Mali ;
- la mise en œuvre du Programme d'Urgence pour la Relance du Développement des régions du Nord (PURD) et celui relatif à la réhabilitation/équipement des pied-à-terre ;
- le Programme d'équipement du CNCM.

Le sous-secteur **Urbanisme et de l'Habitat** avec **4,07%** du secteur est dominé essentiellement par les travaux de construction de la décharge compactée de Noumoubougou, la mise en œuvre de la réforme foncière sécurisée, les projets d'assainissement et la prise en charge des infrastructures de l'ANGESEM.

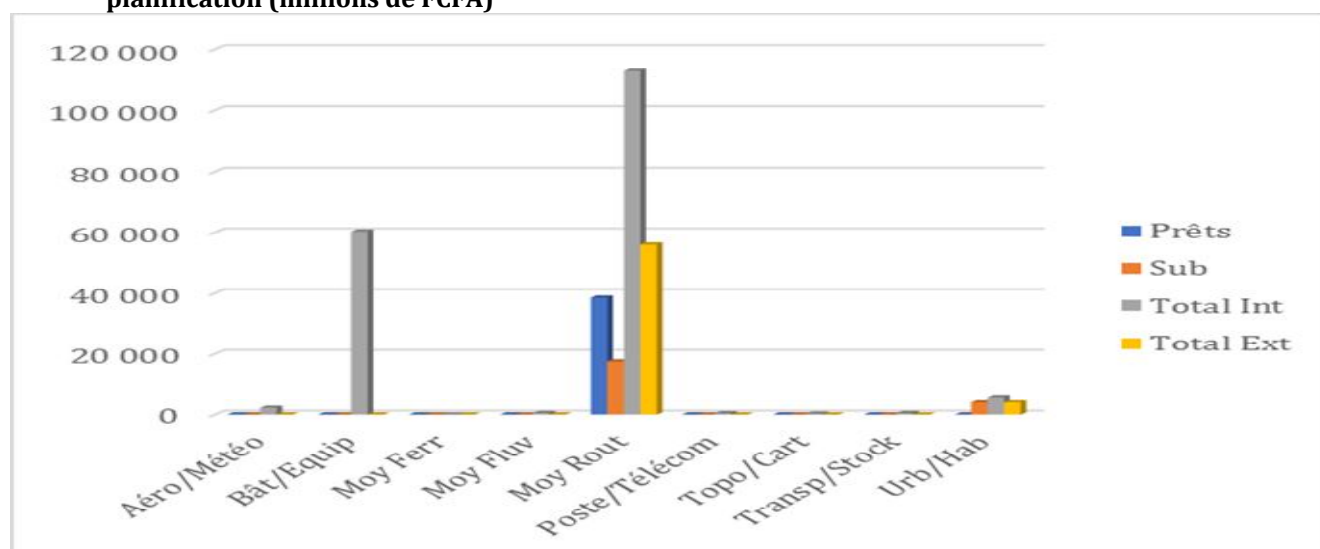
Les autres sous-secteurs occupent au total **1,6%** du secteur.

➤ **Tableau 2** : Financement par sous-secteur du Secteur Infrastructures (millions de FCFA)

Sous-Secteurs	TOTAL		FIN INTERIEUR	FIN EXTERIEUR		
	TOTAL	%	TOTAL	TOTAL	PRETS	Subventions
Moyens Routiers	168 815	69,5%	112 815	56 000	38 500	17 500
Moyens Ferroviaires	0	0,00%	0	0	0	0
Moyens Fluviaux	500	0,21%	500	0	0	0
Aéronautique/Météo	2 250	0,93%	2 250	0	0	0
Poste/Télécom	415	0,17%	415	0	0	0
Topo et Cartographie	250	0,10%	250	0	0	0
Bâtiments et Equipement	60 330	24,84%	60 330	0	0	0
Urbanisme et Habitat	9 875	4,07%	5 870	4 005	0	4 005
Transport/Stockage	480	0,20%	480	0	0	0
TOTAL	242 915	100%	182 910	60 005	38 500	21 505

La part du financement extérieur qui représente 24,7% est largement consacrée au sous-secteur Moyens routiers, soit 93,33% du montant total.

➤ **Graphique 6** : Ventilation du financement (intérieur et extérieur) par sous-secteur de planification (millions de FCFA)



Cette ventilation montre que le volume du financement intérieur est très important dans le secteur des Infrastructures, soit **75,3%** et orienté essentiellement sur le sous-secteur **Moyens routiers** qui représente à lui seul plus de **69,5%** du volume du financement total.

La part du financement extérieur est dominée par les prêts qui représentent **64,16%** et orientés uniquement sur les moyens routiers contre **35,84%** pour les subventions repartis entre les sous-secteurs moyens routiers et urbanisme/habitat.

2.3.2. Secteur et sous-secteurs Economie Rurale :

Dans la répartition sectorielle du BSI-2018, le **Secteur Economie rurale** occupe la seconde place avec un financement de **120,083 milliards de FCFA**, dont **33,455 milliards de FCFA** au titre du financement intérieur, soit **27,86%** du financement.

Le **sous-secteur Agriculture** avec **81,02%** du secteur regroupe d'importants projets dans le domaine des aménagements hydro agricoles avec un financement extérieur considérable de l'ordre de **69,1 milliards de FCFA**, soit **57,54%** du financement total du secteur de l'Economie rurale. Il s'agit entre autres de :

- la mise en œuvre des contrats plans (Etat-Office du Niger, Etat-Office Riz Mopti) ;
- la mise en œuvre des projets et programmes de développement (PDI-BS, PARIS, IPRODI, P2RS, PRIA, WAPP II, PRESAN-KL et PRESA-DCI) ;
- le projet de reconstitution du stock national de sécurité alimentaire, du programme de restructuration du marché céréalier,
- les travaux d'aménagement hydro agricole dans la région de Sikasso, du projet de développement de Soké dans la région de Ségou, l'amélioration du système d'irrigation de Baguinéda.

Par rapport au **sous-secteur Elevage** qui occupe la seconde place avec **10,62%**, il est essentiellement financé par les ressources extérieures, **soit 88,24%** du financement total du sous-secteur, les principaux projets sont entre autres :

- la mise en œuvre des projets et programmes de développement (PDIRAM et PRAPS) ;
- l'appui au Centre National d'Insémination Artificielle ;
- la mise en œuvre des projets d'études relatives au sous produits de l'élevage.

Le sous-secteur **Forêts** avec **6,86%** du secteur est dominé essentiellement par les travaux d'aménagement et de conservation des massifs, parcs nationaux ainsi qu'à la protection des berges et au reboisement.

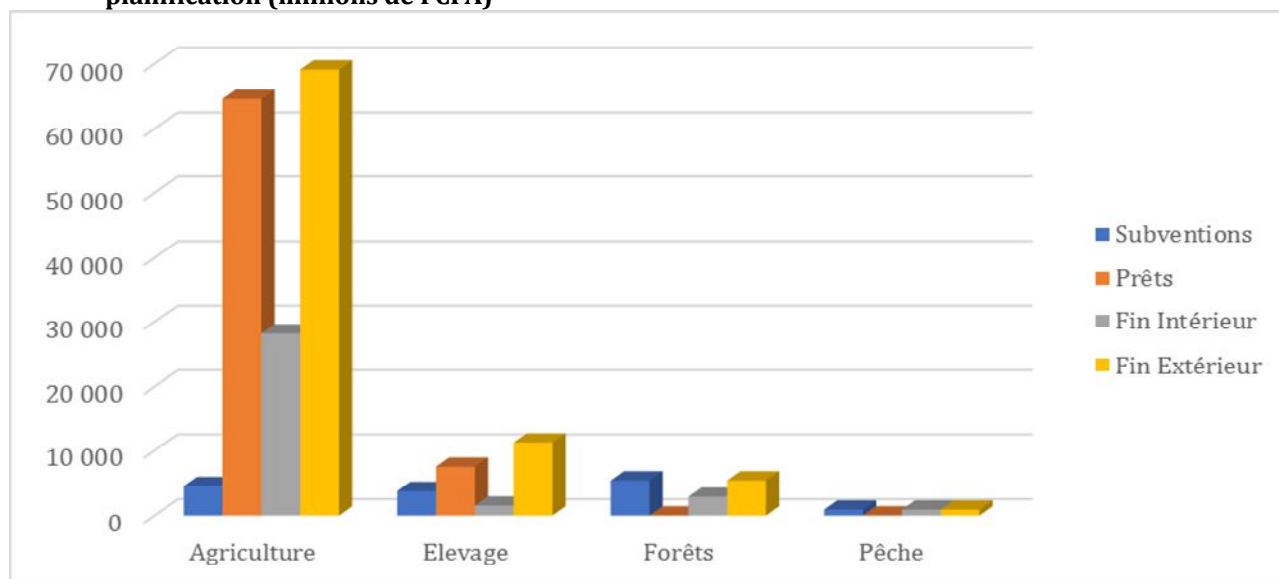
Quant au sous-secteur **Pêche** avec **1,5%** du secteur, il se caractérise par la mise en œuvre du Programme quinquennal aquacole, le projet de développement de la filière aquacole et l'appui au marché central à poisson de Bamako.

➤ **Tableau 3 :** Financement par sous-secteur du Secteur Economie Rurale (million de FCFA)

Sous-Secteur	TOTAL		FIN INTERIEUR	FIN EXTERIEUR		
	TOTAL	%	TOTAL	TOTAL	PRETS	Subventions
Agriculture	97 290	81,02%	28 190	69 100	65 600	3 500
Elevage	12 750	10,62%	1 500	11 250	11 000	250
Pêche	1 800	1,50%	900	900	0	900
Forêts	8 243	6,86%	2 865	5 378	0	5 378
TOTAL	120 083	100%	33 455	86 628	76 600	10 028

La part du financement extérieur qui représente 72,14% est largement dominée par les Prêts, soit 83,23% du montant total du financement extérieur contre 16,77% pour les subventions. Tous les sous-secteurs sont couverts par les financements extérieur et intérieur.

➤ **Graphique 7: Ventilation du financement (intérieur et extérieur) par sous-secteur de planification (millions de FCFA)**



Le graphique montre que la part du financement extérieur dans ce secteur est importante au niveau de tous les sous-secteurs. Il dépasse très largement le financement intérieur et représente le ¾ du financement du secteur dont les Prêts constituent 83,23% du financement contre seulement 16,77% pour les subventions.

2.3.3. Secteur et sous-secteurs des Ressources Humaines :

Dans la répartition sectorielle du BSI-2018, le **Secteur Ressources humaines** vient en troisième position avec un financement de **101,452 milliards de FCFA**, dont **53,771 milliards de FCFA** au titre du financement intérieur, soit **53%** du montant total du financement.

Le **sous-secteur Administration/Plan/Finances** avec **39,43%** du secteur est partagé entre le financement intérieur pour **54,55%** et l'extérieur avec **45,45%**. Le sous-secteur finance entre autres les projets et programmes suivants :

- la mise en œuvre du Programme de mise en place des communes ;
- les projets et programmes de renforcement de capacités des structures (CDI, PAMORI, appui ODHD, mise en œuvre INSTAT) ;
- la mise en œuvre du Programme filets sociaux ;
- la mise en œuvre du fonds de préparation des projets d'investissements ;
- la mise en œuvre des contrats plans Etat-Région ;
- l'interconnexion des bases de données du MEF ;
- la mise en œuvre du Programme d'Urgence de renforcement du système judiciaire.

Le sous-secteur **Santé et affaires sociales** avec **28,04%** du secteur est dominé essentiellement par :

- la mise en œuvre des accords d'établissements des Centres Hospitaliers Universitaires ;

- le renforcement et l'amélioration du plateau technique des structures sanitaires de Markala et de Koulikoro ;
- la mise en œuvre des projets relatifs à la promotion des femmes ;
- les travaux de construction et d'équipements des hôpitaux.

Quant au sous-secteur **Education et Formation** avec **19,34%** du secteur, il se caractérise par la mise en œuvre des projets et programmes de construction et d'équipement d'infrastructures scolaires et universitaires (lycées, IFM, laboratoires, facultés) ainsi que de la culture et de la jeunesse.

Concernant le **sous-secteur Emploi/travail** avec **9,18%** du secteur, le financement est dominé essentiellement par la mise en œuvre des projets de formation, d'apprentissage et d'insertion PROCEJ et FIER.

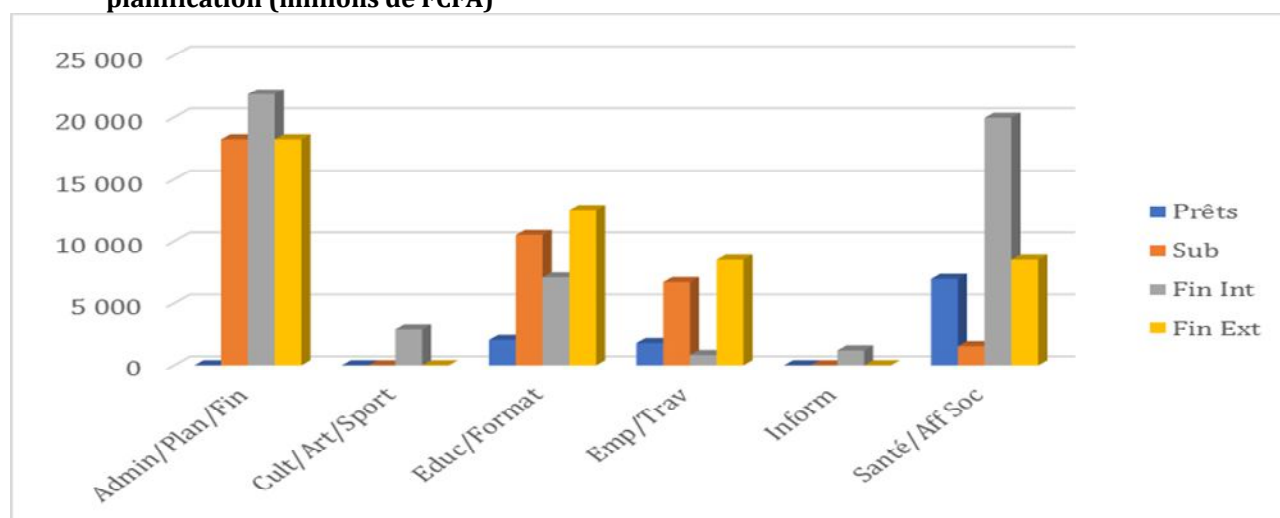
Les autres sous-secteurs, à savoir (**Culture/art/sport et Information**) occupent au total **4,01%** du secteur. Les investissements au niveau de ces sous-secteurs portent sur des travaux de réhabilitation et d'équipement d'infrastructures sportives, de la jeunesse et de la communication.

➤ **Tableau 4:** Financement par sous-secteur du Secteur Economie Rurale (million de FCFA)

Sous-Secteur	TOTAL GENERAL		FIN INT	FIN EXTERIEUR		
	TOTAL	%	TOTAL	TOTAL	PRETS	Subventions
Emploi/ Travail	9 310	9,18%	810	8 500	1 750	6 750
Education / Formation	19 620	19,34%	7 120	12 500	0	12 500
Santé / Affaires Sociales	28 450	28,04%	19 950	8 500	0	8 500
Culture / Art / Sport	2 900	2,86%	2 900	0	0	0
Information	1 170	1,15%	1 170	0	0	0
Administration/Plan/Finances	40 002	39,43%	21 821	18 181	0	18 181
TOTAL GENERAL	101 452	100,00%	53 771	47 681	1 750	45 931

La part du financement extérieur qui représente 47% est largement dominée par les Subventions, soit 96,33% du montant total du financement extérieur contre 3,67% pour les Prêts. Au total deux (02) sous-secteurs ne sont pas couverts par le financement extérieur.

➤ **Graphique 8:** Ventilation du financement (intérieur et extérieur) par sous-secteur de planification (millions de FCFA)



Le graphique montre que le financement extérieur dans ce secteur est important au niveau des quatre (04) sous-secteurs et dépasse même le financement intérieur au niveau du sous-secteur **Emploi/travail** et **Education/formation**.

2.3.4. Secteur et sous-secteurs Secondaire

Dans la répartition sectorielle du BSI-2018, le **Secteur Secondaire** vient en quatrième position avec un financement de **79,117 milliards de FCFA**, dont **55,686 milliards de FCFA** au titre du financement extérieur, soit **70,38%** du montant total du financement.

Le **sous-secteur Eaux** avec **56,31%** du financement du secteur regroupe d'importants projets parmi lesquels on peut citer entre autres :

- la mise en œuvre des Programmes d'alimentation en eau potable (AEP) et de mobilisation des ressources en eau ;
- les travaux de protection des berges du fleuve Niger ;
- les travaux de construction de station compactée ;
- la mise en œuvre des projets d'assainissement.

Le sous-secteur **Energie** avec **37,81%** du secteur est dominé essentiellement par :

- la mise en œuvre du projet d'aménagement de Taoussa ;
- l'appui au secteur de l'énergie et les travaux de construction du centre national de conduite de dédoublement des capacités ;
- la mise en œuvre des projets d'électrification rurale et villageoise ainsi que le programme d'urgence d'accès à l'énergie.

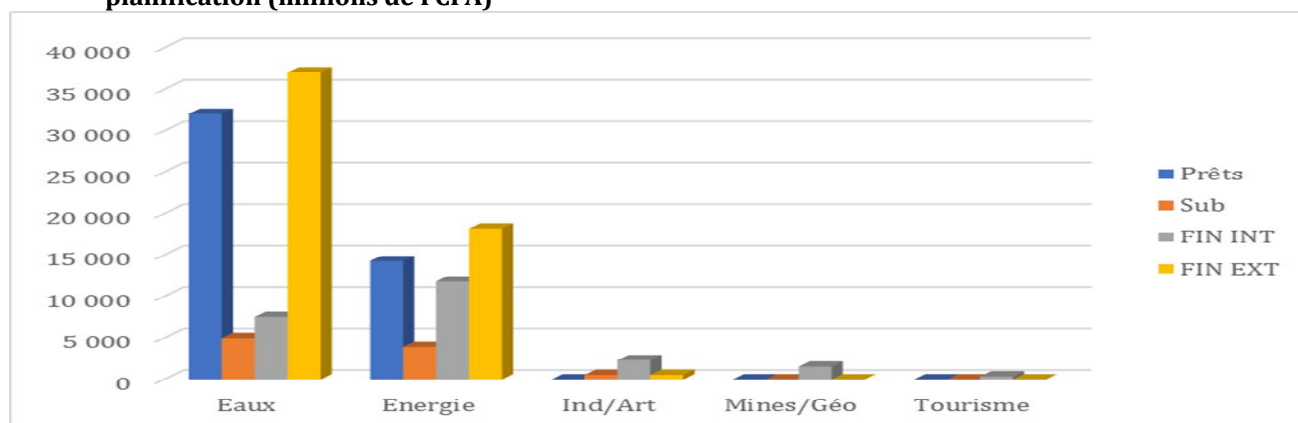
Les autres sous-secteurs, à savoir (**Industries/Artisanat, Mines/Géologie et Tourisme**) occupent au total **5,88%** du secteur. Les investissements au niveau de ces sous-secteurs portent sur la mise en œuvre du Cadre intégré au Commerce et l'appui aux mines et la géologie.

➤ **Tableau 5** : Financement par sous-secteur du Secteur Economie Rurale (million de FCFA)

SOUS-SECTEURS	TOTAL GENERAL		FIN INTERIEUR	FIN EXTERIEUR		
	Total	%	TOTAL	TOTAL	PRETS	Subventions
Mines / Géologie	1 497	1,89%	1 497	0	0	0
Eaux	44 549	56,31%	7 549	37 000	32 000	5 000
Energie	29 913	37,81%	11 760	18 153	14 275	3 878
Industrie / Artisanat	2 808	3,55%	2 275	533	0	533
Tourisme	350	0,44%	350	0	0	0
TOTAL GENERAL	79 117	100,00%	23 431	55 686	46 275	9 411

Le graphique montre que le financement extérieur dans ce secteur est très important et dépasse le financement intérieur.

➤ **Graphique 9** : Ventilation du financement (intérieur et extérieur) par sous-secteur de planification (millions de FCFA)



Le graphique montre que le financement extérieur dans ce secteur est important au niveau de principaux (02) sous-secteurs.

CONCLUSION :

Le BSI 2018 a été élaboré avec un certain nombre de contraintes :

- le niveau insuffisant des ressources financières de l'Etat ;
- le niveau élevé des engagements souscrits, notamment des contreparties pouvaient être réduites en veillant au niveau des négociations des accords de financements et en invitant les partenaires à prendre la totalité du financement des projets et programmes d'investissement.
- la multiplicité du nombre d'avenants due le plus souvent aux insuffisances constatées dans la préparation des projets. Cet état de fait conduit à un retard dans la finalisation des travaux à cause des coûts supplémentaires non prévus et non anticipés dans le Budget Spécial d'Investissement. Il y a lieu d'améliorer la qualité de la préparation des projets et de maîtriser les coûts des investissements.

ANNEXES

Annexe 1

Structure sectorielle et sous-sectorielle des dépenses et leur financement




PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2018 - 2020
BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2018
SITUATION DU FINANCEMENT NATIONAL SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR
(Les montants sont en millions de CFA)

SECTEURS	BUDGET NAT. 2017							
	Total	Budget Equipement	PSTE	COLLECTIVE	COMMUNALE	Autofinancement	Divers Autres	Total
Economie rurale	33 455	33 455	0	0	0	0	0	33 455
Agriculture	28 190	28 190	0	0	0	0	0	28 190
Elevage	1 500	1 500	0	0	0	0	0	1 500
Pêche	900	900	0	0	0	0	0	900
Forêts	2 865	2 865	0	0	0	0	0	2 865
Secondaire	22 981	22 981	0	0	0	0	0	22 981
Mines et Géologie	1 497	1 497	0	0	0	0	0	1 497
Eaux	7 549	7 549	0	0	0	0	0	7 549
Energie	11 760	11 760	0	0	0	0	0	11 760
Industrie / Artisanat	1 825	1 825	0	0	0	0	0	1 825
Tourisme	350	350	0	0	0	0	0	350
Infrastructures	183 360	183 360	0	0	0	0	0	183 360
Moyens routiers	112 815	112 815	0	0	0	0	0	112 815
Moyens ferroviaires	0	0	0	0	0	0	0	0
Moyens fluviaux	500	500	0	0	0	0	0	500
Aéronautique / Météo	2 250	2 250	0	0	0	0	0	2 250
Poste / Télécommunication	415	415	0	0	0	0	0	415
Topo et Cartographie	250	250	0	0	0	0	0	250
Bâtiments et Equipement	60 780	60 780	0	0	0	0	0	60 780
Urbanisme et Habitat	5 870	5 870	0	0	0	0	0	5 870
Transport / Stockage	480	480	0	0	0	0	0	480



MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES
DIRECTION NATIONALE DE LA PLANIFICATION DU DEVELOPPEMENT(DNPD)

République du Mali

Un Peuple – Un But – Une Foi

SOUS-SECTEURS	Total	Budget Equipement	PPTE	COLLECTIVI TE	COMMUNA UTE	Autofinance ment	Divers Autres	Total
Ressources Humaines	53 771	53 771	0	0	0	0	0	53 771
Emploi / Travail	810	810	0	0	0	0	0	810
Education / Formation	7 120	7 120	0	0	0	0	0	7 120
Santé / Affaires sociales	19 950	19 950	0	0	0	0	0	19 950
Culture / Art / Sport	2 900	2 900	0	0	0	0	0	2 900
Information	1 170	1 170	0	0	0	0	0	1 170
Administration / Plan et Finances	21 821	21 821	0	0	0	0	0	21 821
Total	293 567	293 567	0	0	0	0	0	293 567

Annexe 2

Etat récapitulatif des dépenses et leur financement Selon le secteur et le sous-secteur



PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2018 - 2020


BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2018

TABLEAU RECAPITULATIF DES DEPENSES ET LEUR FINANCEMENT SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR
(Les montants sont en millions de CFA)

S E C T E U R S	Exécution du budget 2017			Autorisation de prog/AP-AE 2018 - 2020	DEPENSES 2018			FINANCEMENT INTERIEUR 2018				FINANCEMENT EXTERIEUR 2018		
	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecart (en %)		Total	Formation Capital	Autres dépenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.
Economie rurale	164 159	158 709	-1	236 750	118 633	113 233	5 400	33 455	33 455	0	0	86 628	76 600	10 028
Agriculture	138 050	138 050	0	181 762	95 840	90 440	5 400	28 190	28 190	0	0	69 100	65 600	3 500
Elevage	16 974	16 974	0	37 124	12 750	12 750	0	1 500	1 500	0	0	11 250	11 000	250
Pêche	1 915	1 915	0	3 200	1 800	1 800	0	900	900	0	0	900	0	900
Forêts	7 220	1 770	-1	14 664	8 243	8 243	0	2 865	2 865	0	0	5 378	0	5 378
Secondaire	86 037	81 306	-0	228 029	81 767	81 617	150	22 981	22 981	0	0	55 686	46 275	9 411
Mines et Géologie	1 360	1 360	0	2 457	1 497	1 497	0	1 497	1 497	0	0	0	0	0
Eaux	26 924	22 236	-0	40 810	28 549	28 449	100	7 549	7 549	0	0	21 000	16 000	5 000
Energie	55 243	55 200	-0	177 271	49 013	49 013	0	11 760	11 760	0	0	34 153	30 275	3 878
Industrie / Artisanat	2 160	2 160	0	6 791	2 358	2 308	50	1 825	1 825	0	0	533	0	533
Tourisme	350	350	0	700	350	350	0	350	350	0	0	0	0	0
Infrastructures	191 727	167 544	-1	466 668	249 833	249 833	0	183 360	183 360	0	0	60 005	38 500	21 505
Moyens routiers	127 394	103 931	-0	301 227	172 129	172 129	0	112 815	112 815	0	0	56 000	38 500	17 500
Moyens ferroviaires	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Moyens fluviaux	460	460	0	1 500	500	500	0	500	500	0	0	0	0	0
Aéronautique / Météo	2 250	2 250	0	6 750	2 250	2 250	0	2 250	2 250	0	0	0	0	0
Poste / Télécommunication	415	415	0	1 415	415	415	0	415	415	0	0	0	0	0
Topo et Cartographie	330	330	0	750	250	250	0	250	250	0	0	0	0	0
Bâtiments et Equipement	48 623	48 503	-0	131 021	60 880	60 880	0	60 780	60 780	0	0	0	0	0
Urbanisme et Habitat	11 455	11 155	-0	23 525	12 929	12 929	0	5 870	5 870	0	0	4 005	0	4 005
Transport / Stockage	800	500	-0	480	480	480	0	480	480	0	0	0	0	0
Ressources Humaines	101 518	66 228	-1	180 374	79 722	79 172	550	53 771	53 771	0	0	47 681	6 750	40 931
Emploi / Travail	5 810	5 610	-0	15 280	9 310	9 310	0	810	810	0	0	8 500	6 750	1 750
Education / Formation	18 550	18 550	0	27 377	19 620	19 620	0	7 120	7 120	0	0	12 500	0	12 500



MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES
DIRECTION NATIONALE DE LA PLANIFICATION DU DEVELOPPEMENT(DNPD)

République du Mali

Un Peuple – Un But – Une Foi

Santé / Affaires sociales	25 175	8 175	-1	43 250	14 450	14 450	0	19 950	19 950	0	0	8 500	0	8 500
Culture / Art / Sport	3 135	2 225	-0	5 300	2 900	2 900	0	2 900	2 900	0	0	0	0	0
Information	650	1 207	1	3 910	1 170	1 170	0	1 170	1 170	0	0	0	0	0
Administration / Plan et Finances	48 198	30 461	-0	85 257	32 272	31 722	550	21 821	21 821	0	0	18 181	0	18 181
Total	543 441	473 787	-2	1 111 821	529 955	523 855	6 100	293 567	293 567	0	0	250 000	168 125	81 875

Annexe 3

Situation du financement national Selon le secteur et le sous-secteur



PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2018 - 2020
BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2018
SITUATION DU FINANCEMENT NATIONAL SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR
(Les montants sont en millions de CFA)

SECTEURS	BUDGET NAT. 2017							
	Total	Budget Equipement	PSTE	COLLECTIVE	COMMUNALE	Autofinancement	Divers Autres	Total
Economie rurale	33 455	33 455	0	0	0	0	0	33 455
Agriculture	28 190	28 190	0	0	0	0	0	28 190
Elevage	1 500	1 500	0	0	0	0	0	1 500
Pêche	900	900	0	0	0	0	0	900
Forêts	2 865	2 865	0	0	0	0	0	2 865
Secondaire	22 981	22 981	0	0	0	0	0	22 981
Mines et Géologie	1 497	1 497	0	0	0	0	0	1 497
Eaux	7 549	7 549	0	0	0	0	0	7 549
Energie	11 760	11 760	0	0	0	0	0	11 760
Industrie / Artisanat	1 825	1 825	0	0	0	0	0	1 825
Tourisme	350	350	0	0	0	0	0	350
Infrastructures	183 360	183 360	0	0	0	0	0	183 360
Moyens routiers	112 815	112 815	0	0	0	0	0	112 815
Moyens ferroviaires	0	0	0	0	0	0	0	0
Moyens fluviaux	500	500	0	0	0	0	0	500
Aéronautique / Météo	2 250	2 250	0	0	0	0	0	2 250
Poste / Télécommunication	415	415	0	0	0	0	0	415
Topo et Cartographie	250	250	0	0	0	0	0	250
Bâtiments et Equipement	60 780	60 780	0	0	0	0	0	60 780
Urbanisme et Habitat	5 870	5 870	0	0	0	0	0	5 870
Transport / Stockage	480	480	0	0	0	0	0	480



MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES
DIRECTION NATIONALE DE LA PLANIFICATION DU DEVELOPPEMENT(DNPD)

République du Mali

Un Peuple – Un But – Une Foi

SOUS-SECTEURS	Total	Budget Equipement	PPTE	COLLECTIVI TE	COMMUNA UTE	Autofinance ment	Divers Autres	Total
Ressources Humaines	53 771	53 771	0	0	0	0	0	53 771
Emploi / Travail	810	810	0	0	0	0	0	810
Education / Formation	7 120	7 120	0	0	0	0	0	7 120
Santé / Affaires sociales	19 950	19 950	0	0	0	0	0	19 950
Culture / Art / Sport	2 900	2 900	0	0	0	0	0	2 900
Information	1 170	1 170	0	0	0	0	0	1 170
Administration / Plan et Finances	21 821	21 821	0	0	0	0	0	21 821
Total	293 567	293 567	0	0	0	0	0	293 567

Annexe 4

Situation du financement extérieur Selon la source par secteur et nature



PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2018 - 2020

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2018
REPARTITION DU FINANCEMENT EXTERIEUR SELON LA SOURCE PAR SECTEUR ET NATURE
(Les montants sont en millions de CFA)

DONATEURS	Economie rurale			Secondaire			Infrastructures			Ressources Humaines			ENSEMBLE SECTEURS		
	Subvent.	Prêts	Total	Subvent.	Prêts	Total	Subvent.	Prêts	Total	Subvent.	Prêts	Total	Subvent.	Prêts	Total
AECID	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
AFD	0	2 500	2 500	0	0	0	1 750	0	1 750	2 836	17 375	20 211	4 586	19 875	24 461
Aga Khan	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Amb.AfriqueDuSud	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Amb.Algérie	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Amb.ArabieSaoudite	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Amb.Belgique	1 150	0	1 150	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1 150	0	1 150
Amb.Brésil	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Amb.Chine	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Amb.Cuba	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Amb.Egypte	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Amb.Espagne	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Amb.France	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Amb.Inde	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Amb.Iran	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Amb.Japon	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Amb.Libye	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Amb.Luxembourg	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Amb.Maroc	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Amb.Russie	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Amb.Tunisie	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Amb.USA	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0



DONATEURS	Economie rurale			Secondaire			Infrastructures			Ressources Humaines			ENSEMBLE SECTEURS		
	Subvent.	Prêts	Total	Subvent.	Prêts	Total	Subvent.	Prêts	Total	Subvent.	Prêts	Total	Subvent.	Prêts	Total
Amb.Venezuela	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
BAD	0	41 600	41 600	0	21 000	21 000	2 000	0	2 000	0	2 000	2 000	2 000	64 600	66 600
BID	0	14 000	14 000	0	0	0	2 000	0	2 000	0	15 500	15 500	2 000	29 500	31 500
BIT	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
BM	0	14 500	14 500	500	0	500	28 500	5 000	33 500	2 200	5 000	7 200	31 200	24 500	55 700
BOAD	0	4 000	4 000	0	17 500	17 500	0	0	0	0	3 000	3 000	0	24 500	24 500
Canada	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
CTB	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Danemark	0	0	0	0	0	0	3 000	0	3 000	0	0	0	3 000	0	3 000
D.U.E.	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
FAO	878	0	878	0	0	0	0	0	0	0	0	0	878	0	878
FED	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
FIDA	0	0	0	0	0	0	0	1 750	1 750	0	0	0	0	1 750	1 750
FMI	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
FNU	500	0	500	0	0	0	0	0	0	0	0	0	500	0	500
Fonds Abou Dabi	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	2 500	2 500	0	2 500	2 500
Grande Bretagne	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
GTZ	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
IND	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	900	900	0	900	900
Italie	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
JICA	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
KfW	2 000	0	2 000	3 505	0	3 505	2 000	0	2 000	3 000	0	3 000	10 505	0	10 505



DONATEURS	Economie rurale			Secondaire			Infrastructures			Ressources Humaines			ENSEMBLE SECTEURS		
	Subvent.	Prêts	Total	Subvent.	Prêts	Total	Subvent.	Prêts	Total	Subvent.	Prêts	Total	Subvent.	Prêts	Total
Lux-Dév	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
MINUSMA	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Monaco	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Norvège	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
OCHA	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
OHCHR	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
OIM	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
OMS	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
ONUDI	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
ONUFEMMES	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
ONUSIDA	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
PAM	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Pays-Bas	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
PNUD	500	0	500	0	0	0	1 681	0	1 681	0	0	0	2 181	0	2 181
Suède	1 500	0	1 500	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1 500	0	1 500
Suisse	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Turquie	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
UE	3 500	0	3 500	17 500	0	17 500	0	0	0	1 375	0	1 375	22 375	0	22 375
UEMOA	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
UNESCO	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
UNFPA	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
UNHABITAT	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0



MINISTRE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES
DIRECTION NATIONALE DE LA PLANIFICATION DU DEVELOPPEMENT(DNPD)

République du Mali
 Un Peuple – Un But – Une Foi

DONATEURS	Economie rurale			Secondaire			Infrastructures			Ressources Humaines			ENSEMBLE SECTEURS		
	Subvent.	Prêts	Total	Subvent.	Prêts	Total	Subvent.	Prêts	Total	Subvent.	Prêts	Total	Subvent.	Prêts	Total
UNHCR	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
UNICEF	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
UNMAS	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
UNOPS	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
USAID	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
ENSEMBLE SECTEURS	10 028	76 600	86 628	21 505	38 500	60 005	40 931	6 750	47 681	9 411	46 275	55 686	81 875	168 125	250 000

Annexe 5

Etat détaillé des Projets par Secteur et par Source de Financement



PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2018 - 2020
BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2018
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR
(Les montants sont en millions de CFA)

SECTEUR		Economie rurale					SOUS-SECTEUR			Agriculture							
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Exécution du budget 2017			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2018			FINANCEMENT INTERIEUR 2018				FINANCEMENT EXTERIEUR 2018			Sources
			Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecart (en %)	2018 - 2020	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	
1007	CONTRAT/PLAN ETAT OFFICE RIZ SEGOU	MINISTERE DE L'AGRICULTURE / CABINET	400	400	0	1 200	400	400	0	400	400	0	0	0	0	0	0
1706	CONTRAT/PLAN ETAT OFFICE DU NIGER	MINISTERE DE L'AGRICULTURE / DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	4 200	4 200	0	15 000	5 000	5 000	0	5 000	5 000	0	0	0	0	0	0
1977	PROGRAMME COMPETITIVITE DIVERSIFICATION AGRICOLE PCDA	MINISTERE DE L'AGRICULTURE / CABINET	1 000	1 000	0	500	500	500	0	500	500	0	0	0	0	0	0
1983	ETUDE D'AMENAGEMENT DE BAS-FONDS	MINISTERE DE L'AGRICULTURE / DIRECTION NATIONALE DU GENIE RURAL	200	200	0	150	150	150	0	150	150	0	0	0	0	0	0
2250	CONTRAT PLAN ETAT/OHVN	MINISTERE DE L'AGRICULTURE / CABINET	400	400	0	1 200	400	400	0	400	400	0	0	0	0	0	0
2433	PROGRAMME D'APPUI DIVERSIFICATION VALORISATION FILIERE PORTEUSE	MINISTERE PROMOTION DE LA FEMME, ENFANT ET FAMILLE / DIRECTION NAT. PROMOT. DE LA FEMME	200	200	0	650	250	250	0	250	250	0	0	0	0	0	0
2480	PROGRAMME DEVELOPPEMENT IRRIGATION AU MALI	MINISTERE DE L'AGRICULTURE / DIRECTION NATIONALE DU GENIE RURAL	22 500	22 500	0	35 230	19 130	19 130	0	2 200	2 200	0	0	16 930	16 930		0BAD
2602	PROJET AMENAGEMENT HYDRO-AGRICOLE MOLODO NORD/BOAD	MINISTERE DE L'AGRICULTURE / AMENAGEMENT HYDROAGRICOLE MOLODO NORD / BOAD	12 000	12 000	0	4 883	4 850	4 850	0	850	850	0	0	4 000	4 000		0BOAD



SECTEUR		Economie rurale					SOUS-SECTEUR				Agriculture						
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Exécution du budget 2017			Autorisation de prog/AP-AE 2018 - 2020	DEPENSES 2018			FINANCEMENT INTERIEUR 2018				FINANCEMENT EXTERIEUR 2018			Sources
			Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecart (en %)		Total	Formation Capital	Autres dépenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	
2640	PROGRAMME D'ACCROISSEMENT PRODUCTIVITE AGRICOLE AU MALI	MINISTERE DE L'AGRICULTURE / DIRECTION NATIONALE DE L'AGRICULTURE	10 500	10 500	0	2 500	2 500	2 500	0	0	0	0	0	2 500	2 500	0	AFD
2684	PROJET DEVELOPPEMENT INTEGRE KITA PHASE 2	MINISTERE DE L'AGRICULTURE / DIRECTION NATIONALE DE L'AGRICULTURE	8 900	8 900	0	3 800	3 800	3 800	0	300	300	0	0	3 500	3 500	0	BID
2685	PROJET DEVELOPPEMENT MALI GRENIER (AGRA)	MINISTERE DE L'AGRICULTURE / DIRECTION NATIONALE DE L'AGRICULTURE	50	50	0	50	0	0	0	50	50	0	0	0	0	0	
2687	CONTRAT PLAN ETAT /OFFICE DEVELOPPEMENT RURAL SELINGUE	MINISTERE DE L'AGRICULTURE / CABINET	400	400	0	1 510	410	410	0	410	410	0	0	0	0	0	
2709	ADAPTATION AGRICULTURE ELEVAGE CHANGEMENT CLIMATIQUE	INSTITUT D'ECONOMIE RURALE / INSTITUT D'ECONOMIE RURALE	150	150	0	150	150	150	0	150	150	0	0	0	0	0	
2724	PROJET RECONSTITUTION DU STOCK NATIONAL DE SECURITE ALIMENTAIRE	COMMISSARIAT A LA SECURITE ALIMENTAIRE / COMMISSARIAT A LA SECURITE ALIMENTAIRE	4 300	4 300	0	12 000	4 000	0	4 000	4 000	4 000	0	0	0	0	0	
2765	PROJET AMELIORATION PRODUCTIVITE AGRICOLES SS EXPOIT AFR SUD SAHARIEN	MINISTERE DE L'AGRICULTURE / POJ. AMEL. PRODTVITE AGR. SS. EXPOIT. AFR. SUD SAHARIEN	6 850	6 850	0	2 235	2 100	2 100	0	100	100	0	0	2 000	2 000	0	BID
2796	PROGRAMME RESTRUCTURATION MARCHÉ CEREALIER	COMMISSARIAT A LA SECURITE ALIMENTAIRE / COMMISSARIAT A LA SECURITE ALIMENTAIRE	1 200	1 200	0	3 300	2 200	1 100	1 100	1 100	1 100	0	0	0	0	0	
2800	PROGRAMME PRODUCTIVITE AGRICOLE AFRIQUE OUEST (WAPP) II	MINISTERE DE L'AGRICULTURE / CABINET	10 200	10 200	0	7 300	7 300	7 300	0	300	300	0	0	7 000	7 000	0	BM



SECTEUR		Economie rurale					SOUS-SECTEUR			Agriculture							
		Exécution du budget 2017			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2018			FINANCEMENT INTERIEUR 2018				FINANCEMENT EXTERIEUR 2018				
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecart (en %)	2018 - 2020	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
2807	PROJ. RENFORC.SECU. ALIMENT. DVPT CULT IRRIG (PRESA-DCI)	MINISTERE DE L'AGRICULTURE / CABINET	10 600	10 600	0	13 973	6 500	6 500	0	500	500	0	0	6 000	6 000		0BAD
2809	PROJ RENFORC. SECU. ALIMENT. NUTRIT REGION KOULIKORO (PRESAN-KL)	MINISTERE DE L'AGRICULTURE / CABINET	10 450	10 450	0	11 477	8 400	8 400	0	400	400	0	0	8 000	8 000		0BAD
2849	RECENSEMENT GENERAL AGRICOLE ELEVAGE & PECHE	MINISTERE DE L'AGRICULTURE / CABINET	500	500	0	600	300	0	300	300	300	0	0	0	0		0
2856	CONTRAT PLAN ETAT /OPIB	MINISTERE DE L'AGRICULTURE / CABINET	330	330	0	990	330	330	0	330	330	0	0	0	0		0
2864	AMENAGEMENT HYDRO AGRICOLE REGION SIKASSO	MINISTERE DE L'AGRICULTURE / DIRECTION NATIONALE DU GENIE RURAL	2 000	2 000	0	3 000	2 000	2 000	0	2 000	2 000	0	0	0	0		0
2874	PROJET AMENAG. HYDRO-AGRICOLE REGION KOULIKORO	MINISTERE DE L'AGRICULTURE / DIRECTION NATIONALE DE L'AGRICULTURE	550	550	0	1 050	1 000	1 000	0	500	500	0	0	0	0		0
2910	TRAVAUX EXTENSION 200 HA PLAINE SAOUNE	MINISTERE DE L'AGRICULTURE / DIRECTION NATIONALE DE L'AGRICULTURE	150	150	0	300	100	100	0	100	100	0	0	0	0		0
2916	PROGRAMME DE RENFORCEMENT RESILIENCE SECURITE ALIMENTAIRE (PRIA)	MINISTERE DE L'AGRICULTURE / DIRECTION NATIONALE DE L'AGRICULTURE	8 750	8 750	0	5 750	5 250	5 250	0	250	250	0	0	5 000	5 000		0BID
2917	PROJET RENFORCEMENT RESILIENCE AU SAHEL (P2RS)	MINISTERE DE L'AGRICULTURE / DIRECTION NATIONALE DE L'AGRICULTURE	15 700	15 700	0	13 616	8 870	8 870	0	700	700	0	0	8 170	8 170		0BAD



SECTEUR		Economie rurale					SOUS-SECTEUR			Agriculture							
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Exécution du budget 2017			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2018			FINANCEMENT INTERIEUR 2018				FINANCEMENT EXTERIEUR 2018			Sources
			Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecart (en %)	2018 - 2020	Total	Formation Capital	Autres dépenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	
2918	CONTRAT PLAN ETAT ADRS	MINISTERE DE L'AGRICULTURE / CABINET	200	200	0	750	250	250	0	250	250	0	0	0	0	0	0
2961	AMELIORATION SYSTEME IRRIGATION PERIMETRE IRRIGUE BAGUINEDA	MINISTERE DE L'AGRICULTURE / CABINET	1 000	1 000	0	1 800	1 800	1 800	0	1 800	1 800	0	0	0	0	0	0
2966	ETUDE PROJET DEVELOPPEMENT RURAL DU KAARTA/SEFETO	MINISTERE DE L'AGRICULTURE / CABINET	400	400	0	700	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	0
3001	PROJET DEVELOPPEMENT RURAL SOKE1 (PADER-S1)	MINISTERE DE L'AGRICULTURE / CABINET	3 000	3 000	0	7 879	3 000	3 000	0	3 000	3 000	0	0	0	0	0	0
3003	APPUI AUTONOMISATION DES FEMMES DANS LES FILIERES AGRO SILVO PASTORAL ET LE KARITE	MINISTERE PROMOTION DE LA FEMME, ENFANT ET FAMILLE / DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	100	100	0	3 500	1 700	1 700	0	200	200	0	0	1 500	0	1 500	UE
3008	OFFICE DU MOYEN BANI	MINISTERE DE L'AGRICULTURE / DIRECTION NATIONALE DE L'AGRICULTURE	350	350	0	1 050	350	350	0	350	350	0	0	0	0	0	0
3009	PROJET MISE EN VALEUR DU SYSTEME FAGUIBINE	MINISTERE DE L'AGRICULTURE / CABINET	250	250	0	900	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	0
3043	OFFICE RIZ MOPTI	MINISTERE DE L'AGRICULTURE / CABINET	270	270	0	1 050	350	350	0	350	350	0	0	0	0	0	0
3112	PROJET D'APPUI REGIONAL A L'INITIATIVE D'IRRIGATION DANS LE SAHEL (PARIS)	MINISTERE DE L'AGRICULTURE / CABINET	0	0	0	10 580	1 700	1 700	0	200	200	0	0	2 500	2 500	0	BAD



SECTEUR			Economie rurale				SOUS-SECTEUR			Agriculture								
			Exécution du budget 2017			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2018			FINANCEMENT INTERIEUR 2018				FINANCEMENT EXTERIEUR 2018				
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecart (en %)	2018 - 2020	Total	Formation Capital	Autres dépenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources	
3113	PROJET DEVELOPPEMENT FERME RIZICOLE SABE	MINISTERE DE L'AGRICULTURE / DIRECTION NATIONALE DE L'AGRICULTURE	0	0	0	300	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	0	
3118	IPRODI PROGRAMME MALI NORD	MINISTERE DE L'AGRICULTURE / CABINET	0	0	0	10 839	0	0	0	0	0	0	0	2 000	0	2 000	KfW	
TOTAL SOUS-SECTEUR			138 050	138 050	0	181 762	95 840	90 440	5 400	28 190	28 190	0	0	69 100	65 600	3 500		



PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2018 - 2020
BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2018
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR
(Les montants sont en millions de CFA)

SECTEUR		Economie rurale					SOUS-SECTEUR				Elevage						
		Exécution du budget 2017			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2018			FINANCEMENT INTERIEUR 2018			FINANCEMENT EXTERIEUR 2018					
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecart (en %)	2018 - 2020	Total	Formation Capital	Autres dépenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
1885	PROGRAMME DVPT INTEGRE ZONE ONDY/ MADINA DIASSA	MINISTERE DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE / DIRECTION NAT. PRODUCTIONS & INDUSTRIES ANIMALES	200	200	0	100	100	100	0	100	100	0	0	0	0	0	0
1894	PROGRAMME PANAFRICAIN CONTROLE EPIZOTIES (PACE)	MINISTERE DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE / DIRECTION NAT. PRODUCTIONS & INDUSTRIES ANIMALES	50	50	0	50	50	50	0	50	50	0	0	0	0	0	0
1984	PROJET DEVELOPPEMENT REGION LIPTAKO GOURMA	MINISTERE DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE / DIRECTION NAT. PRODUCTIONS & INDUSTRIES ANIMALES	100	100	0	100	100	100	0	100	100	0	0	0	0	0	0
2200	CONTRAT PLAN LABORATOIRE CENTRALE VETERINAIRE ETAT	MINISTERE DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE / C A B I N E T	150	150	0	300	100	100	0	100	100	0	0	0	0	0	0
2201	ETUDE TRANSFORMATION SOUS PRODUITS D'ABATTAGE PPTE	MINISTERE DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE / DIRECTION NAT. PRODUCTIONS & INDUSTRIES ANIMALES	640	640	0	250	250	250	0	250	250	0	0	0	0	0	0
2404	ETUDE DEVELOPPEMENT VALORISATION PRODUCTION LAITIERE MALI	MINISTERE DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE / DIRECTION NAT. PRODUCTIONS & INDUSTRIES ANIMALES	200	200	0	200	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	0
2488	PROJET DEVELOPPEMENT ZEBU MAURE NARA	MINISTERE DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE / DIRECTION NAT. PRODUCTIONS & INDUSTRIES ANIMALES	1 484	1 484	0	300	300	300	0	50	50	0	0	250	0	250	Amb.Belgique
2798	PROJ. DVPT INT RESS. ANIM. ET AQUACOLES (PDIRAM)	MINISTERE DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE / DIRECTION NAT. PRODUCTIONS & INDUSTRIES ANIMALES	3 600	3 600	0	9 300	3 600	3 600	0	100	100	0	0	3 500	3 500	0	BID



SECTEUR			Economie rurale				SOUS-SECTEUR			Elevage							
			Exécution du budget 2017			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2018			FINANCEMENT INTERIEUR 2018				FINANCEMENT EXTERIEUR 2018			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2018 - 2020	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
2799	PROJET REGIONAL APPUI PASTORALISME AU SAHEL (PRAPS)	MINISTERE DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE / DIRECTION NAT. PRODUCTIONS & INDUSTRIES ANIMALES	10 150	10 150	0	25 324	7 650	7 650	0	150	150	0	0	7 500	7 500		0BM
3000	APPUI CENTRE NATIONAL INSEMINATION ARTIFICIELLE ANIMALE	MINISTERE DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE / DIRECTION NAT. PRODUCTIONS & INDUSTRIES ANIMALES	400	400	0	1 200	400	400	0	400	400	0	0	0	0	0	0
TOTAL SOUS-SECTEUR			16 974	16 974	0	37 124	12 750	12 750	0	1 500	1 500	0	0	11 250	11 000	250	



PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2018 - 2020

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2018
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR
 (Les montants sont en millions de CFA)

SECTEUR		Economie rurale					SOUS-SECTEUR			Pêche								
		Exécution du budget 2017			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2018			FINANCEMENT INTERIEUR 2018				FINANCEMENT EXTERIEUR 2018					
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecart (en %)	2018 - 2020	Total	Formation Capital	Autres dépenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources	
2402	CONSTRUCTION MARCHE MODERNE POISSONS DE BAMAKO PPTE	MINISTERE DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE / DIRECTION NAT. PRODUCTIONS & INDUSTRIES ANIMALES	350	350	0	1 050	350	350	0	350	350	0	0	0	0	0	0	
2643	PROJET DEVELOPPEMENT FILIERE AQUACOLE SIKASSO	MINISTERE DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE / C A B I N E T	1 165	1 165	0	1 050	1 050	1 050	0	150	150	0	0	900	0	900	Amb.Belgique	
3055	PROGRAMME QUINQUENNAL AMENAGEMENT AQUOCOLES	MINISTERE DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE / DIRECTION NAT. PRODUCTIONS & INDUSTRIES ANIMALES	400	400	0	1 100	400	400	0	400	400	0	0	0	0	0	0	
TOTAL SOUS-SECTEUR			1 915	1 915	0	3 200	1 800	1 800	0	900	900	0	0	900	0	900		



PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2018 - 2020

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2018
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR
(Les montants sont en millions de CFA)

SECTEUR		Economie rurale					SOUS-SECTEUR				Forêts						
		Exécution du budget 2017			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2018			FINANCEMENT INTERIEUR 2018				FINANCEMENT EXTERIEUR 2018				
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecart (en %)	2018 - 2020	Total	Formation Capital	Autres dépenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
719	ELABORATION PLANS AMENAGEMENT GESTION MASSIFS FORESTIERS MALI	MIN. ENVIRONNEMENT, ASSAINISSEMENT DEVELOPPEMENT DURABLE / DIRECTION NATIONALE DES EAUX ET FORETS	100	100	0	2 100	100	100	0	100	100	0	0	0	0	0	0
1526	PROTECTION AMENAGEMENT FORETS ET PARCS NATIONAUX	MIN. ENVIRONNEMENT, ASSAINISSEMENT DEVELOPPEMENT DURABLE / DIRECTION NATIONALE DES EAUX ET FORETS	100	100	0	450	150	150	0	150	150	0	0	0	0	0	0
1884	CONSERVATION VALORISATION BIODIVERSITE ELEPHANTS GOURMA	MIN. ENVIRONNEMENT, ASSAINISSEMENT DEVELOPPEMENT DURABLE / DIRECTION NATIONALE DES EAUX ET FORETS	200	200	0	450	150	150	0	150	150	0	0	0	0	0	0
2047	PROGRAMME ABN LUTTE ENSABLEMENT BASSIN FLEUVE NIGER	MIN. ENVIRONNEMENT, ASSAINISSEMENT DEVELOPPEMENT DURABLE / PROG. ABN LUTTE C/ENSABLEMENT FLEUVE NIGER	75	75	0	75	75	75	0	75	75	0	0	0	0	0	0
2049	APPUI AU REBOISEMENT PHASE II	MIN. ENVIRONNEMENT, ASSAINISSEMENT DEVELOPPEMENT DURABLE / DIRECTION NATIONALE DES EAUX ET FORETS	50	50	0	150	50	50	0	50	50	0	0	0	0	0	0
2160	PROJET MULTINATIONALE GESTION INTEGRATION PLANTE AQUATIQUES PROLIFERANTE AFRIQUE OUEST	MIN. ENVIRONNEMENT, ASSAINISSEMENT DEVELOPPEMENT DURABLE / DIRECTION NATIONALE DES EAUX ET FORETS	0	0	0	300	100	100	0	100	100	0	0	0	0	0	0
2261	PROGRAMME REGIONAL MASSIF FOUTA DJALLON	MIN. ENVIRONNEMENT, ASSAINISSEMENT DEVELOPPEMENT DURABLE / DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	1 575	75	-1	1 028	953	953	0	75	75	0	0	878	0	878	FAO



2506	INITIATIVE PAUVRETE ENVIRONNEMENT PHASE II	MIN. ENVIRONNEMENT, ASSAINISSEMENT DEVELOPPEMENT DURABLE / CABINET	550	200	-1	700	700	700	0	200	200	0	0	500	0	500	PNUD
------	---	---	-----	-----	----	-----	-----	-----	---	-----	-----	---	---	-----	---	-----	------



SECTEUR		Economie rurale					SOUS-SECTEUR				Forêts							
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Exécution du budget 2017			Autorisation de prog/AP-AE 2018 - 2020	DEPENSES 2018			FINANCEMENT INTERIEUR 2018				FINANCEMENT EXTERIEUR 2018			Sources	
			Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecart (en %)		Total	Formation Capital	Autres dépenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.		
2509	APPUI SYSTEME D'INFORMATION FORESTIER SIFOR PPTE	MIN. ENVIRONNEMENT, ASSAINISSEMENT DEVELOPPEMENT DURABLE / DIRECTION NATIONALE DES EAUX ET FORETS	200	200	0	200	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	0	
2535	PROGRAMME DE DEVELOP DURABLE DELTA INTERIEUR NIGER/PPTE	MIN. ENVIRONNEMENT, ASSAINISSEMENT DEVELOPPEMENT DURABLE / CABINET	50	50	0	50	50	50	0	50	50	0	0	0	0	0	0	
2689	ALLIANCE GLOBALE CHANGEMENT CLIMATIQUE/UE	MIN. ENVIRONNEMENT, ASSAINISSEMENT DEVELOPPEMENT DURABLE / CABINET	0	0	0	3 031	2 075	2 075	0	75	75	0	0	2 000	0	2 000	UE	
2690	EXTENSION/RENFORCEMENT SYSTEME AIRES PROTEGES	MIN. ENVIRONNEMENT, ASSAINISSEMENT DEVELOPPEMENT DURABLE / DIRECTION NATIONALE DES EAUX ET FORETS	30	30	0	20	20	20	0	20	20	0	0	0	0	0	0	
2771	ADAPTATION CHANGEMENT CLIMATIQUE LOCAL FENU	MIN. ENVIRONNEMENT, ASSAINISSEMENT DEVELOPPEMENT DURABLE / CABINET	190	90	-1	680	590	590	0	90	90	0	0	500	0	500	FNU	
2772	GESTION RESSOURCES NATURELLES CHANGEMENT CLIMATIQUES IDA	MIN. ENVIRONNEMENT, ASSAINISSEMENT DEVELOPPEMENT DURABLE / CABINET	150	150	0	250	150	150	0	150	150	0	0	0	0	0	0	
2853	PROJET GRANDE MURAILLE VERTE DU MALI	MIN. ENVIRONNEMENT, ASSAINISSEMENT DEVELOPPEMENT DURABLE / CABINET	150	150	0	450	150	150	0	150	150	0	0	0	0	0	0	
2924	PROGRAMME GESTION DECENTRALISEE DES FORETS (GEDEFOR PHASE II)	MIN. ENVIRONNEMENT, ASSAINISSEMENT DEVELOPPEMENT DURABLE / DIRECTION NATIONALE DES EAUX ET FORETS	3 800	300	-1	1 700	1 700	1 700	0	200	200	0	0	1 500	0	1 500	Suède	
3100	PROJET D'APPUI A LA COORDINATION DES INITIATIVES LIEES AU CHANGEMENT CLIMATIQUE/AEDD	MIN. ENVIRONNEMENT, ASSAINISSEMENT DEVELOPPEMENT DURABLE / CABINET	0	0	0	150	150	150	0	150	150	0	0	0	0	0	0	



SECTEUR			Economie rurale				SOUS-SECTEUR			Forêts							
			Exécution du budget 2017			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2018			FINANCEMENT INTERIEUR 2018				FINANCEMENT EXTERIEUR 2018			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecart (en %)	2018 - 2020	Total	Formation Capital	Autres dépenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
3119	PROJET AMENAGEMENT PARCS TIENFALA	MIN. ENVIRONNEMENT, ASSAINISSEMENT DEVELOPPEMENT DURABLE / DIRECTION NATIONALE DES EAUX ET FORETS	0	0	0	2 880	880	880	0	880	880	0	0	0	0	0	0
TOTAL SECTEUR			164 159	158 709	-3	236 750	118 633	113 233	5 400	33 455	33 455	0	0	86 628	76 600	10 028	



PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2018 - 2020

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2018
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR
(Les montants sont en millions de CFA)

SECTEUR			Secondaire				SOUS-SECTEUR			Mines et Géologie							
			Exécution du budget 2017			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2018			FINANCEMENT INTERIEUR 2018				FINANCEMENT EXTERIEUR 2018			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecart (en %)	2018 - 2020	Total	Formation Capital	Autres dépenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
2228	PROMOTION DE NOUVELLES ZONES PETROLIERES	MINISTERE DES MINES / PROMOTION NOUVELLES ZONES PETROLIERES	300	300	0	650	350	350	0	350	350	0	0	0	0	0	0
2416	PROMOTION DES INDICES MINIERES	MINISTERE DES MINES / DIRECTION NATIONALE GEOLOGIE & MINES	500	500	0	900	400	400	0	400	400	0	0	0	0	0	0
2496	EQUIPEMENT DU PDRM	MINISTERE DES MINES / EQUIPEMENT PDRM	400	400	0	500	500	500	0	500	500	0	0	0	0	0	0
2840	CARTOGRAPHIE AU 1/50000 IEME	MINISTERE DES MINES / DIRECTION NATIONALE GEOLOGIE & MINES	160	160	0	407	247	247	0	247	247	0	0	0	0	0	0
TOTAL SOUS-SECTEUR			1 360	1 360	0	2 457	1 497	1 497	0	1 497	1 497	0	0	0	0	0	0



PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2018 - 2020

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2018
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR
 (Les montants sont en millions de CFA)

SECTEUR		Secondaire	SOUS-SECTEUR				Eaux										
			Exécution du budget 2017			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2018			FINANCEMENT INTERIEUR 2018				FINANCEMENT EXTERIEUR 2018			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2018 - 2020	Total	Formation Capital	Autres dépenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
1664	ENTRETIEN CHENAL NAVIGABLE FLEUVE NIGER (PPTE)	MINISTERE DE L'ENERGIE ET DE L'EAU / DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	150	150	0	525	175	175	0	175	175	0	0	0	0	0	0
2048	AMENAGEMENT/PROTECTION DES BERGES DU FLEUVE NIGER	MIN. ENVIRONNEMENT, ASSAINISSEMENT DEVELOPPEMENT DURABLE / CABINET	250	250	0	900	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	0
2130	PROGRAMME D'URGENCE AEP MILIEU RURAL	MINISTERE DE L'ENERGIE ET DE L'EAU / DIRECTION NATIONALE HYDRAULIQUE	800	800	0	7 500	2 500	2 500	0	2 500	2 500	0	0	0	0	0	0
2284	DRAGAGE/PROTECTION BERGES DE DIAFARABE	MIN. ENVIRONNEMENT, ASSAINISSEMENT DEVELOPPEMENT DURABLE / CABINET	1 700	1 700	0	3 400	1 500	1 500	0	1 500	1 500	0	0	0	0	0	0
2529	CONTRAT PLAN ETAT LNE	MINISTERE DE L'ENERGIE ET DE L'EAU / C A B I N E T	600	600	0	1 200	400	400	0	400	400	0	0	0	0	0	0
2553	HYDRAULIQUE VILLAGEOISE TOMBOUCTOU PPTE	MINISTERE DE L'ENERGIE ET DE L'EAU / DIRECTION NATIONALE HYDRAULIQUE	300	300	0	600	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	0
2575	PROJET AEP BAMAKO A KABALA	MINISTERE DE L'ENERGIE ET DE L'EAU / DIRECTION NATIONALE HYDRAULIQUE	12 666	13 166	0	12 604	12 604	12 604	0	604	604	0	0	12 000	12 000		0BAD BID BM
2577	PROGRAMME NL MOBILISATION RESSOURCE EN EAU 1 2 5 6 REGIONS	MINISTERE DE L'ENERGIE ET DE L'EAU / DIRECTION NATIONALE HYDRAULIQUE	4 327	1 150	-1	3 500	3 200	3 200	0	200	200	0	0	3 000	0	3 000	KfW



SECTEUR			Secondaire				SOUS-SECTEUR			Eaux							
			Exécution du budget 2017			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2018			FINANCEMENT INTERIEUR 2018				FINANCEMENT EXTERIEUR 2018			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecart (en %)	2018 - 2020	Total	Formation Capital	Autres dépenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
2654	CONSTRUCTION STATION COMPACTE KALABAN KORO/BID	MINISTERE DE L'ENERGIE ET DE L'EAU / DIRECTION NATIONALE HYDRAULIQUE	2 011	0	-1	1 000	1 000	1 000	0	0	0	0	0	1 000	1 000	0	BID
2738	HYDRAULIQUE VILLAGEOISE SEGOU	MINISTERE DE L'ENERGIE ET DE L'EAU / DIRECTION NATIONALE HYDRAULIQUE	550	550	0	1 050	500	500	0	500	500	0	0	0	0	0	0
2741	PROGRAMME D'APPUI AUX COLLECTIVITES TERRITORIALES POUR L'EAU POTABLE ET L'ASSAINISSEMENT (PACTEA II)	MINISTERE DE L'ENERGIE ET DE L'EAU / C A B I N E T	2 050	2 050	0	1 050	1 050	1 050	0	50	50	0	0	1 000	0	1 000	AFD
2838	PROJET GESTION INTEGREE RESSOURCES EN EAU. DEVELOPPEMENT USAGES MULTIPLES. BASSIN FLEUVE SENEGAL PHASE II	MINISTERE DE L'ENERGIE ET DE L'EAU / DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	300	300	0	900	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	0
2852	PROGRAMME CREATION INFRASTRUCTURES HYDRAULIQUES	MINISTERE DE L'ENERGIE ET DE L'EAU / DIRECTION NATIONALE HYDRAULIQUE	150	150	0	150	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2921	REHABILITATION ECONOMIQUE ENVIRONNEMENT FLEUVE NIGER	MIN. ENVIRONNEMENT, ASSAINISSEMENT DEVELOPPEMENT DURABLE / CABINET	100	100	0	300	100	0	100	100	100	0	0	0	0	0	0
2922	FAUCARDAGE CURAGE FLEUVE NIGER	MIN. ENVIRONNEMENT, ASSAINISSEMENT DEVELOPPEMENT DURABLE / CABINET	150	150	0	600	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	0
2931	PROGRAMME COMMUN D'APPUI A LA GIRE	MINISTERE DE L'ENERGIE ET DE L'EAU / DIRECTION NATIONALE HYDRAULIQUE	350	350	0	250	250	250	0	250	250	0	0	0	0	0	0
2996	PROJET AEP ET ACCOMPAGNEMENT CENTRES SEMI URBAINS ET RURAUX	MINISTERE DE L'ENERGIE ET DE L'EAU / DIRECTION NATIONALE HYDRAULIQUE	370	370	0	1 210	1 070	1 070	0	70	70	0	0	1 000	0	1 000	AFD



SECTEUR			Secondaire				SOUS-SECTEUR			Eaux							
			Exécution du budget 2017			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2018			FINANCEMENT INTERIEUR 2018				FINANCEMENT EXTERIEUR 2018			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecart (en %)	2018 - 2020	Total	Formation Capital	Autres dépenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
2998	PROJET HYDRAULIQUE ASSAINISSEMENT MILIEU RURAL (BID- UEMOA)	MINISTERE DE L'ENERGIE ET DE L'EAU / DIRECTION NATIONALE HYDRAULIQUE	100	100	0	4 071	3 100	3 100	0	100	100	0	0	3 000	3 000	0	BID
TOTAL SOUS-SECTEUR			26 924	22 236	-2	40 810	28 549	28 449	100	7 549	7 549	0	0	21 000	16 000	5 000	



PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2018 - 2020

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2018
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR
(Les montants sont en millions de CFA)

SECTEUR		Secondaire	SOUS-SECTEUR				Energie										
		Exécution du budget 2017			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2018				FINANCEMENT INTERIEUR 2018				FINANCEMENT EXTERIEUR 2018			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecart (en %)	2018 - 2020	Total	Formation Capital	Autres dépenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
1730	ETUDES AMENAGEMENT BARRAGE DE TAOUSSA	MINISTERE DE L'ENERGIE ET DE L'EAU / C A B I N E T	27 000	27 000	0	114 191	19 000	19 000	0	3 000	3 000	0	0	16 000	16 000		0AFD
2010	RENFORCEMENT INFRASTRUCTURES NATIONALES DE RADIOPROTECTION	MINISTERE DE L'ENERGIE ET DE L'EAU / C A B I N E T	150	150	0	450	0	0	0	150	150	0	0	0	0		0
2499	PROJET ETUDE FAISABILITE LABORATOIRE BIOCARBURANT	MINISTERE DE L'ENERGIE ET DE L'EAU / C A B I N E T	250	250	0	100	0	0	0	100	100	0	0	0	0		0
2540	PROJET SECTORIEL D'APPUI AU SECTEUR DE L'ENERGIE	MINISTERE DE L'ENERGIE ET DE L'EAU / PROGRAMME APPUI SECTEUR DE L'ENERGIE/ IDA	0	0	0	2 200	2 200	2 200	0	0	0	0	0	2 200	0	2 200	BM
2668	PROJET CONSTRUCTION CENTRE NATIONAL CONDUITE DE DOUBLEMENT. CAPACITE. CENTRALE SOTUBA	MINISTERE DE L'ENERGIE ET DE L'EAU / DIRECTION NATIONALE DE L'ENERGIE	10 000	10 000	0	14 398	8 000	8 000	0	5 000	5 000	0	0	3 000	3 000		0BOAD
2789	PROGRAMME DE DEVELOPPEMENT DES ENERGIES NOUVELLES ET RENOUVELABLES	MINISTERE DE L'ENERGIE ET DE L'EAU / CENTRE NAT.ENERGIES SOL. & RENOUVELABLES	200	200	0	300	200	200	0	100	100	0	0	0	0		0
2795	ELECTRIFICATION VILLAGEOISE /ENERGIE SOLAIRE PHASE 3	MINISTERE DE L'ENERGIE ET DE L'EAU / CENTRE NAT.ENERGIES SOL. & RENOUVELABLES	1 050	150	-1	1 200	1 050	1 050	0	150	150	0	0	900	900		0IND
2868	PROJET APPUI PROMOTION ENERGIES RENOUVELABLES AU MALI/ PAPERM	MINISTERE DE L'ENERGIE ET DE L'EAU / DIRECTION NATIONALE DE L'ENERGIE	413	1 570	3	303	303	303	0	0	0	0	0	303	0	303	AFD



SECTEUR		Secondaire					SOUS-SECTEUR			Energie							
		Exécution du budget 2017			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2018			FINANCEMENT INTERIEUR 2018			FINANCEMENT EXTERIEUR 2018					
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecart (en %)	2018 - 2020	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
2869	PROJET SYSTEME HYBRIDE ELECTRIFICATION RURALE	MINISTERE DE L'ENERGIE ET DE L'EAU / C A B I N E T	9 030	9 030	0	11 345	3 060	3 060	0	560	560	0	0	2 500	2 500	0	Fonds Abou Dabi
2953	PROGRAMME DE DEVELOPPEMENT ENERGIE BIOCARBURANT	MINISTERE DE L'ENERGIE ET DE L'EAU / C A B I N E T	350	280	-0	1 050	350	350	0	350	350	0	0	0	0	0	0
2954	FONDS D'ETUDE DES PROJETS SECTEUR ENERGIE EAU	MINISTERE DE L'ENERGIE ET DE L'EAU / DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	570	570	0	1 000	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	0
2975	ELECTRIFICATION RURALE SYSTEME HYBRIDE	MINISTERE DE L'ENERGIE ET DE L'EAU / C A B I N E T	3 500	3 500	0	2 000	2 000	2 000	0	0	0	0	0	2 000	2 000	0	0 BID
2999	PROJET CONSTRUCTION LIAISON DOUBLE TERNE SIKASSO BOUGOUNI BAMAKO	MINISTERE DE L'ENERGIE ET DE L'EAU / DIRECTION NATIONALE DE L'ENERGIE	2 580	2 500	-0	2 500	2 500	2 500	0	0	0	0	0	2 500	2 500	0	0 BID
3048	PROJET ELECT. 32 LOCALITES RURALES PAR SYSTEME HYBRIDE	MINISTERE DE L'ENERGIE ET DE L'EAU / DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	150	0	-1	150	150	150	0	150	150	0	0	0	0	0	0
3109	PROGRAMME D'URGENCES SOCIALES ACCES A L'ENERGIE	MINISTERE DE L'ENERGIE ET DE L'EAU / C A B I N E T	0	0	0	6 000	2 000	2 000	0	2 000	2 000	0	0	0	0	0	0
3116	PRODUCTION HYBRIDE ET ACCES RURALE A L'ELECTRICITE (PHARE)	MINISTERE DE L'ENERGIE ET DE L'EAU / C A B I N E T	0	0	0	11 714	3 500	3 500	0	0	0	0	0	2 750	1 375	1 375	AFD UE
3117	PROJET ENERGIE SOLAIRE POUR LE DEVELOPPEMENT RURAL AU MALI	MINISTERE DE L'ENERGIE ET DE L'EAU / C A B I N E T	0	0	0	8 370	4 500	4 500	0	0	0	0	0	2 000	2 000	0	0 BID
TOTAL SOUS-SECTEUR			55 243	55 200	1	177 271	49 013	49 013	0	11 760	11 760	0	0	34 153	30 275	3 878	



PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2018 - 2020

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2018
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR
 (Les montants sont en millions de CFA)

SECTEUR		Secondaire					SOUS-SECTEUR				Industrie / Artisanat						
		Exécution du budget 2017			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2018			FINANCEMENT INTERIEUR 2018				FINANCEMENT EXTERIEUR 2018				
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecart (en %)	2018 - 2020	Total	Formation Capital	Autres dépenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
2241	APPUI AU CARDE INTEGRE	MINISTERE DU COMMERCE / DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	1 660	1 660	0	5 566	1 833	1 833	0	1 300	1 300	0	0	533	0	533	AFD
2639	PROJET OPERATION STRATEGIE DEVELOPPEMENT SECTEUR AGRO ALIMENTAIRE	MINISTERE DU DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL / CABINET	0	0	0	75	75	75	0	75	75	0	0	0	0	0	
2683	APPUI AGENCE PROMOTION DES INVESTISSEMENT	MINISTÈRE PROMOTION INVESTISSEMENTS SECTEUR PRIVE / DIRECTION NATIONALE DES INDUSTRIES	100	100	0	350	150	150	0	150	150	0	0	0	0	0	
2779	APPUI AGENCE MALIENNE NORMALISATION PROMOTION QUALITE	MINISTERE DU DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL / CABINET	50	50	0	50	50	0	50	50	50	0	0	0	0	0	
2906	APPUI FONDS DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES / DIRECTION FINANCES ET DU MATERIEL	150	150	0	300	100	100	0	100	100	0	0	0	0	0	
2957	APPUI MICRO ACTIVITES GENERATRICES REVENUS	MINISTERE DU COMMERCE / DIRECTION NATIONALE CONCURRENCE & COMMERCE	200	200	0	450	150	150	0	150	150	0	0	0	0	0	
TOTAL SOUS-SECTEUR			2 160	2 160	0	6 791	2 358	2 308	50	1 825	1 825	0	0	533	0	533	



PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2018 - 2020

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2018
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR
 (Les montants sont en millions de CFA)

SECTEUR			Secondaire				SOUS-SECTEUR			Tourisme							
			Exécution du budget 2017			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2018			FINANCEMENT INTERIEUR 2018				FINANCEMENT EXTERIEUR 2018			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecart (en %)	2018 - 2020	Total	Formation Capital	Autres dépenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
2108	RESTRUCTURATION MISE A NIVEAU DES ENTREPRISES INDUSTRIELLES	MINISTERE DU DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL / DIRECTION DES FINANCES & DU MATERIEL	100	100	0	100	100	100	0	100	100	0	0	0	0	0	0
2244	FLECHAGE AMENAGEMENT DES CIRCUITS TOURISTIQUES	MINISTERE DE L'ARTISANAT ET DU TOURISME / DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	150	150	0	300	150	150	0	150	150	0	0	0	0	0	0
2755	APPUI A LA LOI ORIENTATION SECTEUR PRIVE	MINISTÈRE PROMOTION INVESTISSEMENTS SECTEUR PRIVE / SECRET. PERMANENT LOI D'ORIENTAT° SECTEUR PRIVE	100	100	0	300	100	100	0	100	100	0	0	0	0	0	0
TOTAL SECTEUR			86 037	81 306	-1	228 029	81 767	81 617	150	22 981	22 981	0	0	55 686	46 275	9 411	



PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2018 - 2020

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2018
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR
(Les montants sont en millions de CFA)

SECTEUR		Infrastructures	SOUS-SECTEUR				Moyens routiers										
			Exécution du budget 2017			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2018			FINANCEMENT INTERIEUR 2018			FINANCEMENT EXTERIEUR 2018				
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2018 - 2020	Total	Formation Capital	Autres dépenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
1554	PROGRAMME D'URGENCE ROUTIER	MINISTERE EQUIPEMEN ET DESENCLAVEMENT / DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	300	300	0	1 300	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	0
1833	ENTRETIEN COURANT DES ROUTES	MINISTERE EQUIPEMEN ET DESENCLAVEMENT / DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	400	400	0	1 200	400	400	0	400	400	0	0	0	0	0	0
2036	ENTRETIEN DES PISTES CMDT	MINISTERE EQUIPEMEN ET DESENCLAVEMENT / DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	700	700	0	3 000	1 000	1 000	0	1 000	1 000	0	0	0	0	0	0
2482	ACQUISITION REPARATION D'ENGINS LOURDS	MINISTERE EQUIPEMEN ET DESENCLAVEMENT / DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	300	300	0	900	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	0
2561	PROJET BITUMAGE TRONCON GOMA COURA TOMBOUCTOU	MINISTERE EQUIPEMEN ET DESENCLAVEMENT / DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	10 500	10 500	0	22 500	17 500	17 500	0	0	0	0	0	17 500	0	17 500	UE
2568	PROJET AMENAGEMENT EN 2X2 VOIES ROUTE SIKASSO ZEGOUA	MINISTERE EQUIPEMEN ET DESENCLAVEMENT / DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	0	0	0	5 000	5 000	5 000	0	0	0	0	0	5 000	5 000	0	BOAD
2749	CONSTRUCTION ROUTE GOUMBOU NARA FRE MAURITANIE	MINISTERE EQUIPEMEN ET DESENCLAVEMENT / DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	300	300	0	1 500	500	500	0	500	500	0	0	0	0	0	0
2751	BITUMAGE ROUTE MAHINA BAFOLABE	MINISTERE EQUIPEMEN ET DESENCLAVEMENT / DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	776	776	0	200	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	0



SECTEUR		Infrastructures	SOUS-SECTEUR				Moyens routiers										
			Exécution du budget 2017			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2018			FINANCEMENT INTERIEUR 2018				FINANCEMENT EXTERIEUR 2018			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecart (en %)	2018 - 2020	Total	Formation Capital	Autres dépenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
2802	AMENAGEMENT 2X2 VOIES SECTION ROUTE SEGOU SAN 7KM	MINISTERE EQUIPEMEN ET DESENCLAVEMENT / DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	4 718	218	-1	4 500	4 500	4 500	0	0	0	0	0	4 500	4 500		0BOAD
2821	PROGR. AMENAG. INFRASTRUC. ROUTIERES STRUCT (PAIRS)	MINISTERE EQUIPEMEN ET DESENCLAVEMENT / DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	48 000	40 000	-0	37 400	33 400	33 400	0	25 400	25 400	0	0	8 000	8 000		0BOAD
2887	CONSTRUCTION PONT FLEUVE BAOULE ROUTE FANA DIOLA	MINISTERE EQUIPEMEN ET DESENCLAVEMENT / DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	3 500	3 500	0	2 250	2 250	2 250	0	2 250	2 250	0	0	0	0	0	
2945	CONSTRUCTION 2EME PONT DE KAYES (600ML)	MINISTERE EQUIPEMEN ET DESENCLAVEMENT / DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	15 000	15 000	0	45 000	15 000	15 000	0	15 000	15 000	0	0	0	0	0	
2948	CONSTRUCTION BTUMAGE MACINA-DIAFARABE-TENENKOU	MINISTERE EQUIPEMEN ET DESENCLAVEMENT / DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	3 000	3 000	0	7 476	3 000	3 000	0	3 000	3 000	0	0	0	0	0	
2959	CONSTRUCTION VOIE D'ACCES SINO MALIEN	INSTITUT D'ECONOMIE RURALE / INSTITUT D'ECONOMIE RURALE	400	400	0	1 100	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	
2980	CONSTR. BITUMAGE ROUTE ZANTIEBOUGOU-KOLONIEBA FRE RCI	MINISTERE EQUIPEMEN ET DESENCLAVEMENT / DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	3 000	3 000	0	37 773	28 000	28 000	0	3 000	3 000	0	0	21 000	21 000		0BAD
2997	PROJET ROUTE BENENA-MANDIAKUY	MINISTERE EQUIPEMEN ET DESENCLAVEMENT / DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	3 500	3 500	0	1 065	1 065	1 065	0	1 065	1 065	0	0	0	0	0	
3012	CONST/BITUMAGE DE LA ROUTE KAYES KENIEBA (250KM)	MINISTERE EQUIPEMEN ET DESENCLAVEMENT / DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	7 507	0	-1	20 967	13 087	13 087	0	13 087	13 087	0	0	0	0	0	0BM



SECTEUR		Infrastructures					SOUS-SECTEUR			Moyens routiers							
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Exécution du budget 2017			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2018			FINANCEMENT INTERIEUR 2018				FINANCEMENT EXTERIEUR 2018			Sources
			Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2018 - 2020	Total	Formation Capital	Autres dépenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	
3013	CONST SECTION KANGABA DIALAFOUNDU FRONTIERE GUINEE (50KM)	MINISTERE EQUIPEMEN ET DESENCLAVEMENT / DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	4 520	2 000	-1	17 787	8 000	8 000	0	8 686	8 686	0	0	0	0	0	
3014	CONSTRUCTION VOIE CEINTURE OUEST KOULIKORO (13,6 KM)	MINISTERE EQUIPEMEN ET DESENCLAVEMENT / DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	1 500	1 500	0	19 215	3 215	3 215	0	3 215	3 215	0	0	0	0	0	
3015	AMENAG VOIE KOULOUBLENI LONGUE DE 5 KM COMMUNE RURALE KALAMBAN KORO	MINISTERE EQUIPEMEN ET DESENCLAVEMENT / DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	1 500	1 500	0	4 714	3 214	3 214	0	3 214	3 214	0	0	0	0	0	
3016	CONST/BITUMAGE ROUTE BANCONI DIALOKORODJI SAFO DABANI NOMSOMBOUGOU	MINISTERE EQUIPEMEN ET DESENCLAVEMENT / DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	5 095	5 095	0	23 092	7 918	7 918	0	7 918	7 918	0	0	0	0	0	
3017	CONST SECTION YANFOLILA KALANA FRONTIERE GUINEE(52KM)	MINISTERE EQUIPEMEN ET DESENCLAVEMENT / DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	3 942	3 942	0	15 437	6 945	6 945	0	6 945	6 945	0	0	0	0	0	
3018	AMENAGEMENT DE LA BRETELE KATELE KADIOLO, 4 KM DE VOIRIES DANS LA LOCALITE DE KADIOLO ET 101 KM DE ROUTE DE TERRE DANS LE CERCLE DE KOUTIALA	MINISTERE EQUIPEMEN ET DESENCLAVEMENT / DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	1 000	1 000	0	12 577	2 143	2 143	0	2 143	2 143	0	0	0	0	0	
3019	BITUMAGE DE LA ROUTE BAROUELI TAMANI (30,5KM)	MINISTERE EQUIPEMEN ET DESENCLAVEMENT / DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	2 936	2 000	-0	5 574	5 292	5 292	0	5 292	5 292	0	0	0	0	0	
3020	TRAVAUX D'AMENAGEMENT EN 2X2 VOIES DE LA VOIE RELIANT LE 3EME PONT DE BKO A LA RN6 (3,26KM), Y COMPRIS LA CONSTRUCTION D'UN ECHANGEUR AU CROISEMENT AVEC LA RN6 ET REHAB DE LA SECTION TOUR DE L'AFRIQUE-YIRIMADIO DE LA RN6	MINISTERE EQUIPEMEN ET DESENCLAVEMENT / DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	5 000	5 000	0	9 500	9 500	9 500	0	9 500	9 500	0	0	0	0	0	
3099	AMENAG. TRAVERSEE VILLE DE SIKASSO	MINISTERE EQUIPEMEN ET DESENCLAVEMENT / CABINET	0	0	0	200	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	



TOTAL SOUS-SECTEUR	127 394	103 931	-3 301 227	172 129	172 129	0	112 815	112 815	0	056 000	38 500	17 500	
--------------------	---------	---------	------------	---------	---------	---	---------	---------	---	---------	--------	--------	--



PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2018 - 2020

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2018
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR
(Les montants sont en millions de CFA)

SECTEUR			Infrastructures				SOUS-SECTEUR			Moyens fluviaux							
			Exécution du budget 2017			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2018			FINANCEMENT INTERIEUR 2018				FINANCEMENT EXTERIEUR 2018			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecart (en %)	2018 - 2020	Total	Formation Capital	Autres dépenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
991	COMPAGNIE MALIENNE NAVIGATION CONTRAT/PLAN	MINISTERE DES TRANSPORTS / CABINET	260	260	0	900	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	0
1900	REPARATION ACQUISITION BACS	MINISTERE EQUIPEMEN ET DESENCLEVEMENT / DIRECTION NATIONALE DES TRANSPORTS	200	200	0	600	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	0
TOTAL SOUS-SECTEUR			460	460	0	1 500	500	500	0	500	500	0	0	0	0	0	0



PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2018 - 2020

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2018
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR
 (Les montants sont en millions de CFA)

SECTEUR			Infrastructures				SOUS-SECTEUR			Aéronautique / Météo							
			Exécution du budget 2017			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2018			FINANCEMENT INTERIEUR 2018				FINANCEMENT EXTERIEUR 2018			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecart (en %)	2018 - 2020	Total	Formation Capital	Autres dépenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
2290	PROGRAMME NATIONAL DE PLUIES PROVOQUEES	MINISTERE DES TRANSPORTS / CABINET	2 000	2 000	0	6 000	2 000	2 000	0	2 000	2 000	0	0	0	0	0	0
3011	REHABILITATION RESEAU D'OBSERVATION METEOROLOGIQUE DU MALI	MINISTERE DES TRANSPORTS / DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	250	250	0	750	250	250	0	250	250	0	0	0	0	0	0
TOTAL SOUS-SECTEUR			2 250	2 250	0	6 750	2 250	2 250	0	2 250	2 250	0	0	0	0	0	0



PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2018 - 2020

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2018
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR
 (Les montants sont en millions de CFA)

SECTEUR			Infrastructures				SOUS-SECTEUR			Poste / Télécommunication							
			Exécution du budget 2017			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2018			FINANCEMENT INTERIEUR 2018			FINANCEMENT EXTERIEUR 2018				
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecart (en %)	2018 - 2020	Total	Formation Capital	Autres dépenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
2926	PROGRAMME D'INVESTISSEMENT DE LA POSTE	MIN. ECONOMIE NUMERIQUE, ET COMMUNICATION / CONTRAT PLAN ETAT / ONP (PROG.D'INVESTISS.)	415	415	0	1 415	415	415	0	415	415	0	0	0	0	0	0
TOTAL SOUS-SECTEUR			415	415	0	1 415	415	415	0	415	415	0	0	0	0	0	0



PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2018 - 2020

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2018
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR
 (Les montants sont en millions de CFA)

SECTEUR			Infrastructures				SOUS-SECTEUR			Topo et Cartographie							
			Exécution du budget 2017			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2018			FINANCEMENT INTERIEUR 2018			FINANCEMENT EXTERIEUR 2018				
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecart (en %)	2018 - 2020	Total	Formation Capital	Autres dépenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
3056	CONTRAT PLAN ETAT - IGM	MINISTERE DE L'EQUIPEMENT DESENCLAVEMENT/ INSTITUT GEOGRAPHIQUE DU MALI	330	330	0	750	250	250	0	250	250	0	0	0	0	0	0
TOTAL SOUS-SECTEUR			330	330	0	750	250	250	0	250	250	0	0	0	0	0	0



PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2018 - 2020

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2018
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR
 (Les montants sont en millions de CFA)

SECTEUR		Infrastructures					SOUS-SECTEUR				Bâtiments et Equipement						
		Exécution du budget 2017			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2018			FINANCEMENT INTERIEUR 2018				FINANCEMENT EXTERIEUR 2018				
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecart (en %)	2018 - 2020	Total	Formation Capital	Autres dépenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
1317	CONSTRUCTION ET EQUIPEMENT DIRECTIONS REGIONALES DOUANES	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES / DIRECTION GENERALE DES DOUANES	300	300	0	800	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	0
1949	CONSTRUCTION/EQUIPEMENT IMMEUBLE HOTEL DU PLAN	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES / DIRECTION FINANCES ET DU MATERIEL	300	300	0	600	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	0
1995	CONSTRUCTION REGIONALES CADASTRE	MINISTERE ET DE L'HABITAT DE L'URBANISME ET DES AFFAIRES FONCIERES / CABINET	1 200	1 200	0	3 300	1 300	1 300	0	1 300	1 300	0	0	0	0	0	0
2101	AMENAGEMENT EQUIPEMENT DRCF/DELEGATIONS	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES / DIRECTION NATIONALE CONTROLE FINANCIER	300	300	0	920	320	320	0	320	320	0	0	0	0	0	0
2131	ETUDE ARCHITECTURALE CONSTRUCTION DIRECTION NATIONALE HYDRAULIQUE	MINISTERE DE L'ENERGIE ET DE L'EAU / DIRECTION NATIONALE HYDRAULIQUE	250	250	0	1 250	250	250	0	250	250	0	0	0	0	0	0
2192	PROJET REHABILITATION CENTRE FORMATION TABACORO	MIN. ENVIRONNEMENT, ASSAINISSEMENT DEVELOPPEMENT DURABLE / DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	250	250	0	300	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	0
2242	CONSTRUCTION EQUIPEMENT VILLAGES ARTISANAUX	MINISTERE DE L'ARTISANAT ET DU TOURISME / DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	370	370	0	1 100	500	500	0	500	500	0	0	0	0	0	0
2252	CONTRAT PLAN ETAT CNREX BTP	MINISTERE EQUIPEMENT ET DESENCLAVEMENT / CABINET	200	200	0	600	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	0



SECTEUR		Infrastructures					SOUS-SECTEUR			Bâtiments et Equipement							
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Exécution du budget 2017			Autorisation de prog/AP-AE 2018 - 2020	DEPENSES 2018			FINANCEMENT INTERIEUR 2018				FINANCEMENT EXTERIEUR 2018			Sources
			Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecart (en %)		Total	Formation Capital	Autres dépenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	
2294	CONSTRUCTION EQUIPEMENT ECOLE NATIONALE ADMINISTRATION BKO	PRIMATURE / C A B I N E T	2 000	2 000	0	2 347	2 000	2 000	0	2 000	2 000	0	0	0	0	0	0
2344	CONSTRUCTION EQUIPEMENT DNEF/DREF	MIN. ENVIRONNEMENT, ASSAINISSEMENT DEVELOPPEMENT DURABLE / DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2352	CONSTRUCTION EQUIPEMENT DES DRDSES	MIN. SOLIDARITE ACTION HUMANITAIRE / DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	100	100	0	100	100	100	0	100	100	0	0	0	0	0	0
2373	PROJET D'EXTENSION DES INFRACTURES DE L'ENI	MINIST. ENSEIG. SUPERIEUR & RECH.SCIENTIFIQUE / DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	85	85	0	175	175	175	0	175	175	0	0	0	0	0	0
2392	CONSTRUCTION EQUIPEMENT DIRECTION NATIONALE URBANISME	MINISTERE ET DE L'HABITAT DE L'URBANISME ET DES AFFAIRES FONCIERES / DIR. NAT. DE L'URBANISME ET DE L'HABITAT	1 000	1 000	0	1 000	1 000	1 000	0	1 000	1 000	0	0	0	0	0	0
2399	CONSTRUCTION BUREAU ANNEXES DAF/ MET	MINISTERE EQUIPEMEN ET DESENCLAVEMENT / DIRECTION DES FINANCES ET DU MATERIEL	200	200	0	200	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	0
2423	CONSTRUCTION EQUIPEMENT AGENCE GESTION DES STATIONS D'EPURATION	MIN. ENVIRONNEMENT, ASSAINISSEMENT DEVELOPPEMENT DURABLE / DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	500	500	0	200	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	0
2436	AMENAGEMENT DE LA CITE DES ENFANTS	MINISTERE PROMOTION DE LA FEMME, ENFANT ET FAMILLE / CABINET	300	300	0	600	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	0
2449	REHABILITATION EQUIPEMENT INFET	MINISTERE DE L'EQUIPEMENT DESENCLAVEMENT / INFP/BTP	200	200	0	600	300	300	0	200	200	0	0	0	0	0	0



SECTEUR		Infrastructures	SOUS-SECTEUR				Bâtiments et Equipement										
		Exécution du budget 2017			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2018			FINANCEMENT INTERIEUR 2018				FINANCEMENT EXTERIEUR 2018				
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecart (en %)	2018 - 2020	Total	Formation Capital	Autres dépenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
2481	REHABILITATION EQUIPEMENT BUREAU DAF/MA	MINISTERE DE L'AGRICULTURE / DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	300	300	0	175	175	175	0	175	175	0	0	0	0	0	0
2492	CONSTRUCTION COMPLEXE DIPLOMATIQUE OUAGADOUGOU	MIN. AFF.ETRANG. INTEGRATION AFRICAINE ET COOPERAT° INTERNATIONALE / AMBASSADE DU MALI A OUAGADOUGOU	300	300	0	500	500	500	0	500	500	0	0	0	0	0	0
2516	APPUI ORGANISATION PANAFRICAINNE DES FEMMES	MINISTERE PROMOTION DE LA FEMME, ENFANT ET FAMILLE / DIRECTION NAT. PROMOT. DE LA FEMME	100	100	0	450	150	150	0	150	150	0	0	0	0	0	0
2524	EQUIPEMENT MAISON DE LA FEMME ET ENFANT	MINISTERE PROMOTION DE LA FEMME, ENFANT ET FAMILLE / DIRECTION NAT. PROMOT. DE LA FEMME	50	50	0	100	100	100	0	100	100	0	0	0	0	0	0
2560	CONSTRUCTION EQUIPEMENT INSPECTION AGRICULTURE	MINISTERE DE L'AGRICULTURE / DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	250	250	0	200	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	0
2566	PROJET CONST ENTREPOT DU MALI EN GUINE	MINISTERE DES TRANSPORTS / CABINET	628	628	0	435	435	435	0	435	435	0	0	0	0	0	0
2567	PROJET CONSTRUCTION/EQUIPEMENT INSPECTION EQUIPEMENT TRANSPORT	MINISTERE EQUIPEMENT ET DESENCLEVEMENT / DIRECTION DES FINANCES ET DU MATERIEL	265	265	0	260	260	260	0	260	260	0	0	0	0	0	0
2573	CONSTRUCTION/EQUIPEMENT BUREAUX REGIONAUX AMAP	MIN. ECONOMIE NUMERIQUE, ET COMMUNICATION / DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	1 000	1 000	0	1 200	600	600	0	600	600	0	0	0	0	0	0
2582	AMENAGEMENT/EQUIPEMENT CENTRE LUTTE CONTRE DREPANOCYTOSE	MINISTERE DE LA SANTE & HYGIENE PUBLIQUE / C A B I N E T	150	150	0	300	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	0



SECTEUR		Infrastructures	SOUS-SECTEUR				Bâtiments et Equipement										
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Exécution du budget 2017			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2018			FINANCEMENT INTERIEUR 2018				FINANCEMENT EXTERIEUR 2018			Sources
			Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecart (en %)	2018 - 2020	Total	Formation Capital	Autres dépenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	
2591	REHABILITATION IMMEUBLE DIRECTION GENERALE DETTE PUBLIQUE	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES / DIRECTION GENERALE DE LA DETTE PUBLIQUE	150	150	0	450	150	150	0	150	150	0	0	0	0	0	0
2592	REHABILITATION HOTEL DES FINANCES	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES / DIRECTION FINANCES ET DU MATERIEL	1 200	1 200	0	5 000	5 000	5 000	0	5 000	5 000	0	0	0	0	0	0
2613	CONSTRUCTION EQUIPEMENT ISH	MINIST. ENSEIG. SUPERIEUR & RECH.SCIENTIFIQUE / DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	150	0	-1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2619	APPUI AU CERFITEX	MINIST. ENSEIG. SUPERIEUR & RECH.SCIENTIFIQUE / CABINET	300	300	0	350	350	350	0	350	350	0	0	0	0	0	0
2638	CONSTRUCTION CENTRE TELESANTE ET INFOR.MEDICALE	MINISTERE DE LA SANTE & HYGIENE PUBLIQUE / DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	1 000	1 000	0	1 058	1 000	1 000	0	1 000	1 000	0	0	0	0	0	0
2656	CONSTRUCTION STOCK NATIONAL DE SECURITE ONAP	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES / DIRECTION FINANCES ET DU MATERIEL	574	574	0	500	500	500	0	500	500	0	0	0	0	0	0
2657	CONSTRUCTION CENTRE MEDECINE SPORTIVE	MINISTERE DES SPORTS / CONSTRUCTION CENTRE MEDECINE SPORTIVE	250	250	0	300	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	0
2699	CONSTRUCTION HOTEL DES SPORT	MINISTERE DES SPORTS / DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	100	100	0	2 400	400	400	0	400	400	0	0	0	0	0	0
2720	CONSTRUCTION EQUIPEMENT CESC	CONSEIL ECONOMIQUE SOCIAL & CULTUREL / SERVICES DU CONSEIL ECO. SOCIAL & CULTUREL	225	225	0	175	175	175	0	175	175	0	0	0	0	0	0



SECTEUR		Infrastructures					SOUS-SECTEUR			Bâtiments et Equipement							
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Exécution du budget 2017			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2018			FINANCEMENT INTERIEUR 2018				FINANCEMENT EXTERIEUR 2018			Sources
			Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecart (en %)	2018 - 2020	Total	Formation Capital	Autres dépenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	
2721	REHABILITATION/ EXTENSION DGMP	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES / DIRECTION GENERALE DES MARCHES PUBLICS	300	330	0	900	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	0
2733	CONSTRUCTION EQUIPEMENT POUPONNIERE BAMAKO	MINISTERE PROMOTION DE LA FEMME, ENFANT ET FAMILLE / DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	250	250	0	100	100	100	0	100	100	0	0	0	0	0	0
2744	PROG.ACQUISIT/CONSTR/ RESIDENCE/LOGE DIPLOMATE	MIN. AFF.ETRANG. INTEGRATION AFRICAINE ET COOPERAT° INTERNATIONALE / C A B I N E T	500	500	0	2 200	800	800	0	800	800	0	0	0	0	0	0
2753	REHABILITATION BUREAU CPS SDR	MINISTERE DE L'AGRICULTURE / CELLULE PLANIFICATION & DE STATISTIQUE	300	300	0	300	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	0
2757	REHABILITATION EQUIPEMENT CENTRE DEVELOPPEMENT ARTISANAT TEXTILE	MINISTERE DE L'ARTISANAT ET DU TOURISME / DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	100	100	0	200	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	0
2759	EXTENSION EQUIPEMENT HOPITAL DU MALI	MINISTERE DE LA SANTE & HYGIENE PUBLIQUE / C A B I N E T	800	800	0	4 500	1 000	1 000	0	1 000	1 000	0	0	0	0	0	0
2760	CONSTRUCTION EQUIPEMENT SIEGE HCCT	HAUT CONSEIL DES COLLECTIVITES TERRITORIALES / ADM. HAUT CONSEIL COLLECTIVITES	200	200	0	200	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	0
2762	CONSTRUCTION GRANDE PRISON DE BAMAKO	MINISTERE DE LA JUSTICE / DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	2 000	2 000	0	8 005	2 000	2 000	0	2 000	2 000	0	0	0	0	0	0
2773	REHABILITATION/EQUIPEMENT INFRASTRUCTURES REGION SEGOU	MIN. SOLIDARITE ACTION HUMANITAIRE / CABINET	500	500	0	500	500	500	0	500	500	0	0	0	0	0	0



SECTEUR		Infrastructures	SOUS-SECTEUR				Bâtiments et Equipement										
		Exécution du budget 2017			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2018			FINANCEMENT INTERIEUR 2018				FINANCEMENT EXTERIEUR 2018				
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecart (en %)	2018 - 2020	Total	Formation Capital	Autres dépenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
2774	REHABILITATION EQUIPEMENT INFRASTRUCTURES REGION MOPTI	MIN. SOLIDARITE ACTION HUMANITAIRE / CABINET	800	800	0	800	800	800	0	800	800	0	0	0	0	0	0
2775	REHABILITATION/EQUIPEMENT INFRASTRUCTURES REGION TOMBOUCTOU	MIN. SOLIDARITE ACTION HUMANITAIRE / CABINET	1 000	1 000	0	3 000	1 000	1 000	0	1 000	1 000	0	0	0	0	0	0
2776	REHABILITATION/EQUIPEMENT INFRASTRUCTURES REGION GAO	MIN. SOLIDARITE ACTION HUMANITAIRE / CABINET	1 000	1 000	0	3 000	1 000	1 000	0	1 000	1 000	0	0	0	0	0	0
2777	REHABILITATION/EQUIPEMENT INFRASTRUCTURES REGION KIDAL	MIN. SOLIDARITE ACTION HUMANITAIRE / CABINET	900	900	0	2 700	900	900	0	900	900	0	0	0	0	0	0
2816	REHABILITAION MUSE NATIONAL	MINISTERE DE LA CULTURE / REHABILITATION EQUIPEMENT MUSEES REGIONAUX	200	200	0	582	350	350	0	350	350	0	0	0	0	0	0
2822	REHABILITATION BUREAUX/VILLAS D'HOTES PRESIDENCE	PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE / DIRECTION ADMINISTRATIVE ET FINANCIERE	0	0	0	1 300	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	0
2823	EXTENSION DAF PRIMATURE	PRIMATURE / DIRECTION ADMINISTRATIVE ET FINANCIERE	185	185	0	800	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	0
2828	CONSTRUCTION EQUIPEMENT DGABE	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES / DIRECTION NATIONALE DES TRANSPORTS	400	400	0	1 104	400	400	0	400	400	0	0	0	0	0	0
2830	CONSTRUCTION/EQUIPEMENT SIEGE DIRECTION GENERALE DOUANE	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES / DIRECTION GENERALE DES DOUANES	1 000	1 000	0	3 000	1 000	1 000	0	1 000	1 000	0	0	0	0	0	0



SECTEUR		Infrastructures	SOUS-SECTEUR				Bâtiments et Equipement										
			Exécution du budget 2017			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2018			FINANCEMENT INTERIEUR 2018			FINANCEMENT EXTERIEUR 2018				
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecart (en %)	2018 - 2020	Total	Formation Capital	Autres dépenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
2835	EXTENSION ET EQUIPEMENT CENTRE AOUA KEITA	MINISTERE PROMOTION DE LA FEMME, ENFANT ET FAMILLE / CENTRE AOUA KEITA	200	200	0	100	100	100	0	100	100	0	0	0	0	0	0
2841	AMENAGEMENT EQUIPEMENT SIEGE APCCM	MINISTERE DE L'ARTISANAT ET DU TOURISME / CHAMBRE DES METIERS	400	400	0	676	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	0
2845	REHABILITATION CENTRE MALIEN PROPRIETE INTELLECTUELLE	MINISTERE DU DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL / DIRECTION DES FINANCES & DU MATERIEL	50	50	0	200	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	0
2863	CONSTRUCTION/EQUIPEMENT SIEGE INSTANT	MINISTÈRE DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE ET DE LA POPULATION / CABINET	2 500	2 500	0	3 159	1 500	1 500	0	1 500	1 500	0	0	0	0	0	0
2870	CONSTRUCTION EQUIPEMENT DNT CNCFP	MIN. TRAVAIL, FONCTION PUBLIQUE / DIRECTION NAT. DU TRAVAIL	553	553	0	300	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	0
2876	REHABILITATION CAMP 3 GARDE PRESIDENTIELLE	PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE / DIRECTION ADMINISTRATIVE ET FINANCIERE	128	128	0	150	150	150	0	150	150	0	0	0	0	0	0
2881	ACQUISITION TERRAIN CONSTRUCTION/EQUIPEMENT DRB/DRCF DISTRICT	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES / DIRECTION FINANCES ET DU MATERIEL	300	300	0	1 200	400	400	0	400	400	0	0	0	0	0	0
2882	PROGRAMME CONSTRUCTION 50000 LOGEMENTS SOCIAUX	MINISTERE ET DE L'HABITAT DE L'URBANISME ET DES AFFAIRES FONCIERES / DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	5 000	5 000	0	20 000	10 000	10 000	0	10 000	10 000	0	0	0	0	0	0
2884	CONSTRUCTION MAISON MALIENS EXTERIEUR	MINISTERE DES MALIENS DE L'EXTÉRIEUR ET DE L'INTÉGRATION AFRICAINE / DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0



SECTEUR		Infrastructures	SOUS-SECTEUR				Bâtiments et Equipement										
		Exécution du budget 2017			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2018			FINANCEMENT INTERIEUR 2018				FINANCEMENT EXTERIEUR 2018				
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecart (en %)	2018 - 2020	Total	Formation Capital	Autres dépenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
2892	REHABILITATION ANCIEN SECRETARIAT GENERAL DU GOUVERNEMENT	PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE / DIRECTION ADMINISTRATIVE ET FINANCIERE	250	250	0	200	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	0
2894	CONSTRUCTION EQUIPEMENT SIEGE SECTION COMPTES/ CC	COUR SUPREME / SECTION DES COMPTES	700	700	0	1 700	400	400	0	400	400	0	0	0	0	0	0
2895	REHABILITATION RENOVATION COUR CONSTITUTIONNELLE	COUR CONSTITUTIONNELLE / ADMINISTRATION COUR CONSTITUTIONNELLE	200	200	0	200	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	0
2904	REHABILITATION EXTENSION EQUIPEMENT DRPSIAP	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES / DIRECTION FINANCES ET DU MATERIEL	450	450	0	1 100	400	400	0	400	400	0	0	0	0	0	0
2908	EQUIPEMENT INSPECTION DES FINANCES	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES / INSPECTION DES FINANCES	200	200	0	600	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	0
2909	PROGRAMME REFECTION BATIMENT PUBLICS	MINISTERE ET DE L'HABITAT DE L'URBANISME ET DES AFFAIRES FONCIERES / CABINET	600	600	0	1 800	600	600	0	600	600	0	0	0	0	0	0
2912	ARCHIVAGE NUMERIQUE DFM/ MEF	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES / DIRECTION FINANCES ET DU MATERIEL	250	250	0	100	100	100	0	100	100	0	0	0	0	0	0
2913	RENFORCEMENT INFRASTRUCTURE EQUIPEMENT CAISFF	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES / DIRECTION FINANCES ET DU MATERIEL	500	500	0	500	500	500	0	500	500	0	0	0	0	0	0
2920	CONSTRUCTION EQUIPEMENT SIEGE AEDD	MIN. ENVIRONNEMENT, ASSAINISSEMENT DEVELOPPEMENT DURABLE / CABINET	200	200	0	775	275	275	0	275	275	0	0	0	0	0	0



SECTEUR		Infrastructures	SOUS-SECTEUR				Bâtiments et Equipement										
			Exécution du budget 2017			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2018			FINANCEMENT INTERIEUR 2018				FINANCEMENT EXTERIEUR 2018			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecart (en %)	2018 - 2020	Total	Formation Capital	Autres dépenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
2929	REHABILITATION INFRASTRUCTURES TUTELLE COLLECTIVITES TERRITORIALLES	MIN. ADMINISTRATION TERRITORIALE / DIRECTION GENERALE DES COLLECT. TERRITORIALES	800	800	0	1 500	500	500	0	500	500	0	0	0	0	0	0
2964	PROGRAMME REHABILITATION/EQUIPEMENT PIEDS A TERRE	MIN. ADMINISTRATION TERRITORIALE / DIRECTION FINANCES ET MATERIEL (INTERIEURE)	1 000	1 000	0	3 000	1 000	1 000	0	1 000	1 000	0	0	0	0	0	0
2967	REHABILITATION EQUIPEMENT TRESORERIES REGIONALES PERCEPTION	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES / DIRECTION NATIONALE DU TRESOR & COMPT. PUBL.	600	600	0	1 200	600	600	0	600	600	0	0	0	0	0	0
3022	REHABILITATION EQUIPEMENT REGION MENAKA	MIN. SOLIDARITE ACTION HUMANITAIRE / CABINET	1 500	1 500	0	3 500	1 500	1 500	0	1 500	1 500	0	0	0	0	0	0
3023	REHABILITATION EQUIPEMENT INFRASTRUCTURES REGION TAoudenit (PURD)	MIN. SOLIDARITE ACTION HUMANITAIRE / CABINET	2 000	2 000	0	6 000	2 000	2 000	0	2 000	2 000	0	0	0	0	0	0
3024	PROJET AEP A KAYES	MINISTERE DE L'ENERGIE ET DE L'EAU / C A B I N E T	300	300	0	600	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	0
3025	CONSTR EQUIPEMENT HOTEL DU COMERCE R+5	MINISTERE DU COMMERCE / DIRECTION NATIONALE CONCURRENCE & COMMERCE	400	600	0	5 000	2 000	2 000	0	2 000	2 000	0	0	0	0	0	0
3026	CONSTRUCTION EQUIPEMENT SIEGE APEX	MINISTERE DU COMMERCE / DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	200	0	-1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3027	MODERNISATION SGG	PRIMATURE / SECRETARIAT GENERAL DU GOUVERNEMENT	200	200	0	100	100	100	0	100	100	0	0	0	0	0	0



SECTEUR		Infrastructures					SOUS-SECTEUR			Bâtiments et Equipement							
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Exécution du budget 2017			Autorisation de prog/AP-AE 2018 - 2020	DEPENSES 2018			FINANCEMENT INTERIEUR 2018				FINANCEMENT EXTERIEUR 2018			Sources
			Prévision budget.	Estimat. d'exéc.	Ecart (en %)		Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	
3028	PROJET RENFORCEMENT SECURITE CITE ADMINISTRATIVE	PRIMATURE / SERVICE GESTION CITE ADMINISTRATIVE	160	160	0	800	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	0
3029	CONST/EQUIP. SIEGE AUTORITE PROTECTION DONNEES CARACTERE PERSONNEL	PRIMATURE / C A B I N E T	300	300	0	800	800	800	0	800	800	0	0	0	0	0	0
3030	PROJET CONS/EQUIP DFM DRH ET CPS SECTEUR COOP INTEGRATION	MIN. AFF.ETRANG. INTEGRATION AFRICAINE ET COOPERAT° INTERNATIONALE / C A B I N E T	200	200	0	900	400	400	0	400	400	0	0	0	0	0	0
3031	PROJET EQUIPEMENT DU CNCM	MINISTERE DE LA CULTURE / DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	1 000	1 000	0	1 000	1 000	1 000	0	1 000	1 000	0	0	0	0	0	0
3032	PROG CONST/REHAB PARCS PUBLICS ET MONUMENTS AU MALI	MINISTERE DE LA CULTURE / REHABILITATION PARCS ET MONUMENTS NATIONAUX	300	300	0	975	375	375	0	375	375	0	0	0	0	0	0
3033	RENOVATION AMENAG DE LA TOUR DE L'AFRIQUE	MINISTERE DE LA CULTURE / DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	200	200	0	700	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	0
3034	AMENAGEMENT PYRAMIDE DE SOUVENIR	MINISTERE DE LA CULTURE / PYRAMIDE DU SOUVENIR	100	100	0	200	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	0
3036	CONST/EQUIP SALLES DE CLASSE A L'ULSHB	MINIST. ENSEIG. SUPERIEUR & RECH.SCIENTIFIQUE / CABINET	300	300	0	300	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	0
3038	CONST/EQUIP CENTRE FORMATION PROFESSIONNELLE AUMALI	MINISTERE EMPLOI ET FORMATION PROFESSIONNELLE / DIRECTION NATIONALE FORMATION PROFESSIONNELLE	200	200	0	557	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	0



SECTEUR		Infrastructures	SOUS-SECTEUR				Bâtiments et Equipement										
			Exécution du budget 2017			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2018			FINANCEMENT INTERIEUR 2018			FINANCEMENT EXTERIEUR 2018				
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2018 - 2020	Total	Formation Capital	Autres dépenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
3041	CONSTRUCTION BUREAU SALLE D'ARCHIVE DNFPP	MIN. TRAVAIL, FONCTION PUBLIQUE / DIRECTION NAT. FONCT. PUBL. & PERSONNEL	100	100	0	190	190	190	0	190	190	0	0	0	0	0	0
3042	CONST EQUIP REHAB INFRASTRUCTURES INFJ Me DEMBA DIALLO	MINISTERE DE LA JUSTICE / INSTITUT NATIONAL DE FORMATION JUDICIAIRE	500	500	0	1 200	500	500	0	500	500	0	0	0	0	0	0
3046	PROG BORNAGE ET DEVELOPMT DES ZONES FRONTALIERES	MIN. ADMINISTRATION TERRITORIALE / C A B I N E T	300	300	0	900	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	0
3047	CONSTRUCTION EQUIPEMENT CENTRE PERFECT INSTAT	MINISTÈRE DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE ET DE LA POPULATION / CABINET	500	500	0	1 703	500	500	0	500	500	0	0	0	0	0	0
3098	CONST/EQUIP. DIRECTION GENERALE CONTENTIEUX ETAT	PRIMATURE / DIRECTION GENERALE DU CONTENTIEUX DE L'ETAT	0	0	0	1 000	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	0
3102	CONSTRUCTION/EQUIPEMENT MAGASIN R+2	MIN. SOLIDARITE ACTION HUMANITAIRE / CABINET	0	0	0	300	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	0
3103	CONST/EQUIP. 6 CENTRES DE PAIEMENT PENSION DISTRICT BKO	MIN. SOLIDARITE ACTION HUMANITAIRE / DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	0	0	0	600	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	0
3106	CONSTRCTION/EQUIP. SIEGE PGT/RGD	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES / DIRECTION FINANCES ET DU MATERIEL	0	0	0	1 200	400	400	0	400	400	0	0	0	0	0	0
3107	CONSTRUCT. / EQUIP SIEGE CNTIFF	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES / DIRECTION FINANCES ET DU MATERIEL	0	0	0	1 200	400	400	0	400	400	0	0	0	0	0	0



SECTEUR			Infrastructures				SOUS-SECTEUR			Bâtiments et Equipement							
			Exécution du budget 2017			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2018			FINANCEMENT INTERIEUR 2018				FINANCEMENT EXTERIEUR 2018			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME D'EXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecart (en %)	2018 - 2020	Total	Formation Capital	Autres dépenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
3108	CONST/EQUIP.TRANSIT ADM ET BCS	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES / DIRECTION FINANCES ET DU MATERIEL	0	0	0	1 200	400	400	0	400	400	0	0	0	0	0	0
3114	CONSTRUCTION SIEGE DGSE	PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE / DIRECTION GLE. DE LA SECURITE D'ETAT	0	0	0	500	500	500	0	500	500	0	0	0	0	0	0
TOTAL SOUS-SECTEUR			48 623	48 503	-1	131 021	60 880	60 880	0	60 780	60 780	0	0	0	0	0	0



PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2018 - 2020

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2018
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR
 (Les montants sont en millions de CFA)

SECTEUR		Infrastructures	SOUS-SECTEUR				Urbanisme et Habitat										
		Exécution du budget 2017			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2018			FINANCEMENT INTERIEUR 2018				FINANCEMENT EXTERIEUR 2018				
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecart (en %)	2018 - 2020	Total	Formation Capital	Autres dépenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
1582	ELABORATION/REV. SCHEMA D'AMENGE. VILLE	MINISTERE ET DE L'HABITAT DE L'URBANISME ET DES AFFAIRES FONCIERES / CABINET	200	200	0	900	500	500	0	500	500	0	0	0	0	0	0
1801	PROJET CURAGE CANIVEAUX ASSAIN.DISTRICT BKO	MIN. ENVIRONNEMENT, ASSAINISSEMENT DEVELOPPEMENT DURABLE / DIR. NAT. ASSAIN. CONTROLE POLUT. NUISANCES	300	300	0	900	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	0
2054	PROJ. CONSTRUCTION DECHARGE COMPACTEE NOUMBOUGOU	MIN. ENVIRONNEMENT, ASSAINISSEMENT DEVELOPPEMENT DURABLE / DIR. NAT. ASSAIN. CONTROLE POLUT. NUISANCES	1 500	1 500	0	9 000	1 000	1 000	0	1 000	1 000	0	0	0	0	0	0
2420	ETUD AMENAG/EQUIP STATION EPURATION OUVRAG CONNEX	MIN. ENVIRONNEMENT, ASSAINISSEMENT DEVELOPPEMENT DURABLE / CABINET	700	700	0	2 400	800	800	0	800	800	0	0	0	0	0	0
2490	EXPLOITAT INFRASTRUCTURES ASSAINISSEMENT SOTUBA	MIN. ENVIRONNEMENT, ASSAINISSEMENT DEVELOPPEMENT DURABLE / CABINET	200	200	0	270	270	270	0	270	270	0	0	0	0	0	0
2737	PROGRAMME URGENGE ASSAINISSEMENT	MIN. ENVIRONNEMENT, ASSAINISSEMENT DEVELOPPEMENT DURABLE / DIR. NAT. ASSAIN. CONTROLE POLUT. NUISANCES	150	150	0	550	150	150	0	150	150	0	0	0	0	0	0
2854	PROGRAMME REHABILITATION STATION EPURATION/MALI	MIN. ENVIRONNEMENT, ASSAINISSEMENT DEVELOPPEMENT DURABLE / CABINET	200	200	0	50	50	50	0	50	50	0	0	0	0	0	0
2907	MISE EN OEUVRE REFORME FONCIERE SECURISE	MINISTERE ET DE L'HABITAT DE L'URBANISME ET DES AFFAIRES FONCIERES / CABINET	1 700	1 700	0	4 000	2 000	2 000	0	2 000	2 000	0	0	0	0	0	0



SECTEUR		Infrastructures					SOUS-SECTEUR			Urbanisme et Habitat							
		Exécution du budget 2017			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2018			FINANCEMENT INTERIEUR 2018				FINANCEMENT EXTERIEUR 2018				
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2018 - 2020	Total	Formation Capital	Autres dépenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
2919	PROJET DRAINAGE EAU FLUVIALE DE BAMAKO	MIN. ENVIRONNEMENT, ASSAINISSEMENT DEVELOPPEMENT DURABLE / DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	3 805	3 505	-0	3 505	6 559	6 559	0	0	0	0	0	3 505	0	3 505	KfW
2923	ELIMINATION PREVENTION PESTICIDE OBSOLETS	MIN. ENVIRONNEMENT, ASSAINISSEMENT DEVELOPPEMENT DURABLE / DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	2 700	2 700	0	1 400	750	750	0	250	250	0	0	500	0	500	BM
3101	PROJET ASSAINISSEMENT VILLE DE BAMAKO	MIN. ENVIRONNEMENT, ASSAINISSEMENT DEVELOPPEMENT DURABLE / CABINET	0	0	0	50	50	50	0	50	50	0	0	0	0	0	
3121	PROJET D'ASSAINISSEMENT & D'AMANAGEMENT DU DISTRICT DE BAMAKO	MIN. ENVIRONNEMENT, ASSAINISSEMENT DEVELOPPEMENT DURABLE / CABINET	0	0	0	500	500	500	0	500	500	0	0	0	0	0	
TOTAL SOUS-SECTEUR			11 455	11 155	-0	23 525	12 929	12 929	0	5 870	5 870	0	0	4 005	0	4 005	



PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2018 - 2020

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2018
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR
 (Les montants sont en millions de CFA)

SECTEUR		Infrastructures				SOUS-SECTEUR				Transport / Stockage								
		Exécution du budget 2017			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2018			FINANCEMENT INTERIEUR 2018			FINANCEMENT EXTERIEUR 2018						
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecart (en %)	2018 - 2020	Total	Formation Capital	Autres dépenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources	
2310	CONSTRUCTION ENTREPOTS DU MALI EN COTE D'IVOIRE	MINISTERE DES TRANSPORTS / CABINET	500	500	0	280	280	280	0	280	280	0	0	0	0	0	0	
2746	CONSTRUCTION EQUIPEMENT ENTREPOT AU TOGO	MINISTERE EQUIPEMEN ET DESENCLAVEMENT / DIRECTION NATIONALE DES TRANSPORTS	300	0	-1	200	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	0	
TOTAL SECTEUR			191 727	167 544	-5	466 668	249 833	249 833	0	183 360	183 360	0	0	60 005	38 500	21 505		



PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2018 - 2020

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2018
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR
 (Les montants sont en millions de CFA)

SECTEUR		Ressources Humaines					SOUS-SECTEUR			Emploi / Travail							
		Exécution du budget 2017			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2018			FINANCEMENT INTERIEUR 2018				FINANCEMENT EXTERIEUR 2018				
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecart (en %)	2018 - 2020	Total	Formation Capital	Autres dépenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
1927	PROGRAMME NAT.ACTION EMPLOI REDUCT.PAUVRETE	MINISTERE EMPLOI ET FORMATION PROFESSIONNELLE / DIRECTION NATIONALE DE L'EMPLOI	145	145	0	435	145	145	0	145	145	0	0	0	0	0	0
2046	FORMATION PROFESSIONNELLE PAR APPRENTISSAGE	MINISTERE EMPLOI ET FORMATION PROFESSIONNELLE / DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	200	0	-1	200	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	0
2843	PROJET DE DEVELOPPEMENT DES COMPETENCES ET EMPLOIS DES JEUNES (PROCEJ)	MINISTERE EMPLOI ET FORMATION PROFESSIONNELLE / DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	2 690	2 690	0	8 070	5 190	5 190	0	190	190	0	0	5 000	5 000	0	BM
2844	APPUI FORMATION PROFESSIONNELLE INSERTION A L'ENTREPRENARIAT DES JEUNES RURAUX	MINISTERE EMPLOI ET FORMATION PROFESSIONNELLE / DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	2 575	2 575	0	6 225	3 575	3 575	0	75	75	0	0	3 500	1 750	1 750	AFD FIDA
3039	PROJET APPUI REINSERTION SOCIO ECONOMIQUE DES POPULATIONS DU NORD MALI	MIN. SOLIDARITE ACTION HUMANITAIRE / CABINET	200	200	0	350	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	0
TOTAL SOUS-SECTEUR			5 810	5 610	-1	15 280	9 310	9 310	0	810	810	0	0	8 500	6 750	1 750	



PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2018 - 2020

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2018
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR
(Les montants sont en millions de CFA)

SECTEUR		Ressources Humaines					SOUS-SECTEUR				Education / Formation						
		Exécution du budget 2017			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2018			FINANCEMENT INTERIEUR 2018				FINANCEMENT EXTERIEUR 2018				
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecart (en %)	2018 - 2020	Total	Formation Capital	Autres dépenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
1555	PROJET INVESTISEMENT SECTEUR EDUCATION (PISE)	MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE / DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	300	300	0	600	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	0
1808	AMENAGEMENT/EQUIPEMENT LABORATOIRES USTTEB	MINIST. ENSEIG. SUPERIEUR & RECH.SCIENTIFIQUE / CABINET	300	300	0	300	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	0
2194	PROJET REHABILITATION DES INFRASTRUCTURES IPR KATIBOUGOU	MINIST. ENSEIG. SUPERIEUR & RECH.SCIENTIFIQUE / DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	100	100	0	100	100	100	0	100	100	0	0	0	0	0	0
2309	AMENAGEMENT ET EQUIPEMENT LABORATOIRES DES GRANDES ECOLES	MINIST. ENSEIG. SUPERIEUR & RECH.SCIENTIFIQUE / DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	200	200	0	600	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	0
2395	CONSTRUCTION EQUIPEMENT DES LYCEES	MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE / DIRECTION NAT. ENSEIG. SEC. GL.	2 000	2 000	0	4 000	2 000	2 000	0	2 000	2 000	0	0	0	0	0	0
2444	CONSTRUCTION EQUIPEMENT POLE UNIVERSITAIRE SEGOU	MINIST. ENSEIG. SUPERIEUR & RECH.SCIENTIFIQUE / DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	850	850	0	1 500	500	500	0	500	500	0	0	0	0	0	0
2650	CONSTRUCTION EQUIPEMENT IFM AU MALI	MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE / DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	2 200	2 200	0	2 900	2 300	2 300	0	300	300	0	0	2 000	0	2 000	KfW
2688	APPUI PROGRAMME VIGOUREUX ALPHABETISATION	MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE / DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	0	0	0	342	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	0



SECTEUR		Ressources Humaines					SOUS-SECTEUR			Education / Formation								
		Exécution du budget 2017			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2018			FINANCEMENT INTERIEUR 2018				FINANCEMENT EXTERIEUR 2018					
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecart (en %)	2018 - 2020	Total	Formation Capital	Autres dépenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources	
2769	PROJET D'EQUIPEMENT ENETP	MINIST. ENSEIG. SUPERIEUR & RECH.SCIENTIFIQUE / CABINET	200	200	0	200	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	0	
2770	REHABILITATION ET EQUIPEMENT DES INFRASTRUCTURES DE CENOU	MINIST. ENSEIG. SUPERIEUR & RECH.SCIENTIFIQUE / DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	500	500	0	500	500	500	0	500	500	0	0	0	0	0	0	
2805	PROJET EDUCATION POUR TOUS (IDA)	MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE / PROJET EDUCATION POUR TOUS (IDA)	3 500	3 500	0	3 500	3 500	3 500	0	0	0	0	0	3 500	0	3 500	BM	
2832	PROGRAMME CONSTRUCTION CITOYENNE	MINISTERE JEUNESSE ET CONSTRUCTION CITOYENNE / DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	75	75	0	150	75	75	0	75	75	0	0	0	0	0	0	
2858	CONSTRUCTION EQUIPEMENT BIBLIOTHEQUE UNIVERSITAIRE	MINIST. ENSEIG. SUPERIEUR & RECH.SCIENTIFIQUE / DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	500	500	0	100	100	100	0	100	100	0	0	0	0	0	0	
2859	CONSTRUCTION EQUIPEMENT FACULTE PHARMACIE	MINIST. ENSEIG. SUPERIEUR & RECH.SCIENTIFIQUE / CABINET	350	350	0	1 000	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	0	
2860	CONSTR/EQUIP 1RE PHASE EXTENS CAMPUS UNIVERST BKO	MINIST. ENSEIG. SUPERIEUR & RECH.SCIENTIFIQUE / DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	1 300	1 300	0	500	500	500	0	500	500	0	0	0	0	0	0	
2861	PROGRAMME MULTI ACTEURS APPUI PETITES ENFANTS	MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE / DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	200	200	0	600	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	0	
2871	PROJET REHABILITATION ACADEMIE MALIENNE DES LANGUES	MINIST. ENSEIG. SUPERIEUR & RECH.SCIENTIFIQUE / CABINET	0	0	0	150	150	150	0	150	150	0	0	0	0	0	0	



SECTEUR		Ressources Humaines					SOUS-SECTEUR			Education / Formation							
		Exécution du budget 2017			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2018			FINANCEMENT INTERIEUR 2018				FINANCEMENT EXTERIEUR 2018				
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecart (en %)	2018 - 2020	Total	Formation Capital	Autres dépenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
2935	PROGRAMME PILOTE APPUI ENFANTCE BESOINS EDUCATIONS	MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE / DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	150	150	0	450	150	150	0	150	150	0	0	0	0	0	0
2972	PROJET APPUI AU DEVELOPPEMENT ENSEIGNEMENT SUPERIEUR	MINIST. ENSEIG. SUPERIEUR & RECH.SCIENTIFIQUE / DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	3 000	3 000	0	5 000	5 000	5 000	0	0	0	0	0	5 000	0	5 000	BM
2973	APPUI EDUCATION BILINGUE DE BASE/BID	MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE / DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	2 000	2 000	0	2 400	2 200	2 200	0	200	200	0	0	2 000	0	2 000	BID
3037	PROGR D'APPUI A LA FORMATION ET L'INSERTION PROFESSIONNELLE (PAFIP)	MINISTERE EMPLOI ET FORMATION PROFESSIONNELLE / C A B I N E T	150	150	0	300	150	150	0	150	150	0	0	0	0	0	0
3052	PROJET CENTRE DE FORMATION POUR LE DEVELOPPEMENT (CFD)	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES / CABINET MINISTERE DES FINANCES	325	325	0	975	325	325	0	325	325	0	0	0	0	0	0
3053	EQUIPEMENT DU CONSERVATION DES ARTS ET METIERS	MINISTERE DE LA CULTURE / DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	350	350	0	500	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	0
3110	PROJET APPUI RENFORCEMENT CAPACT JEUNES POUR MEILLEURE INCLUSION DANS LA PAIX AU MALI (PARC-JEUNESSE-MALI)	MINISTERE JEUNESSE ET CONSTRUCTION CITOYENNE / DIRECTION NAT. DE LA JEUNESSE	0	0	0	260	120	120	0	120	120	0	0	0	0	0	0
3111	FERME ECOLE MOFA	MINISTERE EMPLOI ET FORMATION PROFESSIONNELLE / C A B I N E T	0	0	0	450	150	150	0	150	150	0	0	0	0	0	0
TOTAL SOUS-SECTEUR			18 550	18 550	0	27 377	19 620	19 620	0	7 120	7 120	0	0	12 500	0	12 500	



PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2018 - 2020

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2018
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR
 (Les montants sont en millions de CFA)

SECTEUR		Ressources Humaines					SOUS-SECTEUR				Santé / Affaires sociales						
		Exécution du budget 2017			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2018			FINANCEMENT INTERIEUR 2018				FINANCEMENT EXTERIEUR 2018				
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecart (en %)	2018 - 2020	Total	Formation Capital	Autres dépenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
1507	PLATE FORME MULTIFONCTIONNELLE DE LUTTE CONTRE LA PAUVRETE/ PPTE	MINISTERE PROMOTION DE LA FEMME, ENFANT ET FAMILLE / DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	1 650	1 650	0	1 950	1 650	1 650	0	150	150	0	0	1 500	0	1 500	PNUD
2061	APPUI MISE EN OEUVRE PROJET ACCORDS ETABLISSEMENT IOTA	MINISTERE DE LA SANTE & HYGIENE PUBLIQUE / C A B I N E T	275	275	0	150	150	150	0	150	150	0	0	0	0	0	0
2064	APPUI A LA GEST. DE LA POLITIQUE NATION.POPULATION	MINISTÈRE DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE ET DE LA POPULATION / DIRECTION NATIONALE DE LA POPULATION	250	250	0	750	250	250	0	250	250	0	0	0	0	0	0
2212	APPUI MISE EN OEUVRE PROJET ACCORDS ETABLISSEMENT HPG	MINISTERE DE LA SANTE & HYGIENE PUBLIQUE / C A B I N E T	250	250	0	200	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	0
2214	APPUI MISE OEUVRE PROJET ACCORDS ETABLISSEM. HGT	MINISTERE DE LA SANTE & HYGIENE PUBLIQUE / C A B I N E T	300	300	0	200	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	0
2215	APPUI MISE OEUVRE ACCORD ETABLISSEM. HOPITAL KATI	MINISTERE DE LA SANTE & HYGIENE PUBLIQUE / C A B I N E T	250	250	0	500	250	250	0	250	250	0	0	0	0	0	0
2216	APPUI MISE EN OEUVRE ACCORDS ETABLISSEMENT INRSP	MINISTERE DE LA SANTE & HYGIENE PUBLIQUE / C A B I N E T	350	350	0	600	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	0
2218	REHABILITATION DE L'INFSS	MINIST. ENSEIG. SUPERIEUR & RECH.SCIENTIFIQUE / DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	150	150	0	150	150	150	0	150	150	0	0	0	0	0	0



SECTEUR		Ressources Humaines					SOUS-SECTEUR			Santé / Affaires sociales							
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Exécution du budget 2017			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2018			FINANCEMENT INTERIEUR 2018				FINANCEMENT EXTERIEUR 2018			Sources
			Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecart (en %)	2018 - 2020	Total	Formation Capital	Autres dépenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	
2370	PROGRAMME NATIONAL APPUI FEMMES OPERATRICES ECNOM	MINISTERE PROMOTION DE LA FEMME, ENFANT ET FAMILLE / CABINET	150	150	0	450	150	150	0	150	150	0	0	0	0	0	0
2434	PROJET LUTTE CONTRE ABANDON DES ENFANTS	MINISTERE PROMOTION DE LA FEMME, ENFANT ET FAMILLE / DIRECTION NAT. PROMOT. ENFANT ET FAMILLE	0	0	0	300	100	100	0	100	100	0	0	0	0	0	0
2514	INFORMATION SENSIBILISATION AMELIORATION STATUT FEMME ENFANT	MINISTERE PROMOTION DE LA FEMME, ENFANT ET FAMILLE / DIRECTION NAT. PROMOT. DE LA FEMME	150	150	0	400	100	100	0	100	100	0	0	0	0	0	0
2927	PROGRAMME INFRASTRUCTURE ET PROMOTION FEMMES RURAL	MINISTERE PROMOTION DE LA FEMME, ENFANT ET FAMILLE / DIRECTION NAT. PROMOT. DE LA FEMME	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2938	PROGRAMME AUTONOMISATION DES FEMMES DIVIDENDE DEMOGRAPHIQUE	MINISTÈRE DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE ET DE LA POPULATION / DIRECTION NATIONALE DE LA POPULATION	3 500	3 500	0	18 100	5 100	5 100	0	100	100	0	0	7 000	0	7 000	BM
2978	AMELIORAT°PLATEAU/TEC HNIQ/SANTE MARKALA/KTLA/KKORO	MINISTERE DE LA SANTE & HYGIENE PUBLIQUE / DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	5 000	0	-1	5 000	5 000	5 000	0	5 000	5 000	0	0	0	0	0	0
3002	PROJET REHABILITATION CENTRE LUTTE CONTRE L'EXICSION	MINISTERE PROMOTION DE LA FEMME, ENFANT ET FAMILLE / CABINET	200	200	0	450	150	150	0	150	150	0	0	0	0	0	0
3004	PROJET D'APPUI A LA PROMOTION DES FEMMES RURALES	MINISTERE PROMOTION DE LA FEMME, ENFANT ET FAMILLE / DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	250	250	0	950	350	350	0	350	350	0	0	0	0	0	0
3005	REHABILITATION CENTRE D'AUTOPROMOTION DES FEMMES	MINISTERE PROMOTION DE LA FEMME, ENFANT ET FAMILLE / DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	200	200	0	600	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	0



SECTEUR		Ressources Humaines					SOUS-SECTEUR			Santé / Affaires sociales							
		Exécution du budget 2017			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2018			FINANCEMENT INTERIEUR 2018				FINANCEMENT EXTERIEUR 2018				
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME D'EXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2018 - 2020	Total	Formation Capital	Autres dépenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
3006	MISE A NIVEAU LABORATOIRE NATIONAL DE LA SANTE	MINISTERE DE LA SANTE & HYGIENE PUBLIQUE / C A B I N E T	250	250	0	500	250	250	0	250	250	0	0	0	0	0	0
3007	CONSTRUCTION EQUIPEMENTS DES HOPITAUX	MINISTERE DE LA SANTE & HYGIENE PUBLIQUE / DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	12 000	0	-1	12 000	0	0	0	12 000	12 000	0	0	0	0	0	0
TOTAL SOUS-SECTEUR			25 175	8 175	-2	43 250	14 450	14 450	0	19 950	19 950	0	0	8 500	0	8 500	



PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2018 - 2020

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2018
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR
(Les montants sont en millions de CFA)

SECTEUR		Ressources Humaines					SOUS-SECTEUR			Culture / Art / Sport							
		Exécution du budget 2017			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2018			FINANCEMENT INTERIEUR 2018				FINANCEMENT EXTERIEUR 2018				
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecart (en %)	2018 - 2020	Total	Formation Capital	Autres dépenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
2011	RENOVATION STADE MAMADOU KONATE	MINISTERE DES SPORTS / RENOVATION STADE MODIBO KEITA	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2278	PROGRAMME NATIONAL PROMOTION JEUNESSE	MINISTERE JEUNESSE ET CONSTRUCTION CITOYENNE / DIRECTION NAT. DE LA JEUNESSE	725	725	0	3 600	1 200	1 200	0	1 200	1 200	0	0	0	0	0	0
2357	REHABILITATION PALAIS DE LA CULTURE	MINISTERE DE LA CULTURE / DIRECTION NAT. DE L'ACTION CULTURELLE	700	700	0	500	500	500	0	500	500	0	0	0	0	0	0
2360	RENOVATION DU STADE MODOBO KEITA	MINISTERE DES SPORTS / STADE MODIBO KEITA	450	450	0	300	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	0
2833	CONSTRUCTION EQUIPEMENT PALAIS DES PIONNIERS	MINISTERE JEUNESSE ET CONSTRUCTION CITOYENNE / DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	810	0	-1	400	400	400	0	400	400	0	0	0	0	0	0
2896	SECURISATION DU CHAMP HIPPIQUE DE BAMAKO	MINISTERE DES SPORTS / DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	100	0	-1	150	150	150	0	150	150	0	0	0	0	0	0
3054	AMENAGEMENT DES STADES CAN ET ANNEXES	MINISTERE DES SPORTS / DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	350	350	0	350	350	350	0	350	350	0	0	0	0	0	0
TOTAL SOUS-SECTEUR			3 135	2 225	-2	5 300	2 900	2 900	0	2 900	2 900	0	0	0	0	0	0



PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2018 - 2020

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2018
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR
 (Les montants sont en millions de CFA)

SECTEUR		Ressources Humaines					SOUS-SECTEUR				Information						
		Exécution du budget 2017			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2018			FINANCEMENT INTERIEUR 2018				FINANCEMENT EXTERIEUR 2018				
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecart (en %)	2018 - 2020	Total	Formation Capital	Autres dépenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
2326	APPUI CPS SECTEUR COOPERATION INTEGRATION	MIN. AFF.ETRANG. INTEGRATION AFRICAINE ET COOPERAT° INTERNATIONALE / C A B I N E T	100	100	0	450	150	150	0	150	150	0	0	0	0	0	0
2740	CONTRAT PLAN ETAT ANCD	MIN. ECONOMIE NUMERIQUE, ET COMMUNICATION / CABINET	350	350	0	960	320	320	0	320	320	0	0	0	0	0	0
2866	PROJET CONNEXION COMMUNES/ ECOLES A INTERNET	MIN. ECONOMIE NUMERIQUE, ET COMMUNICATION / CABINET	200	200	0	600	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	0
2867	RENFORCEMENT INFRASTRUCTURES/EQUIPEMENTS ORTM	MIN. ECONOMIE NUMERIQUE, ET COMMUNICATION / CABINET	0	557	557	900	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	0
3104	PROJET MISE EN PLACE BASE DONNEES INFORMATIONS SOCIALES	MIN. SOLIDARITE ACTION HUMANITAIRE / CABINET	0	0	0	1 000	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	0
TOTAL SOUS-SECTEUR			650	1 207	557	3 910	1 170	1 170	0	1 170	1 170	0	0	0	0	0	0



PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2018 - 2020

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2018
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR
 (Les montants sont en millions de CFA)

SECTEUR		Ressources Humaines					SOUS-SECTEUR			Administration / Plan et Finances							
		Exécution du budget 2017			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2018			FINANCEMENT INTERIEUR 2018				FINANCEMENT EXTERIEUR 2018				
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecart (en %)	2018 - 2020	Total	Formation Capital	Autres dépenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
708	PROGRAMME FORMAT.PERFECTIONNEMENT AGENTS MEF	MINISTÈRE DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE ET DE LA POPULATION / CABINET	120	120	0	300	100	100	0	100	100	0	0	0	0	0	0
847	APPUI A LA MISE EN PLACE DES COMMUNES/ANICT	MINISTÈRE DE LA DÉCENTRALISATION ET DE LA FISCALITÉ LOCALE / CABINET	13 500	1 000	-1	3 000	1 000	1 000	0	1 000	1 000	0	0	0	0	0	0
1536	APPUI MOBILISATION DES RECETTES INTERIEURES PH II	MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE ET DES FINANCES / APPUI A LA MOBILISATION RECETTES INTERIEURES	800	800	0	2 400	800	800	0	800	800	0	0	0	0	0	0
1933	RENFORCEMENT CAPACITE MODELISATION/PREVISION MACRO ECONOMIQUE	MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE ET DES FINANCES / DIRECTION FINANCES ET DU MATERIEL	200	200	0	600	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	0
1935	PROJET DEVELOPPEMENT INSTITUTION DU CDI	MINISTÈRE DROITS DE L'HOMME & REFORME ETAT / CABINET	434	434	0	1 050	350	350	0	350	350	0	0	0	0	0	0
1960	PROGRAMME RENFORCEMENT CAPACITES NATIONALES PAR LA FORMATION (PPTÉ)	MIN. TRAVAIL, FONCTION PUBLIQUE / DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	500	500	0	1 500	500	500	0	500	500	0	0	0	0	0	0
2104	APPUI A LA VIABILITE DE LA DETTE	MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE ET DES FINANCES / DIRECTION FINANCES ET DU MATERIEL	0	0	0	260	120	120	0	120	120	0	0	0	0	0	0
2329	APPUI CPS SECTEUR ADM TRAV FONC PUBL SECURITE INT	MINISTÈRE DE LA DÉCENTRALISATION ET DE LA FISCALITÉ LOCALE / CELLULE DE PLANIFICATION STATIQUE	120	120	0	350	150	150	0	150	150	0	0	0	0	0	0



SECTEUR		Ressources Humaines					SOUS-SECTEUR			Administration / Plan et Finances							
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Exécution du budget 2017			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2018			FINANCEMENT INTERIEUR 2018			FINANCEMENT EXTERIEUR 2018			Sources	
			Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecart (en %)	2018 - 2020	Total	Formation Capital	Autres dépenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts		Subvent.
2348	APPUI CPS SECTEUR EAU/ENV/URBANISME DOMAINES ETAT	MIN. ENVIRONNEMENT, ASSAINISSEMENT DEVELOPPEMENT DURABLE / CABINET	150	150	0	480	160	160	0	160	160	0	0	0	0	0	0
2358	APPUI CPS CULTURE ET JEUNESSE	MINISTERE DE LA CULTURE / CELLULE DE PLANIFICATION STATISTIQUE	100	100	0	300	100	0	100	100	100	0	0	0	0	0	0
2359	APPUI CPS SECTEUR JUSTICE	MINISTERE DE LA JUSTICE / APPUI CPS JUSTICE	200	200	0	600	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	0
2376	APPUI CPS SECT EQUIPEMENT TRANSPOTRS COMMUNICATION	MINISTERE DES TRANSPORTS / CABINET	150	150	0	300	100	100	0	100	100	0	0	0	0	0	0
2377	APPUI CPS SECTEUR MINES ET ENERGIE	MINISTERE DES MINES / APPUI CELLULE DE PLANIF. & STATISTIQUE	150	150	0	270	120	120	0	120	120	0	0	0	0	0	0
2378	APPUI CPS SECTEUR EDUCATION	MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE / DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	65	65	0	300	100	100	0	100	100	0	0	0	0	0	0
2379	APPUI CPS SECT SANTE DEVEL SOCIAL PROMOT FEMME	MINISTERE DE LA SANTE & HYGIENE PUBLIQUE / APPUI CELLULE DE PLANIF. & STATISTIQUE	100	100	0	300	100	100	0	100	100	0	0	0	0	0	0
2380	APPUI CPS SECTEUR DEVELOPPEMENT RURAL	MINISTERE DE L'AGRICULTURE / CELLULE PLANIFICATION & DE STATISTIQUE	150	150	0	300	100	0	100	100	100	0	0	0	0	0	0
2381	APPUI CPS SECT IND COMM ART EEMPL PROM INVEST PRI	MINISTERE DU DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL / CELLULE DE PLANIFICATION ET DE STATISTIQUE	150	150	0	450	150	150	0	150	150	0	0	0	0	0	0



SECTEUR		Ressources Humaines					SOUS-SECTEUR			Administration / Plan et Finances							
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Exécution du budget 2017			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2018			FINANCEMENT INTERIEUR 2018				FINANCEMENT EXTERIEUR 2018			Sources
			Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2018 - 2020	Total	Formation Capital	Autres dépenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	
2384	PROGRAMME TOKTEN	MINISTÈRE DES MALIENS DE L'EXTÉRIEUR ET DE L'INTÉGRATION AFRICAINE / DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	920	920	0	521	521	521	0	170	170	0	0	181	0	181	PNUD
2425	RENFORCEMENT DES CAPACITES DU MEA	MIN. ENVIRONNEMENT, ASSAINISSEMENT DEVELOPPEMENT DURABLE / CABINET	200	200	0	100	100	100	0	100	100	0	0	0	0	0	
2429	APPUI PROGRAMME OBSERVATOIRE DEV HUMAIN DURABLE	MIN. SOLIDARITE ACTION HUMANITAIRE / DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	400	400	0	1 200	400	400	0	400	400	0	0	0	0	0	
2460	APPUI MISE EN OEUVRE SCHEMA DIRECTEUR STATISTIQUE	MINISTÈRE DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE ET DE LA POPULATION / CABINET	400	400	0	1 000	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	
2477	PROJET D'APPUI A LA MISE EN OEUVRE DE L'INSTAT	MINISTÈRE DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE ET DE LA POPULATION / CABINET	450	450	0	900	450	450	0	450	450	0	0	0	0	0	
2531	PROGRAMME APPUI FINANCEMENT DES PME (PAF/PME)	MINISTÈRE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES / DIRECTION FINANCES ET DU MATERIEL	66	66	0	198	66	66	0	66	66	0	0	0	0	0	
2544	APPUI MISE EN OUVRE PLAN HARMONISATION AIDE PPTE	MINISTÈRE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES / DIRECTION FINANCES ET DU MATERIEL	200	200	0	600	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	
2571	PROJET APPUI MISE EN OUVRE ENQUETE AGRICOLE CONJONCTURE (EAC)	MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE / CELLULE PLANIFICATION & DE STATISTIQUE	400	400	0	900	300	0	300	300	300	0	0	0	0	0	
2603	APPUI MISE PLACE REFORMES ETAT SECTEUR PRIVE	MINISTÈRE PROMOTION INVESTISSEMENTS SECTEUR PRIVE / CELLULE TECHN. REFORME CADRE AFFAIRES	100	100	0	450	150	150	0	150	150	0	0	0	0	0	



SECTEUR		Ressources Humaines					SOUS-SECTEUR			Administration / Plan et Finances							
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Exécution du budget 2017			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2018			FINANCEMENT INTERIEUR 2018				FINANCEMENT EXTERIEUR 2018			Sources
			Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecart (en %)	2018 - 2020	Total	Formation Capital	Autres dépenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	
2659	PROGRAMME PROMOTION PLANIFICATION GESTION DEVELOPPEMENT	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES / DIRECTION FINANCES ET DU MATERIEL	200	200	0	600	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	0
2673	APPUI MISE EN OEUVRE CSR/P/PTTE	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES / DIRECTION FINANCES ET DU MATERIEL	250	250	0	750	250	250	0	250	250	0	0	0	0	0	0
2719	PROJET FILETS SOCIAUX JIGISEJIRI/IDA	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES / DIRECTION FINANCES ET DU MATERIEL	6 150	4 150	-0	8 800	6 500	6 500	0	1 500	1 500	0	0	5 000	0	5 000	BM
2728	APPUI CROISSANCE ECO PROMOTION EMPLOI SECTEUR PRIVE	MINISTERE DE L'AGRICULTURE / CABINET	4 050	4 050	0	3 150	3 050	3 050	0	50	50	0	0	3 000	0	3 000	Danemark
2731	FONDS D'ETUDE PREPARATION DES PROJETS	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES / DIRECTION FINANCES ET DU MATERIEL	1 000	1 000	0	10 125	3 125	3 125	0	3 125	3 125	0	0	0	0	0	0
2732	PROJET DE RECONSTRUCTION ET DE RELANCE ECONOMIQUE/IDA	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES / DIRECTION FINANCES ET DU MATERIEL	3 150	3 150	0	8 450	150	150	0	150	150	0	0	8 000	0	8 000	BM
2768	RENFORCEMENT CAPACITES DOMAINES AFFAIRES FONCIERES URBANISME	MINISTERE ET DE L'HABITAT DE L'URBANISME ET DES AFFAIRES FONCIERES / CABINET	150	150	0	100	200	200	0	100	100	0	0	0	0	0	0
2804	PROJET APPUI GOUVERNANCE ECONOMIQUE (PAGE)	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES / DIRECTION FINANCES ET DU MATERIEL	3 187	0	-1	2 050	2 050	2 050	0	50	50	0	0	2 000	0	2 000	BAD
2824	APPUI CENTRE DE FORMATION EN STATISTIQUE/INSTAT	MINISTÈRE DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE ET DE LA POPULATION / CABINET	100	100	0	50	50	50	0	50	50	0	0	0	0	0	0



SECTEUR		Ressources Humaines					SOUS-SECTEUR				Administration / Plan et Finances						
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Exécution du budget 2017			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2018			FINANCEMENT INTERIEUR 2018				FINANCEMENT EXTERIEUR 2018			Sources
			Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecart (en %)	2018 - 2020	Total	Formation Capital	Autres dépenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	
2825	APPUI INSTITUTIONNEL AU MPATP	MINISTÈRE DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE ET DE LA POPULATION / CABINET	176	176	0	75	75	75	0	75	75	0	0	0	0	0	0
2826	APPUI RENFORCEMENT MISE EN OEUVRE DISPOSITIF INSTITUTIONNEL JURIDIQUE	MINISTÈRE DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE ET DE LA POPULATION / DIRECTION NAT. AMENAGEMENT DU TERRITOIRE	450	450	0	1 200	400	400	0	400	400	0	0	0	0	0	0
2827	APPUI AU PROCESSUS MALI EMERGENT	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES / DIRECTION FINANCES ET DU MATERIEL	200	200	0	550	150	150	0	150	150	0	0	0	0	0	0
2872	APPUI CELLULE PAT	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES / APPUI CELLULE P.A.T.	100	100	0	100	100	100	0	100	100	0	0	0	0	0	0
2875	CONTRAT PLAN ETAT REGIONS	MINISTÈRE DE LA DÉCENTRALISATION ET DE LA FISCALITÉ LOCALE / CABINET	4 400	4 400	0	13 200	4 400	4 400	0	4 400	4 400	0	0	0	0	0	0
2883	PROGRAMME PERFECTIONNEMENT AGENTS MEF	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES / DIRECTION FINANCES ET DU MATERIEL	200	200	0	600	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	0
2886	ELABORATION LOGICIEL GESTION SOLDES	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES / DIRECTION FINANCES ET DU MATERIEL	200	200	0	1 000	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	0
2905	APPUI PROGRAMMATION SUIVI EVALUATION INVESTISSEMENT	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES / CABINET MINISTERE DES FINANCES	310	310	0	980	360	360	0	360	360	0	0	0	0	0	0
2911	APPUI CELLULE DEVELOPPEMENT SECTEUR FINANCIER	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES / CABINET MINISTERE DES FINANCES	100	100	0	475	175	175	0	175	175	0	0	0	0	0	0



MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

DIRECTION NATIONALE DE LA PLANIFICATION DU DEVELOPPEMENT(DNPD)

République du Mali

Un Peuple – Un But – Une Foi

SECTEUR		Ressources Humaines					SOUS-SECTEUR			Administration / Plan et Finances							
		Exécution du budget 2017			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2018			FINANCEMENT INTERIEUR 2018				FINANCEMENT EXTERIEUR 2018				
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecart (en %)	2018 - 2020	Total	Formation Capital	Autres dépenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
2925	APPUI INSERTION ET REINSERTION MIGRANTS MALIENS DE RETOUR VOLONTAIRE ET INVOLONTAIRE	MINISTERE DES MALIENS DE L'EXTERIEUR ET DE L'INTEGRATION AFRICAINE / DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	150	150	0	750	250	250	0	250	250	0	0	0	0	0	0
2934	APPUI COMITE DE SUIVI DU PURD	MIN. SOLIDARITE ACTION HUMANITAIRE / DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	300	300	0	500	100	100	0	100	100	0	0	0	0	0	0
2941	APPUI CELLULE SUIVI DES PROJETS	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES / CABINET MINISTERE DES FINANCES	100	100	0	100	100	100	0	100	100	0	0	0	0	0	0
2969	INTERCONNEXION DES BASES DE DONNEES DU MEF	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES / CABINET MINISTERE DES FINANCES	1 000	1 000	0	5 500	1 500	1 500	0	1 500	1 500	0	0	0	0	0	0
2970	APPUI A LA MIGRATION PRED 5	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES / CABINET MINISTERE DES FINANCES	100	100	0	600	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	0
3051	PROGRAMME URGENCE RENFORCEMENT SYSTEME JUDICIAIRE (PUSJ)	MINISTERE DE LA JUSTICE / APPUI CPS JUSTICE	2 100	2 100	0	5 800	1 600	1 600	0	1 600	1 600	0	0	0	0	0	0
3057	APPUI CELLULE SUIVI REFORMES UEMOA	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES / CABINET MINISTERE DES FINANCES	50	0	-1	300	100	100	0	100	100	0	0	0	0	0	0
3120	PROJET D'APPUI A LA COMPETITIVITE ECONOMIQUE (PACE)	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES / DIRECTION GENERALE DE LA DETTE PUBLIQUE	0	0	0	823	50	0	50	50	50	0	0	0	0	0	0
TOTAL SOUS-SECTEUR			48 198	30 461	-3	85 257	32 272	31 722	550	21 821	21 821	0	0	18 181	0	18 181	
TOTAL SECTEUR			101 518	66 228	549	180 374	79 722	79 172	550	53 771	53 771	0	0	47 681	6 750	40 931	
TOTAL GENERAL			543 441	473 787	539	1 111 821	529 955	523 855	6 100	293 567	293 567	0	0	250 000	168 125	81 875	

Annexe 6

Etat détaillé des Projets par Ministère et par Source de Financement



PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2018 - 2020

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2018
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE		PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE															
			Exécution du budget 2017			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2018			FINANCEMENT INTERIEUR 2018				FINANCEMENT EXTERIEUR 2018			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecart (en %)	2018 - 2020	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
3114	CONSTRUCTION SIEGE DGSE	DIRECTION GLE. DE LA SECURITE D'ETAT	0	0	0	500	500	500	0	500	500	0	0	0	0	0	0
2822	REHABILITATION BUREAUX/VILLAS D'HOTES PRESIDENCE	DIRECTION ADMINISTRATIVE ET FINANCIERE	0	0	0	1 300	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	0
2876	REHABILITATION CAMP 3 GARDE PRESIDENTIELLE	DIRECTION ADMINISTRATIVE ET FINANCIERE	128	128	0	150	150	150	0	150	150	0	0	0	0	0	0
2892	REHABILITATION ANCIEN SECRETARIAT GENERAL DU GOUVERNEMENT	DIRECTION ADMINISTRATIVE ET FINANCIERE	250	250	0	200	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	0
TOTAL MINISTERE			378	378	0	2 150	1 150	1 150	0	1 150	1 150	0	0	0	0	0	0



PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2018 - 2020

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2018
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE		PRIMATURE															
			Exécution du budget 2017			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2018			FINANCEMENT INTERIEUR 2018				FINANCEMENT EXTERIEUR 2018			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exéc.	Ecart (en %)	2018 - 2020	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
2294	CONSTRUCTION EQUIPEMENT ECOLE NATIONALE ADMINISTRATION BKO	C A B I N E T	2 000	2 000	0	2 347	2 000	2 000	0	2 000	2 000	0	0	0	0	0	0
3029	CONST/EQUIP. SIEGE AUTORITE PROTECTION DONNEES CARACTERE PERSONNEL	C A B I N E T	300	300	0	800	800	800	0	800	800	0	0	0	0	0	0
3027	MODERNISATION SGG	SECRETARIAT GENERAL DU GOUVERNEMENT	200	200	0	100	100	100	0	100	100	0	0	0	0	0	0
3028	PROJET RENFORCEMENT SECURITE CITE ADMINISTRATIVE	SERVICE GESTION CITE ADMINISTRATIVE	160	160	0	800	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	0
2823	EXTENSION DAF PRIMATURE	DIRECTION ADMINISTRATIVE ET FINANCIERE	185	185	0	800	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	0
3098	CONST/EQUIP. DIRECTION GENERALE CONTENTIEUX ETAT	DIRECTION GENERALE DU CONTENTIEUX DE L'ETAT	0	0	0	1 000	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	0
TOTAL MINISTERE			2 845	2 845	0	5 847	3 500	3 500	0	3 500	3 500	0	0	0	0	0	0



PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2018 – 2020
BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2018
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE		COUR CONSTITUTIONNELLE															
		Exécution du budget 2017			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2018			FINANCEMENT INTERIEUR 2018			FINANCEMENT EXTERIEUR 2018					
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecart (en %)	2018 - 2020	Total	Formation Capital	Autres dépenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
2895	REHABILITATION RENOVATION COUR CONSTITUTIONNELLE	ADMINISTRATION COUR CONSTITUTIONNELLE	200	200	0	200	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	0
TOTAL MINISTERE			200	200	0	200	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	



PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2018 - 2020
BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2018
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

<i>MINISTERE</i>		<i>COUR SUPREME</i>															
		Exécution du budget 2017			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2018			FINANCEMENT INTERIEUR 2018				FINANCEMENT EXTERIEUR 2018				
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecart (en %)	2018 - 2020	Total	Formation Capital	Autres dépenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
2894	CONSTRUCTION EQUIPEMENT SIEGE SECTION COMPTES/ CC	SECTION DES COMPTES	700	700	0	1 700	400	400	0	400	400	0	0	0	0	0	0
TOTAL MINISTERE			700	700	0	1 700	400	400	0	400	400	0	0	0	0	0	



PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2018 - 2020
BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2018
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE		CONSEIL ECONOMIQUE SOCIAL & CULTUREL															
		Exécution du budget 2017			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2018			FINANCEMENT INTERIEUR 2018			FINANCEMENT EXTERIEUR 2018					
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecart (en %)	2018 - 2020	Total	Formation Capital	Autres dépenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
2720	CONSTRUCTION EQUIPEMENT CESC	SERVICES DU CONSEIL ECO. SOCIAL & CULTUREL	225	225	0	175	175	175	0	175	175	0	0	0	0	0	0
TOTAL MINISTERE			225	225	0	175	175	175	0	175	175	0	0	0	0	0	0



PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2018 - 2020

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2018

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE		HAUT CONSEIL DES COLLECTIVITES TERRITORIALES															
		Exécution du budget 2017			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2018			FINANCEMENT INTERIEUR 2018				FINANCEMENT EXTERIEUR 2018				
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecart (en %)	2018 - 2020	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
2760	CONSTRUCTION EQUIPEMENT SIEGE HCCT	ADM. HAUT CONSEIL COLLECTIVITES	200	200	0	200	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	0
TOTAL MINISTERE			200	200	0	200	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	0



PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2018 - 2020
BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2018
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE		MIN. AFF.ETRANG. INTEGRATION AFRICAINE ET COOPERAT° INTERNATIONALE															
		Exécution du budget 2017				Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2018			FINANCEMENT INTERIEUR 2018				FINANCEMENT EXTERIEUR 2018			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecart (en %)	2018 - 2020	Total	Formation Capital	Autres dépenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
2326	APPUI CPS SECTEUR COOPERATION INTEGRATION	C A B I N E T	100	100	0	450	150	150	0	150	150	0	0	0	0	0	0
2744	PROG.ACQUISIT/CONSTR/ RESIDENCE/LOGE DIPLOMATE	C A B I N E T	500	500	0	2 200	800	800	0	800	800	0	0	0	0	0	0
3030	PROJET CONS/EQUIP DFM DRH ET CPS SECTEUR COOP INTEGRATION	C A B I N E T	200	200	0	900	400	400	0	400	400	0	0	0	0	0	0
2492	CONSTRUCTION COMPLEXE DIPLOMATIQUE OUAGADOUGOU	AMBASSADE DU MALI A OUAGADOUGOU	300	300	0	500	500	500	0	500	500	0	0	0	0	0	0
TOTAL MINISTERE			1 100	1 100	0	4 050	1 850	1 850	0	1 850	1 850	0	0	0	0	0	0



PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2018 - 2020
BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2018
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE		MINISTERE DES MALIENS DE L'EXTÉRIEUR ET DE L'INTÉGRATION AFRICAINE															
			Exécution du budget 2017			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2018			FINANCEMENT INTERIEUR 2018				FINANCEMENT EXTERIEUR 2018			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecart (en %)	2018 - 2020	Total	Formation Capital	Autres dépenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
2384	PROGRAMME TOKTEN	DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	920	920	0	521	521	521	0	170	170	0	0	181	0	181	PNUD
2884	CONSTRUCTION MAISON MALIENS EXTERIEUR	DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2925	APPUI INSERTION ET REINSERTION MIGRANTS MALIENS DE RETOUR VOLONTAIRE ET INVOLONTAIRE	DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	150	150	0	750	250	250	0	250	250	0	0	0	0	0	
TOTAL MINISTERE			1 070	1 070	0	1 271	771	771	0	420	420	0	0	181	0	181	



PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2018 - 2020
BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2018
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE		MINISTERE DE LA JUSTICE															
		Exécution du budget 2017				Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2018			FINANCEMENT INTERIEUR 2018				FINANCEMENT EXTERIEUR 2018			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecart (en %)	2018 - 2020	Total	Formation Capital	Autres dépenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
3042	CONST EQUIP REHAB INFRASTRUCTURES INFJ Me DEMBA DIALLO	INSTITUT NATIONAL DE FORMATION JUDICIAIRE	500	500	0	1 200	500	500	0	500	500	0	0	0	0	0	0
2359	APPUI CPS SECTEUR JUSTICE	CPS JUSTICE	200	200	0	600	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	0
3051	PROGRAMME URGENCE RENFORCEMENT SYSTEME JUDICIAIRE (PURSJ)	CPS JUSTICE	2 100	2 100	0	5 800	1 600	1 600	0	1 600	1 600	0	0	0	0	0	0
2762	CONSTRUCTION GRANDE PRISON DE BAMAKO	DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	2 000	2 000	0	8 005	2 000	2 000	0	2 000	2 000	0	0	0	0	0	0
TOTAL MINISTERE			4 800	4 800	0	15 605	4 300	4 300	0	4 300	4 300	0	0	0	0	0	0



PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2018 - 2020
BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2018
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE			MINISTERE DROITS DE L'HOMME & REFORME ETAT														
			Exécution du budget 2017			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2018			FINANCEMENT INTERIEUR 2018				FINANCEMENT EXTERIEUR 2018			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecart (en %)	2018 - 2020	Total	Formation Capital	Autres dépenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
1935	PROJET DEVELOPPEMENT INSTITUTION DU CDI	CABINET	434	434	0	1 050	350	350	0	350	350	0	0	0	0	0	0
TOTAL MINISTERE			434	434	0	1 050	350	350	0	350	350	0	0	0	0	0	



PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2018 - 2020
BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2018
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE		MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES															
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Exécution du budget 2017			Autorisation de prog/AP-AE 2018 - 2020	DEPENSES 2018			FINANCEMENT INTERIEUR 2018				FINANCEMENT EXTERIEUR 2018			
			Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecart (en %)		Total	Formation Capital	Autres dépenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
2828	CONSTRUCTION EQUIPEMENT DGABE	DIRECTION GENERALE DE L'ADMINISTRATION DES BIENS DE L'ETAT	400	400	0	1 104	400	400	0	400	400	0	0	0	0	0	0
2905	APPUI PROGRAMMATION SUIVI EVALUATION INVESTISSEMENT	DIRECTION FINANCES ET DU MATERIEL	310	310	0	980	360	360	0	360	360	0	0	0	0	0	0
2911	APPUI CELLULE DEVELOPPEMENT SECTEUR FINANCIER	CABINET MINISTERE DES FINANCES	100	100	0	475	175	175	0	175	175	0	0	0	0	0	0
2941	APPUI CELLULE SUIVI DES PROJETS	CABINET MINISTERE DES FINANCES	100	100	0	100	100	100	0	100	100	0	0	0	0	0	0
2969	INTERCONNEXION DES BASES DE DONNEES DU MEF	CABINET MINISTERE DES FINANCES	1 000	1 000	0	5 500	1 500	1 500	0	1 500	1 500	0	0	0	0	0	0
2970	APPUI A LA MIGRATION PRED 5	CABINET MINISTERE DES FINANCES	100	100	0	600	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	0
3052	PROJET CENTRE DE FORMATION POUR LE DEVELOPPEMENT (CFD)	CABINET MINISTERE DES FINANCES	325	325	0	975	325	325	0	325	325	0	0	0	0	0	0
3057	APPUI CELLULE SUIVI REFORMES UEMOA	CABINET MINISTERE DES FINANCES	50	0	-1	300	100	100	0	100	100	0	0	0	0	0	0
2908	EQUIPEMENT INSPECTION DES FINANCES	INSPECTION DES FINANCES	200	200	0	600	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	0
1933	RENFORCEMENT CAPACITE MODELISATION/ PREVISION MACRO ECONOMIQUE	DIRECTION FINANCES ET DU MATERIEL	200	200	0	600	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	0
1949	CONSTRUCTION/EQUIPEMENT IMMEUBLE HOTEL DU PLAN	DIRECTION FINANCES ET DU MATERIEL	300	300	0	600	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	0



MINISTERE		MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES														
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Exécution du budget 2017			Autorisation de prog/AP-AE 2018 - 2020	DEPENSES 2018			FINANCEMENT INTERIEUR 2018			FINANCEMENT EXTERIEUR 2018			
			Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)		Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.
2104	APPUI A LA VIABILITE DE LA DETTE	DIRECTION FINANCES ET DU MATERIEL	0	0	0	260	120	120	0	120	120	0	0	0	0	0
2531	PROGRAMME APPUI FINANCEMENT DES PME (PAF/PME)	DIRECTION FINANCES ET DU MATERIEL	66	66	0	198	66	66	0	66	66	0	0	0	0	0
2544	APPUI MISE EN OUVRE PLAN HARMONISATION AIDE PPTE	DIRECTION FINANCES ET DU MATERIEL	200	200	0	600	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0
2592	REHABILITATION HOTEL DES FINANCES	DIRECTION FINANCES ET DU MATERIEL	1 200	1 200	0	5 000	5 000	5 000	0	5 000	5 000	0	0	0	0	0
2656	CONSTRUCTION STOCK NATIONAL DE SECURITE ONAP	DIRECTION FINANCES ET DU MATERIEL	574	574	0	500	500	500	0	500	500	0	0	0	0	0
2659	PROGRAMME PROMOTION PLANIFICATION GESTION DEVELOPPEMENT	DIRECTION FINANCES ET DU MATERIEL	200	200	0	600	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0
2673	APPUI MISE EN OEUVRE CSR/PPTTE	DIRECTION FINANCES ET DU MATERIEL	250	250	0	750	250	250	0	250	250	0	0	0	0	0
2719	PROJET FILETS SOCIAUX JIGISEJIR/IDA	DIRECTION FINANCES ET DU MATERIEL	6 150	4 150	-0	8 800	6 500	6 500	0	1 500	1 500	0	0	5 000	0	5 000 BM
2731	FONDS D'ETUDE PREPARATION DES PROJETS	DIRECTION FINANCES ET DU MATERIEL	1 000	1 000	0	10 125	3 125	3 125	0	3 125	3 125	0	0	0	0	0
2732	PROJET DE RECONSTRUCTION ET DE RELANCE ECONOMIQUE/IDA	DIRECTION FINANCES ET DU MATERIEL	3 150	3 150	0	8 450	150	150	0	150	150	0	0	8 000	0	8 000 BM
2804	PROJET APPUI GOUVERNANCE ECONOMIQUE (PAGE)	DIRECTION FINANCES ET DU MATERIEL	3 187	0	-1	2 050	2 050	2 050	0	50	50	0	0	2 000	0	2 000 BAD
2827	APPUI AU PROCESSUS MALI EMERGENT	DIRECTION FINANCES ET DU MATERIEL	200	200	0	550	150	150	0	150	150	0	0	0	0	0



MINISTERE		MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES														
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Exécution du budget 2017			Autorisation de prog/AP-AE 2018 - 2020	DEPENSES 2018			FINANCEMENT INTERIEUR 2018			FINANCEMENT EXTERIEUR 2018			
			Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecart (en %)		Total	Formation Capital	Autres dépenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.
2881	ACQUISITION TERRAIN CONSTRUCTION/EQUIPEMENT DRB/DRCF DISTRICT	DIRECTION FINANCES ET DU MATERIEL	300	300	0	1 200	400	400	0	400	400	0	0	0	0	0
2883	PROGRAMME PERFECTIONNEMENT AGENTS MEF	DIRECTION FINANCES ET DU MATERIEL	200	200	0	600	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0
2886	ELABORATION LOGICIEL GESTION SOLDES	DIRECTION FINANCES ET DU MATERIEL	200	200	0	1 000	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0
2904	REHABILITATION EXTENSION EQUIPEMENT DRPSIAP	DIRECTION FINANCES ET DU MATERIEL	450	450	0	1 100	400	400	0	400	400	0	0	0	0	0
2906	APPUI FONDS DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE	DIRECTION FINANCES ET DU MATERIEL	150	150	0	300	100	100	0	100	100	0	0	0	0	0
2912	ARCHIVAGE NUMERIQUE DFM/ MEF	DIRECTION FINANCES ET DU MATERIEL	250	250	0	100	100	100	0	100	100	0	0	0	0	0
2913	RENFORCEMENT INFRASTRUCTURE EQUIPEMENT CAISFF	DIRECTION FINANCES ET DU MATERIEL	500	500	0	500	500	500	0	500	500	0	0	0	0	0
3106	CONSTRCTION/EQUIP. SIEGE PGT/RGD	DIRECTION FINANCES ET DU MATERIEL	0	0	0	1 200	400	400	0	400	400	0	0	0	0	0
3107	CONSTRUCT. / EQUIP SIEGE CNTIFF	DIRECTION FINANCES ET DU MATERIEL	0	0	0	1 200	400	400	0	400	400	0	0	0	0	0
3108	CONST/EQUIP.TRANSIT ADM ET BCS	DIRECTION FINANCES ET DU MATERIEL	0	0	0	1 200	400	400	0	400	400	0	0	0	0	0
2591	REHABILITATION IMMEUBLE DIRECTION GENERALE DETTE PUBLIQUE	DIRECTION GENERALE DE LA DETTE PUBLIQUE	150	150	0	450	150	150	0	150	150	0	0	0	0	0
3120	PROJET D'APPUI A LA COMPETITIVITE ECONOMIQUE (PACE)	DIRECTION GENERALE DE LA DETTE PUBLIQUE	0	0	0	823	50	0	50	50	50	0	0	0	0	0



MINISTERE		MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES															
		Exécution du budget 2017			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2018			FINANCEMENT INTERIEUR 2018			FINANCEMENT EXTERIEUR 2018					
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecart (en %)	2018 - 2020	Total	Formation Capital	Autres dépenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
1317	CONSTRUCTION ET EQUIPEMENT DIRECTIONS REGIONALES DOUANES	DIRECTION GENERALE DES DOUANES	300	300	0	800	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	0
2830	CONSTRUCTION/EQUIPEMENT SIEGE DIRECTION GENERALE DOUANE	DIRECTION GENERALE DES DOUANES	1 000	1 000	0	3 000	1 000	1 000	0	1 000	1 000	0	0	0	0	0	0
2721	REHABILITATION/ EXTENSION DGMP	DIRECTION GENERALE DES MARCHES PUBLICS	300	330	0	900	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	0
2101	AMENAGEMENT EQUIPEMENT DRCF/DELEGATIONS	DIRECTION NATIONALE CONTROLE FINANCIER	300	300	0	920	320	320	0	320	320	0	0	0	0	0	0
2967	REHABILITATION EQUIPEMENT TRESORERIES REGIONALES PERCEPTION	DIRECTION NATIONALE DU TRESOR & COMPT. PUBL.	600	600	0	1 200	600	600	0	600	600	0	0	0	0	0	0
2872	APPUI CELLULE PAT	APPUI CELLULE P.A.T.	100	100	0	100	100	100	0	100	100	0	0	0	0	0	0
1536	APPUI MOBILISATION DES RECETTES INTERIEURES PH II	APPUI A LA MOBILISATION RECETTES INTERIEURES	800	800	0	2 400	800	800	0	800	800	0	0	0	0	0	0
TOTAL MINISTERE			24 862	19 655	-2	68 710	28 691	28 641	50	21 691	21 691	0	0	15 000	0	15 000	



PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2018 - 2020
BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2018
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE		MIN. TRAVAIL, FONCTION PUBLIQUE															
		Exécution du budget 2017			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2018			FINANCEMENT INTERIEUR 2018			FINANCEMENT EXTERIEUR 2018					
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecart (en %)	2018 - 2020	Total	Formation Capital	Autres dépenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
1960	PROGRAMME RENFORCEMENT CAPACITES NATIONALES PAR LA FORMATION (PPTE)	DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	500	500	0	1 500	500	500	0	500	500	0	0	0	0	0	0
2870	CONSTRUCTION EQUIPEMENT DNT CNCFP	DIRECTION NAT. DU TRAVAIL	553	553	0	300	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	0
3041	CONSTRUCTION BUREAU SALLE D'ARCHIVE DNFPF	DIRECTION NAT. FONCT. PUBL. & PERSONNEL	100	100	0	190	190	190	0	190	190	0	0	0	0	0	0
TOTAL MINISTERE			1 153	1 153	0	1 990	990	990	0	990	990	0	0	0	0	0	0



PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2018 - 2020
BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2018
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE		MINISTERE EMPLOI ET FORMATION PROFESSIONNELLE															
		Exécution du budget 2017				Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2018			FINANCEMENT INTERIEUR 2018				FINANCEMENT EXTERIEUR 2018			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecart (en %)	2018 - 2020	Total	Formation Capital	Autres dépenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
1927	PROGRAMME NAT.ACTION EMPLOI REDUCT.PAUVRETE	DIRECTION NATIONALE DE L'EMPLOI	145	145	0	435	145	145	0	145	145	0	0	0	0	0	
3037	PROGR D'APPUI A LA FORMATION ET L'INSERTION PROFESSIONNELLE (PAFIP)	C A B I N E T	150	150	0	300	150	150	0	150	150	0	0	0	0	0	
3111	FERME ECOLE MOFA	C A B I N E T	0	0	0	450	150	150	0	150	150	0	0	0	0	0	
2046	FORMATION PROFESSIONNELLE PAR APPRENTISSAGE	DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	200	0	-1	200	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	
2843	PROJET DE DEVELOPPEMENT DES COMPETENCES ET EMPLOIS DES JEUNES (PROCEJ)	DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	2 690	2 690	0	8 070	5 190	5 190	0	190	190	0	0	5 000	5 000		0BM
2844	APPUI FORMATION PROFESSIONNELLE INSERTION A L'ENTREPRENARIAT DES JEUNES RURAUX	DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	2 575	2 575	0	6 225	3 575	3 575	0	75	75	0	0	3 500	1 750		1 750 AFD FIDA
3038	CONST/EQUIP CENTRE FORMATION PROFESSIONNELLE AUMALI	DIRECTION NATIONALE FORMATION PROFESSIONNELLE	200	200	0	557	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	
TOTAL MINISTERE			5 960	5 760	-1	16 237	9 610	9 610	0	1 110	1 110	0	0	8 500	6 750	1 750	



PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2018 - 2020
BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2018
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE		MIN. ADMINISTRATION TERRITORIALE															
		Exécution du budget 2017				Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2018			FINANCEMENT INTERIEUR 2018				FINANCEMENT EXTERIEUR 2018			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecart (en %)	2018 - 2020	Total	Formation Capital	Autres dépenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
3046	PROG BORNAGE ET DEVELOPMT DES ZONES FRONTALIERES	C A B I N E T	300	300	0	900	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	0
2964	PROGRAMME REHABILITATION/EQUIPEMENT PIEDS A TERRE	DIRECTION FINANCES ET MATERIEL (INTERIEURE)	1 000	1 000	0	3 000	1 000	1 000	0	1 000	1 000	0	0	0	0	0	0
2929	REHABILITATION INFRASTRUCTURES TUTELLE COLLECTIVITES TERRITORIALES	DIRECTION GENERALE DES COLLECT. TERRITORIALES	800	800	0	1 500	500	500	0	500	500	0	0	0	0	0	0
TOTAL MINISTERE			2 100	2 100	0	5 400	1 800	1 800	0	1 800	1 800	0	0	0	0	0	0



PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2018 - 2020
BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2018
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE		MINISTÈRE DE LA DÉCENTRALISATION ET DE LA FISCALITÉ LOCALE															
		Exécution du budget 2017			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2018			FINANCEMENT INTERIEUR 2018			FINANCEMENT EXTERIEUR 2018					
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecart (en %)	2018 - 2020	Total	Formation Capital	Autres dépenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
847	APPUI A LA MISE EN PLACE DES COMMUNES/ANICT	CABINET	13 500	1 000	-1	3 000	1 000	1 000	0	1 000	1 000	0	0	0	0	0	0
2875	CONTRAT PLAN ETAT REGIONS	CABINET	4 400	4 400	0	13 200	4 400	4 400	0	4 400	4 400	0	0	0	0	0	0
2329	APPUI CPS SECTEUR ADM TRAV FONC PUBL SECURITE INT	CELLULE DE PLANIFICATION STATIQUE	120	120	0	350	150	150	0	150	150	0	0	0	0	0	0
TOTAL MINISTERE			18 020	5 520	-1	16 550	5 550	5 550	0	5 550	5 550	0	0	0	0	0	0



PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2018 - 2020
BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2018
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE		MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE															
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Exécution du budget 2017			Autorisation de prog/AP-AE 2018 - 2020	DEPENSES 2018			FINANCEMENT INTERIEUR 2018				FINANCEMENT EXTERIEUR 2018			
			Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecart (en %)		Total	Formation Capital	Autres dépenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
1555	PROJET INVESTISEMENT SECTEUR EDUCATION (PISE)	DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	300	300	0	600	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	0
2378	APPUI CPS SECTEUR EDUCATION	DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	65	65	0	300	100	100	0	100	100	0	0	0	0	0	0
2650	CONSTRUCTION EQUIPEMENT IFM AU MALI	DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	2 200	2 200	0	2 900	2 300	2 300	0	300	300	0	0	2 000	0	2 000	KfW
2688	APPUI PROGRAMME VIGOUREUX ALPHABETISATION	DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	0	0	0	342	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	0
2861	PROGRAMME MULTI ACTEURS APPUI PETITES ENFANTS	DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	200	200	0	600	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	0
2935	PROGRAMME PILOTE APPUI ENFANTCE BESOINS EDUCATIONS	DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	150	150	0	450	150	150	0	150	150	0	0	0	0	0	0
2973	APPUI EDUCATION BILINGUE DE BASE/BID	DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	2 000	2 000	0	2 400	2 200	2 200	0	200	200	0	0	2 000	0	2 000	BID
2395	CONSTRUCTION EQUIPEMENT DES LYCEES	DIRECTION NAT. ENSEIG. SEC. GL.	2 000	2 000	0	4 000	2 000	2 000	0	2 000	2 000	0	0	0	0	0	0
2805	PROJET EDUCATION POUR TOUS (IDA)	PROJET EDUCATION POUR TOUS (IDA)	3 500	3 500	0	3 500	3 500	3 500	0	0	0	0	0	3 500	0	3 500	BM
TOTAL MINISTERE			10 415	10 415	0	15 092	10 850	10 850	0	3 350	3 350	0	0	7 500	0	7 500	



PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2018 - 2020
BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2018
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE		MINIST. ENSEIG. SUPERIEUR & RECH.SCIENTIFIQUE															
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Exécution du budget 2017			Autorisation de prog/AP-AE 2018 - 2020	DEPENSES 2018			FINANCEMENT INTERIEUR 2018				FINANCEMENT EXTERIEUR 2018			
			Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecart (en %)		Total	Formation Capital	Autres dépenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
2194	PROJET REHABILITATION DES INFRASTRUCTURES IPR KATIBOUGOU	DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	100	100	0	100	100	100	0	100	100	0	0	0	0	0	0
2218	REHABILITATION DE L'INFSS	DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	150	150	0	150	150	150	0	150	150	0	0	0	0	0	0
2309	AMENAGEMENT ET EQUIPEMENT LABORATOIRES DES GRANDES ECOLES	DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	200	200	0	600	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	0
2373	PROJET D'EXTENSION DES INFRACTURES DE L'ENI	DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	85	85	0	175	175	175	0	175	175	0	0	0	0	0	0
2444	CONSTRUCTION EQUIPEMENT POLE UNIVERSITAIRE SEGOU	DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	850	850	0	1 500	500	500	0	500	500	0	0	0	0	0	0
2613	CONSTRUCTION EQUIPEMENT ISH	DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	150	0	-1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2770	REHABILITATION ET EQUIPEMENT DES INFRASTRUCTURES DE CENOU	DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	500	500	0	500	500	500	0	500	500	0	0	0	0	0	0
2858	CONSTRUCTION EQUIPEMENT BIBLIOTHEQUE UNIVERSITAIRE	DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	500	500	0	100	100	100	0	100	100	0	0	0	0	0	0
2860	CONSTR/EQUIP 1RE PHASE EXTENS CAMPUS UNIVERST BKO	DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	1 300	1 300	0	500	500	500	0	500	500	0	0	0	0	0	0
2972	PROJET APPUI AU DEVELOPPEMENT ENSEIGNEMENT SUPERIEUR	DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	3 000	3 000	0	5 000	5 000	5 000	0	0	0	0	0	5 000	0	5 000	BM
1808	AMENAGEMENT/EQUIPEMENT LABORATOIRES USTTEB	CABINET	300	300	0	300	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	0



MINISTERE		MINIST. ENSEIG. SUPERIEUR & RECH.SCIENTIFIQUE															
		Exécution du budget 2017				Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2018			FINANCEMENT INTERIEUR 2018				FINANCEMENT EXTERIEUR 2018			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecart (en %)	2018 - 2020	Total	Formation Capital	Autres dépenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
2619	APPUI AU CERFITEX	CABINET	300	300	0	350	350	350	0	350	350	0	0	0	0	0	0
2769	PROJET D'EQUIPEMENT ENETP	CABINET	200	200	0	200	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	0
2859	CONSTRUCTION EQUIPEMENT FACULTE PHARMACIE	CABINET	350	350	0	1 000	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	0
2871	PROJET REHABILITATION ACADEMIE MALIENNE DES LANGUES	CABINET	0	0	0	150	150	150	0	150	150	0	0	0	0	0	0
3036	CONST/EQUIP SALLES DE CLASSE A L'ULSHB	CABINET	300	300	0	300	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	0
TOTAL MINISTERE			8 285	8 135	-1	10 925	8 825	8 825	0	3 825	3 825	0	0	5 000	0	5 000	



PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2018 - 2020
BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2018
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE		MINISTERE DE LA CULTURE															
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Exécution du budget 2017			Autorisation de prog/AP-AE 2018 - 2020	DEPENSES 2018			FINANCEMENT INTERIEUR 2018				FINANCEMENT EXTERIEUR 2018			
			Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecart (en %)		Total	Formation Capital	Autres dépenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
3031	PROJET EQUIPEMENT DU CNCM	DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	1 000	1 000	0	1 000	1 000	1 000	0	1 000	1 000	0	0	0	0	0	0
3033	RENOVATION AMENAG DE LA TOUR DE L'AFRIQUE	DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	200	200	0	700	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	0
3053	EQUIPEMENT DU CONSERVATION DES ARTS ET METIERS	DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	350	350	0	500	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	0
2358	APPUI CPS CULTURE ET JEUNESSE	CELLULE DE PLANIFICATION STATISTIQUE	100	100	0	300	100	0	100	100	100	0	0	0	0	0	0
3034	AMENAGEMENT PYRAMIDE DE SOUVENIR	PYRAMIDE DU SOUVENIR	100	100	0	200	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	0
2357	REHABILITATION PALAIS DE LA CULTURE	DIRECTION NAT. DE L'ACTION CULTURELLE	700	700	0	500	500	500	0	500	500	0	0	0	0	0	0
3032	PROG CONST/REHAB PARCS PUBLICS ET MONUMENTS AU MALI	REHABILITATION PARCS ET MONUMENTS NATIONAUX	300	300	0	975	375	375	0	375	375	0	0	0	0	0	0
2816	REHABILITAION MUSE NATIONAL	REHABILITATION EQUIPEMENT MUSEES REGIONAUX	200	200	0	582	350	350	0	350	350	0	0	0	0	0	0
TOTAL MINISTERE			2 950	2 950	0	4 757	3 025	2 925	100	3 025	3 025	0	0	0	0	0	0



PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2018 - 2020
BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2018
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE		MINISTERE DES SPORTS															
		Exécution du budget 2017			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2018			FINANCEMENT INTERIEUR 2018			FINANCEMENT EXTERIEUR 2018					
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecart (en %)	2018 - 2020	Total	Formation Capital	Autres dépenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
2699	CONSTRUCTION HOTEL DES SPORT	DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	100	100	0	2 400	400	400	0	400	400	0	0	0	0	0	0
2896	SECURISATION DU CHAMP HIPPIQUE DE BAMAKO	DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	100	0	-1	150	150	150	0	150	150	0	0	0	0	0	0
3054	AMENAGEMENT DES STADES CAN ET ANNEXES	DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	350	350	0	350	350	350	0	350	350	0	0	0	0	0	0
2360	RENOVATION DU STADE MODOBO KEITA	STADE MODIBO KEITA	450	450	0	300	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	0
2011	RENOVATION STADE MAMADOU KONATE	RENOVATION STADE MODIBO KEITA	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2657	CONSTRUCTION CENTRE MEDECINE SPORTIVE	CONSTRUCTION CENTRE MEDECINE SPORTIVE	250	250	0	300	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	0
TOTAL MINISTERE			1 250	1 150	-1	3 500	1 500	1 500	0	1 500	1 500	0	0	0	0	0	0



PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2018 - 2020
BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2018
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE		MINISTERE JEUNESSE ET CONSTRUCTION CITOYENNE															
		Exécution du budget 2017				Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2018			FINANCEMENT INTERIEUR 2018				FINANCEMENT EXTERIEUR 2018			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecart (en %)	2018 - 2020	Total	Formation Capital	Autres dépenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
2832	PROGRAMME CONSTRUCTION CITOYENNE	DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	75	75	0	150	75	75	0	75	75	0	0	0	0	0	0
2833	CONSTRUCTION EQUIPEMENT PALAIS DES PIONNIERS	DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	810	0	-1	400	400	400	0	400	400	0	0	0	0	0	0
2278	PROGRAMME NATIONAL PROMOTION JEUNESSE	DIRECTION NAT. DE LA JEUNESSE	725	725	0	3 600	1 200	1 200	0	1 200	1 200	0	0	0	0	0	0
3110	PROJET APPUI RENFORCEMENT CAPACT JEUNES POUR MEILLEURE INCLUSION DANS LA PAIX AU MALI (PARC-JEUNESSE-MALI)	DIRECTION NAT. DE LA JEUNESSE	0	0	0	260	120	120	0	120	120	0	0	0	0	0	0
TOTAL MINISTERE			1 610	800	-1	4 410	1 795	1 795	0	1 795	1 795	0	0	0	0	0	0



PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2018 - 2020
BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2018
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE		MINISTERE DE LA SANTE & HYGIENE PUBLIQUE															
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Exécution du budget 2017			Autorisation de prog/AP-AE 2018 - 2020	DEPENSES 2018			FINANCEMENT INTERIEUR 2018				FINANCEMENT EXTERIEUR 2018			
			Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecart (en %)		Total	Formation Capital	Autres dépenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
2638	CONSTRUCTION CENTRE TELESANTE ET INFOR.MEDICALE	DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	1 000	1 000	0	1 058	1 000	1 000	0	1 000	1 000	0	0	0	0	0	0
2978	AMELIORAT°PLATEAU/TECHNIQ/SANTE MARKALA/KTLA/KKORO	DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	5 000	0	-1	5 000	5 000	5 000	0	5 000	5 000	0	0	0	0	0	0
3007	CONSTRUCTION EQUIPEMENTS DES HOPITAUX	DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	12 000	0	-1	12 000	0	0	0	12 000	12 000	0	0	0	0	0	0
2379	APPUI CPS SECT SANTE DEVEL SOCIAL PROMOT FEMME	APPUI CELLULE DE PLANIF. & STATISTIQUE	100	100	0	300	100	100	0	100	100	0	0	0	0	0	0
2061	APPUI MISE EN OEUVRE PROJET ACCORDS ETABLISSEMENT IOTA	C A B I N E T	275	275	0	150	150	150	0	150	150	0	0	0	0	0	0
2212	APPUI MISE EN OEUVRE PROJET ACCORDS ETABLISSEMENT HPG	C A B I N E T	250	250	0	200	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	0
2214	APPUI MISE OEUVRE PROJET ACCORDS ETABLISSEM. HGT	C A B I N E T	300	300	0	200	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	0
2215	APPUI MISE OEUVRE ACCORD ETABLISSEM. HOPITAL KATI	C A B I N E T	250	250	0	500	250	250	0	250	250	0	0	0	0	0	0
2216	APPUI MISE EN OEUVRE ACCORDS ETABLISSEMENT INRSP	C A B I N E T	350	350	0	600	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	0
2582	AMENAGEMENT/EQUIPEMENT CENTRE LUTTE CONTRE DREPANOCYTOSE	C A B I N E T	150	150	0	300	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	0
2759	EXTENSION EQUIPEMENT HOPITAL DU MALI	C A B I N E T	800	800	0	4 500	1 000	1 000	0	1 000	1 000	0	0	0	0	0	0



MINISTERE		MINISTERE DE LA SANTE & HYGIENE PUBLIQUE															
			Exécution du budget 2017			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2018			FINANCEMENT INTERIEUR 2018				FINANCEMENT EXTERIEUR 2018			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecart (en %)	2018 - 2020	Total	Formation Capital	Autres dépenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
3006	MISE A NIVEAU LABORATOIRE NATIONAL DE LA SANTE	C A B I N E T	250	250	0	500	250	250	0	250	250	0	0	0	0	0	0
TOTAL MINISTERE			20 725	3 725	-2	25 308	8 650	8 650	0	20 650	20 650	0	0	0	0	0	0



PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2018 - 2020
BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2018
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE		MINISTERE PROMOTION DE LA FEMME, ENFANT ET FAMILLE															
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Exécution du budget 2017			Autorisation de prog/AP-AE 2018 - 2020	DEPENSES 2018			FINANCEMENT INTERIEUR 2018				FINANCEMENT EXTERIEUR 2018			
			Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecart (en %)		Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
1507	PLATE FORME MULTIFONCTIONNELLE DE LUTTE CONTRE LA PAUVRETE/ PPTÉ	DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	1 650	1 650	0	1 950	1 650	1 650	0	150	150	0	0	1 500	0	1 500	PNUD
2733	CONSTRUCTION EQUIPEMENT POUPONNIERE BAMAKO	DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	250	250	0	100	100	100	0	100	100	0	0	0	0	0	
3003	APPUI AUTONOMISATION DES FEMMES DANS LES FILIERES AGRO SILVO PASTORAL ET LE KARITE	DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	100	100	0	3 500	1 700	1 700	0	200	200	0	0	1 500	0	1 500	UE
3004	PROJET D'APPUI A LA PROMOTION DES FEMMES RURALES	DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	250	250	0	950	350	350	0	350	350	0	0	0	0	0	
3005	REHABILITATION CENTRE D'AUTOPROMOTION DES FEMMES	DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	200	200	0	600	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	
2370	PROGRAMME NATIONAL APPUI FEMMES OPERATRICES ECNOM	CABINET	150	150	0	450	150	150	0	150	150	0	0	0	0	0	
2436	AMENAGEMENT DE LA CITE DES ENFANTS	CABINET	300	300	0	600	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	
3002	PROJET REHABILITATION CENTRE LUTTE CONTRE L'EXCISION	CABINET	200	200	0	450	150	150	0	150	150	0	0	0	0	0	
2433	PROGRAMME D'APPUI DIVERSIFICATION VALORISATION FILIERE PORTEUSE	DIRECTION NAT. PROMOT. DE LA FEMME	200	200	0	650	250	250	0	250	250	0	0	0	0	0	
2514	INFORMATION SENSIBILISATION AMELIORATION STATUT FEMME ENFANT	DIRECTION NAT. PROMOT. DE LA FEMME	150	150	0	400	100	100	0	100	100	0	0	0	0	0	
2516	APPUI ORGANISATION PANAFRICAIN DES FEMMES	DIRECTION NAT. PROMOT. DE LA FEMME	100	100	0	450	150	150	0	150	150	0	0	0	0	0	



MINISTERE		MINISTERE PROMOTION DE LA FEMME, ENFANT ET FAMILLE															
		Exécution du budget 2017			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2018			FINANCEMENT INTERIEUR 2018			FINANCEMENT EXTERIEUR 2018					
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecart (en %)	2018 - 2020	Total	Formation Capital	Autres dépenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
2524	EQUIPEMENT MAISON DE LA FEMME ET ENFANT	DIRECTION NAT. PROMOT. DE LA FEMME	50	50	0	100	100	100	0	100	100	0	0	0	0	0	0
2927	PROGRAMME INFRASTRUCTURE ET PROMOTION FEMMES RURAL	DIRECTION NAT. PROMOT. DE LA FEMME	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2434	PROJET LUTTE CONTRE ABANDON DES ENFANTS	DIRECTION NAT. PROMOT. ENFANT ET FAMILLE	0	0	0	300	100	100	0	100	100	0	0	0	0	0	0
2835	EXTENSION ET EQUIPEMENT CENTRE AOUA KEITA	CENTRE AOUA KEITA	200	200	0	100	100	100	0	100	100	0	0	0	0	0	0
TOTAL MINISTERE			3 800	3 800	0	10 600	5 400	5 400	0	2 400	2 400	0	0	3 000	0	3 000	



PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2018 - 2020
BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2018
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE		MIN. SOLIDARITE ACTION HUMANITAIRE															
		Exécution du budget 2017				Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2018			FINANCEMENT INTERIEUR 2018				FINANCEMENT EXTERIEUR 2018			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecart (en %)	2018 - 2020	Total	Formation Capital	Autres dépenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
2352	CONSTRUCTION EQUIPEMENT DES DRDSES	DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	100	100	0	100	100	100	0	100	100	0	0	0	0	0	0
2429	APPUI PROGRAMME OBSERVATOIRE DEV HUMAIN DURABLE	DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	400	400	0	1 200	400	400	0	400	400	0	0	0	0	0	0
2934	APPUI COMITE DE SUIVI DU PURD	DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	300	300	0	500	100	100	0	100	100	0	0	0	0	0	0
3103	CONST/EQUIP. 6 CENTRES DE PAIEMENT PENSION DISTRICT BKO	DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	0	0	0	600	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	0
2773	REHABILITATION/EQUIPEMENT INFRASTRUCTURES REGION SEGOU	CABINET	500	500	0	500	500	500	0	500	500	0	0	0	0	0	0
2774	REHABILITATION EQUIPEMENT INFRASTRUCTURES REGION MOPTI	CABINET	800	800	0	800	800	800	0	800	800	0	0	0	0	0	0
2775	REHABILITATION/EQUIPEMENT INFRASTRUCTURES REGION TOMBOUCTOU	CABINET	1 000	1 000	0	3 000	1 000	1 000	0	1 000	1 000	0	0	0	0	0	0
2776	REHABILITATION/EQUIPEMENT INFRASTRUCTURES REGION GAO	CABINET	1 000	1 000	0	3 000	1 000	1 000	0	1 000	1 000	0	0	0	0	0	0
2777	REHABILITATION/EQUIPEMENT INFRASTRUCTURES REGION KIDAL	CABINET	900	900	0	2 700	900	900	0	900	900	0	0	0	0	0	0
3022	REHABILITATION EQUIPEMENT REGION MENAKA	CABINET	1 500	1 500	0	3 500	1 500	1 500	0	1 500	1 500	0	0	0	0	0	0
3023	REHABILITATION EQUIPEMENT INFRASTRUCTURES REGION TAOU DENIT (PURD)	CABINET	2 000	2 000	0	6 000	2 000	2 000	0	2 000	2 000	0	0	0	0	0	0



MINISTERE		MIN. SOLIDARITE ACTION HUMANITAIRE															
		Exécution du budget 2017				Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2018			FINANCEMENT INTERIEUR 2018			FINANCEMENT EXTERIEUR 2018				
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2018 - 2020	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
3039	PROJET APPUI REINSERTION SOCIO ECONOMIQUE DES POPULATIONS DU NORD MALI	CABINET	200	200	0	350	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	0
3102	CONSTRUCTION/EQUIPEMENT MAGASIN R+2	CABINET	0	0	0	300	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	0
3104	PROJET MISE EN PLACE BASE DONNEES INFORMATIONS SOCIALES	CABINET	0	0	0	1 000	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	0
TOTAL MINISTERE			8 700	8 700	0	23 550	9 200	9 200	0	9 200	9 200	0	0	0	0	0	0



PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2018 - 2020
BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2018
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE		MIN. ENVIRONNEMENT, ASSAINISSEMENT DEVELOPPEMENT DURABLE															
		Exécution du budget 2017				Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2018			FINANCEMENT INTERIEUR 2018				FINANCEMENT EXTERIEUR 2018			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecart (en %)	2018 - 2020	Total	Formation Capital	Autres dépenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
2192	PROJET REHABILITATION CENTRE FORMATION TABACORO	DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	250	250	0	300	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	0
2261	PROGRAMME REGIONAL MASSIF FOUTA DJALLON	DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	1 575	75	-1	1 028	953	953	0	75	75	0	0	878	0	878	FAO
2344	CONSTRUCTION EQUIPEMENT DNEF/DREF	DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2423	CONSTRUCTION EQUIPEMENT AGENCE GESTION DES STATIONS D'EPURATION	DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	500	500	0	200	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	0
2919	PROJET DRAINAGE EAU FLUVIALE DE BAMAKO	DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	3 805	3 505	-0	3 505	6 559	6 559	0	0	0	0	0	3 505	0	3 505	KfW
2923	ELIMINATION PREVENTION PESTICIDE OBSOLETS	DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	2 700	2 700	0	1 400	750	750	0	250	250	0	0	500	0	500	BM
2048	AMENAGEMENT/PROTECTION DES BERGES DU FLEUVE NIGER	CABINET	250	250	0	900	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	0
2284	DRAGAGE/PROTECTION BERGES DE DIAFARABE	CABINET	1 700	1 700	0	3 400	1 500	1 500	0	1 500	1 500	0	0	0	0	0	0
2348	APPUI CPS SECTEUR EAU/ENV/URBANISME DOMAINES ETAT	CABINET	150	150	0	480	160	160	0	160	160	0	0	0	0	0	0
2420	ETUD AMENAG/EQUIP STATION EPURATION OUVRAG CONNEX	CABINET	700	700	0	2 400	800	800	0	800	800	0	0	0	0	0	0
2425	RENFORCEMENT DES CAPACITES DU MEA	CABINET	200	200	0	100	100	100	0	100	100	0	0	0	0	0	0



MINISTERE		MIN. ENVIRONNEMENT, ASSAINISSEMENT DÉVELOPPEMENT DURABLE														
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Exécution du budget 2017			Autorisation de prog/AP-AE 2018 - 2020	DEPENSES 2018			FINANCEMENT INTERIEUR 2018				FINANCEMENT EXTERIEUR 2018		
			Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecart (en %)		Total	Formation Capital	Autres dépenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.
2490	EXPLOITAT INFRASTRUCTURES ASSAINISSEMENT SOTUBA	CABINET	200	200	0	270	270	270	0	270	270	0	0	0	0	0
2506	INITIATIVE PAUVRETE ENVIRONNEMENT PHASE II	CABINET	550	200	-1	700	700	700	0	200	200	0	0	500	0	500 PNUD
2535	PROGRAMME DE DEVELOP DURABLE DELTA INTERIEUR NIGER/PPTE	CABINET	50	50	0	50	50	50	0	50	50	0	0	0	0	0
2689	ALLIANCE GLOBALE CHANGEMENT CLIMATIQUE/UE	CABINET	0	0	0	3 031	2 075	2 075	0	75	75	0	0	2 000	0	2 000 UE
2771	ADAPTATION CHANGEMENT CLIMATIQUE LOCAL FENU	CABINET	190	90	-1	680	590	590	0	90	90	0	0	500	0	500 FNU
2772	GESTION RESSOURCES NATURELLES CHANGEMENT CLIMATIQUES IDA	CABINET	150	150	0	250	150	150	0	150	150	0	0	0	0	0
2853	PROJET GRANDE MURAILLE VERTE DU MALI	CABINET	150	150	0	450	150	150	0	150	150	0	0	0	0	0
2854	PROGRAMME REHABILITATION STATION EPURATION/MALI	CABINET	200	200	0	50	50	50	0	50	50	0	0	0	0	0
2920	CONSTRUCTION EQUIPEMENT SIEGE AEDD	CABINET	200	200	0	775	275	275	0	275	275	0	0	0	0	0
2921	REHABILITATION ECONOMIQUE ENVIRONNEMENT FLEUVE NIGER	CABINET	100	100	0	300	100	0	100	100	100	0	0	0	0	0
2922	FAUCARDAGE CURAGE FLEUVE NIGER	CABINET	150	150	0	600	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0
3100	PROJET D'APPUI A LA COORDINATION DES INITIATIVES LIEES AU CHANGEMENT CLIMATIQUE/AEDD	CABINET	0	0	0	150	150	150	0	150	150	0	0	0	0	0



MINISTERE		MIN. ENVIRONNEMENT, ASSAINISSEMENT DÉVELOPPEMENT DURABLE															
		Exécution du budget 2017				Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2018			FINANCEMENT INTERIEUR 2018				FINANCEMENT EXTERIEUR 2018			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecart (en %)	2018 - 2020	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
3101	PROJET ASSAINISSEMENT VILLE DE BAMAKO	CABINET	0	0	0	50	50	50	0	50	50	0	0	0	0	0	0
3121	PROJET D'ASSAINISSEMENT & D'AMANAGEMENT DU DISTRICT DE BAMAKO	CABINET	0	0	0	500	500	500	0	500	500	0	0	0	0	0	0
1801	PROJET CURAGE CANIVEAUX ASSAIN.DISTRICT BKO	DIR. NAT. ASSAIN. CONTROLE POLUT. NUISANCES	300	300	0	900	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	0
2054	PROJ. CONSTRUCTION DECHARGE COMPACTEE NOUMOUBOUGOU	DIR. NAT. ASSAIN. CONTROLE POLUT. NUISANCES	1 500	1 500	0	9 000	1 000	1 000	0	1 000	1 000	0	0	0	0	0	0
2737	PROGRAMME URGENCE ASSAINISSEMENT	DIR. NAT. ASSAIN. CONTROLE POLUT. NUISANCES	150	150	0	550	150	150	0	150	150	0	0	0	0	0	0
3119	PROJET AMENAGEMENT PARCS TIENFALA	DIRECTION NATIONALE DES EAUX ET FORETS	0	0	0	2 880	880	880	0	880	880	0	0	0	0	0	0
719	ELABORATION PLANS AMENAGEMENT GESTION MASSIFS FORESTIERS MALI	DIRECTION NATIONALE DES EAUX ET FORETS	100	100	0	2 100	100	100	0	100	100	0	0	0	0	0	0
1526	PROTECTION AMENAGEMENT FORETS ET PARCS NATIONAUX	DIRECTION NATIONALE DES EAUX ET FORETS	100	100	0	450	150	150	0	150	150	0	0	0	0	0	0
1884	CONSERVATION VALORISATION BIODIVERSITE ELEPHANTS GOURMA	DIRECTION NATIONALE DES EAUX ET FORETS	200	200	0	450	150	150	0	150	150	0	0	0	0	0	0
2049	APPUI AU REBOISEMENT PHASE II	DIRECTION NATIONALE DES EAUX ET FORETS	50	50	0	150	50	50	0	50	50	0	0	0	0	0	0
2160	PROJET MULTINATIONALE GESTION INTEGRATION PLANTE AQUATIQUES PROLIFERANTE AFRIQUE OUEST	DIRECTION NATIONALE DES EAUX ET FORETS	0	0	0	300	100	100	0	100	100	0	0	0	0	0	0
2509	APPUI SYSTEME D'INFORMATION FORESTIER SIFOR PPTE	DIRECTION NATIONALE DES EAUX ET FORETS	200	200	0	200	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	0



MINISTERE		MIN. ENVIRONNEMENT, ASSAINISSEMENT DÉVELOPPEMENT DURABLE															
		Exécution du budget 2017			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2018			FINANCEMENT INTERIEUR 2018				FINANCEMENT EXTERIEUR 2018				
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2018 - 2020	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
2690	EXTENSION/RENFORCEMENT SYSTEME AIRES PROTEGES	DIRECTION NATIONALE DES EAUX ET FORETS	30	30	0	20	20	20	0	20	20	0	0	0	0	0	0
2924	PROGRAMME GESTION DECENTRALISEE DES FORETS (GEDEFOR PHASE II)	DIRECTION NATIONALE DES EAUX ET FORETS	3 800	300	-1	1 700	1 700	1 700	0	200	200	0	0	1 500	0	1 500	Suède
2047	PROGRAMME ABN LUTTE ENSABLEMENT BASSIN FLEUVE NIGER	PROG. ABN LUTTE C/ENSABLEMENT FLEUVE NIGER	75	75	0	75	75	75	0	75	75	0	0	0	0	0	0
TOTAL MINISTERE			20 275	14 525	-3	40 344	21 807	21 707	100	9 370	9 370	0	0	9 383	0	9 383	



PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2018 - 2020
BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2018
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
 (Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE		MINISTERE DE L'ENERGIE ET DE L'EAU															
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Exécution du budget 2017			Autorisation de prog/AP-AE 2018 - 2020	DEPENSES 2018			FINANCEMENT INTERIEUR 2018				FINANCEMENT EXTERIEUR 2018			
			Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecart (en %)		Total	Formation Capital	Autres dépenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
1664	ENTRETIEN CHENAL NAVIGABLE FLEUVE NIGER (PPTE)	DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	150	150	0	525	175	175	0	175	175	0	0	0	0	0	0
2838	PROJET GESTION INTEGREE RESSOURCES EN EAU. DEVELOPPEMENT USAGES MULTIPLES. BASSIN FLEUVE SENEGAL PHASE II	DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	300	300	0	900	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	0
2954	FONDS D'ETUDE DES PROJETS SECTEUR ENERGIE EAU	DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	570	570	0	1 000	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	0
3048	PROJET ELECT. 32 LOCALITES RURALES PAR SYSTEME HYBRIDE	DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	150	0	-1	150	150	150	0	150	150	0	0	0	0	0	0
1730	ETUDES AMENAGEMENT BARRAGE DE TAOUSSA	C A B I N E T	27 000	27 000	0	114 191	19 000	19 000	0	3 000	3 000	0	0	16 000	16 000	0	AFD
2010	RENFORCEMENT INFRASTRUCTURES NATIONALES DE RADIOPROTECTION	C A B I N E T	150	150	0	450	0	0	0	150	150	0	0	0	0	0	0
2499	PROJET ETUDE FAISABILITE LABORATOIRE BIOCARBURANT	C A B I N E T	250	250	0	100	0	0	0	100	100	0	0	0	0	0	0
2529	CONTRAT PLAN ETAT LNE	C A B I N E T	600	600	0	1 200	400	400	0	400	400	0	0	0	0	0	0
2741	PROGRAMME D'APPUI AUX COLLECTIVITES TERRITORIALES POUR L'EAU POTABLE ET L'ASSAINISSEMENT (PACTEA II)	C A B I N E T	2 050	2 050	0	1 050	1 050	1 050	0	50	50	0	0	1 000	0	1 000	AFD
2869	PROJET SYSTEME HYBRIDE ELECTRIFICATION RURALE	C A B I N E T	9 030	9 030	0	11 345	3 060	3 060	0	560	560	0	0	2 500	2 500	0	Fonds Abou Dabi
2953	PROGRAMME DE DEVELOPPEMENT ENERGIE BIOCARBURANT	C A B I N E T	350	280	-0	1 050	350	350	0	350	350	0	0	0	0	0	0



MINISTERE		MINISTERE DE L'ENERGIE ET DE L'EAU															
		Exécution du budget 2017				Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2018			FINANCEMENT INTERIEUR 2018				FINANCEMENT EXTERIEUR 2018			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2018 - 2020	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
2975	ELECTRIFICATION RURALE SYSTEME HYBRIDE	C A B I N E T	3 500	3 500	0	2 000	2 000	2 000	0	0	0	0	0	2 000	2 000	0	BID
3024	PROJET AEP A KAYES	C A B I N E T	300	300	0	600	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	0
3109	PROGRAMME D'URGENTES SOCIALES ACCES A L'ENERGIE	C A B I N E T	0	0	0	6 000	2 000	2 000	0	2 000	2 000	0	0	0	0	0	0
3116	PRODUCTION HYBRIDE ET ACCES RURALE A L'ELECTRICITE (PHARE)	C A B I N E T	0	0	0	11 714	3 500	3 500	0	0	0	0	0	2 750	1 375	1 375	AFD UE
3117	PROJET ENERGIE SOLAIRE POUR LE DEVELOPPMENT RURAL AU MALI	C A B I N E T	0	0	0	8 370	4 500	4 500	0	0	0	0	0	2 000	2 000	0	BID
2668	PROJET CONSTRUCTION CENTRE NATIONAL CONDUITE DEDOUBLEMENT. CAPACITE. CENTRALE SOTUBA	DIRECTION NATIONALE DE L'ENERGIE	10 000	10 000	0	14 398	8 000	8 000	0	5 000	5 000	0	0	3 000	3 000	0	BOAD
2868	PROJET APPUI PROMOTION ENERGIES RENOUVELABLES AU MALI/ PAPERM	DIRECTION NATIONALE DE L'ENERGIE	413	1 570	3	303	303	303	0	0	0	0	0	303	0	303	AFD
2999	PROJET CONSTRUCTION LIAISON DOUBLE TERNE SIKASSO BOUGOUNI BAMAKO	DIRECTION NATIONALE DE L'ENERGIE	2 580	2 500	-0	2 500	2 500	2 500	0	0	0	0	0	2 500	2 500	0	BID
2789	PROGRAMME DE DEVELOPPEMENT DES ENERGIES NOUVELLES ET RENOUVELABLES	CENTRE NAT.ENERGIES SOL. & RENOUVELABLES	200	200	0	300	200	200	0	100	100	0	0	0	0	0	0
2795	ELECTRIFICATION VILLAGEOISE /ENERGIE SOLAIRE PHASE 3	CENTRE NAT.ENERGIES SOL. & RENOUVELABLES	1 050	150	-1	1 200	1 050	1 050	0	150	150	0	0	900	900	0	IND
2540	PROJET SECTORIEL D'APPUI AU SECTEUR DE L'ENERGIE	PROGRAMME APPUI SECTEUR DE L'ENERGIE/ IDA	0	0	0	2 200	2 200	2 200	0	0	0	0	0	2 200	0	2 200	BM
2130	PROGRAMME D'URGENCE AEP MILIEU RURAL	DIRECTION NATIONALE HYDRAULIQUE	800	800	0	7 500	2 500	2 500	0	2 500	2 500	0	0	0	0	0	0



MINISTERE		MINISTERE DE L'ENERGIE ET DE L'EAU															
		Exécution du budget 2017				Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2018			FINANCEMENT INTERIEUR 2018				FINANCEMENT EXTERIEUR 2018			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecart (en %)	2018 - 2020	Total	Formation Capital	Autres dépenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
2131	ETUDE ARCHITECTURALE CONSTRUCTION DIRECTION NATIONALE HYDRAULIQUE	DIRECTION NATIONALE HYDRAULIQUE	250	250	0	1 250	250	250	0	250	250	0	0	0	0	0	0
2553	HYDRAULIQUE VILLAGEOISE TOMBOUCTOU PPTTE	DIRECTION NATIONALE HYDRAULIQUE	300	300	0	600	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	0
2575	PROJET AEP BAMAKO A KABALA	DIRECTION NATIONALE HYDRAULIQUE	12 666	13 166	0	12 604	12 604	12 604	0	604	604	0	0	12 000	12 000		0BAD BID BM
2577	PROGRAMME NL MOBILISATION RESSOURCE EN EAU 1 2 5 6 REGIONS	DIRECTION NATIONALE HYDRAULIQUE	4 327	1 150	-1	3 500	3 200	3 200	0	200	200	0	0	3 000	0	3 000	KW
2654	CONSTRUCTION STATION COMPACTE KALABAN KORO/BID	DIRECTION NATIONALE HYDRAULIQUE	2 011	0	-1	1 000	1 000	1 000	0	0	0	0	0	1 000	1 000		0BID
2738	HYDRAULIQUE VILLAGEOISE SEGOU	DIRECTION NATIONALE HYDRAULIQUE	550	550	0	1 050	500	500	0	500	500	0	0	0	0	0	0
2852	PROGRAMME CREATION INFRASTRUCTURES HYDRAULIQUES	DIRECTION NATIONALE HYDRAULIQUE	150	150	0	150	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2931	PROGRAMME COMMUN D'APPUI A LA GIRE	DIRECTION NATIONALE HYDRAULIQUE	350	350	0	250	250	250	0	250	250	0	0	0	0	0	0
2996	PROJET AEP ET ACCOMPAGNEMENT CENTRES SEMI URBAINS ET RURAUX	DIRECTION NATIONALE HYDRAULIQUE	370	370	0	1 210	1 070	1 070	0	70	70	0	0	1 000	0	1 000	AFD
2998	PROJET HYDRAULIQUE ASSAINISSEMENT MILIEU RURAL (BID- UEMOA)	DIRECTION NATIONALE HYDRAULIQUE	100	100	0	4 071	3 100	3 100	0	100	100	0	0	3 000	3 000		0BID
TOTAL MINISTERE			80 517	75 786	-1	214 731	76 012	76 012	0	17 759	17 759	0	0	55 153	46 275	8 878	



PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2018 - 2020
BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2018
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE		MINISTERE DES MINES															
		Exécution du budget 2017				Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2018			FINANCEMENT INTERIEUR 2018				FINANCEMENT EXTERIEUR 2018			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecart (en %)	2018 - 2020	Total	Formation Capital	Autres dépenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
2377	APPUI CPS SECTEUR MINES ET ENERGIE	APPUI CELLULE DE PLANIF. & STATISTIQUE	150	150	0	270	120	120	0	120	120	0	0	0	0	0	0
2416	PROMOTION DES INDICES MINIERES	DIRECTION NATIONALE GEOLOGIE & MINES	500	500	0	900	400	400	0	400	400	0	0	0	0	0	0
2840	CARTOGRAPHIE AU 1/50000 IEME	DIRECTION NATIONALE GEOLOGIE & MINES	160	160	0	407	247	247	0	247	247	0	0	0	0	0	0
2228	PROMOTION DE NOUVELLES ZONES PETROLIERES	PROMOTION NOUVELLES ZONES PETROLIERES	300	300	0	650	350	350	0	350	350	0	0	0	0	0	0
2496	EQUIPEMENT DU PDRM	EQUIPEMENT PDRM	400	400	0	500	500	500	0	500	500	0	0	0	0	0	0
TOTAL MINISTERE			1 510	1 510	0	2 727	1 617	1 617	0	1 617	1 617	0	0	0	0	0	0



PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2018 - 2020
BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2018
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
 (Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE		MIN. ECONOMIE NUMERIQUE, ET COMMUNICATION															
			Exécution du budget 2017			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2018			FINANCEMENT INTERIEUR 2018				FINANCEMENT EXTERIEUR 2018			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecart (en %)	2018 - 2020	Total	Formation Capital	Autres dépenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
2573	CONSTRUCTION/EQUIPEMENT BUREAUX REGIONAUX AMAP	DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	1 000	1 000	0	1 200	600	600	0	600	600	0	0	0	0	0	0
2740	CONTRAT PLAN ETAT ANCD	CABINET	350	350	0	960	320	320	0	320	320	0	0	0	0	0	0
2866	PROJET CONNEXION COMMUNES/ ECOLES A INTERNET	CABINET	200	200	0	600	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	0
2867	RENFORCEMENT INFRASTRUCTURES/EQUIPEMENTS ORTM	CABINET	0	557	557	900	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	0
2926	PROGRAMME D'INVESTISSEMENT DE LA POSTE	CONTRAT PLAN ETAT / ONP (PROG.D'INVESTISS.)	415	415	0	1 415	415	415	0	415	415	0	0	0	0	0	0
TOTAL MINISTERE			1 965	2 522	557	5 075	1 835	1 835	0	1 835	1 835	0	0	0	0	0	0



PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2018 - 2020
BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2018
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE		MINISTERE ET DE L'HABITAT DE L'URBANISME ET DES AFFAIRES FONCIERES															
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Exécution du budget 2017			Autorisation de prog/AP-AE 2018 - 2020	DEPENSES 2018			FINANCEMENT INTERIEUR 2018				FINANCEMENT EXTERIEUR 2018			
			Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecart (en %)		Total	Formation Capital	Autres dépenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
2882	PROGRAMME CONSTRUCTION 50000 LOGEMENTS SOCIAUX	DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	5 000	5 000	0	20 000	10 000	10 000	0	10 000	10 000	0	0	0	0	0	0
1582	ELABORATION/REV. SCHEMA D'AMENGE. VILLE	CABINET	200	200	0	900	500	500	0	500	500	0	0	0	0	0	0
1995	CONSTRUCTION DIRECTION NATIONALE. REGIONALES CADASTRE	CABINET	1 200	1 200	0	3 300	1 300	1 300	0	1 300	1 300	0	0	0	0	0	0
2768	RENFORCEMENT CAPACITES DOMAINES AFFAIRES FONCIERES URBANISME	CABINET	150	150	0	100	200	200	0	100	100	0	0	0	0	0	0
2907	MISE EN OEUVRE REFORME FONCIERE SECURISE	CABINET	1 700	1 700	0	4 000	2 000	2 000	0	2 000	2 000	0	0	0	0	0	0
2909	PROGRAMME REFECTION BATIMENT PUBLICS	CABINET	600	600	0	1 800	600	600	0	600	600	0	0	0	0	0	0
2392	CONSTRUCTION EQUIPEMENT DIRECTION NATIONALE URBANISME	DIR. NAT. DE L'URBANISME ET DE L'HABITAT	1 000	1 000	0	1 000	1 000	1 000	0	1 000	1 000	0	0	0	0	0	0
TOTAL MINISTERE			9 850	9 850	0	31 100	15 600	15 600	0	15 500	15 500	0	0	0	0	0	0



PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2018 - 2020
BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2018
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE		MINISTÈRE DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE ET DE LA POPULATION															
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Exécution du budget 2017			Autorisation de prog/AP-AE 2018 - 2020	DEPENSES 2018			FINANCEMENT INTERIEUR 2018				FINANCEMENT EXTERIEUR 2018			
			Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecart (en %)		Total	Formation Capital	Autres dépenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
2064	APPUI A LA GEST. DE LA POLITIQUE NATION.POPULATION	DIRECTION NATIONALE DE LA POPULATION	250	250	0	750	250	250	0	250	250	0	0	0	0	0	0
2938	PROGRAMME AUTONOMISATION DES FEMMES DIVIDENDE DEMOGRAPHIQUE	DIRECTION NATIONALE DE LA POPULATION	3 500	3 500	0	18 100	5 100	5 100	0	100	100	0	0	7 000	0	7 000	BM
708	PROGRAMME FORMAT.PERFECTIONNEMENT AGENTS MEF	CABINET	120	120	0	300	100	100	0	100	100	0	0	0	0	0	0
2460	APPUI MISE EN OEUVRE SCHEMA DIRECTEUR STATISTIQUE	CABINET	400	400	0	1 000	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	0
2477	PROJET D'APPUI A LA MISE EN OEUVRE DE L'INSTAT	CABINET	450	450	0	900	450	450	0	450	450	0	0	0	0	0	0
2824	APPUI CENTRE DE FORMATION EN STATISTIQUE/INSTAT	CABINET	100	100	0	50	50	50	0	50	50	0	0	0	0	0	0
2825	APPUI INSTITUTIONNEL AU MPATP	CABINET	176	176	0	75	75	75	0	75	75	0	0	0	0	0	0
2863	CONSTRUCTION/EQUIPEMENT SIEGE INSTAT	CABINET	2 500	2 500	0	3 159	1 500	1 500	0	1 500	1 500	0	0	0	0	0	0
3047	CONSTRUCTION EQUIPEMENT CENTRE PERFECT INSTAT	CABINET	500	500	0	1 703	500	500	0	500	500	0	0	0	0	0	0
2826	APPUI RENFORCEMENT MISE EN OEUVRE DISPOSITIF INSTITUTIONNEL JURIDIQUE	DIRECTION NAT. AMENAGEMENT DU TERRITOIRE	450	450	0	1 200	400	400	0	400	400	0	0	0	0	0	0
TOTAL MINISTERE			8 446	8 446	0	27 237	8 625	8 625	0	3 625	3 625	0	0	7 000	0	7 000	



PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2018 - 2020
BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2018
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE		MINISTERE EQUIPEMEN ET DESENCLAVEMENT															
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Exécution du budget 2017			Autorisation de prog/AP-AE 2018 - 2020	DEPENSES 2018			FINANCEMENT INTERIEUR 2018				FINANCEMENT EXTERIEUR 2018			
			Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecart (en %)		Total	Formation Capital	Autres dépenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
2399	CONSTRUCTION BUREAU ANNEXES DAF/ MET	DIRECTION DES FINANCES ET DU MATERIEL	200	200	0	200	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	0
2567	PROJET CONSTRUCTION/EQUIPEMENT INSPECTION EQUIPEMENT TRANSPORT	DIRECTION DES FINANCES ET DU MATERIEL	265	265	0	260	260	260	0	260	260	0	0	0	0	0	0
2252	CONTRAT PLAN ETAT CNREX BTP	CABINET	200	200	0	600	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	0
2449	REHABILITATION EQUIPEMENT INFP/BTP	CABINET	200	200	0	600	300	300	0	200	200	0	0	0	0	0	0
3056	CONTRAT PLAN ETAT - IGM	CABINET	330	330	0	750	250	250	0	250	250	0	0	0	0	0	0
3099	AMENAG. TRAVERSEE VILLE DE SIKASSO	CABINET	0	0	0	200	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	0
1900	REPARATION ACQUISITION BACS	DIRECTION NATIONALE DES TRANSPORTS	200	200	0	600	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	0
2746	CONSTRUCTION EQUIPEMENT ENTREPOT AU TOGO	DIRECTION NATIONALE DES TRANSPORTS	300	0	-1	200	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	0
1554	PROGRAMME D'URGENCE ROUTIER	DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	300	300	0	1 300	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	0
1833	ENTRETIEN COURANT DES ROUTES	DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	400	400	0	1 200	400	400	0	400	400	0	0	0	0	0	0
2036	ENTRETIEN DES PISTES CMDT	DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	700	700	0	3 000	1 000	1 000	0	1 000	1 000	0	0	0	0	0	0
2482	ACQUISITION REPARATION D'ENGINS LOURDS	DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	300	300	0	900	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	0
2561	PROJET BITUMAGE TRONCON GOMA COURA TOMBOUCTOU	DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	10 500	10 500	0	22 500	17 500	17 500	0	0	0	0	0	17 500	0	17 500	UE



MINISTERE		MINISTERE EQUIPEMEN ET DESENCLAVEMENT															
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Exécution du budget 2017			Autorisation de prog/AP-AE 2018 - 2020	DEPENSES 2018			FINANCEMENT INTERIEUR 2018			FINANCEMENT EXTERIEUR 2018				
			Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecart (en %)		Total	Formation Capital	Autres dépenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
2568	PROJET AMENAGEMENT EN 2X2 VOIES ROUTE SIKASSO ZEGOUA	DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	0	0	0	5 000	5 000	5 000	0	0	0	0	0	5 000	5 000	0	BOAD
2749	CONSTRUCTION ROUTE GOUMBOU NARA FRE MAURITANIE	DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	300	300	0	1 500	500	500	0	500	500	0	0	0	0	0	0
2751	BITUMAGE ROUTE MAHINA BAFOULABE	DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	776	776	0	200	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	0
2802	AMENAGEMENT 2X2 VOIES SECTION ROUTE SEGOU SAN 7KM	DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	4 718	218	-1	4 500	4 500	4 500	0	0	0	0	0	4 500	4 500	0	BOAD
2821	PROGR. AMENAG. INFRASTRUC. ROUTIERES STRUCT (PAIRS)	DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	48 000	40 000	-0	37 400	33 400	33 400	0	25 400	25 400	0	0	8 000	8 000	0	BOAD
2887	CONSTRUCTION PONT FLEUVE BAoule ROUTE FANA DIOLA	DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	3 500	3 500	0	2 250	2 250	2 250	0	2 250	2 250	0	0	0	0	0	0
2945	CONSTRUCTION 2EME PONT DE KAYES (600ML)	DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	15 000	15 000	0	45 000	15 000	15 000	0	15 000	15 000	0	0	0	0	0	0
2948	CONSTRUCTION BTUMAGE MACINA-DIAFARABE-TENENKOU	DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	3 000	3 000	0	7 476	3 000	3 000	0	3 000	3 000	0	0	0	0	0	0
2980	CONSTR. BITUMAGE ROUTE ZANTIEBOUGOU-KOLON DIEBA FRE RCI	DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	3 000	3 000	0	37 773	28 000	28 000	0	3 000	3 000	0	0	21 000	21 000	0	BAD
2997	PROJET ROUTE BENENA-MANDIAKUY	DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	3 500	3 500	0	1 065	1 065	1 065	0	1 065	1 065	0	0	0	0	0	0
3012	CONST/BITUMAGE DE LA ROUTE KAYES KENIEBA (250KM)	DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	7 507	0	-1	20 967	13 087	13 087	0	13 087	13 087	0	0	0	0	0	0
3013	CONST SECTION KANGABA DIALAFOUNDO FRONTIERE GUINEE (50KM)	DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	4 520	2 000	-1	17 787	8 000	8 000	0	8 686	8 686	0	0	0	0	0	0



MINISTERE		MINISTERE EQUIPEMEN ET DESENCLAVEMENT															
		Exécution du budget 2017				Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2018			FINANCEMENT INTERIEUR 2018				FINANCEMENT EXTERIEUR 2018			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2018 - 2020	Total	Formation Capital	Autres dépenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
3014	CONSTRUCTION VOIE CEINTURE OUEST KOULIKORO (13,6 KM)	DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	1 500	1 500	0	19 215	3 215	3 215	0	3 215	3 215	0	0	0	0	0	0
3015	AMENAG VOIE KOULOUBLENI LONGUE DE 5 KM COMMUNE RURALE KALAMBAN KORO	DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	1 500	1 500	0	4 714	3 214	3 214	0	3 214	3 214	0	0	0	0	0	0
3016	CONST/BITUMAGE ROUTE BANCONI DIALOKORODJI SAFO DABANI NOMSOMBOUGOU	DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	5 095	5 095	0	23 092	7 918	7 918	0	7 918	7 918	0	0	0	0	0	0
3017	CONST SECTION YANFOLILA KALANA FRONTIERE GUINEE(52KM)	DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	3 942	3 942	0	15 437	6 945	6 945	0	6 945	6 945	0	0	0	0	0	0
3018	AMENAGEMENT DE LA BRETELE KATELE KADIOLO, 4 KM DE VOIRIES DANS LA LOCALITE DE KADIOLO ET 101 KM DE ROUTE DE TERRE DANS LE CERCLE DE KOUTIALA	DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	1 000	1 000	0	12 577	2 143	2 143	0	2 143	2 143	0	0	0	0	0	0
3019	BITUMAGE DE LA ROUTE BAROUELI TAMANI (30,5KM)	DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	2 936	2 000	-0	5 574	5 292	5 292	0	5 292	5 292	0	0	0	0	0	0
3020	TRAVAUX D'AMENAGEMENT EN 2X2 VOIES DE LA VOIE RELIANT LE 3EME PONT DE BKO A LA RN6 (3,26KM), Y COMPRIS LA CONSTRUCTION D'UN ECHANGEUR AU CROISEMENT AVEC LA RN6 ET REHAB DE LA SECTION TOUR DE L'AFRIQUE-YIRIMADIO DE LA RN6	DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	5 000	5 000	0	9 500	9 500	9 500	0	9 500	9 500	0	0	0	0	0	0
TOTAL MINISTERE			128 389	104 926	-3	295 257	173 339	173 339	0	113 925	113 925	0	0	56 000	38 500	17 500	



PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2018 - 2020
BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2018
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE		MINISTERE DES TRANSPORTS															
			Exécution du budget 2017			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2018			FINANCEMENT INTERIEUR 2018				FINANCEMENT EXTERIEUR 2018			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecart (en %)	2018 - 2020	Total	Formation Capital	Autres dépenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
3011	REHABILITATION RESEAU D'OBSERVATION METEOROLOGIQUE DU MALI	DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	250	250	0	750	250	250	0	250	250	0	0	0	0	0	
991	COMPAGNIE MALIENNE NAVIGATION CONTRAT/PLAN	CABINET	260	260	0	900	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	
2290	PROGRAMME NATIONAL DE PLUIES PROVOQUEES	CABINET	2 000	2 000	0	6 000	2 000	2 000	0	2 000	2 000	0	0	0	0	0	
2310	CONSTRUCTION ENTREPOTS DU MALI EN COTE D'IVOIRE	CABINET	500	500	0	280	280	280	0	280	280	0	0	0	0	0	
2376	APPUI CPS SECT EQUIPEMENT TRANSPOTRS COMMUNICATION	CABINET	150	150	0	300	100	100	0	100	100	0	0	0	0	0	
2566	PROJET CONST ENTREPOT DU MALI EN GUINE	CABINET	628	628	0	435	435	435	0	435	435	0	0	0	0	0	
2746	PROJET CONST ENTREPOT DU MALI AU TOGO	CABINET	300	0	0	200	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	
TOTAL MINISTERE			4 088	3 788	0	8 665	3 365	3 365	0	3 565	3 565	0	0	0	0	0	
ENSEMBLE MINISTERES			4 088	3 788	0	8 665	3 365	3 365	0	3 565	3 565	0	0	0	0	0	



PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2018 - 2020
BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2018
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE		MINISTERE DU DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL															
		Exécution du budget 2017				Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2018			FINANCEMENT INTERIEUR 2018				FINANCEMENT EXTERIEUR 2018			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecart (en %)	2018 - 2020	Total	Formation Capital	Autres dépenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
2381	APPUI CPS SECT IND COMM ART EEMPL PROM INVEST PRI	CELLULE DE PLANIFICATION ET DE STATISTIQUE	150	150	0	450	150	150	0	150	150	0	0	0	0	0	0
2108	RESTRUCTURATION MISE A NIVEAU DES ENTREPRISES INDUSTRIELLES	DIRECTION DES FINANCES & DU MATERIEL	100	100	0	100	100	100	0	100	100	0	0	0	0	0	0
2845	REHABILITATION CENTRE MALIEN PROPRIETE INTELLECTUELLE	DIRECTION DES FINANCES & DU MATERIEL	50	50	0	200	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	0
2639	PROJET OPERATION STRATEGIE DEVELOPPEMENT SECTEUR AGRO ALIMENTAIRE	CABINET	0	0	0	75	75	75	0	75	75	0	0	0	0	0	0
2779	APPUI AGENCE MALIENNE NORMALISATION PROMOTION QUALITE	CABINET	50	50	0	50	50	0	50	50	50	0	0	0	0	0	0
TOTAL MINISTERE			350	350	0	875	575	525	50	575	575	0	0	0	0	0	0



PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2018 - 2020
BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2018
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE		MINISTERE DU COMMERCE															
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Exécution du budget 2017			Autorisation de prog/AP-AE 2018 - 2020	DEPENSES 2018			FINANCEMENT INTERIEUR 2018				FINANCEMENT EXTERIEUR 2018			
			Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecart (en %)		Total	Formation Capital	Autres dépenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
2241	APPUI AU CARDE INTEGRE	DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	1 660	1 660	0	5 566	1 833	1 833	0	1 300	1 300	0	0	533	0	533	AFD
3026	CONSTRUCTION EQUIPEMENT SIEGE APEX	DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	200	0	-1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2957	PROJET APPUI FORMALISATION ACTEURS COMMERCE DETAIL	DIRECTION NATIONALE CONCURRENCE & COMMERCE	200	200	0	900	600	600	0	600	600	0	0	0	0	0	0
3025	CONSTR EQUIPEMENT HOTEL DU COMERCE R+5	DIRECTION NATIONALE CONCURRENCE & COMMERCE	400	600	0	5 000	1 550	1 550	0	1 550	1 550	0	0	0	0	0	0
TOTAL MINISTERE			2 460	2 460	-0	11 466	3 983	3 983	0	3 450	3 450	0	0	533	0	533	



PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2018 - 2020
BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2018
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE		MINISTÈRE PROMOTION INVESTISSEMENTS SECTEUR PRIVE															
		Exécution du budget 2017			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2018			FINANCEMENT INTERIEUR 2018			FINANCEMENT EXTERIEUR 2018					
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecart (en %)	2018 - 2020	Total	Formation Capital	Autres dépenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
2603	APPUI MISE PLACE REFORMES ETAT SECTEUR PRIVE	CELLULE TECHN. REFORME CADRE AFFAIRES	100	100	0	450	150	150	0	150	150	0	0	0	0	0	0
2755	APPUI A LA LOI ORIENTATION SECTEUR PRIVE	SECRET. PERMANENT LOI D'ORIENTAT° SECTEUR PRIVE	100	100	0	300	100	100	0	100	100	0	0	0	0	0	0
2683	APPUI AGENCE PROMOTION DES INVESTISSEMENT	DIRECTION NATIONALE DES INDUSTRIES	100	100	0	350	150	150	0	150	150	0	0	0	0	0	0
TOTAL MINISTERE			300	300	0	1 100	400	400	0	400	400	0	0	0	0	0	0



PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2018 - 2020
BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2018
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE		MINISTERE DE L'AGRICULTURE															
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Exécution du budget 2017			Autorisation de prog/AP-AE 2018 - 2020	DEPENSES 2018			FINANCEMENT INTERIEUR 2018				FINANCEMENT EXTERIEUR 2018			
			Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecart (en %)		Total	Formation Capital	Autres dépenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
1706	CONTRAT/PLAN ETAT OFFICE DU NIGER	DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	4 200	4 200	0	15 000	5 000	5 000	0	5 000	5 000	0	0	0	0	0	0
2481	REHABILITATION EQUIPEMENT BUREAU DAF/MA	DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	300	300	0	175	175	175	0	175	175	0	0	0	0	0	0
2560	CONSTRUCTION EQUIPEMENT INSPECTION AGRICULTURE	DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	250	250	0	200	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	0
2380	APPUI CPS SECTEUR DEVELOPPEMENT RURAL	CELLULE PLANIFICATION & DE STATISTIQUE	150	150	0	300	100	0	100	100	100	0	0	0	0	0	0
2571	PROJET APPUI MISE EN OEUVRE ENQUETE AGRICOLE CONJONCTURE (EAC)	CELLULE PLANIFICATION & DE STATISTIQUE	400	400	0	900	300	0	300	300	300	0	0	0	0	0	0
2753	REHABILITATION BUREAU CPS SDR	CELLULE PLANIFICATION & DE STATISTIQUE	300	300	0	300	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	0
1007	CONTRAT/PLAN ETAT OFFICE RIZ SEGOU	CABINET	400	400	0	1 200	400	400	0	400	400	0	0	0	0	0	0
1977	PROGRAMME COMPETIVITE DIVERSIFICATION AGRICOLE PCDA	CABINET	1 000	1 000	0	500	500	500	0	500	500	0	0	0	0	0	0
2250	CONTRAT PLAN ETAT/OHVN	CABINET	400	400	0	1 200	400	400	0	400	400	0	0	0	0	0	0
2687	CONTRAT PLAN ETAT /OFFICE DEVELOPPEMENT RURAL SELINGUE	CABINET	400	400	0	1 510	410	410	0	410	410	0	0	0	0	0	0
2728	APPUI CROISSANCE ECO PROMOTION EMPLOI SECTEUR PRIVE	CABINET	4 050	4 050	0	3 150	3 050	3 050	0	50	50	0	0	3 000	0	3 000	Danemark



MINISTERE		MINISTERE DE L'AGRICULTURE															
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Exécution du budget 2017			Autorisation de prog/AP-AE 2018 - 2020	DEPENSES 2018			FINANCEMENT INTERIEUR 2018				FINANCEMENT EXTERIEUR 2018			
			Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecart (en %)		Total	Formation Capital	Autres dépenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
2800	PROGRAMME PRODUCTIVITE AGRICOLE AFRIQUE OUEST (WAPP) II	CABINET	10 200	10 200	0	7 300	7 300	7 300	0	300	300	0	0	7 000	7 000	0	BM
2807	PROJ. RENFORC.SECU. ALIMENT. DVPT CULT IRRIG (PRESA-DCI)	CABINET	10 600	10 600	0	13 973	6 500	6 500	0	500	500	0	0	6 000	6 000	0	BAD
2809	PROJ RENFORC. SEC. ALIMENT. NUTRIT REGION KOULIKORO (PRESAN-KL)	CABINET	10 450	10 450	0	11 477	8 400	8 400	0	400	400	0	0	8 000	8 000	0	BAD
2849	RECENSEMENT GENERAL AGRICOLE ELEVAGE & PECHE	CABINET	500	500	0	600	300	0	300	300	300	0	0	0	0	0	0
2856	CONTRAT PLAN ETAT /OPIB	CABINET	330	330	0	990	330	330	0	330	330	0	0	0	0	0	0
2918	CONTRAT PLAN ETAT ADRS	CABINET	200	200	0	750	250	250	0	250	250	0	0	0	0	0	0
2961	AMELIORATION SYSTEME IRRIGATION PERIMETRE IRRIGUE BAGUINEDA	CABINET	1 000	1 000	0	1 800	1 800	1 800	0	1 800	1 800	0	0	0	0	0	0
2966	ETUDE PROJET DEVELOPPEMENT RURAL DU KAARTA/SEFETO	CABINET	400	400	0	700	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	0
3001	PROJET DEVELOPPEMENT RURAL SOKE1 (PADER-S1)	CABINET	3 000	3 000	0	7 879	3 000	3 000	0	3 000	3 000	0	0	0	0	0	0
3009	PROJET MISE EN VALEUR DU SYSTEME FAGUIBINE	CABINET	250	250	0	900	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	0
3043	OFFICE RIZ MOPTI	CABINET	270	270	0	1 050	350	350	0	350	350	0	0	0	0	0	0
3112	PROJET D'APPUI REGIONAL A L'INITIATIVE D'IRRIGATION DANS LE SAHEL (PARIS)	CABINET	0	0	0	10 580	1 700	1 700	0	200	200	0	0	2 500	2 500	0	BAD



MINISTERE		MINISTERE DE L'AGRICULTURE															
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Exécution du budget 2017			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2018			FINANCEMENT INTERIEUR 2018			FINANCEMENT EXTERIEUR 2018				
			Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecart (en %)	2018 - 2020	Total	Formation Capital	Autres dépenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
3118	IPRODI PROGRAMME MALI NORD	CABINET	0	0	0	10 839	0	0	0	0	0	0	0	2 000	0	2 000	KfW
2640	PROGRAMME D'ACCROISSEMENT PRODUCTIVITE AGRICOLE AU MALI	DIRECTION NATIONALE DE L'AGRICULTURE	10 500	10 500	0	2 500	2 500	2 500	0	0	0	0	0	2 500	2 500	0	AFD
2684	PROJET DEVELOPPEMENT INTEGRE KITA PHASE 2	DIRECTION NATIONALE DE L'AGRICULTURE	8 900	8 900	0	3 800	3 800	3 800	0	300	300	0	0	3 500	3 500	0	BID
2685	PROJET DEVELOPPEMENT MALI GRENIER (AGRA)	DIRECTION NATIONALE DE L'AGRICULTURE	50	50	0	50	0	0	0	50	50	0	0	0	0	0	0
2874	PROJET AMENAG. HYDRO-AGRICOLE REGION KOULIKORO	DIRECTION NATIONALE DE L'AGRICULTURE	550	550	0	1 050	1 000	1 000	0	500	500	0	0	0	0	0	0
2910	TRAVAUX EXTENSION 200 HA PLAINE SAOUNE	DIRECTION NATIONALE DE L'AGRICULTURE	150	150	0	300	100	100	0	100	100	0	0	0	0	0	0
2916	PROGRAMME DE RENFORCEMENT RESILIENCE SECURITE ALIMENTAIRE (PRIA)	DIRECTION NATIONALE DE L'AGRICULTURE	8 750	8 750	0	5 750	5 250	5 250	0	250	250	0	0	5 000	5 000	0	BID
2917	PROJET RENFORCEMENT RESILIENCE AU SAHEL (P2RS)	DIRECTION NATIONALE DE L'AGRICULTURE	15 700	15 700	0	13 616	8 870	8 870	0	700	700	0	0	8 170	8 170	0	BAD
3008	OFFICE DU MOYEN BANI	DIRECTION NATIONALE DE L'AGRICULTURE	350	350	0	1 050	350	350	0	350	350	0	0	0	0	0	0
3113	PROJET DEVELOPPEMENT FERME RIZICOLE SABE	DIRECTION NATIONALE DE L'AGRICULTURE	0	0	0	300	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	0
1983	ETUDE D'AMENAGEMENT DE BAS-FONDS	DIRECTION NATIONALE DU GENIE RURAL	200	200	0	150	150	150	0	150	150	0	0	0	0	0	0
2480	PROGRAMME DEVELOPPEMENT IRRIGATION AU MALI	DIRECTION NATIONALE DU GENIE RURAL	22 500	22 500	0	35 230	19 130	19 130	0	2 200	2 200	0	0	16 930	16 930	0	BAD



MINISTERE		MINISTERE DE L'AGRICULTURE															
		Exécution du budget 2017			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2018			FINANCEMENT INTERIEUR 2018				FINANCEMENT EXTERIEUR 2018				
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecart (en %)	2018 - 2020	Total	Formation Capital	Autres dépenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
2864	AMENAGEMENT HYDRO AGRICOLE REGION SIKASSO	DIRECTION NATIONALE DU GENIE RURAL	2 000	2 000	0	3 000	2 000	2 000	0	2 000	2 000	0	0	0	0	0	0
2765	PROJET AMELIORATION PRODUCTIVITE AGRICOLES SS EXPOIT AFR SUD SAHARIEN	POJ. AMEL. PRODTVITE AGR. SS. EXPOIT. AFR. SUD SAHARIEN	6 850	6 850	0	2 235	2 100	2 100	0	100	100	0	0	2 000	2 000		0 BID
2602	PROJET AMENAGEMENT HYDRO-AGRICOLE MOLODO NORD/BOAD	AMENAGEMENT HYDROAGRICOLE MOLODO NORD / BOAD	12 000	12 000	0	4 883	4 850	4 850	0	850	850	0	0	4 000	4 000		0 BOAD
TOTAL MINISTERE			137 550	137 550	0	167 187	91 665	90 965	700	23 615	23 615	0	0	70 600	65 600	5 000	



PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2018 - 2020
BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2018
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE		MINISTERE DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE															
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Exécution du budget 2017			Autorisation de prog/AP-AE 2018 - 2020	DEPENSES 2018			FINANCEMENT INTERIEUR 2018				FINANCEMENT EXTERIEUR 2018			
			Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecart (en %)		Total	Formation Capital	Autres dépenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
2200	CONTRAT PLAN LABORATOIRE CENTRALE VETERINAIRE ETAT	C A B I N E T	150	150	0	300	100	100	0	100	100	0	0	0	0	0	0
2643	PROJET DEVELOPPEMENT FILIERE AQUACOLE SIKASSO	C A B I N E T	1 165	1 165	0	1 050	1 050	1 050	0	150	150	0	0	900	0	900	Amb.Belgique
1894	PROGRAMME PANAFRICAIN CONTROLE EPIZOTIES (PACE)	DIRECTION NAT. PRODUCTIONS & INDUSTRIES ANIMALES	50	50	0	50	50	50	0	50	50	0	0	0	0	0	0
2488	PROJET DEVELOPPEMENT ZEBU MAURE NARA	DIRECTION NAT. PRODUCTIONS & INDUSTRIES ANIMALES	1 484	1 484	0	300	300	300	0	50	50	0	0	250	0	250	Amb.Belgique
2798	PROJ. DVPT INT RESS. ANIM. ET AQUACOLE (PDIRAM)	DIRECTION NAT. PRODUCTIONS & INDUSTRIES ANIMALES	3 600	3 600	0	9 300	3 600	3 600	0	100	100	0	0	3 500	3 500	0	BID
1885	PROGRAMME DVPT INTEGRE ZONE ONDY/ MADINA DIASSA	DIRECTION NAT. PRODUCTIONS & INDUSTRIES ANIMALES	200	200	0	100	100	100	0	100	100	0	0	0	0	0	0
1984	PROJET DEVELOPPEMENT REGION LIPTAKO GOURMA	DIRECTION NAT. PRODUCTIONS & INDUSTRIES ANIMALES	100	100	0	100	100	100	0	100	100	0	0	0	0	0	0
2201	ETUDE TRANSFORMATION SOUS PRODUITS D'ABATTAGE PPTE	DIRECTION NAT. PRODUCTIONS & INDUSTRIES ANIMALES	640	640	0	250	250	250	0	250	250	0	0	0	0	0	0
2402	CONSTRUCTION MARCHE MODERNE POISSONS DE BAMAKO PPTE	DIRECTION NAT. PRODUCTIONS & INDUSTRIES ANIMALES	350	350	0	1 050	350	350	0	350	350	0	0	0	0	0	0
2404	ETUDE DEVELOPPEMENT VALORISATION PRODUCTION LAITIERE MALI	DIRECTION NAT. PRODUCTIONS & INDUSTRIES ANIMALES	200	200	0	200	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	0
2799	PROJET REGIONAL APPUI PASTORALISME AU SAHEL (PRAPS)	DIRECTION NAT. PRODUCTIONS & INDUSTRIES ANIMALES	10 150	10 150	0	25 324	7 650	7 650	0	150	150	0	0	7 500	7 500	0	BM



MINISTERE		MINISTERE DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE															
		Exécution du budget 2017			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2018			FINANCEMENT INTERIEUR 2018			FINANCEMENT EXTERIEUR 2018					
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecart (en %)	2018 - 2020	Total	Formation Capital	Autres dépenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
3000	APPUI CENTRE NATIONAL INSEMINATION ARTIFICIELLE ANIMALE	DIRECTION NAT. PRODUCTIONS & INDUSTRIES ANIMALES	400	400	0	1 200	400	400	0	400	400	0	0	0	0	0	0
3055	PROGRAMME QUINQUENNAL AMENAGEMENT AQUICOLES	DIRECTION NAT. PRODUCTIONS & INDUSTRIES ANIMALES	400	400	0	1 100	400	400	0	400	400	0	0	0	0	0	0
TOTAL MINISTERE			18 889	18 889	0	40 324	14 550	14 550	0	2 400	2 400	0	0	12 150	11 000	1 150	



PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2018 - 2020
BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2018
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE		INSTITUT D'ECONOMIE RURALE															
		Exécution du budget 2017			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2018			FINANCEMENT INTERIEUR 2018			FINANCEMENT EXTERIEUR 2018					
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecart (en %)	2018 - 2020	Total	Formation Capital	Autres dépenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
2709	ADAPTATION AGRICULTURE ELEVEGE CHANGEMENT CLIMATIQUE	INSTITUT D'ECONOMIE RURALE	150	150	0	150	150	150	0	150	150	0	0	0	0	0	0
2959	CONSTRUCTION VOIE D'ACCES SINO MALIEN	INSTITUT D'ECONOMIE RURALE	400	400	0	1 100	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	0
TOTAL MINISTERE			550	550	0	1 250	350	350	0	350	350	0	0	0	0	0	0



PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2018 - 2020
BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2018
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE		COMMISSARIAT A LA SECURITE ALIMENTAIRE															
		Exécution du budget 2017			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2018			FINANCEMENT INTERIEUR 2018			FINANCEMENT EXTERIEUR 2018					
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecart (en %)	2018 - 2020	Total	Formation Capital	Autres dépenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
2724	PROJET RECONSTITUTION DU STOCK NATIONAL DE SECURITE ALIMENTAIRE	COMMISSARIAT A LA SECURITE ALIMENTAIRE	4 300	4 300	0	12 000	4 000	0	4 000	4 000	4 000	0	0	0	0	0	0
2796	PROGRAMME RESTRUCTURATION MARCHÉ CEREALIER	COMMISSARIAT A LA SECURITE ALIMENTAIRE	1 200	1 200	0	3 300	2 200	1 100	1 100	1 100	1 100	0	0	0	0	0	0
TOTAL MINISTERE			5 500	5 500	0	15 300	6 200	1 100	5 100	5 100	5 100	0	0	0	0	0	0



PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2018 - 2020
BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2018
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE		MINISTERE DE L'ARTISANAT ET DU TOURISME															
		Exécution du budget 2017				Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2018			FINANCEMENT INTERIEUR 2018				FINANCEMENT EXTERIEUR 2018			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecart (en %)	2018 - 2020	Total	Formation Capital	Autres dépenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
2242	CONSTRUCTION EQUIPEMENT VILLAGES ARTISANAUX	DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	370	370	0	1 100	500	500	0	500	500	0	0	0	0	0	0
2244	FLECHAGE AMENAGEMENT DES CIRCUITS TOURISTIQUES	DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	150	150	0	300	150	150	0	150	150	0	0	0	0	0	0
2757	REHABILITATION EQUIPEMENT CENTRE DEVELOPPEMENT ARTISANAT TEXTILE	DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	100	100	0	200	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	0
2841	AMENAGEMENT EQUIPEMENT SIEGE APCCM	CHAMBRE DES METIERS	400	400	0	676	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	0
TOTAL MINISTERE			1 020	1 020	0	2 276	1 050	1 050	0	1 050	1 050	0	0	0	0	0	0
ENSEMBLE MINISTERES			543 441	473 787	539	1 111 821	529 955	523 855	6 100	293 567	293 567	0	0	250 000	168 125	81 875	

**DOCUMENT DE PROGRAMMATION BUDGETAIRE ET
ECONOMIQUE PLURIANNUELLE (DPBEP)
2018-2020**



~ PROJET DE LOI DE FINANCES 2018 ~

DOCUMENT DE PROGRAMMATION BUDGÉTAIRE ET
ÉCONOMIQUE PLURIANNUELLE (DPBEP)

2018-2020



SEPTEMBRE 2017



LISTE DES ABREVIATIONS

AICE	Application Intégrée de la Comptabilité de l'Etat
BCEAO	Banque Centrale des Etats d'Afrique de l'Ouest
BSI :	Budget Spécial d'Investissement
CANAM	Caisse Nationale d'Assurance Maladie
CDMT :	Cadre de Dépenses à Moyen Terme
CEDEAO :	Communauté Economique des Etats d'Afrique de l'Ouest
CMSS :	Caisse Malienne de Sécurité Sociale
CREDD	Cadre Stratégique pour la Relance Economique et le Développement Durable au Mali
CSCRIP:	Cadre Stratégique pour la Croissance et la Réduction de la Pauvreté
CUT	Compte Unique du Trésor
DGABE :	Direction Générale de l'Administration des Biens de l'Etat
DGB	Direction Générale du Budget
DGD :	Direction Générale des Douanes
DGDP :	Direction Générale de la Dette Publique
DGE :	Direction des Grandes Entreprises
DGI :	Direction Générale des Impôts
DME	Direction des Moyennes Entreprises
DNDC :	Direction Nationale des Domaines et du Cadastre
DNTCP :	Direction Nationale du Trésor et de la Comptabilité Publique
DPBEP	Document de Programmation Budgétaire et Economique Pluriannuelle
EDM_SA	Energie du Mali
EMOP	Enquête Modulaire d'Evaluation de la Pauvreté
FMI	Fonds Monétaire International
INPS	Institut National de Prévoyance Sociale
LOA	Loi d'Orientation Agricole
LOPM	Loi d'Orientation et de Programmation Militaire
LPSI	Loi de Programmation Relative à la Sécurité Intérieure
NEPAD	Nouveau Partenariat pour le Développement de l'Afrique
ODHD/LCP	Observatoire du Développement Humain Durable/ Lutte Contre la Pauvreté
OMD :	Objectifs du Millénaire pour le Développement
PAG	Programme d'Actions du Gouvernement
PAGAM/GFP :	Plan d'Action Gouvernemental d'Amélioration de la Gestion des Finances Publiques
PIB :	Produit Intérieur Brut
PNISA	Programme National d'Investissement du Secteur Agricole
PPTTE :	Pays Pauvres Très Endettés
PRED	Plan de Relance Durable
SIGTAS	Standard Integrated Government Tax Administration System
SNEC	Syndicat National de l'Education et de la Culture
SNESUP	Syndicat National de l'Enseignement Supérieur
TOFE :	Tableau des Opérations Financières de l'Etat
TVA	Taxe sur la Valeur Ajoutée
UEMOA	Union Economique et Monétaire Ouest Africaine
UNTM	Union Nationale des Travailleurs du Mali
VIH/SIDA	Virus Immunodéficience Humaine/ Syndrome Immunodéficience Acquise

INTRODUCTION

L'élaboration du DPBEP a été institutionnalisée par le nouveau cadre harmonisé de la gestion des finances publiques dans les pays de l'UEMOA. Le DPBEP est un outil budgétaire à partir duquel est élaboré le projet de loi de finances. Son élaboration ou sa mise à jour, sur la base des hypothèses du cadrage macro-économique, constitue la phase initiale du processus d'élaboration de la loi de finances.

L'élaboration du DPBEP revêt un intérêt particulier dans le cadre de la réforme de la gestion des finances publiques. Elle permet d'apporter une réponse aux problèmes d'articulation entre les stratégies de développement et le budget de l'Etat. Elle permet également de situer la loi de finances dans une perspective pluriannuelle et de préciser la trajectoire des finances publiques.

Dans le cadre du présent DPBEP couvrant la période 2018-2020, la projection des finances publiques est établie sur la base d'une prévision de croissance réelle du produit intérieur brut (PIB) en moyenne de 4,8% entre 2018 et 2020.

L'objectif de la politique budgétaire demeure le renforcement de sa soutenabilité en cohérence avec les critères de convergence de l'UEMOA et de la CEDEAO ainsi que les contraintes de viabilité de la dette publique. Sur la période 2018-2020, le solde budgétaire de base hors PPTTE en pourcentage du PIB se situerait en moyenne annuelle à -0,3% du PIB et le solde budgétaire global base engagement (dons inclus) autour de -3,1 % du PIB.

Les objectifs d'allocation budgétaire s'inscriront dans la poursuite et la consolidation de la mise en œuvre du Cadre Stratégique pour la Relance Economique et le Développement Durable au Mali (CREDD 2016-2018). Le CREDD constitue le document cadre de référence des politiques et stratégies nationales de développement. Il intègre les mesures prioritaires contenues dans les axes du Programme d'Actions du Gouvernement (PAG) 2013-2018.

En termes d'allocations budgétaires sectorielles, la priorité sera accordée notamment : (i) au financement des investissements productifs, (ii) à la mise en œuvre de l'engagement présidentiel d'allocation de 15% du budget d'Etat au secteur du Développement Rural, (iii) à la poursuite de la mise en œuvre de la Loi d'Orientation et de Programmation Militaire (LOPM), (iv) à la mise en œuvre de la Loi de Programmation relative à la Sécurité Intérieure (LPSI), (v) à la consolidation des acquis des secteurs sociaux et (vi) au renforcement de la régionalisation à travers la mise en œuvre de l'accord pour la paix et la réconciliation au Mali issu du processus d'Alger.

Le document comporte quatre (04) parties, à savoir:

- le contexte économique ;
- la projection des finances publiques ;
- la mise en œuvre des stratégies nationales et sectorielles ;
- la situation financière des organismes publics.

I. LE CONTEXTE ECONOMIQUE

1.1. Evolution récente de la situation macroéconomique

1.1.1 Evolution de la situation macroéconomique 2014-2016

1. L'économie malienne a connu une croissance exceptionnelle de 7,0 % en 2014. Cette performance est imputable à un rebond de la croissance dans les secteurs primaire et secondaire.
Grâce à une pluviométrie favorable et la mise en œuvre de la politique de subvention des intrants agricoles, la production du secteur primaire a augmenté de 9,3 %. Dans le secteur secondaire, la production s'est accrue de plus de 9 % à la suite d'un rebond particulièrement vigoureux dans le secteur des industries agroalimentaires et des textiles. La croissance du secteur tertiaire a été de 5 %.
2. Malgré une légère décélération en 2015 due à la contraction de l'activité dans le secteur secondaire, la croissance de l'économie est restée robuste. Ainsi, la croissance du PIB réel est ressortie à 6 % en 2015 grâce au dynamisme du secteur tertiaire et à la bonne tenue du secteur primaire en lien avec l'agriculture vivrière. En 2016, le taux de croissance est quasi identique à son niveau de 2015 (environ 5,8%) soutenu essentiellement par le secteur tertiaire et primaire.
3. L'inflation est restée très modeste sur la période 2014-2016 en raison, principalement, de la bonne tenue des campagnes agricoles et du faible niveau du prix des produits pétroliers. Sur la période 2014-2016, la moyenne annuelle du taux d'inflation est estimée à 0,5 % contre la norme de 3 % pour la zone UEMOA.
4. Le déficit du compte courant (dons inclus) de la balance des paiements s'est détérioré pour atteindre 5,3 % du PIB en 2015 contre 4,7 % en 2014 à la suite de la baisse des cours de l'or et de l'augmentation des importations concomitantes avec la reprise économique. Il a été projeté en 2016 à -7,1%, partiellement financé par des entrées nettes de capitaux, principalement sous la forme d'aide extérieure et d'investissements directs étrangers. En conséquence, le solde global de la balance des paiements enregistra un déficit moyen d'environ 207,7 milliards de FCFA entre 2014-2016, financé par l'utilisation des réserves de changes de la BCEAO.
5. La masse monétaire a crû en moyenne de 8,9 % entre 2014 et 2016, sous l'impulsion du crédit à l'économie avec une progression moyenne de 19,1 % grâce à la politique monétaire accommodante de la BCEAO.
6. En matière de finances publiques, la politique budgétaire a été expansionniste du fait du financement des actions prioritaires contenues dans l'Accord pour la Paix et la Réconciliation au Mali et de la LOPM. Le déficit budgétaire (dons inclus, base caisse) est ressorti en moyenne à 3,2 % sur la période 2014-2016 contre la norme de 3 % pour la zone UEMOA.

1.1.2 Perspectives économiques 2017

7. Malgré les efforts déployés par le gouvernement et ses partenaires, la situation sécuritaire reste fragile. Les perspectives macroéconomiques 2017 du Mali s'inscrivent notamment, dans le cadre du rétablissement progressif de la sécurité à la faveur de la mise en œuvre de l'accord pour la paix et la réconciliation au Mali et d'autres mesures prises par le gouvernement pour soutenir et améliorer la production nationale. Le taux de croissance économique ressortirait à 5,3 % en 2017 contre 5,8 % en 2016. Cette croissance sera tirée par la performance des secteurs secondaire et tertiaire du fait du dynamisme de la production dans les branches « électricité et eau », « construction », « industries textiles » « commerce » et « transports et communication ».
8. L'inflation moyenne est prévue à 0,2% en 2017, ce qui permet de rester dans la norme communautaire de 3% par an, pour autant que la campagne agricole soit favorable.

9. Dans la logique de la poursuite de la stabilité du cadre macroéconomique instituée en relation avec le programme économique et financier, la politique budgétaire sera fondée, d'une part, sur l'accroissement de la mobilisation des recettes intérieures et, d'autre part, sur des dotations budgétaires mettant l'accent sur les dépenses en capital, en vue de stimuler la croissance économique et la création d'emplois.
10. le déficit budgétaire de base visé serait de 1,1 % du PIB contre 1,9 % en 2016 et le déficit global donc compris est attendu à 3,5 % contre 3,9% atteint en 2016.
11. Le déficit des opérations courantes (dons compris) devrait se situer autour de 8,1 % du PIB en 2017 et être essentiellement financé par les investissements directs étrangers et par l'aide extérieure sous forme de prêts.

Tableau 1 : Evolution de la situation macroéconomique internationale 2014-2017

	Croissance réelle du PIB(%)				Inflation en %			
	2014	2015	2016	2017	2014	2015	2016	2017
Chine	7,4	6,9	6,7	6,5	2,0	1,4	2,1	2,3
Pays avancés	1,8	1,9	1,9	2,0	1,4	0,1	0,4	1,3
pays émergents et pays en développement	4,6	4,1	4,1	4,5	4,7	4,7	4,5	4,4

Source: FMI (Perspectives Economiques, décembre 2016, mis à jour janvier 2017)

Tableau 2 : Evolution de la situation macroéconomique des pays de l'UEMOA 2014- 2017

	Croissance réelle du PIB (%)				Inflation en %			
	2014	2015	2016	2017	2014	2015	2016	2017
UEMOA	6,3	6,3	6,3	6,6	-0,1	1,0	1,7	1,8
Bénin	6,5	5,2	5,2	5,5	-1,1	0,3	2,0	2,3
Burkina-Faso	4,0	4,0	5,0	5,7	-0,3	1,0	1,6	2,0
Côte d'Ivoire	7,9	8,4	8,2	7,9	0,4	1,4	2,0	2,0
Guinée-Bissau	2,5	4,8	4,8	5,0	-1,0	1,5	2,6	2,8
Mali	7,0	6,0	5,8	5,3	0,9	1,4	-1,8	0,2
Niger	7,0	4,0	4,9	6,9	-0,9	1,0	1,5	1,5
Sénégal	4,4	5,7	5,9	6,5	-1,1	0,1	1,2	1,2
Togo	5,4	5,3	5,2	5,2	0,2	1,8	2,1	2,5

Source: MEF, FMI (7ème revue FEC, mai 2017), mai 2017, Rapport des services du FMI sur les Politiques communes des Etats membres de l'UEMOA, mars 2016.

Tableau 3 : Evolution de quelques indicateurs 2014-2017

	Encours de la dette en % du PIB				Déficit global, dons inclus en % du PIB (base caisse)			
	2014	2015	2016	2017	2014	2015	2016	2017
UEMOA	38,9	44,7	45,3	44,3	-3,4	-4,6	-4,0	-3,4
Bénin	30,9	37,5	39,2	39,9	-2,6	-8,1	-4,7	-4,3
Burkina-Faso	28,6	29,9	34,8	33,1	0,4	-2,8	-3,0	-2,5
Côte d'Ivoire	47,0	50,3	47,3	46,1	-3,2	-3,9	-3,6	-3,2
Guinée-Bissau	55,0	52,2	47,8	45,8	-2,2	-2,9	-2,1	-2,4
Mali	27,3	30,9	30,3	31,1	-2,4	-3,2	-3,9	-3,5
Niger	30,7	40,1	43,3	44,8	-6,6	-8,9	-6,9	-4,6
Sénégal	54,1	55,7	60,0	56,2	-5,0	-5,2	-4,3	-3,6
Togo	57,5	61,9	61,1	63,1	-6,4	-5,6	-6,4	-5,8

Source: MEF, FMI (7ème revue FEC, mai 2017), Rapport des services du FMI sur les Politiques communes des Etats membres de l'UEMOA, mars 2016.

1.2. Les projections macroéconomiques 2018-2020

1.2.1. Hypothèses du cadrage macroéconomique

12. Le cadrage macroéconomique sur lequel sont bâties les projections budgétaires 2018-2020 repose sur les hypothèses de l'évolution de l'environnement économique international ainsi que celles des secteurs porteurs de l'économie malienne.

a. Hypothèses sur l'environnement économique international

13. Les hypothèses sur l'environnement économique international portent sur l'évolution des cours de l'or, du pétrole et du coton. Elles indiquent une amélioration du cours de l'or et du coton et une légère détérioration du cours de pétrole sur la période 2018-2020.

14. En effet, les cours de l'or vont progresser graduellement de 1281,0 dollars en 2018 à 1333,0 dollars l'once en 2020.

15. Pour le pétrole, son cours passera de 55 \$/baril en 2018 à 54 \$/baril en 2019 et 2020.

16. Quant au coton, son cours devrait légèrement augmenter sur la période 2018-2020 passant de 1,72 c/kg en 2018 à 1,78 c/kg en 2019 puis à 1,84 c/kg en 2020.

b. Hypothèses sur l'économie nationale

17. Les hypothèses spécifiques sur l'économie nationale reposent sur les actions suivantes :

Au plan politique :

- la poursuite de la stabilité sociopolitique et sécuritaire du pays à travers la mise en œuvre de l'accord pour la paix et la réconciliation au Mali issu du processus d'Alger ;
- la tenue des élections présidentielles de 2018.

Au plan économique :

- la poursuite des réformes sur l'amélioration du cadre des affaires ;
- la poursuite des réformes du secteur de l'énergie afin d'augmenter l'offre d'énergie ;
- la poursuite de la recherche et de l'exploitation des ressources minérales ;
- l'augmentation de la production minière à travers l'ouverture de nouvelles mines d'or.

Au plan budgétaire :

- la poursuite de la politique de soutien au secteur primaire à travers la subvention des intrants agricoles et la mécanisation agricole ;
- le transfert des ressources aux Collectivités Territoriales ;
- la mise en œuvre de la Loi d'Orientation et de Programmation Militaire (LOPM) ;
- la mise en œuvre de la Loi de Programmation relative à la Sécurité Intérieure ;
- l'élargissement de l'assiette fiscale et la rationalisation des exonérations ;
- la mise en œuvre des mesures du Plan de Réforme pour la Gestion des Finances Publiques au Mali (PREM/GFP 2017-2021) ;
- l'attribution de la 4^{ème} licence de téléphonie mobile et de la 4G.

1.2.2. Les hypothèses du cadrage budgétaire 2018-2020

a. Secteur réel

18. La croissance moyenne du PIB attendue serait de 4,8% sur la période 2018-2020. Le secteur primaire enregistrerait une croissance moyenne de 4,7 % sur la période 2018-2020. Cette évolution serait en rapport avec l'augmentation de la production agricole et la volonté de l'Etat à soutenir le secteur.
19. S'agissant du secteur secondaire, sa croissance s'établirait à 5,1% en 2020 contre 4,7% en 2018. La croissance moyenne annuelle du secteur serait de 4,9% sur la période. Elle serait soutenue par la production de l'électricité-eau, les Industries agroalimentaires et la branche construction.
20. Quant au secteur tertiaire, sa croissance serait régulière et se situerait à 6,5 % en moyenne sur la période. Cette amélioration constante de la croissance serait en rapport avec le renforcement des activités de services aux entreprises, du commerce, de la production imputée de services bancaires, des transports et télécommunications.
21. Le déflateur du PIB ressortirait en moyenne à 1,1 % sur la période 2018-2020.

Tableau 4: Hypothèses macroéconomiques du cadrage budgétaire 2017-2020

	2017	2018	2019	2020	Moyenne 2018-2020
PIB nominal (Mds FCFA)	8868,0	9445,0	9965,0	10528,0	9979,0
Taux croissance PIB réel	5,3%	4,9%	4,7%	4,7%	4,8%
Déflateur du PIB	1,3%	1,5%	0,8%	0,9	1,1%

Source : MEF, FMI (7^{ème} revue FEC, mai 2017)

Tableau 5 : Evolution du taux de croissance du PIB par secteur 2017-2020

Secteurs	2017	2018	2019	2020	Moyenne 2018-2020
Secteur primaire	4,4%	5,0%	4,5%	4,6%	4,7%
Secteur secondaire	6,3%	4,7%	4,9%	5,1%	4,9%
Secteur tertiaire	5,5%	6,5%	6,6%	6,4%	6,5%

Source : INSTAT, Comptes Nationaux (Nouvelle série des comptes nationaux).

b. Les objectifs de la politique budgétaire

22. La politique budgétaire vise à maintenir le solde budgétaire de base proche de l'équilibre et à atteindre, à l'horizon 2019, un solde budgétaire global conforme au critère de convergence de l'UEMOA et compatible avec la viabilité de la dette publique telle qu'indiqué par l'Analyse de Viabilité de la Dette de l'année 2016. Sur la période 2018-2020, le déficit budgétaire de base se situerait en moyenne à 0,3 % du PIB contre 1,1 % en 2017. Quant au solde budgétaire global (dons inclus), il ressortirait en moyenne à - 3,1 % du PIB contre - 3,5% en 2017.

Tableau 6: Projection des soldes budgétaires 2017-2020

	2017	2018	2019	2020	Moyenne 2018-2020
Solde global dons inclus (%PIB)	-3,5%	-3,4%	-3,0%	-3,0%	-3,1%
Solde global dons exclus (%PIB)	-5,7%	-5,5%	-5,0%	-4,8%	-5,1%
Solde budgétaire de base (%PIB)	-1,3%	-0,9%	-0,2%	0,0%	-0,4%
Solde budgétaire de base hors PPTE (en% PIB)	-1,1%	-0,8%	0,0%	0,0%	-0,3%

Source : DGB

23. Le déficit budgétaire global (dons inclus) se situerait, en moyenne à 3,1 % du PIB, soit légèrement en dessus de la norme communautaire de l'UEMOA fixée à 3% du PIB. Il reste prévu une forte mobilisation des recettes intérieures à travers la mise en œuvre de mesures et engagements pris par le Gouvernement dans le cadre du Programme Economique et Financier avec le FMI. Il s'agira d'appliquer l'ensemble des mesures contenues dans le mémorandum issu de la 6^{ème} revue. Le niveau de déficit s'expliquerait en partie par la prise en charge de certains engagements du Gouvernement relatifs à l'incidence de (i) l'accord salarial avec l'UNTM, (ii) la Loi d'Orientation et de Programmation Militaire (LOPM) et la Loi de Programmation relative à la Sécurité Intérieure (LPSI), (iii) la mise en œuvre de l'engagement présidentiel d'allocation de 15 % du budget d'Etat au secteur du Développement Rural (iv) la mise en œuvre des engagements pris dans le cadre de la mise en œuvre de l'accord pour la paix et la réconciliation nationale et (v) la consolidation des acquis des secteurs sociaux.

1.2.3. Les orientations prioritaires de la politique budgétaire

24. Les objectifs d'allocation budgétaire s'inscriront dans la poursuite et la consolidation des actions entamées dans le cadre de la mise en œuvre du CREDD 2016-2018 qui intègre les mesures prioritaires contenues dans les axes du Programme d'Actions du Gouvernement (PAG) 2013-2018 ainsi que les orientations issues de la Déclaration de Politique Générale du Gouvernement. En effet, dans le cadre de la Déclaration de Politique Générale du Gouvernement, le Premier ministre a décliné les axes du PAG en trois lignes directrices visant à :

- assurer la sécurité des personnes et la protection de leurs biens dans un environnement de paix ;
- améliorer les conditions de vie et d'existence des populations ;
- promouvoir la justice et l'équité.

II. LA PROJECTION DES FINANCES PUBLIQUES 2018-2020

2.1 Revue budgétaire 2014-2016

25. Malgré les effets encore visibles de la crise sociopolitique, l'orientation générale de la politique budgétaire a été globalement satisfaisante sur la période. L'évolution des soldes budgétaires, tel que le solde budgétaire (dons inclus), a maintenu une trajectoire proche de la norme communautaire de l'UEMOA, en ressortant en moyenne à -3,2 % du PIB. Quant au solde budgétaire global hors dons, il est ressorti en moyenne à -5,4 % du PIB contre la norme de -4,0 % prévue par les critères de convergence de la CEDEAO.

Tableau 7: Evolution des soldes budgétaires 2014-2016

	2014	2015	2016	Moyenne 2014-2016
Solde global dons inclus, base caisse (%PIB)	-2,4%	-3,2%	-4,0%	-3,2%
Solde global dons exclus, base caisse (%PIB)	-4,7%	-6,0%	-5,6%	-5,4%
Solde budgétaire de base (%PIB)	-1,4%	0,3%	-2,1%	-1,1%
Solde budgétaire de base hors PPTTE (% PIB)	-1,2%	0,5%	-1,9%	-0,9%

Source : DGB

26. La moyenne du déficit global, dons inclus sur la base caisse s'est établie sur la période 2014-2016 à 3,2 % du PIB. Il se situe en dessous de la moyenne des pays de l'UEMOA qui est de 4 % du PIB sur la même période.

Tableau 8 : Evolution du solde budgétaire global dons inclus (en% PIB) base caisse des pays de l'UEMOA 2014-2016

Pays	2014	2015	2016	moyenne 2014-2016
UEMOA	-3,4	-4,6	-4,0	-4,0
Bénin	-2,6	-8,1	-4,7	-5,1
Burkina-Faso	0,4	-2,8	-3,0	-1,8
Côte d'Ivoire	-3,2	-3,9	-3,6	-3,6
Guinée-Bissau	-2,2	-2,9	-2,1	-2,4
Mali	-2,4	-3,2	-4,0	-3,2
Niger	-8,9	-6,9	-4,6	-6,8
Sénégal	-5,2	-4,3	-3,6	-4,4
Togo	-5,6	-6,4	-6,4	-6,1

Source : MEF, Rapport d'exécution de la surveillance multilatérale de l'UEMOA, mars 2016.

2.1.1. Evolution des ressources budgétaires 2014-2016

27. Les recettes et dons ont évolué en moyenne annuelle de 11,9 %. L'évolution des recettes budgétaires est en moyenne de 16,9 % passant de 940,8 milliards en 2014 à 1284,7 milliards en 2016. Quant aux dons, ils sont évalués à 132,5 milliards en 2016 contre 157,6 milliards en 2014 et plus de 250 milliards en 2015, soit une baisse en moyenne de 8,3 %.

28. Les recettes fiscales ont connu une nette progression sur la période, avec une croissance moyenne annuelle de 18,0%. Elles sont passées de 890,6 milliards en 2014 à 1239,4 milliards de FCFA en 2016.

29. Le taux de pression fiscale est ressorti en moyenne à 13,8 %. Ce faible niveau du taux de pression fiscale est dû essentiellement à la faible fiscalisation de certains secteurs contributeurs au PIB, notamment l'agriculture, le foncier, le secteur informel.

30. Aussi, l'adoption de la nouvelle méthodologie de calcul du PIB conformément au **Système de Comptabilité Nationale de 1993 (SCN93) des Nations Unies** constitue-t-elle un facteur explicatif du bas niveau de la pression fiscale. En effet, cette méthodologie améliore substantiellement le niveau de la production nationale grâce à la prise en compte de plusieurs sources d'informations. Elle adapte aussi la couverture et les définitions des comptes nationaux aux réalités économiques nouvelles et aux besoins d'information nouveaux.

Tableau 9: Evolution des ressources budgétaires selon la présentation du TOFE (en milliards) 2014-2016

Rubriques	2014	2015	2016	Taux crois. Moyen 14-16
RECETTES, DONNS	1 215,2	1 481,0	1 522,2	11,9%
Recettes totales	1 057,6	1 273,3	1 389,7	14,6%
Recettes budgétaires	940,8	1 134,1	1 284,7	16,9%
Recettes fiscales	890,6	1 082,3	1 239,4	18,0%
Impôts directs	324,1	330,8	367,7	6,5%
Impôts indirects	566,5	751,5	871,6	24,0%
TVA	335,0	411,3	467,4	18,1%
Taxes sur produits pétroliers	27,8	93,1	100,9	90,6%
Taxes sur importations	115,5	141,8	157,4	16,7%
Autres droits et taxes	149,9	189,3	218,0	20,6%
Recettes non fiscales	50,2	51,8	45,3	-5,0%
Recettes fds. spéc. et budg. ann.	116,8	139,2	105,0	-5,2%
Dons	157,6	250,2	132,5	-8,3%
Projets	61,6	98,1	78,6	13,0%
Budgétaires	70,2	88,9	45,5	-19,5%
Appui budgétaire	25,8	20,7	8,4	-42,9%

Source : DGB

2.1.2 Evolution des dépenses 2014-2016

31. Sur la base de l'analyse TOFE, l'évolution des dépenses budgétaires a été en moyenne de 15,7 %. Le rythme de croissance des dépenses courantes a été en moyenne de 9,3 % et celui des dépenses en capital de 26,8 %. Cette tendance est imputable aux efforts du gouvernement et de l'ensemble de ses partenaires pour une croissance durable en vue de l'amélioration des conditions de vie des populations.

Tableau 10 : Evolution des dépenses en milliards de FCFA 2014-2016 (présentation TOFE)

Rubrique	2014	2015	2016	Taux crois. Moyen 14-16
Dépenses Totales, Prêts Nets	1 419,9	1 622,3	1 850,0	14,1%
Dépenses budgétaires	1 308,5	1 488,0	1 752,9	15,7%
Dépenses courantes	848,1	922,0	1 013,0	9,3%
Personnel	313,5	358,2	400,9	13,1%
Biens et Services	240,5	260,9	268,5	5,7%
Transferts et subventions	252,4	257,0	287,5	6,7%
Intérêts dus	41,7	45,9	56,1	16,0%
Dette intérieure	22,8	22,9	30,0	14,7%
Dette extérieure	18,9	23,0	26,1	17,5%
Dépenses en capital	460,4	566,0	739,9	26,8%
Financement extérieur	190,5	281,1	240,9	12,4%
Financement domestique	269,9	284,9	499,0	36,0%
Dépenses fonds spéciaux et budgets annexes	116,8	139,2	372,1	-5,2%
Prêts nets	- 5,4	- 4,9	- 7,9	21,0%

Source : DGB

32. Les dépenses totales et prêts nets ont représenté en moyenne 21,0 % du PIB, en dessous de la moyenne des pays de l'UEMOA (24,1%).

Tableau 11 : Evolution des dépenses publiques en % PIB des pays de l'UEMOA 2014-2016

	2014	2015	2016	Moyenne 14-16
UEMOA	23,8	24,3	24,3	24,1
Bénin	19,4	24,8	23,0	22,4
Burkina-Faso	23,3	21,1	23,9	22,8
Côte d'Ivoire	22,0	24,8	24,2	23,7
Guinée-Bissau	22,4	20,0	22,6	21,7
Mali	20,0	20,9	22,2	21,0
Niger	31,0	31,1	30,3	30,8
Sénégal	30,4	24,9	24,4	26,6
Togo	25,0	27,3	27,5	26,6

Source : DGB, FMI (Rapport d'exécution de la surveillance multilatérale de l'UEMOA, mars 2016).

2.1.3 Evolution des moyens de financement du déficit

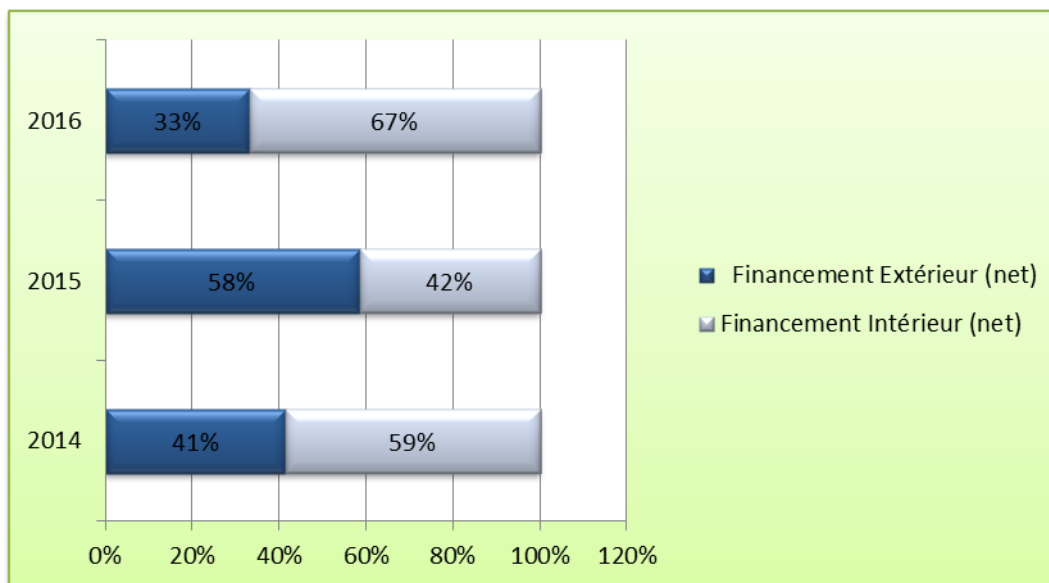
33. Le financement du déficit a été assuré essentiellement par le financement intérieur représentant en moyenne 56 % des financements contre 44 % pour le financement extérieur.

Tableau 12 : financement du déficit (en milliards de FCFA) 2014-2016

Rubriques	2014	2015	2016	Total 2014-2016
FINANCEMENT	170,1	248,3	329,4	747,8
Financement extérieur (net)	70,5	145,1	109,2	324,9
Emprunts	119,5	225,2	149,9	494,6
Projets	103,1	160,5	149,9	413,5
Prêts budgétaires	16,4	64,7	0,0	81,1
Amortissement	-52,0	-97,5	-58,4	-207,9
Annulation de la dette (PPTE)	14,9	17,4	17,7	50,0
Variation d'arriérés	-11,9	0,0	0,0	-11,9
Financement intérieur (net)	99,6	103,2	220,1	422,9

Source : DGB

Figure 1 : Part des sources de financement du déficit budgétaire



2.2 Situation de la dette en fin 2016

34. Le stock de la dette publique du Mali en fin 2016 est estimé à 2 985,3 milliards de FCFA, dont 2 072,8 milliards de FCFA de dette extérieure y compris celle du FMI et 912,5 milliards de FCFA de dette intérieure.

Tableau 13: Encours de la dette publique entre 2013 et 2016 (en milliards de FCFA)

	2013	2014	2015	2016*
Total de l'encours	1 698,4	1 930,0	2 376,0	2 985,3
Dette extérieure**	1 445,0	1 484,6	1 754,4	2 072,8
Dette intérieure	253,5	445,4	621,6	912,5
Total des tirages	406,2	565,7	698,9	567,1
Dette extérieure	167,4	110,6	204,6	114,3
Dette intérieure	238,8	455,1	494,3	452,8
Total du service de la dette ***	296,1	359,1	392,0	240,7
Dette extérieure	69,7	68,8	69,0	80,4
Dette intérieure	226,4	290,3	323,0	160,3
Total des remboursements de principal	270,1	337,2	365,7	194,7
Dette extérieure	48,0	49,9	47,0	55,0
Dette intérieure	222,1	287,3	318,7	139,7
Total des paiements d'intérêts et de commissions	26,0	21,9	26,3	46,0
Dette extérieure	21,8	18,9	22,0	25,4
Dette intérieure	4,3	3,1	4,3	20,6

Source : *DGDP*

NB :

* Chiffres provisoires pour l'encours et les tirages en 2016 ;

** Dette extérieure y comprise celle due au FMI ;

*** Service effectivement payé ou Service payé hors allègements PPTE.

2.3 Analyse des projections budgétaires 2018-2020

35. L'analyse des projections budgétaires est faite sur la base de la présentation du Tableau des Opérations Financières de l'Etat (TOFE).

2.3.1 Analyse de la projection des ressources 2018-2020

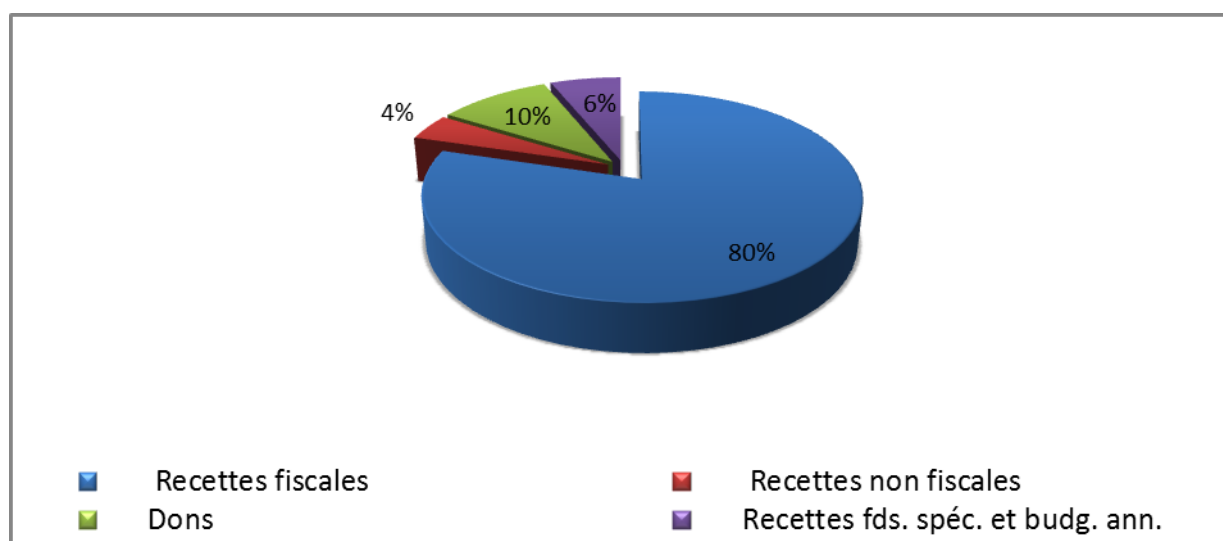
36. Les ressources (recettes et dons) sont projetées à 2125,3 milliards de FCFA en 2020 contre 1 823,1 milliards de FCA dans le budget 2017. Elles connaîtraient une croissance moyenne annuelle de 6,0% sur la période 2018-2020 contre 11,9 % sur la période 2014-2016.

Tableau 14 : Projection des ressources 2017-2020

Rubriques	2017	2018	2019	2020	Taux crois. moyen 2018- 2020
RECETTES, DONNS	1 823,1	1 891,7	2 019,5	2 125,3	6,0%
Recettes totales	1 620,4	1 693,2	1 815,8	1 929,2	6,7%
Recettes budgétaires	1 509,0	1 574,6	1 690,6	1 797,0	6,8%
Recettes fiscales	1 357,6	1 498,5	1 605,2	1 706,7	6,7%
Impôts directs	424,6	483,7	548,1	586,1	10,1%
Impôts indirects	933,0	1 014,8	1 057,1	1 120,6	5,1%
TVA	508,9	557,3	581,1	619,7	5,5%
Taxes sur produits pétroliers	94,7	94,2	94,4	95,7	0,8%
Taxes sur les importations	176,1	192,9	196,5	207,0	3,6%
Autres droits et taxes	235,3	256,8	276,3	294,3	7,1%
Recettes non fiscales	151,4	76,1	85,4	90,2	8,9%
Recettes fds. spéc. et budg. ann.	111,4	118,6	125,2	132,2	5,6%
Dons	202,7	198,5	203,7	196,1	-0,6%
Projets	96,5	100,0	104,3	96,2	-1,9%
Budgétaires	84,8	76,1	76,1	75,0	-0,7%
Appui budgétaire	21,4	22,4	23,3	24,8	5,2%

Source : DGB

Figure 2 : Part moyenne des catégories de ressources

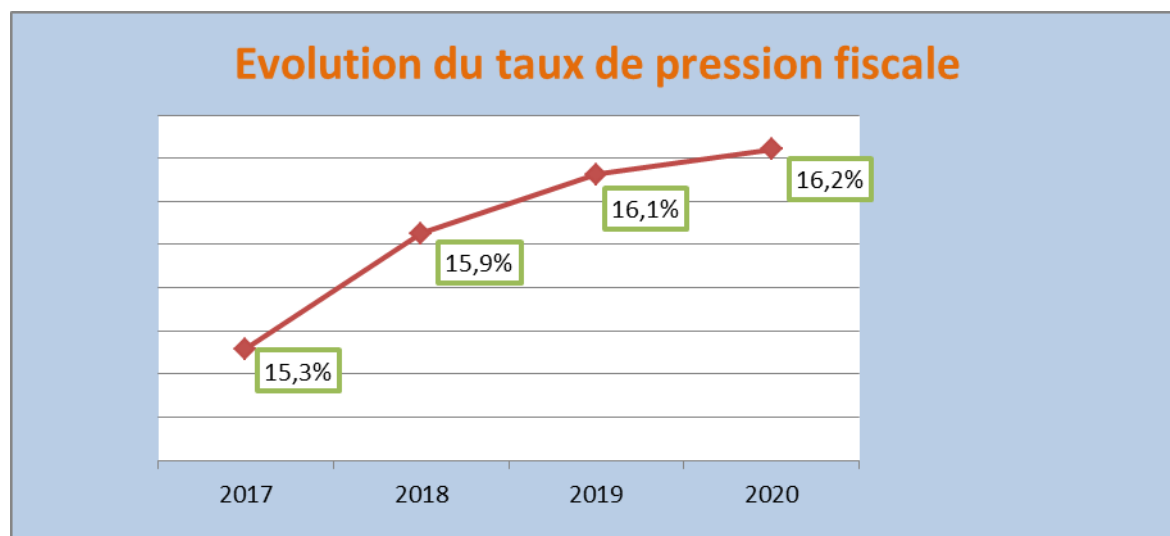


a. Projections par nature de ressources

❖ Les recettes fiscales

37. Les recettes fiscales nettes sont projetées en moyenne 1603,5 milliards de FCFA sur la période 2018-2020 contre 1 357,6 milliards en 2017. Elles représenteraient une croissance moyenne annuelle de 6,7% sur la même période contre 18 % sur la période 2014-2016.
38. Les objectifs de taux de pression fiscale du cadrage budgétaire 2018-2020 seront respectivement de 15,9 %, 16,1 % et 16,2 %.

Figure 3 : Evolution du taux de pression fiscale 2017-2020



❖ Les recettes non fiscales

39. Les recettes non fiscales, constituées entre autres des recettes domaniales, des dividendes reçus des sociétés minières et recettes tirées de l'or, sont projetées en moyenne à 83,9 milliards de FCFA entre 2018-2020 contre 151,4 milliards dans le budget de 2017. Le niveau élevé des recettes non fiscales en 2017 s'explique essentiellement par l'utilisation des ressources provenant de la licence 3G et 4G.

❖ Les dons

40. Les appuis budgétaires sont projetés en moyenne à 100,2 milliards entre 2018-2020 contre 202,7 milliards en 2017. Ils enregistreraient une croissance moyenne annuelle de -0,6% sur la même période contre -8,3 % sur la période 2014-2016. Cette baisse prévisionnelle est liée au faible niveau des dons projets qui passeraient de 100 milliards en 2018 à 96,2 milliards en 2020.

b. Les mesures pour augmenter les recettes budgétaires

41. En vue d'accroître les recettes budgétaires, le gouvernement mettra en œuvre l'ensemble des recommandations contenues dans le Mémoire de Politique Economique et Financière (MPEF) issu de la 6ème Revue de la FEC avec le FMI et de celles contenues dans le rapport d'étude sur l'évaluation du montant et du processus d'octroi des exonérations fiscales et douanières financé par l'UE.

42. Il s'agira essentiellement de :

- poursuivre la réduction progressive des exonérations à travers le paiement de tous les marchés publics en toutes taxes incluses et la révision de différents textes, notamment le code minier, le Code des

investissements, le Code général des impôts, le Code des douanes, le Code pétrolier, la loi sur la promotion immobilière, la Loi sur les Associations et toute autre législation fiscale ;

- poursuivre les efforts d'amélioration de l'administration fiscale, douanière, et domaniale en vue d'élargir l'assiette fiscale et accroître le rendement des impôts. ;
- améliorer de manière durable le fonctionnement et le rendement de la TVA ;
- élargir l'assiette fiscale à travers la recherche de nouvelles niches ;
- maîtriser l'érosion des recettes fiscales sur les produits pétroliers ;
- créer un environnement propice aux affaires et au civisme fiscal par le paiement à bonne date des créances sur l'Etat ;
- assurer une meilleure gestion du portefeuille de l'Etat et une amélioration du recouvrement des recettes domaniales ;

43. En outre, la mise en œuvre du nouveau programme de réforme des finances publiques 2017-2021 contribuera à rehausser le niveau de mobilisation des recettes budgétaires.

2.3.2 Analyse de la projection des charges 2018-2020

44. Les charges sont projetées en moyenne à 2323,1 milliards de FCFA sur la période 2018-2020 contre 2130,2 milliards en 2017. Elles progresseront en moyenne de 5,0 % par an contre 14,1 % sur la période 2014-2016. Entre 2018-2020, elles représenteraient en moyenne 23,3 % du PIB contre en moyenne 24,1 % dans la zone UEMOA.

45. Ce rythme d'évolution des charges est imputable à la prise en charge : (i) de l'Accord pour la Paix et la Réconciliation au Mali ; (ii) du coût des investissements structurants ; (iii) de la Loi d'Orientation et de Programmation Militaire (LOPM) ; (iv) de la Loi de Programmation relative à la Sécurité Intérieure ; (v) de l'objectif d'allouer 15 % du budget d'Etat au secteur de l'Agriculture et (vi) de la consolidation des acquis des secteurs sociaux.

Tableau 15 : Projection des charges selon la présentation TOFE 2017-2020 (en milliards FCFA)

Rubriques	2017	2018	2019	2020	Taux crois. moyen 18-20
Dépenses Totales, Prêts Nets	2 130,2	2 213,7	2 316,2	2 439,3	5,0%
Dépenses budgétaires	2 028,0	2 095,1	2 191,0	2 307,1	4,9%
Dépenses courantes	1 150,8	1 209,6	1 224,3	1 291,2	3,3%
Personnel	459,7	499,5	526,1	561,7	6,0%
Biens et Services	319,2	326,4	299,6	319,4	-1,1%
Transferts et subventions	308,3	318,0	327,2	331,9	2,2%
Intérêts dus	63,5	65,7	71,4	78,2	9,1%
Dette intérieure	35,9	32,3	34,3	37,2	7,3%
Dette extérieure	27,6	33,4	37,1	41,0	10,8%
Dépenses en capital	877,2	885,5	966,7	1 015,8	7,1%
Financement extérieur	306,5	355,3	407,7	432,9	10,4%
Financement domestique	570,7	530,2	559,1	582,9	4,9%
Dépenses fonds spéciaux et budgets annexes	111,4	118,6	125,2	132,2	5,6%
Prêts nets	-9,2	-	-	-	-

Source : DGB

Tableau 16 : Evolution des dépenses en % du PIB des pays de l'UEMOA 2017-2020

	2017	2018	2019	2020	Moyenne 18-20
UEMOA	24,0	23,9	24,1	24,4	24,1
Bénin	22,4	22,2	22,2	22,1	22,2
Burkina-Faso	24,4	25,3	26,1	26,4	25,9
Côte d'Ivoire	23,8	23,9	24,1	24,2	24,1
Guinée-Bissau	22,6	22,1	22,3	22,2	22,2
Mali	24,0	23,4	23,2	23,2	23,3
Niger	28,1	26,7	26,3	26,5	26,5
Sénégal	23,8	23,6	23,3	24,5	23,8
Togo	27,0	26,7	27,1	27,2	27,0

Source : MEF, FMI (Rapport d'exécution de la surveillance multilatérale de l'UEMOA, mars 2016).

a. Les dépenses courantes

46. Les dépenses courantes sont projetées en moyenne à 1 241,7 milliards de FCFA entre 2018-2020 contre 1 150,8 milliards en 2017, correspondant à une progression moyenne annuelle de 3,3 % sur la période 2018-2020 contre 9,3% pour la période 2014-2016. Par rapport au PIB, leur évolution se situerait en moyenne autour de 12,5 % du PIB entre 2018-2020. L'évolution des dépenses courantes est tirée par :

o les dépenses de personnel

47. La projection des dépenses de personnel a été faite en tenant compte des critères de convergence de l'UEMOA (pourcentage des dépenses de personnel par rapport aux recettes fiscales ≤ à 35 %). Les dépenses de personnel représenteront en moyenne 33,0 % des recettes fiscales.

48. La masse salariale en 2017 s'élève à 459,7 milliards FCFA et se chiffrera en moyenne à 529,1 milliards entre 2018-2020, soit une progression moyenne de 6,0 % par an contre 13,1 % sur la période 2014-2016. La projection tient compte de l'incidence des recrutements annuels, de l'incidence des accords avec les organisations syndicales, de la LOPM et de la LPSI.

o les dépenses de biens et services

49. Les dépenses de biens et services connaîtraient une croissance négative moyenne de 1,1% par an entre 2018-2020 contre 5,7% constatés pendant la période 2014-2016. En valeur absolue, ces dépenses passeraient de 319,2 milliards en 2017 à 315,1 milliards en moyenne sur la période 2018-2020. Les projections intègrent le renforcement des acquis dans les secteurs sociaux (santé, Education et Développement social, Hydraulique), la mise en œuvre de la LOPM, de la LPSI, de l'Accord pour la Paix et la Réconciliation au Mali et de l'organisation des élections présidentielles et législatives en 2018 et 2019.

o les transferts et subventions

50. Les transferts et subventions s'élèvent à 308,3 milliards en 2017 et s'établiraient en moyenne à 325,7 milliards sur la période 2018-2020, soit en moyenne annuelle une progression de 2,2 % contre 6,7 % entre 2014-2016. Ces dépenses visent essentiellement à améliorer l'offre et la qualité des services sociaux de base, la prise en charge de certaines maladies (cancer, sida, paludisme...) et des intrants agricoles.

○ **les intérêts de la dette publique**

51. Les intérêts sont prévus en moyenne à 71,8 milliards sur la période 2018-2020, soit une augmentation moyenne de 9,1 % contre 63,5 milliards en 2017.

b. les dépenses en capital

52. Les charges en capital sont prévues en moyenne à 956 milliards entre 2018-2020 contre 872,4 milliards de FCFA en 2017. Elles progresseraient en moyenne 7,1 % par an sur la période du cadrage contre 26,8 % pour la période 2014-2016. Le pourcentage des dépenses d'investissement financées sur les ressources internes rapportées aux recettes fiscales sera en moyenne de 34,8 % (au-dessus de la norme minimale de 20 % fixée par la CEDEAO).

53. L'augmentation est liée à la volonté du gouvernement de : **(i)** booster l'économie grâce aux investissements structurants dans les domaines de l'énergie, des infrastructures routières, de la protection de l'environnement et de l'agriculture à travers l'allocation de 15 % du budget total au développement rural conformément à l'engagement du Président de la République ; et **(ii)** mettre en œuvre la LOPM et la LPSI.

c. Les mesures d'amélioration de l'efficacité des dépenses publiques

54. Les actions visant à améliorer l'efficacité de la dépense publique se poursuivront durant la période 2018-2020. Il s'agira de :

- améliorer la gestion des investissements publics par : (i) le renforcement des capacités en matière d'évaluation à priori des faisabilités techniques, économiques et financières des projets d'investissement ; (ii) l'amélioration progressive des procédures de budgétisation et de suivi de l'exécution des crédits d'investissement ;
- améliorer la gestion des dépenses et la transparence des finances publiques à travers la mise en œuvre du nouveau cadre harmonisé des finances publiques de l'UEMOA, notamment la mise en œuvre du Budget-programmes à partir du 1^{er} janvier 2018 ;
- améliorer la gestion de la dette intérieure ;
- accélérer la production et l'audit des comptes annuels de l'Etat ;
- renforcer le suivi des délais de paiement afin d'éviter la constitution d'arriérés ;
- renforcer le contrôle interne et externe des dépenses publiques à travers la mise en œuvre de la Stratégie Nationale de Contrôle Interne (SNCI) et le renforcement des capacités de la Section des Comptes de la Cour Suprême ;
- améliorer la gestion de la trésorerie à travers la poursuite de la mise en œuvre du Compte Unique du Trésor (CUT).

2.3.3 Projections des soldes budgétaires 2018-2020

a. Déficit global

55. Selon la présentation TOFE, le déficit global dons inclus et le déficit global hors dons ressortiront respectivement en moyenne à 310,9 milliards et à 510,3 milliards de FCFA sur la période du cadrage contre 307,1 milliards et 509,8 milliards en 2017. Le déficit global dons inclus en pourcentage du PIB serait conforme à la norme de l'UEMOA (3% à l'horizon 2019) tandis que le critère de la

CEDEAO relatif au déficit global dons exclus (4,0 % du PIB) ne serait pas respecté.

56. La trajectoire du déficit serait liée à une nette amélioration de la mobilisation des recettes budgétaires consécutive à la mise en œuvre des réformes entreprises au niveau des administrations fiscale et non fiscale, douanière et domaniale.

Tableau 17 : Evolution du déficit global 2017-2020

Rubriques	2017	2018	2019	2020	Moyenne 2018-20
Solde global dons inclus base engagement (en milliards FCFA)	-307,1	-322,0	-296,7	-314,0	-310,9
Solde global dons exclus base engagement (en milliards FCFA)	-509,8	-520,5	-500,4	-510,1	-510,3
Solde global dons inclus base engagement (%PIB)	-3,5%	-3,4%	-3,0%	-3,0%	-3,1%
Solde global dons exclus base engagement (%PIB)	-5,7%	-5,5%	-5,0%	-4,8%	-5,1%

Source : DGB, TOFE

Figure 4: Tendance du solde budgétaire global

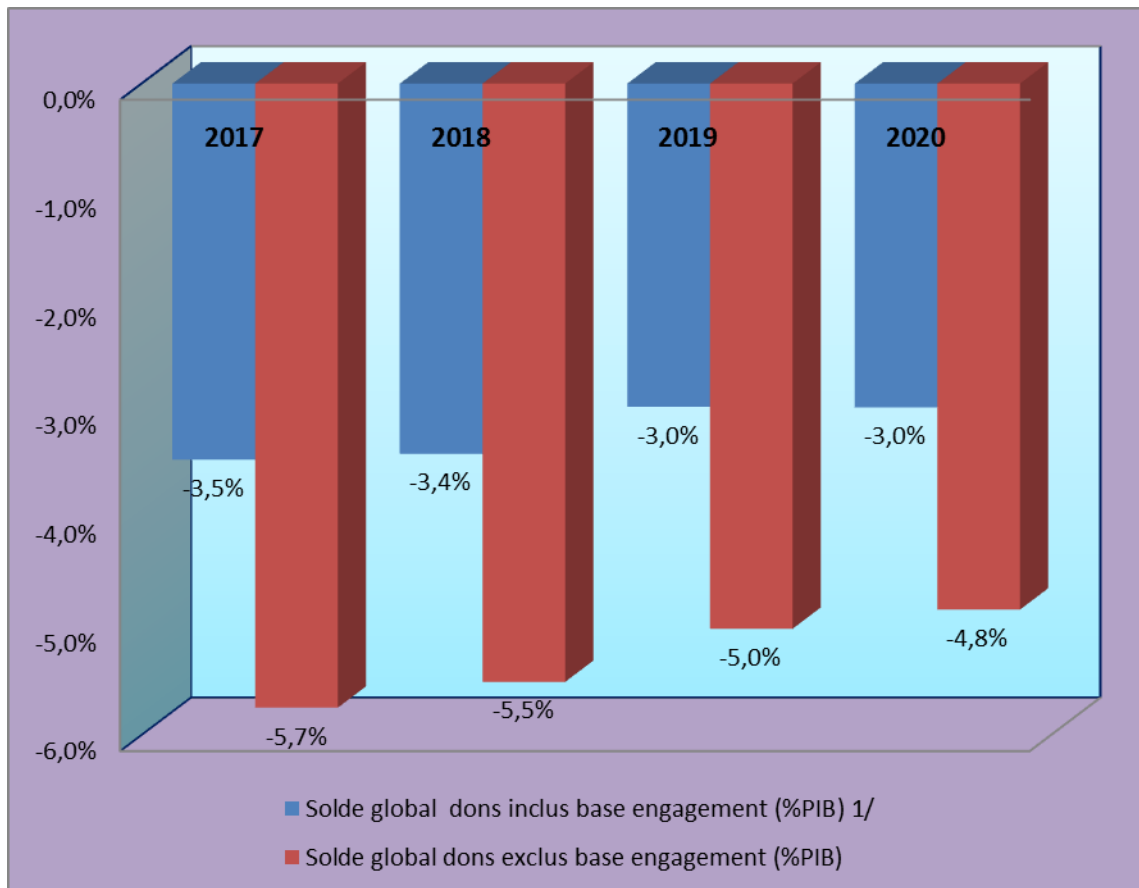


Tableau 18: Solde budgétaire global dons inclus (en pourcentage du PIB) des pays de l'UEMOA 2017-2020

	2017	2018	2019	2020	Moyenne 18-20
UEMOA	-3,4	-3,0	-2,9	-2,8	-2,9
Bénin	-4,3	-3,9	-3,9	-3,7	-3,8
Burkina-Faso	-2,5	-2,5	-2,5	-2,5	-2,5
Côte d'Ivoire	-3,2	-2,9	-2,9	-2,8	-2,9
Guinée-Bissau	-2,4	-1,5	-1,3	-1,1	-1,3
Mali	-3,5	-3,4	-3,0	-3,0	-3,1
Niger	-4,6	-2,7	-2,2	-2,1	-2,3
Sénégal	-3,6	-3,1	-2,8	-2,6	-2,8
Togo	-5,8	-5,5	-5,7	-5,8	-5,7

Source : MEF, FMI (7ème revue FEC, mai 2017), Rapport d'exécution de la surveillance multilatérale de l'UEMOA, mars 2016.

2.3.4 Projection des financements du déficit

57. Le déficit budgétaire ne serait couvert que partiellement par les financements extérieur et intérieur. Il se dégagera un écart de financement¹ de :

- 327,7 milliards en 2018 ;
- 182,6 milliards en 2019 ;
- 140,5 milliards en 2020.

58. Le niveau élevé du besoin de financement sur la période du cadrage (2018-2020), est lié au remboursement des obligations du trésor arrivant à échéance. En effet, entre 2014 et 2015, l'Etat a émis plusieurs obligations de maturité moyenne de trois en vue de faire face aux dépenses nécessaires au renforcement de la sécurité et à la reconstruction du pays après la crise.

59. Malgré ce niveau élevé, la tendance du besoin de financement reste orientée à la baisse grâce aux efforts de mobilisation des recettes intérieures et la rationalisation des dépenses courantes. Par ailleurs, l'analyse de viabilité de la dette publique réalisée en septembre 2016 par le CNDP montre que le risque d'endettement reste toujours modéré.

Tableau 19 : Projection des financements (en milliards de CFA) 2017-2020

	2017	2018	2019	2020
FINANCEMENT	307,1	-5,7	114,1	173,5
Financement extérieur (net)	195,9	235,5	274,3	285,8
Emprunts	258,5	291,0	340,5	376,4
Projets	188,6	232,9	280,1	311,9
Prêts budgétaires	69,9	58,1	60,4	64,5
Amortissement	-80,5	-73,6	-83,2	-90,6
Annulation de la dette (PPTE)	17,8	18,1	17,0	0,0
Financement intérieur (net)	111,2	-241,2	-160,2	-112,3

¹ L'écart de financement correspond à la différence entre le déficit budgétaire projeté et le financement disponible projeté.

ECART de FINANCEMENT	0,0	327,7	182,6	140,5
-----------------------------	------------	--------------	--------------	--------------

Source : DGB, TOFE

2.4 Situation des critères de convergence de l'UEMOA et de la CEDEAO

60. Au plan des engagements communautaires, les efforts en matière de respect des critères de convergence de l'UEMOA et de la CEDEAO seront maintenus. Les tableaux ci-dessous indiquent la position du Mali sur la période du cadrage.

Tableau 20 : Situation des critères de convergence de l'UEMOA 2017-2020

Critères de convergence	Norme UEMOA	2017	2018	2019	2020
Critères de premier rang					
Ratio du solde budgétaire global, dons inclus en % du PIB	≥-3%	-3,5%	-3,4%	-3,0%	-3,0%
Taux d'inflation	≤3%	0,2%	1,2%	1,6%	1,9%
Encours de la dette publique rapporté au PIB	≤70%	31,1%	32,0%	33,4%	34,8%
Critères de second rang					
Masse salariale sur recettes fiscales	≤35%	33,9%	33,3%	32,8%	32,9%
Taux de pression fiscale	≥20%	15,3%	15,9%	16,1%	16,2%
Nombre de critères respectés		3	4	4	5

Source : MEF, FMI (7^{ème} revue FEC, mai 2017)

Tableau 21: Situation des critères de convergence de la CEDEAO 2017-2020

Critères de convergence	Norme CEDEAO	2017	2018	2019	2020
Critères de premier rang					
Le ratio du déficit budgétaire global hors dons sur le PIB nominal	≤ 4%	-5,7%	-5,5%	-5,0%	-4,8%
Taux d'inflation en fin de période	≤ 5%	1,0%	1,4%	1,7%	2,0%
Le financement du déficit budgétaire par la Banque centrale ≤ 10% des recettes fiscales de l'année antérieure*	≤ 10%				
Réserves de change en mois d'importations*	≥ 6				
Critères de second rang					
Ratio dette / PIB (%)	≤70%	31,1%	32,0%	33,4%	34,8%
Taux de change nominal*	+/-10%				

Source : MEF, FMI (7^{ème} revue FEC, mai 2017)

NB :* le critère n'est pas applicable aux pays de l'UEMOA

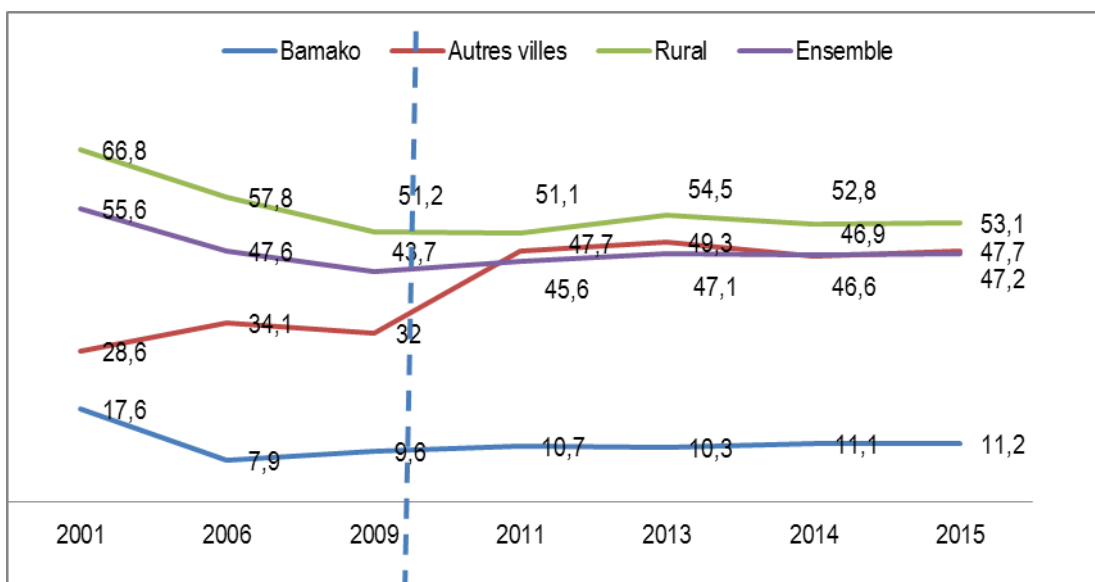
III. LA MISE EN ŒUVRE DES STRATEGIES NATIONALES ET SECTORIELLES

3.1 Réalisations récentes dans la mise en œuvre des stratégies nationales et sectorielles

Lutte contre la Pauvreté et l'Inégalité

61. La pauvreté a connu une diminution au cours de la première moitié de la précédente décennie, principalement liée à une réduction en milieu rural, suivie par une tendance à l'augmentation depuis 2009. En effet, le taux de pauvreté a diminué de 12 points de pourcentage passant de 55,6 % à 43,7 % entre 2001 et 2009. Cette diminution est surtout imputable à une diminution de la pauvreté dans le milieu rural (66,8 % à 51,2 %) et à une diminution de la pauvreté à Bamako (17,6 % à 9,6 %).
62. Durant la même période, le taux de pauvreté a suivi une évolution contraire dans les villes autres que Bamako passant de 28,6 % à 32 %.

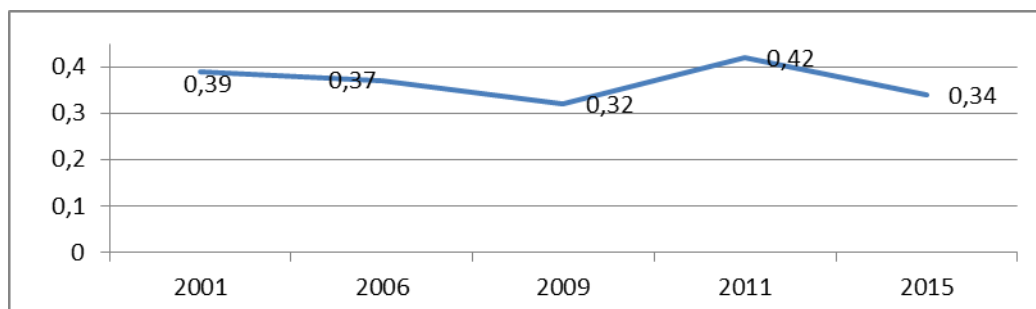
Figure 5: Evolution des indices de pauvreté selon le milieu de résidence



Source : Rapport 2015 de mise en œuvre du CSCR (2012-2017)

63. A partir de 2009, le taux de pauvreté affiche une tendance à la hausse. Il est passé de 43,7 % à 47,2 % entre 2009 et 2015. Cette tendance à l'augmentation est surtout perceptible dans les villes autres que Bamako puisque dans ces milieux, le taux de pauvreté est passé de 32 % à 47,7 %.
64. Si la reprise économique en 2014 marquée par un rebond du taux de croissance à 7 % avait contribué à une réduction timide (-0,2 points de pourcentage) de la pauvreté entre 2013 et 2014, cette tendance à la baisse ne semble pas s'être poursuivie en 2015, puisque la pauvreté affiche une légère augmentation de 46,9 % en 2014 à 47,2 % en 2015. Cette augmentation est perceptible dans les différents milieux : urbain hors Bamako (+0,8%), rural (+0,3%), Bamako (+0,1%). La situation sécuritaire dans le pays depuis 2012 continue d'impacter de manière très significative sur la lutte contre la pauvreté.
65. S'agissant de l'Inégalité, il ressort que sur la période 2001-2015 l'indice de Gini est passé de 0,39 à 0,32 entre 2001 et 2009, traduisant ainsi une réduction substantielle des disparités, alors qu'il est passé entre 2011 et 2015 de 0,42 à 0,34 marquant la très grande variabilité du phénomène d'une année à une autre.

Figure 6 : Évolution de l'inégalité entre 2001 et 2015 – coefficient de Gini



Source : Rapport 2015 de mise en œuvre du CSCR (2012-2017).

Gouvernance, Paix, Sécurité et réconciliation nationale

66. Des avancées ont été obtenues par le Gouvernement en matière de lutte contre la corruption à travers notamment la révision du Code des marchés publics et l'adoption par l'Assemblée Nationale en 2014 de la loi relative à l'enrichissement illicite.
67. En matière de paix et de sécurité, des avancées notables ont été réalisées. Le gouvernement du Mali et les groupes armés ont signé en juin 2015, l'Accord pour la Paix et la Réconciliation au Mali, issu du processus d'Alger. La mise en œuvre de cet Accord avance mais avec certaines difficultés et lenteurs. La menace liée au terrorisme et au narcotrafic constitue un grand risque pour les efforts déployés par le Gouvernement du Mali et la communauté internationale.
68. Aussi, en vue de renforcer les capacités opérationnelles de l'outil de défense et de sécurité nationale, les ressources importantes ont-elles été mobilisées pour la mise en œuvre de la Loi d'Orientation et de Programmation Militaire (LOPM).
69. La mise en place du Comité de Suivi de l'Accord, l'application du plan d'actions de la mise en œuvre de l'Accord, la mise en place de la Commission Vérité, Justice et Réconciliation et de plusieurs commissions de veille pour la médiation des conflits sont des avancées réelles en matière de paix et de réconciliation nationale.

Relance économique

70. En 2015, la croissance économique est restée vigoureuse en atteignant 6,0 % contre 7,0 % en 2014. Cette croissance a été soutenue par les efforts du gouvernement en faveur du développement rural qui a bénéficié d'un appui accru en termes d'allocation budgétaire. Des efforts ont été aussi consentis dans le domaine des infrastructures structurantes et du développement des services. L'augmentation continue de la production et de la productivité du secteur agricole durant les dernières années contribuent à la sécurité alimentaire et à l'amélioration des conditions de vie des populations, particulièrement en milieu rural.
71. La qualité des investissements dans le budget a été améliorée en lien avec l'augmentation des dépenses en investissement par rapport aux dépenses courantes du Budget d'Etat. Des efforts importants ont été faits dans le cadre de l'amélioration du climat des affaires. En effet, dans le classement Doing Business 2016, le Mali s'est classé 141^{ème} sur 190 pays concernés. Au sein de la zone l'UEMOA, le Mali reste le leader en matière de facilité de faire les affaires.

Secteurs sociaux

72. L'augmentation du nombre de CSCOM fonctionnels de 1204 à 1241 entre 2014 et 2015 a permis d'améliorer à la marge, le taux d'accès à des infrastructures sanitaires situés à moins de 5 km, passant de 56 % à 58 %. Cette accessibilité à des structures sanitaires s'accompagne par une augmentation du nombre de consultations par habitant et par an. La couverture vaccinale contre le tétanos, la poliomyélite et la diphtérie (vaccin Penta3) a diminué passant de 99 % en 2014 à 91 % en 2015.
73. Il convient également de noter une diminution du taux d'utilisation des services de planification familiale. En effet, ce taux est passé de 10,51% en 2014 à 8,88% en 2015. Ces dernières évolutions sont jugées préoccupantes quant à l'état de santé de la population et plus spécifiquement la mortalité infantile et maternelle. Le taux de prévalence du sida dans la population générale de 15-49 ans est estimé à 1,1 %. L'Etat doit redoubler d'effort pour atteindre l'objectif d'élimination du VIH et du sida à l'horizon 2030.
74. Concernant l'éducation nationale, le taux brut de préscolarisation a augmenté timidement en 2015 par rapport à 2014 de 0,09 % de point d'écart. Depuis 2011, le taux brut de scolarisation au premier cycle connaît une tendance baissière. Il est passé de 81,5 % en 2011 à 68,1 % en 2015. Chez les filles, il est passé de 74 % en 2011 à 62,4 % en 2015.
75. Des efforts du Gouvernement sont orientés vers l'amélioration de la qualité des apprentissages et de l'accès aux infrastructures éducatives.

3.2 Les priorités du gouvernement sur la période 2018-2020

76. Le DPBEP 2018-2020 se focalisera sur la poursuite et la consolidation des actions entreprises dans le cadre de la mise en œuvre du CREDD 2016-2018. En effet, le Gouvernement a adopté en avril 2016, le CREDD qui constitue le document cadre de référence pour toutes les politiques et stratégies nationales de développement. Il intègre, les mesures prioritaires contenues dans le PAG 2013-2018 dont les six (06) axes sont relatifs :
- au renforcement des institutions et l'approfondissement de la démocratie ;
 - à la restauration de l'intégrité du territoire et la sécurisation des personnes et des biens;
 - à la réconciliation des Maliens ;
 - au redressement de l'école ;
 - à la construction d'une économie émergente ;
 - à la mise en œuvre d'une politique active de développement social.
77. L'objectif global du CREDD 2016-2018 est de promouvoir un développement inclusif et durable en faveur de la réduction de la pauvreté et des inégalités dans un Mali uni et apaisé, en se fondant sur les potentialités et les capacités de résilience en vue d'atteindre les Objectifs de Développement Durable (ODD) à l'horizon 2030.
78. Les projections budgétaires sont mises en cohérence avec les priorités d'allocations budgétaires du CREDD. Ainsi, les ordres de priorité s'établissent comme suit :
- le premier axe représentera en moyenne 26,5 % ;
 - la part de l'axe 2 sera en moyenne de 26,9 % dans le budget total ;
 - l'axe 3 représentera en moyenne 26,8 % des dépenses totales.

Tableau 22: Allocations budgétaires suivant les axes du CREDD (en milliards de FCFA) 2017-2020

AXES		2017	2018	2019	2020
		LFR	Proj.	Proj.	Proj.
AXE1 :	Croissance économique inclusive et durable	614,07	652,55	687,53	719,27
AXE2 :	Développement social et accès aux services sociaux de base	621,41	652,93	694,07	740,03
AXE3 :	Développement institutionnel et la gouvernance	637,70	648,77	696,36	738,76
Dette		219,53	352,10	285,90	252,10
Dotations non réparties		230,97	227,33	208,40	203,45
TOTAL		2323,68	2533,67	2572,26	2653,61

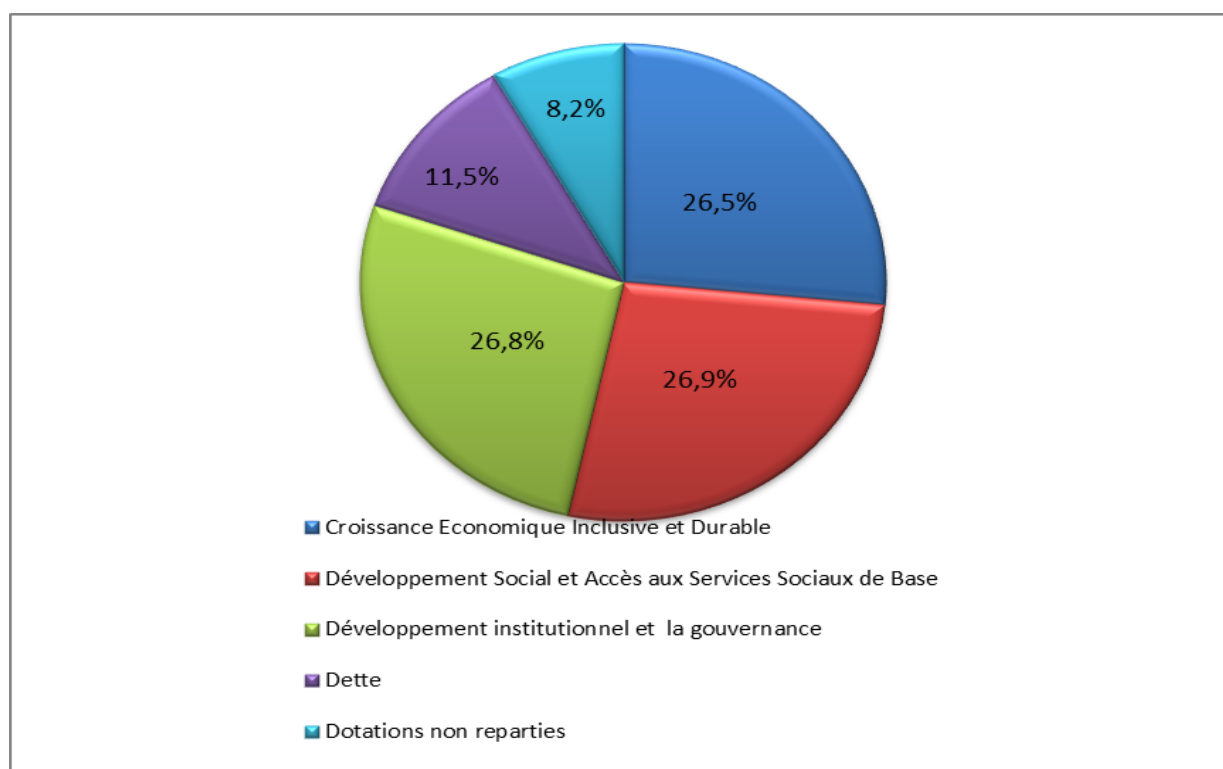
Source : DGB

Tableau 23 : Ratios par rapport à l'ensemble des charges sectorielles 2017-2020

AXES		2017	2018	2019	2020	Moyenne 2018-2020
		LFR	Proj.	Proj.	Proj.	
AXE1 :	Croissance économique inclusive et durable	26,4%	25,8%	26,7%	27,1%	26,5%
AXE2 :	Développement social et accès aux services sociaux de base	26,7%	25,8%	27,0%	27,9%	26,9%
AXE3 :	Développement institutionnel et la gouvernance	27,4%	25,6%	27,1%	27,8%	26,8%
Dette		9,4%	13,9%	11,1%	9,5%	11,5%
Dotations non réparties		9,9%	9,0%	8,1%	7,7%	8,2%

Source : DGB

Figure 7: Part moyenne des axes du CREDD dans les dépenses totales



3.3 Analyse sectorielle du cadrage budgétaire 2018-2020

3.3.1 AXE 1 : Croissance économique inclusive et durable

79. L'ambition fixée dans le CREDD 2016-2018 est de réussir à atteindre l'objectif de 6,4 % de croissance économique en moyenne sur la période. A cet effet, l'axe stratégique 1 du CREDD poursuit treize (13) objectifs spécifiques à travers les domaines prioritaires suivants :

- Développement rural et sécurité alimentaire ;
- Protection de l'Environnement ;
- Développement des infrastructures ;
- Développement des autres secteurs de croissance.

80. Les objectifs et domaines prioritaires de cet axe, cadrent avec ceux de l'axe 5 du PAG « Construire une économie émergente ».

81. Il est ainsi prévu de consacrer en moyenne 26,5 % des dépenses totales au développement de cet axe. En valeur absolue, les allocations en faveur de cet axe passeront de 614,07 milliards en 2017 à une moyenne de 686,45 milliards de FCFA entre 2018-2020, soit un accroissement moyen annuel de 5,0 % sur la période de projection.

Tableau 24 : Allocations budgétaires détaillées en faveur de l'axe 1 du CREDD (en milliards FCFA) 2017-2020

AXES / SECTEURS	2017	2018	2019	2020	Taux crois 18-20
Croissance économique inclusive et durable	614,07	652,55	687,53	719,27	5,0%
<i>Agriculture</i>	350,72	382,83	399,23	418,32	4,5%
<i>Mine, industrie-commerce, art-tourisme et énergie</i>	87,11	94,34	101,79	106,00	6,0%
<i>Travaux publics transport et communication</i>	176,23	175,37	186,51	194,94	5,4%

Source : DGB

Tableau 25: Part des secteurs de l'axe 1 dans les dépenses totales 2017-2020

AXES / SECTEURS	2017	2018	2019	2020	Moyenne 18-20
Croissance économique inclusive et durable	26,4%	25,8%	26,7%	27,1%	26,5%
<i>Agriculture</i>	15,1%	15,1%	15,5%	15,8%	15,5%
<i>Mine industrie, commerce art-tourisme et énergie</i>	3,7%	3,7%	4,0%	4,0%	3,9%
<i>Travaux publics transport et communication</i>	7,6%	6,9%	7,3%	7,3%	7,2%

Source : DGB

- **Secteur « Agriculture »**

82. Les allocations dans ce secteur passeront de 343,06 milliards en 2017 à une moyenne de 400,13 milliards en 2018-2020, soit une progression moyenne annuelle de 4,5%.

83. La part moyenne du secteur dans le DPBEP 2018-2020 est estimée en moyenne à 15,5 %, ce qui dépasse l'objectif d'allocation budgétaire au secteur agricole de 10 % du NEPAD. Cette tendance s'inscrit dans le cadre du respect de l'engagement du Président de la République de consacrer 15 % du budget d'Etat à l'Agriculture en vue de faire du Mali une puissance agricole exportatrice.

84. Pour réaliser cet objectif, les dépenses du secteur de l'Agriculture doivent augmenter en moyenne de 22,5 milliards de FCFA /an.

- **Secteur Développement des Infrastructures « mine, industrie-commerce, artisanat-tourisme, énergie, »**

85. Les crédits alloués au secteur passeront de 87,11 milliards en 2017 à une moyenne de 100,71 milliards en 2018-2020, soit une croissance moyenne de 6,0% sur la période du DPBEP et représenteront en moyenne 3,9 % des dépenses totales.

86. Ils serviront à :

- développer les énergies renouvelables, notamment à travers la réalisation de barrages hydroélectriques et de centrales solaires photovoltaïques, et accroître l'accès à l'électricité à moindre coût pour les populations rurales et urbaines ;
- améliorer la gouvernance, la transparence des industries extractives et diversifier le secteur des Mines ;
- développer le secteur privé et l'industrie via notamment l'agro-industrie ;
- promouvoir le commerce intérieur et extérieur ;
- consolider les secteurs du tourisme et de l'artisanat ;
- valoriser la production et le patrimoine culturels.

- **Secteur « Travaux Publics, transport et communication »**

87. En 2017 les prévisions pour le secteur « Travaux Publics, transport et communication » sont estimées à 176,23 milliards et pourraient s'établir en moyenne à 185,61 milliards en 2018-2020. Ceci représente en moyenne 7,2 % des dépenses totales. Ces crédits budgétaires seront destinés à :

- améliorer le maillage territorial et l'interconnexion des infrastructures de transports et d'équipement ;
- promouvoir l'extension et l'utilisation des technologies de l'information et de la communication pour l'ensemble des secteurs et des acteurs.

3.3.2 AXE 2 : Développement social et accès aux services sociaux de base

88. En vue d'améliorer le bien-être social des populations, plusieurs objectifs seront poursuivis dans le cadre de l'axe 2.

89. Ces objectifs seront réalisés dans le cadre de trois (03) domaines prioritaires à savoir : (i) le développement des compétences ; (ii) le développement des services sociaux de base et (iii) le développement social, les actions humanitaires et la solidarité.

90. Il s'agit, conformément au PAG, de reconstruire l'Ecole malienne et de mettre en œuvre une politique active de développement social.

91. Les allocations vont passer de 621,41 milliards de FCFA en 2017 à une moyenne de 695,67 milliards en 2018-2020 soit en moyenne 6,5 % d'augmentation. Elles représenteront en moyenne 26,9 % des dépenses totales.

Tableau 26 : Allocations budgétaires détaillées en faveur de l'axe 2 du (en milliards FCFA) 2017-2020

AXES / SECTEURS	2017	2018	2019	2020	Taux crois 18-20
Développement social et accès aux services sociaux de base	621,41	652,93	694,07	740,03	6,5%
<i>Education</i>	351,35	364,73	389,05	418,16	7,1%
<i>Santé</i>	139,52	148,44	157,86	168,84	6,7%
<i>Urbanisme et logement</i>	9,73	9,60	10,03	10,53	4,8%
<i>Assainissement et approvisionnement en eau potable</i>	19,53	21,48	24,44	25,77	9,5%
<i>Emploi</i>	13,51	14,83	16,18	17,08	7,3%
<i>Autres secteurs sociaux</i>	87,78	93,86	96,51	99,64	3,0%

Source : DGB

Tableau 27 : Part des secteurs de l'axe 2 dans les dépenses totales 2017-2020

AXES / SECTEURS	2017	2018	2019	2020	Moyenne 18-20
Développement social et accès aux services sociaux de base	26,7%	25,8%	27,0%	27,9%	26,9%
<i>Education</i>	15,1%	14,4%	15,1%	15,8%	15,1%
<i>Santé</i>	6,0%	5,9%	6,1%	6,4%	6,1%
<i>Urbanisme et logement</i>	0,4%	0,4%	0,4%	0,4%	0,4%
<i>Assainissement et approvisionnement en eau potable</i>	0,8%	0,8%	0,9%	1,0%	0,9%
<i>Emploi</i>	0,6%	0,6%	0,6%	0,6%	0,6%
<i>Autres secteurs sociaux</i>	3,8%	3,7%	3,8%	3,8%	3,7%

Source : DGB

92. Les efforts budgétaires en faveur de l'axe 2 sont surtout perceptibles au niveau des allocations des dépenses récurrentes dans lesquelles cet axe représente en moyenne 54,48% contre 37,08% pour l'axe 3 et 6,75% pour l'axe 1.

Tableau 28 : Allocations des dépenses récurrentes en faveur de l'axe 2 (en milliards FCFA) 2017-2020

AXES / SECTEURS	2017	2018	2019	2020	Taux_crois 18-20
Développement social et accès aux services sociaux de base	504,06	532,40	562,19	601,34	6,28%
<i>Education</i>	320,88	332,34	353,39	380,54	7,01%
<i>Santé</i>	105,60	114,82	121,88	131,00	6,82%
<i>Urbanisme et logement</i>	2,01	2,27	2,31	2,48	4,55%
<i>Assainissement et approvisionnement en eau potable</i>	1,65	1,84	1,89	1,99	3,94%
<i>Emploi</i>	5,59	6,20	6,35	6,72	4,13%
<i>Autres secteurs sociaux</i>	68,33	74,95	76,37	78,62	2,42%

Source : DGB.

Tableau 29: Part des secteurs de l'axe 2 dans les dépenses récurrentes 2017-2020

AXES / SECTEURS	2017	2018	2019	2020	Moyenne 18-20
Développement social et accès aux services sociaux de base	53,35%	53,86%	54,75%	54,84%	54,48%
<i>Education</i>	33,96%	33,62%	34,41%	34,70%	34,24%
<i>Santé</i>	11,18%	11,61%	11,87%	11,95%	11,81%
<i>Urbanisme et logement</i>	0,21%	0,23%	0,23%	0,23%	0,23%
<i>Assainissement et approvisionnement en eau potable</i>	0,17%	0,19%	0,18%	0,18%	0,18%
<i>Emploi</i>	0,59%	0,63%	0,62%	0,61%	0,62%
<i>Autres secteurs sociaux</i>	7,23%	7,58%	7,44%	7,17%	7,40%

Source : DGB.

- **Secteur « Education »**

93. Le secteur de l'éducation reste prioritaire en termes d'allocations budgétaires. Sa part moyenne dans le DPBEP, est estimée à 15,1%. Les allocations dans ce secteur passeront de 351,35 milliards en 2017 à une moyenne de 390,65 milliards en 2018-2020. En progression moyenne annuelle, elles représentent 7,1 % sur la période du DPBEP. Ces allocations visent à améliorer l'éducation à tous les niveaux et l'alphabétisation.

- **Secteur « Santé »**

94. Les allocations budgétaires du secteur de la santé passeront de 139,52 milliards en 2017 à 158,38 en milliards en moyenne sur 2018-2020 ; ce qui représente une croissance moyenne de 6,7 % et une part moyenne de 6,1 % sur la période de cadrage. Elles s'inscriront dans le cadre de l'amélioration de l'état de santé de la population et de la lutte contre le VIH/sida.

- **Secteur « Urbanisme et logement »**

95. Les allocations au secteur passeront de 9,73 milliards en 2017 à 10,05 milliards en moyenne sur 2018-2020, soit une progression moyenne par an de 4,8 % sur la période et représenteront 0,4 % des dépenses totales. Elles visent à moderniser et encadrer l'urbanisme et l'habitat.

- **Secteur « Assainissement et approvisionnement en eau potable »**

96. Avec 19,53 milliards prévus en 2017, les allocations budgétaires pour ce secteur atteindront une moyenne de 23,89 milliards en 2018-2020, ce qui représente une croissance moyenne de 9,5 % sur la période de projection et une part moyenne de 0,9 %. Les allocations budgétaires viseront notamment à promouvoir l'accès à l'eau et à l'assainissement et garantir un cadre de vie sain et hygiénique.

- **Emploi**

97. Les allocations au secteur de l'emploi connaîtront une progression de 7,3 % sur la période 2018-2020. Les allocations en faveur de l'emploi prévues dans le budget 2017 sont de l'ordre de 13,51 milliards et s'établiront à une moyenne de 16,03 milliards entre 2018-2020, en vue de favoriser les créations d'emplois, développer et orienter la formation professionnelle vers les filières porteuses.

- **Autres secteurs sociaux**

98. Les « autres secteurs sociaux » couvrent les domaines ci-après :

- la jeunesse et des sports ;
- la promotion de la femme, du développement social ;
- la population.

99. Avec 87,78 milliards de FCFA prévus en 2017, les allocations budgétaires « Autres Secteurs Sociaux » atteindront en moyenne 96,67 milliards entre 2018-2020, ce qui représente une croissance moyenne de 3,0% et une part moyenne de 3,7 %.

100. Les allocations permettront de poursuivre les objectifs suivants :

- soutenir les activités liées à la jeunesse, au sport et à la citoyenneté ;
- promouvoir l'égalité du genre, l'autonomisation de la femme et l'épanouissement de l'enfant et de la famille ;
- étendre la protection sociale et promouvoir l'économie sociale et solidaire ;
- promouvoir la solidarité et renforcer les actions humanitaires ;
- intégrer la problématique démographique dans la conduite des politiques publiques.

3.3.3 AXE 3 : Développement institutionnel et Gouvernance

101. Le troisième axe du CREDD poursuit les objectifs suivants : (i) améliorer la transparence et lutter efficacement contre la corruption ; (ii) coordonner et planifier les politiques publiques et les stratégies de développement ; (iii) développer les statistiques comme outil d'aide à la décision ; (iv) moderniser les Institutions et assurer une meilleure représentativité des femmes ; (v) améliorer le respect des droits de l'homme et l'accès sur toute l'étendue du territoire national à une justice de qualité, impartiale et professionnelle ; (vi) assainir et améliorer la gestion du patrimoine de l'Etat et les affaires foncières ; (vii) impulser une dynamique de développement des territoires basée sur une articulation optimale entre aménagement du territoire, déconcentration et décentralisation et (viii) œuvrer pour une diplomatie d'influence et promouvoir l'intégration africaine et une coopération internationale au service du développement du Mali.

102. Il couvre les domaines d'intervention prioritaires relatifs : (i) à la transparence, l'élaboration et la coordination des Politiques Publiques ; (ii) à la décentralisation et au développement institutionnel et (iii) aux relations internationales.

103. L'effort d'allocations budgétaires pour cet axe passera 637,70 milliards de FCFA en 2017 à 694,63 milliards en moyenne entre 2018-2020, soit 6,7% d'augmentation par an et une part moyenne de 26,8%.

104. Cet axe intègre les mesures du PAG relatives à :

- la mise en place d'institutions fortes et crédibles ;
- la restauration de la sécurité des personnes et des biens sur l'ensemble du territoire national ;
- la mise en œuvre d'une politique active de réconciliation nationale.

Tableau 30 : Allocations budgétaires détaillées en faveur de l'axe 3 (en milliards FCFA) 2017-2020

AXES / SECTEURS	2017	2018	2019	2020	Taux crois 18-20
Développement institutionnel et la gouvernance	637,70	648,77	696,36	738,76	6,7%
<i>Pouvoirs publics et administration générale</i>	255,79	261,17	270,68	286,67	4,8%
<i>Diplomatie et affaires étrangères</i>	38,67	39,69	41,82	44,46	5,8%
<i>Défense nationale et sécurité intérieure</i>	343,23	347,91	383,85	407,63	8,2%

Source : DGB

Tableau 31: Part des secteurs de l'axe 3 dans les dépenses totales 2017-2020

AXES / SECTEURS	2017	2018	2019	2020	Moyenne 18-20
Développement institutionnel et gouvernance	27,4%	25,6%	27,1%	27,8%	26,8%
<i>Pouvoirs publics et administration générale</i>	11,0%	10,3%	10,5%	10,8%	10,5%
<i>Diplomatie et affaires étrangères</i>	1,7%	1,6%	1,6%	1,7%	1,6%
<i>Défense nationale et sécurité intérieure</i>	14,8%	13,7%	14,9%	15,4%	14,7%

Source : DGB

- **Secteur « Pouvoirs publics et administration générale »**

105. Avec 255,79 milliards de FCFA prévus en 2017, les allocations du secteur atteindront les 272,84 milliards entre 2018-2020 ; ce qui représenterait une croissance moyenne de 4,8% sur la période du cadrage et une part moyenne de 10,5 %.

106. Spécifiquement les inscriptions seront destinées à :

- améliorer la transparence et lutter efficacement contre la corruption ;
- coordonner et planifier les politiques publiques et les stratégies de développement ;
- développer les statistiques comme outil d'aide à la décision ;
- moderniser les Institutions et assurer une meilleure représentativité des femmes ;
- améliorer le respect des droits de l'homme et l'accès sur toute l'étendue du territoire national à une justice de qualité, impartiale et professionnelle ;
- assainir et améliorer la gestion du patrimoine de l'Etat et les affaires foncières ;
- impulser une dynamique de développement des territoires basée sur une articulation optimale entre aménagement du territoire, déconcentration et décentralisation.

- **Secteur « Diplomatie et affaires étrangères »**

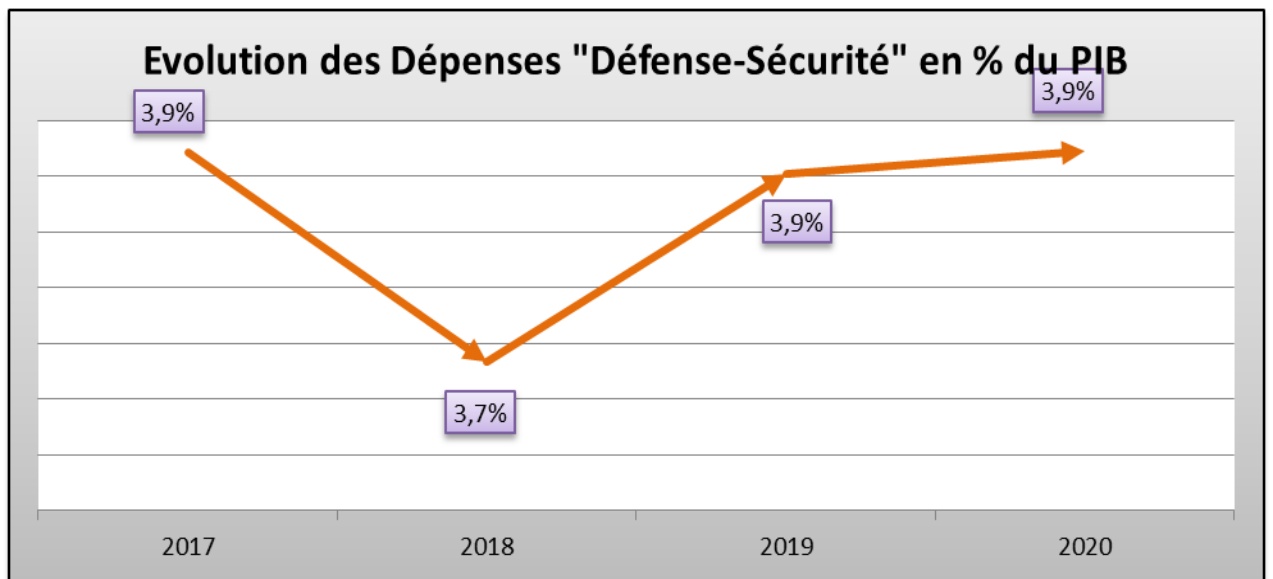
107. Avec 38,67 milliards de FCFA prévus en 2017, les dépenses relatives au secteur « Diplomatie et affaires étrangères » se chiffreront en moyenne à 41,99 milliards entre 2018-2020, ce qui représente une croissance de 5,8% par an et une part moyenne de 1,6 % en vue de poursuivre les efforts en faveur d'une diplomatie d'influence et de la promotion de l'intégration africaine et de la coopération internationale au service du développement du Mali.

- **Secteur « Défense nationale et sécurité intérieure »**

108. S'agissant du secteur « Défense nationale et sécurité intérieure », avec 343,23 milliards de FCFA prévus en 2017, les dépenses de ce secteur se chiffreront à 379,80 milliards en moyenne entre 2018-2020, soit une croissance de 8,2% en moyenne par an. Les allocations budgétaires en faveur de la défense et la sécurité intérieure représenteraient 14,7 % sur la période du DPBEP en lien avec la mise en œuvre de la LOPM et de la LPSI.

109. Les allocations s'inscrivent également dans le cadre de la prise en compte de l'axe 2 du PAG relatif à la restauration de la sécurité des personnes et des biens sur l'ensemble du territoire national à travers le développement des capacités humaines et opérationnelles des forces armées et de sécurité.

Figure 8: Evolution des dépenses "défense et sécurité" en % du PIB



IV. SITUATION FINANCIÈRE DES ORGANISMES PUBLICS

4.1 Situation financière des Organismes de Sécurité Sociale

110. La sécurité sociale au Mali est gérée par deux organismes à savoir : (i) l'Institut National de Prévoyance Sociale (INPS) et la Caisse Malienne de Sécurité Sociale (CMSS).

4.1.1 L'Institut National de Prévoyance Sociale

111. L'Institut National de Prévoyance Sociale (INPS) a été créé par la loi n°61-59/AN-RM du 15 mai 1961 reprise et précisée par la loi N° 96-004 du 26 janvier 1996. Il est érigé en Établissement Public à caractère Administratif (EPA). L'INPS a pour mission de gérer les régimes de protection sociale, en faveur des travailleurs salariés définis par le code du travail.

112. Les régimes gérés par l'INPS sont :

- les Prestations familiales (PF) ;
- la prévention et la réparation des Accidents du travail et des Maladies professionnelles (ATMP) ;
- l'Assurance Vieillesse, Invalidité et Décès.

Pour compléter ces régimes, la loi confie à l'Institut la gestion d'une action sanitaire et sociale.

113. Par ailleurs, la loi N° 99-047 du 28 décembre 1999 a institué l'Assurance Volontaire pour permettre l'accès à la couverture sociale des membres des professions libérales, artisanales, commerciales et industrielle, ainsi que les travailleurs indépendants. Sa gestion est confiée à l'INPS.

114. Enfin, l'INPS est un organisme gestionnaire délégué du régime de l'Assurance Maladie Obligatoire (AMO) institué suivant la loi n° 09-015 du 26 juin 2009. A ce titre, l'institut est chargé de l'immatriculation des assurés, l'encaissement des cotisations et du règlement des factures des prestataires conventionnés.

115. Les ressources de l'INPS proviennent des cotisations assises sur l'ensemble des rémunérations pour le régime obligatoire des salariés, les revenus des placements, les prestations récupérées, les cotisations de l'assurance volontaire.

Tableau 32: Evolution des assurés et employeurs affiliés à l'INPS

RUBRIQUES	Réalizations			Prévisions			
	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Nombre d'assurés	184 984	194 049	224 320	259 313	299 766	346 530	400 589
Nombre d'employeurs	29 188	31 004	32 864	34 836	36 926	39 141	41 490

Source : INPS

Tableau 33: Evolution des ressources de l'INPS

Rubriques	Réalizations			Prévisions			
	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Cotisations (en milliards F CFA)	86,97	91,39	103,45	112,93	121,97	131,72	142,26
Autres recettes (en milliards F CFA)	4,29	5,11	6,57	8,89	9,60	10,37	11,20

Source : INPS

➤ **Situation financière de branches gérées par l'INPS**

116. Depuis plusieurs années les ressources provenant des cotisations de la branche retraite ne couvrent plus les dépenses techniques des prestations de vieillesse (cf. tableau 36). Ce déficit va grandissant d'année en année en dépit des multiples efforts en matière de recouvrement. Le financement du déficit est assuré par les excédents des branches des prestations familiales (cf. tableau 34) et des accidents du travail (cf. tableau 35).
117. Par ailleurs, Cette situation est devenue plus problématique à la suite de l'adoption de la loi sur l'AMO qui a supprimé les ressources dédiées à la protection contre la maladie dont le volet prévention médicale reste entièrement à la charge de l'INPS.
118. Le déséquilibre quasi structurel du régime de la retraite est lié à :
- la forte augmentation du nombre des nouveaux pensionnés et le niveau de plus en plus élevé des rémunérations servant au calcul des droits ;
 - des demandes croissantes des pensions anticipées (elles représentent 20% des montants payés en 2015) ;
 - des revalorisations périodiques des montants des pensions (dont la dernière date de 2015) ;
 - du faible taux de couverture des populations assujetties réduisant la base des cotisants ;
 - du transfert des contractuels dans le corps des fonctionnaires ;
 - au cumul des arriérés de cotisation dus par les sociétés et entreprises publiques restructurées ou privatisées.
119. En effet, dix ans après la dernière étude actuarielle, la question de l'équilibre des régimes et leur pérennisation restent d'actualité, d'où la nécessité de commanditer une autre étude dont la réalisation est en cours. Cette étude permettra d'avoir une vision synoptique et de prendre des mesures conséquentes pour l'avenir de l'ensemble des régimes.

Tableau 34 : Situation financière de la branche Prestations Familiales

Rubriques	Réalisation			Prévision			
	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Cotisations (en milliards F CFA)	35,02	36,91	43,47	44,85	49,34	54,27	59,70
Dépenses (en milliards F CFA)	6,72	8,29	11,14	14,72	19,43	25,64	33,85
Résultats (en milliards F CFA)	28,31	28,62	32,33	30,13	29,91	28,63	25,85

Source : INPS

Tableau 35 : Situation financière de la branche Accident du Travail et Maladies Professionnelles

Rubriques	Réalisation			Prévision			
	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Cotisations (en milliards F CFA)	12,27	12,70	15,04	16,37	17,68	19,10	20,62
Dépenses (en milliards F CFA)	1,45	1,04	1,21	1,15	1,21	1,27	1,33
Résultats (en milliards F CFA)	10,82	11,66	13,83	15,22	16,47	17,83	19,29

Source : INPS

Tableau 36 : Situation financière de la branche Vieillesse-Invalidité-Décès

Rubriques	Réalisation			Prévision			
	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Cotisations (en milliards F CFA)	39,40	41,52	48,90	50,46	51,97	53,53	55,14
Dépenses (en milliards F CFA)	41,12	46,10	52,67	53,57	54,64	55,74	56,85
Résultats (en milliards F CFA)	-1,72	-4,58	-3,77	-3,11	-2,67	-2,20	-1,71

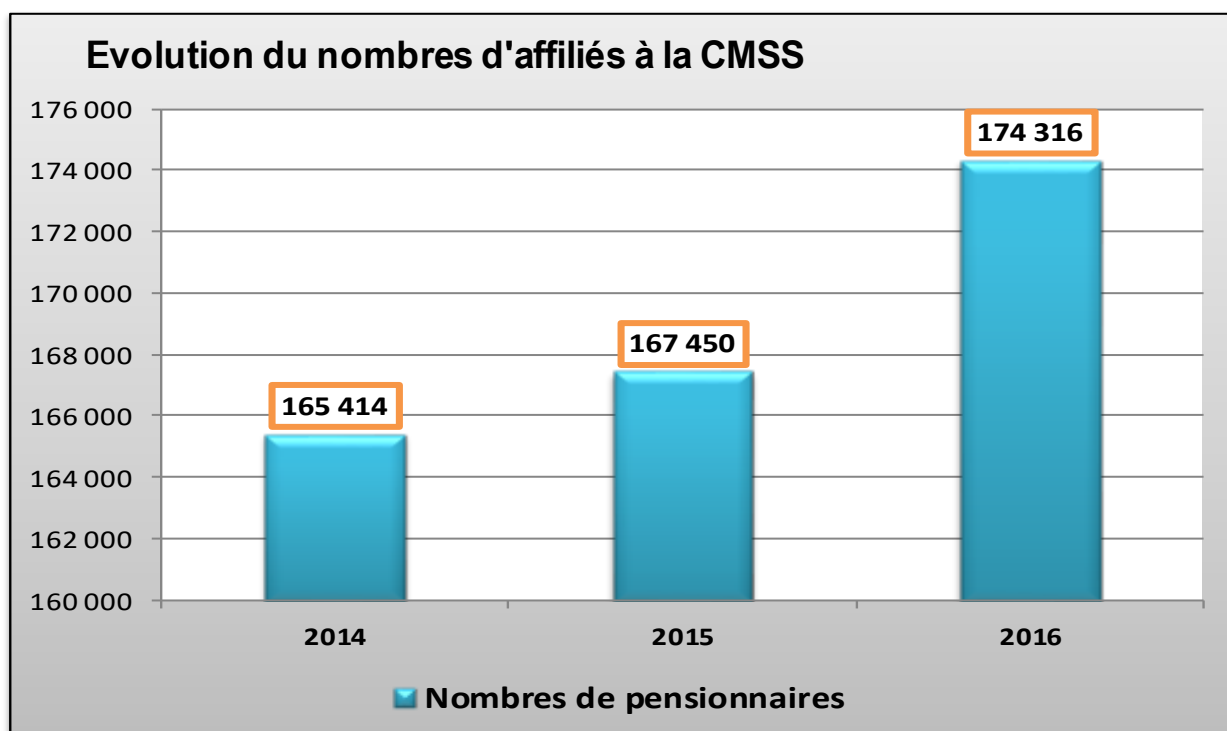
Source : INPS

4.1.2 La Caisse Malienne de Sécurité Sociale

120. Au regard de la loi n°10-029 du 29 juillet 2010, la Caisse Malienne de Sécurité Sociale (CMSS) a pour mission la gestion des régimes de pensions des fonctionnaires, des militaires, des députés et de tout autre régime ou branche que l'Etat lui confie.

121. L'effectif des pensionnaires affiliés à la CMSS est passé de 165 414 personnes en 2014 à 174 316 personnes en 2016, soit un accroissement de 5,4 %. Cet effectif émane du seul employeur à savoir l'Etat.

Figure 9 : Evolution du nombre d'affiliés à la CMSS



Source : CMSS

Tableau 37 : Les affiliés de la CMSS par catégorie d'agents

Affiliés CMSS	Réalizations		
	2014	2015	2016
Pensionnés	47 942	48 591	51 233
Fonctionnaires de l'Etat	49 419	48 617	49 522
Fonctionnaires des collectivités	35 643	40 407	44 082
Militaires	32 263	29 688	29 332
Députés	147	147	147
TOTAL	165 414	167 450	174 316

Source : CMSS

122. Les ressources de la CMSS proviennent de la subvention de l'Etat, des cotisations et des intérêts créditeurs, des pénalités et autres produits de gestion courante. Elles sont passées de 61,31 milliards en 2014 à 81,36 milliards en 2016 soit une augmentation d'environ 32 % sur la même période. Il est attendu 94,39 milliards en 2017 et 103,83 milliards en 2018, 114,21 milliards en 2019 et 125,64 milliards en 2020 soit en moyenne 10 % d'augmentation par an entre 2017 et 2020.
123. La subvention accordée par l'Etat représente en moyenne 54 % entre 2014 et 2016. Cette proportion devrait fléchir pour atteindre 47 % en 2017 et 2020.
124. Les cotisations sont en nette progression passant de 24,44 milliards F CFA en 2014 à 45,31 milliards F CFA en 2016, soit 85 % d'augmentation en trois ans. Sur la période 2014-2016, les cotisations ont représenté en moyenne 44 % des ressources de la CMSS. En perspective pour 2017 et 2020, les cotisations devraient contribuer à hauteur de 51,7 % dans les ressources de la CMSS.
125. Les autres ressources de la CMSS (intérêts, pénalités et autres produits de gestion courante) ont été de l'ordre de 1,9 % entre 2014 et 2016. Cette proportion devrait baisser sur la période 2017-2020 en s'établissant à 1,4 % du total des ressources de la CMSS.

Tableau 38: Evolution des ressources de la CMSS (en milliards F CFA)

Nature des ressources	Réalizations				Prévisions			
	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	
Cotisation	24,44	26,55	45,31	48,76	53,64	59,00	64,90	
Poids (en %)	39,7%	37,5%	55,7%	51,7%	51,7%	51,7%	51,7%	
Subvention (Etat)	36,07	43,17	34,23	44,32	48,76	53,63	59,00	
Poids (en %)	58,6%	60,9%	42,1%	47,0%	47,0%	47,0%	47,0%	
Pénalités	0,74	0,72	1,29	1,00	1,10	1,21	1,33	
Poids (en %)	1,2%	1,0%	1,6%	1,1%	1,1%	1,1%	1,1%	
Intérêts créditeurs	0,05	0,14	0,14	0,07	0,08	0,08	0,09	
Poids (en %)	0,1%	0,2%	0,2%	0,1%	0,1%	0,1%	0,1%	
Autres produits de gestion courante (indument perçus, frais DAO)	0,26	0,28	0,39	0,24	0,26	0,28	0,31	
Poids (en %)	0,4%	0,4%	0,5%	0,2%	0,2%	0,2%	0,2%	
Total	61,57	70,86	81,36	94,39	103,83	114,21	125,64	

Source : CMSS, nos calculs

126. L'analyse de la situation financière montre que la CMSS a enregistré en 2015 un résultat déficitaire de 6, 95 milliards après un excédent de 470 millions en 2014.

Tableau 39 : Evolution des produits, charges et résultat net de la CMSS (en milliers FCFA)

Rubriques	Réalizations	
	2014	2015
Produits	59 835 197	63 467 357
Charges	59 365 167	70 416 681
Résultat	470 030	-6 949 324

Source : CMSS

4.1.3 La Caisse Nationale d'Assurance Maladie

127. La Caisse Nationale d'Assurance Maladie (CANAM) a été créée par la loi n°09- 010 du 26 juin 2009. Elle est érigée en Établissement Public à caractère Administratif (EPA). La CANAM a pour mission la gestion du régime d'Assurance Maladie Obligatoire.

A cet titre, elle est chargée de :

- l'encaissement des cotisations du régime Maladie Obligatoire ;
- l'immatriculation des employeurs et des assurés et la mise en jour des droits des bénéficiaires ;
- l'allocation aux organismes gestionnaires délégués des dotations de gestion couvrant leurs dépenses techniques et de gestion courante ;
- la passation des conventions avec les formations de soins et le suivi de leur déroulement ;
- l'appui aux organismes gestionnaires délégués et le contrôle de leurs activités ;
- le contrôle de la validité des prestations soumises à la prise en charge de l'Assurance Maladie Obligatoire ;
- l'établissement des statistiques de l'Assurance Maladie Obligatoire ;
- la consolidation des comptes des organismes gestionnaires délégués.

128. L'effectif des pensionnaires affiliés à la CANAM est passé de 744 941 personnes en 2014 à 968 801 personnes en 2016, soit un accroissement de 30 %.

Tableau 40 : Evolution des assurés et employeurs affiliés à la CANAM

Rubriques	Réalizations			Prévisions			
	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Nombre d'assurés	744 941	810 075	968 801	1 168 801	1 368 801	1 568 801	1 768 801
Nombre d'employeurs	0	6 790	7 766	8 766	9 766	10 766	11 766

Source : CANAM

129. La constante augmentation du nombre d'assurés et d'employeurs est due aux différentes campagnes de sensibilisation, d'information et d'audiovisuelles qui ont été réalisées.

Tableau 41 : Evolution des ressources de la CANAM (en millions FCFA)

Nature de ressources	Réalizations			Prévisions			
	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Cotisations	16 674	32 381	38 963	51 000	53 550	56 228	59 039
Subventions (Etat)	72	137	39	0	0	0	0
Autres ressources²	1 331	1 262	1 353	2 012	2 112	2 218	2 329
Total	18 077	33 780	40 356	53 012	55 662	58 445	61 367

Source : CANAM

130. Les ressources de la CANAM sont constituées d'une part des cotisations AMO recouvrées par les organismes gestionnaires délégués que sont l'INPS et la CMSS et d'autre part de recettes diverses (autres produits techniques, recettes de production, subvention d'exploitation, intérêt et dividendes reçus). Elles ont progressé en moyenne par an à 49,4% entre 2014 et 2016. Les prévisions de ressources progresseraient en moyenne annuelle de 5% entre 2018-2020.

Tableau 42 : Evolution des produits, charges et résultat net de la CANAM sur 2014-2016 (en millions FCFA)

Rubriques	Réalizations		
	2014	2015	2016
Produits	18 077	33 780	40 356
Charges	14 571	27 787	37 515
Résultat	3 505	5 993	2 840

Source : CANAM

131. L'analyse de la situation financière de la CANAM indique un résultat excédentaire sur la période 2014-2016. Ce qui dénote de la stabilité du régime de l'assurance maladie obligatoire.

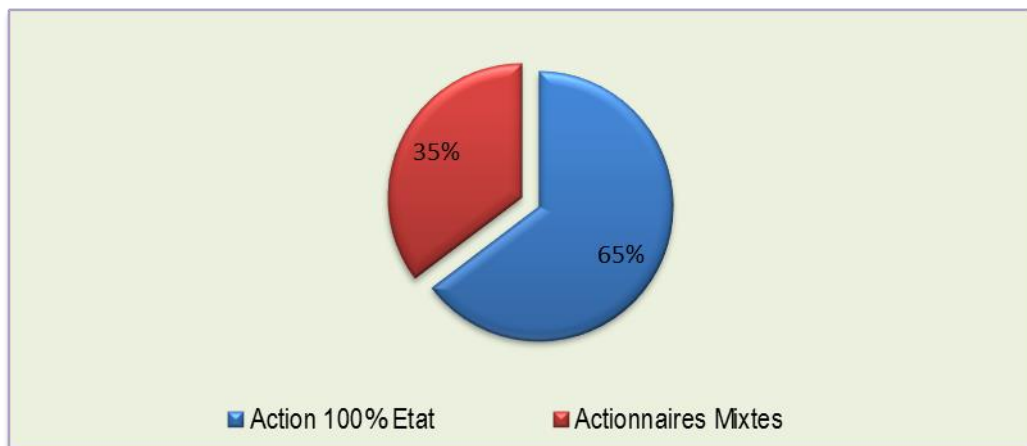
4.2 Eléments d'informations sur les Entreprises Publiques

132. L'Etat dispose de dix-sept (17) Entreprises Publiques pour un portefeuille de 92,2 milliards de franc CFA.

133. Dans 65 % des entreprises publiques répertoriées, l'Etat détient la totalité des actions. Il partage les actions avec d'autres acteurs dans 35 % des entreprises publiques en restant l'actionnaire majoritaire.

² Recettes de production, intérêts et dividendes reçus.

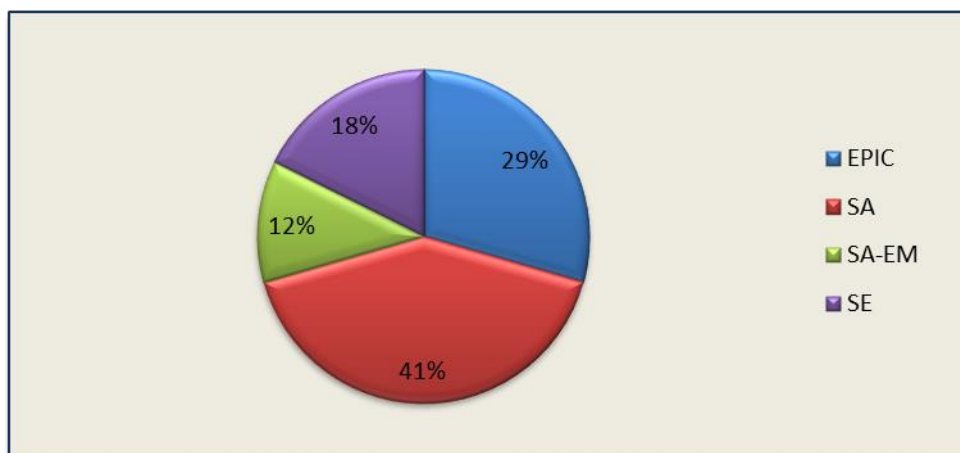
Figure 10: Actionnariat dans les entreprises publiques



Source : DGABE, nos calculs

134. L'analyse du statut juridique des entreprises publiques, indique que la majorité (soit 41 %) sont des Sociétés Anonymes (SA). Les Etablissements Publics à Caractère Industriel et Commercial (EPIC) et les Société d'Etat (SE) représentent respectivement 29 % et 18 % du total des entreprises publiques au Mali. Environ, 12 % des entreprises publiques sont considérées comme des Sociétés d'Etat à Economie Mixte (SE-EM), (voir figure 12).

Figure 11: Répartition des entreprises publiques selon le statut juridique



Source : DGABE, nos calculs

135. Les entreprises publiques sont présentes dans la plupart des secteurs d'activités du pays, mais elles sont davantage nombreuses dans le domaine de l'agriculture, dans les transports et les services, (voir tableau 40).

Tableau 43: Répartition des entreprises publiques par secteurs d'activités

Secteur d'activités	Nombre	Pourcentage
Agriculture	3	18 %
Communication	2	12 %
Construction. Métallique	1	6 %
Immobilier	2	12 %
Loterie	1	6 %
Production Pharmaceutique	2	12 %
Service/eau	2	12 %
Service/Electricité	1	6 %
Transport	3	18 %
Total général	17	100 %

Source : DGABE, nos calculs

ANNEXES :

ANNEXE 1 : TOFE PREVISIONNEL 2017 -2020

	2017	2018	2019	2020
RECETTES, DONNS	1 823,1	1 891,7	2 019,5	2 125,3
Recettes totales	1 620,4	1 693,2	1 815,8	1 929,2
Recettes budgétaires	1 509,0	1 574,6	1 690,6	1 797,0
Recettes fiscales	1 357,6	1 498,5	1 605,2	1 706,7
impôts directs	424,6	483,7	548,1	586,1
impôts indirects	933,0	1 014,8	1 057,1	1 120,6
TVA	508,9	557,3	581,1	619,7
TVA intérieur	217,8	238,5	248,7	265,3
TVA sur importation	291,1	318,8	332,4	354,5
Taxes intérieures sur produits pétroliers	94,7	94,2	94,4	95,7
Taxes sur les importations (DD et taxes)	176,1	192,9	196,5	207,0
Autres droits et taxes	235,3	256,8	276,3	294,3
Remboursement exonérations	-6,0	-6,0	-6,0	-6,0
Remboursement crédit TVA	-76,0	-80,4	-85,1	-90,3
Recettes non fiscales	151,4	76,1	85,4	90,2
Recettes fds. spéc. et budg. ann.	111,4	118,6	125,2	132,2
Dons	202,7	198,5	203,7	196,1
Projets	96,5	100,0	104,3	96,2
Budgétaires	84,8	76,1	76,1	75,0
Appui budgétaire	21,4	22,4	23,3	24,8
Dépenses Totales, Prêts Nets	2 130,2	2 213,7	2 316,2	2 439,3
Dépenses budgétaires	2 028,0	2 095,1	2 191,0	2 307,1
Dépenses courantes	1 150,8	1 209,6	1 224,3	1 291,2
Personnel	459,7	499,5	526,1	561,7
Fonctionnaires Etat	339,2	370,5	386,8	411,3
Fonctionnaires Collectivités	120,5	129,0	139,3	150,4
Biens et Services	319,2	326,4	299,6	319,4
Matériel	126,1	118,2	116,7	129,3
Communication - énergie	46,0	46,9	46,3	51,3
Déplacements et transports	62,2	63,4	62,5	69,3
Elections	10,0	40,0	17,0	6,0
Autres dépenses sur biens et services	74,9	57,9	57,2	63,4
Transferts et subventions	308,3	318,0	327,2	331,9
Bourses	17,8	18,0	18,0	18,0
Filet social	10,5	10,5	10,5	10,5
Subventions eau - électricité	25,0	25,0	25,0	25,0
Intrants agricoles	43,0	43,0	43,0	43,0
Subventions CRM (Caisse de Retraite)	37,5	41,5	45,5	49,5
Plans sociaux (PASEP)	2,0	1,0	1,0	1,0
Autres transferts et subventions	172,5	179,0	184,2	184,9
Intérêts dus	63,5	65,7	71,4	78,2
Dette intérieure	35,9	32,3	34,3	37,2
Dette extérieure	27,6	33,4	37,1	41,0
Dépenses en capital	877,2	885,5	966,7	1 015,8
Financement extérieur	306,5	355,3	407,7	432,9
Financement domestique	570,7	530,2	559,1	582,9
Dépenses fonds spéciaux et budgets annexes	111,4	118,6	125,2	132,2
Prêts Nets	-9,2	0,0	0,0	0,0

Source : DGB

ANNEXE 1 : TOFE PREVISIONNEL 2017 -2020 (suite)

	2017	2018	2019	2020
Déficit (base ordonnancement)				
Dons exclus	-509,8	-520,5	-500,4	-510,1
Dons inclus	-307,1	-322,0	-296,7	-314,0
Déficit (base Caisse)				
Dons exclus	-509,8	-520,5	-500,4	-510,1
Dons inclus	-307,1	-322,0	-296,7	-314,0
Solde budgétaire de base	-118,5	-89,1	-16,7	-2,1
Solde budgétaire de base hors PPTE	-100,6	-71,0	0,3	-2,1
FINANCEMENT	307,1	-5,7	114,1	173,5
Financement extérieur (net)	195,9	235,5	274,3	285,8
Emprunts	258,5	291,0	340,5	376,4
Projets	188,6	232,9	280,1	311,9
Prêts budgétaires	69,9	58,1	60,4	64,5
Amortissement	-80,5	-73,6	-83,2	-90,6
Annulation de la dette (PPTE)	17,8	18,1	17,0	0,0
Financement intérieur (net)	111,2	-241,2	-160,2	-112,3
Gap de financement Etat (+ = déficit)	0,0	327,7	182,6	140,5

Source : DGB

ANNEXE 2 : INDICATEURS BUDGETAIRES

	2017	2018	2019	2020
P.I.B. (importé de MME_XLS)	8 868,0	9 445,0	9 965,0	10 527,0
Recettes budgétaires (% PIB)	17,0%	16,7%	17,0%	17,1%
Recettes totales (% PIB)	18,3%	17,9%	18,2%	18,3%
Recettes fiscales (% PIB)	15,3%	15,9%	16,1%	16,2%
Recettes non fiscales (% PIB)	1,7%	0,8%	0,9%	0,9%
Dons / (% PIB)	2,3%	2,1%	2,0%	1,9%
Dépenses totales et prêts nets (% PIB)	24,0%	23,4%	23,2%	23,2%
Dépenses budgétaires (% PIB)	22,9%	22,2%	22,0%	21,9%
Dépenses courantes (% PIB)	13,0%	12,8%	12,3%	12,3%
Dépenses en capital (% PIB)	9,9%	9,4%	9,7%	9,6%
Dépenses PPTE (% PIB)	1,4%	1,4%	1,4%	1,4%
Solde global (base engagement) dons inclus (%PIB) 1/	-3,5%	-3,4%	-3,0%	-3,0%
Solde global (base engagement) dons exclus (%PIB)	-5,7%	-5,5%	-5,0%	-4,8%
Solde global (base caisse) dons inclus (%PIB) 1/	-3,5%	-3,4%	-3,0%	-3,0%
Solde global (base caisse) dons exclus (%PIB)	-5,7%	-5,5%	-5,0%	-4,8%
Solde budgétaire de base (%PIB)	-1,3%	-0,9%	-0,2%	0,0%
Solde budgétaire de base hors PPTE (en%PIB)	-1,1%	-0,8%	0,0%	0,0%
Solde budgétaire de base hors PPTE et hors intérêts (%PIB)	-0,2%	0,3%	1,2%	1,4%
Solde primaire , dons inclus (%PIB) 3/	-5,0%	-4,8%	-4,3%	-4,1%
Solde primaire de base (%PIB) 4/	-1,6%	-1,1%	-0,2%	0,0%
Epargne publique (propre) (%PIB) 5/	4,0%	3,9%	4,7%	4,8%
Epargne publique nationale (%PIB) 6/	6,0%	5,6%	6,4%	6,3%
Assistance budgétaire (%PIB)	1,9%	1,6%	1,5%	1,3%
Masse salariale /Recettes fiscales	33,9%	33,3%	32,8%	32,9%
Equipement-Investissement (financem. intér.)/ Recettes fiscales	42,0%	35,4%	34,8%	34,2%
Dépenses Courantes hors PPTE/PIB	11,6%	11,4%	10,9%	10,8%
Masse salariale hors PPTE /Recettes fiscales	25,0%	24,7%	24,1%	24,1%
Equipement-Investissement hors PPTE/Recettes fiscales	42,0%	35,4%	34,8%	34,2%
Masse salariale / (% PIB)	5,2%	5,3%	5,3%	5,3%
Intérêts / (% PIB)	0,7%	0,7%	0,7%	0,7%
Solde primaire, hors dons (% PIB)	-5,0%	-4,8%	-4,3%	-4,1%
Ratio dépenses courantes/Dépenses budgétaires	56,7%	57,7%	55,9%	56,0%
Ratio dépenses en capital/Dépenses budgétaires	43,3%	42,3%	44,1%	44,0%

Source : DGB

ANNEXE 3 : REPARTITION SECTORIELLE DES DEPENSES TOTALES (en milliards FCFA)

AXES / SECTEURS	2017	2018	2019	2020	Taux crois 18-20
Croissance Economique Inclusive et Durable	614,07	652,55	687,53	719,27	5,0%
<i>Agriculture</i>	350,72	382,83	399,23	418,32	4,5%
<i>Mine industrie, commerce art-tourisme et énergie</i>	87,11	94,34	101,79	106,00	6,0%
<i>Travaux publics transport et communication</i>	176,23	175,37	186,51	194,94	5,4%
Développement Social et Accès aux Services Sociaux de Base	621,41	652,93	694,07	740,03	6,5%
<i>Education</i>	351,35	364,73	389,05	418,16	7,1%
<i>Sante</i>	139,52	148,44	157,86	168,84	6,7%
<i>Urbanisme et logement</i>	9,73	9,60	10,03	10,53	4,8%
<i>Assainissement et approvisionnement en eau potable</i>	19,53	21,48	24,44	25,77	9,5%
<i>Emploi</i>	13,51	14,83	16,18	17,08	7,3%
<i>Autres secteurs sociaux</i>	87,78	93,86	96,51	99,64	3,0%
Développement institutionnel et gouvernance	637,70	648,77	696,36	738,76	6,7%
<i>Pouvoirs publics et administration générale</i>	255,79	261,17	270,68	286,67	4,8%
<i>Diplomatie et affaires étrangères</i>	38,67	39,69	41,82	44,46	5,8%
<i>Défense nationale et sécurité intérieure</i>	343,23	347,91	383,85	407,63	8,2%
Dette	219,53	352,10	285,90	252,10	-15,4%
Dotations non réparties	230,97	227,33	208,40	203,45	-5,4%
TOTAL	2323,68	2533,67	2572,26	2653,61	2,3%

Source : DGB

ANNEXE 4 : PART DES SECTEURS DANS LES DEPENSES TOTALES

AXES / SECTEURS	2017	2018	2019	2020	Moyenne 18-20
Croissance Economique Inclusive et Durable	26,4%	25,8%	26,7%	27,1%	26,5%
<i>Agriculture</i>	15,1%	15,1%	15,5%	15,8%	15,5%
<i>Mine industrie, commerce art-tourisme et énergie</i>	3,7%	3,7%	4,0%	4,0%	3,9%
<i>Travaux publics transport et communication</i>	7,6%	6,9%	7,3%	7,3%	7,2%
Développement Social et Accès aux Services Sociaux de Base	26,7%	25,8%	27,0%	27,9%	26,9%
<i>Education</i>	15,1%	14,4%	15,1%	15,8%	15,1%
<i>Santé</i>	6,0%	5,9%	6,1%	6,4%	6,1%
<i>Urbanisme et logement</i>	0,4%	0,4%	0,4%	0,4%	0,4%
<i>Assainissement et approvisionnement en eau potable</i>	0,8%	0,8%	0,9%	1,0%	0,9%
<i>Emploi</i>	0,6%	0,6%	0,6%	0,6%	0,6%
<i>Autres secteurs sociaux</i>	3,8%	3,7%	3,8%	3,8%	3,7%
Développement institutionnel et gouvernance	27,4%	25,6%	27,1%	27,8%	26,8%
<i>Pouvoirs publics et administration générale</i>	11,0%	10,3%	10,5%	10,8%	10,5%
<i>Diplomatie et affaires étrangères</i>	1,7%	1,6%	1,6%	1,7%	1,6%
<i>Défense nationale et sécurité intérieure</i>	14,8%	13,7%	14,9%	15,4%	14,7%
Dette	9,4%	13,9%	11,1%	9,5%	11,5%
Dotations non réparties	9,9%	9,0%	8,1%	7,7%	8,2%

Source : DGB

ANNEXE 5 : REPARTITION SECTORIELLE DES DEPENSES RECURRENTES (en milliards FCFA)

AXES / SECTEURS	2017	2018	2019	2020	Tx crois 18-20
Croissance Economique Inclusive et Durable	67,98	70,23	68,24	71,37	0,81%
<i>Agriculture</i>	30,86	30,84	28,43	29,95	-1,45%
<i>Mine industrie, commerce art-tourisme et énergie</i>	16,77	17,80	18,07	18,87	2,96%
<i>Travaux publics transport et communication</i>	20,35	21,58	21,75	22,54	2,20%
Développement Social et Accès aux Services Sociaux de Base	504,06	532,40	562,19	601,34	6,28%
<i>Education</i>	320,88	332,34	353,39	380,54	7,01%
<i>Santé</i>	105,60	114,82	121,88	131,00	6,82%
<i>Urbanisme et logement</i>	2,01	2,27	2,31	2,48	4,55%
<i>Assainissement et approvisionnement en eau potable</i>	1,65	1,84	1,89	1,99	3,94%
<i>Emploi</i>	5,59	6,20	6,35	6,72	4,13%
<i>Autres secteurs sociaux</i>	68,33	74,95	76,37	78,62	2,42%
Développement institutionnel et gouvernance	351,87	367,96	379,50	406,48	5,11%
<i>Pouvoirs publics et administration générale</i>	126,74	130,76	132,26	142,24	4,30%
<i>Diplomatie et affaires étrangères</i>	35,21	36,27	38,11	40,57	5,77%
<i>Défense nationale et sécurité intérieure</i>	189,93	200,93	209,13	223,67	5,51%
Dotations non réparties	20,88	18,00	16,93	17,39	-1,70%
TOTAL	944,79	988,59	1026,87	1096,58	5,32%

Source : DGB

ANNEXE 6 : RATIOS PAR RAPPORT AUX CHARGES RECURRENTES SECTORIELLES

AXES / SECTEURS	2017	2018	2019	2020	Moyenne 18-20
Croissance Economique Inclusive et Durable	7,20%	7,10%	6,65%	6,51%	6,75%
<i>Agriculture</i>	3,27%	3,12%	2,77%	2,73%	2,87%
<i>Mine industrie, commerce art-tourisme et énergie</i>	1,77%	1,80%	1,76%	1,72%	1,76%
<i>Travaux publics transport et communication</i>	2,15%	2,18%	2,12%	2,06%	2,12%
Développement Social et Accès aux Services Sociaux de Base	53,35%	53,86%	54,75%	54,84%	54,48%
<i>Education</i>	33,96%	33,62%	34,41%	34,70%	34,24%
<i>Santé</i>	11,18%	11,61%	11,87%	11,95%	11,81%
<i>Urbanisme et logement</i>	0,21%	0,23%	0,23%	0,23%	0,23%
<i>Assainissement et approvisionnement en eau potable</i>	0,17%	0,19%	0,18%	0,18%	0,18%
<i>Emploi</i>	0,59%	0,63%	0,62%	0,61%	0,62%
<i>Autres secteurs sociaux</i>	7,23%	7,58%	7,44%	7,17%	7,40%
Développement institutionnel et gouvernance	37,24%	37,22%	36,96%	37,07%	37,08%
<i>Pouvoirs publics et administration générale</i>	13,41%	13,23%	12,88%	12,97%	13,03%
<i>Diplomatie et affaires étrangères</i>	3,73%	3,67%	3,71%	3,70%	3,69%
<i>Défense nationale et sécurité intérieure</i>	20,10%	20,33%	20,37%	20,40%	20,36%
Dotations non réparties	7,20%	7,10%	6,65%	6,51%	6,75%

Source : DGB

ANNEXE 7 : Liste des Entreprises Publiques à capital majoritairement détenu par l'Etat

N°	Sociétés	Statut	Activités	Date de Création	Capital	Part de l'Etat	%
1	Aéroports du Mali	EPIC	Transport	1970	1 652 926 815	1 652 926 815	100
2	Agence de Cessions Immobilières	SA-EM	Immobilier	1992	50 000 000	25 000 000	50
3	Agence pour l'Aménagement et la Gestion des Zones Industrielles	SA	Immobilier	2003	10 000 000	5 990 000	59,9
4	Assistance Aéroportuaire du Mali	SA	Transport	2006	1 000 000 000	510 000 000	51
5	Ateliers Militaires Centraux	EPIC	Construction. Métallique	1929	257 127 367	257 127 367	100
6	Compagnie Malienne de Développement Textile	SA	Agriculture	1974	7 982 340 000	7 941 630 066	99,49
7	Compagnie Malienne de Navigation	SE	Transport	1968	1 500 000 000	1 500 000 000	100
8	Energie du Mali	SA	Service/Electricité	1960	32 000 000 000	20 480 000 000	64
9	La Poste	EPIC	Communication	2011	2 249 850 743	2 249 850 743	100
10	Office des Produits Agricoles du Mali	EPIC	Agriculture	1965	18 165 259 081	18 165 259 081	100
11	Office du Niger	EPIC	Agriculture	1994	240 866 446	240 866 446	100
12	Pharmacie Populaire du Mali	SE	Production Pharmaceutique	1960	400 000 000	400 000 000	100
13	Société su Pari Mutuel Urbain	SA-EM	Loterie	1994	300 000 000	225 000 000	75
14	Société Malienne de Gestion de l'Eau Potable	SA	Service/eau	2010	2 000 000 000	2 000 000 000	100
15	Société Malienne Transmission et de Diffusion	SA	Communication	2015	10 000 000 000	10 000 000 000	100
16	Société Malienne du Patrimoine de l'Eau Potable	SA	Service/eau	2010	5 000 000 000	5 000 000 000	100
17	Usine Malienne des Produits Pharmaceutiques	SE	Production Pharmaceutique	1983	25 551 129 438	25 551 129 438	100

Source : DGABE

AUTRES ANNEXES BUDGETAIRES

ETAT A

STRATEGIE D'ENDETTEMENT PUBLIC DU MALI A MOYEN TERME 2018-2020

**MINISTERE DE L'ECONOMIE
ET DES FINANCES**

**DIRECTION GENERALE
DE LA DETTE PUBLIQUE**

**COMITE NATIONAL DE
LA DETTE PUBLIQUE**

REPUBLIQUE DU MALI
Un Peuple-Un But-Une Foi



**STRATEGIE D'ENDETTEMENT
PUBLIC DU MALI
A MOYEN TERME 2018-2020**

Juillet 2017

AID	Association Internationale pour le Développement
ATM	Durée Moyenne de Maturité
ATR	Durée Moyenne de Révision de Taux d'Intérêts
BADEA	Banque Arabe pour le Développement Economique en Afrique
BID	Banque Islamique de Développement
BM	Banque Mondiale
BOAD	Banque Ouest Africaine de Développement
CM	Conseil des Ministres
CREDD	Cadre Stratégique pour la Relance Economique et le Développement Durable
CSCR	Cadre Stratégique pour la Croissance et la Réduction de la Pauvreté
CVD	Cadre de Viabilité de la Dette
DGB	Direction Générale du Budget
DGDP	Direction Générale de la Dette Publique
DNTCP	Direction Nationale du Trésor et de la Comptabilité Publique
DTS/XDR	Droits de Tirages Spéciaux
EUR	Euro
FAD	Fonds Africain de Développement
FCFA	Franc de la Communauté Financière d'Afrique
FIDA	Fonds International pour le Développement Agricole
FMI	Fonds Monétaire International
FSD	Fonds Saoudien pour le Développement
IADM	Initiative d'Allègement de la Dette Multilatérale
IBW	Institutions de Breton Woods
INSTAT	Institut National de la Statistique
LOPM	Loi d'Orientation et de Programmation Militaire
PIB	Produit Intérieur Brut
PPTE	Pays Pauvres Très Endettés
PTI	Programme Triennal d'Investissement
SDMT	Stratégie d'Endettement à Moyen Terme
UEMOA	Union Economique et Monétaire Ouest Africaine
UNTM	Union Nationale des Travailleurs du Mali
USD	Dollar des Etats Unis d'Amérique
VA	Valeur Actualisée
XOF	Francs CFA

INTRODUCTION

La gestion de la dette a pour objectif majeur de pourvoir aux besoins de financement de l'Etat et de ses obligations de paiement futures au moindre coût possible, à court, moyen et long termes, en maintenant les risques à un niveau satisfaisant, tout en réalisant les autres objectifs des autorités, tels que le développement durable, la réduction de la pauvreté, le développement des marchés financiers, etc.

Dans le but d'atteindre cet objectif et d'encadrer le processus de ré-endettement des pays post-PPTTE en vue de leur permettre de mobiliser des ressources dont ils ont besoin dans les limites de leurs capacités de remboursement, les pays de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA) ont adopté le 04 juillet 2007, le Règlement N°09/2007/CM/UEMOA portant cadre de référence de la politique d'endettement public et de gestion de la dette publique dans les Etats membres de l'UEMOA.

Ce dispositif permet à chaque pays membre d'avoir, entre autres, un guide concernant les décisions d'emprunts de manière à couvrir son besoin de financement tout en tenant compte des moyens dont il dispose pour assurer le service de sa dette actuelle et future, ainsi que les chocs auxquels il peut être exposé.

Conformément aux prescriptions du Règlement susmentionné, chaque Etat doit se doter d'un document de stratégie d'endettement pour l'année, à annexer à la Loi des Finances.

L'élaboration d'une stratégie d'endettement concourt à la rationalisation et à l'efficacité des ressources d'emprunt étant entendu qu'elles sont indispensables au regard de l'insuffisance des ressources internes pour couvrir les besoins de financement des projets de développement.

En effet, l'endettement doit s'inscrire dans le cadre d'une politique dynamique pour être compatible avec les objectifs macroéconomiques à court, moyen et long termes permettant d'assurer une croissance économique soutenue et durable, afin de faire face convenablement au service de la dette.

C'est en raison de cette exigence communautaire, des contraintes budgétaires d'ordre interne et de la rareté des ressources financières à moindre coût (concessionnelles) sur le marché international, assorties de risques acceptables, que le Mali a jugé nécessaire et utile, depuis quelques années, de se doter d'un document de stratégie d'endettement à moyen terme glissant annuellement.

Ce document a pour objectif d'encadrer le processus d'endettement du Mali dans un souci d'assurer convenablement les besoins de financement de l'économie nationale sans porter atteinte à la viabilité de la dette publique et à la soutenabilité des finances publiques.

L'élaboration de la stratégie d'endettement à moyen terme 2018-2020 intervient dans un contexte caractérisé par les multiples efforts continus de l'Etat pour faire face aux effets de la crise multiforme et multidimensionnelle sans précédent, que le pays a connue au cours de l'année 2012.

Pour sortir de cette crise, l'Etat du Mali a multiplié des actions et initiatives allant dans le sens de rétablir la paix et de maintenir la cohésion sociale, telles que la signature le 15 mai 2015 de l'Accord pour la Paix et la Réconciliation nationale qui a été parachevé le 20 juin 2015, l'organisation du 27 mars au 2 avril 2017, de la Conférence d'Entente Nationale, etc.

La mise en œuvre des multiples engagements issus de ces actions et initiatives nécessite d'importants efforts de l'Etat en termes de mobilisation de ressources financières sur le plan national et international pour honorer lesdits engagements.

C'est dans ce contexte que la gestion budgétaire des années 2015, 2016 et plus particulièrement celle de 2017 ont été marquées, au plan national, par des efforts liés à la mise en œuvre desdits engagements et par l'exécution des différentes stratégies inscrites dans le document du « **Cadre Stratégique pour la Relance Economique et le Développement Durable (CREDD) 2016-2018** » en lieu et place du **Cadre Stratégique pour la Croissance et la Réduction de la Pauvreté (CSCR 2012-2017)**. Ce nouveau cadre référentiel a permis de mettre en cohérence l'ensemble des politiques et stratégies de développement du pays.

Dans un souci de rétablissement de la paix et de la sécurité sur toute l'étendue du territoire nationale, d'assurer l'autosuffisance alimentaire et de mettre toutes les régions du pays au même niveau de développement socioéconomique, la gestion budgétaire de 2017 est marquée par la poursuite de:

- la mise en œuvre de la Loi d'Orientation et de Programmation Militaire (LOPM) ;
- la promotion de la politique agricole (avec une affectation budgétaire annuelle de 15% depuis 2015) ;
- la mise en œuvre de la politique de régionalisation du pays ; et
- la mise en œuvre du programme présidentiel d'urgences sociales.

A ceux-ci s'ajoutent :

- l'opérationnalisation de la Loi de Programmation relative à la sécurité intérieure ; et
- la mobilisation des ressources liées à l'organisation des différentes élections au cours de l'année 2018.

Au regard de l'importance et du caractère d'urgence de satisfaire ces besoins de financements, la mobilisation d'importantes ressources constitue un défi énorme pour notre pays. La nécessité de définir une stratégie d'endettement demeure un impératif. Cette stratégie est partie intégrante des fonctions principales de gestion de la dette et vise à assurer le financement des besoins de développement national tout en ayant pour préoccupation la viabilité de la dette et la soutenabilité des finances publiques.

Le présent document répond au souci de disposer, notamment pour le Comité National de la Dette Publique (CNDP), d'un référentiel pour la supervision des actes d'endettement et une gestion rationnelle de la dette publique. Il s'articule autour des deux principaux points ci-après :

- analyse du portefeuille de la dette publique au 31 décembre 2016 ;

- stratégie d'endettement public à moyen terme 2018-2020.

A. ANALYSE DU PORTEFEUILLE DE LA DETTE PUBLIQUE AU 31 DÉCEMBRE 2016

Pour l'analyse du portefeuille de la dette publique du Mali, les indicateurs de suivi ci-après ont été retenus :

- risque de refinancement :
 - (i) vie moyenne de la dette;
 - (ii) refinancement sur 1 an.
- risque de taux d'intérêt :
 - (i) période moyenne de révision;
 - (ii) dette révisable dans 1 an;
 - (iii) concessionnalité moyenne du portefeuille.
- qualité du portefeuille :
 - (i) risque de change : Ratio dette extérieure/dette Totale;
 - (ii) répartition du portefeuille de la dette par devises.
- soutenabilité de la dette :
 - (i) indicateurs de viabilité de la dette extérieure ;
 - (ii) Valeur Actualisée (VA)/exportation de biens et services (%);
 - (iii) Valeur Actualisée (VA)/PIB (%);
 - (iv) Valeur Actualisée (VA)/recettes budgétaires (%);
 - (v) indicateurs de viabilité de la dette publique et publiquement garantie.

Ces indicateurs sont tirés de la dernière analyse de viabilité de la dette publique du Mali effectuée par le FMI et la Banque mondiale en septembre 2016.

I. Revue du portefeuille de la dette publique

L'évolution de la dette publique extérieure du Mali a été marquée par plusieurs opérations de restructuration dont le pays a bénéficié avant l'initiative PPTE (Pays Pauvres Très Endettés) et dans le cadre de l'initiative PPTE et de l'Initiative d'Allègement de la Dette Multilatérale (IADM). Ces allègements ont eu un impact positif et significatif sur la viabilité de la dette extérieure du Mali dont l'encours est passé de 103% du PIB en 2000 à 19% en 2006. Cet encours commence à progresser et ressort à 35,9% du PIB en 2016.

Par le passé, le pays a essentiellement mobilisé des financements extérieurs. Cependant, à partir de juin 2003, le Mali a entrepris la diversification de ses sources de financement en recourant au marché de titres publics par l'émission de bons du Trésor (depuis 2003) et d'obligations du Trésor à partir de 2008. Il ressort de cette revue les analyses ci-après :

1.1. Dette publique

1.1.1. Composition par type de dettes

Tableau 1 : Composition par type de dettes

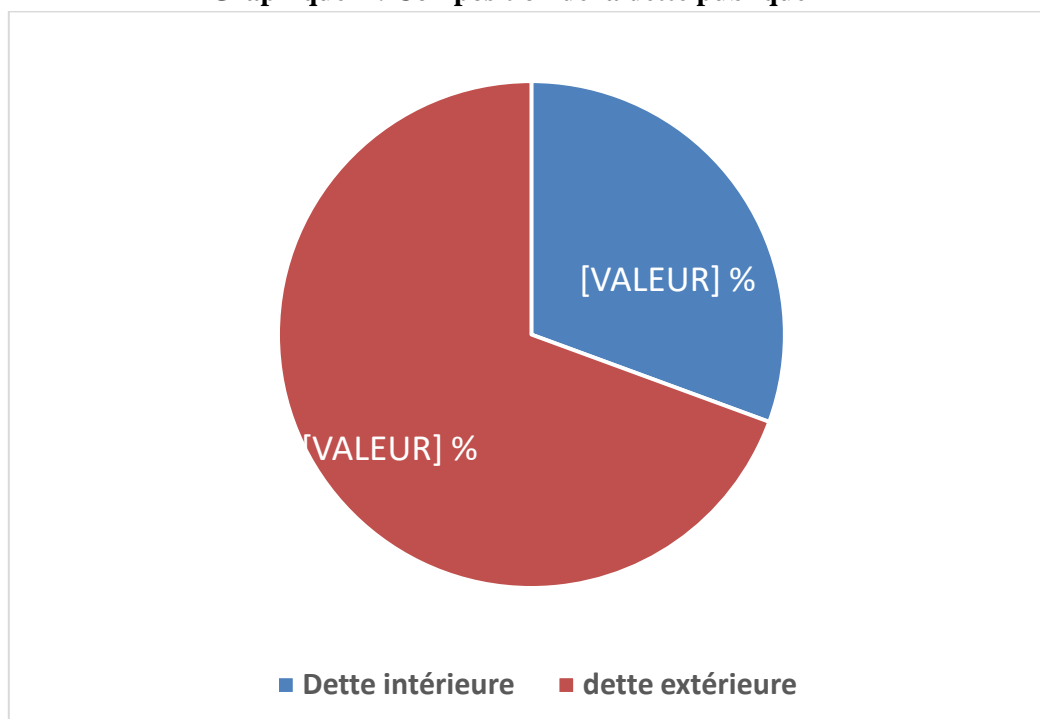
	Montants en millions de FCFA	%
Dette publique	2 986 450	100
Dette intérieure	912 516	30,6
Dette extérieure	2 073 934	69,4

Source : DGDP, DNTCP 2017

NB :

- La dette intérieure est constituée des prêts contractés auprès des résidents
- La dette extérieure est constituée des prêts auprès des non-résidents

Graphique 1 : Composition de la dette publique



Source : DGDP 2017

A la date du 31 décembre 2016, il ressort de l'analyse du portefeuille de la dette publique que l'encours total s'élève à 2 986,45 milliards de FCFA constitué de 2 073,93 milliards de FCFA de dette extérieure (soit 69,4%) et 912,52 milliards de FCFA de dette intérieure (soit 30,6%).

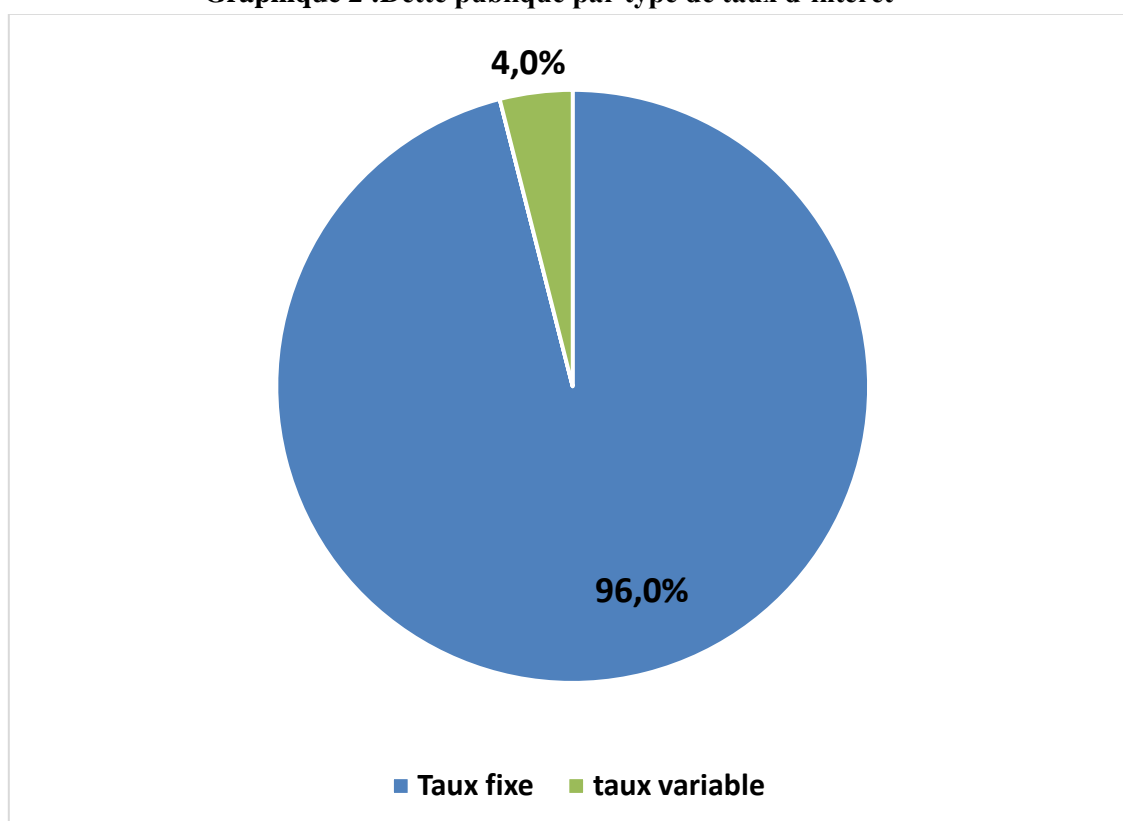
1.1.2. Composition par type de taux d'intérêt

Tableau 2 : Composition par type de taux d'intérêt

	Montants en millions de FCFA	%
Dette publique	2 986 450	100
Dette à taux fixe	2 868 157	96,0
Dette à taux variable	118 293	4,0

Source : DGDP 2017

Graphique 2 : Dette publique par type de taux d'intérêt

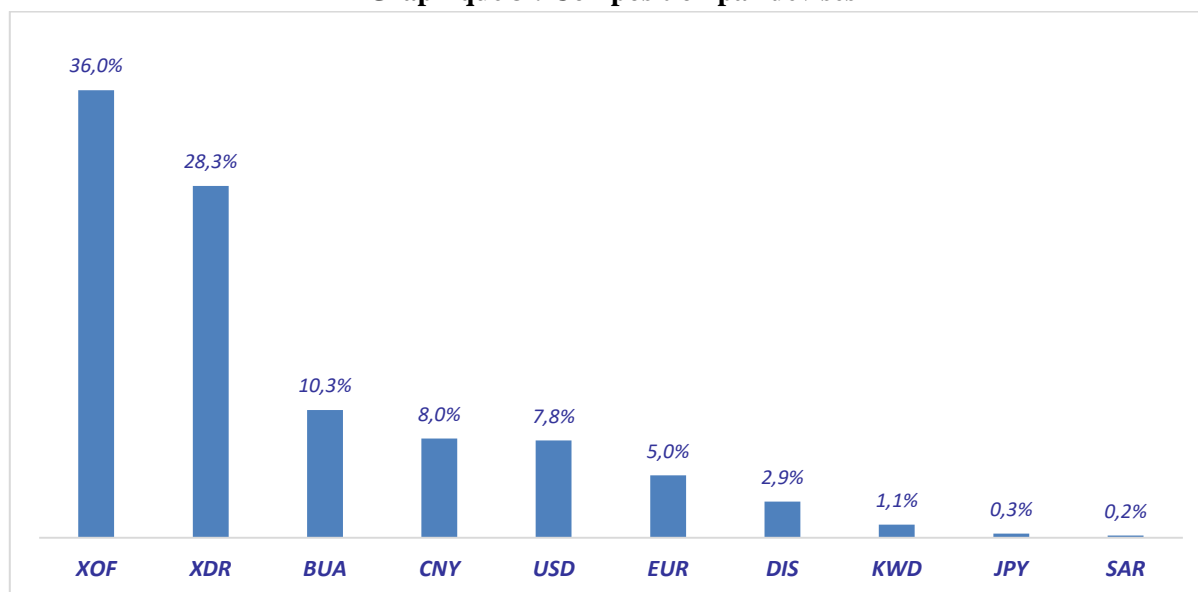


Source : DGDP 2017

Le portefeuille est essentiellement constitué de dettes à taux d'intérêt fixe représentant 96% de la dette totale. Par conséquent, il est faiblement exposé au risque du taux d'intérêt.

1.1.3. Composition par devises

Graphique 3 : Composition par devises



Source : DGDP 2017

Note : XDR = Droits de tirage spéciaux ; BUA = Unité de compte BAD ; CNY = Yuan chinois ; USD = Dollars américain ; XOF = Franc CFA ; EUR = Euro ; DIS = Dinar Islamique ; KWD = Dinar Koweïtien ; JPY = Yen japonais ; SAR = Riyal saoudien.

La dette publique, au 31 décembre 2016, est constituée de 64% de devises étrangères et de 36% de monnaie locale (XOF). Il en résulte que le portefeuille se trouve exposé à un risque de taux de change. Cependant, ce risque est quelque peu atténué par la proportion de dette libellée en Euro (5%) ayant une parité fixe avec le franc CFA.

1.2. Dette intérieure par type d'instruments

Tableau 3 : Dette intérieure par type d'instruments

	Montants en millions de FCFA	%
Total Dette intérieure	912 516	100
Bons du trésor	236 300	25,9
Obligations	673 443	73,8
Autres (Engagements impayés aux Banques)	2 773	0,3

Sources : DNTCP ; DGDP 2017

La dette intérieure est composée principalement de titres publics à court et moyen termes dont 73,8% d'obligations et 25,9% de bons du Trésor. Les autres instruments (0,3%) sont constitués d'engagements impayés de l'Etat auprès des banques locales.

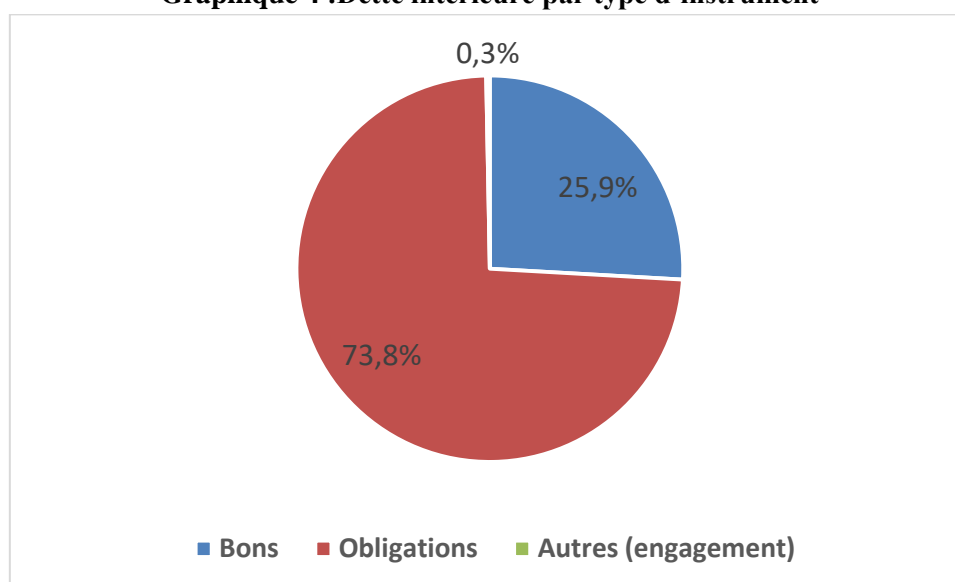
En ce qui concerne les obligations, le tableau ci-après donne les différentes caractéristiques par maturité.

Tableau 4 : Maturités des Obligations

Maturités des Obligations	Montants en Million de FCFA	%
3 ans	206 000,00	30,6
5 ans	249 795,54	37,1
7 ans	209 600,00	31,1
10 ans	8 047,03	1,2
Total	673 442,57	100,0

Source : DGDP 2017

A la lecture du tableau, il ressort qu'environ 37,1% des obligations ont une maturité de 5 ans contre 31,1% pour 7 ans et 30,6% pour 3 ans. Il est à noter que seulement 1,2% des obligations ont une maturité de 10 ans.

Graphique 4 : Dette intérieure par type d'instrument

Source : DGDP 2017

1.3. Dette extérieure par catégorie de créanciers

Tableau 5 : Dette extérieure par catégorie de créanciers

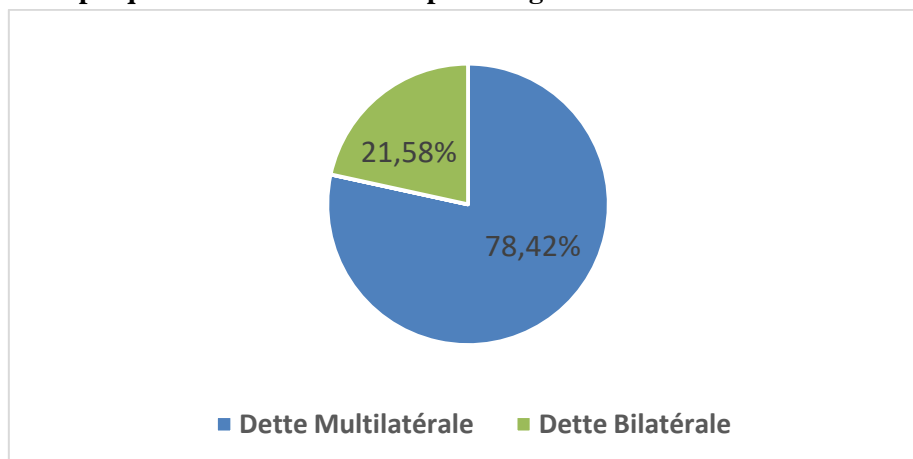
	Montant (millions de FCFA)	%
Dette Extérieure	2 073 934	100
Dette Multilatérale	1 626 364	78,4
Dette Bilatérale	447 570	21,6

Source : DGDP 2017

En fin 2016, l'encours de la dette extérieure se décompose comme suit:

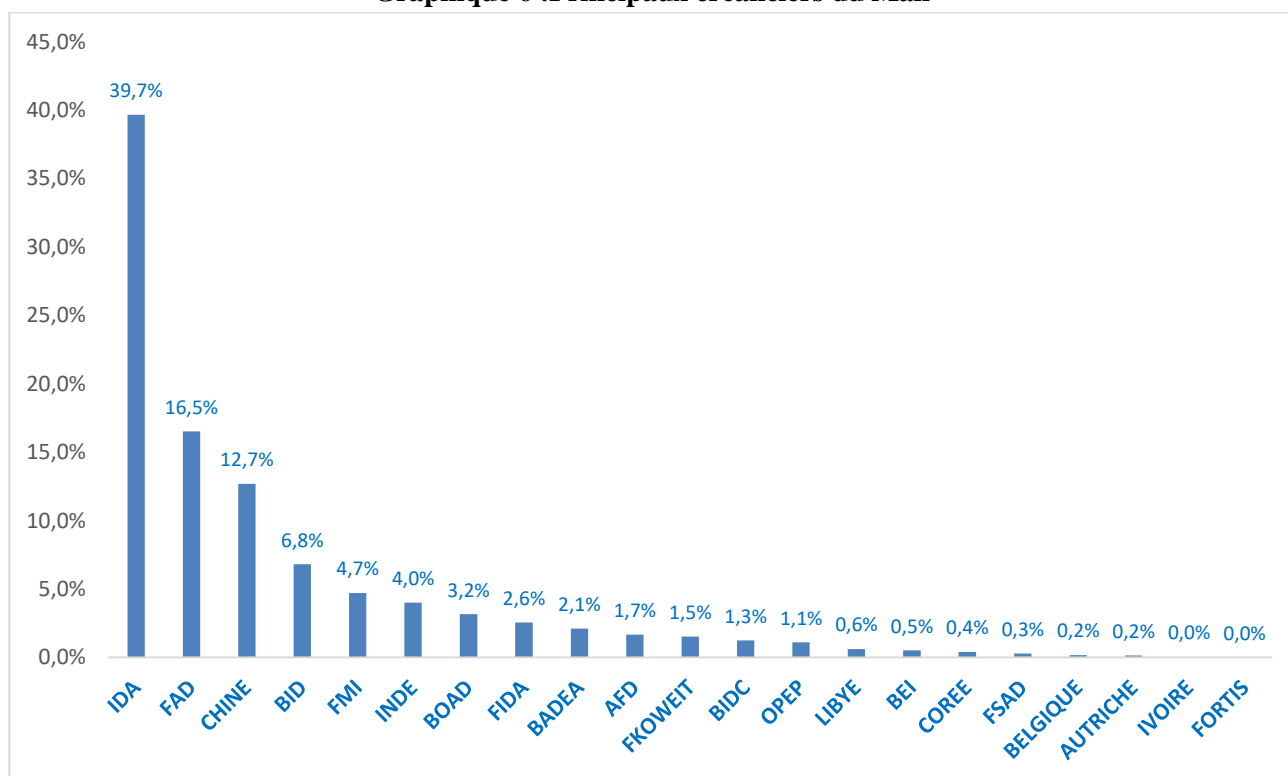
- 1 626,364 milliards de FCFA de dette multilatérale, soit 78,42% ;
- 447,570 milliards de FCFA de dette bilatérale, soit 21,58%.

Graphique 5 : Dette Extérieure par catégorie de créanciers en fin 2016



Source : DGDP 2017

Graphique 6 : Principaux créanciers du Mali



Source : DGDP 2017

Les principaux créanciers du Mali en fin 2016 sont : la Banque Mondiale (IDA) (39,7%), le FAD (16,5%), la Chine (12,7%), la BID (6,8%), le FMI (4,7%), l'Inde (4,0%), la BOAD (3,2%), le FIDA (2,6%) ainsi que la BADEA (2,1%).

1.4. Coût par type de dette

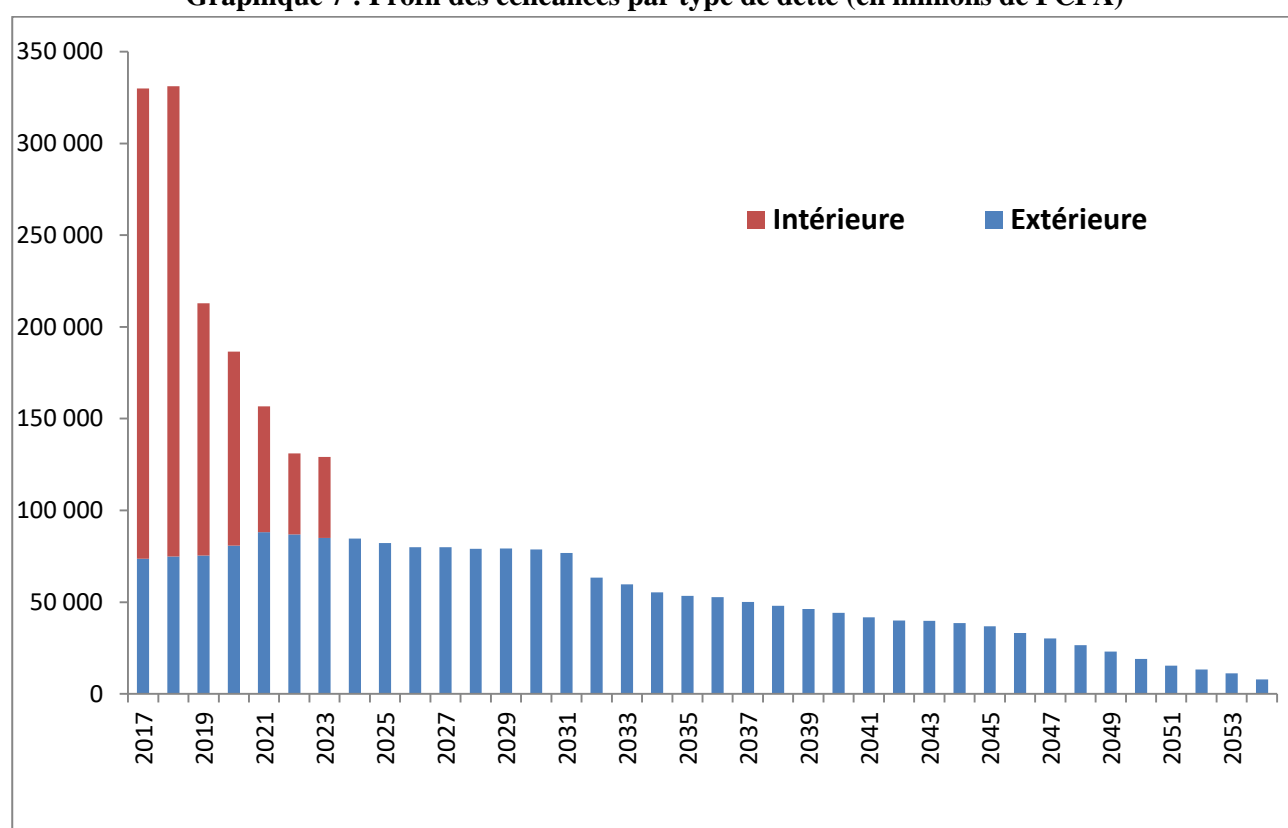
Tableau 6 : Coût par type de dette

Coût de la Dette	%
Taux d'intérêt moyen sur la dette totale	2,16
Taux d'intérêt moyen sur la dette intérieure	4,75
Taux d'intérêt moyen sur la dette extérieure	1,02

Source : DGDP 2017

L'analyse du portefeuille montre que la dette intérieure coûte environ cinq (05) fois plus chère que la dette extérieure. Par ailleurs, le coût moyen de la dette est relativement faible (2,16%) dû à la dette extérieure qui est fortement concessionnelle (1,02%).

1.5. Profil des échéances par type de dette

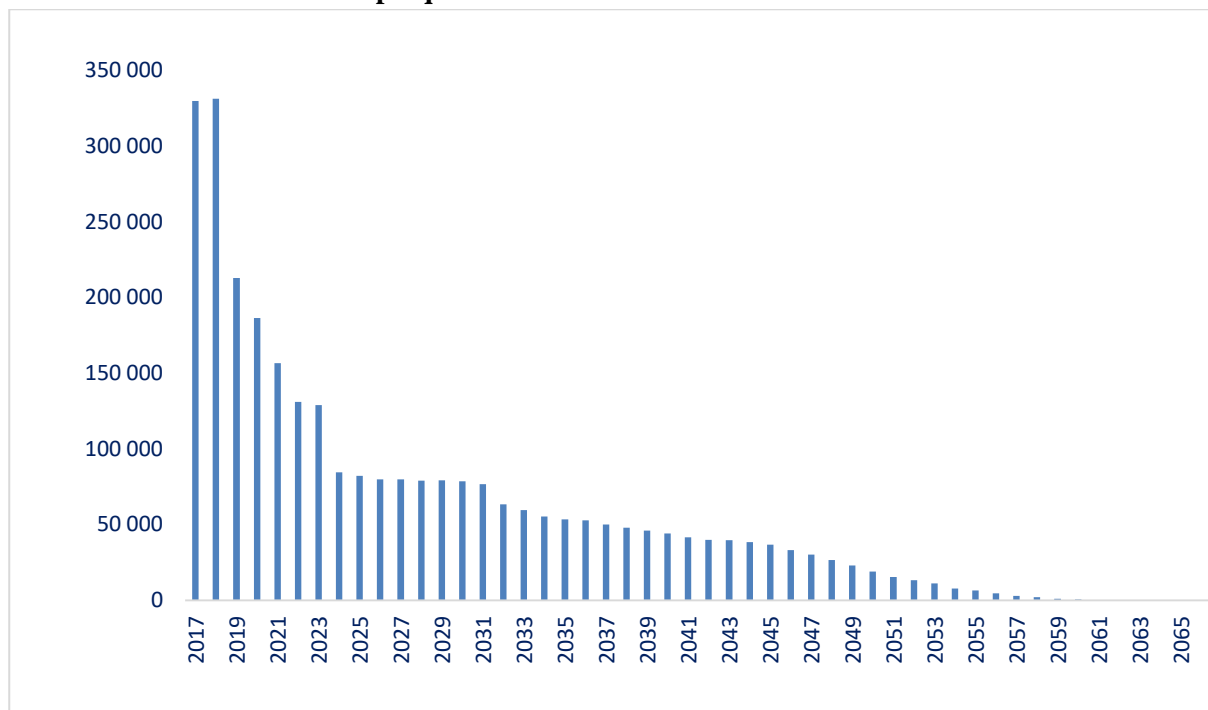
Graphique 7 : Profil des échéances par type de dette (en millions de FCFA)

Source: DGDP 2017

Une forte proportion de la dette intérieure (82,8%) arrive à échéance dans les trois (03) prochaines années. Quant à la dette extérieure, le profil de remboursement est échelonné sur une période relativement longue, prouvant encore une fois de plus son caractère concessionnel.

1.6. Profil des échéances de la Dette totale

Graphique 8 : Profil des échéances de la Dette totale



Source: DGDP 2017

Quoiqu'une forte proportion de la dette totale arrive à échéance dans les deux prochaines années, due à la dette intérieure, le profil de la dette totale montre une tendance à la baisse en termes de remboursement. Cette baisse devient plus importante à partir de la troisième année et s'affaiblit d'année en année.

II. Récapitulatif des indicateurs

Tableau 7 : Indicateurs de coûts et risques

Indicateurs de coûts et risque		Dettes extérieures	Dettes intérieures	Dettes totales
Dettes nominale (millions de FCFA)		2 073 934,0	912 516,0	2 986 449,9
Dettes nominale (% du PIB)		24,9	11,0	35,9
Valeur actualisée (% du PIB)		15,4	11,0	26,4
Coût de la dette	Taux d'intérêt moyen pondéré (%)	1,0	4,8	2,2
Risque de refinancement	Durée moyenne d'échéance (ans) ATM	14,4	2,3	10,7
	Dettes amortissables dans 1 an (% du total)	3,6	28,1	11,0
Risque de taux d'intérêt	Durée moyenne à refixer (ans) (ATR)	14,3	2,3	10,7
	Dettes refixées durant l'année prochaine (% du total)	5,3	28,1	12,3
	Dettes à taux d'intérêt fixe (% du total)	98,0	91,6	96,0
Risque de taux de change	Dettes libellées en devises (% du total)			64,0
	Amort. en devise durant l'année prochaine (% du stock de réserves en devises)			4,7%

Source : DGDP 2017

En fin 2016, la dette nominale rapportée au PIB représente 35,9% ; ce qui respecte les critères de convergence de l'UEMOA ($\leq 70\%$).

Pour la même période, la valeur actualisée de la dette rapportée au PIB, représente 26,4%, inférieure à 40% exigé par le FMI pour les pays ayant une capacité moyenne de gestion de la dette, dont le CPIA¹ est compris entre 3,25 et 3,75 (pour le Mali le CPIA est de 3,4).

On constate que la dette intérieure coûte environ cinq (05) fois plus chère que la dette extérieure. Par ailleurs, le coût moyen de la dette est relativement faible (2,2%) dû à la dette extérieure qui est fortement concessionnelle (1%).

En ce qui concerne la dette intérieure, les indicateurs faisant référence à la maturité moyenne (2,3 ans) et sa proportion qui arrive à échéance dans un an (28,1%) montrent l'existence d'un risque de refinancement.

Toutefois, ce risque est atténué lorsqu'on rapporte l'analyse à la dette totale du fait de la concessionnalité de la dette extérieure.

La proportion de la dette intérieure révisable dans un an (1) est de 28,1%. Ce qui expose davantage le portefeuille à un risque de taux d'intérêts.

¹ CPIA : Country Policy and Institutional Assessment (Evaluation des Politiques et des Institutions du Pays)

Il importe de faire également mention du risque de taux de change dû à la forte proportion de dette libellée en devises dans le portefeuille, soit 64%.

III. Sources de financement (extérieures et intérieures), plafond d'endettement public pour la période 2018-2020

Dans cette section, les points suivants seront abordés :

- la justification de l'emprunt ;
- les orientations de la politique d'endettement public pour la période 2018-2020.

3.1. Justification de l'emprunt public

Malgré les bonnes performances enregistrées par l'économie nationale au cours des dix dernières années avec notamment une croissance réelle moyenne du PIB de plus de 5%, le budget de l'Etat est resté structurellement déficitaire. Cette situation résulte de la faiblesse des ressources propres (taux de pression fiscale bas) et une augmentation des besoins de financement.

Pour l'année 2018, les orientations économiques et financières visent l'atteinte d'un taux de pression fiscale de **15,9%**. En cohérence avec les perspectives macroéconomiques, le besoin de financement de l'Etat ressort en 2018 à **673,1 milliards de FCFA**, soit environ **7,1%** du PIB nominal. Ce besoin comprend: le solde primaire, l'amortissement de la dette et les intérêts.

3.1.1. Besoins de financement

	2018	2019	2020
Recettes Budgétaires	1902,3	2098,9	2339,4
Dépenses totales hors intérêt	2186,0	2368,2	2566,0
Solde Primaire	283,7	269,3	226,6
Intérêts	57,5	44,2	35,6
Amortissement	331,9	214,6	189,6
Besoins de Financement	673,1	528,1	451,8
PIB	9519,5	10113,6	10681,7
Besoins de Financement (%PIB)	7,1	5,4	4,6

Sources: DGB - INSTAT- DGDP 2017

Les besoins de financement pour les trois (3) prochaines années se présentent comme suit :

- 673,1 milliards de FCFA pour 2018 ;
- 528,1 milliards de FCFA pour 2019 ;
- 451,8 milliards de FCFA pour 2020.

De 2018 à 2020, on note une diminution sensible annuelle des besoins de financement de 673,1 milliards de F CFA en 2018 à 451,8 milliards de F CFA en 2020. Cette tendance se justifie par une hausse des recettes et une maîtrise des dépenses.

3.1.2. Termes et conditions indicatifs des nouveaux emprunts en 2018

Les termes et conditions de nouveaux emprunts intérieurs et extérieurs sont présentés dans le tableau ci-dessous.

Tableau 8 : Termes et conditions indicatifs des nouveaux emprunts en 2018

Type / Nom Instrument	Fixe / Variable	Concessionnel /condition du marché	Maturité (ans)	Délai de Grace (ans)	Taux d'intérêt
Multilatéral (IDAFAD, FIDA)	Fixe	Concessionnel	40	6	0,75
Multilatéral(BEI, BIDC,Opep)	Fixe	Concessionnel	20	5	0,75
Bilatéral Europe (AFD, Belg)	Fixe	Concessionnel	20	5	1,12
Bilatéral Arabe(FSAD, FKw)	Fixe	Concessionnel	20	5	2,00
Multilatéral (BID, BADEA)	Fixe	Concessionnel	25	5	1,50
Multilatéral(BID)	Variable	Concessionnel	15	3	2,00
Bilatéral Asie (Chine +Inde + Corée du Sud)	Fixe	Concessionnel	25	5	1,50
BOAD-FMI	Fixe	Concessionnel	15	3	2,25
Bons du Trésor (1an)	Variable	Marché	1	0	4,00
Bons du Trésor (2ans)	Fixe	Marché	2	1	5,50
Obligations de 3 ans	Fixe	Marché	3	2	6,00
Obligations de 5 ans	Fixe	Marché	5	1	6,00
Obligations de 7 ans	Fixe	Marché	7	3	6,00
Obligations de 10 ans	Fixe	Marché	10	2	6,50
Obligations de 12 ans	Fixe	Marché	12	2	8,00

Source : DGDP 2017

3.2. Orientations de la politique d'endettement pour la période 2018-2020

Les orientations globales en matière d'emprunts publics extérieurs et intérieurs et de gestion de la dette pour les années 2018, 2019 et 2020 portent respectivement sur des plafonds d'endettement qui se chiffrent à 673,1 milliards de FCFA, 528,1 milliards de FCFA et 451,8 milliards de FCFA.

Le Gouvernement prévoit de recourir aux bons et obligations du Trésor suivant un calendrier indicatif annuel qui sera publié en début de chaque année par la Direction Nationale du Trésor et de la Comptabilité Publique. Parallèlement, des efforts seront poursuivis en vue de mobiliser une part importante des ressources extérieures. Les proportions de ces différents instruments dans les nouveaux besoins de financement seront déterminées par la stratégie adoptée.

B- STRATEGIE D'ENDETTEMENT PUBLIC POUR LA PERIODE 2018-2020

Cette section présente la stratégie d'endettement public du Mali retenue pour la période 2018-2020. Quatre stratégies sont testées. Elles sont basées sur les tendances actuelles de la politique de mobilisation des ressources extérieures et intérieures et des actions menées par le Gouvernement pour diversifier les sources de financement des projets de développement. A cet effet, une brève présentation des quatre stratégies est faite en premier lieu, suivie de la validation des hypothèses pour procéder enfin à leur analyse.

I.- Présentation des stratégies

Les stratégies testées au nombre de quatre (S1, S2, S3 et S4) sont présentées dans cette section.

1.1. Stratégie S1 : Stratégie de base

La première stratégie (S1) ou **stratégie de base** consiste à maintenir la tendance actuelle de la politique de mobilisation de nouveaux financements. A cet effet, le Mali continuera à faire recours aux financements hautement concessionnels de type IDA, FAD et FIDA. En ce qui concerne le financement intérieur, l'accent serait mis sur les bons du trésor et les obligations avec une maturité proche de l'existant.

Par ailleurs, pour cette stratégie, la proportion de la dette intérieure dans les nouveaux besoins de financement est maintenue à 56% durant la période 2018-2020.

1.2. Stratégie S2 : Changement de la structure de la dette intérieure en accordant la primauté aux dettes à long terme

Dans la stratégie S2, l'Etat envisage de mobiliser davantage de ressources hautement concessionnelles de l'ordre de 20% contre 17,6% dans la stratégie S1. En outre, il sera question de chercher à changer la structure de la dette intérieure tout en accordant la **primauté aux obligations à long terme (10 à 12 ans)**. Le financement domestique serait privilégié à hauteur de 50% pour couvrir les nouveaux besoins de financement durant la période 2018-2020.

1.3. Stratégie S3 : Accroissement moyen de la concessionnalité et des obligations

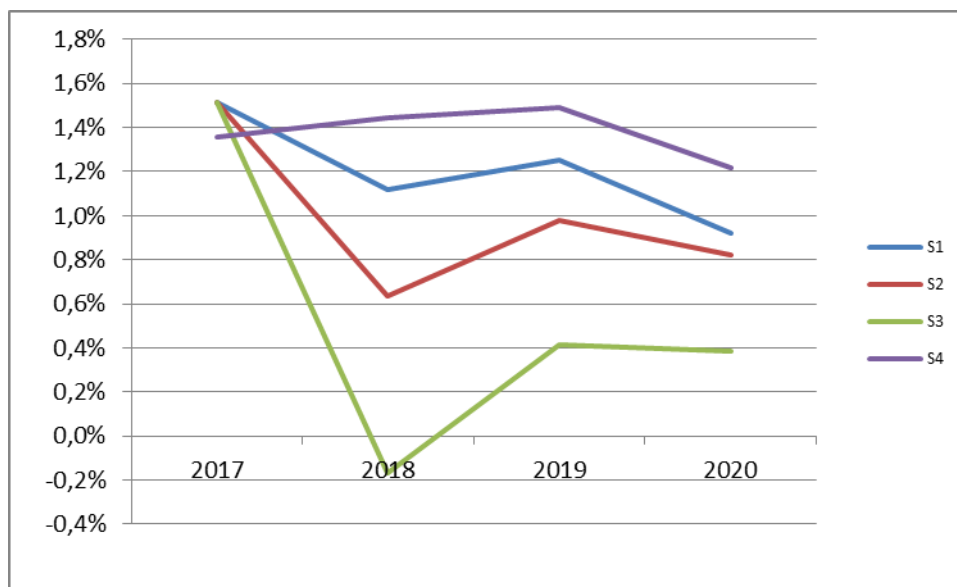
Pour la stratégie S3, l'Etat envisagera également de mobiliser davantage de ressources hautement concessionnelles de 21% en 2018 et 18% en 2019 contre 17,6% pour la stratégie S1. Avec cette stratégie, les obligations à long terme sont moyennement privilégiées mais à des pourcentages inférieurs à ceux de la stratégie S2. Le financement extérieur serait porté à 60% pour couvrir les nouveaux besoins de financement durant la période 2018-2020.

1.4. Stratégie S4 : Diminution de la concessionnalité des prêts et accroissement des obligations

La quatrième stratégie (S4) consiste à diminuer la concessionnalité des prêts tout en privilégiant le financement intérieur et les prêts semi-concessionnels.

II. Validation des hypothèses

Graphique 9 : Financement intérieur net par stratégie (par rapport au PIB)



Source : DGDP 2017

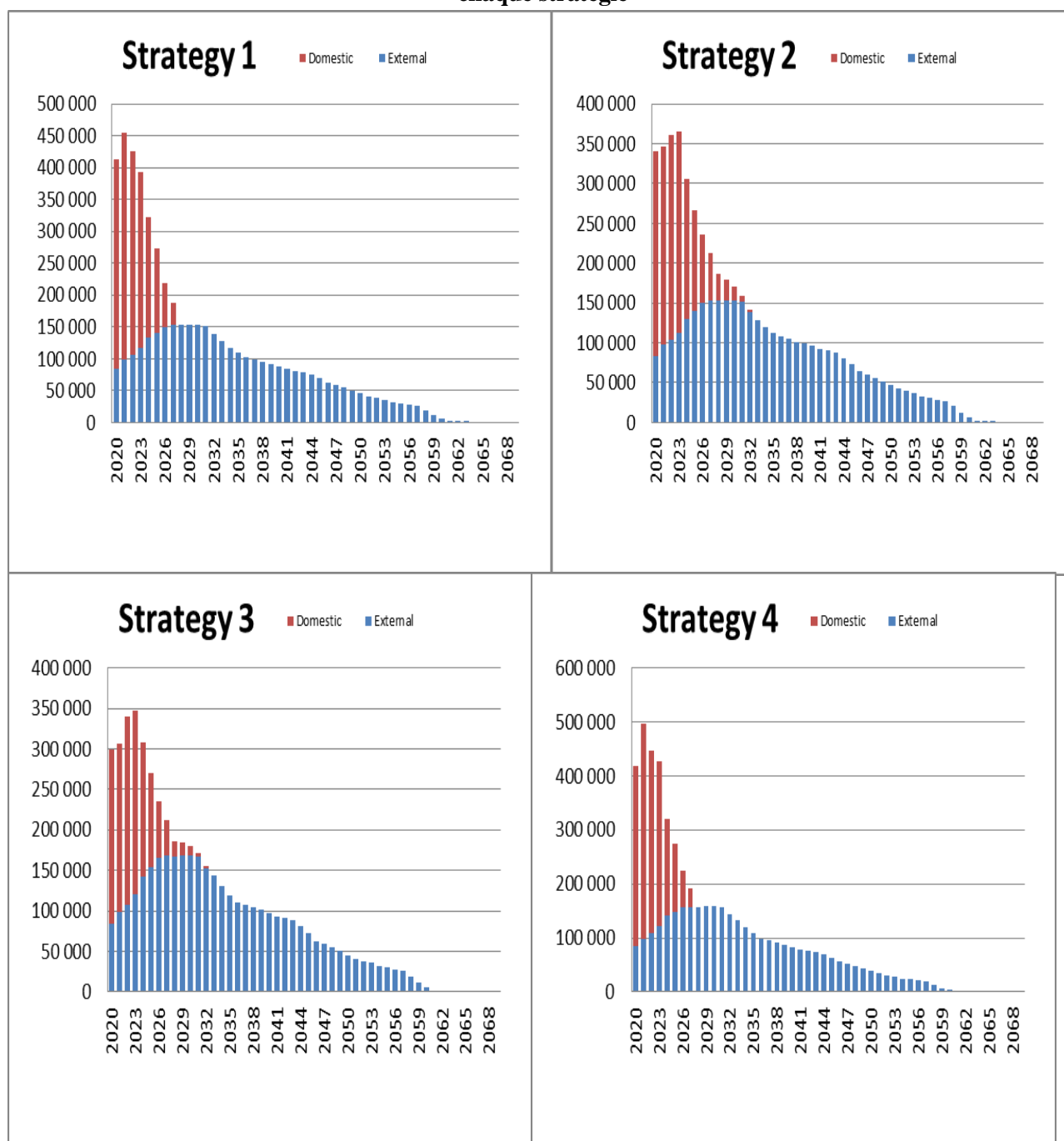
Le graphique ci-dessus représente l'évolution du financement intérieur net rapporté au PIB et ce, à travers les différentes stratégies examinées. La stratégie S4 montre une évolution tendancielle tandis que les trois autres ont connu une diminution sensible du ratio en 2018. Cela dénote que les nouvelles mobilisations domestiques contribuent fortement au refinancement de la dette intérieure existante. Quant à la stratégie S3, la situation est encore plus manifeste du fait que le ratio est négatif. Ce qui signifie que le remboursement prévu en termes de financement domestique en 2018 dépasse la nouvelle mobilisation domestique de la même période.

III. Analyse des résultats

Les résultats de simulation des quatre (04) stratégies ci-dessus énumérées à l'aide de l'outil SDMT sont présentés dans cette section.

3.1- Profils d'amortissement et indicateurs de coûts et de risques

Graphique 10 : Profils d'amortissement de la dette extérieure et intérieure après la mise en œuvre de chaque stratégie



Source : DGDP 2017

Tableau 9: indicateurs de coûts et risques

Indicateurs de coûts et risque		Référence	Stratégies			
			S1	S2	S3	S4
Dettes nominale (% du PIB)		35,9	41,5	41,5	41,5	41,5
Valeur actualisée (% du PIB)		26,4	30,7	30,3	30,0	31,3
Taux d'intérêt moyen pondéré (%)		2,2	2,8	2,7	2,6	2,8
Risque de refinancement	Durée moyenne d'échéance (ans) ATM pour la dette extérieure	14,4	15,5	15,7	15,3	14,7
	Durée moyenne d'échéance (ans) ATM pour la dette domestique	2,3	3,3	4,0	3,9	3,2
	Durée moyenne d'échéance (ans) ATM pour la dette totale	10,7	11,5	12,2	12,3	10,8
Risque de taux d'intérêt	Durée moyenne à refixer (ans) (ATR)	10,7	11,2	12,0	11,9	10,3
	Dettes refixées durant l'année prochaine (% du total)	12,3	12,6	10,2	11,9	14,8
	Dettes à taux d'intérêt fixe (% du total)	96,0	95,4	97,4	95,1	92,9
Risque de change	Dettes libellées en devises (% du total)	63,54	64	66,0	69,7	63,6
	Amort. en devise durant l'année prochaine (% du stock de réserves en devises)	4,7	4,7	4,7	4,7	4,7

Source: DGDGP

La stratégie S1 : Le profil d'amortissement a connu une évolution notable due en partie à la forte proportion réservée au financement domestique dans les nouveaux besoins de financement. S'agissant de la durée moyenne d'échéance du portefeuille de la dette, elle évolue légèrement en passant de 14,4 ans à 15,5 ans. On peut également constater que le coût de la dette reste toujours bas en passant de 2,2% dans l'année de référence à 2,8% au niveau de S1. Ce qui sous-entend implicitement que le caractère concessionnel du portefeuille est toujours maintenu. Pour autant, le risque de refinancement au niveau de la dette intérieure demeure bien que la Durée Moyenne de Maturité (ATM) de la dette domestique ait connu une légère progression dans cette stratégie. Le niveau du risque de change demeure toujours élevé puis que le pourcentage de la dette en devise n'a visiblement pas évolué.

La stratégie S2 : Il est à noter une légère amélioration au niveau du profil de remboursement de cette stratégie dans les premières années au regard de celui de la stratégie S1. Cela est dû, d'une part, à l'augmentation sensible de la part réservée au financement extérieur dans les nouveaux besoins de financement et, d'autre part, à la primauté accordée aux obligations à long terme dans le financement domestique. La durée moyenne du portefeuille n'a pas connu de changement notable au regard de celle de la stratégie S1.

On constate également que le coût de la dette reste toujours faible en passant de 2,2% dans l'année de référence à 2,7% au niveau de S2, soit une augmentation de 0,5 point de pourcentage. Le risque de refinancement au niveau de la dette intérieure existe toujours, bien

que l'ATM domestique ait connu une légère progression dans cette stratégie. Le niveau du risque de change reste élevé. En effet, le pourcentage de la dette en devise a légèrement augmenté.

La stratégie S3 : Comparativement aux deux stratégies précédentes, le profil d'amortissement a connu une amélioration considérable. Cela est dû à la forte proportion des financements extérieurs dans les nouveaux besoins de financement (60% contre 40%).

D'une part, le coût de la dette a légèrement baissé au regard des stratégies S1 et S2, d'autre part, on enregistre une augmentation par rapport à la situation de référence.

Le risque de refinancement au niveau de la dette intérieure existe toujours.

Cette stratégie S3 expose le portefeuille à un risque de change légèrement élevé comparativement aux autres stratégies.

La stratégie S4 : Dans cette stratégie, la proportion réservée au financement domestique dans les nouveaux besoins de financement représente 60%. Les financements domestiques sont constitués par les bons du trésor et les obligations qui ont une maturité de courte et moyenne durée. Alors, le profil de remboursement augmenterait à court terme tel qu'il apparaît dans le graphique 10.

Comparativement aux autres stratégies, la durée moyenne du portefeuille a légèrement baissé. Ce qui entraîne une légère augmentation du risque de refinancement du portefeuille global. Par ailleurs, l'augmentation du financement domestique a engendré une diminution du risque de change comparativement aux autres stratégies.

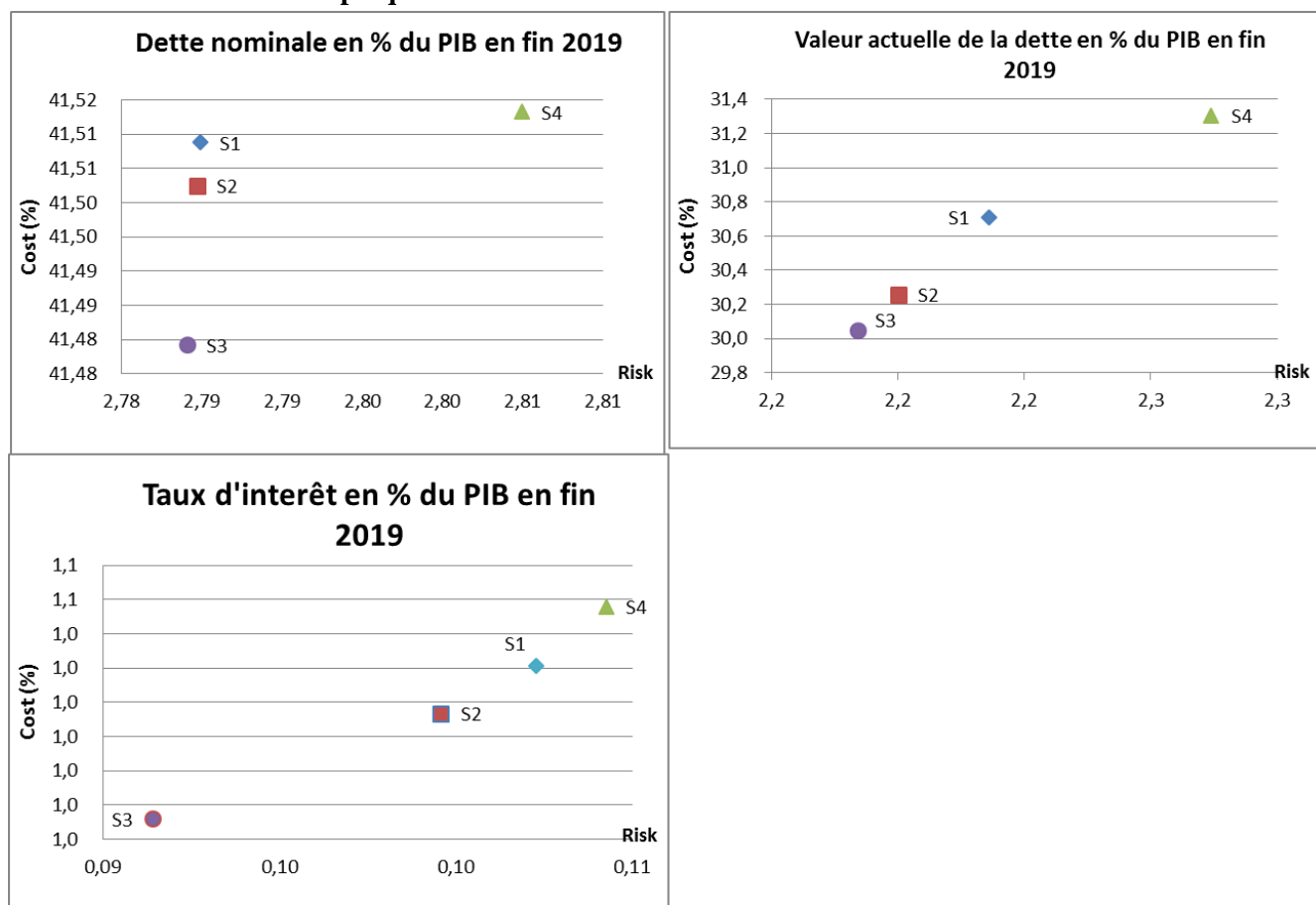
Le risque du taux d'intérêt a sensiblement augmenté par rapport aux autres stratégies. En effet, la proportion de la dette à réviser dans un an est de 14,8% pour la S4 contre respectivement 12,6%, 10,2% et 11,9% pour les stratégies S1, S2 et S3.

3.2 Analyse de la sensibilité aux chocs et perspectives de viabilité de la dette

3.2.1 Analyse de la sensibilité aux chocs

Cette section se propose de faire l'analyse de la vulnérabilité du portefeuille de la dette du Mali. Pour ce faire, on procédera à des tests de simulation de différents chocs qui consistent en une appréciation du taux de change du dollar US de l'ordre de 30% par rapport au Franc CFA et en une augmentation des taux d'intérêt réels domestiques de 15% ou à une combinaison de ces deux chocs.

Graphique 11 : Résultats des tests de sensibilité aux chocs



Source: DGDP

Les tests de sensibilités montrent que la stratégie S4 exerce plus de pression sur les ratios encours de la dette/PIB (%), valeur actuelle/PIB(%) et le taux d'intérêt/PIB (%) que les autres stratégies. Tandis que la stratégie S3 est moins coûteuse et à moindre risque comparativement aux autres stratégies. A titre de rappel, la stratégie S3 vise à mobiliser davantage de ressources hautement concessionnelles avec un financement extérieur de l'ordre de 60% et des obligations à long terme moyennement privilégiées.

3.2.2. Perspectives de viabilité de la dette publique

En 2006, les Institutions de Breton Woods (IBW) ont défini un Cadre de Viabilité de la Dette (CVD). Ainsi, la dette extérieure est viable lorsque sa Valeur Actuelle (VA) est inférieure à 150% des exportations de biens et services, à 40% du PIB et à 250% des recettes budgétaires.

Pour le Mali, les projections du Fonds Monétaire International (FMI) et de la Banque Mondiale (BM) indiquent que les ratios sont respectivement, en 2016, de 61,8% pour les exportations de biens et services, de 15,3% du PIB et de 76% des recettes budgétaires. Le Mali est dans la catégorie des pays à risque de surendettement modéré.

Ces ratios restent inférieurs aux seuils pertinents jusqu'en 2035 si les tendances de l'économie se maintiennent et si les actes d'endettement futurs sont conformes à la présente stratégie. La mise en œuvre effective des orientations stratégiques à long terme et la poursuite d'une stratégie financière privilégiant la mobilisation des dons et des emprunts extérieurs concessionnels devraient consolider la viabilité de la dette.

RECOMMANDATIONS

L'analyse des différentes stratégies a permis de montrer que la stratégie S3 est la meilleure en termes de rapport coûts/risques. A cet effet, les recommandations ci-dessous sont formulées sur la base de cette stratégie. Ainsi, la stratégie d'endettement du Mali doit être basée sur les éléments suivants :

- 1. Mobiliser davantage de ressources hautement concessionnelles ;**
- 2. Privilégier les emprunts intérieurs de plus longues maturités et l'équilibrage des échéances**, en émettant des obligations du Trésor de maturités supérieures à 5 ans, voire 10 ans ou plus, et en gardant des services annuels équilibrés, pour éviter d'avoir des années de pic;
- 3. Eviter une concentration des maturités pour la dette intérieure;**
- 4. Mettre en œuvre une politique plus active en matière de choix des devises d'emprunt, même si la marge de manœuvre n'est pas très grande;** en favorisant d'une part, la dette extérieure en Euros pour les nouveaux emprunts à contracter, dans la mesure du possible, tout en gardant l'objectif d'obtenir des financements hautement concessionnels, et en continuant d'autre part, à financer une partie des besoins du budget sur le marché local, tout en préservant les objectifs de minimisation des coûts et de viabilité de la dette ;
- 5. Maintenir une politique prudente de mobilisation d'emprunts à taux fixe.** La quasi-totalité de la dette publique contractée à des taux fixes limite le risque de taux d'intérêt ;
- 6. Renforcer les actions et les mesures d'optimisation des interventions de l'Etat sur le marché**, en établissant un calendrier d'émission de la dette intérieure (bons et obligations du Trésor) et en veillant à la présence régulière de l'Etat malien sur le marché régional ;
- 7. Renforcer la coordination entre les structures de gestion de la dette et le Trésor :** concertation préalable sur les décisions de gestion de la trésorerie qui impactent la gestion de la dette.

CONCLUSION

La présente stratégie repose sur une vision globale et cohérente de la politique d'endettement et doit être rigoureusement respectée. Aussi, les mesures suivantes sont nécessaires:

- **Au plan budgétaire**, poursuivre les efforts dans le sens d'une maîtrise des engagements, des dépenses courantes et d'une mobilisation plus efficace des ressources propres (élargissement de l'assiette et simplification des procédures) afin de réduire le déficit budgétaire;
- **Au plan de la productivité et de la compétitivité**, la diversification de l'économie devra être la priorité du Gouvernement. Le choix des projets à haute rentabilité économique devrait être dès lors un des critères de sélection des projets à inscrire dans le Programme Triennal d'Investissement (PTI);
- **Au plan de la politique de mobilisation de nouveaux financements**, poursuivre la mobilisation de dons et d'emprunts concessionnels et améliorer l'efficacité de l'aide.
- **Au plan de la politique d'endettement public et de gestion de la dette publique**, suivre régulièrement les données relatives aux transactions sur la dette ; renforcer les capacités du Comité National de la Dette Publique ainsi que de la Direction Générale de la Dette publique.

Toutes ces mesures devraient être accompagnées d'une bonne gouvernance politique et économique, dans une perspective d'amélioration de la qualité de nos politiques et institutions, afin de relever le niveau de la norme de viabilité de la dette extérieure du Mali./.

ETAT B

PLAFOND DES EFFECTIFS PAR PROGRAMME

26/09/2017

PLAFOND D'EMPLOI PAR SECTION ET PROGRAMME

Type Budget / Section Type et N° Programme	Crédits de paiement	Fonctionnaires				Convention
		A	B	C	TOTAL	
1 BUDGET GENERAL						
110 ASSEMBLEE NATIONALE						
0.001 Assemblée Nationale	2 448 000	28	8	0	36	352
TOTAL	2 448 000	28	8	0	36	352
120 PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE						
1.001 Formulation et Coordination de l'Action Présidentielle	1 083 776	23	11	1	35	109
1.002 Administration Générale	440 285	18	11	4	33	146
TOTAL	1 524 061	41	22	5	68	255
130 PRIMATURE						
1.003 Formulation de la Politique et Coordination de l'Action Gouvernementale	1 010 994	54	41	9	104	124
1.004 Administration Générale et Contrôle	684 351	136	39	3	178	75
2.002 Défense des Intérêts de l'Etat, des Collectivités Territoriales et des Organismes Personnalisés	118 256	16	10	3	29	9
TOTAL	1 813 601	206	90	15	311	208
131 DELEGATION GENERALE AUX ELECTIONS						
2.003 Participation à la Gestion des Elections	66 816	7	1	5	13	9
TOTAL	66 816	7	1	5	13	9
140 COUR CONSTITUTIONNELLE						
2.004 Compétences réunies de la Cour constitutionnelle	230 149	6	6	4	16	33
TOTAL	230 149	6	6	4	16	33
150 COUR SUPREME						
2.005 Cour Suprême	878 481	13	30	3	46	82
TOTAL	878 481	13	30	3	46	82
155 HAUTE COUR DE JUSTICE						
2.056 Jugement du président de la république, des ministres et de leurs complices	167 171	1	0	0	1	42
TOTAL	167 171	1	0	0	1	42
160 CONSEIL ECONOMIQUE SOCIAL ET CULTUREL						
2.006 Participation à l'élaboration et à la mise en oeuvre des Politiques Publiques	284 201	13	4	1	18	100
TOTAL	284 201	13	4	1	18	100
170 HAUT CONSEIL DES COLLECTIVITES TERRITORIALES						
2.007 Représentation et Promotion des Collectivités	757 101	8	9	3	20	96
TOTAL	757 101	8	9	3	20	96

26/09/2017

PLAFOND D'EMPLOI PAR SECTION ET PROGRAMME

Type Budget / Section Type et N° Programme	Crédits de paiement	Fonctionnaires				Convention
		A	B	C	TOTAL	
1 BUDGET GENERAL						
180 MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES ET DE LA COOPERATION INTERNATIONALE						
1.006 Administration Générale	16 783 615	295	109	17	421	1065
2.008 Politique Exterieur et Coopération Internationale	1 694 943	64	11	5	80	16
2.009 Formulation, Négociation et Suivi des Accords Internationaux	64 277	11	3	1	15	3
TOTAL	18 542 835	370	123	23	516	1084
185 MINISTERE DES MALIENS DE L'EXTERIEUR ET DE L'INTEGRATION AFRICAINE						
1.007 Administration Générale	161 382	8	13	3	24	20
2.010 Intégration Africaine	0	4	3	1	8	3
2.011 Gestion des Maliens de l'Extérieur	75 490	11	5	2	18	7
TOTAL	236 872	23	21	6	50	30
192 MEDIATEUR DE LA REPUBLIQUE						
2.013 Médiateur	219 584	25	1	1	27	8
TOTAL	219 584	25	1	1	27	8
195 COMITE NATIONAL DE L'EGAL ACCES AUX MEDIAS D'ETAT						
2.014 Egal accès aux medias d'Etat	12 980	1	0	1	2	4
TOTAL	12 980	1	0	1	2	4
220 MINISTERE DE LA JUSTICE						
1.009 Administration Générale, Coordination et Contrôle	2 273 135	80	64	118	262	83
2.019 Politique Juridique et Judiciaire, Gestion de la Carrière et Formation	6 570 649	527	563	314	1 404	320
2.020 Renforcement et Modernisation des Institutions Pénitentiaires et de l'Education Surveillée	1 249 091	51	89	200	340	34
TOTAL	10 092 875	658	716	632	2 006	437
225 MINISTERE DES DROITS DE L'HOMME ET DE LA REFORME DE L'ETAT						
2.032 Reformes Administratives et Institutionnelles	0	16	5	2	23	12
TOTAL	0	16	5	2	23	12
230 MINISTERE DE LA SECURITE ET DE LA PROTECTION CIVILE						
1.010 Administration Générale	51 650	3	0	1	4	8
2.021 Ordre et Sécurité	30 000 000	312	7707	0	8 019	2
2.022 Prévention des Risques et Calamités et Organisation des Secours	5 000 000	90	200	1327	1 617	2
TOTAL	35 051 650	405	7907	1328	9 640	12

26/09/2017

PLAFOND D'EMPLOI PAR SECTION ET PROGRAMME

Type Budget / Section Type et N° Programme	Crédits de paiement	Fonctionnaires				Convention
		A	B	C	TOTAL	
1 BUDGET GENERAL						
310 MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES						
1.011 Administration Générale	1 163 929	125	103	18	246	83
2.023 Conception et Coordination de la Politique Budgétaire	1 474 999	128	123	40	291	81
2.024 Recouvrement des Recettes Fiscales	8 390 402	991	1089	323	2 403	441
2.025 Contrôle et Assistance de la Gestion des Deniers Publics	2 739 122	240	140	41	421	51
2.026 Gestion de la Trésorerie, Tenue de la Comptabilité Publique et Suivi du Système Financier	2 420 815	265	357	115	737	86
2.027 Gestion de la Dette Publique	139 890	22	13	1	36	8
2.028 Coordination et Formulation des Politiques, Stratégies, Programmes Socio Economiques, Sectoriels	734 342	65	78	61	204	46
2.029 Gestion des Biens de l'Etat	0	5	5	1	11	8
TOTAL	17 063 499	1841	1908	600	4 349	804
320 MINISTERE DU TRAVAIL ET DE LA FONCTION PUBLIQUE						
1.012 Administration Générale	354 571	26	27	6	59	72
2.030 Amélioration de la Gestion Administrative des Agents de l'Etat	198 675	23	29	4	56	29
2.031 Amélioration du Cadre législatif du Travail	487 203	62	57	8	127	117
TOTAL	1 040 449	111	113	18	242	218
323 MINISTERE DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE						
1.013 Administration Générale	403 600	35	39	9	83	112
2.033 Amélioration du Cadre Législatif et Promotion de l'Emploi	130 238	13	3	1	17	61
2.034 Formation Professionnelle	157 239	15	4	0	19	61
TOTAL	691 077	63	46	10	119	234
330 MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE						
1.014 Administration Générale et Contrôle	611 575	56	47	19	122	165
2.036 Administration du Territoire	4 585 192	357	326	207	890	1056
2.037 Gestion Commune des Frontières et Coopération Transfrontalière	26 967	2	4	4	10	9
TOTAL	5 223 734	415	377	230	1 022	1230
334 AUTORITE PROTECTION DONNEES A CARACTERE PERSONNEL						
2.095 Protection des Données à Caractère personnel	29 568	3	0	0	3	0
TOTAL	29 568	3	0	0	3	0
335 MINISTERE DE LA DECENTRALISATION ET DE LA FISCALITE LOCALE						
2.038 Dispositif d'Appui Technique aux Collectivités Territoriales	244 123	34	15	1	50	74
TOTAL	244 123	34	15	1	50	74
340 MINISTERE DES AFFAIRES RELIGIEUSES ET DU CULTE						
1.015 Administration Générale	105 998	6	6	2	14	12
TOTAL	105 998	6	6	2	14	12

26/09/2017

PLAFOND D'EMPLOI PAR SECTION ET PROGRAMME

Type Budget / Section Type et N° Programme	Crédits de paiement	Fonctionnaires				Convention
		A	B	C	TOTAL	
1 BUDGET GENERAL						
341 MINISTERE DE LA RECONCILIATION NATIONALE						
1.016 Administration Générale	113 933	3	4	3	10	14
TOTAL	113 933	3	4	3	10	14
380 MINISTERE DU COMMERCE						
1.032 Administration Générale	338 079	29	31	8	68	54
2.083 Conception et Coordination de la Politique sectorielle du commerce et Appui à la Gestion des Marchés	366 718	95	109	35	239	107
TOTAL	704 797	124	140	43	307	161
410 MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE						
1.017 Administration Générale	8 183 176	206	121	33	360	221
2.041 Développement de l'Education de Base	39 384 826	2270	7147	512	9 929	2324
2.042 Développement de l'Enseignement Secondaire Général	574 202	63	50	10	123	51
2.043 Consolidation et Diversification de l'Enseignement Technique et Professionnel	374 975	33	27	15	75	25
TOTAL	48 517 179	2572	7345	570	10 487	2621
412 MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE						
1.018 Administration Générale	2 468 294	76	50	8	134	65
2.045 Développement de l'Enseignement Supérieur	15 870 620	1710	384	101	2 195	180
2.046 Développement de la Recherche scientifique et de l'innovation technologique	470 500	52	26	5	83	30
TOTAL	18 809 414	1838	460	114	2 412	275
510 MINISTERE DE LA CULTURE						
1.019 Administration Générale	604 507	75	54	18	147	129
2.047 Protection et Promotion de l'Héritage Culturel	367 937	48	25	2	75	24
2.048 Promotion de l'Industrie Cinématographique	50 532	2	10	1	13	6
2.049 Promotion de la Création Artistique et Littéraire	751 343	85	107	5	197	67
TOTAL	1 774 319	210	196	26	432	226
520 MINISTERE DES SPORTS						
1.020 Administration Générale	334 716	26	41	10	77	46
2.052 Développement et Promotion des activités physiques et sportives	327 797	39	28	18	85	35
2.053 Formation des Formateurs, des Cadres et des Jeunes Talents	226 570	35	14	5	54	13
TOTAL	889 083	100	83	33	216	94
525 MINISTERE DE LA JEUNESSE ET DE LA CONSTRUCTION CITOYENNE						
1.038 Administration Générale	184 795	6	9	0	15	11
2.035 Education, Animation, Insertion Socio-Economique des Jeunes	808 409	96	91	14	201	74
TOTAL	993 204	102	100	14	216	85

26/09/2017

PLAFOND D'EMPLOI PAR SECTION ET PROGRAMME

Type Budget / Section Type et N° Programme	Crédits de paiement	Fonctionnaires				Convention
		A	B	C	TOTAL	
1 BUDGET GENERAL						
610 MINISTERE DE LA SANTE ET DE L'HYGIENE PUBLIQUE						
1.021 Administration, Coordination et Décentralisation	4 036 296	163	115	21	299	164
2.054 Soins de Santé Primaire et Lutte Contre les Maladies	12 125 073	1171	2451	92	3 714	729
2.057 Soins Hospitaliers et Recherche	8 625 387	1101	837	57	1 995	352
TOTAL	24 786 756	2435	3403	170	6 008	1245
614 HAUT CONSEIL NAT. LUTTE CONTRE LE SIDA						
2.058 Programme Multisectoriel de Lutte Contre le SIDA	108 595	13	8	0	21	16
TOTAL	108 595	13	8	0	21	16
640 MINISTERE DE LA PROMOTION DE LA FEMME DE L'ENFANT & DE LA FAMILLE						
1.022 Administration Générale et Développement des Capacités Institutionnelles	700 575	32	28	8	68	43
2.059 Promotion de la Femme	370 799	59	34	7	100	26
2.060 Promotion de l'Enfant et de la Famille	419 828	54	41	8	103	39
TOTAL	1 491 202	145	103	23	271	108
660 MINISTERE DE LA SOLIDARITE ET DE L'ACTION HUMANITAIRE						
1.023 Administration Générale	1 193 918	79	47	18	144	106
2.061 Renforcement de la Solidarité et de la Lutte Contre l'Exclusion	545 586	108	91	13	212	62
2.062 Renforcement de la Protection Sociale et de l'Economie Solidaire	1 530 083	772	711	169	1 652	304
2.063 Lutte Contre la Pauvreté	340 777	33	9	0	42	10
TOTAL	3 610 364	992	858	200	2 050	482
700 MINISTERE DE L'EQUIPEMENT ET DU DESENCLAVEMENT						
1.024 Administration Générale	428 107	37	53	13	103	67
2.065 Construction et entretien des routes, Développement de la cartographie et de la topographie	1 130 185	103	148	34	285	177
TOTAL	1 558 292	140	201	47	388	244
714 MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE						
1.025 Administration Générale	354 967	40	25	1	66	52
2.069 Amélioration du Cadre de Vie des Populations	792 448	99	73	43	215	90
2.070 Sauvegarde et Gestion Intégrée des Ressources du Bassin du Fleuve Niger	100 475	13	6	3	22	8
2.071 Protection et Conservation de la Nature	2 088 149	186	301	271	758	175
2.072 Coordination de la mise en oeuvre de la Politique Nationale de Protection de l'Environnement	94 120	17	4	0	21	5
TOTAL	3 430 159	355	409	318	1 082	330

26/09/2017

PLAFOND D'EMPLOI PAR SECTION ET PROGRAMME

Type Budget / Section Type et N° Programme	Crédits de paiement	Fonctionnaires				Convention
		A	B	C	TOTAL	
1 BUDGET GENERAL						
720 MINISTERE DE L'ENERGIE ET DE L'EAU						
1.026 Administration Générale	318 851	21	22	10	53	38
2.073 Développement des Ressources Energétiques	553 107	60	63	30	153	49
2.074 Développement des Ressources en Eau	940 391	101	97	18	216	205
TOTAL	1 812 349	182	182	58	422	292
726 MINISTERE DES MINES						
1.027 Administration Générale	274 631	30	23	4	57	43
2.075 Développement des ressources minérales	532 510	73	55	15	143	29
TOTAL	807 141	103	78	19	200	72
730 MINISTERE DE L'ECONOMIE NUMERIQUE ET DE LA COMMUNICATION						
1.028 Administration Générale	199 682	16	14	4	34	26
2.076 Medias et Communication Publics	1 344 756	138	199	46	383	92
2.077 Poste et Nouvelles Technologies	481 070	33	24	9	66	42
TOTAL	2 025 508	187	237	59	483	160
740 MINISTERE DE L'HABITAT, DE L'URBANISME ET DES AFFAIRES FONCIERES						
1.029 Administration Générale	773 254	55	62	18	135	126
2.078 Gestion Domaniale et Foncière	881 035	123	140	57	320	176
2.079 Développement Harmonieux des Villes et Réhabilitation des Quartiers Précaires	622 184	57	191	95	343	153
TOTAL	2 276 473	235	393	170	798	455
750 MINISTERE DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE ET DE LA POPULATION						
1.031 Administration Générale et Contrôle	108 748	8	19	1	28	17
2.080 Population	111 945	10	4	4	18	9
2.081 Aménagement du Territoire	91 921	11	7	4	22	11
2.082 Collecte, Analyse, Diffusion des Données et Coordination du Système Statistique National	289 402	67	22	13	102	14
TOTAL	602 016	96	52	22	170	51
770 MINISTERE DES TRANSPORTS						
1.042 Administration Générale	0	8	7	5	20	11
2.066 Développement et sécurisation des transports	419 498	51	105	90	246	104
TOTAL	419 498	59	112	95	266	115
800 MINISTERE DU DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL						
1.039 Administration Générale	63 021	8	10	2	20	16
2.084 Développement du secteur industriel	845 868	33	40	9	82	46
TOTAL	908 889	41	50	11	102	62

26/09/2017

PLAFOND D'EMPLOI PAR SECTION ET PROGRAMME

Type Budget / Section Type et N° Programme	Crédits de paiement	Fonctionnaires				Convention
		A	B	C	TOTAL	
1 BUDGET GENERAL						
812 MINISTERE DE LA PROMOTION DES INVESTISSEMENTS ET DU SECTEUR PRIVE						
1.033 Administration Générale	209 971	10	8	5	23	14
2.085 Appui au développement du secteur privé	10 572	1	2	0	3	1
2.086 Promotion et Développement de la Micro-finance	38 406	4	3	1	8	9
TOTAL	258 949	15	13	6	34	24
820 MINISTERE DE L'AGRICULTURE						
1.034 Administration Générale	1 481 326	121	94	46	261	323
2.087 Appui au Monde Rural	3 831 838	335	505	552	1 392	265
2.088 Aménagement et Equipement Rural	2 086 741	221	263	211	695	223
2.089 Recherche - Formation	3 214 531	99	55	48	202	84
TOTAL	10 614 436	776	917	857	2 550	895
822 MINISTERE DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE						
1.037 Administration Générale	49 162	6	5	5	16	6
2.090 Développement des Productions et Industries Animales	1 018 978	109	125	113	347	78
2.091 Développement des Productions Halieutiques et Aquacoles	707 421	60	89	117	266	70
2.092 Protection Sanitaire et Santé Publique Vétérinaire	1 904 004	164	203	154	521	90
TOTAL	3 679 565	339	422	389	1 150	244
850 COMMISSARIAT A LA SECURITE ALIMENTAIRE						
2.093 Sécurité Alimentaire	221 798	18	9	3	30	26
TOTAL	221 798	18	9	3	30	26
860 MINISTERE DE L'ARTISANAT ET DU TOURISME						
1.040 Administration Générale	160 775	20	5	4	29	18
2.050 Promotion du Secteur de l'Artisanat	286 464	31	13	4	48	119
2.051 Promotion du Secteur du Tourisme	118 350	16	15	3	34	17
TOTAL	565 589	67	33	11	111	154
TOTAL	227 704 333	15 441	27 216	6 151	48 808	13 787
TOTAL GENERAL	227 704 333	15 441	27 216	6 151	48 808	13 787

ETAT C

REPARTITION DES CREDITS DU BUDGET GENERAL PAR DOTATION ET PROGRAMME

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2018**Repartition des crédits du budget général
par dotation et programme**

26/09/2017

(en milliers de francs CFA)

Groupe de fonction Titre de dépense	Autorisations d'engagement 2018	Crédits de paiement	
		2017	2018
110 ASSEMBLEE NATIONALE			
0.001 Assemblée Nationale	1 507 529	15 875 675	15 885 675
TOTAL	1 507 529	15 875 675	15 885 675
120 PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE			
1.001 Formulation et Coordination de l'Action Présidentielle	450 000	3 642 497	4 153 389
1.002 Administration Générale	1 020 425	6 999 088	7 377 638
2.001 Sécurité et Défense	240 000	698 886	698 886
TOTAL	1 710 425	11 340 471	12 229 913
130 PRIMATURE			
1.003 Formulation de la Politique et Coordination de l'Action Gouvernementale	1 071 324	5 361 414	5 951 043
1.004 Administration Générale et Contrôle	685 293	6 067 861	6 348 017
2.002 Défense des Intérêts de l'Etat, des Collectivités Territoriales et des Organismes Per	211 500	181 488	504 688
TOTAL	1 968 117	11 610 763	12 803 748
131 DELEGATION GENERALE AUX ELECTIONS			
2.003 Participation à la Gestion des Elections	45 119	572 516	584 019
TOTAL	45 119	572 516	584 019
140 COUR CONSTITUTIONNELLE			
2.004 Compétences réunies de la Cour constitutionnelle	327 464	1 133 452	1 155 864
TOTAL	327 464	1 133 452	1 155 864
150 COUR SUPREME			
2.005 Cour Suprême	734 500	2 590 878	2 413 500
TOTAL	734 500	2 590 878	2 413 500
155 HAUTE COUR DE JUSTICE			
2.056 Jugement du président de la république, des ministres et de leurs complices	0	1 031 750	951 421
TOTAL	0	1 031 750	951 421
160 CONSEIL ECONOMIQUE SOCIAL ET CULTUREL			
2.006 Participation à l'élaboration et à la mise en oeuvre des Politiques Publiques	350 000	1 333 563	1 370 464
TOTAL	350 000	1 333 563	1 370 464
170 HAUT CONSEIL DES COLLECTIVITES TERRITORIALES			
2.007 Représentation et Promotion des Collectivités	345 000	1 818 752	1 919 993
TOTAL	345 000	1 818 752	1 919 993
180 MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES ET DE LA COOPERATION INTERNATIONALE			
1.006 Administration Générale	7 468 985	37 745 318	39 282 588
2.008 Politique Exterieur et Coopération Internationale	0	319 897	1 827 419
2.009 Formulation, Négociation et Suivi des Accords Internationaux	0	60 578	97 902
TOTAL	7 468 985	38 125 793	41 207 909

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2018**Repartition des crédits du budget général
par dotation et programme**

26/09/2017

(en milliers de francs CFA)

Groupe de fonction Titre de dépense	Autorisations d'engagement 2018	Crédits de paiement	
		2017	2018
185 MINISTERE DES MALIENS DE L'EXTERIEUR ET DE L'INTEGRATION AFRICAINE			
1.007 Administration Générale	93 500	1 285 580	1 060 849
2.010 Intégration Africaine	0	65 272	249 035
2.011 Gestion des Maliens de l'Extérieur	626 000	1 265 180	972 876
TOTAL	719 500	2 616 032	2 282 760
190 BUREAU DU VERIFICATEUR GENERAL			
2.012 Bureau du Vérificateur Général	238 910	3 468 623	3 493 623
TOTAL	238 910	3 468 623	3 493 623
192 MEDIATEUR DE LA REPUBLIQUE			
2.013 Médiateur	30 000	1 004 651	1 032 057
TOTAL	30 000	1 004 651	1 032 057
195 COMITE NATIONAL DE L'EGAL ACCES AUX MEDIAS D'ETAT			
2.014 Egal accès aux medias d'Etat	27 630	148 759	149 518
TOTAL	27 630	148 759	149 518
210 MINISTERE DE LA DEFENSE ET DES ANCIENS COMBATTANTS			
1.008 Administration Générale	92 796 240	260 367 317	266 140 240
2.015 Gestion des Opérations Militaires	377 756	7 883 499	7 806 382
2.016 Inspection des Armées	15 000	126 569	319 825
2.017 Formation	33 388	704 764	668 248
2.018 Gestion des Transmissions	28 402	263 334	265 305
TOTAL	93 250 786	269 345 483	275 200 000
220 MINISTERE DE LA JUSTICE			
1.009 Administration Générale, Coordination et Contrôle	2 062 252	6 696 772	6 850 451
2.019 Politique Juridique et Judiciaire, Gestion de la Carrière et Formation	680 584	7 730 966	9 254 802
2.020 Renforcement et Modernisation des Institutions Pénitentiaires et de l'Education Su	30 017	8 260 605	5 254 452
TOTAL	2 772 853	22 688 343	21 359 705
223 OFFICE CENTRAL DE LUTTE CONTRE L'ENRICHISSEMENT ILLICITE			
2.094 Lutte contre l'Enrichissement Illicite	218 000	1 040 738	1 340 738
TOTAL	218 000	1 040 738	1 340 738
225 MINISTERE DES DROITS DE L'HOMME ET DE LA REFORME DE L'ETAT			
1.041 Administration Générale	0	293 588	440 000
2.032 Reformes Administratives et Institutionnelles	350 000	672 188	522 918
TOTAL	350 000	965 776	962 918
226 COMMISSION NATIONALE DES DROITS DE L'HOMME			
2.097 Protection et Promotion des Droits de l'Homme	20 000		500 000
TOTAL	20 000		500 000

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2018**Repartition des crédits du budget général
par dotation et programme**

26/09/2017

(en milliers de francs CFA)

Groupe de fonction Titre de dépense		Autorisations d'engagement 2018	Crédits de paiement	
			2017	2018
230 MINISTERE DE LA SECURITE ET DE LA PROTECTION CIVILE				
1.010	Administration Générale	7 502 852	19 997 518	13 110 254
2.021	Ordre et Sécurité	15 799 282	35 922 062	54 501 344
2.022	Prévention des Risques et Calamités et Organisation des Secours	5 564 669	7 436 680	12 755 044
TOTAL		28 866 803	63 356 260	80 366 642
235 SECURITE D'ETAT				
0.002	Securite d'Etat	500 000	5 572 573	6 072 573
TOTAL		500 000	5 572 573	6 072 573
310 MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES				
1.011	Administration Générale	34 830 342	28 828 212	37 843 177
2.023	Conception et Coordination de la Politique Budgétaire	4 215 953	5 191 040	8 955 023
2.024	Recouvrement des Recettes Fiscales	2 215 827	13 502 282	14 184 524
2.025	Contrôle et Assistance de la Gestion des Deniers Publics	1 112 395	4 256 668	5 843 061
2.026	Gestion de la Trésorerie, Tenue de la Comptabilité Publique et Suivi du Système F	1 062 571	3 941 082	4 545 896
2.027	Gestion de la Dette Publique	270 000	362 246	521 989
2.028	Coordination et Formulation des Politiques, Stratégies, Programmes Socio Econon	4 919 146	3 832 201	6 145 962
2.029	Gestion des Biens de l'Etat	3 610 553	1 219 486	4 431 181
TOTAL		52 236 787	61 133 217	82 470 813
311 CELLULE NATIONALE DE TRAITEMENT DES INFORMATIONS FINANCIERES				
2.044	Assistance au traitement à la gestion de l'information financière	400 000	761 900	1 361 900
TOTAL		400 000	761 900	1 361 900
312 AUTORITE DE REGULATION DES MARCHES PUBLICS/DELEGATIONS SERVICES PUBLICS (ARMDS)				
2.068	Régulation de la commande publique	0	440 411	450 411
TOTAL		0	440 411	450 411
320 MINISTERE DU TRAVAIL ET DE LA FONCTION PUBLIQUE				
1.012	Administration Générale	986 711	2 370 434	2 388 279
2.030	Amélioration de la Gestion Administrative des Agents de l'Etat	752 000	1 105 015	1 245 599
2.031	Amélioration du Cadre législatif du Travail	29 691	616 309	685 686
TOTAL		1 768 402	4 091 758	4 319 564
323 MINISTERE DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE				
1.013	Administration Générale	217 194	1 827 753	2 003 439
2.033	Amélioration du Cadre Législatif et Promotion de l'Emploi	8 946 798	6 318 757	9 869 701
2.034	Formation Professionnelle	939 235	1 650 755	1 850 542
TOTAL		10 103 227	9 797 265	13 723 682

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2018**Repartition des crédits du budget général
par dotation et programme**

26/09/2017

(en milliers de francs CFA)

Groupe de fonction Titre de dépense	Autorisations d'engagement 2018	Crédits de paiement	
		2017	2018
330 MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE			
1.014 Administration Générale et Contrôle	229 980	4 409 771	3 949 659
2.036 Administration du Territoire	3 151 075	23 078 341	23 754 533
2.037 Gestion Commune des Frontières et Coopération Transfrontalière	305 000	377 525	428 389
TOTAL	3 686 055	27 865 637	28 132 581
334 AUTORITE PROTECTION DONNEES A CARACTERE PERSONNEL			
2.095 Protection des Données à Caractère personnel	153 619	881 180	1 597 980
TOTAL	153 619	881 180	1 597 980
335 MINISTERE DE LA DECENTRALISATION ET DE LA FISCALITE LOCALE			
1.036 Administration Générale	160 215	445 542	712 542
2.038 Dispositif d'Appui Technique aux Collectivités Territoriales	22 628 381	43 111 846	28 667 506
TOTAL	22 788 596	43 557 388	29 380 048
340 MINISTERE DES AFFAIRES RELIGIEUSES ET DU CULTE			
1.015 Administration Générale	65 640	827 687	959 699
2.039 Religion et du Culte	150 000	22 410	272 410
TOTAL	215 640	850 097	1 232 109
341 MINISTERE DE LA RECONCILIATION NATIONALE			
1.016 Administration Générale	48 900	873 949	994 933
2.040 Renforcement du Processus de Dialogue et de Réconciliation Nationale	0	2 066 052	2 241 204
TOTAL	48 900	2 940 001	3 236 137
380 MINISTERE DU COMMERCE			
1.032 Administration Générale	214 807	1 375 115	1 253 810
2.083 Conception et Coordination de la Politique sectorielle du commerce et Appui à la	2 483 046	3 654 149	5 385 812
TOTAL	2 697 853	5 029 264	6 639 622
410 MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE			
1.017 Administration Générale	3 352 578	33 899 654	38 348 240
2.041 Développement de l'Education de Base	34 440 123	221 587 405	250 511 024
2.042 Développement de l'Enseignement Secondaire Général	4 299 726	8 464 728	8 781 265
2.043 Consolidation et Diversification de l'Enseignement Technique et Professionnel	890 686	2 737 770	3 073 059
TOTAL	42 983 113	266 689 557	300 713 588
412 MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE			
1.018 Administration Générale	3 492 301	12 408 204	11 760 084
2.045 Développement de l'Enseignement Supérieur	5 851 724	63 625 120	69 610 256
2.046 Développement de la Recherche scientifique et de l'innovation technologique	311 598	890 486	1 102 630
TOTAL	9 655 623	76 923 810	82 472 970

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2018**Repartition des crédits du budget général
par dotation et programme**

26/09/2017

(en milliers de francs CFA)

Groupe de fonction Titre de dépense	Autorisations d'engagement 2018	Crédits de paiement	
		2017	2018
510 MINISTERE DE LA CULTURE			
1.019 Administration Générale	303 732	2 437 611	2 390 769
2.047 Protection et Promotion de l'Héritage Culturel	391 000	2 427 468	1 495 155
2.048 Promotion de l'Industrie Cinématographique	1 000 000	1 388 364	1 420 298
2.049 Promotion de la Création Artistique et Littéraire	1 069 570	4 429 023	3 783 803
TOTAL	2 764 302	10 682 466	9 090 025
520 MINISTERE DES SPORTS			
1.020 Administration Générale	385 830	4 139 893	4 524 788
2.052 Développement et Promotion des activités physiques et sportives	957 454	2 446 079	2 177 328
2.053 Formation des Formateurs, des Cadres et des Jeunes Talents	22 955	1 716 406	1 336 996
TOTAL	1 366 239	8 302 378	8 039 112
525 MINISTERE DE LA JEUNESSE ET DE LA CONSTRUCTION CITOYENNE			
1.038 Administration Générale	30 000	444 503	555 298
2.035 Education, Animation, Insertion Socio-Economique des Jeunes	1 247 963	2 776 434	2 876 097
2.067 Civisme, Volontariat et Citoyenneté	1 695 000	518 050	2 308 050
TOTAL	2 972 963	3 738 987	5 739 445
610 MINISTERE DE LA SANTE ET DE L'HYGIENE PUBLIQUE			
1.021 Administration, Coordination et Décentralisation	5 643 822	21 483 390	24 249 173
2.054 Soins de Santé Primaire et Lutte Contre les Maladies	1 831 556	44 481 575	34 138 580
2.055 Disponibilité des Médicaments, Vaccins et Consommables et Accessibilité financi	6 749	3 324 437	3 724 437
2.057 Soins Hospitaliers et Recherche	21 064 829	45 427 454	45 755 696
TOTAL	28 546 956	114 716 856	107 867 886
614 HAUT CONSEIL NAT. LUTTE CONTRE LE SIDA			
2.058 Programme Multisectoriel de Lutte Contre le SIDA	0	2 947 660	3 060 310
TOTAL	0	2 947 660	3 060 310
640 MINISTERE DE LA PROMOTION DE LA FEMME DE L'ENFANT & DE LA FAMILLE			
1.022 Administration Générale et Développement des Capacités Institutionnelles	978 767	2 229 684	2 635 737
2.059 Promotion de la Femme	4 866 952	3 929 167	5 433 190
2.060 Promotion de l'Enfant et de la Famille	553 418	1 313 873	1 378 187
TOTAL	6 399 137	7 472 724	9 447 114
660 MINISTERE DE LA SOLIDARITE ET DE L'ACTION HUMANITAIRE			
1.023 Administration Générale	8 185 929	11 270 861	10 876 909
2.061 Renforcement de la Solidarité et de la Lutte Contre l'Exclusion	280 000	1 582 568	2 059 394
2.062 Renforcement de la Protection Sociale et de l'Economie Solidaire	343 225	47 675 340	53 763 088
2.063 Lutte Contre la Pauvreté	645 000	1 465 084	1 219 775
TOTAL	9 454 154	61 993 853	67 919 166

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2018**Repartition des crédits du budget général
par dotation et programme**

26/09/2017

(en milliers de francs CFA)

Groupe de fonction Titre de dépense	Autorisations d'engagement 2018	Crédits de paiement	
		2017	2018
700 MINISTERE DE L'EQUIPEMENT ET DU DESENCLAVEMENT			
1.024 Administration Générale	619 001	2 328 932	2 258 642
2.065 Construction et entretien des routes, Développement de la cartographie et de la top	62 555 575	117 882 342	171 144 978
2.066 Développement et sécurisation des transports		45 259	
TOTAL	63 174 576	120 256 533	173 403 620
714 MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE			
1.025 Administration Générale	383 315	1 577 215	1 453 157
2.069 Amélioration du Cadre de Vie des Populations	15 614 680	12 315 107	9 130 869
2.070 Sauvegarde et Gestion Intégrée des Ressources du Bassin du Fleuve Niger	650 000	2 509 980	2 429 980
2.071 Protection et Conservation de la Nature	6 116 967	9 639 365	8 941 536
2.072 Coordination de la mise en oeuvre de la Politique Nationale de Protection de l'Env	2 993 000	2 588 385	3 216 285
TOTAL	25 757 962	28 630 052	25 171 827
720 MINISTERE DE L'ENERGIE ET DE L'EAU			
1.026 Administration Générale	125 737	25 937 229	28 058 222
2.073 Développement des Ressources Energétiques	21 740 046	39 241 907	34 433 499
2.074 Développement des Ressources en Eau	33 149 706	53 242 385	47 444 404
TOTAL	55 015 489	118 421 521	109 936 125
726 MINISTERE DES MINES			
1.027 Administration Générale	226 843	1 823 689	1 881 465
2.075 Développement des ressources minérales	1 580 996	2 073 176	2 313 826
TOTAL	1 807 839	3 896 865	4 195 291
730 MINISTERE DE L'ECONOMIE NUMERIQUE ET DE LA COMMUNICATION			
1.028 Administration Générale	68 778	972 497	1 097 568
2.076 Medias et Communication Publics	2 150 000	7 697 884	7 933 360
2.077 Poste et Nouvelles Technologies	645 000	4 183 577	2 413 577
TOTAL	2 863 778	12 853 958	11 444 505
732 HAUTE AUTORITE DE LA COMMUNICATION			
2.096 Régulation de la Communication	400 000	945 258	1 439 968
TOTAL	400 000	945 258	1 439 968
740 MINISTERE DE L'HABITAT, DE L'URBANISME ET DES AFFAIRES FONCIERES			
1.029 Administration Générale	2 259 000	6 746 781	4 364 504
2.078 Gestion Domaniale et Foncière	24 546	4 489 548	3 299 462
2.079 Développement Harmonieux des Villes et Réhabilitation des Quartiers Précaires	12 165 746	7 669 928	14 559 496
TOTAL	14 449 292	18 906 257	22 223 462
745 MINISTERE DE L'URBANISME ET DE L'HABITAT			
1.030 Administration Générale	0	601 271	0
TOTAL	0	601 271	0

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2018**Repartition des crédits du budget général
par dotation et programme**

26/09/2017

(en milliers de francs CFA)

Groupe de fonction Titre de dépense	Autorisations d'engagement 2018	Crédits de paiement	
		2017	2018
750 MINISTERE DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE ET DE LA POPULATION			
1.031 Administration Générale et Contrôle	3 172 900	889 532	3 788 154
2.080 Population	7 370 000	3 898 941	7 528 445
2.081 Aménagement du Territoire	409 000	583 661	533 984
2.082 Collecte, Analyse, Diffusion des Données et Coordination du Système Statistique	815 255	4 738 591	3 483 591
TOTAL	11 767 155	10 110 725	15 334 174
770 MINISTERE DES TRANSPORTS			
1.042 Administration Générale	100 000	513 270	685 382
2.066 Développement et sécurisation des transports	2 664 484	8 307 437	5 735 263
TOTAL	2 764 484	8 820 707	6 420 645
800 MINISTERE DU DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL			
1.039 Administration Générale	225 000	676 897	831 348
2.084 Développement du secteur industriel	488 396	882 132	1 777 250
TOTAL	713 396	1 559 029	2 608 598
812 MINISTERE DE LA PROMOTION DES INVESTISSEMENTS ET DU SECTEUR PRIVE			
1.033 Administration Générale	95 225	1 060 079	1 171 756
2.085 Appui au développement du secteur privé	412 500	1 281 657	1 537 729
2.086 Promotion et Développement de la Micro-finance	119 857	135 876	185 317
TOTAL	627 582	2 477 612	2 894 802
820 MINISTERE DE L'AGRICULTURE			
1.034 Administration Générale	11 887 224	49 639 969	37 156 434
2.087 Appui au Monde Rural	22 744 669	41 429 133	28 589 692
2.088 Aménagement et Equipement Rural	58 384 813	85 119 128	65 376 298
2.089 Recherche - Formation	7 857 500	13 284 496	11 814 258
TOTAL	100 874 206	189 472 726	142 936 682
822 MINISTERE DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE			
1.037 Administration Générale	18 830 597	32 545 997	23 132 377
2.090 Développement des Productions et Industries Animales	1 812 357	4 763 448	3 279 929
2.091 Développement des Productions Halieutiques et Aquacoles	1 844 928	2 950 834	3 083 341
2.092 Protection Sanitaire et Santé Publique Vétérinaire	327 422	2 603 928	2 866 907
TOTAL	22 815 304	42 864 207	32 362 554
850 COMMISSARIAT A LA SECURITE ALIMENTAIRE			
2.093 Sécurité Alimentaire	6 530 000	7 265 905	6 909 740
TOTAL	6 530 000	7 265 905	6 909 740

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2018**Repartition des crédits du budget général
par dotation et programme**

26/09/2017

(en milliers de francs CFA)

Groupe de fonction Titre de dépense	Autorisations d'engagement 2018	Crédits de paiement	
		2017	2018
860 MINISTERE DE L'ARTISANAT ET DU TOURISME			
1.040 Administration Générale	20 000	510 987	684 836
2.050 Promotion du Secteur de l'Artisanat	939 546	1 373 104	1 631 668
2.051 Promotion du Secteur du Tourisme	169 070	484 893	563 439
TOTAL	1 128 616	2 368 984	2 879 943
990 CHARGES COMMUNES			
0.003 Provision pour imprevues	145 736 914	272 898 684	318 975 251
0.004 Dette	0	63 527 000	78 337 000
TOTAL	145 736 914	336 425 684	397 312 251
TOTAL DU BUDGET GENERAL	796 119 780	2 072 334 554	2 207 651 690

ETAT D

REPARTITION DES CREDITS DES BUDGETS ANNEXES PAR PROGRAMME

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2018**Repartition des crédits des budgets annexes par programme**

26/09/2017

(en milliers de francs CFA)

Section		Autorisations d'engagement 2018	Crédits de paiement	
Programme			2017	2018
770	MINISTERE DES TRANSPORTS			
4.001	Développement des transports et transit des marchandises maliennes dans les ports			
40-2-2013-0021-001-002686	ENTREPOTS MALIEN AU SENEGAL (E. MA. SE.)			
	Personnel	0	425 000	440 000
	Biens et services	0	509 000	569 000
	Transferts et subventions	0	490 000	493 000
	Investissement	1 182 497	976 000	1 182 497
Total		1 839 935	2 400 000	2 684 497
40-2-2013-0021-002-002384	ENTREPOTS MALIEN EN COTE D'IVOIRE (E.MA.C.I.)			
	Personnel	0	392 000	432 000
	Biens et services	0	420 745	445 000
	Transferts et subventions	0	65 000	95 000
	Investissement	170 000	223 000	170 000
Total		1 839 935	1 100 745	1 142 000
40-2-2013-0021-003-002288	ENTREPOTS MALIENS AU GHANA (EMAGHA)			
	Personnel	0	245 000	250 000
	Biens et services	0	240 500	242 500
	Investissement	154 000	154 000	154 000
Total		1 839 935	639 500	646 500
40-2-2013-0021-004-002768	ENTREPOTS MALIENS AU TOGO (EMATO)			
	Personnel	0	357 000	354 000
	Biens et services	0	282 550	274 550
	Investissement	120 938	109 938	120 938
Total		1 839 935	749 488	749 488
40-2-2013-0021-005-002324	ENTREPOTS MALIENS EN GUINEE (EMAGUI)			
	Personnel	0	255 000	255 000
	Biens et services	0	183 900	373 900
	Transferts et subventions	0		0
	Investissement	62 500	62 500	62 500
Total		1 839 935	501 400	691 400
40-2-2013-0021-006-002478	ENTREPOTS MALIENS EN MAURITANIE (EMAMAU)			
	Personnel	0	208 500	228 000
	Biens et services	0	220 573	222 323
	Investissement	150 000	160 250	150 000
Total		1 839 935	589 323	600 323
Total		1 839 935	5 980 456	6 514 208
Total		1 839 935	5 980 456	6 514 208
TOTAL GENERAL		1 839 935	5 980 456	6 514 208

ETAT E

REPARTITION DES CREDITS DES COMPTES SPECIAUX DU TRESOR PAR PROGRAMME

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2018
Repartition des crédits des comptes spéciaux du trésor par programme

26/09/2017

(en milliers de francs CFA)

Section Programme	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	
	2018	2017	2018
310 MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES			
3.001 Remboursement des Credits TVA	0	76 035 000	61 786 270
3.009 Fonds de Développement Durable	40 000 000		40 000 000
Total	40 000 000	76 035 000	101 786 270
412 MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE			
3.002 Financement de la Recherche et de l'innovation technologique	2 616 620	2 333 000	2 616 620
Total	2 616 620	2 333 000	2 616 620
640 MINISTERE DE LA PROMOTION DE LA FEMME DE L'ENFANT & DE LA FAMILLE			
3.003 Appui à l'Autonomisation de la Femme et à l'Epanouissement de l'Enfant	0	600 000	800 000
Total	0	600 000	800 000
714 MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE			
3.004 Appui à l'aménagement et à la protection de la faune	170 000	278 750	278 750
3.005 Appui à l'aménagement et à la protection des forêts	676 750	1 021 250	1 021 250
Total	846 750	1 300 000	1 300 000
726 MINISTERE DES MINES			
3.007 Financement de la recherche, formation et promotion des activités minières	0	415 000	350 000
3.010 Programme de développement des ressources minérales (PDRM)	35 000	310 000	515 000
3.011 Fonds d'appui pour la promotion de la recherche pétrolière (FAPRP)	515 000	3 369 200	1 263 750
Total	550 000	4 094 200	2 128 750
750 MINISTERE DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE ET DE LA POPULATION			
3.008 Appui au développement de la statistique	2 981 400		2 981 400
Total	2 981 400		2 981 400
820 MINISTERE DE L'AGRICULTURE			
3.006 Appui au financement de l'Agriculture	5 000 000	5 000 000	5 000 000
Total	5 000 000	5 000 000	5 000 000
TOTAL GENERA COMPTES SPECIAUX DU TRESOR	51 994 770	89 362 200	116 613 040

ETAT F

**CONCOURS FINANCIERS DE L'ETAT AUX
ETABLISSEMENTS PUBLICS ET AUX
COLLECTIVITES TERRITORIALES**

Concours financiers de l'Etat aux Etablissements Publics et aux Collectivités Territoriales

I. Concours financiers de l'Etat aux Etablissements publics

(En milliers de FCFA)

Section programme	Source de financement	2017	2018
130	ECOLE NATIONALE D'ADMINISTRATION (ENA)		
	Budget d'Etat	2 682 488	2 449 317
	Ressources Propres	10 000	920
	Appui Autres Partenaires	0	0
	Sous total	2 692 488	2 450 237
220	INSTITUT NATIONAL DE FORMATION JUDICIAIRE (INFJ)		
	Budget d'Etat	1 041 328	1 058 722
	Ressources Propres	0	15 000
	Appui Autres Partenaires	0	72 000
	Sous total	1 041 328	1 145 722
310	CENTRE DE FORMATION POUR LE DEVELOPPEMENT (CFD)		
	Budget d'Etat	932 150	1 007 150
	Ressources Propres	594 000	890 000
	Appui Autres Partenaires	0	0
	Sous total	1 526 150	1 897 150
310	OFFICE NATIONAL DES PRODUITS PETROLIERS (ONAP)		
	Budget d'Etat	1 566 320	1 421 673
	Ressources Propres	86 000	1 119 594
	Appui Autres Partenaires	0	0
	Sous total	1 652 320	2 541 267
323	FONDS D'APPUI FORMATION PROFESS ET APPRENTIS (FAFPA)		
	Budget d'Etat	85 252	88 502
	Ressources Propres	8 628 970	7 513 097
	Appui Autres Partenaires	0	0
	Sous total	8 714 222	7 601 599
323	AGENCE PROMOT. EMPLOI DES JEUNES (APEJ)		
	Budget d'Etat	657 097	657 097
	Ressources Propres	7 081 856	9 756 220
	Appui Autres Partenaires	0	1 860 602
	Sous total	7 738 953	12 273 919
323	INSTITUT NATIONAL D'INGENIERIE FORMAT PROFESS		
	Budget d'Etat	222 944	216 253
	Ressources Propres	394 235	0
	Appui Autres Partenaires	0	0
	Sous total	617 179	216 253

323	OBSERVATOIRE NATIONAL DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION		
	Budget d'Etat	141 535	161 535
	Ressources Propres	550 000	14 000
	Appui Autres Partenaires	0	493 296
	Sous total	691 535	668 831
335	AGENCE DE DEVELOPPEMENT DU NORD DU MALI (ADN)		
	Budget d'Etat	891 272	879 897
	Ressources Propres	0	0
	Appui Autres Partenaires	0	0
	Sous total	891 272	879 897
335	AGENCE DE DEVELOPPEMENT REGIONAL DE KAYES		
	Budget d'Etat	194 000	194 000
	Ressources Propres	0	0
	Appui Autres Partenaires	0	0
	Sous total	194 000	194 000
335	AGENCE NAT D'INVEST COLLECT TERRITORIALES (ANICT)		
	Budget d'Etat	28 917 900	18 470 827
	Ressources Propres	0	0
	Appui Autres Partenaires	0	0
	Sous total	28 917 900	18 470 827
335	CENTRE DE FORMATION DES COLLECTIVITES TERRITORIALES (CFCT)		
	Budget d'Etat	235 274	309 135
	Ressources Propres	0	0
	Appui Autres Partenaires	0	0
	Sous total	235 274	309 135
335	AGENCE DE DEVELOPPEMENT REGIONAL DE KOULIKORO		
	Budget d'Etat	194 000	194 000
	Ressources Propres	0	0
	Appui Autres Partenaires	0	0
	Sous total	194 000	194 000
335	AGENCE DE DEVELOPPEMENT REGIONAL DE SIKASSO		
	Budget d'Etat	194 000	194 000
	Ressources Propres	0	0
	Appui Autres Partenaires	0	0
	Sous total	194 000	194 000
335	AGENCE DE DEVELOPPEMENT REGIONAL DE SEGOU		
	Budget d'Etat	194 000	194 000
	Ressources Propres	0	0
	Appui Autres Partenaires	0	0
	Sous total	194 000	194 000

335	AGENCE DE DEVELOPPEMENT REGIONAL DE MOPTI		
	Budget d'Etat	194 000	194 000
	Ressources Propres	0	0
	Appui Autres Partenaires	0	0
	Sous total	194 000	194 000
335	AGENCE DE DEVELOPPEMENT REGIONAL DE TOMBOUCTOU		
	Budget d'Etat	194 000	194 000
	Ressources Propres	0	0
	Appui Autres Partenaires	0	0
	Sous total	194 000	194 000
335	AGENCE DE DEVELOPPEMENT REGIONAL DE GAO		
	Budget d'Etat	194 000	194 000
	Ressources Propres	0	0
	Appui Autres Partenaires	0	0
	Sous total	194 000	194 000
335	AGENCE DE DEVELOPPEMENT REGIONAL DE KIDAL		
	Budget d'Etat	194 000	194 000
	Ressources Propres	0	0
	Appui Autres Partenaires	0	0
	Sous total	194 000	194 000
335	AGENCE DE DEVELOPPEMENT REGIONAL DU DISTRICT DE BAMAKO		
	Budget d'Etat	194 000	194 000
	Ressources Propres	0	0
	Appui Autres Partenaires	0	0
	Sous total	194 000	194 000
340	MAISON DU HADJ (MH)		
	Budget d'Etat	22 410	22 410
	Ressources Propres	232 172	301 472
	Appui Autres Partenaires	0	0
	Sous total :	254 582	323 882
380	AGENCE POUR LA PROMOTION DES EXPORTATIONS MALI (APEX-MALI)		
	Budget d'Etat	160 462	159 275
	Ressources Propres	0	5 000
	Appui Autres Partenaires	0	0
	Sous total	160 462	164 275
380	AGENCE MALIENNE DE METROLOGIE		
	Budget d'Etat	0	100 000
	Ressources Propres	0	0
	Appui Autres Partenaires	0	0
	Sous total	0	100 000

410	CENTRE NAT RESS EDUC NON FORMELLE (CNR-ENF)		
	Budget d'Etat	250 955	250 955
	Ressources Propres	15 750	15 750
	Appui Autres Partenaires	0	0
	Sous total	266 705	266 705
412	ECOLE NORMALE SUPERIEURE (ENSUP)		
	Budget d'Etat	1 228 646	1 812 309
	Ressources Propres	92 000	135 000
	Appui Autres Partenaires	0	0
	Sous total	1 320 646	1 947 309
412	ECOLE NATIONALE D'INGENIEURS (ENI-ABT)		
	Budget d'Etat	1 170 927	1 792 248
	Ressources Propres	213 800	295 000
	Appui Autres Partenaires	0	400 000
	Sous total	1 384 727	2 487 248
412	INSTITUT POLYTECH. RURAL. FORM. RECH. APPL.K.		
	Budget d'Etat	1 997 383	2 342 360
	Ressources Propres	0	0
	Appui Autres Partenaires	0	0
	Sous total	1 997 383	2 342 360
412	CENTRE DES ŒUVRES UNIVERSITAIRES (CENOU)		
	Budget d'Etat	22 314 654	22 306 840
	Ressources Propres	693 880	563 588
	Appui Autres Partenaires	0	0
	Sous total	23 008 534	22 870 428
412	CENTRE NAT DE RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET TECH (CNRST)		
	Budget d'Etat	223 735	253 735
	Ressources Propres	4 118	5 000
	Appui Autres Partenaires	0	0
	Sous total	227 853	258 735
412	ECOLE NORMALE D'ENSEIG TECHN PROFESS (ENETP)		
	Budget d'Etat	447 459	1 079 518
	Ressources Propres	36 695	44 000
	Appui Autres Partenaires	0	0
	Sous total	484 154	1 123 518
412	UNIVERSITE DE SEGOU (US)		
	Budget d'Etat	3 212 957	2 686 102
	Ressources Propres	35 595	184 337
	Appui Autres Partenaires	0	605 000
	Sous total	3 248 552	3 475 439

412	UNIVERSITE DES LETTRES ET DES SCIENCES HUMAINES (ULSH)		
	Budget d'Etat	4 396 199	4 497 456
	Ressources Propres	302 312	325 086
	Appui Autres Partenaires	0	0
	Sous total	4 698 511	4 822 542
412	INSTITUT DES SCIENCES HUMAINES (ISH)		
	Budget d'Etat	458 262	348 262
	Ressources Propres	70 650	75 000
	Appui Autres Partenaires	0	0
	Sous total	528 912	423 262
412	UNIVERSITE DES SCIENCES, DES TECHNIQUES ET DES TECHNOLOGIES		
	Budget d'Etat	5 965 191	6 176 582
	Ressources Propres	468 576	991 059
	Appui Autres Partenaires	0	0
	Sous total	6 433 767	7 167 641
412	UNIVERSITE DES SCIENCES SOCIALES ET DE GESTION (USSG)		
	Budget d'Etat	5 141 281	5 746 128
	Ressources Propres	487 500	825 000
	Appui Autres Partenaires	0	0
	Sous total	5 628 781	6 571 128
412	INST. HAUTES ETUDES RECH. ISLAM. AHAMED BABA (IHER-IAB)		
	Budget d'Etat	325 534	435 534
	Ressources Propres	7 518	8 270
	Appui Autres Partenaires	0	0
	Sous total	333 052	443 804
412	UNIVERSITE DES SCIENCES JURIDIQUES ET POLITIQUES DE BAMAKO		
	Budget d'Etat	6 174 805	6 581 861
	Ressources Propres	258 974	356 847
	Appui Autres Partenaires	0	0
	Sous total	6 433 779	6 938 708
412	ACADEMIE MALIENNE DES LANGUES		
	Budget d'Etat	358 489	500 633
	Ressources Propres	20 000	22 000
	Appui Autres Partenaires	0	0
	Sous total	378 489	522 633
412	ECOLE SUP. JOURNALISME & SCIENCES COM.		
	Budget d'Etat	273 600	501 600
	Ressources Propres	0	0
	Appui Autres Partenaires	0	0
	Sous total	273 600	501 600

412	INSTITUT NAT.FORMATION TRAVAILLEURS SOCIAUX (INFTS)		
	Budget d'Etat	739 464	700 291
	Ressources Propres	50 000	84 599
	Appui Autres Partenaires	0	0
	Sous total	789 464	784 890
412	CENTRE RECH.FORMAT.INDUST. TEXTILE (CERFITEX)		
	Budget d'Etat	717 890	980 890
	Ressources Propres	165 000	120 000
	Appui Autres Partenaires	0	0
	Sous total	882 890	1 100 890
412	INSTITUT NAT. FORMAT° SCIENCE DE LA SANTE (INFSS)		
	Budget d'Etat	1 733 343	1 835 223
	Ressources Propres	306 196	228 800
	Appui Autres Partenaires	0	871 937
	Sous total	2 039 539	2 935 960
510	CENTRE INTERNATIONAL DE CONFERENCE DE BAMAKO (CICB)		
	Budget d'Etat	1 101 243	339 295
	Ressources Propres	221 961	0
	Appui Autres Partenaires	0	0
	Sous total	1 323 204	339 295
510	MUSEE NATIONAL (MNM)		
	Budget d'Etat	562 530	702 530
	Ressources Propres	41 545	46 000
	Appui Autres Partenaires	0	0
	Sous total	604 075	748 530
510	PALAIS DE LA CULTURE AMADOU HAMPATE BA		
	Budget d'Etat	1 054 440	834 719
	Ressources Propres	448 920	147 350
	Appui Autres Partenaires	0	0
	Sous total	1 503 360	982 069
510	BUREAU MALIEN DU DROIT D'AUTEUR (BUMDA)		
	Budget d'Etat	147 210	143 390
	Ressources Propres	270 219	409 120
	Appui Autres Partenaires	0	0
	Sous total	417 429	552 510
510	CENTRE NAT. CINEMATOGRAPHIE DU MALI (CNCM)		
	Budget d'Etat	1 388 364	1 420 298
	Ressources Propres	72 250	76 000
	Appui Autres Partenaires	0	0
	Sous total	1 460 614	1 496 298

510	CONSERV.ARTS METIERS MULTI.BALLA FASSEKE K. (CAMMBK)		
	Budget d'Etat	917 460	790 105
	Ressources Propres	44 055	35 210
	Appui Autres Partenaires	0	0
	Sous total	961 515	825 315
510	MAISON AFRICAINE DE LA PHOTOGRAPHIE (MAP)		
	Budget d'Etat	1 267 891	89 284
	Ressources Propres	0	5 000
	Appui Autres Partenaires	0	0
	Sous total	1 267 891	94 284
520	INSTITUT NATIONAL JEUNESSE ET SPORTS (INJS)		
	Budget d'Etat	614 391	611 139
	Ressources Propres	8 150	9 450
	Appui Autres Partenaires	0	0
	Sous total	622 541	620 589
525	CENTRE NATIONAL DE LA PROMOTION DU VOLONTARIAT (CNPVM)		
	Budget d'Etat	112 560	272 560
	Ressources Propres	50 000	60 000
	Appui Autres Partenaires	0	177 000
	Sous total	162 560	509 560
610	AGENCE NAT. SECURITE SANITAIRE DES ALIMENTS (ANSSA)		
	Budget d'Etat	413 671	413 078
	Ressources Propres	45 000	35 000
	Appui Autres Partenaires	114 340	65 300
	Sous total	573 011	513 378
610	HOPITAL GABRIEL TOURE		
	Budget d'Etat	3 678 668	3 578 668
	Ressources Propres	1 054 887	1 345 866
	Appui Autres Partenaires	0	9 673
	Sous total	4 733 555	4 934 207
610	HOPITAL DU MALI		
	Budget d'Etat	2 640 039	2 890 082
	Ressources Propres	1 019 131	920 868
	Appui Autres Partenaires	0	0
	Sous total	3 659 170	3 810 950
610	HOPITAL DU POINT G		
	Budget d'Etat	5 417 937	5 488 498
	Ressources Propres	899 894	950 520
	Appui Autres Partenaires	0	0
	Sous total	6 317 831	6 439 018

610	AGENCE NATIONALE TELESANTE INFORM. MEDICALE (ANTIM)		
	Budget d'Etat	1 499 664	1 536 247
	Ressources Propres	100 000	150 000
	Appui Autres Partenaires	150 000	0
	Sous total	1 749 664	1 686 247
610	HOPITAL DE KATI		
	Budget d'Etat	1 432 935	1 470 629
	Ressources Propres	337 512	421 976
	Appui Autres Partenaires	0	0
	Sous total	1 770 447	1 892 605
610	CENTRE RECHERCH. LUTTE CONTRE DREPANOCYTOSE (CRLD)		
	Budget d'Etat	736 094	890 400
	Ressources Propres	65 000	79 600
	Appui Autres Partenaires	0	0
	Sous total	801 094	970 000
610	INSTITUT NATIONAL DE RECH. EN SANTE PUBLIQUE (INRSP)		
	Budget d'Etat	1 707 264	1 581 446
	Ressources Propres	196 053	208 600
	Appui Autres Partenaires	0	300 035
	Sous total	1 903 317	2 090 081
610	CENTRE RECH. ETUDES ET DOCUMENTAT POUR SURVIE ENFANT (CREDOS)		
	Budget d'Etat	407 358	407 358
	Ressources Propres	90 000	90 000
	Appui Autres Partenaires	0	0
	Sous total	497 358	497 358
610	CENTRE D'ODONTO STOMATOLOGIE (CNOS)		
	Budget d'Etat	1 397 192	1 297 192
	Ressources Propres	292 600	263 000
	Appui Autres Partenaires	0	0
	Sous total	1 689 792	1 560 192
610	LABORATOIRE NATIONAL DE LA SANTE (LNS)		
	Budget d'Etat	819 167	821 167
	Ressources Propres	125 000	120 000
	Appui Autres Partenaires	0	0
	Sous total	944 167	941 167
610	CENTRE NAT. DE TRANSFUSION SANGUINE (CNTS)		
	Budget d'Etat	787 858	788 024
	Ressources Propres	35 000	35 000
	Appui Autres Partenaires	0	0
	Sous total	822 858	823 024

610	CENTRE NAT. APPUI LUTTE CONTRE MALADIE (CNAM)		
	Budget d'Etat	955 163	1 129 794
	Ressources Propres	100 000	150 000
	Appui Autres Partenaires	0	0
	Sous total	1 055 163	1 279 794
610	AGENCE NATIONALE D'EVALUATION DES HOPITAUX (ANEH)		
	Budget d'Etat	300 433	300 433
	Ressources Propres	0	0
	Appui Autres Partenaires	20 000	0
	Sous total	320 433	300 433
610	INST. OPHTALMOLOG. TROPICALE D'AFRIQUE (IOTA)		
	Budget d'Etat	1 304 219	1 179 219
	Ressources Propres	598 715	815 000
	Appui Autres Partenaires	0	0
	Sous total	1 902 934	1 994 219
610	HOPITAL FOUSSEYNI DAOU DE KAYES		
	Budget d'Etat	746 590	776 590
	Ressources Propres	602 000	614 040
	Appui Autres Partenaires	0	17 956
	Sous total	1 348 590	1 408 586
610	HOPITAL DE SIKASSO		
	Budget d'Etat	1 099 411	1 109 948
	Ressources Propres	480 060	522 491
	Appui Autres Partenaires	0	17 957
	Sous total	1 579 471	1 650 396
610	HOPITAL NIANANKORO FOMBA DE SEGOU		
	Budget d'Etat	828 007	835 138
	Ressources Propres	642 514	825 209
	Appui Autres Partenaires	0	0
	Sous total	1 470 521	1 660 347
610	HOPITAL SOMINE DOLO DE MOPTI		
	Budget d'Etat	951 642	971 467
	Ressources Propres	430 094	534 169
	Appui Autres Partenaires	0	0
	Sous total	1 381 736	1 505 636
610	HOPITAL DE TOMBOUCTOU		
	Budget d'Etat	396 384	395 228
	Ressources Propres	334 370	161 029
	Appui Autres Partenaires	0	1 299 333
	Sous total	730 754	1 855 590

610	HOPITAL DE GAO		
	Budget d'Etat	502 215	488 153
	Ressources Propres	381 342	479 210
	Appui Autres Partenaires	0	85 200
	Sous total	883 557	1 052 563
640	CITE DES ENFANTS (CE)		
	Budget d'Etat	551 733	584 954
	Ressources Propres	70 000	80 000
	Appui Autres Partenaires	0	50 000
	Sous total	621 733	714 954
660	INSTITUT D'ETUDE & RECHERCHE EN GERONTO-GEREATRIE		
	Budget d'Etat	536 885	374 385
	Ressources Propres	50 000	60 000
	Appui Autres Partenaires	0	0
	Sous total	586 885	434 385
660	CAISSE MALIENNE DE SECURITE SOCIALE (CMSS)		
	Budget d'Etat	44 323 883	48 815 243
	Ressources Propres	40 365 207	50 736 185
	Appui Autres Partenaires	0	0
	Sous total	84 689 090	99 551 428
660	OBSERVATOIRE DU DEVELOPPEMENT HUMAIN & DURABLE (ODHD)		
	Budget d'Etat	518 776	508 467
	Ressources Propres	2 000	2 000
	Appui Autres Partenaires	0	250 000
	Sous total	520 776	760 467
660	FONDS DE SOLIDARITE NATIONALE		
	Budget d'Etat	946 308	711 308
	Ressources Propres	0	0
	Appui Autres Partenaires	0	0
	Sous total	946 308	711 308
660	CENTRE NATIONAL D'APPAREILLAGE & D'ORTHOPEDIE		
	Budget d'Etat	553 065	441 446
	Ressources Propres	81 600	90 000
	Appui Autres Partenaires	0	0
	Sous total	634 665	531 446
660	CAISSE NATIONALE ASSURANCE MALADIE (CANAM)		
	Budget d'Etat	0	0
	Ressources Propres	22 870 650	270 664
	Appui Autres Partenaires	0	0
	Sous total	22 870 650	270 664

660	AGENCE NATIONALE D'ASSISTANCE MEDICALE (ANAM)		
	Budget d'Etat	1 388 429	1 488 429
	Ressources Propres	392 081	262 664
	Appui Autres Partenaires	0	0
	Sous total	1 780 510	1 751 093
700	INSTITUT NAT FORMAT PROFESS EN BAT TRANSP TRAV PU (INFP-BTP)		
	Budget d'Etat	333 988	333 988
	Ressources Propres	356 915	624 950
	Appui Autres Partenaires	0	0
	Sous total	690 903	958 938
700	AGENCE D'EXECUTION DES TRAVAUX ROUTIERS (AGEROUTE)		
	Budget d'Etat	84 000	384 000
	Ressources Propres	1 807 379	1 807 379
	Appui Autres Partenaires	0	0
	Sous total	1 891 379	2 191 379
700	INSTITUT GEOGRAPHIQUE DU MALI (IGM)		
	Budget d'Etat	803 234	751 098
	Ressources Propres	393 437	500 310
	Appui Autres Partenaires	0	0
	Sous total	1 196 671	751 098
700	CENTRE NAT. RECH. EXPERIM. BAT. TRAV. PUBL./BTP		
	Budget d'Etat	454 810	409 810
	Ressources Propres	416 000	530 000
	Appui Autres Partenaires	0	0
	Sous total	870 810	939 810
700	AUTORITE ROUTIERE		
	Budget d'Etat	400 000	0
	Ressources Propres	33 880 000	36 360 000
	Appui Autres Partenaires	0	0
	Sous total	34 280 000	36 360 000
714	AGENCE DU BASSIN DU FLEUVE NIGER (ABFN)		
	Budget d'Etat	2 409 980	2 379 980
	Ressources Propres	0	0
	Appui Autres Partenaires	0	0
	Sous total	2 409 980	2 379 980
714	AGENCE NATIONALE GESTION STATIONS EPURATION DU MALI (ANGESEM)		
	Budget d'Etat	1 900 962	1 374 266
	Ressources Propres	3 000	30 000
	Appui Autres Partenaires	0	0
	Sous total	1 903 962	1 404 266

714	AGENCE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE DEVELOPPEMENT DURABLE (AEDD)		
	Budget d'Etat	2 588 385	3 386 285
	Ressources Propres	0	0
	Appui Autres Partenaires	0	0
	Sous total	2 588 385	3 386 285
720	AGENCE MALIENNE DE RADIOPROTECTION (AMARAP)		
	Budget d'Etat	312 389	314 747
	Ressources Propres	74 379	284 494
	Appui Autres Partenaires	0	0
	Sous total	386 768	599 241
720	AGENCE MALIENNE DVPT ENERGIE DOM. ELEC. RURALE (AMADER)		
	Budget d'Etat	14 507 750	10 562 750
	Ressources Propres	0	0
	Appui Autres Partenaires	0	0
	Sous total	14 507 750	10 562 750
720	LABORATOIRE NATIONAL DES EAUX (LNE)		
	Budget d'Etat	834 621	643 121
	Ressources Propres	197 324	267 932
	Appui Autres Partenaires	0	0
	Sous total	1 031 945	911 053
720	AUTORITE POUR L'AMENAGEMENT DE TAOUSSA (AAT)		
	Budget d'Etat	27 167 942	19 217 947
	Ressources Propres	0	0
	Appui Autres Partenaires	0	0
	Sous total	27 167 942	19 217 947
720	AGENCE DES ENERGIES RENOUVELABLES DU MALI		
	Budget d'Etat	711 324	423 685
	Ressources Propres	4 000	30 000
	Appui Autres Partenaires	0	50 000
	Sous total	715 324	503 685
720	AGENCE NATIONALE DE DEVELOPPEMENT DES BIOCARBURANTS (ANADEB)		
	Budget d'Etat	803 145	640 102
	Ressources Propres	0	0
	Appui Autres Partenaires	0	0
	Sous total	803 145	640 102
730	OFFICE RADIO TELEVISION DU MALI (ORTM)		
	Budget d'Etat	5 730 875	6 030 875
	Ressources Propres	4 440 000	4 500 000
	Appui Autres Partenaires	0	0
	Sous total	10 170 875	10 530 875

730	AGENCE MALIENNE DE PRESSE ET PUBLICITE (AMAP)		
	Budget d'Etat	1 444 456	1 103 621
	Ressources Propres	1 621 200	1 892 717
	Appui Autres Partenaires	0	0
	Sous total	3 065 656	2 996 338
730	AGENCE NATIONALE DE COM. DEVELOPPEMENT (ANCD)		
	Budget d'Etat	492 334	498 864
	Ressources Propres	200 000	280 000
	Appui Autres Partenaires	0	0
	Sous total	692 334	778 864
730	AGENCE TECHNOLOGIES INFORMAT° & COMMUNICATION (AGETIC)		
	Budget d'Etat	3 568 577	1 798 577
	Ressources Propres	300 000	500 000
	Appui Autres Partenaires	0	0
	Sous total	3 868 577	2 298 577
750	CENTRE FORMATION ET PERFECTIONNEMENT STATISTIQUE		
	Budget d'Etat	790 779	755 779
	Ressources Propres	9 730	16 988
	Appui Autres Partenaires	0	0
	Sous total	800 509	772 767
750	INSTITUT NATIONAL DE STATISTIQUE (INSAT)		
	Budget d'Etat	3 827 812	2 627 812
	Ressources Propres	2 241	2 500
	Appui Autres Partenaires	879 768	4 500 00
	Sous total	4 709 821	2 630 312
770	AGENCE NATIONALE SECURITE ROUTIERE (ANASER)		
	Budget d'Etat	0	0
	Ressources Propres	1 439 198	1 756 990
	Appui Autres Partenaires	0	0
	Sous total	1 439 198	1 756 990
770	AGENCE NATIONALE DE L'AVIATION CIVILE (ANAC)		
	Budget d'Etat	332 000	332 000
	Ressources Propres	4 670 832	4 369 930
	Appui Autres Partenaires	100 000	0
	Sous total	5 102 832	4 701 930
770	AGENCE NATIONALE DE LA METEOROLOGIE (ANAM)		
	Budget d'Etat	2 585 950	2 505 950
	Ressources Propres	1 698 019	1 845 439
	Appui Autres Partenaires	0	0
	Sous total	4 283 969	4 351 389

800	BUREAU RESTRUCTURAT MISE A NIVEAU DES ENTREPRISES IND		
	Budget d'Etat	197 251	217 251
	Ressources Propres	30 000	70 000
	Appui Autres Partenaires	0	0
	Sous total	227 251	287 251
800	AGENCE MALIENNE NORMALISAT PROMOT DE LA QUALITE		
	Budget d'Etat	222 394	222 105
	Ressources Propres	102 000	70 000
	Appui Autres Partenaires	0	0
	Sous total	324 394	292 105
812	AGENCE POUR LA PROMOTION DES INVESTISSEMENTS (API)		
	Budget d'Etat	755 852	899 924
	Ressources Propres	210 473	310 000
	Appui Autres Partenaires	0	600 000
	Sous total	966 325	1 809 924
820	OFFICE DE LA HAUTE VALLEE DU NIGER (O.H.V.N)		
	Budget d'Etat	1 207 769	1 206 277
	Ressources Propres	8 117 424	12 480 337
	Appui Autres Partenaires	0	0
	Sous total	9 325 193	13 686 614
820	AGENCE DE DEVELOPPEMENT RURAL DE LA VALLEE DU FLEUVE SENEGAL (ADRVFS)		
	Budget d'Etat	10 258 059	5 005 659
	Ressources Propres	0	55 500
	Appui Autres Partenaires	0	3 730 172
	Sous total	10 258 059	8 791 331
820	OFFICE RIZ MOPTI (ORM)		
	Budget d'Etat	604 630	655 127
	Ressources Propres	277 967	448 700
	Appui Autres Partenaires	0	0
	Sous total	882 597	1 103 827
820	OFFICE DE DEVELOPPEMENT RURAL SELINGUE (ODRS)		
	Budget d'Etat	982 951	995 399
	Ressources Propres	191 600	138 118
	Appui Autres Partenaires	0	0
	Sous total	1 174 551	1 133 517
820	IINSTITUT D'ECONOMIE RURALE		
	Budget d'Etat	4 478 172	4 415 600
	Ressources Propres	110 000	3 142 500
	Appui Autres Partenaires	0	0
	Sous total	4 588 172	7 558 100

820	OFFICE RIZ SEGOU (ORS)		
	Budget d'Etat	3 883 924	985 976
	Ressources Propres	511 000	416 000
	Appui Autres Partenaires	0	0
	Sous total	4 394 924	1 401 976
820	OFFICE DU MOYEN BANI		
	Budget d'Etat	570 000	3 576 150
	Ressources Propres	0	0
	Appui Autres Partenaires	0	0
	Sous total	570 000	3 576 150
820	OFFICE DU PERIMETRE IRRIGUE DE BAGUINEDA (OPIB)		
	Budget d'Etat	1 726 940	2 528 709
	Ressources Propres	0	102 264
	Appui Autres Partenaires	0	0
	Sous total	1 726 940	2 630 973
820	OFFICE PROTECTION DES VEGETAUX (OPV)		
	Budget d'Etat	936 399	737 814
	Ressources Propres	0	104 000
	Appui Autres Partenaires	0	0
	Sous total	936 399	841 814
820	OFFICE POUR MISE EN VALEUR SYSTEME FAGUIBINE (OMVSF)		
	Budget d'Etat	454 969	538 795
	Ressources Propres	0	0
	Appui Autres Partenaires	0	0
	Sous total	454 969	538 795
820	AGENCE AMENAG TERRE FOURNITURE EAU IRRIGATION		
	Budget d'Etat		231 041
	Ressources Propres		0
	Appui Autres Partenaires		0
	Sous total		231 041
822	AGENCE DE GESTION DU MARCHÉ CENTRAL A POISSON DE BAMAKO		
	Budget d'Etat	410 000	85 000
	Ressources Propres	0	0
	Appui Autres Partenaires	0	0
	Sous total	410 000	85 000
822	LABORATOIRE CENTRAL VETERINAIRE (LCV)		
	Budget d'Etat	877 070	877 070
	Ressources Propres	900 000	1 186 900
	Appui Autres Partenaires	0	0
	Sous total	1 777 070	2 063 970

822	LABORATOIRE VETERINAIRE DE GAO		
	Budget d'Etat	169 950	79 950
	Ressources Propres	0	0
	Appui Autres Partenaires	0	0
	Sous total	169 950	79 950
822	CENTRE NAT. INSEMINATION ARTIFICIELLE ANIMALE		
	Budget d'Etat	530 000	400 000
	Ressources Propres	0	0
	Appui Autres Partenaires	0	0
	Sous total	530 000	400 000
860	CENTRE DE DEVELOPPEMENT DE L'ARTISANAT TEXTILE		
	Budget d'Etat	205 247	294 980
	Ressources Propres	15 000	0
	Appui Autres Partenaires	0	20 000
	Sous total	220 247	314 980
860	AGENCE NATIONALE DE PROMOTION TOURISTIQUE DU MALI		
	Budget d'Etat	362 738	301 610
	Ressources Propres	1 230 000	1 598 340
	Appui Autres Partenaires	0	0
	Sous total	1 592 738	1 899 950
TOTAL GENERAL ETABLISSEMENTS PUBLICS		434 344 702	422 428 784

II. Concours financiers de l'Etat aux Collectivités Territoriales

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2018
REPARTITION PAR NATURE ECONOMIQUE DES RESSOURCES TRANSFEREES

(en milliers de francs CFA)

LIBELLE	Autorisations d'Engagement		Crédits de Paiement	
	2018	2017	2018	2017
PERSONNEL	0	26 297 640	25 413 756	
MATÉRIEL & FONCTIONNEMENT	0	21 013 718	21 104 938	
DÉPLACEMENT & MISSION	0	1 221 872	1 248 007	
COMMUNICATION & ENERGIE	0	53 500	53 000	
AUTRES DÉPENSES	0	3 303 726	11 121	
BOURSES	0	487 168	487 168	
EQUIPEMENT ET INVESTISSEMENT	45 386 124	40 193 924	45 386 124	
TRANSFERT ET SUBVENTION	0	12 705 071	15 132 303	
COMPTES SPÉCIAUX DU TRÉSOR	40 000 000		40 000 000	
BSI FINANCEMENT INTÉRIEUR	15 820 000	16 800 000	15 820 000	
BSI FINANCEMENT EXTÉRIEUR	6 500 000	12 500 000	6 500 000	
APPUI BUDGÉTAIRE	4 683 825	7 011 276	4 683 825	
PERSONNEL (COLLECTIVITÉ)	0	120 234 292	150 397 347	
Total :	112 389 949	261 822 187	326 237 589	

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2018**Repartition fonctionnelle des ressources décentralisée par titre**

27/09/2017

(en milliers de francs CFA)

Fonction Titre	Autorisations d'Engagement		Crédits de paiement	
	2018	2017	2018	
Services généraux des administrations publiques				
Transferts et subventions	0	4 036 827	4 652 790	
Investissement	18 740 000	30 319 583	18 740 000	
TOTAL	18 740 000	34 356 410	23 392 790	
Affaires économiques				
Personnel	0	16 084	12 500	
Biens et services	0	325 526	439 669	
Transferts et subventions	0	115 478	959 362	
Investissement	48 626 225	7 255 400	48 626 225	
TOTAL	48 626 225	7 712 488	50 037 756	
Protection de l'environnement				
Biens et services	0	79 152	54 429	
Investissement	300 000		300 000	
TOTAL	300 000	79 152	354 429	
Logement et équipements collectifs				
Investissement	9 070 000	7 544 766	9 070 000	
TOTAL	9 070 000	7 544 766	9 070 000	
Santé				
Personnel	0	15 747 426	12 445 961	
Biens et services	0	991 911	975 622	
Transferts et subventions	0	1 334 975	1 324 114	
Investissement	159 493	150 535	159 493	
TOTAL	159 493	18 224 847	14 905 190	
Loisirs, culture et culte				
Personnel	0	14 916	20 650	
Biens et services	0	55 450	201 455	
Transferts et subventions	0	11 130	13 804	
Investissement		6 000		
TOTAL	0	87 496	235 909	
Enseignement				
Personnel	0	130 674 061	163 331 992	
Biens et services	0	20 771 497	20 673 951	
Transferts et subventions	0	7 693 829	7 982 964	
Investissement	29 944 231	31 010 513	29 944 231	
TOTAL	29 944 231	190 149 900	221 933 138	
Protection sociale				
Personnel		79 445		
Biens et services	0	76 675	71 940	
Transferts et subventions	0		686 437	
Investissement	5 550 000	3 511 008	5 550 000	
TOTAL	5 550 000	3 667 128	6 308 377	

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2018**Repartition fonctionnelle des ressources décentralisée par titre**

27/09/2017

(en milliers de francs CFA)

Fonction Titre	Autorisations d'Engagement	Crédits de paiement	
	2018	2017	2018
TOTAL GENERAL	112 389 949	261 822 187	326 237 589

DIRECTION GENERALE DU BUDGET

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2018
RESSOURCES TRANSFEREES AUX COLLECTIVITES

(en milliers de francs CFA)

LIBELLE	Autorisations d'Engagemen		Crédits de Paiement	
	2018	2017	2017	2018
Conseil Régional				
MINISTERE DE LA DECENTRALISATION ET DE LA FISCALITE LOCALE				
Portion centrale	15 050 000			17 809 962
Region de Kayes	20 000	194 000	194 000	194 000
Region de Koulikoro	20 000	194 000	194 000	194 000
Region de Sikasso	20 000	194 000	194 000	194 000
Region de Segou	20 000	194 000	194 000	194 000
Region de Mopti	20 000	194 000	194 000	194 000
Region de Tombouctou	20 000	194 000	194 000	194 000
Region de Gao	20 000	194 000	194 000	194 000
Region de Kidal	20 000	194 000	194 000	194 000
District de Bamako	20 000	194 000	194 000	194 000
Total :	15 230 000	1 746 000		19 555 962
MINISTERE DE LA JEUNESSE ET DE LA CONSTRUCTION CITOYENNE				
Portion centrale	0			90 000
Total :	0			90 000
MINISTERE DE LA PROMOTION DE LA FEMME DE L'ENFANT & DE LA FAMILLE				
Portion centrale	1 900 000			1 900 000
Multi-régionaux	400 000			400 000
Total :	2 300 000			2 300 000
MINISTERE DE LA SOLIDARITE ET DE L'ACTION HUMANITAIRE				
Portion centrale	0			1 566 334
Total :	0			1 566 334
MINISTERE DE L'EQUIPEMENT ET DU DESENCLAVEMENT				
Multi-régionaux	1 200 000			1 200 000
Total :	1 200 000			1 200 000
MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE				
District de Bamako	300 000			300 000
Total :	300 000			300 000
MINISTERE DE L'ENERGIE ET DE L'EAU				
Portion centrale	1 070 000			1 070 000
Multi-régionaux	6 750 000			6 750 000
Total :	7 820 000			7 820 000

DIRECTION GENERALE DU BUDGET

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2018
RESSOURCES TRANSFEREES AUX COLLECTIVITES

(en milliers de francs CFA)

LIBELLE	Autorisations d'Engagemen		Crédits de Paiement	
	2018		2017	2018
Conseil Régional				
MINISTERE DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE				
Region de Mopti		0		200 000
Region de Gao		100 000		179 950
Total :		100 000		379 950
DISTRICT DE BAMAKO				
District de Bamako		7 444	1 393 462	5 698 294
Commune I			3 085	
Commune II			3 085	
Commune III			3 085	
Commune IV			3 085	
Commune V			3 085	
Commune VI			3 085	
Total :		7 444	1 411 972	5 698 294
REGION DE KAYES				
Region de Kayes		1 999 015	3 244 401	4 572 125
Total :		1 999 015	3 244 401	4 572 125
REGION DE KOULIKORO				
Region de Koulikoro		3 613	602 364	56 764
Cercle de Koulikoro			5 479 313	
Cercle de Dioïla			501	
Cercle de Kangaba			37 129	
Cercle de Kati			52 786	
Cercle de Nara			28 507	
Total :		3 613	6 200 600	56 764

DIRECTION GENERALE DU BUDGET

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2018
RESSOURCES TRANSFEREES AUX COLLECTIVITES

(en milliers de francs CFA)

LIBELLE	Autorisations d'Engagemen		Crédits de Paiement	
	2018		2017	2018
Conseil Régional				
REGION DE SIKASSO				
Region de Sikasso	6 644 843	8 526 149	15 352 087	
Cercle de Sikasso		6 000		
COMMUNE URBAINE DE SIKASSO		342 017		
Cercle de Bougouni		6 000		
COMMUNE URBAINE DE BOUGOUNI		51 200		
COMMUNE DE KOLONDIÉBA		1 000		
Cercle de Koutiala		6 000		
COMMUNE URBAINE DE KOUTIALA		52 037		
Cercle de Yanfolila		12 124		
COMMUNE DE YALLANKORO-SOLOBA		1 000		
Total :	6 644 843	9 003 527	15 352 087	
REGION DE SEGOU				
Region de Segou	2 969 926	6 721 484	6 963 022	
Cercle de Ségou		1 000		
COMMUNE DE FARAKOU MASSA		3 000		
COMMUNE DE MARKALA		3 000		
COMMUNE URBAINE DE SEGOU		33 257		
COMMUNE DE BAROUELI		3 826		
COMMUNE DE YANGASSO		3 000		
COMMUNE DE MACINA		3 000		
COMMUNE DE SALOBA		3 000		
COMMUNE DE NIONO		33 635		
COMMUNE DE KAVA		3 000		
COMMUNE URBAINE DE SAN		4 335		
COMMUNE DE TOMINIAN		33 354		
Total :	2 969 926	6 848 891	6 963 022	
REGION DE MOPTI				
Region de Mopti	3 270 208	3 744 075	6 342 957	
COMMUNE URBAINE DE MOPTI		143 104		
COMMUNE DE KORO		28 917		
COMMUNE DE YOUWAROU		1 000		
Total :	3 270 208	3 917 096	6 342 957	

DIRECTION GENERALE DU BUDGET

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2018
RESSOURCES TRANSFEREES AUX COLLECTIVITES

(en milliers de francs CFA)

LIBELLE	Autorisations d'Engagemen		Crédits de Paiement	
	2018		2017	2018
Conseil Régional				
REGION DE TOMBOUCTOU				
Region de Tombouctou	2 202 511		3 084 643	
Total :	2 202 511		3 084 643	
REGION DE GAO				
Region de Gao	1 239 150		2 271 448	
COMMUNE URBAINE DE GAO			58 422	
Region de Menaka	0		221 057	
Total :	1 239 150		2 329 870	
REGION DE KIDAL				
Region de Kidal	900 000		1 017 411	
Cercle de Kidal			112 998	
COMMUNE D'ADJELHOC			24 171	
Total :	900 000		1 154 580	
REGION DE TAOUDENIT				
Region de Taoudénit	2 000 000		2 000 000	
Total :	2 000 000		2 000 000	
REGION DE MENAKA				
Region de Menaka	1 500 000		1 500 000	
Total :	1 500 000		1 548 000	
Total	49 686 710		39 356 937	
Conseil de Cercle				
MINISTERE DE L'AGRICULTURE				
Portion centrale	0		9 500	
Total :	0		9 500	
DISTRICT DE BAMAKO				
District de Bamako	10 899 028		19 694 722	
Commune I			9 728	
Commune II			9 728	
Commune III			21 605	
Commune IV			9 825	
Commune V			5 245	
Commune VI			8 924	
Total :	10 899 028		19 759 777	

DIRECTION GENERALE DU BUDGET

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2018
RESSOURCES TRANSFEREES AUX COLLECTIVITES

(en milliers de francs CFA)

LIBELLE	Autorisations d'Engagemen	Crédits de Paiement	
	2018	2017	2018
Conseil de Cercle			
REGION DE KAYES			
Cercle de Kayes	327 516	975 889	1 146 602
Cercle de Bafoulabé	141 335	424 500	434 993
Cercle de Diéma	33 927	231 183	252 547
Cercle de Kéniéba	33 927	247 479	303 777
Cercle de Kita	201 159	695 948	867 280
Cercle de Nioro du Sahel	33 874	161 521	450 321
Cercle de Yélimané	36 427	304 996	532 142
Total :	808 165	3 041 516	3 987 662
REGION DE KOULIKORO			
Cercle de Koulikoro	3 396 284	372 366	5 980 966
Cercle de Banamba	19 450	176 834	230 848
Cercle de Dioïla	195 098	406 087	452 676
Cercle de Kangaba	26 903	116 796	175 405
Cercle de Kati	2 559 952	4 436 080	4 792 931
Cercle de Kolokani	8 110	173 359	216 869
Cercle de Nara	25 559	109 272	174 519
Total :	6 231 356	5 790 794	12 024 214

DIRECTION GENERALE DU BUDGET

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2018
RESSOURCES TRANSFEREES AUX COLLECTIVITES

(en milliers de francs CFA)

LIBELLE	Autorisations d'Engagemen		Crédits de Paiement	
	2018		2017	2018
Conseil de Cercle				
REGION DE SIKASSO				
Region de Sikasso			12 475	
Cercle de Sikasso	614 687		1 669 380	1 679 647
COMMUNE DE KAPOLONDOUGOU			3 000	
COMMUNE DE KIGNAN			3 000	
COMMUNE DE KLELA			3 000	
Cercle de Bougouni	87 689		393 104	393 104
COMMUNE DE GARALO			3 000	
COMMUNE URBAINE DE BOUGOUNI			3 060	
Cercle de Kadiolo	67 801		312 104	312 104
COMMUNE DE KADIOLO			3 826	
Cercle de Kolondiéba	22 932		159 472	159 472
COMMUNE DE KOLONDIEBA			3 826	
Cercle de Koutiala	440 921		1 044 602	1 044 602
COMMUNE DE M'PESSOBA			3 826	
COMMUNE DE ZANGASSO			3 000	
Cercle de Yanfolila	25 723		214 442	249 566
COMMUNE DE WASSOULOU-BALLE			3 826	
Cercle de Yorosso	47 483		200 232	262 075
COMMUNE DE YOROSSO			3 826	
Total :	1 307 236		4 043 001	4 100 570
REGION DE SEGOU				
Region de Segou			16 000	
Cercle de Ségou	12 510		489 890	552 323
Cercle de Barouéli	8 779		120 266	154 481
Cercle de Bla	6 080		106 722	134 244
Cercle de Macina	6 080		84 085	101 469
Cercle de Niono	10 171		91 101	125 801
Cercle de San	6 254		250 711	275 368
Cercle de Tominian	9 397		106 027	252 816
Total :	59 271		1 264 802	1 596 502

DIRECTION GENERALE DU BUDGET

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2018
RESSOURCES TRANSFEREES AUX COLLECTIVITES

(en milliers de francs CFA)

LIBELLE	Autorisations d'Engagemen		Crédits de Paiement	
	2018		2017	2018
Conseil de Cercle				
REGION DE MOPTI				
Region de Mopti			35 729	
Cercle de Mopti	310 253		857 556	857 556
COMMUNE DE SOCOURA			3 000	
COMMUNE URBAINE DE MOPTI			29 400	
Cercle de Bandiagara	48 680		249 920	249 920
COMMUNE DE SANGHA			3 000	
COMMUNE URBAINE DE BANDIAGARA			3 060	
Cercle de Bankass	30 809		201 144	201 144
COMMUNE DE BANKASS			3 000	
Cercle de Djénné	28 926		119 028	119 028
COMMUNE URBAINE DE DJENNE			3 000	
COMMUNE DE FAKALA			3 000	
Cercle de Douentza	7 260		155 057	155 057
COMMUNE URBAINE DE DOUMENTZA			3 826	
Cercle de Koro	104 223		311 976	311 976
COMMUNE DE DIOUNGANI			3 000	
COMMUNE DE MADOUGOU			3 000	
COMMUNE DE KORO			3 000	
Cercle de Tenenkou	5 886		81 126	81 126
COMMUNE URBAINE DE TENENKOU			3 826	
Cercle de Youwarou	5 886		76 385	76 385
COMMUNE DE YOUWAROU			3 826	
Total :	541 923		2 155 859	2 052 192

DIRECTION GENERALE DU BUDGET

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2018
RESSOURCES TRANSFEREES AUX COLLECTIVITES

(en milliers de francs CFA)

LIBELLE	Autorisations d'Engagemen		Crédits de Paiement	
	2018		2017	2018
Conseil de Cercle				
REGION DE TOMBOUCTOU				
Region de Tombouctou			2 957 371	
Cercle de Tombouctou	107 350		435 017	907 267
COMMUNE URBAINE DE TOMBOUCTOU			521 397	
Cercle de Diré	7 175		132 205	132 205
COMMUNE URBAINE DE DIRE			235 195	
Cercle de Goundam	7 350		136 773	136 773
COMMUNE URBAINE DE GOUNDAM			262 640	
Cercle de Gourma-Rharous	7 175		132 062	132 062
COMMUNE DE RHAROUS			178 299	
Cercle de Niafunké	7 350		158 905	135 155
COMMUNE DE BANIKANE NARHAWA			190 487	
COMMUNE DE LERE			19 900	
Total :	136 400		5 360 251	1 443 462
REGION DE GAO				
Region de Gao			11 765	
Cercle de Gao	238 043		680 887	692 253
Cercle d'Ansongo	0		134 013	134 013
COMMUNE DE ANSONGO			34 276	
Cercle de Bourem	3 431		69 776	71 960
COMMUNE URBAINE DE BOUREM			27 642	
Region de Menaka			164 703	
Total :	241 474		1 123 062	898 226
REGION DE KIDAL				
Region de Kidal			9 952	
Cercle de Kidal	4 033		228 609	756 433
COMMUNE URBAINE DE KIDAL			3 000	
Cercle d'Abeïbara	1 513		19 051	19 051
COMMUNE DE ABEIBARA			3 000	
Cercle de Tessalit	1 513		20 203	20 203
COMMUNE DE TESSALIT			3 000	
Cercle de Tin-Essako	1 513		21 404	21 404
COMMUNE DE TIN-ESSAKO			3 000	
Total :	8 572		311 219	817 091

DIRECTION GENERALE DU BUDGET

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2018
RESSOURCES TRANSFEREES AUX COLLECTIVITES (en milliers de francs CFA)

LIBELLE	Autorisations d'Engagemen 2018	Crédits de Paiement 2017 2018	
Conseil de Cercle			
REGION DE TAOUDENIT			
Region de Taoudénit		61 000	
Total :		61 000	
REGION DE MENAKA			
Region de Menaka		41 000	
Total :		41 000	
Total	20 233 425	42 961 781	50 399 091
Commune			
MINISTERE DE LA DECENTRALISATION ET DE LA FISCALITE LOCALE			
Portion centrale		33 317 900	
Total :		33 317 900	
MINISTERE DES SPORTS			
COMMUNE DE KALABANCORO	12 955		12 955
Total :	12 955		12 955
DISTRICT DE BAMAKO			
Commune I	52 713	1 365 765	1 845 422
Commune II	38 445	1 188 626	1 589 865
Commune III	27 758	1 647 540	2 227 244
Commune IV	54 473	1 621 348	2 049 784
Commune V	91 230	1 938 589	2 327 568
Commune VI	97 317	1 821 066	1 964 450
Total :	361 936	9 582 934	12 004 333

DIRECTION GENERALE DU BUDGET

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2018
RESSOURCES TRANSFEREES AUX COLLECTIVITES

(en milliers de francs CFA)

LIBELLE	Autorisations d'Engagemen	Crédits de Paiement	
	2018	2017	2018
Commune			
REGION DE KAYES			
COMMUNE DE BANGASSI	1 273	69 686	173 694
COMMUNE DE COLIMBINE	893	102 681	145 265
COMMUNE DE DIAMOU	2 243	145 688	195 148
COMMUNE DE DJELEBOU	1 115	138 695	241 714
COMMUNE DE FALEME	916	130 150	189 240
COMMUNE GORY-GOPELA	940	53 177	73 184
COMMUNE GUIDIMAKAN KERI KAFO	1 048	92 665	141 057
COMMUNE DE HAWA DEMBAYA	823	111 637	173 753
COMMUNE DE KARAKORO	1 131	65 956	95 786
COMMUNE DE KEMENE TAMBA	7 157	126 925	291 891
COMMUNE DE KHOULOUM	1 403	185 302	311 893
COMMUNE DE KOUSSANE	1 986	117 976	169 431
COMMUNE DE LIBERTE DEMBAYA	903	130 893	196 781
COMMUNE DE LOGO	1 625	138 258	1 860 387
COMMUNE DE MARENA-DIOMBOUGOU	982	113 387	166 655
COMMUNE DE TAFARCIRGA	826	128 851	159 740
COMMUNE DE MARINTOUMANIA	942	207 125	79 985
COMMUNE DE SADIOLA	2 988	217 532	322 792
COMMUNE DE SAHEL	772	66 354	103 857
COMMUNE DE SAME-DIOMGOMA	1 499	135 164	195 475
COMMUNE DE SEGALA	2 297	148 711	206 077
COMMUNE DE SERO-DIAMANOU	1 589	108 136	160 189
COMMUNE DE SONY	646	75 533	123 890
COMMUNE URBAINE DE KOUNIAKARY	434	53 440	78 590
COMMUNE URBAINE DE SOMANKIDY	441	43 731	54 568
COMMUNE URBAINE DE GOUMERA	318	30 073	52 836
COMMUNE URBAINE DE FEGUI	318	42 236	68 977
COMMUNE URBAINE DE KAYES	37 443	1 205 220	3 208 178
COMMUNE DE BAFOULABE	17 020	241 638	727 967
COMMUNE BAMAFELE	1 935	220 740	342 013
COMMUNE DE DIAKON	1 822	130 924	228 592
COMMUNE DE DIALLAN	952	77 300	94 250
COMMUNE DE DIOHELI	2 105	95 892	132 287

DIRECTION GENERALE DU BUDGET

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2018
RESSOURCES TRANSFEREES AUX COLLECTIVITES

(en milliers de francs CFA)

LIBELLE	Autorisations d'Engagemen	Crédits de Paiement	
	2018	2017	2018
Commune			
REGION DE KAYES			
COMMUNE DE KOUNDIAN	2 362	145 547	236 614
COMMUNE DE MAHINA	3 655	289 909	470 196
COMMUNE DE NIAMBIA	1 640	53 827	68 005
COMMUNE DE OUALIA	2 433	176 682	259 334
COMMUNE DE TOMORA	7 116	176 348	323 216
COMMUNE DE GOUNFAN	838	49 533	62 781
COMMUNE DE KOUTELA	2 187	84 544	136 777
COMMUNE DE SIDIBELA	971	61 580	87 183
COMMUNE DE BEMA	676	54 724	81 249
COMMUNE DE DIANGOUNTE-CAMARA	1 155	152 996	209 775
COMMUNE DE DIANGUIRDE	480	63 333	90 460
COMMUNE DE DIEMA	9 431	236 337	483 118
COMMUNE DE DIEOURA	597	65 165	97 896
COMMUNE DE DIOUMARA-KOUSSATA	661	95 250	139 971
COMMUNE DE GUEDIBINE	530	28 046	33 485
COMMUNE DE FASSOUDEBE	286	25 857	37 818
COMMUNE DE GOMITRADOUGOU	597	67 719	91 547
COMMUNE DE GROUMERA	277	20 453	27 580
COMMUNE DE LAKAMANE	1 127	85 823	122 159
COMMUNE DE LAMBIDOU	706	88 569	111 576
COMMUNE DE MADIGA-SACKO	617	66 011	102 390
COMMUNE DE SANSANKIDE	352	44 222	51 087
COMMUNE URBAINE DE FATAO	787	79 450	113 285
COMMUNE DE BAYE	1 600	75 756	105 096
COMMUNE DE DABIA	2 154	114 417	165 231
COMMUNE DE DIALAFARA	2 740	141 306	209 662
COMMUNE DE DOMBIA	1 160	38 426	53 317
COMMUNE DE FALEA	2 030	63 888	86 778
COMMUNE DE FARABA	2 181	59 751	81 094
COMMUNE DE GUENEGORE	1 305	96 019	128 459
COMMUNE DE KASSAMA	3 713	165 501	231 612
COMMUNE DE KENIEBA	16 889	380 843	687 185
COMMUNE DE KOUROUKOTO	1 243	44 039	58 534

DIRECTION GENERALE DU BUDGET

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2018
RESSOURCES TRANSFEREES AUX COLLECTIVITES

(en milliers de francs CFA)

LIBELLE	Autorisations d'Engagemen	Crédits de Paiement	
	2018	2017	2018
Commune			
REGION DE KAYES			
COMMUNE DE SAGALO	2 337	106 491	151 904
COMMUNE DE SITAKILLY	4 368	214 941	302 614
COMMUNE DE BENDOUGOU	1 305	92 495	158 815
COMMUNE DE BENKADI FOUNIA	1 312	82 225	107 433
COMMUNE DE BOUGARIBAYA	960	60 833	123 714
COMMUNE DE DJIDIAN	3 087	148 628	240 166
COMMUNE DE GADOUGOU I	3 083	128 944	205 513
COMMUNE DE GADOUGOU II	1 143	53 504	64 089
COMMUNE DE KASSARO	4 177	174 591	249 581
COMMUNE DE KITA NORD	1 584	56 476	97 420
COMMUNE DE BOUDOFO	997	59 750	87 804
COMMUNE DE KITA OUEST	2 648	133 945	212 854
COMMUNE DE BADIA	785	77 081	136 735
COMMUNE DE KOBRI	2 208	54 404	94 798
COMMUNE DE KOULOU	1 358	52 810	78 407
COMMUNE DE MADINA	2 371	140 249	228 718
COMMUNE DE KOTOUBA	859	36 524	63 933
COMMUNE DE MAKANO	1 430	77 330	121 737
COMMUNE DE NAMALA GUIMBA	1 451	58 156	89 878
COMMUNE DE Niantanso	474	31 656	40 164
COMMUNE DE SABOULA	1 184	47 871	89 101
COMMUNE DE SOURANSAN-TOMOTO	1 126	65 881	98 493
COMMUNE DE SEBEKORO	10 737	263 995	598 260
COMMUNE DE GUEMOUKOURABA	773	75 088	102 974
COMMUNE DE DJOUGOUN	805	58 755	96 548
COMMUNE DE DINDANKO	754	73 524	92 090
COMMUNE DE SEFETO NORD	759	74 460	120 129
COMMUNE DE SEFETO OUEST	1 388	99 695	171 518
COMMUNE DE SENKO	1 121	53 082	81 313
COMMUNE DE SIRAKORO	2 208	115 533	117 142
COMMUNE DE TAMBAGA	1 107	78 510	107 012
COMMUNE DE TOUKOTO	5 824	54 140	160 976
COMMUNE DE KOKOFATA	3 867	87 400	142 309

DIRECTION GENERALE DU BUDGET

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2018
RESSOURCES TRANSFEREES AUX COLLECTIVITES

(en milliers de francs CFA)

LIBELLE	Autorisations d'Engagemen		Crédits de Paiement	
	2018		2017	2018
Commune				
REGION DE KAYES				
COMMUNE URBAINE DE KITA	23 526	666 821	1 554 023	
COMMUNE DE KOUROUNIKOTO	427	33 956	44 442	
COMMUNE DE BANIERE-KORE	219	29 985	52 157	
COMMUNE DE DIABIGUE	219	50 722	55 615	
COMMUNE DE DIARRA	286	51 589	77 365	
COMMUNE DE DIAYE-COURA	254	52 843	82 102	
COMMUNE DE GAVINANE	329	63 060	95 729	
COMMUNE DE GOGUI	755	99 168	155 159	
COMMUNE DE GUETEMA	406	44 839	65 092	
COMMUNE DE GADIABA-KADIEL	406	72 969	98 588	
COMMUNE DE KORERA-KORE	299	62 307	90 379	
COMMUNE DE NIORO TOOGOUBE RANGABE	526	73 683	110 218	
COMMUNE DE SANDARE	1 725	165 859	285 240	
COMMUNE DE SIMBI	352	56 689	76 099	
COMMUNE DE YERERE	777	96 784	138 218	
COMMUNE URBAINE DE TROUNGOUNBE	525	78 565	112 474	
COMMUNE URBAINE YOURI	153	47 620	73 876	
COMMUNE URBAINE DE NIORO	10 467	439 997	837 543	
COMMUNE DE DIAFOUNOU GORY	652	132 279	321 653	
COMMUNE DE DIAFOUNOU-DIONGAGA	294	66 871	93 962	
COMMUNE DE FANGA	356	40 809	59 174	
COMMUNE DE GORY	405	80 081	115 024	
COMMUNE DE GUIDIME	1 278	247 515	384 494	
COMMUNE DE KREMIS	485	58 510	72 319	
COMMUNE DE KIRANE KANIAGA	1 234	193 901	302 376	
COMMUNE DE KONSIGA	298	63 048	87 525	
COMMUNE DE MAREKAFFO	165	22 837	43 436	
COMMUNE DE SOUMPOU	356	26 803	34 635	
COMMUNE DE TRINGA	431	72 754	85 798	
COMMUNE URBAINE DE TOYA	783	41 700	52 850	
Total :	291 259	14 567 078	26 502 319	

DIRECTION GENERALE DU BUDGET

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2018
RESSOURCES TRANSFEREES AUX COLLECTIVITES

(en milliers de francs CFA)

LIBELLE	Autorisations d'Engagemen	Crédits de Paiement	
	2018	2017	2018
Commune			
REGION DE KOULIKORO			
COMMUNE DE DINANDOUGOU	1 950	99 705	148 926
COMMUNE DE KOULA	2 286	116 399	161 282
COMMUNE DE DOUMBA	1 256	97 913	128 573
COMMUNE DE MEGUETAN	2 830	308 110	437 426
COMMUNE DE NYAMINA	4 449	199 536	243 217
COMMUNE DE SIRAKOROLA	5 300	200 485	264 983
COMMUNE DE TIENFALA	940	130 208	163 334
COMMUNE DE TOUGOUNI	2 611	89 225	111 449
COMMUNE URBAINE DE KOULIKORO	18 913	796 879	1 995 703
COMMUNE DE BANAMBA	13 632	378 808	698 082
COMMUNE DE BEN KADI	1 630	86 926	110 683
COMMUNE DE BORON	3 479	213 869	251 119
COMMUNE DE SEBETE	1 030	48 445	51 932
COMMUNE DE DUGUWOLOWULA	2 666	191 180	238 959
COMMUNE DE KIBAN	1 114	83 112	83 698
COMMUNE DE MADINA-SACKO	3 319	173 290	203 068
COMMUNE DE TOUBACORO	2 540	111 868	143 053
COMMUNE DE TOUBAKOROBA	1 175	77 690	86 081
COMMUNE DE BANCO	3 962	116 136	181 834
COMMUNE DE BENKADI	1 092	95 450	66 334
COMMUNE DE BINKO	2 599	105 793	158 562
COMMUNE DE DEGNEKORO	1 657	70 462	101 266
COMMUNE DE DIEDOUGOU	7 768	180 101	341 122
COMMUNE DE DIOUMAN	2 150	60 103	95 728
COMMUNE DE DOLENDOUGOU	1 386	57 284	79 997
COMMUNE DE GUEGNEKA	15 980	412 406	720 352
COMMUNE DE KALADOUGOU	18 687	420 783	974 931
COMMUNE DE KEMEKAFO	3 833	106 353	159 912
COMMUNE DE KERELA	2 073	74 124	112 718
COMMUNE DE MASSIGUI	5 316	175 770	285 504
COMMUNE DE NANGOLA	1 841	86 023	143 532
COMMUNE DE Niantjila	1 663	48 821	80 581
COMMUNE DE N'DOLONDOUGOU	2 687	81 723	123 214

DIRECTION GENERALE DU BUDGET

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2018
RESSOURCES TRANSFEREES AUX COLLECTIVITES

(en milliers de francs CFA)

LIBELLE	Autorisations d'Engagemen		Crédits de Paiement	
	2018		2017	2018
Commune				
REGION DE KOULIKORO				
COMMUNE DE DIEBE	1	284	29 652	54 341
COMMUNE DE N'GARADOUGOU	1	537	48 963	65 603
COMMUNE DE N'GOLOBOUGOU	2	485	71 775	105 768
COMMUNE DE TENINDOUGOU	2	033	61 834	102 437
COMMUNE DE WACORO	1	266	70 010	109 212
COMMUNE DE ZAN COULIBALY	2	679	132 983	203 973
COMMUNE DE JEKAFO	1	011	49 842	67 930
COMMUNE DE KILIDOUGOU	1	886	67 829	106 349
COMMUNE DE BENKADI	1	614	53 167	143 266
COMMUNE DE SELEFOUGOU	1	092	35 663	64 940
COMMUNE DE MINIDIAN	11	936	432 157	688 790
COMMUNE DE NARENA	1	850	164 302	244 881
COMMUNE DE BALAN-BAKAMA	1	104	65 935	117 368
COMMUNE DE NOUGA	2	331	83 214	114 987
COMMUNE DE KANIOGO	2	331	165 201	233 869
COMMUNE DE KARAN	2	563	64 241	97 841
COMMUNE DE MARAMANDOUGOU	2	672	105 994	139 409
COMMUNE DE BAGUINEDA-CAMP	20	458	451 470	1 087 802
COMMUNE DE BANCOUMANA	2	556	150 550	265 891
COMMUNE DE BOSSOFLA	2	089	114 581	137 846
COMMUNE DE BOUGOULA	1	624	69 465	118 317
COMMUNE DE DABAN	1	907	87 274	132 879
COMMUNE DE DIALAKOROBA	2	946	166 521	290 796
COMMUNE DE DIALAKORODJI	1	630	145 465	209 966
COMMUNE DE DIEDOUGOU	2	291	59 658	82 903
COMMUNE DE DIO GARE	1	624	124 143	199 168
COMMUNE DE DOGODOUMAN		996	144 489	196 679
COMMUNE DE DOMBILA	1	528	68 334	97 677
COMMUNE DE FARABA	1	197	38 252	74 501
COMMUNE DE TIAKADOUGOU-DIALAKORO	1	542	29 709	52 831
COMMUNE DE KALABANCORO	45	582	1 197 647	2 265 923
COMMUNE DE KALIFABOUGOU	1	596	73 695	108 771
COMMUNE DE KAMBILA	2	073	178 103	252 938

DIRECTION GENERALE DU BUDGET

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2018
RESSOURCES TRANSFEREES AUX COLLECTIVITES

(en milliers de francs CFA)

LIBELLE	Autorisations d'Engagemen	Crédits de Paiement	
	2018	2017	2018
Commune			
REGION DE KOULIKORO			
COMMUNE DE KOUROUBA	764	48 722	88 859
COMMUNE DE MANDE	4 520	456 918	723 670
COMMUNE DE MORIBABOUGOU	1 352	156 304	233 893
COMMUNE DE N'GABACORO-DROIT	1 581	99 225	147 895
COMMUNE DE NIAGADINA	836	56 370	80 135
COMMUNE DE MOUNTOUGOULA	2 606	201 546	386 578
COMMUNE DE N'GOURABA	2 656	109 380	173 254
COMMUNE DE N'TJIBA	2 873	86 259	122 678
COMMUNE DE OUELESSEBOUGOU	7 477	332 288	636 902
COMMUNE DE SAFO	2 061	118 206	198 427
COMMUNE DE SANANKORO-DJITOUMOU	2 217	53 267	108 163
COMMUNE DE SANANKOROBA	2 790	301 258	482 654
COMMUNE DE SIBY	3 351	164 641	280 999
COMMUNE DE NIOUMA-MAKAMA	1 979	50 277	83 474
COMMUNE DE DOUBABOUGOU	774	87 614	145 714
COMMUNE DE DIAGO	1 719	79 264	106 943
COMMUNE DE TIELE	2 024	81 284	139 188
COMMUNE DE YELEKEBOUGOU	2 603	65 854	103 958
COMMUNE DE SANGAREBOUGOU	20 125	181 796	543 296
COMMUNE DE KATI	28 009	931 555	2 040 882
COMMUNE DE SOBRA	1 530	39 608	64 705
COMMUNE DE DIDIENI	2 953	149 740	223 520
COMMUNE DE GUIHOYO	2 716	102 539	173 479
COMMUNE DE KOLOKANI	47 364	407 358	955 243
COMMUNE DE MANSATONLA	5 136	182 121	254 888
COMMUNE DE NONKON	1 984	104 950	152 118
COMMUNE DE NOSSOMBOUGOU	5 904	165 498	393 055
COMMUNE DE OUOLODO	1 408	76 835	121 856
COMMUNE DE SAGABALA	1 292	112 215	143 803
COMMUNE DE SEBECORO I	1 917	130 221	178 847
COMMUNE DE TIORIBOUGOU	1 809	74 178	157 453
COMMUNE DE ALLAHINA	1 591	56 964	67 099
COMMUNE DE DABO	840	53 170	63 208

DIRECTION GENERALE DU BUDGET

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2018
RESSOURCES TRANSFEREES AUX COLLECTIVITES

(en milliers de francs CFA)

LIBELLE	Autorisations d'Engagemen	Crédits de Paiement	
	2018	2017	2018
Commune			
REGION DE KOULIKORO			
COMMUNE DE DILLY	2 813	114 583	134 747
COMMUNE DE DOGOFRY	3 857	207 952	238 652
COMMUNE DE FALLOU	3 123	185 317	206 395
COMMUNE DE GUENEIBE	1 298	39 837	40 475
COMMUNE DE GUIRE	976	73 781	73 127
COMMUNE DE KORONGA	628	41 364	43 790
COMMUNE DE NARA	12 526	394 029	668 569
COMMUNE DE NIAMANA	3 845	165 078	200 098
COMMUNE DE OUAGADOU	1 332	128 821	161 831
Total :	476 286	16 965 285	28 927 527

DIRECTION GENERALE DU BUDGET

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2018
RESSOURCES TRANSFEREES AUX COLLECTIVITES

(en milliers de francs CFA)

LIBELLE	Autorisations d'Engagemen		Crédits de Paiement	
	2018		2017	2018
Commune				
REGION DE SIKASSO				
Region de Sikasso			2 383 248	
COMMUNE DE WATENI	1 319		83 444	83 444
COMMUNE DE ZANIENA	658		86 701	86 701
COMMUNE DE MINIKO	391		50 754	50 754
COMMUNE DE N'TJIKOUNA	433		39 710	39 710
COMMUNE DE NIENA	16 849		373 748	567 652
COMMUNE DE KAPOLONDOUGOU	8 705		154 572	174 474
COMMUNE DE ZANFEREBOUGOU	455		54 568	54 568
COMMUNE DE FARAKALA	2 210		124 351	124 351
COMMUNE DE KOFAN	1 104		130 273	130 273
COMMUNE DE FINKOLO-GANADOUGOU	2 518		129 042	129 042
COMMUNE DE LOBOUGOULA	2 605		169 961	169 961
COMMUNE DE KOLOKOKOBA	812		65 282	65 282
COMMUNE DE SANZANA	677		81 952	81 952
COMMUNE DE DOUMANABA	948		120 258	120 258
COMMUNE DE KOUROUMA	1 371		98 010	98 010
COMMUNE DE KIGNAN	9 158		171 400	192 490
COMMUNE DE TELLA	1 228		47 201	47 201
COMMUNE DE KOUMANKOU	636		57 129	57 129
COMMUNE DE DIALAKORO	673		34 853	34 853
COMMUNE DE NONGO-SOUALA	737		62 250	62 250
COMMUNE DE DANDERESSO	3 959		158 579	158 579
COMMUNE DE KLELA	8 462		151 577	172 124
COMMUNE DE FAMA	1 035		72 997	72 997
COMMUNE DE GONGASSO	1 064		115 634	115 634
COMMUNE DE KOUORO	1 183		75 801	75 801
COMMUNE DE KABARASSO	832		42 213	42 213
COMMUNE DE DOGONI	1 085		71 370	71 370
COMMUNE DE BLENDIO	1 825		101 143	101 143
COMMUNE DE BENKADI	1 289		90 579	90 579
COMMUNE DE DEMBELA	1 394		87 528	87 528
COMMUNE DE TIANKADI	455		39 160	39 160
COMMUNE DE PIMPERNA	1 378		40 235	40 235

DIRECTION GENERALE DU BUDGET

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2018
RESSOURCES TRANSFEREES AUX COLLECTIVITES

(en milliers de francs CFA)

LIBELLE	Autorisations d'Engagemen	Crédits de Paiement	
	2018	2017	2018
Commune			
REGION DE SIKASSO			
COMMUNE DE NATIEN	1 366	44 638	44 638
COMMUNE DE MISSIRIKORO	574	43 860	43 860
COMMUNE SOKOURANI-MISSIRIKORO	433	30 742	30 742
COMMUNE DE KAPALA	522	59 061	59 061
COMMUNE DE FINKOLO	1 081	99 715	99 715
COMMUNE DE KAFOZIELA	356	31 444	31 444
COMMUNE DE ZANGARADOUGOU	814	31 611	31 611
COMMUNE DE DIOMATENE	399	44 206	44 206
COMMUNE DE KABOILA	2 914	147 260	147 260
COMMUNE URBAINE DE SIKASSO	43 866	1 860 889	3 521 916
COMMUNE DE MIRIA	1 295	84 816	84 816
Cercle de Bougouni		14 000	
COMMUNE DE ZANTIEBOUGOU	7 223	146 796	146 796
COMMUNE DE KOUMANTOU	22 413	403 223	650 349
COMMUNE DE GARALO	13 213	150 641	173 143
COMMUNE DE DEFINA	1 277	46 851	46 851
COMMUNE DE BLADIE-TIEMALA	594	27 471	27 471
COMMUNE DE SANZO	2 180	134 464	134 464
COMMUNE DE DOMBA	2 538	100 571	100 571
COMMUNE DE WOLA	1 372	85 561	85 561
COMMUNE DE DEBELIN	1 703	58 916	58 916
COMMUNE DE MERIDIELA	1 416	65 276	65 276
COMMUNE DE DOGO	4 585	210 846	210 846
COMMUNE DE KELEYA	3 637	108 494	108 494
COMMUNE DE SYEN TOULA	1 811	64 600	64 600
COMMUNE DE OUROUN	907	36 423	36 423
COMMUNE DE FARAGOUARAN	1 901	51 343	51 343
COMMUNE DE SIDO	3 411	101 102	101 102
COMMUNE DE KOKELE	1 513	44 384	44 384
COMMUNE DE KOLA	662	39 282	39 282
COMMUNE DE FARADIELE	502	41 252	41 252
COMMUNE URBAINE DE BOUGOUNI	27 186	833 448	958 252
COMMUNE DE DANON	1 894	89 562	89 562

DIRECTION GENERALE DU BUDGET

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2018
RESSOURCES TRANSFEREES AUX COLLECTIVITES

(en milliers de francs CFA)

LIBELLE	Autorisations d'Engagemen	Crédits de Paiement	
	2018	2017	2018
Commune			
REGION DE SIKASSO			
COMMUNE DE KOUROULAMINI	920	54 648	54 648
COMMUNE DE TIEMALA BANIMONOTIE	3 530	75 704	75 704
COMMUNE DE SIBIRILA	3 866	116 140	116 140
COMMUNE DE YININDOUGOU	1 934	55 133	55 133
COMMUNE DE YIRIDOUGOU	1 430	51 829	51 829
Cercle de Kadiolo	0	21 000	0
COMMUNE DE DIOUMATENE	578	57 632	57 632
COMMUNE DE DIOU	181	23 990	23 990
COMMUNE DE ZEGOUA	1 186	111 371	111 371
COMMUNE DE KADIOLO	18 683	422 801	694 243
COMMUNE DE KAI	1 141	35 929	35 929
COMMUNE DE NIMBOUGOU	997	49 706	49 706
COMMUNE DE LOULOUNI	3 144	195 255	195 255
COMMUNE DE MISSENI	1 385	79 505	79 505
COMMUNE DE FOUROU	2 741	273 899	273 899
Cercle de Kolondiéba		10 000	
COMMUNE DE KOLONDIÉBA	23 741	370 952	540 940
COMMUNE DE N'GOLODIANA	1 062	50 748	50 748
COMMUNE DE BOUGOULA	562	45 081	45 081
COMMUNE DE FAKOLA 1	2 169	84 957	84 957
COMMUNE DE FARAKO	1 815	70 123	70 123
COMMUNE DE KADIANA	2 599	90 388	90 388
COMMUNE DE NANGALASSO	1 444	77 296	77 296
COMMUNE DE TIONGUI	1 251	55 440	55 440
COMMUNE DE TOUSSEGUÉLA	1 189	42 104	42 104
COMMUNE DE KOLOSSO	1 488	41 648	41 648
COMMUNE DE KEBILA	4 372	187 827	187 827
COMMUNE DE MENA	1 474	86 524	86 524
COMMUNE DE M'PESSOBA	9 703	335 628	492 617
COMMUNE DE MIENA	721	74 748	74 748
COMMUNE DE KAFO FABOLI	462	60 608	60 608
COMMUNE DE N'TOSSONI	408	55 688	55 688
COMMUNE DE KARAGOUANA MALLE	717	73 346	73 346

DIRECTION GENERALE DU BUDGET

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2018
RESSOURCES TRANSFEREES AUX COLLECTIVITES

(en milliers de francs CFA)

LIBELLE	Autorisations d'Engagemen	Crédits de Paiement	
	2018	2017	2018
Commune			
REGION DE SIKASSO			
COMMUNE DE FAKOLO	951	112 762	112 762
COMMUNE DE NIANTAGA	552	61 787	61 787
COMMUNE DE KOUNIANA	450	20 685	17 185
COMMUNE DE SOROBASSO	372	26 689	26 689
COMMUNE DE N'GOLONIANASSO	1 023	92 733	92 733
COMMUNE DE SINCINA	1 023	166 171	162 171
COMMUNE DE ZEBALA	461	69 971	69 971
COMMUNE DE N'GOUTJINA	756	82 967	82 967
COMMUNE DE KAPALA	1 046	47 186	47 186
COMMUNE DE KONSEGUELA	736	166 568	163 068
COMMUNE DE KONINA	736	45 512	45 512
COMMUNE DE ZANGASSO	7 714	108 554	129 090
COMMUNE DE SINKOLO	878	35 571	35 571
COMMUNE URBAINE DE KOUTIALA	36 196	1 734 845	1 703 020
COMMUNE DE DIOURADOUGOU KAFO	1 023	12 291	12 291
COMMUNE DE GOUADJI KAO	351	43 754	43 754
COMMUNE DE GOUDIE SOUGOUNA	949	53 107	53 107
COMMUNE DE KOLONIGUE	1 576	125 773	122 273
COMMUNE DE KONINGUE	961	84 684	84 684
COMMUNE DE KOROMO	686	51 942	51 942
COMMUNE DE LOGOUANA	372	29 807	29 807
COMMUNE DE NAFANGA	486	41 396	41 396
COMMUNE DE SONGO DOUBAKORE	576	43 307	43 307
COMMUNE DE SONGOUA	282	36 539	36 539
COMMUNE DE YOGNOGO	750	28 335	28 335
COMMUNE DE ZANFIGUE	908	48 139	48 139
COMMUNE DE DIEDOUGOU	305	36 189	36 189
COMMUNE DE FAGUI	1 227	50 494	50 494
COMMUNE DE NAMPE	462	35 593	35 593
COMMUNE DE TAO	413	53 874	53 874
COMMUNE DE ZANINA	440	42 992	42 992
Cercle de Yanfolila		10 000	
COMMUNE DE WASSOULOU-BALLE	25 808	368 629	639 677

DIRECTION GENERALE DU BUDGET

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2018
RESSOURCES TRANSFEREES AUX COLLECTIVITES

(en milliers de francs CFA)

LIBELLE	Autorisations d'Engagemen		Crédits de Paiement	
	2018		2017	2018
Commune				
REGION DE SIKASSO				
COMMUNE DE YALLANKORO-SOLOBA	1 423		75 395	66 395
COMMUNE DE DJIGUIYA DE KOLONI	1 283		34 775	34 775
COMMUNE DE BAYA	2 222		136 399	136 399
COMMUNE DE BOLO - FOUTA	835		50 983	50 983
COMMUNE DE DJALLON FOULA	1 205		60 167	60 167
COMMUNE DE GOUANAN	3 768		158 753	158 753
COMMUNE DE GOUANDIAKA	3 407		146 171	146 171
COMMUNE DE KOUSSAN	1 927		83 425	83 425
COMMUNE DE SANKARANI	13 392		51 777	51 777
COMMUNE DE SERE MOUSA ANI SAMOU DE SIEREKOLE	2 159		97 307	97 307
COMMUNE DE TAGANDOUGOU	3 088		71 009	71 009
Cercle de Yorosso	0		21 000	0
COMMUNE DE KARANGANA	1 634		127 782	127 782
COMMUNE DE YOROSSO	9 705		223 941	643 714
COMMUNE DE KIFFOSSO	1 761		96 279	96 279
COMMUNE DE MENAMBA I	431		47 613	47 613
COMMUNE DE BOURA	1 097		116 654	116 654
COMMUNE DE KOUMBIA	2 158		65 588	65 588
COMMUNE DE KOURY	2 248		279 589	279 589
COMMUNE DE OURIKELA	1 095		104 326	104 326
COMMUNE DE MAHOU	915		52 553	52 553
Multi-régionaux			259 360	
Total :	476 121		20 665 611	21 512 356

DIRECTION GENERALE DU BUDGET

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2018
RESSOURCES TRANSFEREES AUX COLLECTIVITES

(en milliers de francs CFA)

LIBELLE	Autorisations d'Engagemen		Crédits de Paiement	
	2018		2017	2018
Commune				
REGION DE SEGOU				
COMMUNE DE DIGANIBOUGOU	1 010	41 288	59 296	
COMMUNE DE DJEDOUGOU	1 620	24 164	27 674	
COMMUNE DE DIORO	1 853	184 616	237 111	
COMMUNE DE FARAKOU MASSA	4 951	43 899	71 370	
COMMUNE DE SEBOUGOU	2 464	270 508	282 689	
COMMUNE DE PELENGANA	3 950	536 616	614 541	
COMMUNE DE N'GARA	883	85 034	121 610	
COMMUNE DE MASSALA	933	97 245	132 807	
COMMUNE DE KONODIMINI	2 275	90 089	122 648	
COMMUNE DE SOIGNEBOUGOU	411	24 200	41 397	
COMMUNE DE SAKOIBA	1 807	109 504	135 599	
COMMUNE DE SANSANDING	1 632	88 050	114 858	
COMMUNE DE SIBILA	723	36 056	41 461	
COMMUNE DE DIOUNA	914	25 168	37 573	
COMMUNE DE FATINE	1 879	47 468	63 906	
COMMUNE DE KAMIANDOUGOU	1 770	28 643	27 234	
COMMUNE DE BAGUIDABOUGOU	802	28 478	40 676	
COMMUNE DE N'KOUMANDOUGOU	778	32 936	42 891	
COMMUNE DE BELLEN	352	26 257	30 215	
COMMUNE DE BOUSSIN	1 444	55 353	70 643	
COMMUNE DE MARKALA	17 018	466 506	897 793	
COMMUNE DE SAMA-FOULALA	516	42 571	54 152	
COMMUNE DE SOUBA	2 404	91 763	118 522	
COMMUNE DE CINZANA	2 517	115 826	146 953	
COMMUNE DE FARAKO	1 038	77 226	108 696	
COMMUNE DE SAMINE	580	34 217	45 489	
COMMUNE DE KATIENA	2 996	56 009	74 395	
COMMUNE DE DOUGABOUGOU	1 998	137 290	175 706	
COMMUNE DE TOGOU	1 494	48 904	57 701	
COMMUNE URBAINE DE SEGOU	39 193	1 785 667	3 265 305	
COMMUNE DE BAROUELI	17 512	268 310	432 722	
COMMUNE DE KONONBOUGOU	4 526	233 821	276 550	
COMMUNE DE KALAKE	1 848	69 624	87 937	

DIRECTION GENERALE DU BUDGET

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2018
RESSOURCES TRANSFEREES AUX COLLECTIVITES

(en milliers de francs CFA)

LIBELLE	Autorisations d'Engagemen	Crédits de Paiement	
	2018	2017	2018
Commune			
REGION DE SEGOU			
COMMUNE DE N'GASSOLA	438	36 308	45 763
COMMUNE DE BOIDIE	1 277	87 401	115 069
COMMUNE DE TAMANI	1 053	91 883	109 086
COMMUNE DE SANANDO	4 563	110 177	131 543
COMMUNE DE GOUENDO	1 481	47 549	59 172
COMMUNE DE SOMO	650	51 692	59 568
COMMUNE DE DOUGOUFIE	179	44 523	54 285
COMMUNE DE TESSERLA	866	35 170	45 047
COMMUNE DE TIEMENA	781	50 199	49 547
COMMUNE DE NIALA	813	51 573	76 697
COMMUNE DE DIARAMANA	1 730	139 548	171 749
COMMUNE DE KEMENI	1 212	69 211	88 794
COMMUNE DE SOMASSO	1 280	71 964	104 537
COMMUNE DE DOUGOUOLO	898	56 282	67 276
COMMUNE DE BLA	14 001	381 880	718 211
COMMUNE DE FALO	1 601	93 138	110 982
COMMUNE DE YANGASSO	6 571	136 842	245 110
COMMUNE DE BEGUENE	822	44 440	54 687
COMMUNE DE KORODOUGOU	725	56 976	70 018
COMMUNE DE KAZANGASSO	725	36 599	56 928
COMMUNE DE FANI	588	74 309	81 121
COMMUNE DE KOULANDOUGOU	311	11 889	12 872
COMMUNE DE TOUNA	2 600	103 931	136 906
COMMUNE DE DIENA	708	37 409	50 647
COMMUNE DE SAMABOGO	1 020	53 011	65 798
COMMUNE DE MACINA	13 996	355 034	656 311
COMMUNE DE KOLONGO	4 019	161 499	230 725
COMMUNE DE KOKRY CENTRE	1 212	103 815	148 585
COMMUNE DE BOKY WERE	1 743	55 376	79 163
COMMUNE DE TONGUE	723	47 108	64 026
COMMUNE DE SALOBA	11 317	150 850	223 526
COMMUNE DE FOLOMANA	1 325	54 728	56 245
COMMUNE DE MONIMPEBOUGOU	3 737	79 177	113 092

DIRECTION GENERALE DU BUDGET

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2018
RESSOURCES TRANSFEREES AUX COLLECTIVITES

(en milliers de francs CFA)

LIBELLE	Autorisations d'Engagemen	Crédits de Paiement	
	2018	2017	2018
Commune			
REGION DE SEGOU			
COMMUNE DE SANA	2 404	111 640	181 701
COMMUNE DE SOULEYE	1 158	61 187	67 391
COMMUNE DE MATOMO	1 417	69 840	92 338
COMMUNE DE YEREDON SANIONA	1 941	67 936	90 551
COMMUNE DE DOGOFRY	2 675	80 405	93 186
COMMUNE DE NIONO	28 677	511 355	916 514
COMMUNE DE MARIKO	2 247	75 113	101 272
COMMUNE DE KALA SIGUIDA	2 464	90 192	114 217
COMMUNE DE SIRIFLA BOUNDY	2 676	90 020	124 658
COMMUNE DE SOKOLO	1 976	77 551	94 365
COMMUNE DE TORIDAGA-KO	2 581	47 887	63 460
COMMUNE DE SIRIBALA	2 328	116 675	157 693
COMMUNE DE NAMPALARI	453	15 578	12 364
COMMUNE DE POGO	911	48 039	60 447
COMMUNE DE DIABALY	2 189	119 963	140 643
COMMUNE DE DIAKOUROUNA	1 687	51 476	60 046
COMMUNE DE N' TOROSSO	1 479	58 232	71 439
COMMUNE DE DIELI	1 738	71 178	86 238
COMMUNE DE NIASO	1 627	63 205	76 867
COMMUNE DE N'GOA	1 130	52 334	54 297
COMMUNE DE TENENI	943	52 984	69 685
COMMUNE DE SIADOUGOU	1 962	55 663	58 583
COMMUNE DE SY	994	34 728	38 650
COMMUNE DE FION	380	25 781	33 443
COMMUNE DE OUOLON	1 714	35 762	47 338
COMMUNE DE BARAMANDOUGOU	873	39 316	59 091
COMMUNE DE TENE	2 733	53 322	72 342
COMMUNE DE DAH	1 091	59 917	66 740
COMMUNE DE SOUROUTOUNA	1 091	57 593	86 660
COMMUNE DE KARABA	994	49 912	52 695
COMMUNE DE WAKI	1 503	43 686	59 217
COMMUNE DE NIAMANA	1 167	37 285	36 203
COMMUNE DE KANIEGUE	1 295	56 794	73 977

DIRECTION GENERALE DU BUDGET

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2018
RESSOURCES TRANSFEREES AUX COLLECTIVITES

(en milliers de francs CFA)

LIBELLE	Autorisations d'Engagemen		Crédits de Paiement	
	2018		2017	2018
Commune				
REGION DE SEGOU				
COMMUNE DE KAVA	7 669	136 159	255 779	
COMMUNE DE MORIBILA	909	68 307	73 120	
COMMUNE DE KASSOROLA	1 572	64 439	90 379	
COMMUNE DE SOMO	264	28 199	28 934	
COMMUNE DE TOURAKOLOMBA	678	29 431	35 239	
COMMUNE DE DJEGUENA	451	45 339	52 803	
COMMUNE URBAINE DE SAN	20 261	856 722	1 441 659	
COMMUNE DE BEBENA	1 865	123 361	184 017	
COMMUNE DE OUAN	54	58 510	72 002	
COMMUNE DE DIORA	1 836	71 661	88 449	
COMMUNE DE LANFIALA	920	31 332	36 485	
COMMUNE DE KOULA	3 188	92 355	105 093	
COMMUNE DE FANGASSO	3 263	102 198	128 716	
COMMUNE DE SANEKUY	2 867	92 128	114 439	
COMMUNE DE YASSO	1 804	109 922	126 589	
COMMUNE DE MAFOUNE	3 208	124 779	149 113	
COMMUNE DE TIMISSA	2 015	90 265	100 442	
COMMUNE DE MANDIAKUY	3 787	104 648	144 345	
COMMUNE DE TOMINIAN	22 531	240 026	531 032	
Total :	370 696	13 237 127	19 584 152	

DIRECTION GENERALE DU BUDGET

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2018
RESSOURCES TRANSFEREES AUX COLLECTIVITES

(en milliers de francs CFA)

LIBELLE	Autorisations d'Engagemen		Crédits de Paiement	
	2018		2017	2018
Commune				
REGION DE MOPTI				
Region de Mopti			1 175 424	
Cercle de Mopti			22 500	
COMMUNE DE SOCOURA	4 616		227 796	244 116
COMMUNE DE DIALLOUBE	706		79 229	79 229
COMMUNE DE FATOMA	913		136 500	136 500
COMMUNE DE KONNA	1 042		187 200	187 200
COMMUNE DE KOROMBANA	901		98 981	98 981
COMMUNE DE KOUNARI	726		47 334	47 334
COMMUNE DE OURO-MODI	369		33 061	33 061
COMMUNE DE OUROUBE-DOUDDE	360		58 577	58 577
COMMUNE DE SIO	1 536		168 698	168 698
COMMUNE DE SOYE	315		30 603	30 603
COMMUNE DE BORONDOUGOU	448		72 716	72 716
COMMUNE DE SASALBE	436		18 175	18 175
COMMUNE DE KOUBAYE	249		29 461	29 461
COMMUNE URBAINE DE MOPTI	28 332		1 278 786	1 835 158
COMMUNE DE BASSIROW	315		38 373	38 373
COMMUNE DE DOUCOUMBO	1 762		159 650	159 650
COMMUNE DE DOUROU	1 829		132 149	132 149
COMMUNE DE DOGANI BERE	269		20 099	20 099
COMMUNE DE KENDE	269		31 325	31 325
COMMUNE DE LOWOL-GUEOU	380		27 422	27 422
COMMUNE DE METOUMOU	1 077		57 284	57 284
COMMUNE DE PELOU	998		46 474	46 474
COMMUNE DE PIGNARI-BANA	1 106		102 716	102 716
COMMUNE DE PIGNARI	982		65 405	65 405
COMMUNE DE SANGHA	7 134		227 440	246 033
COMMUNE DE SOROLY	469		46 484	46 484
COMMUNE DE WADOUBA	1 481		182 292	182 292
COMMUNE DE DANDOLI	696		49 600	49 600
COMMUNE DE BORKO	390		28 354	28 354
COMMUNE DE DIAMNATI	740		48 038	48 038
COMMUNE DE SEGUE-IRE	567		44 283	44 283

DIRECTION GENERALE DU BUDGET

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2018
RESSOURCES TRANSFEREES AUX COLLECTIVITES

(en milliers de francs CFA)

LIBELLE	Autorisations d'Engagemen	Crédits de Paiement	
	2018	2017	2018
Commune			
REGION DE MOPTI			
COMMUNE DE TIMIRI	510	60 330	60 330
COMMUNE DE BARA-SARA	544	59 771	59 771
COMMUNE DE KENDIE	1 926	85 714	85 714
COMMUNE URBAINE DE BANDIAGARA	10 742	636 745	706 968
COMMUNE DE ONDOUGOU	270	34 848	34 848
COMMUNE DE BAYE	3 864	209 713	209 713
COMMUNE DE DIALLASSAGOU	1 347	86 301	86 301
COMMUNE DE DIMBAL-HABE	1 506	117 650	117 650
COMMUNE DE KANI-BOZON	1 216	96 709	96 709
COMMUNE DE KOULOGON-HABE	1 152	57 217	57 217
COMMUNE DE LESSAGOU-HABE	1 102	54 873	54 873
COMMUNE DE OUONKORO	1 292	83 952	83 952
COMMUNE DE SEGUE	1 885	104 731	104 731
COMMUNE DE SOKOURA	2 439	171 632	171 632
COMMUNE DE SOUBALA	577	48 752	48 752
COMMUNE DE TORI	1 602	89 527	89 527
COMMUNE DE BANKASS	9 450	267 984	453 690
Cercle de Djénné		12 500	
COMMUNE DE DANDOUGOU FAKALA	1 000	65 444	65 444
COMMUNE DE DERRARY	635	61 504	61 504
COMMUNE DE KEWA	878	72 097	72 097
COMMUNE DE NEMA-BADENYAKAFO	1 265	120 855	120 855
COMMUNE DE OURO ALI	493	49 539	49 539
COMMUNE DE PONDORI	679	43 818	43 818
COMMUNE DE TOGUE MOURARI	723	58 535	58 535
COMMUNE DE MADIAMA	1 057	84 874	84 874
COMMUNE DE NIANSANARIE	1 064	52 958	52 958
COMMUNE URBAINE DE DJENNE	6 585	340 709	481 072
COMMUNE DE FAKALA	5 207	170 630	187 855
COMMUNE DE FEMAYE	1 099	70 362	70 362
COMMUNE DE DALLAH	280	34 610	34 610
COMMUNE DE DANGOL-BORE	1 096	102 686	102 686
COMMUNE DE DEBERE	631	50 165	50 165

DIRECTION GENERALE DU BUDGET

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2018
RESSOURCES TRANSFEREES AUX COLLECTIVITES

(en milliers de francs CFA)

LIBELLE	Autorisations d'Engagemen		Crédits de Paiement	
	2018		2017	2018
Commune				
REGION DE MOPTI				
COMMUNE DE DIANWELY	323		37 999	37 999
COMMUNE DE DJAPTODJI	1 174		86 667	86 667
COMMUNE DE GANDAMIA	386		51 050	51 050
COMMUNE DE HAIRE	1 026		63 676	63 676
COMMUNE DE KORAROU	302		15 886	15 886
COMMUNE DE KOUBEWEL-KOUNDIA	722		66 116	66 116
COMMUNE DE MONDORO	1 184		76 402	76 402
COMMUNE DE TEDIE	827		43 942	43 942
COMMUNE DE HOMBORI	1 645		83 035	83 035
COMMUNE DE PETAKA	631		46 134	46 134
COMMUNE DE KERENA	190		9 789	9 789
COMMUNE URBAINE DE DOUENTZA	9 582		467 807	641 419
COMMUNE DE BAMBA	1 210		92 300	92 300
COMMUNE DE BARAPIRELI	1 787		132 168	132 168
COMMUNE DE BONDO	1 247		95 551	95 551
COMMUNE DE DIANKABOU	1 004		60 363	60 363
COMMUNE DE DINANGOUROU	1 169		74 611	74 611
COMMUNE DE DIOUNGANI	4 505		105 603	121 491
COMMUNE DE DOUGOUTENE II (ANDIAGANA	1 557		80 655	80 655
COMMUNE DE KASSA	1 681		70 243	70 243
COMMUNE DE KOPORO - NA	1 654		1 286	2 940
COMMUNE DE KOPORO - PEN	2 446		88 015	88 015
COMMUNE DE MADOUGOU	6 163		157 400	175 148
COMMUNE DE PEL-MAOUDE	1 131		56 445	56 445
COMMUNE DE DOUGOUTENE I	1 986		97 941	97 941
COMMUNE DE YORO	824		48 733	48 733
COMMUNE DE YODIOU	873		87 186	87 186
COMMUNE DE KORO	19 592		747 826	1 026 336
COMMUNE DE DIAFARABE	2 069		118 404	118 404
COMMUNE DE DIONDORI	1 195		91 311	91 311
COMMUNE DE KARERI	1 287		110 447	110 447
COMMUNE DE OURO-ARDO	410		44 346	44 346
COMMUNE DE OURO-GUIRE	181		27 624	27 624

DIRECTION GENERALE DU BUDGET

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2018
RESSOURCES TRANSFEREES AUX COLLECTIVITES (en milliers de francs CFA)

LIBELLE	Autorisations d'Engagemen		Crédits de Paiement	
	2018	2017	2017	2018
Commune				
REGION DE MOPTI				
COMMUNE DE SOUGOULBE	301	25 392	25 392	25 392
COMMUNE DE TOGORO KOTIA	263	36 385	36 385	36 385
COMMUNE DE TOGUERE-COUMBE	596	78 585	78 585	78 585
COMMUNE DE DIAKA	1 484	92 085	92 085	92 085
COMMUNE URBAINE DE TENENKOU	5 164	200 945	314 566	314 566
Cercle de Youwarou		10 000		
COMMUNE DE BIMBERE-TAMA	240	36 016	36 016	36 016
COMMUNE DE DEBOYE	516	62 080	62 080	62 080
COMMUNE DE DIRMA	494	48 443	48 443	48 443
COMMUNE DE DONGO	561	73 010	73 010	73 010
COMMUNE DE FARIMAKE	592	71 629	71 629	71 629
COMMUNE DE N'DODJIGA	408	60 296	60 296	60 296
COMMUNE DE YOUWAROU	4 506	271 622	350 854	350 854
Total :	212 617	13 133 613	13 598 256	13 598 256

DIRECTION GENERALE DU BUDGET

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2018
RESSOURCES TRANSFEREES AUX COLLECTIVITES

(en milliers de francs CFA)

LIBELLE	Autorisations d'Engagemen	Crédits de Paiement	
	2018	2017	2018
Commune			
REGION DE TOMBOUCTOU			
COMMUNE DE BER	2 055	105 547	105 547
COMMUNE DE BOUREM-INALY	1 980	59 957	59 957
COMMUNE DE LAFIA	1 826	54 345	54 345
COMMUNE DE ALAFIA	4 208	146 794	146 794
COMMUNE DE SALAM	2 021	60 347	60 347
COMMUNE URBAINE DE TOMBOUCTOU	18 540	3 331 478	3 473 215
COMMUNE DE BINGA	439	25 664	25 664
COMMUNE ARHAM	311	41 113	41 113
COMMUNE BOUREM-SIDI AMAR	1 224	60 534	60 534
COMMUNE DE DANGHA	1 134	42 874	42 874
COMMUNE DE GARBAKOIRA	1 649	50 559	50 559
COMMUNE DE HAIBONGO	1 804	49 965	49 965
COMMUNE DE KIRCHAMBA	780	25 236	25 236
COMMUNE DE KONDI	436	17 177	17 177
COMMUNE DE SARE-YAMOU	1 406	48 132	48 132
COMMUNE DE TIENKOUR	515	25 698	25 698
COMMUNE DE TINDIRMA	626	23 688	23 688
COMMUNE DE TINGUEREGUIF	440	16 807	16 807
COMMUNE URBAINE DE DIRE	12 015	140 089	352 563
COMMUNE DE ALZOUNOUB	486	13 668	13 668
COMMUNE DE BINTAGOUNGOU	532	32 880	32 880
COMMUNE DE DOUEKIRE	1 766	55 601	55 601
COMMUNE DE ADARMALANE	104	14 280	14 280
COMMUNE DE GARGANDO	876	36 289	36 289
COMMUNE DE ISSA-BERY	549	28 007	28 007
COMMUNE DE KANEYE	171	20 969	20 969
COMMUNE DE DOUKOURIA	549	21 069	21 069
COMMUNE DE M'BOUNA	494	35 586	35 586
COMMUNE DE TILEMSI	489	24 304	24 304
COMMUNE DE TELE	688	29 063	29 063
COMMUNE DE ESSAKANE	1 558	40 927	40 927
COMMUNE DE RAZ-EL-MA	553	25 559	25 559
COMMUNE DE TIN AICHA	193	23 223	23 223

DIRECTION GENERALE DU BUDGET

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2018
RESSOURCES TRANSFEREES AUX COLLECTIVITES

(en milliers de francs CFA)

LIBELLE	Autorisations d'Engagemen	Crédits de Paiement	
	2018	2017	2018
Commune			
REGION DE TOMBOUCTOU			
COMMUNE DE TONKA	1 817	148 964	148 964
COMMUNE URBAINE DE GOUNDAM	8 474	93 175	307 706
COMMUNE DE BAMBARA MAOUDE	628	44 025	44 025
COMMUNE DE BANICANE	20 010	90 888	90 888
COMMUNE DE GOSSI	1 829	94 893	94 893
COMMUNE DE HARIBOMO	454	26 033	26 033
COMMUNE DE INADIATAFANE	749	21 923	21 923
COMMUNE DE RHAROUS	7 567	147 444	310 696
COMMUNE DE HANZAKONA	704	22 945	22 945
COMMUNE DE SERERE	1 830	56 577	56 577
COMMUNE DE OUINERDENE	389	13 929	13 929
COMMUNE DE BANIKANE NARHAWA	6 794	51 979	233 653
COMMUNE DE KOUMAIRA	963	49 292	49 292
COMMUNE DE LERE	5 003	60 034	76 934
COMMUNE DE N' GOURKOU	989	60 427	60 427
COMMUNE DE SOBOUNDOU	3 233	284 008	181 508
COMMUNE DE SOUMPI	1 577	53 062	53 062
COMMUNE DE DIANKE	888	27 515	27 515
COMMUNE DE FITTOUGA	1 656	81 633	81 633
Total :	127 971	6 156 175	6 984 243

DIRECTION GENERALE DU BUDGET

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2018
RESSOURCES TRANSFEREES AUX COLLECTIVITES

(en milliers de francs CFA)

LIBELLE	Autorisations d'Engagemen		Crédits de Paiement	
	2018	2017	2017	2018
Commune				
REGION DE GAO				
COMMUNE DE ANCHAWADI	4 291	272 328	273 923	
COMMUNE DE GABERO	3 699	255 730	315 310	
COMMUNE DE GOUNZOUREYE	8 501	431 533	523 445	
COMMUNE DE N'TILLIT	2 558	217 964	271 639	
COMMUNE DE SONY-ALIBER	6 824	556 300	635 360	
COMMUNE DE TILEMSI	2 607	167 172	167 972	
COMMUNE URBAINE DE GAO	24 282	828 602	1 936 752	
COMMUNE DE BARA	952	170 135	202 396	
COMMUNE DE BOURRA	1 616	202 738	253 557	
COMMUNE DE OUATTAGOUNA	1 745	198 578	255 070	
COMMUNE DE TALATAYE	428	53 796	55 603	
COMMUNE DE TESSIT	428	72 026	79 671	
COMMUNE DE TIM HAMA	772	73 676	79 861	
COMMUNE DE ANSONGO	13 875	482 183	770 485	
COMMUNE DE BAMBA	2 739	233 021	284 326	
COMMUNE DE TABOYE	2 470	280 047	345 095	
COMMUNE DE TARKINT	1 456	150 022	162 583	
COMMUNE DE TEMERA	1 399	136 369	139 698	
COMMUNE URBAINE DE BOUREM	15 220	377 019	728 469	
Region de Menaka		877 048		
Total :	95 862	6 036 287	7 481 215	

DIRECTION GENERALE DU BUDGET

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2018
RESSOURCES TRANSFEREES AUX COLLECTIVITES

(en milliers de francs CFA)

LIBELLE	Autorisations d'Engagemen	Crédits de Paiement	
	2018	2017	2018
Commune			
REGION DE KIDAL			
COMMUNE D'ANEFIF	488	70 314	70 314
COMMUNE D'ESSOUK	488	65 298	65 298
COMMUNE URBAINE DE KIDAL	4 996	555 325	589 328
COMMUNE DE ABEIBARA	2 263	56 535	77 574
COMMUNE DE TINZAWATENE	382	21 424	21 424
COMMUNE DE BOGHASSA	302	42 114	42 114
COMMUNE DE TESSALIT	2 980	219 459	254 270
COMMUNE D'ADJELHOC	1 831	115 679	139 850
COMMUNE DE TIMTAGHENE	73	23 401	23 401
COMMUNE DE TIN-ESSAKO	2 241	84 759	100 208
COMMUNE D'INTADJEDITE	67	22 867	22 833
Total :	16 111	1 277 175	1 406 614
Total	2 441 814	134 939 185	138 013 970
Déconcentré			
DISTRICT DE BAMAKO			
District de Bamako		2 500	
Commune V		6 000	
Commune VI		6 000	
Total :		14 500	
REGION DE KAYES			
COMMUNE DE KEMENE TAMBA		3 000	
COMMUNE DE BAFOULABE		3 000	
COMMUNE DE TOMORA		3 000	
COMMUNE DE SEBEKORO		3 000	
COMMUNE DE TOUKOTO		3 000	
Total :		15 000	

DIRECTION GENERALE DU BUDGET

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2018
RESSOURCES TRANSFEREES AUX COLLECTIVITES

(en milliers de francs CFA)

LIBELLE	Autorisations d'Engagemen		Crédits de Paiement	
	2018		2017	2018
Déconcentré				
REGION DE KOULIKORO				
COMMUNE DE DIEDOUGOU			3 000	
COMMUNE DE GUEGNEKA			3 000	
COMMUNE DE BAGUINEDA-CAMP			3 000	
COMMUNE DE SANGAREBOUGOU			3 000	
COMMUNE DE KOLOKANI			3 000	
COMMUNE DE NOSSOMBOUGOU			3 000	
Total :			18 000	
REGION DE SIKASSO				
COMMUNE DE NIENA			3 000	
COMMUNE URBAINE DE SIKASSO			3 000	
COMMUNE DE KOUMANTOU			3 000	
COMMUNE URBAINE DE KOUTIALA			3 000	
Total :			12 000	
REGION DE SEGOU				
COMMUNE DE BLA			4 463	
Total :			4 463	
REGION DE GAO				
Region de Menaka		0		883 832
Total :		0		883 832
REGION DE TAOUDENIT				
Region de Taoudénit		4 000	28 000	28 000
Total :		4 000	28 000	28 000
REGION DE MENAKA				
Region de Menaka		24 000	42 000	212 665
Total :		24 000	42 000	212 665
Total		28 000	133 963	1 124 497
Crédits Globaux				
MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES				
Portion centrale		40 000 000		40 000 000
Total :		40 000 000		40 000 000
MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE				
Portion centrale		0	7 669 409	7 669 409
Total :		0	7 669 409	7 669 409

DIRECTION GENERALE DU BUDGET

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2018
RESSOURCES TRANSFEREES AUX COLLECTIVITES

(en milliers de francs CFA)

LIBELLE	Autorisations d'Engagemen 2018	Crédits de Paiement	
		2017	2018
Crédits Globaux			
MINISTERE DE LA SANTE ET DE L'HYGIENE PUBLIQUE			
Portion centrale	0	1 600 000	1 600 000
Total :	0	1 600 000	1 600 000
DISTRICT DE BAMAKO			
District de Bamako		4 769 456	
Commune I		469 300	
Commune II		383 393	
Commune III		334 235	
Commune IV		72 874	
Commune V		118 756	
Commune VI		138 299	
Total :		6 286 313	
REGION DE KAYES			
COMMUNE DE KEMENE TAMBA		115 125	
COMMUNE URBAINE DE KAYES		1 198 843	
COMMUNE DE BAFOULABE		399 667	
COMMUNE DE TOMORA		73 601	
COMMUNE DE DIEMA		154 432	
COMMUNE DE KENIEBA		172 085	
COMMUNE DE SEBEKORO		167 201	
COMMUNE DE TOUKOTO		79 941	
COMMUNE URBAINE DE KITA		462 103	
COMMUNE URBAINE DE NIORO		161 178	
Cercle de Yélimané		158 972	
Total :		3 143 148	

DIRECTION GENERALE DU BUDGET

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2018
RESSOURCES TRANSFEREES AUX COLLECTIVITES

(en milliers de francs CFA)

LIBELLE	Autorisations d'Engagemen	Crédits de Paiement	
	2018	2017	2018
Crédits Globaux			
REGION DE KOULIKORO			
COMMUNE URBAINE DE KOULIKORO		875	282
COMMUNE DE BANAMBA		206	955
COMMUNE DE DIEDOUGOU		70	835
COMMUNE DE GUEGNEKA		195	061
COMMUNE DE KALADOUGOU		346	981
COMMUNE DE MINIDIAN		198	273
COMMUNE DE BAGUINEDA-CAMP		415	849
COMMUNE DE KALABANCORO		601	067
COMMUNE DE SANGAREBOUGOU		249	834
COMMUNE DE KATI		849	667
COMMUNE DE KOLOKANI		400	439
COMMUNE DE NOSSOMBOUGOU		137	957
COMMUNE DE NARA		174	932
Total :		4 723	132
REGION DE SIKASSO			
COMMUNE DE NIENA		222	929
COMMUNE DE KAPOLONDOUGOU		19	902
COMMUNE DE KIGNAN		21	090
COMMUNE DE KLELA		20	547
COMMUNE URBAINE DE SIKASSO		1 716	798
COMMUNE DE KOUMANTOU		265	169
COMMUNE DE GARALO		22	502
COMMUNE URBAINE DE BOUGOUNI		406	984
COMMUNE DE KADIOLO		325	529
COMMUNE DE KOLONDIÉBA		184	730
COMMUNE DE M'PESSOBA		172	588
COMMUNE DE ZANGASSO		20	536
COMMUNE URBAINE DE KOUTIALA		658	708
COMMUNE DE WASSOULOU-BALLE		274	398
COMMUNE DE YOROSSO		464	659
Total :		4 797	069

DIRECTION GENERALE DU BUDGET

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2018
RESSOURCES TRANSFEREES AUX COLLECTIVITES

(en milliers de francs CFA)

LIBELLE	Autorisations d'Engagemen	Crédits de Paiement	
	2018	2017	2018
Crédits Globaux			
REGION DE SEGOU			
COMMUNE DE FARAKOU MASSA		17 543	
COMMUNE DE MARKALA		334 146	
COMMUNE URBAINE DE SEGOU		1 289 884	
COMMUNE DE BAROUELI		132 938	
COMMUNE DE BLA		338 941	
COMMUNE DE YANGASSO		18 552	
COMMUNE DE MACINA		224 124	
COMMUNE DE SALOBA		19 979	
COMMUNE DE NIONO		383 659	
COMMUNE DE KAVA		19 392	
COMMUNE URBAINE DE SAN		594 795	
COMMUNE DE TOMINIAN		340 203	
Total :		3 714 156	
REGION DE MOPTI			
COMMUNE DE SOCOURA		16 320	
COMMUNE URBAINE DE MOPTI		625 546	
COMMUNE DE SANGHA		18 593	
COMMUNE URBAINE DE BANDIAGARA		363 044	
COMMUNE DE BANKASS		173 482	
COMMUNE URBAINE DE DJENNE		143 258	
COMMUNE DE FAKALA		17 225	
COMMUNE URBAINE DE DOUMENTZA		167 628	
COMMUNE DE DIOUNGANI		15 888	
COMMUNE DE MADOUGOU		17 748	
COMMUNE DE KORO		266 766	
COMMUNE URBAINE DE TENENKOU		119 326	
COMMUNE DE YOUWAROU		85 878	
Total :		2 030 702	

DIRECTION GENERALE DU BUDGET

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2018
RESSOURCES TRANSFEREES AUX COLLECTIVITES

(en milliers de francs CFA)

LIBELLE	Autorisations d'Engagemen		Crédits de Paiement	
	2018		2017	2018
Crédits Globaux				
REGION DE GAO				
COMMUNE DE GOUNZOUREYE			16 336	
COMMUNE URBAINE DE GAO			1 003 707	
COMMUNE DE ANSONGO			178 385	
COMMUNE URBAINE DE BOUREM			249 808	
Region de Menaka			104 729	
Total :			1 552 965	
REGION DE KIDAL				
COMMUNE URBAINE DE KIDAL			42 354	
COMMUNE DE ABEIBARA			20 963	
COMMUNE DE TESSALIT			34 661	
COMMUNE DE TIN-ESSAKO			15 449	
Total :			113 427	
CHARGES COMMUNES				
Portion centrale		0	8 800 000	5 000 000
Total :		0	8 800 000	5 000 000
Total		40 000 000	44 430 321	54 269 409
Total Général		112 389 949	261 822 187	326 237 589

ETAT G

TABLEAU DE CLASSIFICATIONS FONCTIONNELLE ET ECONOMIQUE DES DEPENSES

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2018
Recapitulation par groupe de fonction et titre de dépense

26/09/2017

(en milliers de francs CFA)

Groupe de fonction Titre de dépense	Autorisations d'engagement 2018	Crédits de paiement	
		2017	2018
01.1 Fonctionnement organes exécutifs & législatifs, affaires financières & fiscales, affaires étrangères			
Personnel	0	34 550 392	39 416 298
Biens et services	0	120 063 358	104 096 646
Transferts et subventions	0	13 068 020	15 413 749
Investissement	42 752 525	33 500 269	35 652 525
Total	42 752 525	201 182 039	194 579 218
01.3 Services généraux			
Personnel	0	10 982 832	17 101 158
Biens et services	0	1 577 545	1 769 647
Transferts et subventions	0	2 208 822	2 419 822
Investissement	16 335 446	11 456 441	17 835 446
Total	16 335 446	26 225 640	39 126 073
01.4 Recherche fondamentale			
Transferts et subventions	0	278 262	318 262
Investissement	30 000	30 000	30 000
Total	30 000	308 262	348 262
01.5 Recherche-développement concernant des services généraux des administrations publiques			
Personnel	0	143 010	117 740
Biens et services	0	25 178	25 178
Transferts et subventions	0	70 000	30 000
Investissement	1 781 579	1 534 000	1 781 579
Total	1 781 579	1 772 188	1 954 497
01.6 Services généraux des administrations publiques n.c.a.			
Personnel	0	23 281 894	29 515 137
Biens et services	0	73 559 537	105 414 869
Transferts et subventions	0	21 873 964	23 969 794
Investissement	41 564 804	37 285 276	29 564 804
Total	41 564 804	156 000 671	188 464 604
01.7 Opérations concernant la dette publique			
Biens et services	0	83 527 000	103 337 000
Transferts et subventions	0	3 145 091	5 265 091
Investissement	450 000	450 000	450 000
Total	450 000	87 122 091	109 052 091
01.8 Transferts de caractère général entre administrations publiques			
Transferts et subventions	0	2 351 307	2 351 307
Investissement	16 000 000	26 447 073	16 000 000
Total	16 000 000	28 798 380	18 351 307

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2018
Recapitulation par groupe de fonction et titre de dépense

26/09/2017

(en milliers de francs CFA)

Groupe de fonction Titre de dépense	Autorisations d'engagement 2018	Crédits de paiement	
		2017	2018
02.1 Défense militaire			
Biens et services	0	33 649 390	30 534 409
Transferts et subventions	0	215 800	204 304
Investissement	32 948 874	56 457 893	54 948 874
Total	32 948 874	90 323 083	85 687 587
02.2 Défense civile			
Biens et services	0	1 500 000	1 550 000
Total	0	1 500 000	1 550 000
02.4 Recherche-développement concernant la défense			
Biens et services	0	83 250	78 815
Investissement	50 419	49 800	50 419
Total	50 419	133 050	129 234
02.5 Défense n.c.a.			
Personnel	0	90 905 208	98 607 968
Biens et services	0	28 712 218	29 182 205
Investissement	57 180 621	54 452 567	57 180 621
Total	57 180 621	174 069 993	184 970 794
03.1 Services de police			
Personnel	0	31 593 367	34 263 992
Biens et services	0	1 957 130	2 332 216
Transferts et subventions	0	50 000	52 500
Investissement	9 714 966	170 429	9 714 966
Total	9 714 966	33 770 926	46 363 674
03.2 Services de protection civile			
Personnel	0	5 986 559	5 945 480
Biens et services	0	974 059	1 223 895
Transferts et subventions	0	20 000	21 000
Investissement	18 199 993	12 626 386	18 199 993
Total	18 199 993	19 607 004	25 390 368
03.3 Tribunaux			
Personnel	0	7 919 544	8 193 800
Biens et services	0	2 688 432	3 211 102
Transferts et subventions	0	2 860 382	2 917 278
Investissement	3 390 884	8 002 804	3 390 884
Total	3 390 884	21 471 162	17 713 064
03.4 Administration pénitentiaire			
Personnel	0	940 900	1 249 091
Biens et services	0	1 370 805	1 800 344
Investissement	30 017	2 019 500	2 030 017
Total	30 017	4 331 205	5 079 452

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2018
Recapitulation par groupe de fonction et titre de dépense

26/09/2017

(en milliers de francs CFA)

Groupe de fonction Titre de dépense	Autorisations d'engagement 2018	Crédits de paiement	
		2017	2018
03.6 Ordre et sécurité publics n.c.a.			
Personnel	0	846 248	2 584 290
Biens et services	0	13 707 412	14 799 756
Transferts et subventions	0	932 348	1 185 798
Investissement	17 398 580	19 839 715	17 398 580
Total	17 398 580	35 325 723	35 968 424
04.1 Tutelle de l'économie générale, des échanges et de l'emploi			
Personnel	0	2 765 150	2 682 946
Biens et services	0	4 267 593	4 751 745
Transferts et subventions	0	2 518 081	3 536 372
Investissement	14 089 340	10 090 724	15 639 340
Total	14 089 340	19 641 548	26 610 403
04.2 Agriculture, sylviculture, pêche et chasse			
Personnel	0	9 394 021	12 081 794
Biens et services	0	4 130 298	6 871 107
Transferts et subventions	0	50 423 434	56 586 684
Investissement	276 169 511	261 216 259	274 310 333
Total	276 169 511	325 164 012	349 849 918
04.3 Combustibles et énergie			
Personnel	0	1 086 811	490 584
Biens et services	0	2 260 064	720 578
Transferts et subventions	0	6 575 178	6 667 957
Investissement	13 855 046	32 287 996	19 055 046
Total	13 855 046	42 210 049	26 934 165
04.4 Industries extractives et manufacturières, construction			
Personnel	0	2 034 509	2 681 723
Biens et services	0	1 444 573	1 835 147
Transferts et subventions	0	258 277	288 277
Investissement	1 903 827	2 397 867	2 903 827
Total	1 903 827	6 135 226	7 708 974
04.5 Transports			
Personnel	0	1 605 502	1 571 487
Biens et services	0	606 997	841 704
Transferts et subventions	0	913 296	913 296
Investissement	86 427 609	120 227 438	182 326 787
Total	86 427 609	123 353 233	185 653 274

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2018
Recapitulation par groupe de fonction et titre de dépense

26/09/2017

(en milliers de francs CFA)

Groupe de fonction Titre de dépense	Autorisations d'engagement 2018	Crédits de paiement	
		2017	2018
04.6 Communications			
Personnel	0	355 708	1 042 535
Biens et services	0	1 427 204	1 647 122
Transferts et subventions	0	6 343 463	6 567 703
Investissement	3 415 027	5 773 108	4 215 027
Total	3 415 027	13 899 483	13 472 387
04.7 Autres branches d'activité			
Personnel	0	1 797 366	1 905 733
Biens et services	0	1 890 915	2 304 606
Transferts et subventions	0	885 680	739 610
Investissement	2 209 005	8 830 258	3 124 005
Total	2 209 005	13 404 219	8 073 954
04.8 Recherche-développement concernant les affaires économiques			
Personnel		22 577	
Biens et services		19 707	
Transferts et subventions	0	5 451 155	1 928 387
Investissement	730 000	1 277 500	730 000
Total	730 000	6 770 939	2 658 387
04.9 Affaires économiques n.c.a.			
Personnel	0	1 397 624	1 378 176
Biens et services	0	2 434 960	2 704 960
Transferts et subventions	0	25 178 004	27 328 004
Investissement	16 174 027	16 950 574	16 374 027
Total	16 174 027	45 961 162	47 785 167
05.1 Gestion des déchets			
Investissement	13 500 000	5 500 000	5 500 000
Total	13 500 000	5 500 000	5 500 000
05.2 Gestion des eaux usées			
Transferts et subventions	0	300 962	324 266
Investissement	1 620 000	1 900 000	1 620 000
Total	1 620 000	2 200 962	1 944 266
05.3 Lutte contre la pollution			
Biens et services	0	17 000	27 500
Investissement	8 000	96 000	8 000
Total	8 000	113 000	35 500

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2018
Recapitulation par groupe de fonction et titre de dépense

26/09/2017

(en milliers de francs CFA)

Groupe de fonction Titre de dépense	Autorisations d'engagement 2018	Crédits de paiement	
		2017	2018
05.4 Préservation de la diversité biologique et protection de la nature			
Personnel		2 312 911	
Biens et services	0	765 680	23 000
Transferts et subventions		328 230	
Investissement	255 000	14 830 145	255 000
Total	255 000	18 236 966	278 000
05.6 Protection de l'environnement n.c.a.			
Personnel	0	1 088 984	668 592
Biens et services	0	1 044 151	403 442
Transferts et subventions	0	353 130	62 315
Investissement	76 680	6 777 290	76 680
Total	76 680	9 263 555	1 211 029
06.1 Logement			
Transferts et subventions	0	49 800	149 800
Investissement	10 000 000	5 100 000	10 000 000
Total	10 000 000	5 149 800	10 149 800
06.2 Équipements collectifs			
Personnel	0	91 598	91 921
Biens et services	0	2 747 697	3 247 697
Investissement	14 759 000	5 444 406	4 759 000
Total	14 759 000	8 283 701	8 098 618
06.3 Alimentation en eau			
Personnel	0	742 495	828 303
Biens et services	0	337 121	398 883
Transferts et subventions	0	193 121	243 121
Investissement	8 574 706	24 792 706	22 178 706
Total	8 574 706	26 065 443	23 649 013
06.6 Logement et équipements collectifs n.c.a ;			
Personnel	0	1 840 935	2 032 375
Biens et services	0	1 614 398	1 388 325
Transferts et subventions	0	893 413	1 011 018
Investissement	7 733 546	9 400 486	9 033 546
Total	7 733 546	13 749 232	13 465 264
07.1 Produits, appareils et matériaux médicaux			
Biens et services	0	77 450	77 450
Transferts et subventions	0	869 509	969 509
Total	0	946 959	1 046 959
07.2 Services ambulatoires			
Investissement	80 000	80 000	80 000
Total	80 000	80 000	80 000

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2018
Recapitulation par groupe de fonction et titre de dépense

26/09/2017

(en milliers de francs CFA)

Groupe de fonction Titre de dépense	Autorisations d'engagement 2018	Crédits de paiement	
		2017	2018
07.3 Services hospitaliers			
Personnel	0	260 997	262 391
Biens et services	0	88 405	94 218
Transferts et subventions	0	17 854 249	18 287 775
Investissement	19 682 241	19 857 241	19 682 241
Total	19 682 241	38 060 892	38 326 625
07.4 Services de santé publique			
Personnel	0	3 191 997	3 460 866
Biens et services	0	4 553 425	4 552 110
Transferts et subventions	0	3 730 944	3 716 586
Investissement	1 853 893	8 723 419	1 853 893
Total	1 853 893	20 199 785	13 583 455
07.5 Recherche-développement dans le domaine de la santé			
Transferts et subventions	0	3 312 263	3 514 226
Investissement	1 150 250	1 150 000	1 150 250
Total	1 150 250	4 462 263	4 664 476
07.6 Santé n.c.a.			
Personnel	0	37 341 332	36 769 098
Biens et services	0	12 707 086	13 214 939
Transferts et subventions	0	9 595 203	9 959 786
Investissement	5 844 257	11 343 322	6 844 257
Total	5 844 257	70 986 943	66 788 080
08.1 Services récréatifs et sportifs			
Personnel	0	676 869	662 513
Biens et services	0	3 261 800	3 338 300
Transferts et subventions	0	932 392	957 392
Investissement	1 643 284	2 414 284	2 043 284
Total	1 643 284	7 285 345	7 001 489
08.2 Services culturels			
Personnel	0	574 834	752 876
Biens et services	0	746 100	873 045
Transferts et subventions	0	2 008 533	2 156 778
Investissement	1 380 116	1 270 616	1 730 116
Total	1 380 116	4 600 083	5 512 815
08.4 Culte et autres services communautaires			
Transferts et subventions	0	212 410	222 410
Total	0	212 410	222 410

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2018
Recapitulation par groupe de fonction et titre de dépense

26/09/2017

(en milliers de francs CFA)

Groupe de fonction Titre de dépense	Autorisations d'engagement 2018	Crédits de paiement	
		2017	2018
08.6 Loisirs, culture et culte n.c.a.			
Personnel	0	1 748 485	1 870 242
Biens et services	0	2 342 236	2 855 090
Transferts et subventions	0	401 334	376 334
Investissement	3 921 167	5 601 440	4 321 167
Total	3 921 167	10 093 495	9 422 833
09.1 Enseignement préélémentaire et primaire			
Personnel	0	109 481 009	128 165 821
Biens et services	0	13 594 937	13 484 415
Transferts et subventions	0	75 000	90 000
Investissement	4 265 150	6 264 512	6 265 150
Total	4 265 150	129 415 458	148 005 386
09.2 Enseignement secondaire			
Personnel	0	31 779 892	44 528 231
Biens et services	0	19 945 356	19 952 351
Transferts et subventions	0	8 502 014	8 560 781
Investissement	33 184 088	41 507 721	36 684 088
Total	33 184 088	101 734 983	109 725 451
09.4 Enseignement supérieur			
Personnel	0	13 207 943	446 179
Biens et services	0	12 720 486	240 866
Transferts et subventions	0	28 085 856	58 633 813
Investissement	3 486 179	6 756 365	6 186 179
Total	3 486 179	60 770 650	65 507 037
09.5 Enseignement non défini par niveau			
Personnel	0	25 375	28 512
Biens et services	0	65 985	67 836
Transferts et subventions	0	815 094	883 403
Investissement	898 672	548 672	898 672
Total	898 672	1 455 126	1 878 423
09.6 Services annexes à l'enseignement			
Personnel	0	218 995	240 352
Biens et services	0	3 016 216	3 016 216
Investissement	2 422 392	2 422 392	2 422 392
Total	2 422 392	5 657 603	5 678 960
09.7 Recherche-développement dans le domaine de l'enseignement			
Transferts et subventions	0	168 735	198 735
Investissement	6 296 870	7 479 581	6 296 870
Total	6 296 870	7 648 316	6 495 605

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2018
Recapitulation par groupe de fonction et titre de dépense

26/09/2017

(en milliers de francs CFA)

Groupe de fonction Titre de dépense	Autorisations d'engagement 2018	Crédits de paiement	
		2017	2018
09.8 Enseignement n.c.a.			
Personnel	0	24 194 457	30 232 484
Biens et services	0	10 235 300	10 312 241
Transferts et subventions	0	5 571 379	5 862 384
Investissement	7 726 007	10 923 152	12 726 007
Total	7 726 007	50 924 288	59 133 116
10.1 Maladie et invalidité			
Transferts et subventions	0	1 388 429	1 488 429
Investissement	0	100 000	0
Total	0	1 488 429	1 488 429
10.2 Vieillesse			
Transferts et subventions	0	44 323 883	48 815 243
Total	0	44 323 883	48 815 243
10.4 Famille et enfants			
Personnel	0	762 138	1 157 149
Biens et services	0	659 337	816 149
Transferts et subventions	0	893 123	1 126 347
Investissement	5 105 793	7 593 139	5 105 793
Total	5 105 793	9 907 737	8 205 438
10.7 Exclusion sociale n.c.a.			
Biens et services	0	2 824	2 824
Transferts et subventions	0	200 000	200 000
Investissement	3 761	3 761	3 761
Total	3 761	206 585	206 585
10.8 Recherche-développement dans le domaine de la protection sociale			
Personnel	0	43 069	39 515
Biens et services	0	6 168	6 168
Transferts et subventions	0	396 161	385 852
Investissement	504 277	666 777	504 277
Total	504 277	1 112 175	935 812
10.9 Protection sociale n.c.a.			
Personnel	0	4 932 623	5 770 700
Biens et services	0	2 239 520	2 415 128
Transferts et subventions	0	17 474 627	10 884 659
Investissement	21 177 056	4 413 085	21 177 056
Total	21 177 056	29 059 855	40 247 543
TOTAL GENERAL	849 954 485	2 167 677 210	2 330 778 938

ETAT H

TABLEAU DE CLASSIFICATIONS ADMINISTRATIVE ET FONCTIONNELLE DES DEPENSES

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2018
Recapitulation par section et groupe de fonction

26/09/2017

(en milliers de francs CFA)

Type budget/Section Groupe de fonction	Autorisations d'engagement 2018	Crédits de paiement	
		2017	2018
1 BUDGET GENERAL			
110 ASSEMBLEE NATIONALE			
01.1 Fonctionnement organes exécutifs & législatifs, affaires financières & fiscales, affaires	1 507 529	15 875 675	15 885 675
Total	1 507 529	15 875 675	15 885 675
120 PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE			
01.1 Fonctionnement organes exécutifs & législatifs, affaires financières & fiscales, affaires	500 000	4 215 712	4 722 846
01.6 Services généraux des administrations publiques n.c.a.	1 020 425	6 222 193	6 532 413
02.5 Défense n.c.a.	0	203 187	253 187
03.6 Ordre et sécurité publics n.c.a.	190 000	373 699	395 699
04.6 Communications	0	234 661	234 749
07.4 Services de santé publique	0	1 019	1 019
08.2 Services culturels	0	90 000	90 000
Total	1 710 425	11 340 471	12 229 913
130 PRIMATURE			
01.1 Fonctionnement organes exécutifs & législatifs, affaires financières & fiscales, affaires	1 071 324	5 223 759	5 310 311
01.3 Services généraux	10 000	192 944	256 191
01.6 Services généraux des administrations publiques n.c.a.	475 293	3 045 638	3 958 795
03.3 Tribunaux	0	15 000	15 000
03.6 Ordre et sécurité publics n.c.a.	211 500	425 210	588 410
04.4 Industries extractives et manufacturières, construction	200 000		200 000
04.6 Communications	0	24 484	24 484
07.4 Services de santé publique	0	1 240	1 240
09.4 Enseignement supérieur	0	2 682 488	2 449 317
Total	1 968 117	11 610 763	12 803 748
131 DELEGATION GENERALE AUX ELECTIONS			
01.6 Services généraux des administrations publiques n.c.a.	45 119	572 516	584 019
Total	45 119	572 516	584 019
140 COUR CONSTITUTIONNELLE			
01.1 Fonctionnement organes exécutifs & législatifs, affaires financières & fiscales, affaires	127 464	933 452	955 864
03.3 Tribunaux	200 000	200 000	200 000
Total	327 464	1 133 452	1 155 864
150 COUR SUPREME			
03.3 Tribunaux	734 500	2 590 878	2 413 500
Total	734 500	2 590 878	2 413 500
155 HAUTE COUR DE JUSTICE			
03.3 Tribunaux	0	1 031 750	951 421
Total	0	1 031 750	951 421
160 CONSEIL ECONOMIQUE SOCIAL ET CULTUREL			
01.1 Fonctionnement organes exécutifs & législatifs, affaires financières & fiscales, affaires	350 000	1 333 563	1 370 464
Total	350 000	1 333 563	1 370 464

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2018
Recapitulation par section et groupe de fonction

26/09/2017

(en milliers de francs CFA)

Type budget/Section Groupe de fonction	Autorisations d'engagement 2018	Crédits de paiement	
		2017	2018
1 BUDGET GENERAL			
170 HAUT CONSEIL DES COLLECTIVITES TERRITORIALES			
01.1 Fonctionnement organes exécutifs & législatifs, affaires financières & fiscales, affaires	345 000	1 818 752	1 919 993
Total	345 000	1 818 752	1 919 993
180 MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES ET DE LA COOPERATION INTERNATIONALE			
01.1 Fonctionnement organes exécutifs & législatifs, affaires financières & fiscales, affaires	6 030 985	35 946 266	38 778 382
01.3 Services généraux	152 000	112 207	162 207
04.6 Communications	0	11 811	11 811
07.1 Produits, appareils et matériaux médicaux	0	869 509	969 509
09.8 Enseignement n.c.a.	1 286 000	1 186 000	1 286 000
Total	7 468 985	38 125 793	41 207 909
185 MINISTERE DES MALIENS DE L'EXTERIEUR ET DE L'INTEGRATION AFRICAINE			
01.1 Fonctionnement organes exécutifs & législatifs, affaires financières & fiscales, affaires	25 000	304 088	653 001
01.6 Services généraux des administrations publiques n.c.a.	93 500	1 241 215	1 028 030
04.1 Tutelle de l'économie générale, des échanges et de l'emploi	250 000	150 000	250 000
07.4 Services de santé publique	0	729	729
09.4 Enseignement supérieur	351 000	920 000	351 000
Total	719 500	2 616 032	2 282 760
190 BUREAU DU VERIFICATEUR GENERAL			
01.6 Services généraux des administrations publiques n.c.a.	238 910	3 468 623	3 493 623
Total	238 910	3 468 623	3 493 623
192 MEDIATEUR DE LA REPUBLIQUE			
03.3 Tribunaux	30 000	1 004 651	1 032 057
Total	30 000	1 004 651	1 032 057
195 COMITE NATIONAL DE L'EGAL ACCES AUX MEDIAS D'ETAT			
04.6 Communications	27 630	148 759	149 518
Total	27 630	148 759	149 518
210 MINISTERE DE LA DEFENSE ET DES ANCIENS COMBATTANTS			
02.1 Défense militaire	32 948 874	90 323 083	85 687 587
02.4 Recherche-développement concernant la défense	50 419	133 050	129 234
02.5 Défense n.c.a.	56 680 621	173 866 806	184 217 607
03.6 Ordre et sécurité publics n.c.a.	3 496 660	3 496 660	3 496 660
07.3 Services hospitaliers	0	352 565	541 794
07.4 Services de santé publique	0	12 527	11 860
07.5 Recherche-développement dans le domaine de la santé	10 250	10 000	10 250
07.6 Santé n.c.a.	18 935	699 003	674 791
09.2 Enseignement secondaire	12 325	247 392	234 213
09.7 Recherche-développement dans le domaine de l'enseignement	10 250	10 000	10 250
10.9 Protection sociale n.c.a.	22 452	194 397	185 754
Total	93 250 786	269 345 483	275 200 000

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2018
Recapitulation par section et groupe de fonction

26/09/2017

(en milliers de francs CFA)

Type budget/Section Groupe de fonction	Autorisations d'engagement 2018	Crédits de paiement	
		2017	2018
1 BUDGET GENERAL			
220 MINISTERE DE LA JUSTICE			
02.2 Défense civile	0		50 000
03.3 Tribunaux	2 426 384	14 562 831	10 859 882
03.4 Administration pénitentiaire	30 017	4 331 205	5 079 452
03.6 Ordre et sécurité publics n.c.a.	258 252	3 052 266	4 610 936
07.4 Services de santé publique	0	713	713
09.4 Enseignement supérieur	58 200	541 328	558 722
10.7 Exclusion sociale n.c.a.	0	200 000	200 000
Total	2 772 853	22 688 343	21 359 705
223 OFFICE CENTRAL DE LUTTE CONTRE L'ENRICHISSEMENT ILLICITE			
01.1 Fonctionnement organes exécutifs & législatifs, affaires financières & fiscales, affaires	218 000	1 040 738	1 340 738
Total	218 000	1 040 738	1 340 738
225 MINISTERE DES DROITS DE L'HOMME ET DE LA REFORME DE L'ETAT			
01.5 Recherche-développement concernant des services généraux des administrations pub	350 000	672 188	522 918
03.6 Ordre et sécurité publics n.c.a.	0	293 588	440 000
Total	350 000	965 776	962 918
226 COMMISSION NATIONALE DES DROITS DE L'HOMME			
01.6 Services généraux des administrations publiques n.c.a.	20 000		500 000
Total	20 000		500 000
230 MINISTERE DE LA SECURITE ET DE LA PROTECTION CIVILE			
03.1 Services de police	9 714 966	33 770 926	46 363 674
03.2 Services de protection civile	5 909 669	7 316 680	13 100 044
03.6 Ordre et sécurité publics n.c.a.	13 242 168	22 111 727	20 864 146
09.5 Enseignement non défini par niveau	0	36 927	38 778
10.9 Protection sociale n.c.a.	0	120 000	0
Total	28 866 803	63 356 260	80 366 642
235 SECURITE D'ETAT			
02.5 Défense n.c.a.	500 000		500 000
03.6 Ordre et sécurité publics n.c.a.	0	5 572 573	5 572 573
Total	500 000	5 572 573	6 072 573

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2018
Recapitulation par section et groupe de fonction

26/09/2017

(en milliers de francs CFA)

Type budget/Section Groupe de fonction	Autorisations d'engagement 2018	Crédits de paiement	
		2017	2018
1 BUDGET GENERAL			
310 MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES			
01.1 Fonctionnement organes exécutifs & législatifs, affaires financières & fiscales, affaires	27 057 366	46 385 977	53 608 598
01.3 Services généraux	4 769 146	4 614 834	6 967 494
01.5 Recherche-développement concernant des services généraux des administrations pub	931 579	600 000	931 579
01.6 Services généraux des administrations publiques n.c.a.	3 696	133 152	133 535
01.7 Opérations concernant la dette publique	150 000	150 000	150 000
04.2 Agriculture, sylviculture, pêche et chasse	8 150 000	6 150 000	8 150 000
04.3 Combustibles et énergie	750 000	1 566 320	1 421 673
06.2 Équipements collectifs	600 000	600 000	600 000
06.6 Logement et équipements collectifs n.c.a ;	3 000 000		3 000 000
07.4 Services de santé publique	0	784	784
09.5 Enseignement non défini par niveau	325 000	932 150	1 007 150
10.9 Protection sociale n.c.a.	6 500 000		6 500 000
Total	52 236 787	61 133 217	82 470 813
311 CELLULE NATIONALE DE TRAITEMENT DES INFORMATIONS FINANCIERES			
01.1 Fonctionnement organes exécutifs & législatifs, affaires financières & fiscales, affaires	400 000	761 900	1 361 900
Total	400 000	761 900	1 361 900
312 AUTORITE DE REGULATION DES MARCHES PUBLICS/DELEGATIONS SERVICES PUBLICS (ARMDS)			
01.1 Fonctionnement organes exécutifs & législatifs, affaires financières & fiscales, affaires	0	440 411	450 411
Total	0	440 411	450 411
320 MINISTERE DU TRAVAIL ET DE LA FONCTION PUBLIQUE			
01.5 Recherche-développement concernant des services généraux des administrations pub	500 000	500 000	500 000
01.6 Services généraux des administrations publiques n.c.a.	300 000	553 000	300 000
04.1 Tutelle de l'économie générale, des échanges et de l'emploi	963 402	2 999 180	3 469 986
07.4 Services de santé publique	0	448	448
10.9 Protection sociale n.c.a.	5 000	39 130	49 130
Total	1 768 402	4 091 758	4 319 564
323 MINISTERE DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE			
01.3 Services généraux		4 590	
04.1 Tutelle de l'économie générale, des échanges et de l'emploi	10 088 227	9 491 164	13 405 230
04.9 Affaires économiques n.c.a.	0	519	519
07.4 Services de santé publique	0	820	820
09.2 Enseignement secondaire	0	77 228	100 860
09.5 Enseignement non défini par niveau	0	207 944	201 253
09.7 Recherche-développement dans le domaine de l'enseignement	15 000	15 000	15 000
Total	10 103 227	9 797 265	13 723 682

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2018
Recapitulation par section et groupe de fonction

26/09/2017

(en milliers de francs CFA)

Type budget/Section Groupe de fonction	Autorisations d'engagement 2018	Crédits de paiement	
		2017	2018
1 BUDGET GENERAL			
330 MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE			
01.3 Services généraux	1 500 000	1 800 000	1 500 000
01.6 Services généraux des administrations publiques n.c.a.	2 182 294	26 002 250	26 569 194
04.6 Communications	0	56 075	56 075
07.4 Services de santé publique	0	727	727
10.7 Exclusion sociale n.c.a.	3 761	6 585	6 585
Total	3 686 055	27 865 637	28 132 581
334 AUTORITE PROTECTION DONNEES A CARACTERE PERSONNEL			
04.6 Communications	153 619	881 180	1 597 980
Total	153 619	881 180	1 597 980
335 MINISTERE DE LA DECENTRALISATION ET DE LA FISCALITE LOCALE			
01.3 Services généraux	330 000	1 866 000	1 896 000
01.6 Services généraux des administrations publiques n.c.a.	2 008 596	5 269 034	3 909 672
01.8 Transferts de caractère général entre administrations publiques	16 000 000	28 798 380	18 351 307
04.1 Tutelle de l'économie générale, des échanges et de l'emploi	0	443 934	483 934
04.2 Agriculture, sylviculture, pêche et chasse	4 400 000	4 400 000	4 400 000
04.9 Affaires économiques n.c.a.	0	50 000	0
06.2 Équipements collectifs	0	2 235 406	0
06.6 Logement et équipements collectifs n.c.a ;	0	259 360	0
09.8 Enseignement n.c.a.	50 000	235 274	339 135
Total	22 788 596	43 557 388	29 380 048
340 MINISTERE DES AFFAIRES RELIGIEUSES ET DU CULTE			
01.6 Services généraux des administrations publiques n.c.a.	150 000		250 000
08.4 Culte et autres services communautaires	0	212 410	222 410
08.6 Loisirs, culture et culte n.c.a.	65 640	637 687	759 699
Total	215 640	850 097	1 232 109
341 MINISTERE DE LA RECONCILIATION NATIONALE			
01.6 Services généraux des administrations publiques n.c.a.	48 900	873 077	993 861
03.3 Tribunaux	0	2 066 052	2 241 204
07.4 Services de santé publique	0	872	1 072
Total	48 900	2 940 001	3 236 137
380 MINISTERE DU COMMERCE			
04.1 Tutelle de l'économie générale, des échanges et de l'emploi	846 368	2 928 099	4 387 452
04.2 Agriculture, sylviculture, pêche et chasse	1 833 000	1 660 000	1 833 000
04.9 Affaires économiques n.c.a.	18 485	440 700	418 705
07.4 Services de santé publique	0	465	465
Total	2 697 853	5 029 264	6 639 622

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2018
Recapitulation par section et groupe de fonction

26/09/2017

(en milliers de francs CFA)

Type budget/Section Groupe de fonction	Autorisations d'engagement 2018	Crédits de paiement	
		2017	2018
1 BUDGET GENERAL			
410 MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE			
01.6 Services généraux des administrations publiques n.c.a.	200 000		200 000
04.2 Agriculture, sylviculture, pêche et chasse	1 100	45 946	45 946
07.4 Services de santé publique	0	67 359	67 359
07.6 Santé n.c.a.	0	86 796	86 796
09.1 Enseignement préélémentaire et primaire	4 265 150	129 415 458	148 005 386
09.2 Enseignement secondaire	32 958 808	99 672 614	107 984 041
09.5 Enseignement non défini par niveau	214 555	38 314	238 636
09.6 Services annexes à l'enseignement	2 422 392	5 657 603	5 678 960
09.7 Recherche-développement dans le domaine de l'enseignement	0	6 581	0
09.8 Enseignement n.c.a.	2 921 108	31 698 886	38 406 464
Total	42 983 113	266 689 557	300 713 588
412 MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE			
01.4 Recherche fondamentale	30 000	308 262	348 262
09.2 Enseignement secondaire	200 000	200 000	200 000
09.4 Enseignement supérieur	2 951 724	54 170 216	59 856 987
09.5 Enseignement non défini par niveau	150 000		150 000
09.7 Recherche-développement dans le domaine de l'enseignement	2 855 000	4 683 735	3 053 735
09.8 Enseignement n.c.a.	3 468 899	17 561 597	18 863 986
Total	9 655 623	76 923 810	82 472 970
510 MINISTERE DE LA CULTURE			
01.1 Fonctionnement organes exécutifs & législatifs, affaires financières & fiscales, affaires	0		13 500
01.3 Services généraux	0		19 590
07.4 Services de santé publique	0	2 484	2 484
08.2 Services culturels	840 570	3 636 979	4 191 147
08.6 Loisirs, culture et culte n.c.a.	1 878 732	5 704 151	3 592 719
09.2 Enseignement secondaire	0	421 392	480 480
09.4 Enseignement supérieur	45 000	917 460	790 105
Total	2 764 302	10 682 466	9 090 025
520 MINISTERE DES SPORTS			
07.4 Services de santé publique	0	627	627
08.1 Services récréatifs et sportifs	1 343 284	6 985 345	6 701 489
09.2 Enseignement secondaire	12 955	702 015	725 857
09.4 Enseignement supérieur	10 000	614 391	611 139
Total	1 366 239	8 302 378	8 039 112
525 MINISTERE DE LA JEUNESSE ET DE LA CONSTRUCTION CITOYENNE			
04.1 Tutelle de l'économie générale, des échanges et de l'emploi	1 216 168	886 151	1 531 700
08.6 Loisirs, culture et culte n.c.a.	1 756 795	2 852 836	4 207 745
Total	2 972 963	3 738 987	5 739 445

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2018
Recapitulation par section et groupe de fonction

26/09/2017

(en milliers de francs CFA)

Type budget/Section Groupe de fonction	Autorisations d'engagement 2018	Crédits de paiement	
		2017	2018
1 BUDGET GENERAL			
610 MINISTERE DE LA SANTE ET DE L'HYGIENE PUBLIQUE			
07.2 Services ambulatoires	80 000	80 000	80 000
07.3 Services hospitaliers	19 654 241	37 255 262	37 343 385
07.4 Services de santé publique	1 850 893	20 078 013	13 445 146
07.5 Recherche-développement dans le domaine de la santé	1 140 000	4 452 263	4 654 226
07.6 Santé n.c.a.	5 821 822	52 851 318	52 345 129
Total	28 546 956	114 716 856	107 867 886
614 HAUT CONSEIL NAT. LUTTE CONTRE LE SIDA			
07.6 Santé n.c.a.	0	2 947 660	3 060 310
Total	0	2 947 660	3 060 310
640 MINISTERE DE LA PROMOTION DE LA FEMME DE L'ENFANT & DE LA FAMILLE			
04.2 Agriculture, sylviculture, pêche et chasse	250 000		250 000
07.4 Services de santé publique	3 000	20 000	40 000
07.6 Santé n.c.a.	3 500	34 410	53 298
08.1 Services récréatifs et sportifs	300 000	300 000	300 000
09.5 Enseignement non défini par niveau	9 117	39 791	42 606
09.7 Recherche-développement dans le domaine de l'enseignement	800 000	600 000	800 000
10.4 Famille et enfants	5 005 793	5 807 737	7 305 438
10.8 Recherche-développement dans le domaine de la protection sociale	7 277	56 514	52 960
10.9 Protection sociale n.c.a.	20 450	614 272	602 812
Total	6 399 137	7 472 724	9 447 114
660 MINISTERE DE LA SOLIDARITE ET DE L'ACTION HUMANITAIRE			
04.9 Affaires économiques n.c.a.	100 000	300 000	100 000
06.6 Logement et équipements collectifs n.c.a ;	4 200 000	4 200 000	4 200 000
07.3 Services hospitaliers	28 000	453 065	441 446
07.4 Services de santé publique	0	3 812	3 812
10.1 Maladie et invalidité	0	1 488 429	1 488 429
10.2 Vieillesse	0	44 323 883	48 815 243
10.8 Recherche-développement dans le domaine de la protection sociale	497 000	1 055 661	882 852
10.9 Protection sociale n.c.a.	4 629 154	10 169 003	11 987 384
Total	9 454 154	61 993 853	67 919 166
700 MINISTERE DE L'EQUIPEMENT ET DU DESENCLAVEMENT			
04.2 Agriculture, sylviculture, pêche et chasse	1 000 000	700 000	1 000 000
04.4 Industries extractives et manufacturières, construction	200 000	84 312	300 788
04.5 Transports	60 855 575	115 895 093	168 708 130
04.8 Recherche-développement concernant les affaires économiques	250 000	454 810	409 810
04.9 Affaires économiques n.c.a.	414 001	1 983 523	1 898 233
06.6 Logement et équipements collectifs n.c.a ;	250 000	803 234	751 098
07.4 Services de santé publique	0	1 573	1 573
09.4 Enseignement supérieur	5 000	133 988	133 988
09.5 Enseignement non défini par niveau	200 000	200 000	200 000
Total	63 174 576	120 256 533	173 403 620

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2018
Recapitulation par section et groupe de fonction

26/09/2017

(en milliers de francs CFA)

Type budget/Section Groupe de fonction	Autorisations d'engagement 2018	Crédits de paiement	
		2017	2018
1 BUDGET GENERAL			
714 MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE			
04.2 Agriculture, sylviculture, pêche et chasse	15 048 282	150 000	20 953 032
05.1 Gestion des déchets	9 000 000	1 500 000	1 000 000
05.2 Gestion des eaux usées	1 620 000	2 200 962	1 944 266
05.3 Lutte contre la pollution	8 000	113 000	35 500
05.4 Préservation de la diversité biologique et protection de la nature	5 000	14 986 966	28 000
05.6 Protection de l'environnement n.c.a.	76 680	9 263 555	1 211 029
07.4 Services de santé publique		1 227	
09.2 Enseignement secondaire		414 342	
Total	25 757 962	28 630 052	25 171 827
720 MINISTERE DE L'ENERGIE ET DE L'EAU			
04.2 Agriculture, sylviculture, pêche et chasse	33 200 000	22 950 000	33 420 391
04.3 Combustibles et énergie	12 490 046	37 174 529	24 148 742
04.5 Transports	175 000	230 000	175 000
04.7 Autres branches d'activité	0	5 084 320	49 757
04.8 Recherche-développement concernant les affaires économiques	200 000	570 000	200 000
04.9 Affaires économiques n.c.a.	125 737	25 896 903	28 042 896
05.4 Préservation de la diversité biologique et protection de la nature	250 000	450 000	250 000
06.3 Alimentation en eau	8 574 706	26 065 443	23 649 013
07.4 Services de santé publique	0	326	326
Total	55 015 489	118 421 521	109 936 125
726 MINISTERE DES MINES			
04.3 Combustibles et énergie	100 000	100 000	100 000
04.4 Industries extractives et manufacturières, construction	1 242 035	2 034 261	2 266 661
04.8 Recherche-développement concernant les affaires économiques	250 000	200 000	250 000
04.9 Affaires économiques n.c.a.	215 804	1 562 604	1 578 630
Total	1 807 839	3 896 865	4 195 291
730 MINISTERE DE L'ECONOMIE NUMERIQUE ET DE LA COMMUNICATION			
04.6 Communications	2 833 778	11 284 750	9 645 297
04.8 Recherche-développement concernant les affaires économiques	30 000	1 568 577	1 798 577
07.4 Services de santé publique	0	631	631
Total	2 863 778	12 853 958	11 444 505
732 HAUTE AUTORITE DE LA COMMUNICATION			
04.6 Communications	400 000	945 258	1 439 968
Total	400 000	945 258	1 439 968

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2018
Recapitulation par section et groupe de fonction

26/09/2017

(en milliers de francs CFA)

Type budget/Section Groupe de fonction	Autorisations d'engagement 2018	Crédits de paiement	
		2017	2018
1 BUDGET GENERAL			
740 MINISTERE DE L'HABITAT, DE L'URBANISME ET DES AFFAIRES FONCIERES			
01.1 Fonctionnement organes exécutifs & législatifs, affaires financières & fiscales, affaires	0	100 000	0
01.6 Services généraux des administrations publiques n.c.a.	1 640 000		1 640 000
04.4 Industries extractives et manufacturières, construction	25 746	2 369 928	2 419 496
05.4 Préservation de la diversité biologique et protection de la nature	0	1 500 000	0
06.1 Logement	10 000 000	5 149 800	10 149 800
06.2 Équipements collectifs	2 500 000	1 900 000	2 500 000
06.6 Logement et équipements collectifs n.c.a ;	283 546	7 886 529	5 514 166
Total	14 449 292	18 906 257	22 223 462
745 MINISTERE DE L'URBANISME ET DE L'HABITAT			
06.6 Logement et équipements collectifs n.c.a ;	0	600 109	0
07.4 Services de santé publique	0	1 162	0
Total	0	601 271	0
750 MINISTERE DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE ET DE LA POPULATION			
01.3 Services généraux	4 192 900	5 235 065	6 943 191
04.2 Agriculture, sylviculture, pêche et chasse	7 000 000		7 000 000
06.2 Équipements collectifs	409 000	583 661	533 984
07.4 Services de santé publique	0	1 220	1 220
09.4 Enseignement supérieur	65 255	790 779	755 779
10.4 Famille et enfants	100 000	3 500 000	100 000
Total	11 767 155	10 110 725	15 334 174
770 MINISTERE DES TRANSPORTS			
04.1 Tutelle de l'économie générale, des échanges et de l'emploi	17 450	185 950	255 950
04.2 Agriculture, sylviculture, pêche et chasse	2 250 000	2 250 000	2 250 000
04.5 Transports	397 034	4 228 140	2 785 966
04.7 Autres branches d'activité	0	1 928 000	915 000
04.9 Affaires économiques n.c.a.	100 000	228 617	213 729
Total	2 764 484	8 820 707	6 420 645
800 MINISTERE DU DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL			
04.1 Tutelle de l'économie générale, des échanges et de l'emploi	250 000	376 196	377 528
04.2 Agriculture, sylviculture, pêche et chasse	112 350		324 214
04.4 Industries extractives et manufacturières, construction	201 046	921 725	1 657 029
04.8 Recherche-développement concernant les affaires économiques		35 440	
04.9 Affaires économiques n.c.a.	150 000	225 668	249 827
Total	713 396	1 559 029	2 608 598
812 MINISTERE DE LA PROMOTION DES INVESTISSEMENTS ET DU SECTEUR PRIVE			
01.1 Fonctionnement organes exécutifs & législatifs, affaires financières & fiscales, affaires	119 857	135 876	185 317
04.1 Tutelle de l'économie générale, des échanges et de l'emploi	457 725	2 080 874	2 448 623
04.9 Affaires économiques n.c.a.	50 000	260 462	260 462
07.4 Services de santé publique	0	400	400
Total	627 582	2 477 612	2 894 802

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2018
Recapitulation par section et groupe de fonction

26/09/2017

(en milliers de francs CFA)

Type budget/Section Groupe de fonction	Autorisations d'engagement 2018	Crédits de paiement	
		2017	2018
1 BUDGET GENERAL			
820 MINISTERE DE L'AGRICULTURE			
04.1 Tutelle de l'économie générale, des échanges et de l'emploi		100 000	
04.2 Agriculture, sylviculture, pêche et chasse	100 874 206	180 430 007	142 936 682
04.8 Recherche-développement concernant les affaires économiques		3 942 112	
04.9 Affaires économiques n.c.a.		5 000 000	
07.4 Services de santé publique		607	
Total	100 874 206	189 472 726	142 936 682
822 MINISTERE DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE			
04.2 Agriculture, sylviculture, pêche et chasse	22 815 304	42 864 207	32 362 554
Total	22 815 304	42 864 207	32 362 554
850 COMMISSARIAT A LA SECURITE ALIMENTAIRE			
04.2 Agriculture, sylviculture, pêche et chasse	6 530 000	7 265 905	6 909 740
Total	6 530 000	7 265 905	6 909 740
860 MINISTERE DE L'ARTISANAT ET DU TOURISME			
04.7 Autres branches d'activité	369 070	584 893	763 439
04.9 Affaires économiques n.c.a.	0	12 166	22 166
08.2 Services culturels	539 546	873 104	1 231 668
08.6 Loisirs, culture et culte n.c.a.	220 000	898 821	862 670
Total	1 128 616	2 368 984	2 879 943
990 CHARGES COMMUNES			
01.1 Fonctionnement organes exécutifs & législatifs, affaires financières & fiscales, affaires	5 000 000	10 630 870	6 235 948
01.3 Services généraux	2 400 000	12 400 000	18 400 000
01.6 Services généraux des administrations publiques n.c.a.	33 138 071	108 619 973	138 371 462
01.7 Opérations concernant la dette publique	300 000	86 972 091	108 902 091
02.2 Défense civile	0	1 500 000	1 500 000
03.2 Services de protection civile	12 290 324	12 290 324	12 290 324
04.2 Agriculture, sylviculture, pêche et chasse	26 858 519	51 297 947	41 714 359
04.5 Transports	25 000 000	3 000 000	13 984 178
04.6 Communications	0	312 505	312 505
04.9 Affaires économiques n.c.a.	15 000 000	10 000 000	15 000 000
05.1 Gestion des déchets	4 500 000	4 000 000	4 500 000
06.2 Équipements collectifs	11 250 000	2 964 634	4 464 634
07.6 Santé n.c.a.	0	14 367 756	10 567 756
09.8 Enseignement n.c.a.	0	146 531	146 531
10.9 Protection sociale n.c.a.	10 000 000	17 923 053	20 922 463
Total	145 736 914	336 425 684	397 312 251
TOTAL	796 119 780	2 072 334 554	2 207 651 690

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2018
Recapitulation par section et groupe de fonction

26/09/2017

(en milliers de francs CFA)

Type budget/Section Groupe de fonction	Autorisations d'engagement 2018	Crédits de paiement	
		2017	2018
2 BUDGETS ANNEXES			
770 MINISTERE DES TRANSPORTS			
04.7 Autres branches d'activité	1 839 935	5 807 006	6 345 758
07.1 Produits, appareils et matériaux médicaux	0	77 450	77 450
09.8 Enseignement n.c.a.	0	96 000	91 000
Total	1 839 935	5 980 456	6 514 208
TOTAL	1 839 935	5 980 456	6 514 208

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2018
Recapitulation par section et groupe de fonction

26/09/2017

(en milliers de francs CFA)

Type budget/Section Groupe de fonction	Autorisations d'engagement 2018	Crédits de paiement	
		2017	2018
3 COMPTES SPECIAUX DU TRESOR			
310 MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES			
01.1 Fonctionnement organes exécutifs & législatifs, affaires financières & fiscales, affaires	0	76 035 000	61 786 270
04.2 Agriculture, sylviculture, pêche et chasse	40 000 000		40 000 000
Total	40 000 000	76 035 000	101 786 270
412 MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE			
09.7 Recherche-développement dans le domaine de l'enseignement	2 616 620	2 333 000	2 616 620
Total	2 616 620	2 333 000	2 616 620
640 MINISTERE DE LA PROMOTION DE LA FEMME DE L'ENFANT & DE LA FAMILLE			
10.4 Famille et enfants	0	600 000	800 000
Total	0	600 000	800 000
714 MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE			
04.2 Agriculture, sylviculture, pêche et chasse	846 750		1 300 000
05.4 Préservation de la diversité biologique et protection de la nature		1 300 000	
Total	846 750	1 300 000	1 300 000
726 MINISTERE DES MINES			
04.3 Combustibles et énergie	515 000	3 369 200	1 263 750
04.4 Industries extractives et manufacturières, construction	35 000	725 000	865 000
Total	550 000	4 094 200	2 128 750
750 MINISTERE DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE ET DE LA POPULATION			
01.3 Services généraux	2 981 400		2 981 400
Total	2 981 400		2 981 400
820 MINISTERE DE L'AGRICULTURE			
04.2 Agriculture, sylviculture, pêche et chasse	5 000 000	5 000 000	5 000 000
Total	5 000 000	5 000 000	5 000 000
TOTAL	51 994 770	89 362 200	116 613 040
TOTAL GENERAL	849 954 485	2 167 677 210	2 330 778 938

ETAT I

TABLEAU DE CLASSIFICATIONS ADMINISTRATIVE ET ECONOMIQUE DES DEPENSES

DIRECTION GENERALE DU BUDGET

Un peuple - un But - une Foi

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2018
Classification Administrative et Economique

26/09/2017

(en milliers de francs CFA)

Type budget/Section Titre de dépense	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	
	2018	2017	2018
1 BUDGET GENERAL			
110 ASSEMBLEE NATIONALE			
Personnel	0	2 448 000	2 448 000
Biens et services	0	10 355 946	10 355 946
Transferts et subventions	0	1 564 200	1 574 200
Investissement	1 507 529	1 507 529	1 507 529
Total	1 507 529	15 875 675	15 885 675
120 PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE			
Personnel	0	1 354 074	1 524 061
Biens et services	0	7 530 427	8 080 427
Transferts et subventions	0	715 000	915 000
Investissement	1 710 425	1 740 970	1 710 425
Total	1 710 425	11 340 471	12 229 913
130 PRIMATURE			
Personnel	0	1 568 296	1 753 950
Biens et services	0	5 180 474	5 594 814
Transferts et subventions	0	1 069 623	1 486 867
Investissement	1 968 117	3 792 370	3 968 117
Total	1 968 117	11 610 763	12 803 748
131 DELEGATION GENERALE AUX ELECTIONS			
Personnel	0	66 816	66 816
Biens et services	0	460 581	472 084
Investissement	45 119	45 119	45 119
Total	45 119	572 516	584 019
140 COUR CONSTITUTIONNELLE			
Personnel	0	221 403	230 149
Biens et services	0	493 251	554 551
Transferts et subventions	0	35 000	43 700
Investissement	327 464	383 798	327 464
Total	327 464	1 133 452	1 155 864
150 COUR SUPREME			
Personnel	0	857 105	878 481
Biens et services	0	620 519	630 519
Transferts et subventions	0	150 000	170 000
Investissement	734 500	963 254	734 500
Total	734 500	2 590 878	2 413 500
155 HAUTE COUR DE JUSTICE			
Personnel	0	253 500	167 171
Biens et services	0	66 250	72 250
Transferts et subventions	0	712 000	712 000
Total	0	1 031 750	951 421

DIRECTION GENERALE DU BUDGET

Un peuple - un But - une Foi

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2018
Classification Administrative et Economique

26/09/2017

(en milliers de francs CFA)

Type budget/Section Titre de dépense	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	
	2018	2017	2018
1 BUDGET GENERAL			
160 CONSEIL ECONOMIQUE SOCIAL ET CULTUREL			
Personnel	0	292 720	284 201
Biens et services	0	618 343	703 763
Transferts et subventions	0	32 500	32 500
Investissement	350 000	390 000	350 000
Total	350 000	1 333 563	1 370 464
170 HAUT CONSEIL DES COLLECTIVITES TERRITORIALES			
Personnel	0	746 728	757 101
Biens et services	0	664 524	705 392
Transferts et subventions	0	62 500	112 500
Investissement	345 000	345 000	345 000
Total	345 000	1 818 752	1 919 993
180 MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES ET DE LA COOPERATION INTERNATIONALE			
Personnel	0	13 613 845	15 349 320
Biens et services	0	12 723 869	13 197 169
Transferts et subventions	0	3 925 294	4 692 435
Investissement	7 468 985	7 862 785	7 968 985
Total	7 468 985	38 125 793	41 207 909
185 MINISTERE DES MALIENS DE L'EXTERIEUR ET DE L'INTEGRATION AFRICAINE			
Personnel	0	281 465	407 879
Biens et services	0	604 538	825 205
Transferts et subventions	0	199 829	330 176
Investissement	719 500	1 530 200	719 500
Total	719 500	2 616 032	2 282 760
190 BUREAU DU VERIFICATEUR GENERAL			
Personnel	0	2 250 000	2 250 000
Biens et services	0	759 713	959 713
Transferts et subventions	0	20 000	45 000
Investissement	238 910	438 910	238 910
Total	238 910	3 468 623	3 493 623
192 MEDiateur DE LA REPUBLIQUE			
Personnel	0	365 131	378 280
Biens et services	0	95 850	100 107
Transferts et subventions	0	513 670	523 670
Investissement	30 000	30 000	30 000
Total	30 000	1 004 651	1 032 057
195 COMITE NATIONAL DE L'EGAL ACCES AUX MEDIAS D'ETAT			
Personnel	0	12 221	12 980
Biens et services	0	106 908	108 908
Investissement	27 630	29 630	27 630
Total	27 630	148 759	149 518

DIRECTION GENERALE DU BUDGET

Un peuple - un But - une Foi

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2018
Classification Administrative et Economique

26/09/2017

(en milliers de francs CFA)

Type budget/Section Titre de dépense	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	
	2018	2017	2018
1 BUDGET GENERAL			
210 MINISTERE DE LA DEFENSE ET DES ANCIENS COMBATTANTS			
Personnel	0	90 905 208	98 607 968
Biens et services	0	63 298 992	60 564 264
Transferts et subventions	0	609 440	776 982
Investissement	93 250 786	114 531 843	115 250 786
Total	93 250 786	269 345 483	275 200 000
220 MINISTERE DE LA JUSTICE			
Personnel	0	8 191 476	10 100 843
Biens et services	0	4 668 021	5 546 717
Transferts et subventions	0	658 344	939 292
Investissement	2 772 853	9 170 502	4 772 853
Total	2 772 853	22 688 343	21 359 705
223 OFFICE CENTRAL DE LUTTE CONTRE L'ENRICHISSEMENT ILLICITE			
Personnel	0	564 300	664 300
Biens et services	0	358 438	458 438
Investissement	218 000	118 000	218 000
Total	218 000	1 040 738	1 340 738
225 MINISTERE DES DROITS DE L'HOMME ET DE LA REFORME DE L'ETAT			
Personnel	0	198 010	200 240
Biens et services	0	253 178	382 678
Transferts et subventions	0	80 588	30 000
Investissement	350 000	434 000	350 000
Total	350 000	965 776	962 918
226 COMMISSION NATIONALE DES DROITS DE L'HOMME			
Personnel	0		250 000
Biens et services	0		230 000
Investissement	20 000		20 000
Total	20 000		500 000
230 MINISTERE DE LA SECURITE ET DE LA PROTECTION CIVILE			
Personnel	0	37 749 904	40 511 122
Biens et services	0	8 565 750	9 790 429
Transferts et subventions	0	930 750	1 198 288
Investissement	28 866 803	16 109 856	28 866 803
Total	28 866 803	63 356 260	80 366 642
235 SECURITE D'ETAT			
Biens et services	0	5 360 635	5 572 573
Investissement	500 000	211 938	500 000
Total	500 000	5 572 573	6 072 573

DIRECTION GENERALE DU BUDGET

Un peuple - un But - une Foi

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2018
Classification Administrative et Economique

26/09/2017

(en milliers de francs CFA)

Type budget/Section Titre de dépense	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	
	2018	2017	2018
1 BUDGET GENERAL			
310 MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES			
Personnel	0	14 780 497	17 645 986
Biens et services	0	8 534 604	9 946 405
Transferts et subventions	0	8 820 044	10 241 635
Investissement	52 236 787	28 998 072	44 636 787
Total	52 236 787	61 133 217	82 470 813
311 CELLULE NATIONALE DE TRAITEMENT DES INFORMATIONS FINANCIERES			
Personnel	0	250 000	250 000
Transferts et subventions	0	511 900	711 900
Investissement	400 000		400 000
Total	400 000	761 900	1 361 900
312 AUTORITE DE REGULATION DES MARCHES PUBLICS/DELEGATIONS SERVICES PUBLICS (ARMDS)			
Transferts et subventions	0	440 411	450 411
Total	0	440 411	450 411
320 MINISTERE DU TRAVAIL ET DE LA FONCTION PUBLIQUE			
Personnel	0	1 031 484	1 044 627
Biens et services	0	1 200 372	1 476 535
Transferts et subventions	0	30 000	30 000
Investissement	1 768 402	1 829 902	1 768 402
Total	1 768 402	4 091 758	4 319 564
323 MINISTERE DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE			
Personnel	0	700 172	619 994
Biens et services	0	1 001 297	1 203 971
Transferts et subventions	0	1 411 119	1 796 490
Investissement	10 103 227	6 684 677	10 103 227
Total	10 103 227	9 797 265	13 723 682
330 MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE			
Personnel	0	5 249 440	5 380 793
Biens et services	0	15 864 989	16 444 535
Transferts et subventions	0	2 503 498	2 621 198
Investissement	3 686 055	4 247 710	3 686 055
Total	3 686 055	27 865 637	28 132 581
334 AUTORITE PROTECTION DONNEES A CARACTERE PERSONNEL			
Personnel	0	115 268	129 731
Biens et services	0	346 712	414 630
Transferts et subventions	0	6 000	100 000
Investissement	153 619	413 200	953 619
Total	153 619	881 180	1 597 980

DIRECTION GENERALE DU BUDGET

Un peuple - un But - une Foi

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2018
Classification Administrative et Economique

26/09/2017

(en milliers de francs CFA)

Type budget/Section Titre de dépense	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	
	2018	2017	2018
1 BUDGET GENERAL			
335 MINISTERE DE LA DECENTRALISATION ET DE LA FISCALITE LOCALE			
Personnel	0	251 085	271 908
Biens et services	0	712 410	986 910
Transferts et subventions	0	5 180 148	5 332 634
Investissement	22 788 596	37 413 745	22 788 596
Total	22 788 596	43 557 388	29 380 048
340 MINISTERE DES AFFAIRES RELIGIEUSES ET DU CULTE			
Personnel	0	86 311	123 323
Biens et services	0	350 862	535 862
Transferts et subventions	0	347 284	357 284
Investissement	215 640	65 640	215 640
Total	215 640	850 097	1 232 109
341 MINISTERE DE LA RECONCILIATION NATIONALE			
Personnel	0	97 367	113 933
Biens et services	0	1 347 022	1 603 376
Transferts et subventions	0	1 433 032	1 469 928
Investissement	48 900	62 580	48 900
Total	48 900	2 940 001	3 236 137
380 MINISTERE DU COMMERCE			
Personnel	0	1 131 067	1 017 806
Biens et services	0	869 482	1 071 288
Transferts et subventions	0	203 862	302 675
Investissement	2 697 853	2 824 853	4 247 853
Total	2 697 853	5 029 264	6 639 622
410 MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE			
Personnel	0	158 551 534	196 237 132
Biens et services	0	44 213 808	44 286 449
Transferts et subventions	0	11 422 320	11 706 894
Investissement	42 983 113	52 501 895	48 483 113
Total	42 983 113	266 689 557	300 713 588
412 MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE			
Personnel	0	19 481 680	6 893 919
Biens et services	0	14 534 920	2 043 865
Transferts et subventions	0	28 478 001	58 879 563
Investissement	9 655 623	14 429 209	14 655 623
Total	9 655 623	76 923 810	82 472 970
510 MINISTERE DE LA CULTURE			
Personnel	0	1 265 309	1 239 380
Biens et services	0	1 468 863	1 747 694
Transferts et subventions	0	2 675 492	2 788 649
Investissement	2 764 302	5 272 802	3 314 302
Total	2 764 302	10 682 466	9 090 025

DIRECTION GENERALE DU BUDGET

Un peuple - un But - une Foi

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2018
Classification Administrative et Economique

26/09/2017

(en milliers de francs CFA)

Type budget/Section Titre de dépense	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	
	2018	2017	2018
1 BUDGET GENERAL			
520 MINISTERE DES SPORTS			
Personnel	0	912 022	901 508
Biens et services	0	3 735 036	3 755 484
Transferts et subventions	0	1 518 081	1 615 881
Investissement	1 366 239	2 137 239	1 766 239
Total	1 366 239	8 302 378	8 039 112
525 MINISTERE DE LA JEUNESSE ET DE LA CONSTRUCTION CITOYENNE			
Personnel	0	945 770	1 003 372
Biens et services	0	849 337	1 066 550
Transferts et subventions	0	136 560	296 560
Investissement	2 972 963	1 807 320	3 372 963
Total	2 972 963	3 738 987	5 739 445
610 MINISTERE DE LA SANTE ET DE L'HYGIENE PUBLIQUE			
Personnel	0	26 303 936	29 791 427
Biens et services	0	16 418 024	16 911 172
Transferts et subventions	0	30 905 414	31 618 331
Investissement	28 546 956	41 089 482	29 546 956
Total	28 546 956	114 716 856	107 867 886
614 HAUT CONSEIL NAT. LUTTE CONTRE LE SIDA			
Personnel	0	96 945	108 595
Transferts et subventions	0	2 850 715	2 951 715
Total	0	2 947 660	3 060 310
640 MINISTERE DE LA PROMOTION DE LA FEMME DE L'ENFANT & DE LA FAMILLE			
Personnel	0	1 017 624	1 399 324
Biens et services	0	1 125 494	1 322 306
Transferts et subventions	0	293 123	326 347
Investissement	6 399 137	5 036 483	6 399 137
Total	6 399 137	7 472 724	9 447 114
660 MINISTERE DE LA SOLIDARITE ET DE L'ACTION HUMANITAIRE			
Personnel	0	2 209 748	3 059 285
Biens et services	0	1 721 195	1 891 616
Transferts et subventions	0	48 529 679	53 514 111
Investissement	9 454 154	9 533 231	9 454 154
Total	9 454 154	61 993 853	67 919 166
700 MINISTERE DE L'EQUIPEMENT ET DU DESENCLAVEMENT			
Personnel	0	1 211 928	1 125 938
Biens et services	0	980 655	1 046 304
Transferts et subventions	0	908 938	941 802
Investissement	63 174 576	117 155 012	170 289 576
Total	63 174 576	120 256 533	173 403 620

DIRECTION GENERALE DU BUDGET

Un peuple - un But - une Foi

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2018
Classification Administrative et Economique

26/09/2017

(en milliers de francs CFA)

Type budget/Section Titre de dépense	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	
	2018	2017	2018
1 BUDGET GENERAL			
714 MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE			
Personnel	0	3 458 015	3 153 597
Biens et services	0	1 521 761	1 783 573
Transferts et subventions	0	923 491	1 151 695
Investissement	25 757 962	22 726 785	19 082 962
Total	25 757 962	28 630 052	25 171 827
720 MINISTERE DE L'ENERGIE ET DE L'EAU			
Personnel	0	1 393 269	1 446 983
Biens et services	0	926 331	1 212 306
Transferts et subventions	0	31 293 921	33 457 347
Investissement	55 015 489	84 808 000	73 819 489
Total	55 015 489	118 421 521	109 936 125
726 MINISTERE DES MINES			
Personnel	0	780 892	825 141
Biens et services	0	1 018 763	1 162 285
Transferts et subventions	0	240 026	400 026
Investissement	1 807 839	1 857 184	1 807 839
Total	1 807 839	3 896 865	4 195 291
730 MINISTERE DE L'ECONOMIE NUMERIQUE ET DE LA COMMUNICATION			
Personnel	0	222 875	199 682
Biens et services	0	430 023	580 023
Transferts et subventions	0	7 170 782	7 801 022
Investissement	2 863 778	5 030 278	2 863 778
Total	2 863 778	12 853 958	11 444 505
732 HAUTE AUTORITE DE LA COMMUNICATION			
Personnel	0		694 710
Transferts et subventions	0	645 258	345 258
Investissement	400 000	300 000	400 000
Total	400 000	945 258	1 439 968
740 MINISTERE DE L'HABITAT, DE L'URBANISME ET DES AFFAIRES FONCIERES			
Personnel	0	2 737 550	3 062 909
Biens et services	0	1 551 495	1 751 541
Transferts et subventions	0	459 720	659 720
Investissement	14 449 292	14 157 492	16 749 292
Total	14 449 292	18 906 257	22 223 462
745 MINISTERE DE L'URBANISME ET DE L'HABITAT			
Personnel	0	162 256	0
Biens et services	0	350 876	0
Transferts et subventions	0	10 259	0
Investissement	0	77 880	0
Total	0	601 271	0

DIRECTION GENERALE DU BUDGET

Un peuple - un But - une Foi

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2018
Classification Administrative et Economique

26/09/2017

(en milliers de francs CFA)

Type budget/Section Titre de dépense	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	
	2018	2017	2018
1 BUDGET GENERAL			
750 MINISTERE DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE ET DE LA POPULATION			
Personnel	0	385 138	312 614
Biens et services	0	620 563	555 359
Transferts et subventions	0	472 729	699 046
Investissement	11 767 155	8 632 295	13 767 155
Total	11 767 155	10 110 725	15 334 174
770 MINISTERE DES TRANSPORTS			
Personnel	0	980 031	977 035
Biens et services	0	422 272	696 330
Transferts et subventions	0	997 796	1 067 796
Investissement	2 764 484	6 420 608	3 679 484
Total	2 764 484	8 820 707	6 420 645
800 MINISTERE DU DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL			
Personnel	0	344 991	908 455
Biens et services	0	468 097	713 741
Transferts et subventions	0	253 295	273 006
Investissement	713 396	492 646	713 396
Total	713 396	1 559 029	2 608 598
812 MINISTERE DE LA PROMOTION DES INVESTISSEMENTS ET DU SECTEUR PRIVE			
Personnel	0	163 713	248 377
Biens et services	0	1 319 419	1 069 419
Transferts et subventions	0	513 352	949 424
Investissement	627 582	481 128	627 582
Total	627 582	2 477 612	2 894 802
820 MINISTERE DE L'AGRICULTURE			
Personnel	0	5 681 511	5 728 878
Biens et services	0	2 911 366	3 334 678
Transferts et subventions	0	33 692 743	29 698 920
Investissement	100 874 206	147 187 106	104 174 206
Total	100 874 206	189 472 726	142 936 682
822 MINISTERE DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE			
Personnel	0	3 197 827	3 312 284
Biens et services	0	1 091 734	1 681 420
Transferts et subventions	0	11 250 892	4 553 546
Investissement	22 815 304	27 323 754	22 815 304
Total	22 815 304	42 864 207	32 362 554
850 COMMISSARIAT A LA SECURITE ALIMENTAIRE			
Personnel	0	214 683	221 798
Biens et services	0	128 892	128 892
Transferts et subventions	0	29 050	29 050
Investissement	6 530 000	6 893 280	6 530 000
Total	6 530 000	7 265 905	6 909 740

DIRECTION GENERALE DU BUDGET

Un peuple - un But - une Foi

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2018
Classification Administrative et Economique

26/09/2017

(en milliers de francs CFA)

Type budget/Section Titre de dépense	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	
	2018	2017	2018
1 BUDGET GENERAL			
860 MINISTERE DE L'ARTISANAT ET DU TOURISME			
Personnel	0	198 499	460 963
Biens et services	0	578 003	819 393
Transferts et subventions	0	414 366	470 971
Investissement	1 128 616	1 178 116	1 128 616
Total	1 128 616	2 368 984	2 879 943
990 CHARGES COMMUNES			
Personnel	0	41 793 021	49 654 783
Biens et services	0	142 478 151	188 324 092
Transferts et subventions	0	45 035 069	53 096 462
Investissement	145 736 914	107 119 443	106 236 914
Total	145 736 914	336 425 684	397 312 251
TOTAL	796 119 780	2 072 334 554	2 207 651 690

DIRECTION GENERALE DU BUDGET

Un peuple - un But - une Foi

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2018
Classification Administrative et Economique

26/09/2017

(en milliers de francs CFA)

Type budget/Section Titre de dépense	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	
	2018	2017	2018
2 BUDGETS ANNEXES			
770 MINISTERE DES TRANSPORTS			
Personnel	0	1 882 500	1 959 000
Biens et services	0	1 857 268	2 127 273
Transferts et subventions	0	555 000	588 000
Investissement	1 839 935	1 685 688	1 839 935
Total	1 839 935	5 980 456	6 514 208
TOTAL	1 839 935	5 980 456	6 514 208

DIRECTION GENERALE DU BUDGET

Un peuple - un But - une Foi

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2018
Classification Administrative et Economique

26/09/2017

(en milliers de francs CFA)

Type budget/Section Titre de dépense	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	
	2018	2017	2018
3 COMPTES SPECIAUX DU TRESOR			
310 MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES			
Biens et services	0	76 035 000	61 786 270
Investissement	40 000 000		40 000 000
Total	40 000 000	76 035 000	101 786 270
412 MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE			
Investissement	2 616 620	2 333 000	2 616 620
Total	2 616 620	2 333 000	2 616 620
640 MINISTERE DE LA PROMOTION DE LA FEMME DE L'ENFANT & DE LA FAMILLE			
Transferts et subventions	0	600 000	800 000
Total	0	600 000	800 000
714 MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE			
Biens et services	0	345 000	345 000
Transferts et subventions	0	108 250	108 250
Investissement	846 750	846 750	846 750
Total	846 750	1 300 000	1 300 000
726 MINISTERE DES MINES			
Personnel	0	900 000	470 000
Biens et services	0	2 550 000	1 108 750
Investissement	550 000	644 200	550 000
Total	550 000	4 094 200	2 128 750
750 MINISTERE DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE ET DE LA POPULATION			
Investissement	2 981 400		2 981 400
Total	2 981 400		2 981 400
820 MINISTERE DE L'AGRICULTURE			
Investissement	5 000 000	5 000 000	5 000 000
Total	5 000 000	5 000 000	5 000 000
TOTAL	51 994 770	89 362 200	116 613 040
TOTAL GENERAL	849 954 485	2 167 677 210	2 330 778 938

ETAT J

TABLEAU RECAPITULATIF DES PROGRAMMES PAR MINISTERE ET INSTITUTION

26/09/2017

Liste des programmes par département

Section**Programme**

110 ASSEMBLEE NATIONALE

0.001 Assemblée Nationale

120 PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

1.001 Formulation et Coordination de l'Action Présidentielle

1.002 Administration Générale

2.001 Sécurité et Défense

130 PRIMATURE1.003 Formulation de la Politique et Coordination de l'Action
Gouvernementale

1.004 Administration Générale et Contrôle

2.002 Défense des Intérêts de l'Etat, des Collectivités Territoriales et
des Organismes Personnalisés**131 DELEGATION GENERALE AUX ELECTIONS**

2.003 Participation à la Gestion des Elections

140 COUR CONSTITUTIONNELLE

2.004 Compétences réunies de la Cour constitutionnelle

150 COUR SUPREME

2.005 Cour Suprême

155 HAUTE COUR DE JUSTICE2.056 Jugement du président de la république, des ministres et de leurs
complices**160 CONSEIL ECONOMIQUE SOCIAL ET CULTUREL**2.006 Participation à l'élaboration et à la mise en oeuvre des
Politiques Publiques

26/09/2017

Liste des programmes par département

Section**Programme**

170 HAUT CONSEIL DES COLLECTIVITES TERRITORIALES

2.007 Représentation et Promotion des Collectivités

**180 MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES ET DE LA COOPERATION
INTERNATIONALE**

1.006 Administration Générale

2.008 Politique Exterieur et Coopération Internationale

2.009 Formulation, Négociation et Suivi des Accords Internationaux

**185 MINISTERE DES MALIENS DE L'EXTERIEUR ET DE L'INTEGRATION
AFRICAINNE**

1.007 Administration Générale

2.010 Intégration Africaine

2.011 Gestion des Maliens de l'Extérieur

190 BUREAU DU VERIFICATEUR GENERAL

2.012 Bureau du Vérificateur Général

192 MEDiateur DE LA REPUBLIQUE

2.013 Médiateur

195 COMITE NATIONAL DE L'EGAL ACCES AUX MEDIAS D'ETAT

2.014 Egal accès aux medias d'Etat

210 MINISTERE DE LA DEFENSE ET DES ANCIENS COMBATTANTS

1.008 Administration Générale

2.015 Gestion des Opérations Militaires

2.016 Inspection des Armées

2.017 Formation

2.018 Gestion des Transmissions

220 MINISTERE DE LA JUSTICE

1.009 Administration Générale, Coordination et Contrôle

26/09/2017

Liste des programmes par département**Section****Programme****220 MINISTERE DE LA JUSTICE**

- 2.019 Politique Juridique et Judiciaire, Gestion de la Carrière et Formation
- 2.020 Renforcement et Modernisation des Institutions Pénitentiaires et de l'Education Surveillée

223 OFFICE CENTRAL DE LUTTE CONTRE L'ENRICHISSEMENT ILLICITE

- 2.094 Lutte contre l'Enrichissement Illicite

225 MINISTERE DES DROITS DE L'HOMME ET DE LA REFORME DE L'ETAT

- 1.041 Administration Générale
- 2.032 Reformes Administratives et Institutionnelles

226 COMMISSION NATIONALE DES DROITS DE L'HOMME

- 2.097 Protection et Promotion des Droits de l'Homme

230 MINISTERE DE LA SECURITE ET DE LA PROTECTION CIVILE

- 1.010 Administration Générale
- 2.021 Ordre et Sécurité
- 2.022 Prévention des Risques et Calamités et Organisation des Secours

235 SECURITE D'ETAT

- 0.002 Securite d'Etat

310 MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

- 1.011 Administration Générale
- 2.023 Conception et Coordination de la Politique Budgétaire
- 2.024 Recouvrement des Recettes Fiscales
- 2.025 Contrôle et Assistance de la Gestion des Deniers Publics
- 2.026 Gestion de la Trésorerie, Tenue de la Comptabilité Publique et Suivi du Système Financier
- 2.027 Gestion de la Dette Publique
- 2.028 Coordination et Formulation des Politiques, Stratégies, Programmes Socio Economiques, Sectoriels
- 2.029 Gestion des Biens de l'Etat

26/09/2017

Liste des programmes par département**Section****Programme****310 MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES**

- 3.001 Remboursement des Credits TVA
- 3.009 Fonds de Développement Durable

**311 CELLULE NATIONALE DE TRAITEMENT DES INFORMATIONS
FINANCIERES**

- 2.044 Assistance au traitement à la gestion de l'information financière

**312 AUTORITE DE REGULATION DES MARCHES PUBLICS/DELEGATIONS
SERVICES PUBLICS (ARMDS)**

- 2.068 Régulation de la commande publique

320 MINISTERE DU TRAVAIL ET DE LA FONCTION PUBLIQUE

- 1.012 Administration Générale
- 2.030 Amélioration de la Gestion Administrative des Agents de l'Etat
- 2.031 Amélioration du Cadre législatif du Travail

323 MINISTERE DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE

- 1.013 Administration Générale
- 2.033 Amélioration du Cadre Législatif et Promotion de l'Emploi
- 2.034 Formation Professionnelle

330 MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE

- 1.014 Administration Générale et Contrôle
- 2.036 Administration du Territoire
- 2.037 Gestion Commune des Frontières et Coopération Transfrontalière

334 AUTORITE PROTECTION DONNEES A CARACTERE PERSONNEL

- 2.095 Protection des Données à Caractère personnel

335 MINISTERE DE LA DECENTRALISATION ET DE LA FISCALITE LOCALE

- 1.036 Administration Générale
- 2.038 Dispositif d'Appui Technique aux Collectivités Territoriales

26/09/2017

Liste des programmes par département

Section**Programme**

340 MINISTERE DES AFFAIRES RELIGIEUSES ET DU CULTE

- 1.015 Administration Générale
- 2.039 Religion et du Culte

341 MINISTERE DE LA RECONCILIATION NATIONALE

- 1.016 Administration Générale
- 2.040 Renforcement du Processus de Dialogue et de Réconciliation Nationale

380 MINISTERE DU COMMERCE

- 1.032 Administration Générale
- 2.083 Conception et Coordination de la Politique sectorielle du commerce et Appui à la Gestion des Marchés

410 MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE

- 1.017 Administration Générale
- 2.041 Développement de l'Education de Base
- 2.042 Développement de l'Enseignement Secondaire Général
- 2.043 Consolidation et Diversification de l'Enseignement Technique et Professionnel

412 MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE

- 1.018 Administration Générale
- 2.045 Développement de l'Enseignement Supérieur
- 2.046 Développement de la Recherche scientifique et de l'innovation technologique
- 3.002 Financement de la Recherche et de l'innovation technologique

510 MINISTERE DE LA CULTURE

- 1.019 Administration Générale
- 2.047 Protection et Promotion de l'Héritage Culturel
- 2.048 Promotion de l'Industrie Cinématographique
- 2.049 Promotion de la Création Artistique et Littéraire

26/09/2017

Liste des programmes par département**Section****Programme****520 MINISTERE DES SPORTS**

- 1.020 Administration Générale
- 2.052 Développement et Promotion des activités physiques et sportives
- 2.053 Formation des Formateurs, des Cadres et des Jeunes Talents

525 MINISTERE DE LA JEUNESSE ET DE LA CONSTRUCTION CITOYENNE

- 1.038 Administration Générale
- 2.035 Education, Animation, Insertion Socio-Economique des Jeunes
- 2.067 Civisme, Volontariat et Citoyenneté

610 MINISTERE DE LA SANTE ET DE L'HYGIENE PUBLIQUE

- 1.021 Administration, Coordination et Décentralisation
- 2.054 Soins de Santé Primaire et Lutte Contre les Maladies
- 2.055 Disponibilité des Médicaments, Vaccins et Consommables et
Accessibilité financière aux soins de santé et participation
- 2.057 Soins Hospitaliers et Recherche

614 HAUT CONSEIL NAT. LUTTE CONTRE LE SIDA

- 2.058 Programme Multisectoriel de Lutte Contre le SIDA

**640 MINISTERE DE LA PROMOTION DE LA FEMME DE L'ENFANT & DE LA
FAMILLE**

- 1.022 Administration Générale et Développement des Capacités
Institutionnelles
- 2.059 Promotion de la Femme
- 2.060 Promotion de l'Enfant et de la Famille
- 3.003 Appui à l'Autonomisation de la Femme et à l'Epanouissement de
l'Enfant

660 MINISTERE DE LA SOLIDARITE ET DE L'ACTION HUMANITAIRE

- 1.023 Administration Générale
- 2.061 Renforcement de la Solidarité et de la Lutte Contre l'Exclusion
- 2.062 Renforcement de la Protection Sociale et de l'Economie Solidaire
- 2.063 Lutte Contre la Pauvreté

26/09/2017

Liste des programmes par département

Section**Programme**

700 MINISTERE DE L'EQUIPEMENT ET DU DESENCLAVEMENT

- 1.024 Administration Générale
- 2.065 Construction et entretien des routes, Développement de la cartographie et de la topographie

714 MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE

- 1.025 Administration Générale
- 2.069 Amélioration du Cadre de Vie des Populations
- 2.070 Sauvegarde et Gestion Intégrée des Ressources du Bassin du Fleuve Niger
- 2.071 Protection et Conservation de la Nature
- 2.072 Coordination de la mise en oeuvre de la Politique Nationale de Protection de l'Environnement
- 3.004 Appui à l'aménagement et à la protection de la faune
- 3.005 Appui à l'aménagement et à la protection des forêts

720 MINISTERE DE L'ENERGIE ET DE L'EAU

- 1.026 Administration Générale
- 2.073 Développement des Ressources Energétiques
- 2.074 Développement des Ressources en Eau

726 MINISTERE DES MINES

- 1.027 Administration Générale
- 2.075 Développement des ressources minérales
- 3.007 Financement de la recherche, formation et promotion des activités minières
- 3.010 Programme de développement des ressources minérales (PDRM)
- 3.011 Fonds d'appui pour la promotion de la recherche pétrolière (FAPRP)

730 MINISTERE DE L'ECONOMIE NUMERIQUE ET DE LA COMMUNICATION

- 1.028 Administration Générale
- 2.076 Medias et Communication Publics
- 2.077 Poste et Nouvelles Technologies

732 HAUTE AUTORITE DE LA COMMUNICATION

26/09/2017

Liste des programmes par département

Section**Programme**

732 HAUTE AUTORITE DE LA COMMUNICATION

2.096 Régulation de la Communication

740 MINISTERE DE L'HABITAT, DE L'URBANISME ET DES AFFAIRES FONCIERES

1.029 Administration Générale

2.078 Gestion Domaniale et Foncière

2.079 Développement Harmonieux des Villes et Réhabilitation des Quartiers Précaires

745 MINISTERE DE L'URBANISME ET DE L'HABITAT

1.030 Administration Générale

750 MINISTERE DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE ET DE LA POPULATION

1.031 Administration Générale et Contrôle

2.080 Population

2.081 Aménagement du Territoire

2.082 Collecte, Analyse, Diffusion des Données et Coordination du Système Statistique National

770 MINISTERE DES TRANSPORTS

1.042 Administration Générale

2.066 Développement et sécurisation des transports

4.001 Développement des transports et transit des marchandises maliennes dans les ports

800 MINISTERE DU DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL

1.039 Administration Générale

2.084 Développement du secteur industriel

812 MINISTERE DE LA PROMOTION DES INVESTISSEMENTS ET DU SECTEUR PRIVE

1.033 Administration Générale

26/09/2017

Liste des programmes par département

Section**Programme**

**812 MINISTERE DE LA PROMOTION DES INVESTISSEMENTS ET DU
SECTEUR PRIVE**

- 2.085 Appui au développement du secteur privé
- 2.086 Promotion et Développement de la Micro-finance

820 MINISTERE DE L'AGRICULTURE

- 1.034 Administration Générale
- 2.087 Appui au Monde Rural
- 2.088 Aménagement et Equipement Rural
- 2.089 Recherche - Formation
- 3.006 Appui au financement de l'Agriculture

822 MINISTERE DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE

- 1.037 Administration Générale
- 2.090 Développement des Productions et Industries Animales
- 2.091 Développement des Productions Halieutiques et Aquacoles
- 2.092 Protection Sanitaire et Santé Publique Vétérinaire

850 COMMISSARIAT A LA SECURITE ALIMENTAIRE

- 2.093 Sécurité Alimentaire

860 MINISTERE DE L'ARTISANAT ET DU TOURISME

- 1.040 Administration Générale
- 2.050 Promotion du Secteur de l'Artisanat
- 2.051 Promotion du Secteur du Tourisme

990 CHARGES COMMUNES

- 0.003 Provision pour imprevues
- 0.004 Dette

ETAT K

**PROGRAMME TRIENNAL
D'INVESTISSEMENT**

Un Peuple – Un But – Une Foi

**MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE
ET DES FINANCES**

**PROGRAMME TRIENNAL
D'INVESTISSEMENT (PTI)
2018-2020**



2017

**DIRECTION
NATIONALE DE LA
PLANIFICATION DU
DÉVELOPPEMENT
(DNPD)**

DEPSI
Août 2017

**NOTE DE PRÉSENTATION DU PROGRAMME
TRIENNAL D'INVESTISSEMENTS (PTI) 2018 – 2020**

I. RAPPEL/MÉTHODOLOGIE

Le Programme Triennal d'Investissement (PTI) 2018-2020 est le 31^{ème} exercice de programmation depuis l'adoption et l'application à partir de 1988 du mécanisme de programmation triennale glissante des investissements au Mali.

En 1989, le Budget Spécial d'Investissement (BSI) qui est la première tranche annuelle du PTI a été intégré au Budget d'État et devait obéir de ce fait aux règles et procédures d'exécution de celui-ci. Pour élargir ces règles au financement extérieur du BSI, des procédures spécifiques ont été instituées à travers l'Instruction N° 03/ MP-MFC du 03 septembre 1990 relative au suivi d'exécution trimestriel du BSI.

L'intégration du BSI au Budget d'État découle du souci du Gouvernement de rationaliser les dépenses publiques liées aux investissements dans le cadre des mesures d'ajustement structurel conclues avec les Institutions de Bretton Woods. C'est pourquoi, à partir de 1992, le Gouvernement a convenu avec la Banque Mondiale de l'application de critères économiques et financiers dans la sélection des projets à inscrire au PTI et au BSI. Ces critères ont été réaffirmés et renforcés par une grille d'évaluation avec l'adoption en juillet 2003 du Manuel de Procédure de Programmation et de Suivi – évaluation des investissements publics au Mali.

Il s'agit entre autres de :

l'exigence d'un dossier de faisabilité pour tous les projets dont le coût d'investissement est supérieur ou égal à un (1) milliard de FCFA ; et disponibilité d'un dossier de formulation le cas échéant ;

l'exigence d'un taux de rentabilité économique suffisant pour les projets productifs d'une telle envergure ;

l'impact des projets, notamment sur le service de la dette, les coûts récurrents et les fonds de contrepartie.

L'application de ces critères doit permettre de rationaliser le processus global d'investissements et d'améliorer ainsi la gestion des ressources publiques.

À partir de 1997, le document du PTI a été ajouté aux documents budgétaires dans le but d'informer les autorités, au-delà du simple exercice budgétaire annuel, sur les perspectives globales d'investissement au cours des trois prochaines années.

II. PRÉSENTATION DU PTI 2018-2020 :

Le Programme triennal d'investissement 2018-2020 s'inscrit dans le cadre macro – économique de mise en œuvre du Cadre Stratégique pour la Relance Economique et le Développement Durable du Mali (CREDD) 2016-2018 lequel prend en compte l'évaluation des politiques économiques et financières mises en œuvre par le Mali avec l'appui des Institutions de Bretton Woods et des autres partenaires au développement. Il traduit également les orientations et objectifs qualitatifs sur la base d'une vision de croissance économique soutenue et réductrice de pauvreté.

1. Les stratégies et objectifs macro-économiques et macro financiers pour 2018 - 2020

La Stratégie de Développement pour la période 2018 - 2020 vise la consolidation de la stabilisation macro-économique, notamment le renforcement et l'approfondissement des réformes structurelles et sectorielles. Elle sera consignée dans un document de référence Post-CREDD appuyé sur la mise en œuvre des ODD.

L'objectif principal est d'atteindre une croissance économique durable et soutenue en vue de réduire la pauvreté et le chômage et d'assurer la viabilité financière intérieure et extérieure à moyen terme.

La stratégie de développement sera mise en œuvre dans le contexte de la décentralisation et du renforcement de l'intégration régionale, notamment au sein de l'UEMOA et de la CEDEAO dans le cadre du CREDD, cadre unique de référence des politiques et stratégies de développement du Mali.

La finalité de ce cadre stratégique de développement est de créer d'une part, un environnement macro – économique et institutionnel structurant, favorable à la croissance et à l'accroissement de la compétitivité de l'économie et, d'autre part les conditions de participation effective des populations à la réalisation et au bénéfice des fruits de cette croissance tout en mettant l'accent sur l'amélioration de leurs revenus et leur accès aux services sociaux de base.

Outre la poursuite et la recherche de l'équilibre budgétaire, le CREDD place la mise en valeur des ressources humaines et la maîtrise de la croissance démographique au centre des efforts de développement du gouvernement et accorde une importance toute particulière aux réformes structurelles, nécessaires à donner davantage de souplesse à l'économie et à diversifier la production et les exportations. Ces réformes vont porter sur : le renforcement de l'intermédiation financière, les réformes approfondies dans les secteurs d'électricité, des télécommunications, des mines et du coton, la modernisation de la fonction publique, la mise en œuvre des programmes de l'éducation et de la santé.

La croissance économique attendue sera favorisée par l'amélioration de l'activité dans les sous-secteurs moteurs de l'économie : agriculture, infrastructures de base et

industrie. L'activité dans ces secteurs sera appuyée par un approfondissement des réformes structurelles, en particulier celles qui faciliteront le désengagement rapide de l'État de la production et du commerce au profit du secteur privé, d'où le renforcement du PPP. Les débouchés du commerce intra régional devraient s'élargir avec les progrès de l'intégration régionale en cours au sein de l'UEMOA. Le succès du programme dépendra du relèvement de l'investissement privé et de l'amélioration de l'efficacité de l'investissement public. Une part de plus en plus importante du financement de ces investissements sera assurée par le budget de l'État; ce qui devrait conduire à une gestion plus rigoureuse de ces ressources et permettre de dégager l'épargne publique indispensable à cet effet.

2. Politiques macro-économiques et structurelles

Les politiques macro-économiques viseront à :

- améliorer de façon durable la situation financière par une augmentation continue des recettes et le maintien de la maîtrise des dépenses publiques, l'objectif étant d'assurer à terme la viabilité des finances de l'État afin d'augmenter l'épargne intérieure et de réduire la dépendance du Mali à l'égard de l'aide budgétaire ;
- maintenir une politique monétaire et de crédits prudents et compatibles avec les objectifs de croissance économique, d'inflation et de balance des paiements ;
- renforcer l'efficacité des investissements publics pour éliminer les entraves à un plus grand dynamisme du secteur privé et à la prestation des services sociaux.

Les politiques structurelles viseront à :

- développer et promouvoir le secteur privé, notamment par la mise en place d'un cadre juridique simple, incitatif et du cadre réglementaire, le renforcement des institutions de soutien au secteur privé, la consolidation et l'élargissement du secteur financier, et la mise en place des infrastructures économiques de soutien adéquates ;
- poursuivre les réformes en matière de réhabilitation de la justice par la mise en œuvre du PURSJ ;
- poursuivre la réforme des entreprises publiques.

Les politiques sectorielles viseront à :

- renforcer la compétitivité et la productivité du secteur de l'agriculture par l'amélioration de la performance des filières riz, maïs, blé et coton et le développement de l'agriculture irriguée et non irriguée pour l'atteinte des objectifs du secteur ;
- promouvoir la diversification agricole avec une plus grande participation du secteur privé par le renforcement du cadre incitatif et réglementaire, l'encadrement des organisations des producteurs et des exportateurs ;
 - valoriser les ressources humaines et les services sociaux de base par le développement de l'éducation, de la santé, l'accès à l'eau potable et la promotion de la femme ;

- assurer la protection de l'environnement par une gestion rationnelle des ressources naturelles ;
- développer et promouvoir les infrastructures de base (mines, énergie, transports et télécommunications, urbanisme et habitat).

3. Les implications du PTI 2018-2020 sur le CREDD

L'enveloppe des dépenses prévisionnelles inscrites au Programme Triennal d'Investissement **2018-2020** qui correspond à des projets mûrs ou en cours d'exécution est estimée à **1 111, 821 Milliards de FCFA** contre **1 062, 613 Milliards de F CFA** sur la période **2017-2019** et **1 033,736 Milliards de FCFA** sur la période **2016-2018**. Les dépenses du **PTI 2018-2020** ont augmenté de **49,208 Milliards de FCFA** par rapport à celles de la période **2017-2019**, soit une augmentation de **4,63%** contre **2,79%** entre les périodes **2017-2019** et **2016-2018**.

L'augmentation de l'enveloppe du PTI par rapport à 2017-2019 s'explique en grande partie par une augmentation considérable des dépenses prévisionnelles du secteur secondaire.

Il convient de noter que l'enveloppe ainsi déterminée ne couvre que les investissements publics inscrits au PTI 2018-2020. Les investissements dits privés sont évalués ailleurs, y compris ceux des ONG.

Le présent Programme Triennal d'Investissement Public accorde la priorité au secteur des Infrastructures, notamment les sous secteurs moyens routiers et bâtiments/équipement et les secteurs Économie Rurale et Secondaire à travers respectivement les sous-secteurs Agriculture et Énergie.

Le programme met l'accent sur des actions de développement permettant d'impulser la croissance et la lutte contre la pauvreté, nécessaires pour une croissance économique durable à travers les investissements tels que l'amélioration des infrastructures routières, la réhabilitation des aménagements hydro – agricoles dans les zones des Offices de développement agricole, le développement de l'agro-sylvo-pastoral, le renforcement des infrastructures énergétiques, les travaux de construction et d'équipement des bâtiments publics, le renforcement des infrastructures socio de base, l'approvisionnement en eau potable des populations, le développement et l'amélioration des infrastructures d'assainissement, l'appui à la décentralisation et au secteur privé.

Il s'agit plus précisément de :

dans le secteur Économie rurale : les programmes d'aménagement en maîtrise totale ou partielle dans les zones Offices (Office du Niger, OPIB, ORS, ORM, ADRS, ODRS, OMB), le projet de développement rural de Soké 1, le développement des agro pôles avec l'appui du Programme de compétitivité et diversification agricole (PCDA), le projet d'appui à la résilience et à la sécurité alimentaire (PRESA – DCI et PRESAN – KL), le Programme de Développement de l'Irrigation au Mali (PDI-BS), le Programme pour l'Accroissement de la Productivité Agricole au Mali (PAPAM), le Projet de Renforcement de la Résilience au Sahel (P2RS), le Programme de Renforcement de la Résilience à la

Sécurité Alimentaire (PRIA), le projet de reconstitution du stock national de sécurité alimentaire, le programme de restructuration du marché céréalier, le programme de développement des filières sésame, gomme arabique, karité et anacarde, le projet de développement intégré des ressources animales et aquacoles (PDIRAM) et le projet régional d'appui au pastoralisme au sahel (PRAPS);

dans le secteur Secondaire, le projet d'aménagement de Taoussa, la recherche minière notamment la promotion des indices miniers, la réhabilitation des centrales hydroélectriques de Sélingué et de Sotuba, le projet de réalisation de 36 000 lampadaires solaires dans 311 villages et villes, le Projet Système Hybride Electrification Rurale, le programme d'urgence social l'accès à l'énergie, le projet construction Centre National Conduite Dédoublément Capacité Centrale Sotuba, les projets et programmes AEP et les projets de développement de l'artisanat et du Tourisme;

dans le secteur Infrastructure, la construction d'un 4ème pont dans le District de Bamako, la réhabilitation de l'ancien Pont et la construction d'un nouveau Pont à Kayes, la construction et le bitumage de la route Macina - Diafarabé - Téninkou (95 KM), l'étude de l'autoroute Bamako – Bougouni-Sikasso – Hérémakono, la poursuite du Projet d'Aménagement des Infrastructures Routières Structurantes (PAIRS), les travaux de construction des routes Zantiébougou-Kolondiéba-Frontière RCI, Kayes-Kéniéba, Barouéli-Tamani, Kangaba-Dilafoundo-Frontière Guinée (50 Km), Banconi-Dialakorodji-Safo-Dabani-Nonsombougou, Yanfolila-Kalana-Frontière Guinée (52 Km), la bretelle Katélé-Kadiolo-Zégoua (36 Km) et l'aménagement de 10 Km de Voiries dans la localité de Kadiolo, Sikasso-Zégoua, la Construction Voie Ceinture Ouest Koulikoro (13,6 Km), l'aménagement de la Voie Kouloubléni longue de 5 Km Commune Rurale Kalaban-Koro (C. Kati), l'entretien courant des routes, la construction de 50 000 logements sociaux, la mise en œuvre du programme de réforme foncière, les travaux de construction et d'équipement des bâtiments publics (DNDC, DNUH, DGCC, ANTIM, Hôtel des Finances, INSTAT, la grande prison de Bamako, Hôpital du Mali), la mise en œuvre du PURD, le programmes d'acquisition/construction de résidence et logement des diplomates, le renforcement des équipements aéronautique et météorologique.

dans le secteur des Ressources Humaines, le Programme d'Urgence de Renforcement du Système Judiciaire (PURSJ), le Programme d'Investissement Sectoriel de l'Education (PISE), le projet de développement des compétences et emploi des jeunes (PROCEJ), le projet d'Appui à la Formation Professionnelle et l'Insertion à l'Entreprenariat des Jeunes Ruraux (FIER), le programme emploi-jeunes par le volontariat, le programme de relance et réinsertion économique, les Contrats plans État – Régions ou District, l'amélioration des plateaux techniques santé Markala, Koutiala et Koulikoro, la construction et l'équipement des hôpitaux, la mise en œuvre des accords d'établissement avec les CHU et les travaux de réhabilitation et d'équipement d'infrastructures sportives et culturelles.

Pour étoffer davantage le programme d'investissement à l'avenir, il convient non seulement d'améliorer le degré d'exhaustivité du PTI, mais aussi d'accélérer le rythme d'identification et d'étude de nouveaux projets dans les domaines prioritaires que

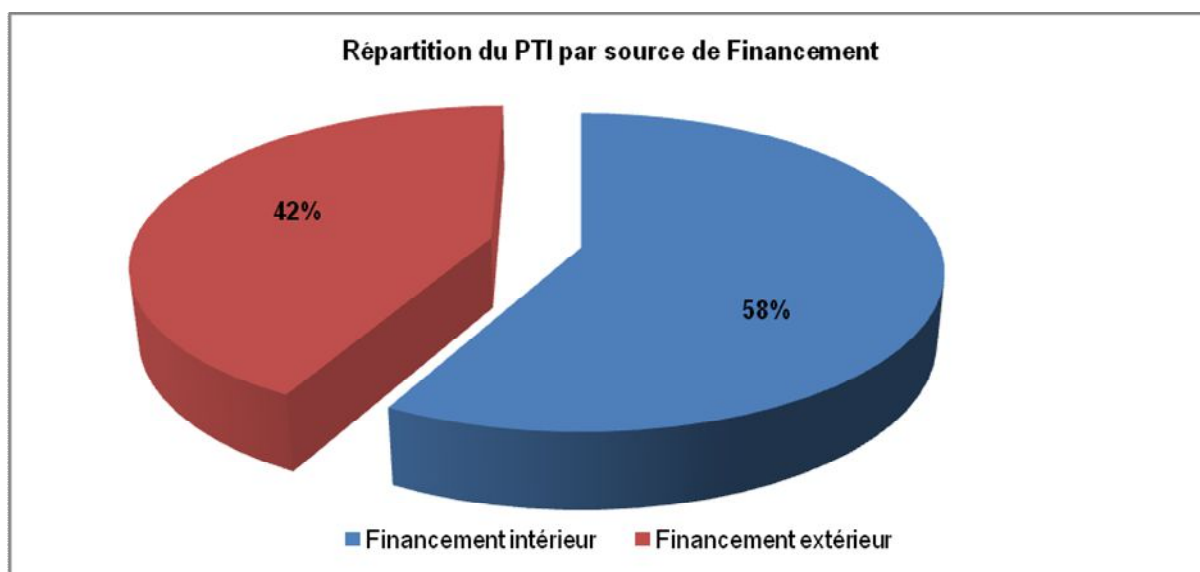
constituent l'agriculture, l'éducation, la santé ainsi que la construction et la réhabilitation des infrastructures routières et énergétiques.

4. Enveloppe globale du PTI 2018-2020

L'enveloppe du **PTI 2018-2020** se chiffre à **1 111,821** Milliards de F CFA. Les ressources financières prévues pour couvrir ces dépenses proviennent respectivement du financement intérieur pour **641,276 Milliards FCFA**, soit **57,68%** et du financement extérieur pour **470,545 Milliards FCFA**, soit **42,32%**.

Ceci démontre de la volonté manifeste des autorités du pays à financer de plus en plus les investissements sur les ressources intérieures et de ne pas trop dépendre de l'extérieur notamment pour les infrastructures routières

Graphique 1 : ventilation de l'enveloppe du PTI par source de financement :



5. Ventilation Sectorielle de l'Enveloppe du PTI

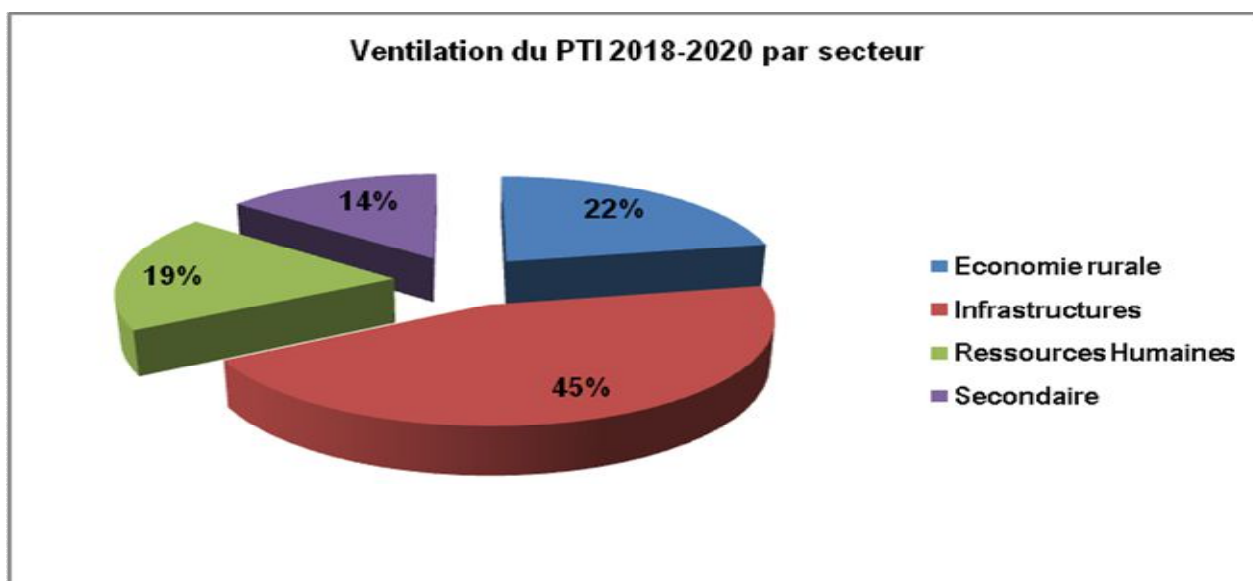
5.1. Ventilation globale et par source de financement :

La ventilation sectorielle du **PTI 2018-2020** se présente comme suit (en milliards F CFA et en %) :

Tableau 1 : Financement total par secteur

SECTEURS	MONTANT	%
Économie rurale	236,750	21,29
Secondaire	228,029	20,51
Infrastructures	466,668	41,97
Ressources Humaines	180,374	16,22
TOTAL	1 111,821	100,00

Graphique 2 : ventilation de l'enveloppe du PTI par secteur

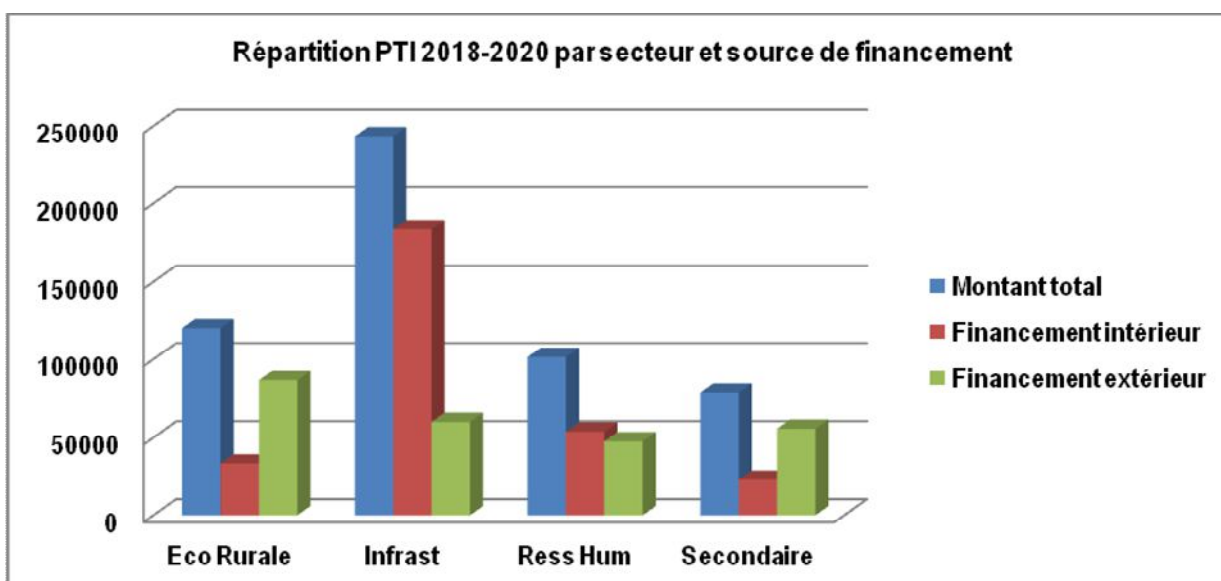


La ventilation sectorielle du **PTI 2018-2020** par source de financement se présente comme suit (en milliards F CFA) :

Tableau 2 : Secteur par source de financement

SECTEURS	Fin. Intérieur	Fin. Extérieur
Économie rurale	82,432	154,318
Secondaire	61,691	166,338
Infrastructures	380,460	86,208
Ressources Humaines	116,693	63,681
TOTAL	641,276	470,545

Graphique 3 : ventilation de l'enveloppe du PTI par secteur et par source de financement



Cette ventilation montre que le financement extérieur est très important dans les secteurs de **l'Économie Rurale et le Secondaire**. Il représente **65,18%** de l'enveloppe globale du secteur Économie Rurale, soit un montant de **154,318 milliards de FCFA** contre **34,82%** pour le financement intérieur, soit un montant de **82,432 milliards de FCFA**.

Cela s'explique par le financement volumineux que drainent les infrastructures et aménagements hydro-agricoles, les actions entreprises dans le sous-secteur de l'élevage et des Forêts et l'intérêt des PTFs à accompagner le Gouvernement dans le développement de ces sous-secteurs.

Les infrastructures hydrauliques, énergétiques et d'approvisionnement en eau potable, nécessitent également de moyens financiers très importants, ce qui explique le volume élevé du financement extérieur au niveau du **Secteur secondaire**. A ce niveau, le financement extérieur représente **72,95%**, soit un montant de **166,338 milliards de FCFA** contre **27,05%**, soit un montant de **61,691 milliards de FCFA** pour le financement intérieur.

Par contre, au niveau des **Secteurs des Infrastructures et des Ressources Humaines**, les financements sur les ressources internes sont beaucoup plus considérables avec des proportions très élevées, dépassant plus de **60%** dans les deux secteurs.

Dans le **Secteur des infrastructures**, le financement intérieur est de l'ordre **380,460 milliards de FCFA**, soit **81,53%** de l'enveloppe globale du secteur contre **86,208 milliards de FCFA**, soit **18,47%** pour le financement extérieur.

Dans le **Secteur des Ressources Humaines**, le financement intérieur représente **64,70%** de l'enveloppe globale du secteur, soit un montant de **116,693 milliards de FCFA** contre **35,30%** pour le financement extérieur, soit un montant de **63,681 milliards de FCFA**.

5.2. Ventilation par sous-secteur et par source de financement :

Secteur et sous-secteurs des Infrastructures :

Le profil sectoriel de l'enveloppe du PTI se caractérise par l'importance du **Secteur des Infrastructures** avec **466,668 Milliards**, soit **41,97%** de l'enveloppe globale. Ce secteur est marqué par la poursuite de la mise en œuvre du Programme de construction de 50 000 logements sociaux, la poursuite des constructions et la réhabilitation des routes pour le désenclavement intérieur et extérieur du pays, ainsi que le renforcement des services de l'administration malienne (construction et équipement).

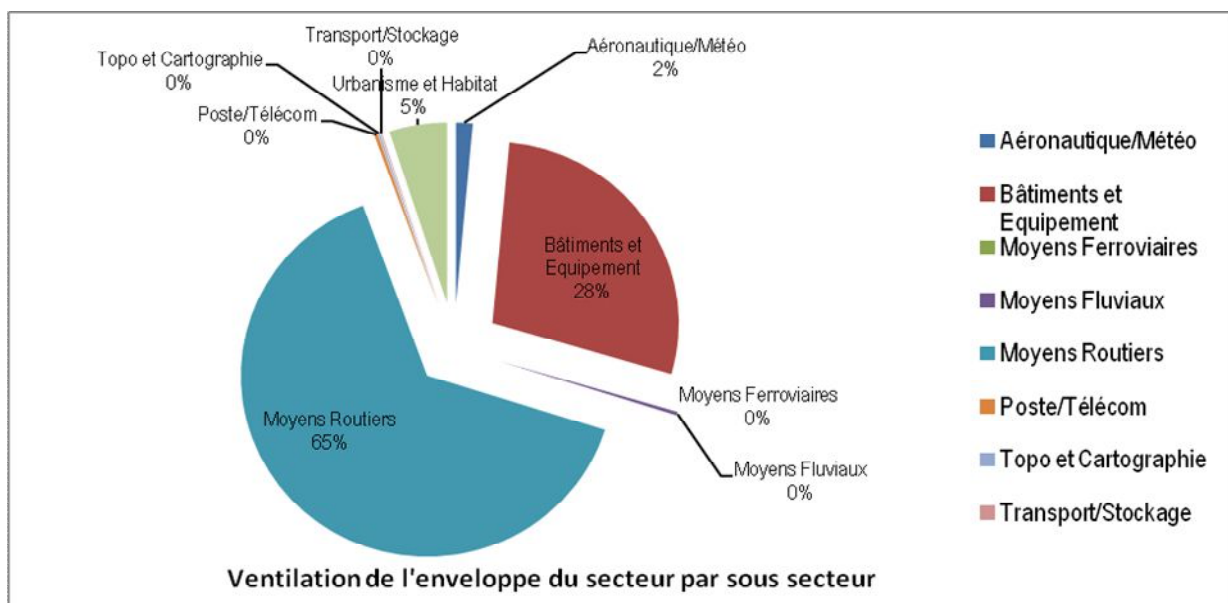
Au niveau de ce secteur, les efforts du Gouvernement sont surtout concentrés sur les sous-secteurs des **Moyens routiers** avec un montant de **301,227 milliards de FCFA**, soit **64,55%** du financement total du secteur et des **Bâtiments et Equipement** avec un

financement de **131,021 milliards de FCFA**, soit **28,08%**. Derrière ces deux sous-secteurs, suivent, de très loin, ceux de **l'Urbanisme et Habitat** avec **23,525 milliards**, soit **5,04%** ; **Aéronautique/Météo** avec **6,750 milliards**, soit **1,45%**. Les moyens affectés aux sous-secteurs **Moyens Ferroviaires, Moyens fluviaux, Poste/Télécom, Topo et Cartographie** et **Transport/Stockage** sont très faibles et représentent moins de 1% du secteur.

Tableau 3 : Financement par sous-secteur :

Sous-Secteur	Financement	Pourcentage
Moyens Routiers	301 227	64,55
Moyens Ferroviaires	0	0,00
Moyens Fluviaux	1 500	0,32
Aéronautique/Météo	6 750	1,45
Poste/Télécom	1 415	0,30
Topo et Cartographie	750	0,16
Bâtiments et Equipement	131 021	28,08
Urbanisme et Habitat	23 525	5,04
Transport/Stockage	480	0,10

Graphique 4 : ventilation de l'enveloppe du Secteur par sous-secteur

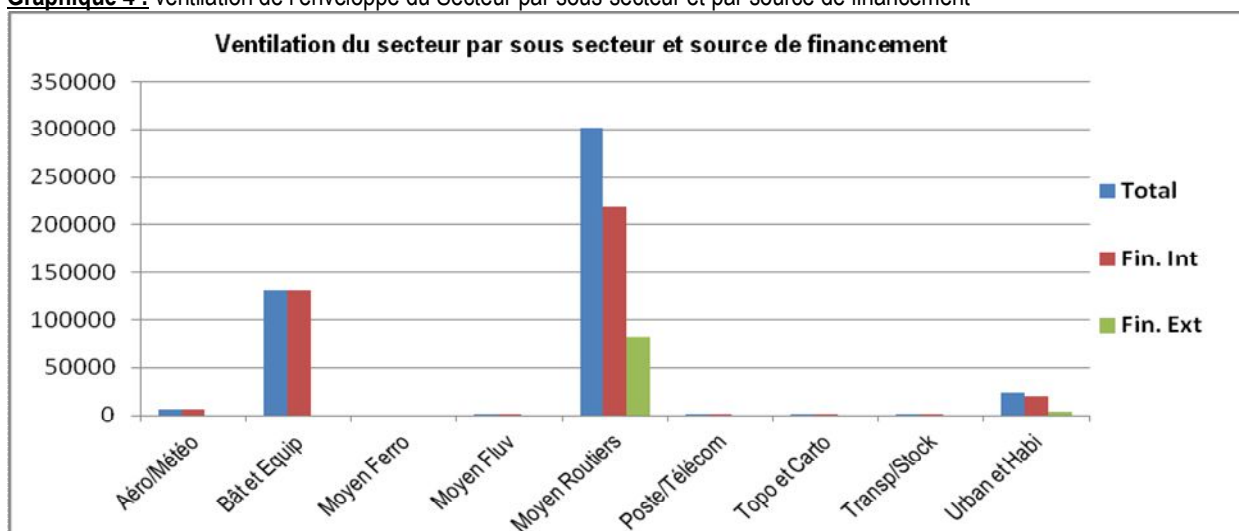


La répartition de l'enveloppe totale du **Secteur des Infrastructures** entre ses différents sous-secteurs par source de financement se présente comme suit :

Tableau 4 : Sous-secteur par source de financement :

Sous-Secteurs	Total	Fin. Intérieur	Fin. Extérieur
Moyens Routiers	301 227	219 174	82 053
Moyens Ferroviaires	0	0	0
Moyens Fluviaux	1 500	1 500	0
Aéronautique/Météo	6 750	6 750	0
Poste/Télécom	1 415	1 415	0
Topo et Cartographie	750	750	0
Bâtiments et Equipement	131 021	131 021	0
Urbanisme et Habitat	23 525	19 370	4 155
Transport/Stockage	480	480	0

Graphique 4 : ventilation de l'enveloppe du Secteur par sous-secteur et par source de financement



Cette ventilation montre que le financement extérieur n'est pas très important dans le **Secteur des Infrastructures** où il ne finance que les sous secteurs moyens routiers et Urbanisme/Habitat.

Au niveau des autres sous-secteurs **Moyens Fluviaux, Aéronautique/Météo, Poste/Télécom, Topo et Cartographie, Bâtiments et Equipement et Transport/Stockage**, l'État supporte à 100% les besoins de financement.

Au niveau des **Moyens routiers**, le financement intérieur est de **219,174 milliards de FCFA**, soit **72,76%** contre **82,053 milliards de FCFA** de financement extérieur, soit **27,24%**. Au niveau du sous-secteur **Urbanisme et Habitat**, le financement intérieur est de **19,370 milliards de FCFA**, soit **82,34%** contre **4,155 milliards de FCFA** pour le financement extérieur, soit **17,66%**.

Secteur et sous-secteurs Économie Rurale :

Le **Secteur Économie Rurale** vient en deuxième position dans les priorités de l'État avec un financement de **236,750 Milliards** soit **21,29%** du financement total. Ce secteur est orienté vers la poursuite d'importants projets comme le Programme d'Aménagement agricole à l'Office du Niger, le Programme de compétitivité et diversification agricole (PCDA), Programme de Développement de l'Irrigation dans le Bassin de Sélingué (PDI-BS), le Projet de Renforcement de la Sécurité Alimentaire par le Développement des Cultures Irriguées (PRESA-DCI), le Projet de Renforcement de la Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle dans la Région De Koulikoro (PRESAN-KL), le Programme Régional d'Appui au Pastoralisme au Sahel (PRAPS), le Projet de Développement des Ressources Animales au Sahel Occidental au Mali (PDIRAM), le Programme de développement des filières porteuses (sésame, gomme arabique, anacarde, karité),

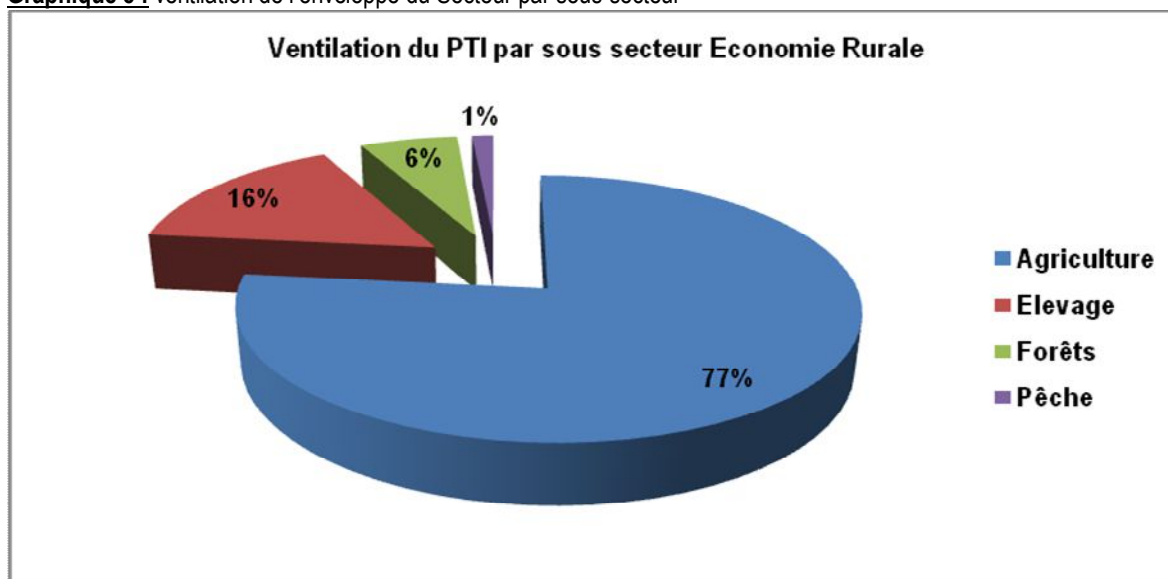
Au niveau de ce secteur, les priorités du Gouvernement sont surtout les sous-secteurs de l'**Agriculture** avec un financement de **181,762 milliards de FCFA**, soit **76,77%** du financement du secteur et de l'**Elevage** qui suit de très loin avec un financement de **37,124 milliards de FCFA**, soit **15,68%** du financement total du secteur.

A ces deux sous-secteurs, s'ajoutent respectivement, ceux des **Forêts** avec **14,664 milliards**, soit **6,19%** et de la **Pêche** avec **3,200 milliards de FCFA**, soit **1,35%**.

Tableau 5 : Financement par sous-secteur :

Sous-Secteurs	Financement	Pourcentage
Agriculture	181 762	76,77
Elevage	37 124	15,68
Pêche	3 200	6,19
Forêts	14 664	1,35

Graphique 5 : ventilation de l'enveloppe du Secteur par sous-secteur

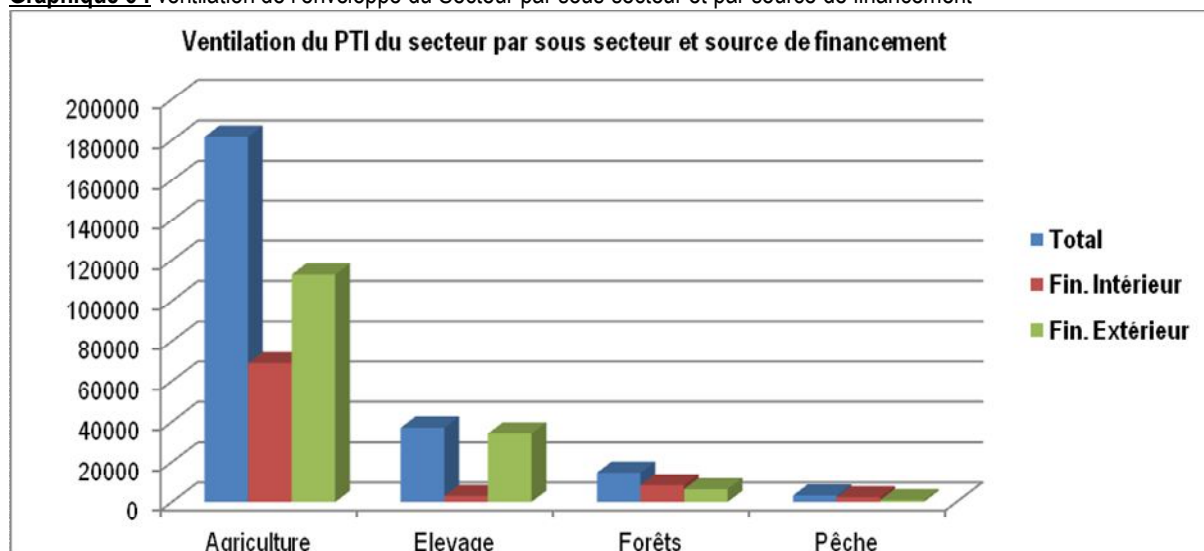


La répartition des ressources par source de financement entre les différents sous-secteurs du **Secteur Économie Rurale** se présente comme suit :

Tableau 6 : Sous-secteur par source de financement :

Sous-Secteurs	Total	Fin. Extérieur	Fin. Intérieur
Agriculture	181 762	112 860	68 902
Elevage	37 124	34 224	2 900
Pêche	3 200	900	2 300
Forêts	14 664	6 334	8 330

Graphique 6 : ventilation de l'enveloppe du Secteur par sous-secteur et par source de financement



Cette ventilation montre que le financement extérieur est très important dans le secteur de **l'Économie Rurale**. Le financement extérieur représente **65,18%**, soit un montant de **154,318 milliards de FCFA** du financement total du secteur contre **34,82%**, soit un montant de **82,432 milliards de FCFA** pour le financement intérieur. Dans les sous-secteurs de **l'Agriculture et de l'Elevage**, il est davantage marqué.

Au niveau de l'Agriculture, le financement extérieur est de **112,860 milliards de FCFA**, soit **62,09%** contre **68,902 milliards de FCFA** pour le financement intérieur, soit **37,91%**. Dans le sous-secteur Elevage, la proportion est de **34,224 milliards de FCFA**, soit **92,19%** pour le financement extérieur contre **2,900 milliards de FCFA** pour le financement intérieur, soit **7,81%**.

L'importance du financement extérieur dans le secteur est expliquée par le financement volumineux que drainent les infrastructures et aménagements hydro-agricoles et pastoraux auprès des bailleurs de fonds et partenaires techniques et financiers ainsi que les actions entreprises dans le sous-secteur des Forêts.

Secteur et sous-secteurs des Ressources Humaines :

Le **Secteur des Ressources Humaines** avec **180,374 Milliards F CFA**, soit **16,22%** de l'enveloppe globe du PTI sur la période **2018-2020**, se caractérise par la poursuite de grands programmes, notamment l'appui au PURSJ, le Programme d'Investissement Sectoriel de l'Education (PISE), le Projet d'Appui au Développement de l'Enseignement Supérieur, la mise en œuvre des accords d'établissement avec les hôpitaux, le PROCEJ et le FIER et surtout la mise en œuvre des Contrats Plans État Régions ou District.

Au niveau de ce secteur, les priorités du Gouvernement sont surtout les sous-secteurs **Administration/Plan et Finances** avec **85,257 milliards de FCFA**, soit **47,27%** du financement du secteur, **Santé/Affaires Sociales** avec un financement de **43,250**

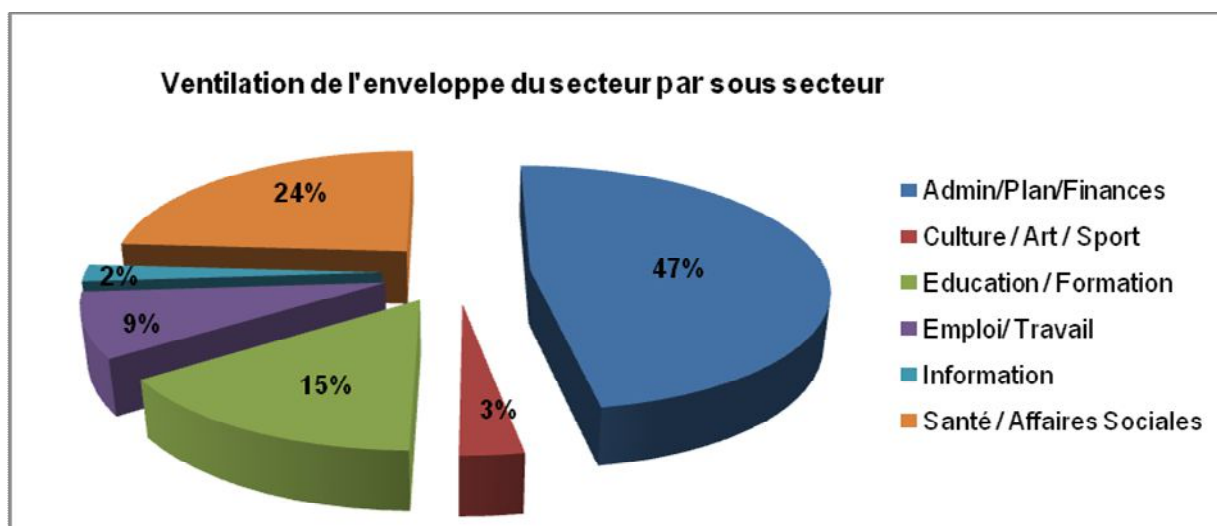
milliards de FCFA, soit 23,98% et Education/Formation avec 27,377 milliards de FCFA, soit 15,18%.

Ces sous-secteurs sont suivis, respectivement, par **Emploi/Travail** avec 15,280 milliards, soit 8,47%, **Culture/Art/Sport** avec 5,300 milliards de FCFA, soit 2,94% et **Information** avec 3,910 milliards, soit un taux de 2,17% du financement total du secteur.

Tableau 7 : Financement par sous-secteur :

Sous-Secteurs	Financement	Pourcentage
Emploi/Travail	15 280	8,47%
Education/Formation	27 377	15,18%
Santé/Affaires Sociales	43 250	23,98%
Culture/Art/Sport	5 300	2,94%
Information	3 910	2,17%
Administration/Plan/Finances	85 257	47,27%

Graphique 7 : ventilation de l'enveloppe du Secteur par sous-secteur

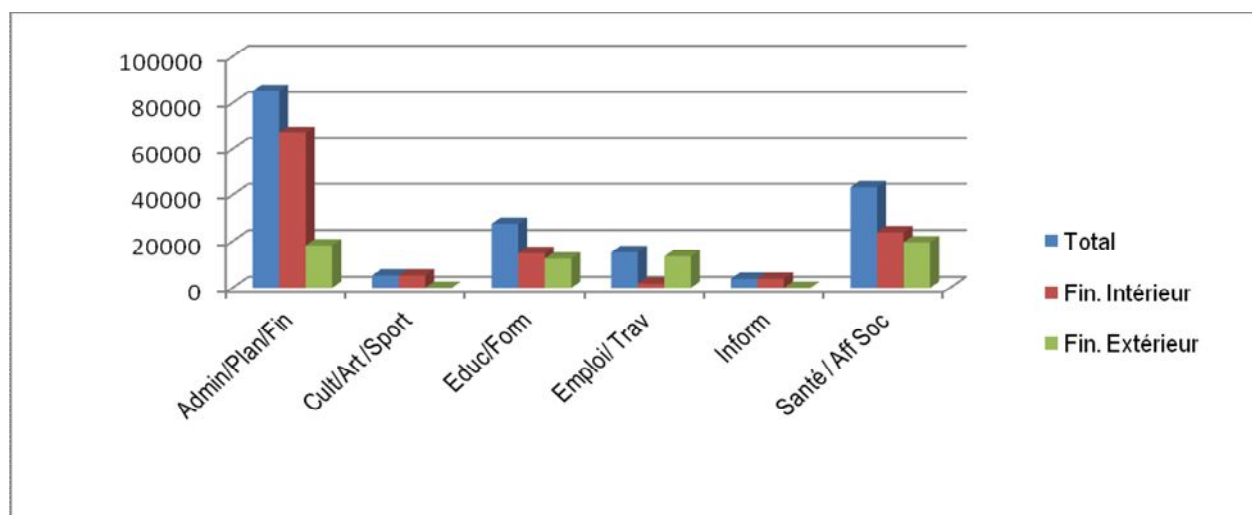


La répartition des ressources par source de financement entre les différents sous-secteurs du **Secteur Ressources Humaines** se présente comme suit :

Tableau 8 : Sous-secteur par source de financement :

Sous-Secteurs	Total	Fin. Extérieur	Fin. Intérieur
Emploi/Travail	15 280	13 500	1 780
Education/Formation	27 377	12 500	14 877
Santé/Affaires Sociales	43 250	19 500	23 750
Culture/Art/Sport	5 300	0	5 300
Information	3 910	0	3 910
Adm/Plan/Finances	85 257	18 181	67 076

Graphique 8 : ventilation de l'enveloppe du Secteur par sous-secteur par source de financement



Cette ventilation montre que le financement extérieur n'est pas très important dans le **Secteur des Ressources Humaines**. Le secteur est en grande partie financé par les ressources internes. La répartition des ressources du secteur entre les sources de financement se présente comme suit : le financement intérieur est de **116,693 milliards de FCFA**, soit **64,70%** contre **63,681 milliards de FCFA**, soit **35,30%** pour le financement extérieur.

Au niveau du sous-secteur **Administration/Plan et Finances**, le financement intérieur représente **78,68%** de l'enveloppe, soit un montant de **67,076 milliards de FCFA** contre **21,32%**, soit un montant de **18,181 milliards de FCFA** pour le financement extérieur.

Pour le sous-secteur **Santé/Affaires Sociales**, le financement intérieur représente **54,91%**, soit le montant de **23,750 milliards** de son enveloppe contre **45,09%**, soit un montant de **19,500 milliards de FCFA** pour le financement extérieur.

Concernant le sous secteur **Education/ Formation**, le financement intérieur représente **54,34%** de l'enveloppe, soit un montant de **14,877 milliards de FCFA** contre **45,66%** pour le financement extérieur, soit un montant de **12,500 milliards de F CFA**.

Compte tenu de la spécificité du sous-secteur **Emploi/Travail** et des appuis des PTF très importants dans le domaine, le financement extérieur est plus élevé que le financement intérieur à ce niveau. La proportion est de **13,500 milliards de FCFA**, soit **88,35%** pour le financement extérieur contre **1,780 milliards de FCFA**, soit **11,65%** pour le financement intérieur.

Secteur et sous-secteurs du Secondaire :

Le **Secteur Secondaire** avec **228,029 milliards de FCFA**, soit **13,05%** de l'enveloppe du **PTI 2018-2020**, est essentiellement marqué par la poursuite des projets de recherches minières, le développement et le renforcement des infrastructures de

l'énergie, hydrauliques et les projets d'approvisionnement en eau potable et assainissement.

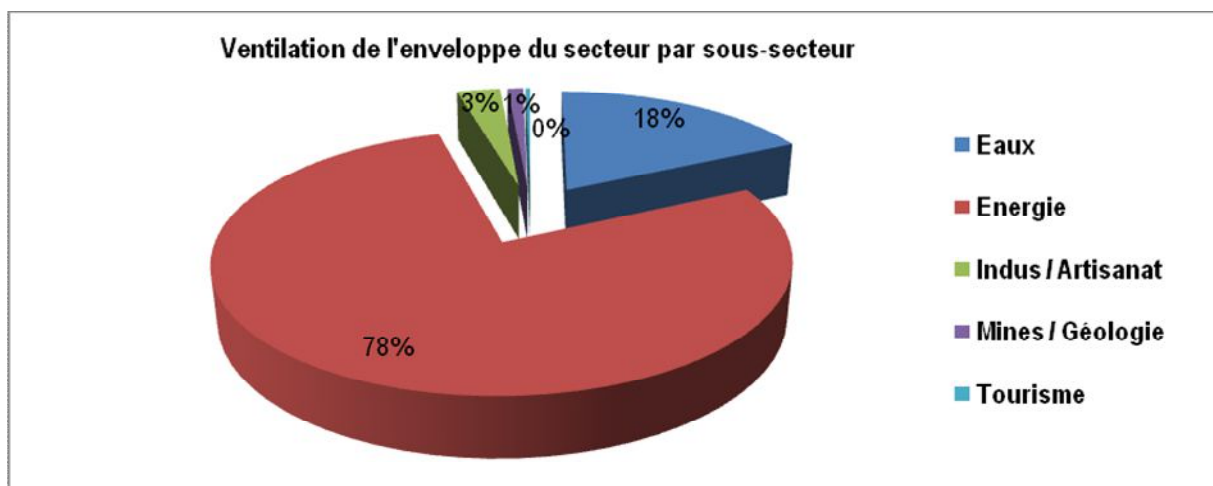
Au niveau du secteur, les priorités du Gouvernement sont surtout les sous-secteurs **Energie** avec **177,271 milliards de FCFA**, soit **77,74%** du financement du secteur et **Eaux** avec **40,810 milliards de FCFA**, soit **17,90%**.

Ils sont suivis, respectivement, par ceux de l'**Industrie/Artisanat** avec **6,791 milliards de FCFA**, soit **2,98%**, **Mines et Géologie** avec **2,457 milliards**, soit **1,08%**, et u **Tourisme** avec **700 millions**, soit un taux de **0,31%** du financement total du secteur.

Tableau 9 : Financement par sous-secteur :

Sous-Secteurs	Financement	Pourcentage
Mines et Géologie	2 457	1,08%
Eaux	40 810	17,90%
Energie	177 271	77,74%
Industrie/Artisanat	6 791	2,98%
Tourisme	700	0,31%

Graphique 9 : ventilation de l'enveloppe du Secteur par sous-secteur

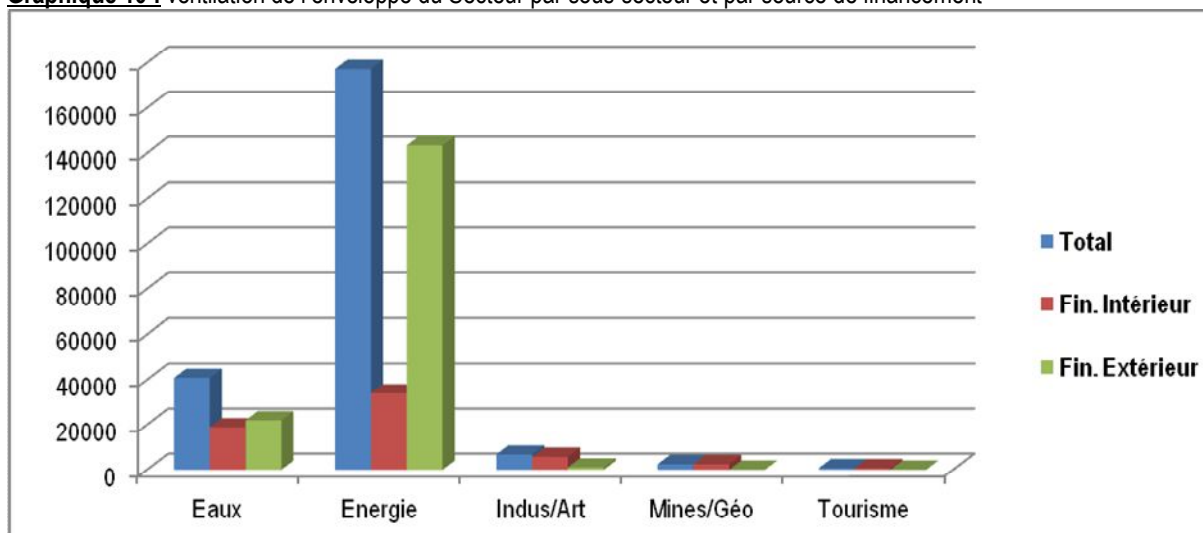


La répartition des ressources par source de financement entre les différents sous-secteurs du **Secteur Secondaire** se présente comme suit :

Tableau 10 : Sous-secteur par source de financement :

Sous-Secteurs	Total	Fin. Extérieur	Fin. Intérieur
Mines et Géologie	2 457	0	2 457
Eaux	40 810	21 971	18 839
Energie	177 271	143 301	33 970
Industrie/Artisanat	6 791	1 066	5 725
Tourisme	700	0	700

Graphique 10 : ventilation de l'enveloppe du Secteur par sous-secteur et par source de financement



Cette ventilation montre que le financement extérieur est important dans le **Secteur Secondaire** et représente plus de la moitié du financement total du secteur. En effet, Il est de l'ordre de **166,338 milliards de FCFA**, soit **72,95%** contre **61,691 milliards de FCFA**, soit **27,05%** pour le financement intérieur.

Au niveau du sous-secteur **Eaux**, le financement extérieur représente **21,971 milliards de FCFA**, soit **53,84%** de l'enveloppe totale contre **18,839 milliards de FCFA**, soit **46,16%** pour le financement intérieur.

Pour le sous-secteur **Energie** par contre, le financement extérieur est encore plus important avec **143,301 milliards de FCFA**, soit **80,84%** contre **33,970 milliards de FCFA**, soit **19,16%** pour le financement intérieur.

Quant au sous-secteur **Industrie/Artisanat**, le financement extérieur est moins important que le financement intérieur. En effet, il est financé à hauteur de **1,066 milliard de FCFA**, soit **15,70%** par l'extérieur contre **5,725 milliards de FCFA**, soit **84,30%** par l'État du Mali.

Les autres sous-secteurs tels que **Mines et Géologie**, **Tourisme** sont exclusivement financés sur les ressources internes de l'État.

NB : le PTI est un document de prévision des investissements qui couvre une période de 3 ans. La 1^{ère} année du PTI est appelée BSI et est partie intégrante du Budget de l'année. Les autres années du PTI sont des estimations de programmation des investissements futurs du Pays et ces estimations ne peuvent pas être considérées comme des crédits budgétaires.

ANNEXES

Annexes 1

Présentation détaillée des Projets par
Secteur / Sous Secteur et par Source de Financement



PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2018 - 2020

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE		PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE																		
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2018			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2018	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2018	2019	2020	Total	2018	2019	2020	Total	Sources
3114	CONSTRUCTION SIEGE DGSE	2018	2018	500	500	500	500	500	500	500	0	500	0	0	500	0	0	0	0	0
2822	REHABILITATION BUREAUX/VILLAS D'HOTES PRESIDENCE	2015	2020	2 220	1 300	300	300	1 300	300	300	0	300	500	500	1 300	0	0	0	0	0
2876	REHABILITATION CAMP 3 GARDE PRESIDENTIELLE	2015	2018	528	150	150	150	150	150	150	0	150	0	0	150	0	0	0	0	0
2892	REHABILITATION ANCIEN SECRETARIAT GENERAL DU GOUVERNEMENT	2016	2018	665	0	450	200	200	200	200	0	200	0	0	200	0	0	0	0	0
TOTAL MINISTERE				3 913	1 950	1 400	1 150	2 150	1 150	1 150	0	1 150	500	500	2 150	0	0	0	0	0



PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2018 - 2020

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE		PRIMATURE																		
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2018			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2018	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2018	2019	2020	Total	2018	2019	2020	Total	Sources
2294	CONSTRUCTION EQUIPEMENT ECOLE NATIONALE ADMINISTRATION BKO	2008	2018	15 226	2 347	7 347	2 000	2 347	2 000	2 000	0	2 000	347	0	2 347	0	0	0	0	0
3029	CONST/EQUIP. SIEGE AUTORITE PROTECTION DONNEES CARACTERE PERSONNEL	2017	2018	1 100	800	800	800	800	800	800	0	800	0	0	800	0	0	0	0	0
3027	MODERNISATION SGG	2017	2018	400	0	0	100	100	100	100	0	100	0	0	100	0	0	0	0	0
3028	PROJET RENFORCEMENT SECURITE CITE ADMINISTRATIVE	2017	2020	1 060	800	200	200	800	200	200	0	200	300	300	800	0	0	0	0	0
2823	EXTENSION DAF PRIMATURE	2015	2018	1 500	800	200	200	800	200	200	0	200	300	300	800	0	0	0	0	0
3098	CONST/EQUIP. DIRECTION GENERALE CONTENTIEUX ETAT	2018	2020	1 000	1 000	200	200	1 000	200	200	0	200	500	300	1 000	0	0	0	0	0
TOTAL MINISTERE				20 286	5 747	8 747	3 500	5 847	3 500	3 500	0	3 500	1 447	900	5 847	0	0	0	0	0



PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2018 - 2020

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE		COUR CONSTITUTIONNELLE																		
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2018			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2018	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2018	2019	2020	Total	2018	2019	2020	Total	Sources
2895	REHABILITATION RENOVATION COUR CONSTITUTIONNELLE	2016	2018	700	0	400	200	200	200	200	0	200	0	0	200	0	0	0	0	0
TOTAL MINISTERE				700	0	400	200	200	200	200	0	200	0	0	200	0	0	0	0	0



PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2018 - 2020

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE		COUR SUPREME																		
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2018			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2018	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2018	2019	2020	Total	2018	2019	2020	Total	Sources
2894	CONSTRUCTION EQUIPEMENT SIEGE SECTION COMPTES/ CC	2016	2019	3 734	1 700	400	400	1 700	400	400	0	400	1 300	0	1 700	0	0	0	0	0
TOTAL MINISTERE				3 734	1 700	400	400	1 700	400	400	0	400	1 300	0	1 700	0	0	0	0	0



PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2018 - 2020

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE		CONSEIL ECONOMIQUE SOCIAL & CULTUREL																			
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2018			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR					
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2018	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2018	2019	2020	Total	2018	2019	2020	Total	Sources	
2720	CONSTRUCTION EQUIPEMENT CESC	2013	2018	1 150		0	0	175	175	175	175	0	175	0	0	175	0	0	0	0	
TOTAL MINISTERE				1 150		0	0	175	175	175	175	0	175	0	0	175	0	0	0	0	



PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2018 - 2020

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE		HAUT CONSEIL DES COLLECTIVITES TERRITORIALES																		
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2018			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2018	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2018	2019	2020	Total	2018	2019	2020	Total	Sources
2760	CONSTRUCTION EQUIPEMENT SIEGE HCCT	2014	2018	3 500	200	200	200	200	200	200	0	200	0	0	200	0	0	0	0	0
TOTAL MINISTERE				3 500	200	200	200	200	200	200	0	200	0	0	200	0	0	0	0	0



PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2018 - 2020

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE		MIN. AFF.ETRANG. INTEGRATION AFRICAINE ET COOPERAT° INTERNATIONALE																		
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2018			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2018	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2018	2019	2020	Total	2018	2019	2020	Total	Sources
2326	APPUI CPS SECTEUR COOPERATION INTEGRATION	2009	2020	670	450	150	150	450	150	150	0	150	150	150	450	0	0	0	0	
2744	PROG.ACQUISIT/CONSTR/RESIDENCE/LOGE DIPLOMATE	2014	2020	10 000	2 200	800	800	2 200	800	800	0	800	700	700	2 200	0	0	0	0	
3030	PROJET CONS/EQUIP DFM DRH ET CPS SECTEUR COOP INTEGRATION	2017	2019	1 200	900	400	400	900	400	400	0	400	500	0	900	0	0	0	0	
2492	CONSTRUCTION COMPLEXE DIPLOMATIQUE OUAGADOUGOU	2010	2019	1 019	500	500	500	500	500	500	0	500	0	0	500	0	0	0	0	
TOTAL MINISTERE				12 889	4 050	1 850	1 850	4 050	1 850	1 850	0	1 850	1 350	850	4 050	0	0	0	0	



PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2018 - 2020

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE		MINISTERE DES MALIENS DE L'EXTÉRIEUR ET DE L'INTÉGRATION AFRICAINE																		
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2018			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2018	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2018	2019	2020	Total	2018	2019	2020	Total	Sources
2384	PROGRAMME TOKTEN	2017	2019	1 715	521	351	170	521	521	521	0	170	170	0	340	181	0	0	181	PNUD
2884	CONSTRUCTION MAISON MALIENS EXTERIEUR	2015	2017	1 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2925	APPUJ INSERTION ET REINSERTION MIGRANTS MALIENS DE RETOUR VOLONTAIRE ET INVOLONTAIRE	2016	2019	750	750	250	250	750	250	250	0	250	250	250	750	0	0	0	0	0
TOTAL MINISTERE				3 465	1 271	601	420	1 271	771	771	0	420	420	250	1 090	181	0	0	181	



PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2018 - 2020

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE		MINISTERE DE LA JUSTICE																		
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2018			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2018	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2018	2019	2020	Total	2018	2019	2020	Total	Sources
3042	CONST EQUIP REHAB INFRASTRUCTURES INFJ Me DEMBA DIALLO	2017	2019	2 000	1 200	500	500	1 200	500	500	0	500	700	0	1 200	0	0	0	0	0
2359	APPUI CPS SECTEUR JUSTICE	2008	2019	1 500	600	200	200	600	200	200	0	200	200	200	600	0	0	0	0	0
3051	PROGRAMME URGENCE RENFORCEMENT SYSTEME JUDICIAIRE (PURSJ)	2006	2020	52 718	0	6 300	1 600	5 800	1 600	1 600	0	1 600	2 100	2 100	5 800	0	0	0	0	0
2762	CONSTRUCTION GRANDE PRISON DE BAMAKO	2014	2019	12 000	8 005	8 005	2 000	8 005	2 000	2 000	0	2 000	6 005	0	8 005	0	0	0	0	0
TOTAL MINISTERE				68 218	9 805	15 005	4 300	15 605	4 300	4 300	0	4 300	9 005	2 300	15 605	0	0	0	0	0



PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2018 - 2020

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE		MINISTERE DROITS DE L'HOMME & REFORME ETAT																		
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2018			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2018	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2018	2019	2020	Total	2018	2019	2020	Total	Sources
1935	PROJET DEVELOPPEMENT INSTITUTION DU CDI	2003	2018	25 000	1 050	350	350	1 050	350	350	0	350	350	350	1 050	0	0	0	0	0
TOTAL MINISTERE				25 000	1 050	350	350	1 050	350	350	0	350	350	350	1 050	0	0	0	0	0



PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2018 - 2020

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE		MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES																		
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2018			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2018	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres dépenses	2018	2019	2020	Total	2018	2019	2020	Total	Sources
2828	CONSTRUCTION EQUIPEMENT DGABE	2017	2019	1 504	1 104	1 104	400	1 104	400	400	0	400	704	0	1 104	0	0	0	0	0
2905	APPUI PROGRAMMATION SUIVI EVALUATION INVESTISSEMENT	2016	2020	1 572	980	360	360	980	360	360	0	360	310	310	980	0	0	0	0	0
2911	APPUI CELLULE DEVELOPPEMENT SECTEUR FINANCIER	2016	2020	662	470	170	175	475	175	175	0	175	150	150	475	0	0	0	0	0
2941	APPUI CELLULE SUIVI DES PROJETS	2016	2018	300	0	0	100	100	100	100	0	100	0	0	100	0	0	0	0	0
2969	INTERCONNEXION DES BASES DE DONNEES DU MEF	2016	2020	7 000	5 500	1 500	1 500	5 500	1 500	1 500	0	1 500	2 000	2 000	5 500	0	0	0	0	0
2970	APPUI A LA MIGRATION PRED 5	2016	2020	1 152	600	200	200	600	200	200	0	200	400	0	600	0	0	0	0	0
3052	PROJET CENTRE DE FORMATION POUR LE DEVELOPPEMENT (CFD)	2005	2020	1 747	975	325	325	975	325	325	0	325	325	325	975	0	0	0	0	0
3057	APPUI CELLULE SUIVI REFORMES UEMOA	2017	2020	350	300	100	100	300	100	100	0	100	100	100	300	0	0	0	0	0
2908	EQUIPEMENT INSPECTION DES FINANCES	2016	2020	1 000	600	200	200	600	200	200	0	200	200	200	600	0	0	0	0	0



MINISTERE		MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES																		
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2018			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2018	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2018	2019	2020	Total	2018	2019	2020	Total	Sources
1933	RENFORCEMENT CAPACITE MODELISATION/ PREVISION MACRO ECONOMIQUE	2003	2020	2 615	600	200	200	600	200	200	0	200	200	200	600	0	0	0	0	0
1949	CONSTRUCTION/EQUIPEMENT IMMEUBLE HOTEL DU PLAN	2003	2020	7 506	600	200	200	600	200	200	0	200	200	200	600	0	0	0	0	0
2104	APPUI A LA VIABILITE DE LA DETTE	2006	2020	826	260	120	120	260	120	120	0	120	70	70	260	0	0	0	0	0
2531	PROGRAMME APPUI FINANCEMENT DES PME (PAF/PME)	2009	2020	556	198	66	66	198	66	66	0	66	66	66	198	0	0	0	0	0
2544	APPUI MISE EN OUVRE PLAN HARMONISATION AIDE PPTE	2016	2019	2 204	600	200	200	600	200	200	0	200	200	200	600	0	0	0	0	0
2592	REHABILITATION HOTEL DES FINANCES	2012	2018	6 799	5 000	5 002	5 000	5 000	5 000	5 000	0	5 000	0	0	5 000	0	0	0	0	0
2656	CONSTRUCTION STOCK NATIONAL DE SECURITE ONAP	2012	2018	2 165	500	500	500	500	500	500	0	500	0	0	500	0	0	0	0	0
2659	PROGRAMME PROMOTION PLANIFICATION GESTION DEVELOPPEMENT	2012	2020	1 317	600	200	200	600	200	200	0	200	200	200	600	0	0	0	0	0
2673	APPUI MISE EN OEUVRE CSR/PPTTE	2016	2020	2 098	750	250	250	750	250	250	0	250	250	250	750	0	0	0	0	0



MINISTERE		MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES																			
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2018			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR					
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2018	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres dépenses	2018	2019	2020	Total	2018	2019	2020	Total	Sources	
2719	PROJET FILETS SOCIAUX JIGISEJIRI/IDA	2013	2020	35 595	8 800	6 500	1 500	8 800	6 500	6 500	0	1 500	1 150	1 150	3 800	5 000	0	0	0	5 000	BM
2731	FONDS D'ETUDE PREPARATION DES PROJETS	2014	2020	12 137	10 125	3 125	3 125	10 125	3 125	3 125	0	3 125	3 500	3 500	10 125	0	0	0	0	0	
2732	PROJET DE RECONSTRUCTION ET DE RELANCE ECONOMIQUE/IDA	2014	2020	50 783	8 450	8 150	150	8 450	150	150	0	150	150	150	450	8 000	0	0	0	8 000	BM
2804	PROJET APPUI GOUVERNANCE ECONOMIQUE (PAGE)	2015	2018	10 262	2 000	2 000	50	2 050	2 050	2 050	0	50	0	0	50	2 000	0	0	0	2 000	BAD
2827	APPUI AU PROCESSUS MALI EMERGENT	2015	2020	874	550	150	150	550	150	150	0	150	200	200	550	0	0	0	0	0	
2881	ACQUISITION TERRAIN CONSTRUCTION/EQUIPEMENT DRB/DRCF DISTRICT	2015	2020	1 700	1 200	400	400	1 200	400	400	0	400	400	400	1 200	0	0	0	0	0	
2883	PROGRAMME PERFECTIONNEMENT AGENTS MEF	2015	2019	967	600	200	200	600	200	200	0	200	200	200	600	0	0	0	0	0	
2886	ELABORATION LOGICIEL GESTION SOLDES	2015	2020	1 433	1 000	200	200	1 000	200	200	0	200	400	400	1 000	0	0	0	0	0	
2904	REHABILITATION EXTENSION EQUIPEMENT DRPSIAP	2016	2020	1 727	1 100	400	400	1 100	400	400	0	400	350	350	1 100	0	0	0	0	0	



MINISTERE		MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES																		
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2018			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2018	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres dépenses	2018	2019	2020	Total	2018	2019	2020	Total	Sources
2906	APPUI FONDS DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE	2016	2020	550	300	100	100	300	100	100	0	100	100	100	300	0	0	0	0	0
2912	ARCHIVAGE NUMERIQUE DFM/ MEF	2016	2018	336	100	100	100	100	100	100	0	100	0	0	100	0	0	0	0	0
2913	RENFORCEMENT INFRASTRUCTURE EQUIPEMENT CAISFF	2016	2019	1 500	500	500	500	500	500	500	0	500	0	0	500	0	0	0	0	0
3106	CONSTRUCTION/EQUIP . SIEGE PGT/RGD	2018	2020	1 200	1 200	400	400	1 200	400	400	0	400	400	400	1 200	0	0	0	0	0
3107	CONSTRUCT. / EQUIP SIEGE CNTIFF	2018	2020	1 200	1 200	400	400	1 200	400	400	0	400	500	300	1 200	0	0	0	0	0
3108	CONST/EQUIP. TRANS IT ADM ET BCS	2018	2020	1 200	1 200	400	400	1 200	400	400	0	400	400	400	1 200	0	0	0	0	0
2591	REHABILITATION IMMEUBLE DIRECTION GENERALE DETTE PUBLIQUE	2016	2020	888	450	150	150	450	150	150	0	150	150	150	450	0	0	0	0	0
3120	PROJET D'APPUI A LA COMPETITIVITE ECONOMIQUE (PACE)	2018	2020	10 823	0	0	50	823	50	0	50	50	500	273	823	0	0	0	0	0
1317	CONSTRUCTION ET EQUIPEMENT DIRECTIONS REGIONALES DOUANES	2008	2020	7 890	900	300	200	800	200	200	0	200	300	300	800	0	0	0	0	0



MINISTERE		MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES																		
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2018			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2018	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2018	2019	2020	Total	2018	2019	2020	Total	Sources
2830	CONSTRUCTION/EQUIPEMENT SIEGE DIRECTION GENERALE DOUANE	2015	2019	5 593	3 000	1 000	1 000	3 000	1 000	1 000	0	1 000	1 000	1 000	3 000	0	0	0	0	
2721	REHABILITATION/EXTENSION DGMP	2013	2020	1 530	900	300	300	900	300	300	0	300	300	300	900	0	0	0	0	
2101	AMENAGEMENT EQUIPEMENT DRCF/DELEGATIONS	2016	2019	2 377	920	320	320	920	320	320	0	320	300	300	920	0	0	0	0	
2967	REHABILITATION EQUIPEMENT TRESORERIES REGIONALES PERCEPTION	2016	2020	2 633	1 200	600	600	1 200	600	600	0	600	600	0	1 200	0	0	0	0	
2872	APPUI CELLULE PAT	2015	2018	347	100	100	100	100	100	100	0	100	0	0	100	0	0	0	0	
1536	APPUI MOBILISATION DES RECETTES INTERIEURES PH II	2010	2020	7 400	2 400	800	800	2 400	800	800	0	800	800	800	2 400	0	0	0	0	
TOTAL MINISTERE				202 318	67 832	37 292	21 691	68 710	28 691	28 641	50	21 691	17 075	14 944	53 710	15 000	0	0	15 000	



PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2018 - 2020

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE		MIN. TRAVAIL, FONCTION PUBLIQUE																		
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2018			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2018	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2018	2019	2020	Total	2018	2019	2020	Total	Sources
1960	PROGRAMME RENFORCEMENT CAPACITES NATIONALES PAR LA FORMATION (PPTE)	2013	2019	7 125	1 500	1 000	500	1 500	500	500	0	500	500	500	1 500	0	0	0	0	0
2870	CONSTRUCTION EQUIPEMENT DNT CNCFP	2015	2018	1 440	300	300	300	300	300	300	0	300	0	0	300	0	0	0	0	0
3041	CONSTRUCTION BUREAU SALLE D'ARCHIVE DNFPP	2017	2018	300	0	200	190	190	190	190	0	190	0	0	190	0	0	0	0	0
TOTAL MINISTERE				8 865	1 800	1 500	990	1 990	990	990	0	990	500	500	1 990	0	0	0	0	0



PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2018 - 2020

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE		MINISTERE EMPLOI ET FORMATION PROFESSIONNELLE																		
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2018			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2018	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2018	2019	2020	Total	2018	2019	2020	Total	Sources
1927	PROGRAMME NAT.ACTION EMPLOI REDUCT.PAUVRETE	2011	2018	3 546	435	145	145	435	145	145	0	145	145	145	435	0	0	0	0	0
3037	PROGR D'APPUI A LA FORMATION ET L'INSERTION PROFESSIONNELLE (PAFIP)	2017	2019	450	0	450	150	300	150	150	0	150	150	0	300	0	0	0	0	0
3111	FERME ECOLE MOFA	2018	2020	450	0	0	150	450	150	150	0	150	150	150	450	0	0	0	0	0
2046	FORMATION PROFESSIONNELLE PAR APPRENTISSAGE	2011	2018	1 655	0	0	200	200	200	200	0	200	0	0	200	0	0	0	0	0
2843	PROJET DE DEVELOPPEMENT DES COMPETENCES ET EMPLOIS DES JEUNES (PROCEJ)	2014	2020	32 500	0	8 070	190	8 070	5 190	5 190	0	190	190	190	570	5 000	2 500	0	7 500	BM
2844	APPUI FORMATION PROFESSIONNELLE INSERTION A L'ENTREPRENARIAT DES JEUNES RURAUX	2015	2022	28 150	1 750	9 475	75	6 225	3 575	3 575	0	75	75	75	225	3 500	2 500	0	6 000	AFD FIDA
3038	CONST/EQUIP CENTRE FORMATION PROFESSIONNELLE AUMALI	2017	2019	857	0	857	200	557	200	200	0	200	357	0	557	0	0	0	0	0
TOTAL MINISTERE				67 608	2 185	18 997	1 110	16 237	9 610	9 610	0	1 110	1 067	560	2 737	8 500	5 000	0	13 500	



PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2018 - 2020

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE		MIN. ADMINISTRATION TERRITORIALE																			
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2018			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR					
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2018	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2018	2019	2020	Total	2018	2019	2020	Total	Sources	
3046	PROG BORNAGE ET DEVELOPMT DES ZONES FRONTALIERES	1989	2019	7 500	900	600	300	900	300	300	0	300	300	300	900	0	0	0	0	0	
2964	PROGRAMME REHABILITATION/EQUIPEMENT PIEDS A TERRE	2016	2019	4 000	3 000	2 000	1 000	3 000	1 000	1 000	0	1 000	1 000	1 000	3 000	0	0	0	0	0	
2929	REHABILITATION INFRASTRUCTURES TUTELLE COLLECTIVITES TERRIORIALLES	2016	2020	9 200	1 500	2 300	500	1 500	500	500	0	500	500	500	1 500	0	0	0	0	0	
TOTAL MINISTERE				20 700	5 400	4 900	1 800	5 400	1 800	1 800	0	1 800	1 800	1 800	5 400	0	0	0	0	0	



PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2018 - 2020

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE		MINISTÈRE DE LA DÉCENTRALISATION ET DE LA FISCALITÉ LOCALE																		
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2018			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2018	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2018	2019	2020	Total	2018	2019	2020	Total	Sources
847	APPUJ A LA MISE EN PLACE DES COMMUNES/ANICT	1997	2019	35 547	3 000	2 000	1 000	3 000	1 000	1 000	0	1 000	1 000	1 000	3 000	0	0	0	0	0
2875	CONTRAT PLAN ETAT REGIONS	2015	2019	19 600	13 200	8 800	4 400	13 200	4 400	4 400	0	4 400	4 400	4 400	13 200	0	0	0	0	0
2329	APPUJ CPS SECTEUR ADM TRAV FONC PUBL SECURITE INT	2008	2020	670	350	510	150	350	150	150	0	150	100	100	350	0	0	0	0	0
TOTAL MINISTERE				55 817	16 550	11 310	5 550	16 550	5 550	5 550	0	5 550	5 500	5 500	16 550	0	0	0	0	0



PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2018 - 2020

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE		MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE																		
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2018			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2018	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2018	2019	2020	Total	2018	2019	2020	Total	Sources
1555	PROJET INVESTISEMENT SECTEUR EDUCATION (PISE)	2001	2019	70 016	600	500	200	600	200	200	0	200	200	200	600	0	0	0	0	
2378	APPUI CPS SECTEUR EDUCATION	2009	2020	729	300	165	100	300	100	100	0	100	100	100	300	0	0	0	0	
2650	CONSTRUCTION EQUIPEMENT IFM AU MALI	2012	2020	6 395	2 900	4 500	300	2 900	2 300	2 300	0	300	300	300	900	2 000	0	0	2 000	KW
2688	APPUI PROGRAMME VIGOUREUX ALPHABETISATION	2013	2019	6 395	342	200	200	342	200	200	0	200	142	0	342	0	0	0	0	
2861	PROGRAMME MULTI ACTEURS APPUI PETITES ENFANTS	2014	2018	1 040	600	400	200	600	200	200	0	200	200	200	600	0	0	0	0	
2935	PROGRAMME PILOTE APPUI ENFANTCE BESOINS EDUCATIONS	2015	2018	740	450	300	150	450	150	150	0	150	150	150	450	0	0	0	0	
2973	APPUI EDUCATION BILINGUE DE BASE/BID	2016	2020	5 900	2 400	4 200	200	2 400	2 200	2 200	0	200	100	100	400	2 000	0	0	2 000	BID
2395	CONSTRUCTION EQUIPEMENT DES LYCEES	2009	2019	8 420	4 000	4 000	2 000	4 000	2 000	2 000	0	2 000	2 000	0	4 000	0	0	0	0	
2805	PROJET EDUCATION POUR TOUS (IDA)	2014	2018	12 000	3 500	3 500	0	3 500	3 500	3 500	0	0	0	0	0	3 500	0	0	3 500	BM
TOTAL MINISTERE				111 635	15 092	17 765	3 350	15 092	10 850	10 850	0	3 350	3 192	1 050	7 592	7 500	0	0	7 500	



PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2018 - 2020

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE		MINIST. ENSEIG. SUPERIEUR & RECH.SCIENTIFIQUE																		
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2018			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2018	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres dépenses	2018	2019	2020	Total	2018	2019	2020	Total	Sources
2194	PROJET REHABILITATION DES INFRASTRUCTURES IPR KATIBOUGOU	2006	2018	1 557	0	330	100	100	100	100	0	100	0	0	100	0	0	0	0	0
2218	REHABILITATION DE L'INFSS	2007	2018	800	150	150	150	150	150	150	0	150	0	0	150	0	0	0	0	0
2309	AMENAGEMENT ET EQUIPEMENT LABORATOIRES DES GRANDES ECOLES	2008	2018	1 320	600	400	200	600	200	200	0	200	200	200	600	0	0	0	0	0
2373	PROJET D'EXTENSION DES INFRASTRUCTURES DE L'ENI	2009	2018	1 741	175	175	175	175	175	175	0	175	0	0	175	0	0	0	0	0
2444	CONSTRUCTION EQUIPEMENT POLE UNIVERSITAIRE SEGOU	2009	2020	14 800	1 500	1 350	500	1 500	500	500	0	500	500	500	1 500	0	0	0	0	0
2613	CONSTRUCTION EQUIPEMENT ISH	2011	2016	700	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2770	REHABILITATION ET EQUIPEMENT DES INFRASTRUCTURES DE CENOU	2014	2018	1 500	500	500	500	500	500	500	0	500	0	0	500	0	0	0	0	0
2858	CONSTRUCTION EQUIPEMENT BIBLIOTHEQUE UNIVERSITAIRE	2015	2019	10 000	100	600	100	100	100	100	0	100	0	0	100	0	0	0	0	0
2860	CONSTR/EQUIP 1RE PHASE EXTENS CAMPUS UNIVERST BKO	2015	2018	35 737	0	0	500	500	500	500	0	500	0	0	500	0	0	0	0	0



MINISTERE		MINIST. ENSEIG. SUPERIEUR & RECH.SCIENTIFIQUE																			
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2018			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR					
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2018	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2018	2019	2020	Total	2018	2019	2020	Total	Sources	
2972	PROJET APPUI AU DEVELOPPEMENT ENSEIGNEMENT SUPERIEUR	2015	2020	14 850	5 000	5 000	0	5 000	5 000	5 000	0	0	0	0	0	5 000	0	0	0	5 000	BM
1808	AMENAGEMENT/EQUIPEMENT LABORATOIRES USTTEB	1998	2018	9 700	300	300	300	300	300	300	0	300	0	0	300	0	0	0	0	0	
2619	APPUI AU CERFITEX	2016	2019	1 000	350	650	350	350	350	350	0	350	0	0	350	0	0	0	0	0	
2769	PROJET D'EQUIPEMENT ENETP	2016	2019	3 550	200	400	200	200	200	200	0	200	0	0	200	0	0	0	0	0	
2859	CONSTRUCTION EQUIPEMENT FACULTE PHARMACIE	2015	2020	3 073	1 000	650	300	1 000	300	300	0	300	350	350	1 000	0	0	0	0	0	
2871	PROJET REHABILITATION ACADEMIE MALIENNE DES LANGUES	2015	2018	150	150	150	150	150	150	150	0	150	0	0	150	0	0	0	0	0	
3036	CONST/EQUIP SALLES DE CLASSE A L'ULSHB	2017	2018	600	0	600	300	300	300	300	0	300	0	0	300	0	0	0	0	0	
TOTAL MINISTERE				101 078	10 025	11 255	3 825	10 925	8 825	8 825	0	3 825	1 050	1 050	5 925	5 000	0	0	0	5 000	



PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2018 - 2020

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE		MINISTERE DE LA CULTURE																		
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2018			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2018	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2018	2019	2020	Total	2018	2019	2020	Total	Sources
3031	PROJET EQUIPEMENT DU CNCM	2017	2019	2 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	0	1 000	0	0	1 000	0	0	0	0	
3033	RENOVATION AMENAG DE LA TOUR DE L'AFRIQUE	2017	2019	900	700	900	300	700	300	300	0	300	200	200	700	0	0	0	0	
3053	EQUIPEMENT DU CONSERVATION DES ARTS ET METIERS	2004	2018	1 250	500	500	200	500	200	200	0	200	300	0	500	0	0	0	0	
2358	APPUI GPS CULTURE ET JEUNESSE	2008	2018	760	300	400	100	300	100	0	100	100	100	100	300	0	0	0	0	
3034	AMENAGEMENT PYRAMIDE DE SOUVENIR	2017	2019	400	200	500	200	200	200	200	0	200	0	0	200	0	0	0	0	
2357	REHABILITATION PALAIS DE LA CULTURE	2002	2018	1 975	500	500	500	500	500	500	0	500	0	0	500	0	0	0	0	
3032	PROG CONST/REHAB PARCS PUBLICS ET MONUMENTS AU MALI	2017	2019	1 275	975	1 075	375	975	375	375	0	375	300	300	975	0	0	0	0	
2816	REHABILITAION MUSE NATIONAL	2017	2019	99 000	582	1 382	350	582	350	350	0	350	232	0	582	0	0	0	0	
TOTAL MINISTERE				107 560	4 757	6 257	3 025	4 757	3 025	2 925	100	3 025	1 132	600	4 757	0	0	0	0	



PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2018 - 2020

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE		MINISTERE DES SPORTS																		
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2018			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2018	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2018	2019	2020	Total	2018	2019	2020	Total	Sources
2699	CONSTRUCTION HOTEL DES SPORT	2013	2020	4 157	3 842	3 842	400	2 400	400	400	0	400	1 000	1 000	2 400	0	0	0	0	0
2896	SECURISATION DU CHAMP HIPPIQUE DE BAMAKO	2016	2018	796	0	0	150	150	150	150	0	150	0	0	150	0	0	0	0	0
3054	AMENAGEMENT DES STADES CAN ET ANNEXES	2004	2018	2 450	350	350	350	350	350	350	0	350	0	0	350	0	0	0	0	0
2360	RENOVATION DU STADE MODOBO KEITA	2008	2018	2 512	300	750	300	300	300	300	0	300	0	0	300	0	0	0	0	0
2011	RENOVATION STADE MAMADOU KONATE	2005	2016	1 855	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2657	CONSTRUCTION CENTRE MEDECINE SPORTIVE	2012	2019	1 800	300	1 250	300	300	300	300	0	300	0	0	300	0	0	0	0	0
TOTAL MINISTERE				13 570	4 792	6 192	1 500	3 500	1 500	1 500	0	1 500	1 000	1 000	3 500	0	0	0	0	0



PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2018 - 2020

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE		MINISTERE JEUNESSE ET CONSTRUCTION CITOYENNE																		
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2018			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2018	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2018	2019	2020	Total	2018	2019	2020	Total	Sources
2832	PROGRAMME CONSTRUCTION CITOYENNE	2015	2019	416	150	300	75	150	75	75	0	75	75	0	150	0	0	0	0	0
2833	CONSTRUCTION EQUIPEMENT PALAIS DES PIONNIERS	2015	2018	1 700	0	0	400	400	400	400	0	400	0	0	400	0	0	0	0	0
2278	PROGRAMME NATIONAL PROMOTION JEUNESSE	2007	2020	6 967	3 600	3 725	1 200	3 600	1 200	1 200	0	1 200	1 200	1 200	3 600	0	0	0	0	0
3110	PROJET APPUI RENFORCEMENT CAPACT JEUNES POUR MEILLEURE INCLUSION DANS LA PAIX AU MALI (PARC-JEUNESSE-MALI)	2018	2020	985	260	120	120	260	120	120	0	120	70	70	260	0	0	0	0	0
TOTAL MINISTERE				10 068	4 010	4 145	1 795	4 410	1 795	1 795	0	1 795	1 345	1 270	4 410	0	0	0	0	0



PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2018 - 2020

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE		MINISTERE DE LA SANTE & HYGIENE PUBLIQUE																		
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2018			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2018	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2018	2019	2020	Total	2018	2019	2020	Total	Sources
2638	CONSTRUCTION CENTRE TELESANTE ET INFOR.MEDICALE	2012	2019	2 858	1 058	3 116	1 000	1 058	1 000	1 000	0	1 000	58	0	1 058	0	0	0	0	0
2978	AMELIORAT°PLATEAU /TECHNIQ/SANTE MARKALA/KTLA/KKOR O	2017	2018	5 400	0	0	5 000	5 000	5 000	5 000	0	5 000	0	0	5 000	0	0	0	0	0
3007	CONSTRUCTION EQUIPEMENTS DES HOPITAUX	2017	2018	12 000	0	0	12 000	12 000	0	0	0	12 000	0	0	12 000	0	0	0	0	0
2379	APPUI CPS SECT SANTE DEVEL SOCIAL PROMOT FEMME	2009	2020	898	300	400	100	300	100	100	0	100	100	100	300	0	0	0	0	0
2061	APPUI MISE EN OEUVRE PROJET ACCORDS ETABLISSEMENT IOTA	2005	2018	2 251	150	150	150	150	150	150	0	150	0	0	150	0	0	0	0	0
2212	APPUI MISE EN OEUVRE PROJET ACCORDS ETABLISSEMENT HPG	2005	2018	3 174	200	200	200	200	200	200	0	200	0	0	200	0	0	0	0	0
2214	APPUI MISE OEUVRE PROJET ACCORDS ETABLISSEM. HGT	2005	2018	3 111	200	1 100	200	200	200	200	0	200	0	0	200	0	0	0	0	0
2215	APPUI MISE OEUVRE ACCORD ETABLISSEM. HOPITAL KATI	2005	2019	2 899	500	1 000	250	500	250	250	0	250	250	0	500	0	0	0	0	0
2216	APPUI MISE EN OEUVRE ACCORDS ETABLISSEMENT INRSP	2007	2020	2 314	600	1 450	200	600	200	200	0	200	200	200	600	0	0	0	0	0



MINISTERE		MINISTERE DE LA SANTE & HYGIENE PUBLIQUE																		
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2018			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2018	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2018	2019	2020	Total	2018	2019	2020	Total	Sources
2582	AMENAGEMENT/EQUIPEMENT CENTRE LUTTE CONTRE DREPANOCYTOSE	2011	2018	632	300	300	300	300	300	300	0	300	0	0	300	0	0	0	0	
2759	EXTENSION EQUIPEMENT HOPITAL DU MALI	2014	2020	5 861	4 500	1 000	1 000	4 500	1 000	1 000	0	1 000	1 500	2 000	4 500	0	0	0	0	
3006	MISE A NIVEAU LABORATOIRE NATIONAL DE LA SANTE	2005	2019	1 950	500	250	250	500	250	250	0	250	250	0	500	0	0	0	0	
TOTAL MINISTERE				43 348	8 308	8 966	20 650	25 308	8 650	8 650	0	20 650	2 358	2 300	25 308	0	0	0	0	0



PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2018 - 2020

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE		MINISTERE PROMOTION DE LA FEMME, ENFANT ET FAMILLE																		
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2018			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2018	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres dépenses	2018	2019	2020	Total	2018	2019	2020	Total	Sources
1507	PLATE FORME MULTIFONCTIONNELLE DE LUTTE CONTRE LA PAUVRETE/ PPTÉ	2007	2020	8 185	1 950	3 150	150	1 950	1 650	1 650	0	150	150	150	450	1 500	0	0	1 500	PNUD
2733	CONSTRUCTION EQUIPEMENT POUPONNIERE BAMAKO	2014	2018	1 278	100	600	100	100	100	100	0	100	0	0	100	0	0	0	0	0
3003	APPUI AUTONOMISATION DES FEMMES DANS LES FILIERES AGRO SILVO PASTORAL ET LE KARITE	2017	2020	3 769	3 500	1 700	200	3 500	1 700	1 700	0	200	200	200	600	1 500	1 000	400	2 900	UE
3004	PROJET D'APPUI A LA PROMOTION DES FEMMES RURALES	2004	2020	1 246	950	350	350	950	350	350	0	350	300	300	950	0	0	0	0	0
3005	REHABILITATION CENTRE D'AUTOPROMOTION DES FEMMES	2017	2020	800	600	200	200	600	200	200	0	200	200	200	600	0	0	0	0	0
2370	PROGRAMME NATIONAL APPUI FEMMES OPERATRICES ECNOM	2008	2020	1 393	450	600	150	450	150	150	0	150	150	150	450	0	0	0	0	0
2436	AMENAGEMENT DE LA CITE DES ENFANTS	2009	2019	2 405	600	1 200	300	600	300	300	0	300	300	0	600	0	0	0	0	0
3002	PROJET REHABILITATION CENTRE LUTTE CONTRE L'EXICSION	2017	2020	1 000	450	750	150	450	150	150	0	150	150	150	450	0	0	0	0	0
2433	PROGRAMME D'APPUI DIVERSIFICATION VALORISATION FILIERE PORTEUSE	2009	2016	2 277	650	250	250	650	250	250	0	250	200	200	650	0	0	0	0	0



MINISTERE		MINISTERE PROMOTION DE LA FEMME, ENFANT ET FAMILLE																		
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2018			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2018	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2018	2019	2020	Total	2018	2019	2020	Total	Sources
2514	INFORMATION SENSIBILISATION AMELIORATION STATUT FEMME ENFANT	2010	2020	1 451	400	350	100	400	100	100	0	100	150	150	400	0	0	0	0	0
2516	APPUI ORGANISATION PANAFRICAIN DES FEMMES	2010	2018	1 047	450	350	150	450	150	150	0	150	150	150	450	0	0	0	0	0
2524	EQUIPEMENT MAISON DE LA FEMME ET ENFANT	2013	2018	964	100	100	100	100	100	100	0	100	0	0	100	0	0	0	0	0
2927	PROGRAMME INFRASTRUCTURE ET PROMOTION FEMMES RURAL	2016	2019	1 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2434	PROJET LUTTE CONTRE ABANDON DES ENFANTS	2017	2020	1 051	300	100	100	300	100	100	0	100	100	100	300	0	0	0	0	0
2835	EXTENSION ET EQUIPEMENT CENTRE AOUA KEITA	2015	2018	619	100	100	100	100	100	100	0	100	0	0	100	0	0	0	0	0
TOTAL MINISTERE				28 485	10 600	9 800	2 400	10 600	5 400	5 400	0	2 400	2 050	1 750	6 200	3 000	1 000	400	4 400	



PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2018 - 2020

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE		MIN. SOLIDARITE ACTION HUMANITAIRE																		
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2018			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2018	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres dépenses	2018	2019	2020	Total	2018	2019	2020	Total	Sources
2352	CONSTRUCTION EQUIPEMENT DES DRDSES	2008	2018	13 000	100	100	100	100	100	100	0	100	0	0	100	0	0	0	0	0
2429	APPUI PROGRAMME OBSERVATOIRE DEV HUMAIN DURABLE	2009	2019	4 981	1 200	1 200	400	1 200	400	400	0	400	400	400	1 200	0	0	0	0	0
2934	APPUI COMITE DE SUIVI DU PURD	2016	2020	1 500	500	100	100	500	100	100	0	100	200	200	500	0	0	0	0	0
3103	CONST/EQUIP. 6 CENTRES DE PAIEMENT PENSION DISTRICT BKO	2018	2020	600	600	200	200	600	200	200	0	200	200	200	600	0	0	0	0	0
2773	REHABILITATION/EQUIPEMENT INFRASTRUCTURES REGION SEGOU	2014	2020	2 381	500	500	500	500	500	500	0	500	0	0	500	0	0	0	0	0
2774	REHABILITATION EQUIPEMENT INFRASTRUCTURES REGION MOPTI	2014	2020	2 000	800	1 900	800	800	800	800	0	800	0	0	800	0	0	0	0	0
2775	REHABILITATION/EQUIPEMENT INFRASTRUCTURES REGION TOMBOUCTOU	2014	2020	14 815	3 000	4 000	1 000	3 000	1 000	1 000	0	1 000	1 000	1 000	3 000	0	0	0	0	0
2776	REHABILITATION/EQUIPEMENT INFRASTRUCTURES REGION GAO	2014	2020	14 603	3 000	1 000	1 000	3 000	1 000	1 000	0	1 000	1 000	1 000	3 000	0	0	0	0	0
2777	REHABILITATION/EQUIPEMENT INFRASTRUCTURES REGION KIDAL	2014	2020	27 069	2 700	5 200	900	2 700	900	900	0	900	900	900	2 700	0	0	0	0	0



MINISTERE		MIN. SOLIDARITE ACTION HUMANITAIRE																		
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2018			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2018	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2018	2019	2020	Total	2018	2019	2020	Total	Sources
3022	REHABILITATION EQUIPEMENT REGION MENAKA	2017	2020	5 804	3 500	5 400	1 500	3 500	1 500	1 500	0	1 500	1 000	1 000	3 500	0	0	0	0	
3023	REHABILITATION EQUIPEMENT INFRASTRUCTURES REGION TAOUDENIT (PURD)	2017	2020	8 000	6 000	2 000	2 000	6 000	2 000	2 000	0	2 000	2 000	2 000	6 000	0	0	0	0	
3039	PROJET APPUI REINSERTION SOCIO ECONOMIQUE DES POPULATIONS DU NORD MALI	2017	2019	600	350	200	200	350	200	200	0	200	150	0	350	0	0	0	0	
3102	CONSTRUCTION/EQUIPEMENT MAGASIN R+2	2017	2018	300	300	300	300	300	300	300	0	300	0	0	300	0	0	0	0	
3104	PROJET MISE EN PLACE BASE DONNEES INFORMATIONS SOCIALES	2018	2020	1 000	1 000	200	200	1 000	200	200	0	200	500	300	1 000	0	0	0	0	
TOTAL MINISTERE				96 653	23 550	22 300	9 200	23 550	9 200	9 200	0	9 200	7 350	7 000	23 550	0	0	0	0	



PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2018 - 2020

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE		MIN. ENVIRONNEMENT, ASSAINISSEMENT DÉVELOPPEMENT DURABLE																			
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2018			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR					
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2018	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2018	2019	2020	Total	2018	2019	2020	Total	Sources	
2192	PROJET REHABILITATION CENTRE FORMATION TABACORO	2006	2018	838	300	300	300	300	300	300	0	300	0	0	300	0	0	0	0	0	
2261	PROGRAMME REGIONAL MASSIF FOUTA DJALLON	2007	2019	3 000	878	1 103	75	1 028	953	953	0	75	75	0	150	878	0	0	0	878	FAO
2344	CONSTRUCTION EQUIPEMENT DNEF/DREF	2008	2016	1 350	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2423	CONSTRUCTION EQUIPEMENT AGENCE GESTION DES STATIONS D'EPURATION	2009	2018	3 268	0	830	200	200	200	200	0	200	0	0	200	0	0	0	0	0	0
2919	PROJET DRAINAGE EAU FLUVIALE DE BAMAKO	2016	2018	7 150	0	3 505	0	3 505	6 559	6 559	0	0	0	0	0	3 505	0	0	0	3 505	KW
2923	ELIMINATION PREVENTION PESTICIDE OBSOLETS	2015	2020	9 600	1 400	1 600	250	1 400	750	750	0	250	250	250	750	500	100	50	650	650	BM
2048	AMENAGEMENT/PROTECTION DES BERGES DU FLEUVE NIGER	2005	2020	1 150	900	550	300	900	300	300	0	300	300	300	900	0	0	0	0	0	0
2284	DRAGAGE/PROTECTION BERGES DE DIAFARABE	2007	2019	18 200	3 400	8 500	1 500	3 400	1 500	1 500	0	1 500	1 900	0	3 400	0	0	0	0	0	0
2348	APPUI CPS SECTEUR EAU/ENV/URBANISME DOMAINES ETAT	2008	2020	670	480	160	160	480	160	160	0	160	160	160	480	0	0	0	0	0	0



MINISTERE		MIN. ENVIRONNEMENT, ASSAINISSEMENT DÉVELOPPEMENT DURABLE																		
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2018			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2018	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres dépenses	2018	2019	2020	Total	2018	2019	2020	Total	Sources
2420	ETUD AMENAG/EQUIP STATION EPURATION OUVRAG CONNEX	2009	2020	3 800	2 400	1 500	800	2 400	800	800	0	800	800	800	2 400	0	0	0	0	0
2425	RENFORCEMENT DES CAPACITES DU MEA	2009	2018	500	100	100	100	100	100	100	0	100	0	0	100	0	0	0	0	0
2490	EXPLOITAT INFRASTRUCTURES ASSAINISSEMENT SOTUBA	2010	2018	1 657	0	500	270	270	270	270	0	270	0	0	270	0	0	0	0	0
2506	INITIATIVE PAUVRETE ENVIRONNEMENT PHASE II	2015	2018	2 100	500	900	200	700	700	700	0	200	0	0	200	500	0	0	0	500 PNUD
2535	PROGRAMME DE DEVELOP DURABLE DELTA INTERIEUR NIGER/PPTE	2010	2018	163	50	50	50	50	50	50	0	50	0	0	50	0	0	0	0	0
2689	ALLIANCE GLOBALE CHANGEMENT CLIMATIQUE/UE	2013	2018	4 076	3 987	3 031	75	3 031	2 075	2 075	0	75	0	0	75	2 000	773	183	2 956 UE	
2771	ADAPTATION CHANGEMENT CLIMATIQUE LOCAL FENU	2015	2018	900	500	770	90	680	590	590	0	90	90	0	180	500	0	0	0	500 FNU
2772	GESTION RESSOURCES NATURELLES CHANGEMENT CLIMATIQUES IDA	2014	2019	10 700	0	400	150	250	150	150	0	150	100	0	250	0	0	0	0	0
2853	PROJET GRANDE MURAILLE VERTE DU MALI	2015	2019	850	450	300	150	450	150	150	0	150	150	150	450	0	0	0	0	0



MINISTERE		MIN. ENVIRONNEMENT, ASSAINISSEMENT DÉVELOPPEMENT DURABLE																		
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2018			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2018	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2018	2019	2020	Total	2018	2019	2020	Total	Sources
2854	PROGRAMME REHABILITATION STATION EPURATION/MALI	2015	2019	1 000		50	250	50	50	50	0	50	0	0	50	0	0	0	0	0
2920	CONSTRUCTION EQUIPEMENT SIEGE AEDD	2016	2020	1 800		0	975	275	775	275	0	275	500	0	775	0	0	0	0	0
2921	REHABILITATION ECONOMIQUE ENVIRONNEMENT FLEUVE NIGER	2016	2020	36 000		300	200	100	300	100	0	100	100	100	300	0	0	0	0	0
2922	FAUCARDAGE CURAGE FLEUVE NIGER	2016	2018	950		600	350	200	600	200	0	200	200	200	600	0	0	0	0	0
3100	PROJET D'APPUI A LA COORDINATION DES INITIATIVES LIEES AU CHANGEMENT CLIMATIQUE/AEDD	2018	2018	150		150	150	150	150	150	0	150	0	0	150	0	0	0	0	0
3101	PROJET ASSAINISSEMENT VILLE DE BAMAKO	2018	2018	50		50	50	50	50	50	0	50	0	0	50	0	0	0	0	0
3121	PROJET D'ASSAINISSEMENT & D'AMANAGEMENT DU DISTRICT DE BAMAKO	2018	2019	500		0	0	500	500	500	0	500	0	0	500	0	0	0	0	0
1801	PROJET CURAGE CANIVEAUX ASSAIN.DISTRICT BKO	2012	2020	1 561		900	600	300	900	300	0	300	300	300	900	0	0	0	0	0
2054	PROJ. CONSTRUCTION DECHARGE COMPACTEE NOUMBOUGOU	2016	2020	19 000		9 000	10 500	1 000	9 000	1 000	0	1 000	4 000	4 000	9 000	0	0	0	0	0



MINISTERE		MIN. ENVIRONNEMENT, ASSAINISSEMENT DÉVELOPPEMENT DURABLE																		
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2018			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2018	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres dépenses	2018	2019	2020	Total	2018	2019	2020	Total	Sources
2737	PROGRAMME URGENCE ASSAINISSEMENT	2014	2019	950	550	300	150	550	150	150	0	150	200	200	550	0	0	0	0	0
3119	PROJET AMENAGEMENT PARCS TIENFALA	2018	2020	2 880	2 880	880	880	2 880	880	880	0	880	1 000	1 000	2 880	0	0	0	0	0
719	ELABORATION PLANS AMENAGEMENT GESTION MASSIFS FORESTIERS MALI	2002	2020	3 100	2 100	100	100	2 100	100	100	0	100	1 000	1 000	2 100	0	0	0	0	0
1526	PROTECTION AMENAGEMENT FORETS ET PARCS NATIONAUX	2007	2020	1 200	450	150	150	450	150	150	0	150	150	150	450	0	0	0	0	0
1884	CONSERVATION VALORISATION BIODIVERSITE ELEPHANTS GOURMA	2005	2018	6 390	450	150	150	450	150	150	0	150	150	150	450	0	0	0	0	0
2049	APPUI AU REBOISEMENT PHASE II	2005	2020	1 200	150	50	50	150	50	50	0	50	50	50	150	0	0	0	0	0
2160	PROJET MULTINATIONALE GESTION INTEGRTRION PLANTE AQUATIQUES PROLIFERANTE AFRIQUE OUEST	2005	2016	1 050	300	100	100	300	100	100	0	100	100	100	300	0	0	0	0	0
2509	APPUI SYSTEME D'INFORMATION FORESTIER SIFOR PPTTE	2010	2018	1 567	200	200	200	200	200	200	0	200	0	0	200	0	0	0	0	0
2690	EXTENSION/RENFORCEMENT SYSTEME AIRES PROTEGES	2013	2018	300	20	20	20	20	20	20	0	20	0	0	20	0	0	0	0	0



MINISTERE		MIN. ENVIRONNEMENT, ASSAINISSEMENT DÉVELOPPEMENT DURABLE																			
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2018			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR					
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2018	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2018	2019	2020	Total	2018	2019	2020	Total	Sources	
2924	PROGRAMME GESTION DECENTRALISEE DES FORETS (GEDEFOR PHASE II)	2016	2018	7 834	1 500	2 200	200	1 700	1 700	1 700	0	200	0	0	200	1 500	0	0	0	1 500	Suède
2047	PROGRAMME ABN LUTTE ENSABLEMENT BASSIN FLEUVE NIGER	2005	2018	6 913	75	75	75	75	75	75	0	75	0	0	75	0	0	0	0	0	
TOTAL MINISTERE				164 367	35 070	41 399	9 370	40 344	21 807	21 707	100	9 370	11 575	8 910	29 855	9 383	873	233	10 489		



PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2018 - 2020

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE		MINISTERE DE L'ENERGIE ET DE L'EAU																		
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2018			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2018	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres dépenses	2018	2019	2020	Total	2018	2019	2020	Total	Sources
1664	ENTRETIEN CHENAL NAVIGABLE FLEUVE NIGER (PPTE)	2002	2020	1 900	525	175	175	525	175	175	0	175	175	175	525	0	0	0	0	
2838	PROJET GESTION INTEGREE RESSOURCES EN EAU. DEVELOPPEMENT USAGES MULTIPLES. BASSIN FLEUVE SENEGAL PHASE II	2014	2020	30 203	0	0	300	900	300	300	0	300	300	300	900	0	0	0	0	
2954	FONDS D'ETUDE DES PROJETS SECTEUR ENERGIE EAU	2015	2020	2 000	1 000	770	200	1 000	200	200	0	200	400	400	1 000	0	0	0	0	
3048	PROJET ELECT. 32 LOCALITES RURALES PAR SYSTEME HYBRIDE	2017	2020	450	0	0	150	150	150	150	0	150	0	0	150	0	0	0	0	
1730	ETUDES AMENAGEMENT BARRAGE DE TAOUSSA	2010	2020	150 441	114 191	34 000	3 000	114 191	19 000	19 000	0	3 000	5 000	5 000	13 000	16 000	24 000	61 191	101 191	AFD
2010	RENFORCEMENT INFRASTRUCTURES NATIONALES DE RADIOPROTECTION	2011	2020	1 980	450	150	150	450	0	0	0	150	150	150	450	0	0	0	0	
2499	PROJET ETUDE FAISABILITE LABORATOIRE BIOCARBURANT	2010	2018	950	100	100	100	100	0	0	0	100	0	0	100	0	0	0	0	
2529	CONTRAT PLAN ETAT LNE	2016	2019	1 800	1 200	1 000	400	1 200	400	400	0	400	400	400	1 200	0	0	0	0	
2741	PROGRAMME D'APPUI AUX COLLECTIVITES TERRITORIALES POUR L'EAU POTABLE ET L'ASSAINISSEMENT (PACTEA II)	2014	2019	20 679	1 050	1 050	50	1 050	1 050	1 050	0	50	0	0	50	1 000	0	0	1 000	AFD



MINISTERE		MINISTERE DE L'ENERGIE ET DE L'EAU																			
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2018			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR					
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2018	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2018	2019	2020	Total	2018	2019	2020	Total	Sources	
2869	PROJET SYSTEME HYBRIDE ELECTRIFICATION RURALE	2015	2020	25 000	11 345	4 120	560	11 345	3 060	3 060	0	560	530	530	1 620	2 500	5 227	1 998	9 725	Fonds Abou Dabi	
2953	PROGRAMME DE DEVELOPPEMENT ENERGIE BIOCARBURANT	2016	2019	7 800	1 050	1 400	350	1 050	350	350	0	350	350	350	1 050	0	0	0	0	0	
2975	ELECTRIFICATION RURALE SYSTEME HYBRIDE	2016	2018	16 228	2 000	2 000	0	2 000	2 000	2 000	0	0	0	0	0	2 000	0	0	0	2 000	BID
3024	PROJET AEP A KAYES	2017	2019	900	0	900	300	600	300	300	0	300	300	0	600	0	0	0	0	0	
3109	PROGRAMME D'URGENCES SOCIALES ACCES A L'ENERGIE	2018	2020	6 000	0	0	2 000	6 000	2 000	2 000	0	2 000	2 000	2 000	6 000	0	0	0	0	0	
3116	PRODUCTION HYBRIDE ET ACCES RURALE A L'ELECTRICITE (PHARE)	2018	2020	12 464	11 714	2 750	0	11 714	3 500	3 500	0	0	0	0	0	2 750	4 482	4 482	11 714	AFD UE	
3117	PROJET ENERGIE SOLAIRE POUR LE DEVELOPPMENT RURAL AU MALI	2018	2020	8 870	0	0	0	8 370	4 500	4 500	0	0	0	0	0	2 000	3 185	3 185	8 370	BID	
2668	PROJET CONSTRUCTION CENTRE NATIONAL CONDUITE DEDOUBLEMENT. CAPACITE. CENTRALE SOTUBA	2016	2019	22 094	4 398	19 398	5 000	14 398	8 000	8 000	0	5 000	5 000	0	10 000	3 000	1 398	0	4 398	BOAD	
2868	PROJET APPUI PROMOTION ENERGIES RENOUVELABLES AU MALI/ PAPERM	2015	2018	1 700	303	513	0	303	303	303	0	0	0	0	0	303	0	0	303	AFD	



MINISTERE		MINISTERE DE L'ENERGIE ET DE L'EAU																			
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2018			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR					
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2018	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres dépenses	2018	2019	2020	Total	2018	2019	2020	Total	Sources	
2999	PROJET CONSTRUCTION LIAISON DOUBLE TERNE SIKASSO BOUGOUNI BAMAKO	2016	2018	7 700	2 500	2 500	0	2 500	2 500	2 500	0	0	0	0	0	2 500	0	0	0	2 500	BID
2789	PROGRAMME DE DEVELOPPEMENT DES ENERGIES NOUVELLES ET RENOUVELABLES	2015	2019	1 500	300	700	100	300	200	200	0	100	100	100	300	0	0	0	0	0	
2795	ELECTRIFICATION VILLAGEOISE /ENERGIE SOLAIRE PHASE 3	2015	2019	4 676	1 200	1 500	150	1 200	1 050	1 050	0	150	150	0	300	900	0	0	0	900	IND
2540	PROJET SECTORIEL D'APPUI AU SECTEUR DE L'ENERGIE	2010	2018	46 450	0	0	0	2 200	2 200	2 200	0	0	0	0	0	2 200	0	0	0	2 200	BM
2130	PROGRAMME D'URGENCE AEP MILIEU RURAL	2017	2020	10 000	7 500	3 300	2 500	7 500	2 500	2 500	0	2 500	2 500	2 500	7 500	0	0	0	0	0	
2131	ETUDE ARCHITECTURALE CONSTRUCTION DIRECTION NATIONALE HYDRAULIQUE	2010	2018	2 286	1 250	500	250	1 250	250	250	0	250	500	500	1 250	0	0	0	0	0	
2553	HYDRAULIQUE VILLAGEOISE TOMBOUCTOU PPTE	2011	2018	1 200	0	900	300	600	300	300	0	300	300	0	600	0	0	0	0	0	
2575	PROJET AEP BAMAKO A KABALA	2012	2018	156 000	12 604	12 604	604	12 604	12 604	12 604	0	604	0	0	604	12 000	0	0	0	12 000	BAD BID BM
2577	PROGRAMME NL MOBILISATION RESSOURCE EN EAU 1 2 5 6 REGIONS	2011	2018	21 000	500	9 677	200	3 500	3 200	3 200	0	200	150	150	500	3 000	0	0	0	3 000	KfW



MINISTERE		MINISTERE DE L'ENERGIE ET DE L'EAU																			
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2018			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR					
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2018	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres dépenses	2018	2019	2020	Total	2018	2019	2020	Total	Sources	
2654	CONSTRUCTION STATION COMPACTE KALABAN KORO/BID	2012	2018	60 000		0	0	0	1 000	1 000	1 000	0	0	0	0	0	1 000	0	0	1 000	BID
2738	HYDRAULIQUE VILLAGEOISE SEGOU	2014	2019	6 890		0	1 650	500	1 050	500	500	0	500	550	0	1 050	0	0	0	0	
2852	PROGRAMME CREATION INFRASTRUCTURES HYDRAULIQUES	2015	2019	3 450		0	450	0	150	0	0	0	0	150	0	150	0	0	0	0	
2931	PROGRAMME COMMUN D'APPUI A LA GIRE	2016	2019	1 000		250	250	250	250	250	250	0	250	0	0	250	0	0	0	0	
2996	PROJET AEP ET ACCOMPAGNEMENT CENTRES SEMI URBAINS ET RURAUX	2016	2020	26 300		1 210	1 140	70	1 210	1 070	1 070	0	70	70	70	210	1 000	0	0	1 000	AFD
2998	PROJET HYDRAULIQUE ASSAINISSEMENT MILIEU RURAL (BID-UEMOA)	2016	2018	6 885		5 042	4 171	100	4 071	3 100	3 100	0	100	0	0	100	3 000	971	0	3 971	BID
TOTAL MINISTERE				666 796	181 682	107 668	17 759	214 731	76 012	76 012	0	17 759	19 075	12 625	49 459	55 153	39 263	70 856	165 272		



PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2018 - 2020

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE		MINISTERE DES MINES																		
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2018			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2018	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2018	2019	2020	Total	2018	2019	2020	Total	Sources
2377	APPUI CPS SECTEUR MINES ET ENERGIE	2009	2019	950	0	450	120	270	120	120	0	120	150	0	270	0	0	0	0	0
2416	PROMOTION DES INDICES MINIERES	2009	2019	3 970	0	1 500	400	900	400	400	0	400	500	0	900	0	0	0	0	0
2840	CARTOGRAPHIE AU 1/50000 IEME	2015	2021	7 000	0	480	247	407	247	247	0	247	160	0	407	0	0	0	0	0
2228	PROMOTION DE NOUVELLES ZONES PETROLIERES	2007	2020	6 600	0	900	350	650	350	350	0	350	300	0	650	0	0	0	0	0
2496	EQUIPEMENT DU PDRM	2010	2018	1 400	0	1 000	500	500	500	500	0	500	0	0	500	0	0	0	0	0
TOTAL MINISTERE				19 920	0	4 330	1 617	2 727	1 617	1 617	0	1 617	1 110	0	2 727	0	0	0	0	0



PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2018 - 2020

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE		MIN. ECONOMIE NUMERIQUE, ET COMMUNICATION																		
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2018			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2018	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2018	2019	2020	Total	2018	2019	2020	Total	Sources
2573	CONSTRUCTION/EQUIPEMENT BUREAUX REGIONAUX AMAP	2011	2020	3 000	0	1 800	600	1 200	600	600	0	600	300	300	1 200	0	0	0	0	0
2740	CONTRAT PLAN ETAT ANCD	2014	2020	1 895	0	750	320	960	320	320	0	320	320	320	960	0	0	0	0	0
2866	PROJET CONNEXION COMMUNES/ ECOLES A INTERNET	2016	2020	1 000	0	600	200	600	200	200	0	200	200	200	600	0	0	0	0	0
2867	RENFORCEMENT INFRASTRUCTURES/ EQUIPEMENTS ORTM	2016	2020	3 500	0	0	300	900	300	300	0	300	300	300	900	0	0	0	0	0
2926	PROGRAMME D'INVESTISSEMENT DE LA POSTE	2016	2020	5 000	0	1 415	415	1 415	415	415	0	415	500	500	1 415	0	0	0	0	0
TOTAL MINISTERE				14 395	0	4 565	1 835	5 075	1 835	1 835	0	1 835	1 620	1 620	5 075	0	0	0	0	0



PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2018 - 2020

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE		MINISTERE ET DE L'HABITAT DE L'URBANISME ET DES AFFAIRES FONCIERES																		
RNP	INTITULE DU PROJET	Période		Cout Total	Estimat 2018	AUTO. ENG (AE)	CONSO. ENG (AE)	AUTO. PROG (AP)	DEPENSES 2018			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
		Déb	Fin						Total	Formation Capital	Autres depenses	2018	2019	2020	Total	2018	2019	2020	Total	Sources
2882	PROGRAMME CONSTRUCTION 50000 LOGEMENTS SOCIAUX	2015	2020	90 000	20 000	15 000	10 000	20 000	10 000	10 000	0	10 000	5 000	5 000	20 000	0	0	0	0	0
1582	ELABORATION/REV. SCHEMA D'AMENGE. VILLE	2003	2019	4 240	900	700	500	900	500	500	0	500	200	200	900	0	0	0	0	0
1995	CONSTRUCTION DIRECTION NATIONALE. REGIONALES CADASTRE	2009	2019	7 120	0	4 500	1 300	3 300	1 300	1 300	0	1 300	2 000	0	3 300	0	0	0	0	0
2768	RENFORCEMENT CAPACITES DOMAINES AFFAIRES FONCIERES URBANISME	2015	2018	450	100	100	100	100	200	200	0	100	0	0	100	0	0	0	0	0
2907	MISE EN OEUVRE REFORME FONCIERE SECURISE	2016	2019	9 000	4 000	2 000	2 000	4 000	2 000	2 000	0	2 000	1 000	1 000	4 000	0	0	0	0	0
2909	PROGRAMME REFECTION BÂTIMENT PUBLICS	2016	2021	15 700	1 800	1 200	600	1 800	600	600	0	600	600	600	1 800	0	0	0	0	0
2392	CONSTRUCTION EQUIPEMENT DIRECTION NATIONALE URBANISME	2010	2019	5 200	1 000	4 000	1 000	1 000	1 000	1 000	0	1 000	0	0	1 000	0	0	0	0	0
TOTAL MINISTERE				131 710	27 800	27 500	15 500	31 100	15 600	15 600	0	15 500	8 800	6 800	31 100	0	0	0	0	0



PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2018 - 2020

PRESENTATION DÉTAILLÉE DES PROJETS SELON LE MINISTÈRE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTÈRE		MINISTÈRE DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE ET DE LA POPULATION																		
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DÉPENSES 2018			FINANCEMENT INTÉRIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2018	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres dépenses	2018	2019	2020	Total	2018	2019	2020	Total	Sources
2064	APPUI A LA GEST. DE LA POLITIQUE NATION.POPULATION	2004	2018	2 406	750	250	250	750	250	250	0	250	250	250	750	0	0	0	0	0
2938	PROGRAMME AUTONOMISATION DES FEMMES DIVIDENDE DEMOGRAPHIQUE	2016	2020	24 000	18 100	7 100	100	18 100	5 100	5 100	0	100	0	0	100	7 000	4 000	7 000	18 000	BM
708	PROGRAMME FORMAT.PERFECTIIONNEMENT AGENTS MEF	2001	2020	1 897	300	300	100	300	100	100	0	100	100	100	300	0	0	0	0	0
2460	APPUI MISE EN OEUVRE SCHEMA DIRECTEUR STATISTIQUE	2012	2020	3 200	1 000	200	200	1 000	200	200	0	200	400	400	1 000	0	0	0	0	0
2477	PROJET D'APPUI A LA MISE EN OEUVRE DE L'INSTAT	2010	2020	4 560	900	450	450	900	450	450	0	450	450	0	900	0	0	0	0	0
2824	APPUI CENTRE DE FORMATION EN STATISTIQUE/INSTAT	2015	2018	304	50	150	50	50	50	50	0	50	0	0	50	0	0	0	0	0
2825	APPUI INSTITUTIONNEL AU MPATP	2015	2018	736	75	75	75	75	75	75	0	75	0	0	75	0	0	0	0	0
2863	CONSTRUCTION/EQUIPEMENT SIEGE INSTAT	2015	2018	6 300	3 159	3 159	1 500	3 159	1 500	1 500	0	1 500	1 500	159	3 159	0	0	0	0	0
3047	CONSTRUCTION EQUIPEMENT CENTRE PERFECT INSTAT	2017	2019	2 703	0	2 703	500	1 703	500	500	0	500	1 203	0	1 703	0	0	0	0	0



MINISTÈRE		MINISTÈRE DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE ET DE LA POPULATION																		
		Période		Coût	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2018			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2018	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres dépenses	2018	2019	2020	Total	2018	2019	2020	Total	Sources
2826	APPUI RENFORCEMENT MISE EN ŒUVRE DISPOSITIF INSTITUTIONNEL JURIDIQUE	2015	2020	2 484	1 200	400	400	1 200	400	400	0	400	400	400	1 200	0	0	0	0	
TOTAL MINISTÈRE				48 590	25 534	14 787	3 625	27 237	8 625	8 625	0	3 625	4 303	1 309	9 237	7 000	4 000	7 000	18 000	



PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2018 - 2020

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE		MINISTERE EQUIPEMENT ET DESENCLAVEMENT																		
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2018			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2018	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres dépenses	2018	2019	2020	Total	2018	2019	2020	Total	Sources
2399	CONSTRUCTION BUREAU ANNEXES DAF/ MET	2009	2018	2 150	200	200	200	200	200	200	0	200	0	0	200	0	0	0	0	0
2567	PROJET CONSTRUCTION/EQUIPEMENT INSPECTION EQUIPEMENT TRANSPORT	2011	2018	850	260	785	260	260	260	260	0	260	0	0	260	0	0	0	0	0
2252	CONTRAT PLAN ETAT CNREX BTP	2007	2020	1 960	600	900	200	600	200	200	0	200	200	200	600	0	0	0	0	0
3056	CONTRAT PLAN ETAT - IGM	2016	2020	3 810	0	1 030	250	750	250	250	0	250	250	250	750	0	0	0	0	0
2449	REHABILITATION EQUIPEMENT INFET	2009	2020	1 627	0	700	200	600	300	300	0	200	200	200	600	0	0	0	0	0
3099	AMENAG. TRAVERSEE VILLE DE SIKASSO	2018	2019	200	200	200	200	200	200	200	0	200	0	0	200	0	0	0	0	0
1900	REPARATION ACQUISITION BACS	2003	2020	4 918	600	800	200	600	200	200	0	200	200	200	600	0	0	0	0	0
1554	PROGRAMME D'URGENCE ROUTIER	2002	2019	3 546	1 300	1 600	300	1 300	300	300	0	300	500	500	1 300	0	0	0	0	0
1833	ENTRETIEN COURANT DES ROUTES	2002	2020	3 546	1 200	1 600	400	1 200	400	400	0	400	400	400	1 200	0	0	0	0	0
2036	ENTRETIEN DES PISTES CMDT	2005	2020	10 000	3 000	3 100	1 000	3 000	1 000	1 000	0	1 000	1 000	1 000	3 000	0	0	0	0	0



MINISTERE		MINISTERE EQUIPEMEN ET DESENCLAVEMENT																		
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2018			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2018	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres dépenses	2018	2019	2020	Total	2018	2019	2020	Total	Sources
2482	ACQUISITION REPARATION D'ENGINS LOURDS	2010	2020	1 500	900	1 200	300	900	300	300	0	300	300	300	900	0	0	0	0	0
2561	PROJET BITUMAGE TRONCON GOMA COURA TOMBOUCTOU	2011	2018	106 422	22 500	22 500	0	22 500	17 500	17 500	0	0	0	0	0	17 500	5 000	0	22 500	UE
2568	PROJET AMENAGEMENT EN 2X2 VOIES ROUTE SIKASSO ZEGOUA	2011	2018	5 710	5 000	5 000	0	5 000	5 000	5 000	0	0	0	0	0	5 000	0	0	5 000	BOAD
2749	CONSTRUCTION ROUTE GOUMBOU NARA FRE MAURITANIE	2016	2020	2 100	1 500	2 500	500	1 500	500	500	0	500	500	500	1 500	0	0	0	0	0
2751	BITUMAGE ROUTE MAHINA BAFOULABE	2014	2018	1 500	200	1 152	200	200	200	200	0	200	0	0	200	0	0	0	0	0
2802	AMENAGEMENT 2X2 VOIES SECTION ROUTE SEGOU SAN 7KM	2014	2018	40 000	4 500	4 500	0	4 500	4 500	4 500	0	0	0	0	0	4 500	0	0	4 500	BOAD
2821	PROGR. AMENAG. INFRASTRUC. ROUTIERES STRUCT (PAIRS)	2016	2018	147 000	37 400	77 400	25 400	37 400	33 400	33 400	0	25 400	0	0	25 400	8 000	4 000	0	12 000	BOAD
2887	CONSTRUCTION PONT FLEUVE BAOULE ROUTE FANA DIOLA	2016	2018	6 150	2 250	8 300	2 250	2 250	2 250	2 250	0	2 250	0	0	2 250	0	0	0	0	0
2945	CONSTRUCTION 2EME PONT DE KAYES (600ML)	2016	2019	75 000	45 000	78 000	15 000	45 000	15 000	15 000	0	15 000	15 000	15 000	45 000	0	0	0	0	0



MINISTERE		MINISTERE EQUIPEMEN ET DESENCLAVEMENT																		
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2018			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2018	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres dépenses	2018	2019	2020	Total	2018	2019	2020	Total	Sources
2948	CONSTRUCTION BITUMAGE MACINA-DIAFARABE-TENENKOU	2016	2020	35 000	7 476	19 454	3 000	7 476	3 000	3 000	0	3 000	3 000	1 476	7 476	0	0	0	0	0
2980	CONSTR. BITUMAGE ROUTE ZANTIEBOUGOU-KOLONDIÉBA FRE RCI	2016	2020	60 000	37 773	44 873	3 000	37 773	28 000	28 000	0	3 000	3 000	1 600	7 600	21 000	8 000	1 173	30 173	BAD
2997	PROJET ROUTE BENENA-MANDIAKUY	2016	2018	6 500	1 065	6 565	1 065	1 065	1 065	1 065	0	1 065	0	0	1 065	0	0	0	0	0
3012	CONST/BITUMAGE DE LA ROUTE KAYES KENIEBA (250KM)	2017	2020	44 193	13 087	13 087	13 087	13 087	13 087	13 087	0	13 087	0	0	13 087	0	0	0	0	0
3013	CONST SECTION KANGABA DIALAFOUNDU FRONTIERE GUINEE (50KM)	2017	2019	19 788	17 788	19 788	8 686	17 787	8 000	8 000	0	8 686	9 101	0	17 787	0	0	0	0	0
3014	CONSTRUCTION VOIE CEINTURE OUEST KOULIKORO (13,6 KM)	2017	2019	26 500	19 860	19 860	3 215	19 215	3 215	3 215	0	3 215	7 000	9 000	19 215	0	0	0	0	0
3015	AMENAG VOIE KOULOUBLENI LONGUE DE 5 KM COMMUNE RURALE KALAMBAN KORO	2017	2018	6 600	6 621	6 621	3 214	4 714	3 214	3 214	0	3 214	1 500	0	4 714	0	0	0	0	0
3016	CONST/BITUMAGE ROUTE BANCONI DIALOKORODJI SAFO DABANI NOMSOMBOUGOU	2017	2019	28 187	23 092	40 092	7 918	23 092	7 918	7 918	0	7 918	15 174	0	23 092	0	0	0	0	0
3017	CONST SECTION YANFOLILA KALANA FRONTIERE GUINEE(52KM)	2017	2019	19 379	15 437	28 437	6 945	15 437	6 945	6 945	0	6 945	8 492	0	15 437	0	0	0	0	0



MINISTERE		MINISTERE EQUIPEMEN ET DESENCLAVEMENT																		
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2018			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2018	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2018	2019	2020	Total	2018	2019	2020	Total	Sources
3018	AMENAGEMENT DE LA BRETELE KATELE KADIOLO, 4 KM DE VOIRIES DANS LA LOCALITE DE KADIOLO ET 101 KM DE ROUTE DE TERRE DANS LE CERCLE DE KOUTIALA	2017	2018	88 434	12 577	12 577	2 143	12 577	2 143	2 143	0	2 143	7 000	3 434	12 577	0	0	0	0	0
3019	BITUMAGE DE LA ROUTE BAROUELI TAMANI (30,5KM)	2017	2018	8 000	5 574	10 527	5 292	5 574	5 292	5 292	0	5 292	282	0	5 574	0	0	0	0	0
3020	TRAVAUX D'AMENAGEMENT EN 2X2 VOIES DE LA VOIE RELIANT LE 3EME PONT DE BKO A LA RN6 (3,26KM), Y COMPRIS LA CONSTRUCTION D'UN ECHANGEUR AU CROISEMENT AVEC LA RN6 ET REHAB DE LA SECTION TOUR DE L'AFRIQUE-YIRIMADIO DE LA RN6	2017	2019	28 600	9 500	38 100	9 500	9 500	9 500	9 500	0	9 500	0	0	9 500	0	0	0	0	0
TOTAL MINISTERE				789 170	296 460	471 448	113 925	295 257	193 339	173 339	0	113 925	73 099	34 060	221 084	56 000	17 000	1 173	74 173	



PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2018 - 2020

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE		MINISTERE DES TRANSPORTS																			
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2018			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR					
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2018	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2018	2019	2020	Total	2018	2019	2020	Total	Sources	
3011	REHABILITATION RESEAU D'OBSERVATION METEOROLOGIQUE DU MALI	2005	2020	1 700		0	750	250	750	250	250	0	250	250	250	750	0	0	0	0	
991	COMPAGNIE MALIENNE NAVIGATION CONTRAT/PLAN	2006	2019	1 700		0	1 060	300	900	300	300	0	300	300	300	900	0	0	0	0	
2290	PROGRAMME NATIONAL DE PLUIES PROVOQUEES	2007	2020	14 000		0	6 000	2 000	6 000	2 000	2 000	0	2 000	2 000	2 000	6 000	0	0	0	0	
2310	CONSTRUCTION ENTREPOTS DU MALI EN COTE D'IVOIRE	2008	2019	2 000		0	1 500	280	280	280	280	0	280	0	0	280	0	0	0	0	
2376	APPUI CPS SECT EQUIPEMENT TRANSPOTRS COMMUNICATION	2008	2020	950		300	250	100	300	100	100	0	100	100	100	300	0	0	0	0	
2566	PROJET CONST ENTREPOT DU MALI EN GUINE	2011	2018	6 768		0	0	435	435	435	435	0	435	0	0	435	0	0	0	0	
2746	CONSTRUCTION EQUIPEMENT ENTREPOT AU TOGO	2014	2018	1 500		0	0	200	200	200	200	0	200	0	0	200	0	0	0	0	
TOTAL MINISTERE				28 618		300	9 560	3 565	8 865	3 565	3 565	-	3 565	2 650	2 650	8 865	0	0	0	0	0



PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2018 - 2020

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE		MINISTERE DU DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL																		
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2018			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2018	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2018	2019	2020	Total	2018	2019	2020	Total	Sources
2381	APPUI CPS SECT IND COMM ART EMBL PROM INVEST PRI	2009	2019	950	450	150	150	450	150	150	0	150	150	150	450	0	0	0	0	0
2108	RESTRUCTURATION MISE A NIVEAU DES ENTREPRISES INDUSTRIELLES	2006	2018	16 854	100	100	100	100	100	100	0	100	0	0	100	0	0	0	0	0
2845	REHABILITATION CENTRE MALIEN PROPRIETE INTELLECTUELLE	2016	2018	250	200	200	200	200	200	200	0	200	0	0	200	0	0	0	0	0
2639	PROJET OPERATION STRATEGIE DEVELOPPEMENT SECTEUR AGRO ALIMENTAIRE	2012	2018	33 602	75	75	75	75	75	75	0	75	0	0	75	0	0	0	0	0
2779	APPUI AGENCE MALIENNE NORMALISATION PROMOTION QUALITE	2014	2018	150	50	50	50	50	50	0	50	50	0	0	50	0	0	0	0	0
TOTAL MINISTERE				51 806	875	575	575	875	575	525	50	575	150	150	875	0	0	0	0	0



PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2018 - 2020

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE		MINISTERE DU COMMERCE																		
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2018			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2018	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2018	2019	2020	Total	2018	2019	2020	Total	Sources
2241	APPUI AU CARDE INTEGRE	2017	2019	9 000	5 566	1 833	1 300	5 566	1 833	1 833	0	1 300	1 600	1 600	4 500	533	533	0	1 066	AFD
3026	CONSTRUCTION EQUIPEMENT SIEGE APEX	2017	2017	5 600	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2957	PROJET APPUI FORMALISATION ACTEURS COMMERCE DETAIL	2016	2020	9 000	450	150	600	900	600	600	0	600	150	150	900	0	0	0	0	0
3025	CONSTR EQUIPEMENT HOTEL DU COMERCE R+5	2017	2020	6 300	5 000	5 000	1 550	5 000	1 550	1 550	0	1 550	2 300	1 150	5 000	0	0	0	0	0
TOTAL MINISTERE				29 900	11 016	6 983	3 450	11 016	3 983	3 983	0	3 450	4 050	2 900	10 400	533	533	0	1 066	



PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2018 - 2020

PRESENTATION DÉTAILLÉE DES PROJETS SELON LE MINISTÈRE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTÈRE		MINISTÈRE PROMOTION INVESTISSEMENTS SECTEUR PRIVE																		
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2018			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2018	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2018	2019	2020	Total	2018	2019	2020	Total	Sources
2603	APPUI MISE PLACE REFORMES ETAT SECTEUR PRIVE	2011	2020	950	450	150	150	450	150	150	0	150	150	150	450	0	0	0	0	
2755	APPUI A LA LOI ORIENTATION SECTEUR PRIVE	2014	2020	600	300	100	100	300	100	100	0	100	100	100	300	0	0	0	0	
2683	APPUI AGENCE PROMOTION DES INVESTISSEMENT	2014	2020	850	350	150	150	350	150	150	0	150	100	100	350	0	0	0	0	
TOTAL MINISTÈRE				2 400	1 100	400	400	1 100	400	400	0	400	350	350	1 100	0	0	0	0	



PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2018 - 2020

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE		MINISTERE DE L'AGRICULTURE																		
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2018			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2018	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres dépenses	2018	2019	2020	Total	2018	2019	2020	Total	Sources
1706	CONTRAT/PLAN ETAT OFFICE DU NIGER	2014	2020	25 000	15 000	5 000	5 000	15 000	5 000	5 000	0	5 000	5 000	5 000	15 000	0	0	0	0	0
2481	REHABILITATION EQUIPEMENT BUREAU DAF/MA	2014	2018	1 550	175	475	175	175	175	175	0	175	0	0	175	0	0	0	0	0
2560	CONSTRUCTION EQUIPEMENT INSPECTION AGRICULTURE	2011	2018	850	200	450	200	200	200	200	0	200	0	0	200	0	0	0	0	0
2380	APPUI CPS SECTEUR DEVELOPPEMENT RURAL	2009	2020	950	300	250	100	300	100	0	100	100	100	100	300	0	0	0	0	0
2571	PROJET APPUI MISE EN OEUVRE ENQUETE AGRICOLE CONJONCTURE (EAC)	2011	2020	2 190	900	700	300	900	300	0	300	300	300	300	900	0	0	0	0	0
2753	REHABILITATION BUREAU CPS SDR	2014	2018	600	300	300	300	300	300	300	0	300	0	0	300	0	0	0	0	0
1007	CONTRAT/PLAN ETAT OFFICE RIZ SEGOU	2012	2020	2 520	1 200	400	400	1 200	400	400	0	400	400	400	1 200	0	0	0	0	0
1977	PROGRAMME COMPETITIVITE DIVERSIFICATION AGRICOLE PCDA	2006	2020	26 892	500	1 500	500	500	500	500	0	500	0	0	500	0	0	0	0	0
2250	CONTRAT PLAN ETAT/OHVN	2007	2020	1 200	1 200	400	400	1 200	400	400	0	400	400	400	1 200	0	0	0	0	0



MINISTERE		MINISTERE DE L'AGRICULTURE																			
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2018			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR					
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2018	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres dépenses	2018	2019	2020	Total	2018	2019	2020	Total	Sources	
2687	CONTRAT PLAN ETAT /OFFICE DEVELOPPEMENT RURAL SELINGUE	2013	2020	2 000	1 510	1 610	410	1 510	410	410	0	410	550	550	1 510	0	0	0	0	0	
2728	APPUI CROISSANCE ECO PROMOTION EMPLOI SECTEUR PRIVE	2014	2020	9 159	3 150	3 150	50	3 150	3 050	3 050	0	50	50	50	150	3 000	0	0	0	3 000	Danemark
2800	PROGRAMME PRODUCTIVITE AGRICOLE AFRIQUE OUEST (WAPP) II	2014	2018	33 500	7 300	22 500	300	7 300	7 300	7 300	0	300	0	0	300	7 000	0	0	0	7 000	BM
2807	PROJ. RENFORC.SECU. ALIMENT. DVPT CULT IRRIG (PRESA-DCI)	2015	2019	29 642	13 973	17 100	500	13 973	6 500	6 500	0	500	400	0	900	6 000	7 073	0	13 073	BAD	
2809	PROJ RENFORC. SECU. ALIMENT. NUTRIT REGION KOULIKORO (PRESAN-KL)	2015	2019	27 776	11 477	11 350	400	11 477	8 400	8 400	0	400	655	0	1 055	8 000	2 422	0	10 422	BAD	
2849	RECENSEMENT GENERAL AGRICOLE ELEVAGE & PECHE	2015	2019	10 500	600	800	300	600	300	0	300	300	300	0	600	0	0	0	0	0	
2856	CONTRAT PLAN ETAT /OPIB	2015	2017	2 500	990	660	330	990	330	330	0	330	330	330	990	0	0	0	0	0	
2918	CONTRAT PLAN ETAT ADRS	2016	2018	1 200	750	450	250	750	250	250	0	250	250	250	750	0	0	0	0	0	
2961	AMELIORATION SYSTEME IRRIGATION PERIMETRE IRRIGUE BAGUINEDA	2017	2018	2 850	1 800	4 633	1 800	1 800	1 800	1 800	0	1 800	0	0	1 800	0	0	0	0	0	



MINISTERE		MINISTERE DE L'AGRICULTURE																		
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2018			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2018	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres dépenses	2018	2019	2020	Total	2018	2019	2020	Total	Sources
2966	ETUDE PROJET DEVELOPPEMENT RURAL DU KAARTA/SEFETO	2016	2020	1 500	700	600	200	700	200	200	0	200	250	250	700	0	0	0	0	0
3001	PROJET DEVELOPPEMENT RURAL SOKE1 (PADER-S1)	2016	2020	13 600	7 879	6 000	3 000	7 879	3 000	3 000	0	3 000	3 000	1 879	7 879	0	0	0	0	0
3009	PROJET MISE EN VALEUR DU SYSTEME FAGUIBINE	2004	2020	6 700	900	1 050	300	900	300	300	0	300	300	300	900	0	0	0	0	0
3043	OFFICE RIZ MOPTI	2003	2020	1 365	1 050	620	350	1 050	350	350	0	350	350	350	1 050	0	0	0	0	0
3112	PROJET D'APPUI REGIONAL A L'INITIATIVE D'IRRIGATION DANS LE SAHEL (PARIS)	2018	2018	15 000	10 380	2 500	200	10 580	1 700	1 700	0	200	0	0	200	2 500	4 040	3 840	10 380	BAD
3118	IPRODI PROGRAMME MALI NORD	2018	2020	16 070	10 839	2 000	0	10 839	0	0	0	0	0	0	0	2 000	6 428	2 411	10 839	KfW
2640	PROGRAMME D'ACCROISSEMENT PRODUCTIVITE AGRICOLE AU MALI	2012	2018	35 000	2 500	2 500	0	2 500	2 500	2 500	0	0	0	0	0	2 500	0	0	2 500	AFD
2684	PROJET DEVELOPPEMENT INTEGRE KITA PHASE 2	2013	2018	12 000	3 800	4 475	300	3 800	3 800	3 800	0	300	0	0	300	3 500	0	0	3 500	BID
2685	PROJET DEVELOPPEMENT MALI GRENIER (AGRA)	2013	2018	200	50	50	50	50	0	0	0	50	0	0	50	0	0	0	0	0



MINISTERE		MINISTERE DE L'AGRICULTURE																			
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2018			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR					
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2018	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres dépenses	2018	2019	2020	Total	2018	2019	2020	Total	Sources	
2874	PROJET AMENAG. HYDRO-AGRICOLE REGION KOULIKORO	2017	2019	1 650	0	1 650	500	1 050	1 000	1 000	0	500	550	0	1 050	0	0	0	0	0	
2910	TRAVAUX EXTENSION 200 HA PLAINE SAOUNE	2016	2020	600	300	250	100	300	100	100	0	100	100	100	300	0	0	0	0	0	
2916	PROGRAMME DE RENFORCEMENT RESILIENCE SECURITE ALIMENTAIRE (PRIA)	2014	2020	24 945	5 750	20 550	250	5 750	5 250	5 250	0	250	250	250	750	5 000	0	0	0	5 000	BID
2917	PROJET RENFORCEMENT RESILIENCE AU SAHEL (P2RS)	2016	2020	31 940	13 616	9 570	700	13 616	8 870	8 870	0	700	700	700	2 100	8 170	3 346	0	11 516	BAD	
3008	OFFICE DU MOYEN BANI	2017	2020	1 500	1 050	700	350	1 050	350	350	0	350	350	350	1 050	0	0	0	0	0	
3113	PROJET DEVELOPPEMENT FERME RIZICOLE SABE	2018	2018	300	300	300	300	300	300	300	0	300	0	0	300	0	0	0	0	0	
1983	ETUDE D'AMENAGEMENT DE BAS-FONDS	2005	2020	1 350	150	350	150	150	150	150	0	150	0	0	150	0	0	0	0	0	
2480	PROGRAMME DEVELOPPEMENT IRRIGATION AU MALI	2010	2020	115 088	35 230	41 630	2 200	35 230	19 130	19 130	0	2 200	1 800	1 500	5 500	16 930	7 800	5 000	29 730	BAD	
2864	AMENAGEMENT HYDRO AGRICOLE REGION SIKASSO	2015	2018	10 000	0	4 500	2 000	3 000	2 000	2 000	0	2 000	1 000	0	3 000	0	0	0	0	0	



MINISTERE		MINISTERE DE L'AGRICULTURE																		
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2018			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2018	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2018	2019	2020	Total	2018	2019	2020	Total	Sources
2765	PROJET AMELIORATION PRODUCTIVITE AGRICOLES SS EXPOIT AFR SUD SAHARIEN	2014	2020	7 870	2 235	2 100	100	2 235	2 100	2 100	0	100	80	55	235	2 000	0	0	2 000	BID
2602	PROJET AMENAGEMENT HYDRO-AGRICOLE MOLODO NORD/BOAD	2010	2019	20 415	4 883	5 850	850	4 883	4 850	4 850	0	850	33	0	883	4 000	0	0	4 000	BOAD
TOTAL MINISTERE				497 972	162 937	178 973	23 615	167 187	91 665	90 965	700	23 615	17 498	13 114	54 227	70 600	31 109	11 251	112 960	



PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2018 - 2020

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE		MINISTERE DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE																		
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2018			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2018	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres dépenses	2018	2019	2020	Total	2018	2019	2020	Total	Sources
2200	CONTRAT PLAN LABORATOIRE CENTRALE VETERINAIRE ETAT	2007	2020	950	300	550	100	300	100	100	0	100	100	100	300	0	0	0	0	
2643	PROJET DEVELOPPEMENT FILIERE AQUACOLE SIKASSO	2011	2020	4 873	1 050	1 225	150	1 050	1 050	1 050	0	150	0	0	150	900	0	0	900	Amb.Belgique
1894	PROGRAMME PANAFRICAIN CONTROLE EPIZOTIES (PACE)	2000	2018	1 566	50	50	50	50	50	50	0	50	0	0	50	0	0	0	0	
2488	PROJET DEVELOPPEMENT ZEBU MAURE NARA	2010	2018	5 250	300	300	50	300	300	300	0	50	0	0	50	250	0	0	250	Amb.Belgique
2798	PROJ. DVPT INT RESS. ANIM. ET AQUACOLES (PDIRAM)	2016	2020	19 500	9 300	14 400	100	9 300	3 600	3 600	0	100	100	100	300	3 500	4 500	1 000	9 000	BID
1885	PROGRAMME DVPT INTEGRE ZONE ONDY/ MADINA DIASSA	2013	2018	806	100	100	100	100	100	100	0	100	0	0	100	0	0	0	0	
1984	PROJET DEVELOPPEMENT REGION LIPTAKO GOURMA	2005	2018	5 785	100	100	100	100	100	100	0	100	0	0	100	0	0	0	0	
2201	ETUDE TRANSFORMATION SOUS PRODUITS D'ABATTAGE PPTE	2006	2018	2 110	250	250	250	250	250	250	0	250	0	0	250	0	0	0	0	
2402	CONSTRUCTION MARCHE MODERNE POISSONS DE BAMAKO PPTE	2009	2020	2 570	1 050	1 400	350	1 050	350	350	0	350	350	350	1 050	0	0	0	0	



MINISTERE		MINISTERE DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE																			
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2018			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR					
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2018	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2018	2019	2020	Total	2018	2019	2020	Total	Sources	
2404	ETUDE DEVELOPPEMENT VALORISATION PRODUCTION LAITIERE MALI	2009	2020	14 740	200	200	200	200	200	200	0	200	0	0	200	0	0	0	0	0	
2799	PROJET REGIONAL APPUI PASTORALISME AU SAHEL (PRAPS)	2015	2020	39 000	25 324	8 100	150	25 324	7 650	7 650	0	150	100	100	350	7 500	8 737	8 737	24 974	BM	
3000	APPUI CENTRE NATIONAL INSEMINATION ARTIFICIELLE ANIMALE	2017	2020	1 600	1 200	800	400	1 200	400	400	0	400	400	400	1 200	0	0	0	0	0	
3055	PROGRAMME QUINQUENNAL AMENAGEMENT AQUOCOLES	2008	2019	14 000	1 100	1 600	400	1 100	400	400	0	400	350	350	1 100	0	0	0	0	0	
TOTAL MINISTERE				112 750	40 324	29 075	2 400	40 324	14 550	14 550	0	2 400	1 400	1 400	5 200	12 150	13 237	9 737	35 124		



PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2018 - 2020

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE		INSTITUT D'ECONOMIE RURALE																		
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2018			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2018	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2018	2019	2020	Total	2018	2019	2020	Total	Sources
2709	ADAPTATION AGRICULTURE ELEVAGE CHANGEMENT CLIMATIQUE	2011	2018	1 593	150	150	150	150	150	150	0	150	0	0	150	0	0	0	0	0
2959	CONSTRUCTION VOIE D'ACCES SINO MALIEN	2017	2020	1 600	1 200	600	200	1 100	200	200	0	200	500	400	1 100	0	0	0	0	0
TOTAL MINISTERE				3 193	1 350	750	350	1 250	350	350	0	350	500	400	1 250	0	0	0	0	0



PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2018 - 2020

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE		COMMISSARIAT A LA SECURITE ALIMENTAIRE																		
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2018			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2018	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2018	2019	2020	Total	2018	2019	2020	Total	Sources
2724	PROJET RECONSTITUTION DU STOCK NATIONAL DE SECURITE ALIMENTAIRE	2014	2020	32 000	0	4 300	4 000	12 000	4 000	0	4 000	4 000	4 000	4 000	12 000	0	0	0	0	0
2796	PROGRAMME RESTRUCTURATION MARCHÉ CEREALIER	2016	2020	7 000	0	0	1 100	3 300	2 200	1 100	1 100	1 100	1 100	1 100	3 300	0	0	0	0	0
TOTAL MINISTERE				39 000	0	4 300	5 100	15 300	6 200	1 100	5 100	5 100	5 100	5 100	15 300	0	0	0	0	0



PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2018 - 2020
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE		MINISTERE DE L'ARTISANAT ET DU TOURISME																		
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2018			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2018	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres dépenses	2018	2019	2020	Total	2018	2019	2020	Total	Sources
2242	CONSTRUCTION EQUIPEMENT VILLAGES ARTISANAUX	2016	2019	3 725	1 100	500	500	1 100	500	500	0	500	300	300	1 100	0	0	0	0	0
2244	FLECHAGE AMENAGEMENT DES CIRCUITS TOURISTIQUES	2007	2019	450	300	150	150	300	150	150	0	150	150	0	300	0	0	0	0	0
2757	REHABILITATION EQUIPEMENT CENTRE DEVELOPPEMENT ARTISANAT TEXTILE	2014	2016	400	200	200	200	200	200	200	0	200	0	0	200	0	0	0	0	0
2841	AMENAGEMENT EQUIPEMENT SIEGE APCCM	2015	2018	939	676	676	200	676	200	200	0	200	476	0	676	0	0	0	0	0
TOTAL MINISTERE				5 514	2 276	1 526	1 050	2 276	1 050	1 050	0	1 050	926	300	2 276	0	0	0	0	0
ENSEMBLE MINISTERES				3 616 661	987 398	1 093 471	293 567	1 103 941	529 955	523 855	6 100	293 567	211 997	135 712	641 276	250 000	112 015	100 650	462 665	

Annexe 2

Présentation détaillée des Projets par Ministère / Institution et par Source de Financement



PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2018 - 2020
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE		PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE																		
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2018			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2018	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres dépenses	2018	2019	2020	Total	2018	2019	2020	Total	Sources
3114	CONSTRUCTION SIEGE DGSE	2018	2018	500	500	500	500	500	500	500	0	500	0	0	500	0	0	0	0	
2822	REHABILITATION BUREAUX/VILLAS D'HOTES PRESIDENCE	2015	2020	2 220	1 300	300	300	1 300	300	300	0	300	500	500	1 300	0	0	0	0	
2876	REHABILITATION CAMP 3 GARDE PRESIDENTIELLE	2015	2018	528	150	150	150	150	150	150	0	150	0	0	150	0	0	0	0	
2892	REHABILITATION ANCIEN SECRETARIAT GENERAL DU GOUVERNEMENT	2016	2018	665	0	450	200	200	200	200	0	200	0	0	200	0	0	0	0	
TOTAL MINISTERE				3 913	1 950	1 400	1 150	2 150	1 150	1 150	0	1 150	500	500	2 150	0	0	0	0	



PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2018 - 2020
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE		PRIMATURE																		
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2018			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2018	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres dépenses	2018	2019	2020	Total	2018	2019	2020	Total	Sources
2294	CONSTRUCTION EQUIPEMENT ECOLE NATIONALE ADMINISTRATION BKO	2008	2018	15 226	2 347	7 347	2 000	2 347	2 000	2 000	0	2 000	347	0	2 347	0	0	0	0	
3029	CONST/EQUIP. SIEGE AUTORITE PROTECTION DONNEES CARACTERE PERSONNEL	2017	2018	1 100	800	800	800	800	800	800	0	800	0	0	800	0	0	0	0	
3027	MODERNISATION SGG	2017	2018	400	0	0	100	100	100	100	0	100	0	0	100	0	0	0	0	
3028	PROJET RENFORCEMENT SECURITE CITE ADMINISTRATIVE	2017	2020	1 060	800	200	200	800	200	200	0	200	300	300	800	0	0	0	0	
2823	EXTENSION DAF PRIMATURE	2015	2018	1 500	800	200	200	800	200	200	0	200	300	300	800	0	0	0	0	
3098	CONST/EQUIP. DIRECTION GENERALE CONTENTIEUX ETAT	2018	2020	1 000	1 000	200	200	1 000	200	200	0	200	500	300	1 000	0	0	0	0	
TOTAL MINISTERE				20 286	5 747	8 747	3 500	5 847	3 500	3 500	0	3 500	1 447	900	5 847	0	0	0	0	



PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2018 - 2020

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE		COUR CONSTITUTIONNELLE																		
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2018			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2018	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2018	2019	2020	Total	2018	2019	2020	Total	Sources
2895	REHABILITATION RENOVATION COUR CONSTITUTIONNELLE	2016	2018	700	0	400	200	200	200	200	0	200	0	0	200	0	0	0	0	0
TOTAL MINISTERE				700	0	400	200	200	200	200	0	200	0	0	200	0	0	0	0	0



PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2018 - 2020

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE		COUR SUPREME																		
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2018			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2018	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2018	2019	2020	Total	2018	2019	2020	Total	Sources
2894	CONSTRUCTION EQUIPEMENT SIEGE SECTION COMPTES/ CC	2016	2019	3 734	1 700	400	400	1 700	400	400	0	400	1 300	0	1 700	0	0	0	0	0
TOTAL MINISTERE				3 734	1 700	400	400	1 700	400	400	0	400	1 300	0	1 700	0	0	0	0	0



PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2018 - 2020

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE		CONSEIL ECONOMIQUE SOCIAL & CULTUREL																			
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2018			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR					
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2018	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2018	2019	2020	Total	2018	2019	2020	Total	Sources	
2720	CONSTRUCTION EQUIPEMENT CESC	2013	2018	1 150		0	0	175	175	175	175	0	175	0	0	175	0	0	0	0	
TOTAL MINISTERE				1 150		0	0	175	175	175	175	0	175	0	0	175	0	0	0	0	



PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2018 - 2020

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE		HAUT CONSEIL DES COLLECTIVITES TERRITORIALES																		
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2018			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2018	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2018	2019	2020	Total	2018	2019	2020	Total	Sources
2760	CONSTRUCTION EQUIPEMENT SIEGE HCCT	2014	2018	3 500	200	200	200	200	200	200	0	200	0	0	200	0	0	0	0	0
TOTAL MINISTERE				3 500	200	200	200	200	200	200	0	200	0	0	200	0	0	0	0	0



PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2018 - 2020

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE		MIN. AFF.ETRANG. INTEGRATION AFRICAINE ET COOPERAT° INTERNATIONALE																		
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2018			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2018	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2018	2019	2020	Total	2018	2019	2020	Total	Sources
2326	APPUI CPS SECTEUR COOPERATION INTEGRATION	2009	2020	670	450	150	150	450	150	150	0	150	150	150	450	0	0	0	0	0
2744	PROG.ACQUISIT/CONSTR/RESIDENCE/LOGE DIPLOMATE	2014	2020	10 000	2 200	800	800	2 200	800	800	0	800	700	700	2 200	0	0	0	0	0
3030	PROJET CONS/EQUIP DFM DRH ET CPS SECTEUR COOP INTEGRATION	2017	2019	1 200	900	400	400	900	400	400	0	400	500	0	900	0	0	0	0	0
2492	CONSTRUCTION COMPLEXE DIPLOMATIQUE OUAGADOUGOU	2010	2019	1 019	500	500	500	500	500	500	0	500	0	0	500	0	0	0	0	0
TOTAL MINISTERE				12 889	4 050	1 850	1 850	4 050	1 850	1 850	0	1 850	1 350	850	4 050	0	0	0	0	0



PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2018 - 2020

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE		MINISTERE DES MALIENS DE L'EXTÉRIEUR ET DE L'INTÉGRATION AFRICAINE																		
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2018			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2018	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2018	2019	2020	Total	2018	2019	2020	Total	Sources
2384	PROGRAMME TOKTEN	2017	2019	1 715	521	351	170	521	521	521	0	170	170	0	340	181	0	0	181	PNUD
2884	CONSTRUCTION MAISON MALIENS EXTERIEUR	2015	2017	1 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2925	APPUJ INSERTION ET REINSERTION MIGRANTS MALIENS DE RETOUR VOLONTAIRE ET INVOLONTAIRE	2016	2019	750	750	250	250	750	250	250	0	250	250	250	750	0	0	0	0	0
TOTAL MINISTERE				3 465	1 271	601	420	1 271	771	771	0	420	420	250	1 090	181	0	0	181	



PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2018 - 2020

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE		MINISTERE DE LA JUSTICE																		
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2018			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2018	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2018	2019	2020	Total	2018	2019	2020	Total	Sources
3042	CONST EQUIP REHAB INFRASTRUCTURES INFJ Me DEMBA DIALLO	2017	2019	2 000	1 200	500	500	1 200	500	500	0	500	700	0	1 200	0	0	0	0	0
2359	APPUI CPS SECTEUR JUSTICE	2008	2019	1 500	600	200	200	600	200	200	0	200	200	200	600	0	0	0	0	0
3051	PROGRAMME URGENCE RENFORCEMENT SYSTEME JUDICIAIRE (PURSJ)	2006	2020	52 718	0	6 300	1 600	5 800	1 600	1 600	0	1 600	2 100	2 100	5 800	0	0	0	0	0
2762	CONSTRUCTION GRANDE PRISON DE BAMAKO	2014	2019	12 000	8 005	8 005	2 000	8 005	2 000	2 000	0	2 000	6 005	0	8 005	0	0	0	0	0
TOTAL MINISTERE				68 218	9 805	15 005	4 300	15 605	4 300	4 300	0	4 300	9 005	2 300	15 605	0	0	0	0	0



PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2018 - 2020

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE		MINISTERE DROITS DE L'HOMME & REFORME ETAT																		
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2018			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2018	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2018	2019	2020	Total	2018	2019	2020	Total	Sources
1935	PROJET DEVELOPPEMENT INSTITUTION DU CDI	2003	2018	25 000	1 050	350	350	1 050	350	350	0	350	350	350	1 050	0	0	0	0	0
TOTAL MINISTERE				25 000	1 050	350	350	1 050	350	350	0	350	350	350	1 050	0	0	0	0	0



PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2018 - 2020

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE		MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES																		
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2018			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2018	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2018	2019	2020	Total	2018	2019	2020	Total	Sources
2828	CONSTRUCTION EQUIPEMENT DGABE	2017	2019	1 504	1 104	1 104	400	1 104	400	400	0	400	704	0	1 104	0	0	0	0	0
2905	APPUI PROGRAMMATION SUIVI EVALUATION INVESTISSEMENT	2016	2020	1 572	980	360	360	980	360	360	0	360	310	310	980	0	0	0	0	0
2911	APPUI CELLULE DEVELOPPEMENT SECTEUR FINANCIER	2016	2020	662	470	170	175	475	175	175	0	175	150	150	475	0	0	0	0	0
2941	APPUI CELLULE SUIVI DES PROJETS	2016	2018	300	0	0	100	100	100	100	0	100	0	0	100	0	0	0	0	0
2969	INTERCONNEXION DES BASES DE DONNEES DU MEF	2016	2020	7 000	5 500	1 500	1 500	5 500	1 500	1 500	0	1 500	2 000	2 000	5 500	0	0	0	0	0
2970	APPUI A LA MIGRATION PRED 5	2016	2020	1 152	600	200	200	600	200	200	0	200	400	0	600	0	0	0	0	0
3052	PROJET CENTRE DE FORMATION POUR LE DEVELOPPEMENT (CFD)	2005	2020	1 747	975	325	325	975	325	325	0	325	325	325	975	0	0	0	0	0
3057	APPUI CELLULE SUIVI REFORMES UEMOA	2017	2020	350	300	100	100	300	100	100	0	100	100	100	300	0	0	0	0	0
2908	EQUIPEMENT INSPECTION DES FINANCES	2016	2020	1 000	600	200	200	600	200	200	0	200	200	200	600	0	0	0	0	0



MINISTERE		MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES																		
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2018			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2018	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2018	2019	2020	Total	2018	2019	2020	Total	Sources
1933	RENFORCEMENT CAPACITE MODELISATION/ PREVISION MACRO ECONOMIQUE	2003	2020	2 615	600	200	200	600	200	200	0	200	200	200	600	0	0	0	0	0
1949	CONSTRUCTION/EQUIPEMENT IMMEUBLE HOTEL DU PLAN	2003	2020	7 506	600	200	200	600	200	200	0	200	200	200	600	0	0	0	0	0
2104	APPUI A LA VIABILITE DE LA DETTE	2006	2020	826	260	120	120	260	120	120	0	120	70	70	260	0	0	0	0	0
2531	PROGRAMME APPUI FINANCEMENT DES PME (PAF/PME)	2009	2020	556	198	66	66	198	66	66	0	66	66	66	198	0	0	0	0	0
2544	APPUI MISE EN OUVRE PLAN HARMONISATION AIDE PPTE	2016	2019	2 204	600	200	200	600	200	200	0	200	200	200	600	0	0	0	0	0
2592	REHABILITATION HOTEL DES FINANCES	2012	2018	6 799	5 000	5 002	5 000	5 000	5 000	5 000	0	5 000	0	0	5 000	0	0	0	0	0
2656	CONSTRUCTION STOCK NATIONAL DE SECURITE ONAP	2012	2018	2 165	500	500	500	500	500	500	0	500	0	0	500	0	0	0	0	0
2659	PROGRAMME PROMOTION PLANIFICATION GESTION DEVELOPPEMENT	2012	2020	1 317	600	200	200	600	200	200	0	200	200	200	600	0	0	0	0	0
2673	APPUI MISE EN OEUVRE CSR/PPTTE	2016	2020	2 098	750	250	250	750	250	250	0	250	250	250	750	0	0	0	0	0



MINISTERE		MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES																			
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2018			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR					
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2018	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres dépenses	2018	2019	2020	Total	2018	2019	2020	Total	Sources	
2719	PROJET FILETS SOCIAUX JIGISEJIRI/IDA	2013	2020	35 595	8 800	6 500	1 500	8 800	6 500	6 500	0	1 500	1 150	1 150	3 800	5 000	0	0	0	5 000	BM
2731	FONDS D'ETUDE PREPARATION DES PROJETS	2014	2020	12 137	10 125	3 125	3 125	10 125	3 125	3 125	0	3 125	3 500	3 500	10 125	0	0	0	0	0	
2732	PROJET DE RECONSTRUCTION ET DE RELANCE ECONOMIQUE/IDA	2014	2020	50 783	8 450	8 150	150	8 450	150	150	0	150	150	150	450	8 000	0	0	0	8 000	BM
2804	PROJET APPUI GOUVERNANCE ECONOMIQUE (PAGE)	2015	2018	10 262	2 000	2 000	50	2 050	2 050	2 050	0	50	0	0	50	2 000	0	0	0	2 000	BAD
2827	APPUI AU PROCESSUS MALI EMERGENT	2015	2020	874	550	150	150	550	150	150	0	150	200	200	550	0	0	0	0	0	
2881	ACQUISITION TERRAIN CONSTRUCTION/EQUIPEMENT DRB/DRCF DISTRICT	2015	2020	1 700	1 200	400	400	1 200	400	400	0	400	400	400	1 200	0	0	0	0	0	
2883	PROGRAMME PERFECTIONNEMENT AGENTS MEF	2015	2019	967	600	200	200	600	200	200	0	200	200	200	600	0	0	0	0	0	
2886	ELABORATION LOGICIEL GESTION SOLDES	2015	2020	1 433	1 000	200	200	1 000	200	200	0	200	400	400	1 000	0	0	0	0	0	
2904	REHABILITATION EXTENSION EQUIPEMENT DRPSIAP	2016	2020	1 727	1 100	400	400	1 100	400	400	0	400	350	350	1 100	0	0	0	0	0	



MINISTERE		MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES																		
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2018			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2018	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2018	2019	2020	Total	2018	2019	2020	Total	Sources
2906	APPUI FONDS DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE	2016	2020	550	300	100	100	300	100	100	0	100	100	100	300	0	0	0	0	0
2912	ARCHIVAGE NUMERIQUE DFM/MEF	2016	2018	336	100	100	100	100	100	100	0	100	0	0	100	0	0	0	0	0
2913	RENFORCEMENT INFRASTRUCTURE EQUIPEMENT CAISFF	2016	2019	1 500	500	500	500	500	500	500	0	500	0	0	500	0	0	0	0	0
3106	CONSTRUCTION/EQUIP. SIEGE PGT/RGD	2018	2020	1 200	1 200	400	400	1 200	400	400	0	400	400	400	1 200	0	0	0	0	0
3107	CONSTRUCT. / EQUIP SIEGE CNTIFF	2018	2020	1 200	1 200	400	400	1 200	400	400	0	400	500	300	1 200	0	0	0	0	0
3108	CONST/EQUIP. TRANSIT ADM ET BCS	2018	2020	1 200	1 200	400	400	1 200	400	400	0	400	400	400	1 200	0	0	0	0	0
2591	REHABILITATION IMMEUBLE DIRECTION GENERALE DETTE PUBLIQUE	2016	2020	888	450	150	150	450	150	150	0	150	150	150	450	0	0	0	0	0
3120	PROJET D'APPUI A LA COMPETITIVITE ECONOMIQUE (PACE)	2018	2020	10 823	0	0	50	823	50	0	50	50	500	273	823	0	0	0	0	0
1317	CONSTRUCTION ET EQUIPEMENT DIRECTIONS REGIONALES DOUANES	2008	2020	7 890	900	300	200	800	200	200	0	200	300	300	800	0	0	0	0	0



MINISTERE		MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES																		
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2018			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2018	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2018	2019	2020	Total	2018	2019	2020	Total	Sources
2830	CONSTRUCTION/EQUIPEMENT SIEGE DIRECTION GENERALE DOUANE	2015	2019	5 593	3 000	1 000	1 000	3 000	1 000	1 000	0	1 000	1 000	1 000	3 000	0	0	0	0	0
2721	REHABILITATION/EXTENSION DGMP	2013	2020	1 530	900	300	300	900	300	300	0	300	300	300	900	0	0	0	0	0
2101	AMENAGEMENT EQUIPEMENT DRCF/DELEGATIONS	2016	2019	2 377	920	320	320	920	320	320	0	320	300	300	920	0	0	0	0	0
2967	REHABILITATION EQUIPEMENT TRESORERIES REGIONALES PERCEPTION	2016	2020	2 633	1 200	600	600	1 200	600	600	0	600	600	0	1 200	0	0	0	0	0
2872	APPUI CELLULE PAT	2015	2018	347	100	100	100	100	100	100	0	100	0	0	100	0	0	0	0	0
1536	APPUI MOBILISATION DES RECETTES INTERIEURES PH II	2010	2020	7 400	2 400	800	800	2 400	800	800	0	800	800	800	2 400	0	0	0	0	0
TOTAL MINISTERE				202 318	67 832	37 292	21 691	68 710	28 691	28 641	50	21 691	17 075	14 944	53 710	15 000	0	0	15 000	



PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2018 - 2020

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE		MIN. TRAVAIL, FONCTION PUBLIQUE																		
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2018			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2018	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2018	2019	2020	Total	2018	2019	2020	Total	Sources
1960	PROGRAMME RENFORCEMENT CAPACITES NATIONALES PAR LA FORMATION (PPTE)	2013	2019	7 125	1 500	1 000	500	1 500	500	500	0	500	500	500	1 500	0	0	0	0	0
2870	CONSTRUCTION EQUIPEMENT DNT CNCFP	2015	2018	1 440	300	300	300	300	300	300	0	300	0	0	300	0	0	0	0	0
3041	CONSTRUCTION BUREAU SALLE D'ARCHIVE DNFPP	2017	2018	300	0	200	190	190	190	190	0	190	0	0	190	0	0	0	0	0
TOTAL MINISTERE				8 865	1 800	1 500	990	1 990	990	990	0	990	500	500	1 990	0	0	0	0	0



PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2018 - 2020

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE		MINISTERE EMPLOI ET FORMATION PROFESSIONNELLE																		
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2018			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2018	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2018	2019	2020	Total	2018	2019	2020	Total	Sources
1927	PROGRAMME NAT.ACTION EMPLOI REDUCT.PAUVRETE	2011	2018	3 546	435	145	145	435	145	145	0	145	145	145	435	0	0	0	0	
3037	PROGR D'APPUI A LA FORMATION ET L'INSERTION PROFESSIONNELLE (PAFIP)	2017	2019	450	0	450	150	300	150	150	0	150	150	0	300	0	0	0	0	
3111	FERME ECOLE MOFA	2018	2020	450	0	0	150	450	150	150	0	150	150	150	450	0	0	0	0	
2046	FORMATION PROFESSIONNELLE PAR APPRENTISSAGE	2011	2018	1 655	0	0	200	200	200	200	0	200	0	0	200	0	0	0	0	
2843	PROJET DE DEVELOPPEMENT DES COMPETENCES ET EMPLOIS DES JEUNES (PROCEJ)	2014	2020	32 500	0	8 070	190	8 070	5 190	5 190	0	190	190	190	570	5 000	2 500	0	7 500	BM
2844	APPUI FORMATION PROFESSIONNELLE INSERTION A L'ENTREPRENARIAT DES JEUNES RURAUX	2015	2022	28 150	1 750	9 475	75	6 225	3 575	3 575	0	75	75	75	225	3 500	2 500	0	6 000	AFD FIDA
3038	CONST/EQUIP CENTRE FORMATION PROFESSIONNELLE AUMALI	2017	2019	857	0	857	200	557	200	200	0	200	357	0	557	0	0	0	0	
TOTAL MINISTERE				67 608	2 185	18 997	1 110	16 237	9 610	9 610	0	1 110	1 067	560	2 737	8 500	5 000	0	13 500	



PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2018 - 2020

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE		MIN. ADMINISTRATION TERRITORIALE																			
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2018			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR					
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2018	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2018	2019	2020	Total	2018	2019	2020	Total	Sources	
3046	PROG BORNAGE ET DEVELOPMT DES ZONES FRONTALIERES	1989	2019	7 500	900	600	300	900	300	300	0	300	300	300	900	0	0	0	0	0	
2964	PROGRAMME REHABILITATION/EQUIPEMENT PIEDS A TERRE	2016	2019	4 000	3 000	2 000	1 000	3 000	1 000	1 000	0	1 000	1 000	1 000	3 000	0	0	0	0	0	
2929	REHABILITATION INFRASTRUCTURES TUTELLE COLLECTIVITES TERRIORIALLES	2016	2020	9 200	1 500	2 300	500	1 500	500	500	0	500	500	500	1 500	0	0	0	0	0	
TOTAL MINISTERE				20 700	5 400	4 900	1 800	5 400	1 800	1 800	0	1 800	1 800	1 800	5 400	0	0	0	0	0	



PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2018 - 2020

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE		MINISTÈRE DE LA DÉCENTRALISATION ET DE LA FISCALITÉ LOCALE																		
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2018			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2018	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2018	2019	2020	Total	2018	2019	2020	Total	Sources
847	APPUI A LA MISE EN PLACE DES COMMUNES/ANICT	1997	2019	35 547	3 000	2 000	1 000	3 000	1 000	1 000	0	1 000	1 000	1 000	3 000	0	0	0	0	
2875	CONTRAT PLAN ETAT REGIONS	2015	2019	19 600	13 200	8 800	4 400	13 200	4 400	4 400	0	4 400	4 400	4 400	13 200	0	0	0	0	
2329	APPUI CPS SECTEUR ADM TRAV FONC PUBL SECURITE INT	2008	2020	670	350	510	150	350	150	150	0	150	100	100	350	0	0	0	0	
TOTAL MINISTERE				55 817	16 550	11 310	5 550	16 550	5 550	5 550	0	5 550	5 500	5 500	16 550	0	0	0	0	



PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2018 - 2020

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE		MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE																		
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2018			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2018	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2018	2019	2020	Total	2018	2019	2020	Total	Sources
1555	PROJET INVESTISEMENT SECTEUR EDUCATION (PISE)	2001	2019	70 016	600	500	200	600	200	200	0	200	200	200	600	0	0	0	0	
2378	APPUI CPS SECTEUR EDUCATION	2009	2020	729	300	165	100	300	100	100	0	100	100	100	300	0	0	0	0	
2650	CONSTRUCTION EQUIPEMENT IFM AU MALI	2012	2020	6 395	2 900	4 500	300	2 900	2 300	2 300	0	300	300	300	900	2 000	0	0	2 000	KW
2688	APPUI PROGRAMME VIGOUREUX ALPHABETISATION	2013	2019	6 395	342	200	200	342	200	200	0	200	142	0	342	0	0	0	0	
2861	PROGRAMME MULTI ACTEURS APPUI PETITES ENFANTS	2014	2018	1 040	600	400	200	600	200	200	0	200	200	200	600	0	0	0	0	
2935	PROGRAMME PILOTE APPUI ENFANTCE BESOINS EDUCATIONS	2015	2018	740	450	300	150	450	150	150	0	150	150	150	450	0	0	0	0	
2973	APPUI EDUCATION BILINGUE DE BASE/BID	2016	2020	5 900	2 400	4 200	200	2 400	2 200	2 200	0	200	100	100	400	2 000	0	0	2 000	BID
2395	CONSTRUCTION EQUIPEMENT DES LYCEES	2009	2019	8 420	4 000	4 000	2 000	4 000	2 000	2 000	0	2 000	2 000	0	4 000	0	0	0	0	
2805	PROJET EDUCATION POUR TOUS (IDA)	2014	2018	12 000	3 500	3 500	0	3 500	3 500	3 500	0	0	0	0	0	3 500	0	0	3 500	BM
TOTAL MINISTERE				111 635	15 092	17 765	3 350	15 092	10 850	10 850	0	3 350	3 192	1 050	7 592	7 500	0	0	7 500	



PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2018 - 2020

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE		MINIST. ENSEIG. SUPERIEUR & RECH.SCIENTIFIQUE																		
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2018			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2018	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2018	2019	2020	Total	2018	2019	2020	Total	Sources
2194	PROJET REHABILITATION DES INFRASTRUCTURES IPR KATIBOUGOU	2006	2018	1 557	0	330	100	100	100	100	0	100	0	0	100	0	0	0	0	0
2218	REHABILITATION DE L'INFSS	2007	2018	800	150	150	150	150	150	150	0	150	0	0	150	0	0	0	0	0
2309	AMENAGEMENT ET EQUIPEMENT LABORATOIRES DES GRANDES ECOLES	2008	2018	1 320	600	400	200	600	200	200	0	200	200	200	600	0	0	0	0	0
2373	PROJET D'EXTENSION DES INFRASTRUCTURES DE L'ENI	2009	2018	1 741	175	175	175	175	175	175	0	175	0	0	175	0	0	0	0	0
2444	CONSTRUCTION EQUIPEMENT POLE UNIVERSITAIRE SEGOU	2009	2020	14 800	1 500	1 350	500	1 500	500	500	0	500	500	500	1 500	0	0	0	0	0
2613	CONSTRUCTION EQUIPEMENT ISH	2011	2016	700	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2770	REHABILITATION ET EQUIPEMENT DES INFRASTRUCTURES DE CENOU	2014	2018	1 500	500	500	500	500	500	500	0	500	0	0	500	0	0	0	0	0
2858	CONSTRUCTION EQUIPEMENT BIBLIOTHEQUE UNIVERSITAIRE	2015	2019	10 000	100	600	100	100	100	100	0	100	0	0	100	0	0	0	0	0
2860	CONSTR/EQUIP 1RE PHASE EXTENS CAMPUS UNIVERST BKO	2015	2018	35 737	0	0	500	500	500	500	0	500	0	0	500	0	0	0	0	0



MINISTERE		MINIST. ENSEIG. SUPERIEUR & RECH.SCIENTIFIQUE																			
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2018			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR					
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2018	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2018	2019	2020	Total	2018	2019	2020	Total	Sources	
2972	PROJET APPUI AU DEVELOPPEMENT ENSEIGNEMENT SUPERIEUR	2015	2020	14 850	5 000	5 000	0	5 000	5 000	5 000	0	0	0	0	0	5 000	0	0	0	5 000	BM
1808	AMENAGEMENT/EQUIPEMENT LABORATOIRES USTTEB	1998	2018	9 700	300	300	300	300	300	300	0	300	0	0	300	0	0	0	0	0	
2619	APPUI AU CERFITEX	2016	2019	1 000	350	650	350	350	350	350	0	350	0	0	350	0	0	0	0	0	
2769	PROJET D'EQUIPEMENT ENETP	2016	2019	3 550	200	400	200	200	200	200	0	200	0	0	200	0	0	0	0	0	
2859	CONSTRUCTION EQUIPEMENT FACULTE PHARMACIE	2015	2020	3 073	1 000	650	300	1 000	300	300	0	300	350	350	1 000	0	0	0	0	0	
2871	PROJET REHABILITATION ACADEMIE MALIENNE DES LANGUES	2015	2018	150	150	150	150	150	150	150	0	150	0	0	150	0	0	0	0	0	
3036	CONST/EQUIP SALLES DE CLASSE A L'ULSHB	2017	2018	600	0	600	300	300	300	300	0	300	0	0	300	0	0	0	0	0	
TOTAL MINISTERE				101 078	10 025	11 255	3 825	10 925	8 825	8 825	0	3 825	1 050	1 050	5 925	5 000	0	0	0	5 000	



PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2018 - 2020

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE		MINISTERE DE LA CULTURE																		
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2018			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2018	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2018	2019	2020	Total	2018	2019	2020	Total	Sources
3031	PROJET EQUIPEMENT DU CNCM	2017	2019	2 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	0	1 000	0	0	1 000	0	0	0	0	
3033	RENOVATION AMENAG DE LA TOUR DE L'AFRIQUE	2017	2019	900	700	900	300	700	300	300	0	300	200	200	700	0	0	0	0	
3053	EQUIPEMENT DU CONSERVATION DES ARTS ET METIERS	2004	2018	1 250	500	500	200	500	200	200	0	200	300	0	500	0	0	0	0	
2358	APPUI GPS CULTURE ET JEUNESSE	2008	2018	760	300	400	100	300	100	0	100	100	100	100	300	0	0	0	0	
3034	AMENAGEMENT PYRAMIDE DE SOUVENIR	2017	2019	400	200	500	200	200	200	200	0	200	0	0	200	0	0	0	0	
2357	REHABILITATION PALAIS DE LA CULTURE	2002	2018	1 975	500	500	500	500	500	500	0	500	0	0	500	0	0	0	0	
3032	PROG CONST/REHAB PARCS PUBLICS ET MONUMENTS AU MALI	2017	2019	1 275	975	1 075	375	975	375	375	0	375	300	300	975	0	0	0	0	
2816	REHABILITAION MUSE NATIONAL	2017	2019	99 000	582	1 382	350	582	350	350	0	350	232	0	582	0	0	0	0	
TOTAL MINISTERE				107 560	4 757	6 257	3 025	4 757	3 025	2 925	100	3 025	1 132	600	4 757	0	0	0	0	



PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2018 - 2020

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE		MINISTERE DES SPORTS																		
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2018			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2018	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2018	2019	2020	Total	2018	2019	2020	Total	Sources
2699	CONSTRUCTION HOTEL DES SPORT	2013	2020	4 157	3 842	3 842	400	2 400	400	400	0	400	1 000	1 000	2 400	0	0	0	0	0
2896	SECURISATION DU CHAMP HIPPIQUE DE BAMAKO	2016	2018	796	0	0	150	150	150	150	0	150	0	0	150	0	0	0	0	0
3054	AMENAGEMENT DES STADES CAN ET ANNEXES	2004	2018	2 450	350	350	350	350	350	350	0	350	0	0	350	0	0	0	0	0
2360	RENOVATION DU STADE MODOBO KEITA	2008	2018	2 512	300	750	300	300	300	300	0	300	0	0	300	0	0	0	0	0
2011	RENOVATION STADE MAMADOU KONATE	2005	2016	1 855	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2657	CONSTRUCTION CENTRE MEDECINE SPORTIVE	2012	2019	1 800	300	1 250	300	300	300	300	0	300	0	0	300	0	0	0	0	0
TOTAL MINISTERE				13 570	4 792	6 192	1 500	3 500	1 500	1 500	0	1 500	1 000	1 000	3 500	0	0	0	0	0



PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2018 - 2020

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE		MINISTERE JEUNESSE ET CONSTRUCTION CITOYENNE																		
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2018			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2018	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2018	2019	2020	Total	2018	2019	2020	Total	Sources
2832	PROGRAMME CONSTRUCTION CITOYENNE	2015	2019	416	150	300	75	150	75	75	0	75	75	0	150	0	0	0	0	0
2833	CONSTRUCTION EQUIPEMENT PALAIS DES PIONNIERS	2015	2018	1 700	0	0	400	400	400	400	0	400	0	0	400	0	0	0	0	0
2278	PROGRAMME NATIONAL PROMOTION JEUNESSE	2007	2020	6 967	3 600	3 725	1 200	3 600	1 200	1 200	0	1 200	1 200	1 200	3 600	0	0	0	0	0
3110	PROJET APPUI RENFORCEMENT CAPACT JEUNES POUR MEILLEURE INCLUSION DANS LA PAIX AU MALI (PARC-JEUNESSE-MALI)	2018	2020	985	260	120	120	260	120	120	0	120	70	70	260	0	0	0	0	0
TOTAL MINISTERE				10 068	4 010	4 145	1 795	4 410	1 795	1 795	0	1 795	1 345	1 270	4 410	0	0	0	0	0



PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2018 - 2020

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE		MINISTERE DE LA SANTE & HYGIENE PUBLIQUE																		
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2018			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2018	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2018	2019	2020	Total	2018	2019	2020	Total	Sources
2638	CONSTRUCTION CENTRE TELESANTE ET INFOR.MEDICALE	2012	2019	2 858	1 058	3 116	1 000	1 058	1 000	1 000	0	1 000	58	0	1 058	0	0	0	0	0
2978	AMELIORAT°PLATEAU /TECHNIQ/SANTE MARKALA/KTLA/KKOR O	2017	2018	5 400	0	0	5 000	5 000	5 000	5 000	0	5 000	0	0	5 000	0	0	0	0	0
3007	CONSTRUCTION EQUIPEMENTS DES HOPITAUX	2017	2018	12 000	0	0	12 000	12 000	0	0	0	12 000	0	0	12 000	0	0	0	0	0
2379	APPUI CPS SECT SANTE DEVEL SOCIAL PROMOT FEMME	2009	2020	898	300	400	100	300	100	100	0	100	100	100	300	0	0	0	0	0
2061	APPUI MISE EN OEUVRE PROJET ACCORDS ETABLISSEMENT IOTA	2005	2018	2 251	150	150	150	150	150	150	0	150	0	0	150	0	0	0	0	0
2212	APPUI MISE EN OEUVRE PROJET ACCORDS ETABLISSEMENT HPG	2005	2018	3 174	200	200	200	200	200	200	0	200	0	0	200	0	0	0	0	0
2214	APPUI MISE OEUVRE PROJET ACCORDS ETABLISSEM. HGT	2005	2018	3 111	200	1 100	200	200	200	200	0	200	0	0	200	0	0	0	0	0
2215	APPUI MISE OEUVRE ACCORD ETABLISSEM. HOPITAL KATI	2005	2019	2 899	500	1 000	250	500	250	250	0	250	250	0	500	0	0	0	0	0
2216	APPUI MISE EN OEUVRE ACCORDS ETABLISSEMENT INRSP	2007	2020	2 314	600	1 450	200	600	200	200	0	200	200	200	600	0	0	0	0	0



MINISTERE		MINISTERE DE LA SANTE & HYGIENE PUBLIQUE																		
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2018			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2018	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2018	2019	2020	Total	2018	2019	2020	Total	Sources
2582	AMENAGEMENT/EQUIPEMENT CENTRE LUTTE CONTRE DREPANOCYTOSE	2011	2018	632	300	300	300	300	300	300	0	300	0	0	300	0	0	0	0	0
2759	EXTENSION EQUIPEMENT HOPITAL DU MALI	2014	2020	5 861	4 500	1 000	1 000	4 500	1 000	1 000	0	1 000	1 500	2 000	4 500	0	0	0	0	0
3006	MISE A NIVEAU LABORATOIRE NATIONAL DE LA SANTE	2005	2019	1 950	500	250	250	500	250	250	0	250	250	0	500	0	0	0	0	0
TOTAL MINISTERE				43 348	8 308	8 966	20 650	25 308	8 650	8 650	0	20 650	2 358	2 300	25 308	0	0	0	0	0



PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2018 - 2020

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE		MINISTERE PROMOTION DE LA FEMME, ENFANT ET FAMILLE																		
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2018			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2018	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres dépenses	2018	2019	2020	Total	2018	2019	2020	Total	Sources
1507	PLATE FORME MULTIFONCTIONNELLE DE LUTTE CONTRE LA PAUVRETE/ PPTE	2007	2020	8 185	1 950	3 150	150	1 950	1 650	1 650	0	150	150	150	450	1 500	0	0	1 500	PNUD
2733	CONSTRUCTION EQUIPEMENT POUPONNIERE BAMAKO	2014	2018	1 278	100	600	100	100	100	100	0	100	0	0	100	0	0	0	0	0
3003	APPUI AUTONOMISATION DES FEMMES DANS LES FILIERES AGRO SILVO PASTORAL ET LE KARITE	2017	2020	3 769	3 500	1 700	200	3 500	1 700	1 700	0	200	200	200	600	1 500	1 000	400	2 900	UE
3004	PROJET D'APPUI A LA PROMOTION DES FEMMES RURALES	2004	2020	1 246	950	350	350	950	350	350	0	350	300	300	950	0	0	0	0	0
3005	REHABILITATION CENTRE D'AUTOPROMOTION DES FEMMES	2017	2020	800	600	200	200	600	200	200	0	200	200	200	600	0	0	0	0	0
2370	PROGRAMME NATIONAL APPUI FEMMES OPERATRICES ECNOM	2008	2020	1 393	450	600	150	450	150	150	0	150	150	150	450	0	0	0	0	0
2436	AMENAGEMENT DE LA CITE DES ENFANTS	2009	2019	2 405	600	1 200	300	600	300	300	0	300	300	0	600	0	0	0	0	0
3002	PROJET REHABILITATION CENTRE LUTTE CONTRE L'EXICSION	2017	2020	1 000	450	750	150	450	150	150	0	150	150	150	450	0	0	0	0	0
2433	PROGRAMME D'APPUI DIVERSIFICATION VALORISATION FILIERE PORTEUSE	2009	2016	2 277	650	250	250	650	250	250	0	250	200	200	650	0	0	0	0	0



MINISTERE		MINISTERE PROMOTION DE LA FEMME, ENFANT ET FAMILLE																		
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2018			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2018	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2018	2019	2020	Total	2018	2019	2020	Total	Sources
2514	INFORMATION SENSIBILISATION AMELIORATION STATUT FEMME ENFANT	2010	2020	1 451	400	350	100	400	100	100	0	100	150	150	400	0	0	0	0	0
2516	APPUJ ORGANISATION PANAFRICAIN DES FEMMES	2010	2018	1 047	450	350	150	450	150	150	0	150	150	150	450	0	0	0	0	0
2524	EQUIPEMENT MAISON DE LA FEMME ET ENFANT	2013	2018	964	100	100	100	100	100	100	0	100	0	0	100	0	0	0	0	0
2927	PROGRAMME INFRASTRUCTURE ET PROMOTION FEMMES RURAL	2016	2019	1 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2434	PROJET LUTTE CONTRE ABANDON DES ENFANTS	2017	2020	1 051	300	100	100	300	100	100	0	100	100	100	300	0	0	0	0	0
2835	EXTENSION ET EQUIPEMENT CENTRE AOUA KEITA	2015	2018	619	100	100	100	100	100	100	0	100	0	0	100	0	0	0	0	0
TOTAL MINISTERE				28 485	10 600	9 800	2 400	10 600	5 400	5 400	0	2 400	2 050	1 750	6 200	3 000	1 000	400	4 400	



PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2018 - 2020

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE		MIN. SOLIDARITE ACTION HUMANITAIRE																		
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2018			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2018	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres dépenses	2018	2019	2020	Total	2018	2019	2020	Total	Sources
2352	CONSTRUCTION EQUIPEMENT DES DRDSES	2008	2018	13 000	100	100	100	100	100	100	0	100	0	0	100	0	0	0	0	0
2429	APPUI PROGRAMME OBSERVATOIRE DEV HUMAIN DURABLE	2009	2019	4 981	1 200	1 200	400	1 200	400	400	0	400	400	400	1 200	0	0	0	0	0
2934	APPUI COMITE DE SUIVI DU PURD	2016	2020	1 500	500	100	100	500	100	100	0	100	200	200	500	0	0	0	0	0
3103	CONST/EQUIP. 6 CENTRES DE PAIEMENT PENSION DISTRICT BKO	2018	2020	600	600	200	200	600	200	200	0	200	200	200	600	0	0	0	0	0
2773	REHABILITATION/EQUIPEMENT INFRASTRUCTURES REGION SEGOU	2014	2020	2 381	500	500	500	500	500	500	0	500	0	0	500	0	0	0	0	0
2774	REHABILITATION EQUIPEMENT INFRASTRUCTURES REGION MOPTI	2014	2020	2 000	800	1 900	800	800	800	800	0	800	0	0	800	0	0	0	0	0
2775	REHABILITATION/EQUIPEMENT INFRASTRUCTURES REGION TOMBOUCTOU	2014	2020	14 815	3 000	4 000	1 000	3 000	1 000	1 000	0	1 000	1 000	1 000	3 000	0	0	0	0	0
2776	REHABILITATION/EQUIPEMENT INFRASTRUCTURES REGION GAO	2014	2020	14 603	3 000	1 000	1 000	3 000	1 000	1 000	0	1 000	1 000	1 000	3 000	0	0	0	0	0
2777	REHABILITATION/EQUIPEMENT INFRASTRUCTURES REGION KIDAL	2014	2020	27 069	2 700	5 200	900	2 700	900	900	0	900	900	900	2 700	0	0	0	0	0



MINISTERE		MIN. SOLIDARITE ACTION HUMANITAIRE																		
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2018			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2018	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2018	2019	2020	Total	2018	2019	2020	Total	Sources
3022	REHABILITATION EQUIPEMENT REGION MENAKA	2017	2020	5 804	3 500	5 400	1 500	3 500	1 500	1 500	0	1 500	1 000	1 000	3 500	0	0	0	0	
3023	REHABILITATION EQUIPEMENT INFRASTRUCTURES REGION TAOUDENIT (PURD)	2017	2020	8 000	6 000	2 000	2 000	6 000	2 000	2 000	0	2 000	2 000	2 000	6 000	0	0	0	0	
3039	PROJET APPUI REINSERTION SOCIO ECONOMIQUE DES POPULATIONS DU NORD MALI	2017	2019	600	350	200	200	350	200	200	0	200	150	0	350	0	0	0	0	
3102	CONSTRUCTION/EQUIPEMENT MAGASIN R+2	2017	2018	300	300	300	300	300	300	300	0	300	0	0	300	0	0	0	0	
3104	PROJET MISE EN PLACE BASE DONNEES INFORMATIONS SOCIALES	2018	2020	1 000	1 000	200	200	1 000	200	200	0	200	500	300	1 000	0	0	0	0	
TOTAL MINISTERE				96 653	23 550	22 300	9 200	23 550	9 200	9 200	0	9 200	7 350	7 000	23 550	0	0	0	0	



PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2018 - 2020

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE		MIN. ENVIRONNEMENT, ASSAINISSEMENT DÉVELOPPEMENT DURABLE																			
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2018			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR					
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2018	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2018	2019	2020	Total	2018	2019	2020	Total	Sources	
2192	PROJET REHABILITATION CENTRE FORMATION TABACORO	2006	2018	838	300	300	300	300	300	300	0	300	0	0	300	0	0	0	0	0	
2261	PROGRAMME REGIONAL MASSIF FOUTA DJALLON	2007	2019	3 000	878	1 103	75	1 028	953	953	0	75	75	0	150	878	0	0	0	878	FAO
2344	CONSTRUCTION EQUIPEMENT DNEF/DREF	2008	2016	1 350	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2423	CONSTRUCTION EQUIPEMENT AGENCE GESTION DES STATIONS D'EPURATION	2009	2018	3 268	0	830	200	200	200	200	0	200	0	0	200	0	0	0	0	0	
2919	PROJET DRAINAGE EAU FLUVIALE DE BAMAKO	2016	2018	7 150	0	3 505	0	3 505	6 559	6 559	0	0	0	0	0	3 505	0	0	0	3 505	KW
2923	ELIMINATION PREVENTION PESTICIDE OBSOLETS	2015	2020	9 600	1 400	1 600	250	1 400	750	750	0	250	250	250	750	500	100	50	650	650	BM
2048	AMENAGEMENT/PROTECTION DES BERGES DU FLEUVE NIGER	2005	2020	1 150	900	550	300	900	300	300	0	300	300	300	900	0	0	0	0	0	
2284	DRAGAGE/PROTECTION BERGES DE DIAFARABE	2007	2019	18 200	3 400	8 500	1 500	3 400	1 500	1 500	0	1 500	1 900	0	3 400	0	0	0	0	0	
2348	APPUI CPS SECTEUR EAU/ENV/URBANISME DOMAINES ETAT	2008	2020	670	480	160	160	480	160	160	0	160	160	160	480	0	0	0	0	0	



MINISTERE		MIN. ENVIRONNEMENT, ASSAINISSEMENT DÉVELOPPEMENT DURABLE																		
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2018			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2018	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres dépenses	2018	2019	2020	Total	2018	2019	2020	Total	Sources
2420	ETUD AMENAG/EQUIP STATION EPURATION OUVRAG CONNEX	2009	2020	3 800	2 400	1 500	800	2 400	800	800	0	800	800	800	2 400	0	0	0	0	0
2425	RENFORCEMENT DES CAPACITES DU MEA	2009	2018	500	100	100	100	100	100	100	0	100	0	0	100	0	0	0	0	0
2490	EXPLOITAT INFRASTRUCTURES ASSAINISSEMENT SOTUBA	2010	2018	1 657	0	500	270	270	270	270	0	270	0	0	270	0	0	0	0	0
2506	INITIATIVE PAUVRETE ENVIRONNEMENT PHASE II	2015	2018	2 100	500	900	200	700	700	700	0	200	0	0	200	500	0	0	0	500 PNUD
2535	PROGRAMME DE DEVELOP DURABLE DELTA INTERIEUR NIGER/PPTE	2010	2018	163	50	50	50	50	50	50	0	50	0	0	50	0	0	0	0	0
2689	ALLIANCE GLOBALE CHANGEMENT CLIMATIQUE/UE	2013	2018	4 076	3 987	3 031	75	3 031	2 075	2 075	0	75	0	0	75	2 000	773	183	2 956 UE	
2771	ADAPTATION CHANGEMENT CLIMATIQUE LOCAL FENU	2015	2018	900	500	770	90	680	590	590	0	90	90	0	180	500	0	0	0	500 FNU
2772	GESTION RESSOURCES NATURELLES CHANGEMENT CLIMATIQUES IDA	2014	2019	10 700	0	400	150	250	150	150	0	150	100	0	250	0	0	0	0	0
2853	PROJET GRANDE MURAILLE VERTE DU MALI	2015	2019	850	450	300	150	450	150	150	0	150	150	150	450	0	0	0	0	0



MINISTERE		MIN. ENVIRONNEMENT, ASSAINISSEMENT DÉVELOPPEMENT DURABLE																		
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2018			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2018	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2018	2019	2020	Total	2018	2019	2020	Total	Sources
2854	PROGRAMME REHABILITATION STATION EPURATION/MALI	2015	2019	1 000		50	250	50	50	50	0	50	0	0	50	0	0	0	0	0
2920	CONSTRUCTION EQUIPEMENT SIEGE AEDD	2016	2020	1 800		0	975	275	775	275	0	275	500	0	775	0	0	0	0	0
2921	REHABILITATION ECONOMIQUE ENVIRONNEMENT FLEUVE NIGER	2016	2020	36 000		300	200	100	300	100	0	100	100	100	300	0	0	0	0	0
2922	FAUCARDAGE CURAGE FLEUVE NIGER	2016	2018	950		600	350	200	600	200	0	200	200	200	600	0	0	0	0	0
3100	PROJET D'APPUI A LA COORDINATION DES INITIATIVES LIEES AU CHANGEMENT CLIMATIQUE/AEDD	2018	2018	150		150	150	150	150	150	0	150	0	0	150	0	0	0	0	0
3101	PROJET ASSAINISSEMENT VILLE DE BAMAKO	2018	2018	50		50	50	50	50	50	0	50	0	0	50	0	0	0	0	0
3121	PROJET D'ASSAINISSEMENT & D'AMANAGEMENT DU DISTRICT DE BAMAKO	2018	2019	500		0	0	500	500	500	0	500	0	0	500	0	0	0	0	0
1801	PROJET CURAGE CANIVEAUX ASSAIN.DISTRICT BKO	2012	2020	1 561		900	600	300	900	300	0	300	300	300	900	0	0	0	0	0
2054	PROJ. CONSTRUCTION DECHARGE COMPACTEE NOUMBOUGOU	2016	2020	19 000		9 000	10 500	1 000	9 000	1 000	0	1 000	4 000	4 000	9 000	0	0	0	0	0



MINISTERE		MIN. ENVIRONNEMENT, ASSAINISSEMENT DÉVELOPPEMENT DURABLE																		
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2018			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2018	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres dépenses	2018	2019	2020	Total	2018	2019	2020	Total	Sources
2737	PROGRAMME URGENCE ASSAINISSEMENT	2014	2019	950	550	300	150	550	150	150	0	150	200	200	550	0	0	0	0	0
3119	PROJET AMENAGEMENT PARCS TIENFALA	2018	2020	2 880	2 880	880	880	2 880	880	880	0	880	1 000	1 000	2 880	0	0	0	0	0
719	ELABORATION PLANS AMENAGEMENT GESTION MASSIFS FORESTIERS MALI	2002	2020	3 100	2 100	100	100	2 100	100	100	0	100	1 000	1 000	2 100	0	0	0	0	0
1526	PROTECTION AMENAGEMENT FORETS ET PARCS NATIONAUX	2007	2020	1 200	450	150	150	450	150	150	0	150	150	150	450	0	0	0	0	0
1884	CONSERVATION VALORISATION BIODIVERSITE ELEPHANTS GOURMA	2005	2018	6 390	450	150	150	450	150	150	0	150	150	150	450	0	0	0	0	0
2049	APPUJ AU REBOISEMENT PHASE II	2005	2020	1 200	150	50	50	150	50	50	0	50	50	50	150	0	0	0	0	0
2160	PROJET MULTINATIONALE GESTION INTEGRATION PLANTE AQUATIQUES PROLIFERANTE AFRIQUE OUEST	2005	2016	1 050	300	100	100	300	100	100	0	100	100	100	300	0	0	0	0	0
2509	APPUJ SYSTEME D'INFORMATION FORESTIER SIFOR PPTE	2010	2018	1 567	200	200	200	200	200	200	0	200	0	0	200	0	0	0	0	0
2690	EXTENSION/RENFORCEMENT SYSTEME AIRES PROTEGES	2013	2018	300	20	20	20	20	20	20	0	20	0	0	20	0	0	0	0	0



MINISTERE		MIN. ENVIRONNEMENT, ASSAINISSEMENT DÉVELOPPEMENT DURABLE																			
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2018			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR					
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2018	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2018	2019	2020	Total	2018	2019	2020	Total	Sources	
2924	PROGRAMME GESTION DECENTRALISEE DES FORETS (GEDEFOR PHASE II)	2016	2018	7 834	1 500	2 200	200	1 700	1 700	1 700	0	200	0	0	200	1 500	0	0	0	1 500	Suède
2047	PROGRAMME ABN LUTTE ENSABLEMENT BASSIN FLEUVE NIGER	2005	2018	6 913	75	75	75	75	75	75	0	75	0	0	75	0	0	0	0	0	
TOTAL MINISTERE				164 367	35 070	41 399	9 370	40 344	21 807	21 707	100	9 370	11 575	8 910	29 855	9 383	873	233	10 489		



PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2018 - 2020

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE		MINISTERE DE L'ENERGIE ET DE L'EAU																		
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2018			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2018	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres dépenses	2018	2019	2020	Total	2018	2019	2020	Total	Sources
1664	ENTRETIEN CHENAL NAVIGABLE FLEUVE NIGER (PPTE)	2002	2020	1 900	525	175	175	525	175	175	0	175	175	175	525	0	0	0	0	
2838	PROJET GESTION INTEGREE RESSOURCES EN EAU. DEVELOPPEMENT USAGES MULTIPLES. BASSIN FLEUVE SENEGAL PHASE II	2014	2020	30 203	0	0	300	900	300	300	0	300	300	300	900	0	0	0	0	
2954	FONDS D'ETUDE DES PROJETS SECTEUR ENERGIE EAU	2015	2020	2 000	1 000	770	200	1 000	200	200	0	200	400	400	1 000	0	0	0	0	
3048	PROJET ELECT. 32 LOCALITES RURALES PAR SYSTEME HYBRIDE	2017	2020	450	0	0	150	150	150	150	0	150	0	0	150	0	0	0	0	
1730	ETUDES AMENAGEMENT BARRAGE DE TAOUSSA	2010	2020	150 441	114 191	34 000	3 000	114 191	19 000	19 000	0	3 000	5 000	5 000	13 000	16 000	24 000	61 191	101 191	AFD
2010	RENFORCEMENT INFRASTRUCTURES NATIONALES DE RADIOPROTECTION	2011	2020	1 980	450	150	150	450	0	0	0	150	150	150	450	0	0	0	0	
2499	PROJET ETUDE FAISABILITE LABORATOIRE BIOCARBURANT	2010	2018	950	100	100	100	100	0	0	0	100	0	0	100	0	0	0	0	
2529	CONTRAT PLAN ETAT LNE	2016	2019	1 800	1 200	1 000	400	1 200	400	400	0	400	400	400	1 200	0	0	0	0	
2741	PROGRAMME D'APPUI AUX COLLECTIVITES TERRITORIALES POUR L'EAU POTABLE ET L'ASSAINISSEMENT (PACTEA II)	2014	2019	20 679	1 050	1 050	50	1 050	1 050	1 050	0	50	0	0	50	1 000	0	0	1 000	AFD



MINISTERE		MINISTERE DE L'ENERGIE ET DE L'EAU																			
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2018			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR					
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2018	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2018	2019	2020	Total	2018	2019	2020	Total	Sources	
2869	PROJET SYSTEME HYBRIDE ELECTRIFICATION RURALE	2015	2020	25 000	11 345	4 120	560	11 345	3 060	3 060	0	560	530	530	1 620	2 500	5 227	1 998	9 725	Fonds Abou Dabi	
2953	PROGRAMME DE DEVELOPPEMENT ENERGIE BIOCARBURANT	2016	2019	7 800	1 050	1 400	350	1 050	350	350	0	350	350	350	1 050	0	0	0	0	0	
2975	ELECTRIFICATION RURALE SYSTEME HYBRIDE	2016	2018	16 228	2 000	2 000	0	2 000	2 000	2 000	0	0	0	0	0	2 000	0	0	0	2 000	BID
3024	PROJET AEP A KAYES	2017	2019	900	0	900	300	600	300	300	0	300	300	0	600	0	0	0	0	0	
3109	PROGRAMME D'URGENCES SOCIALES ACCES A L'ENERGIE	2018	2020	6 000	0	0	2 000	6 000	2 000	2 000	0	2 000	2 000	2 000	6 000	0	0	0	0	0	
3116	PRODUCTION HYBRIDE ET ACCES RURALE A L'ELECTRICITE (PHARE)	2018	2020	12 464	11 714	2 750	0	11 714	3 500	3 500	0	0	0	0	0	2 750	4 482	4 482	11 714	AFD UE	
3117	PROJET ENERGIE SOLAIRE POUR LE DEVELOPPEMENT RURAL AU MALI	2018	2020	8 870	0	0	0	8 370	4 500	4 500	0	0	0	0	0	2 000	3 185	3 185	8 370	BID	
2668	PROJET CONSTRUCTION CENTRE NATIONAL CONDUITE DEDOUBLEMENT. CAPACITE. CENTRALE SOTUBA	2016	2019	22 094	4 398	19 398	5 000	14 398	8 000	8 000	0	5 000	5 000	0	10 000	3 000	1 398	0	4 398	BOAD	
2868	PROJET APPUI PROMOTION ENERGIES RENOUVELABLES AU MALI/ PAPERM	2015	2018	1 700	303	513	0	303	303	303	0	0	0	0	0	303	0	0	303	AFD	



MINISTERE		MINISTERE DE L'ENERGIE ET DE L'EAU																			
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2018			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR					
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2018	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres dépenses	2018	2019	2020	Total	2018	2019	2020	Total	Sources	
2999	PROJET CONSTRUCTION LIAISON DOUBLE TERNE SIKASSO BOUGOUNI BAMAKO	2016	2018	7 700	2 500	2 500	0	2 500	2 500	2 500	0	0	0	0	0	2 500	0	0	0	2 500	BID
2789	PROGRAMME DE DEVELOPPEMENT DES ENERGIES NOUVELLES ET RENOUVELABLES	2015	2019	1 500	300	700	100	300	200	200	0	100	100	100	300	0	0	0	0	0	
2795	ELECTRIFICATION VILLAGEOISE /ENERGIE SOLAIRE PHASE 3	2015	2019	4 676	1 200	1 500	150	1 200	1 050	1 050	0	150	150	0	300	900	0	0	0	900	IND
2540	PROJET SECTORIEL D'APPUI AU SECTEUR DE L'ENERGIE	2010	2018	46 450	0	0	0	2 200	2 200	2 200	0	0	0	0	0	2 200	0	0	0	2 200	BM
2130	PROGRAMME D'URGENCE AEP MILIEU RURAL	2017	2020	10 000	7 500	3 300	2 500	7 500	2 500	2 500	0	2 500	2 500	2 500	7 500	0	0	0	0	0	
2131	ETUDE ARCHITECTURALE CONSTRUCTION DIRECTION NATIONALE HYDRAULIQUE	2010	2018	2 286	1 250	500	250	1 250	250	250	0	250	500	500	1 250	0	0	0	0	0	
2553	HYDRAULIQUE VILLAGEOISE TOMBOUCTOU PPTE	2011	2018	1 200	0	900	300	600	300	300	0	300	300	0	600	0	0	0	0	0	
2575	PROJET AEP BAMAKO A KABALA	2012	2018	156 000	12 604	12 604	604	12 604	12 604	12 604	0	604	0	0	604	12 000	0	0	0	12 000	BAD BID BM
2577	PROGRAMME NL MOBILISATION RESSOURCE EN EAU 1 2 5 6 REGIONS	2011	2018	21 000	500	9 677	200	3 500	3 200	3 200	0	200	150	150	500	3 000	0	0	0	3 000	KfW



MINISTERE		MINISTERE DE L'ENERGIE ET DE L'EAU																				
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2018			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR						
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2018	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres dépenses	2018	2019	2020	Total	2018	2019	2020	Total	Sources		
2654	CONSTRUCTION STATION COMPACTE KALABAN KORO/BID	2012	2018	60 000		0	0	0	1 000	1 000	1 000	0	0	0	0	0	1 000	0	0	0	1 000	BID
2738	HYDRAULIQUE VILLAGEOISE SEGOU	2014	2019	6 890		0	1 650	500	1 050	500	500	0	500	550	0	1 050	0	0	0	0	0	
2852	PROGRAMME CREATION INFRASTRUCTURES HYDRAULIQUES	2015	2019	3 450		0	450	0	150	0	0	0	0	150	0	150	0	0	0	0	0	
2931	PROGRAMME COMMUN D'APPUI A LA GIRE	2016	2019	1 000		250	250	250	250	250	250	0	250	0	0	250	0	0	0	0	0	
2996	PROJET AEP ET ACCOMPAGNEMENT CENTRES SEMI URBAINS ET RURAUX	2016	2020	26 300		1 210	1 140	70	1 210	1 070	1 070	0	70	70	70	210	1 000	0	0	0	1 000	AFD
2998	PROJET HYDRAULIQUE ASSAINISSEMENT MILIEU RURAL (BID-UEMOA)	2016	2018	6 885		5 042	4 171	100	4 071	3 100	3 100	0	100	0	0	100	3 000	971	0	0	3 971	BID
TOTAL MINISTERE				666 796	181 682	107 668	17 759	214 731	76 012	76 012	0	17 759	19 075	12 625	49 459	55 153	39 263	70 856	165 272			



PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2018 - 2020

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE		MINISTERE DES MINES																		
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2018			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2018	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2018	2019	2020	Total	2018	2019	2020	Total	Sources
2377	APPUI CPS SECTEUR MINES ET ENERGIE	2009	2019	950	0	450	120	270	120	120	0	120	150	0	270	0	0	0	0	0
2416	PROMOTION DES INDICES MINIERES	2009	2019	3 970	0	1 500	400	900	400	400	0	400	500	0	900	0	0	0	0	0
2840	CARTOGRAPHIE AU 1/50000 IEME	2015	2021	7 000	0	480	247	407	247	247	0	247	160	0	407	0	0	0	0	0
2228	PROMOTION DE NOUVELLES ZONES PETROLIERES	2007	2020	6 600	0	900	350	650	350	350	0	350	300	0	650	0	0	0	0	0
2496	EQUIPEMENT DU PDRM	2010	2018	1 400	0	1 000	500	500	500	500	0	500	0	0	500	0	0	0	0	0
TOTAL MINISTERE				19 920	0	4 330	1 617	2 727	1 617	1 617	0	1 617	1 110	0	2 727	0	0	0	0	0



PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2018 - 2020

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE		MIN. ECONOMIE NUMERIQUE, ET COMMUNICATION																		
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2018			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2018	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2018	2019	2020	Total	2018	2019	2020	Total	Sources
2573	CONSTRUCTION/EQUIPEMENT BUREAUX REGIONAUX AMAP	2011	2020	3 000	0	1 800	600	1 200	600	600	0	600	300	300	1 200	0	0	0	0	0
2740	CONTRAT PLAN ETAT ANCD	2014	2020	1 895	0	750	320	960	320	320	0	320	320	320	960	0	0	0	0	0
2866	PROJET CONNEXION COMMUNES/ ECOLES A INTERNET	2016	2020	1 000	0	600	200	600	200	200	0	200	200	200	600	0	0	0	0	0
2867	RENFORCEMENT INFRASTRUCTURES/ EQUIPEMENTS ORTM	2016	2020	3 500	0	0	300	900	300	300	0	300	300	300	900	0	0	0	0	0
2926	PROGRAMME D'INVESTISSEMENT DE LA POSTE	2016	2020	5 000	0	1 415	415	1 415	415	415	0	415	500	500	1 415	0	0	0	0	0
TOTAL MINISTERE				14 395	0	4 565	1 835	5 075	1 835	1 835	0	1 835	1 620	1 620	5 075	0	0	0	0	0



PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2018 - 2020

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE		MINISTERE ET DE L'HABITAT DE L'URBANISME ET DES AFFAIRES FONCIERES																		
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2018			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2018	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2018	2019	2020	Total	2018	2019	2020	Total	Sources
2882	PROGRAMME CONSTRUCTION 50000 LOGEMENTS SOCIAUX	2015	2020	90 000	20 000	15 000	10 000	20 000	10 000	10 000	0	10 000	5 000	5 000	20 000	0	0	0	0	0
1582	ELABORATION/REV. SCHEMA D'AMENGE. VILLE	2003	2019	4 240	900	700	500	900	500	500	0	500	200	200	900	0	0	0	0	0
1995	CONSTRUCTION DIRECTION NATIONALE. REGIONALES CADASTRE	2009	2019	7 120	0	4 500	1 300	3 300	1 300	1 300	0	1 300	2 000	0	3 300	0	0	0	0	0
2768	RENFORCEMENT CAPACITES DOMAINES AFFAIRES FONCIERES URBANISME	2015	2018	450	100	100	100	100	200	200	0	100	0	0	100	0	0	0	0	0
2907	MISE EN OEUVRE REFORME FONCIERE SECURISE	2016	2019	9 000	4 000	2 000	2 000	4 000	2 000	2 000	0	2 000	1 000	1 000	4 000	0	0	0	0	0
2909	PROGRAMME REFECTON BATIMENT PUBLICS	2016	2021	15 700	1 800	1 200	600	1 800	600	600	0	600	600	600	1 800	0	0	0	0	0
2392	CONSTRUCTION EQUIPEMENT DIRECTION NATIONALE URBANISME	2010	2019	5 200	1 000	4 000	1 000	1 000	1 000	1 000	0	1 000	0	0	1 000	0	0	0	0	0
TOTAL MINISTERE				131 710	27 800	27 500	15 500	31 100	15 600	15 600	0	15 500	8 800	6 800	31 100	0	0	0	0	0



PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2018 - 2020

PRESENTATION DÉTAILLÉE DES PROJETS SELON LE MINISTÈRE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTÈRE		MINISTÈRE DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE ET DE LA POPULATION																		
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2018			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2018	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres dépenses	2018	2019	2020	Total	2018	2019	2020	Total	Sources
2064	APPUI A LA GEST. DE LA POLITIQUE NATION.POPULATION	2004	2018	2 406	750	250	250	750	250	250	0	250	250	250	750	0	0	0	0	0
2938	PROGRAMME AUTONOMISATION DES FEMMES DIVIDENDE DEMOGRAPHIQUE	2016	2020	24 000	18 100	7 100	100	18 100	5 100	5 100	0	100	0	0	100	7 000	4 000	7 000	18 000	BM
708	PROGRAMME FORMAT.PERFECTIIONNEMENT AGENTS MEF	2001	2020	1 897	300	300	100	300	100	100	0	100	100	100	300	0	0	0	0	0
2460	APPUI MISE EN OEUVRE SCHEMA DIRECTEUR STATISTIQUE	2012	2020	3 200	1 000	200	200	1 000	200	200	0	200	400	400	1 000	0	0	0	0	0
2477	PROJET D'APPUI A LA MISE EN OEUVRE DE L'INSTAT	2010	2020	4 560	900	450	450	900	450	450	0	450	450	0	900	0	0	0	0	0
2824	APPUI CENTRE DE FORMATION EN STATISTIQUE/INSTAT	2015	2018	304	50	150	50	50	50	50	0	50	0	0	50	0	0	0	0	0
2825	APPUI INSTITUTIONNEL AU MPATP	2015	2018	736	75	75	75	75	75	75	0	75	0	0	75	0	0	0	0	0
2863	CONSTRUCTION/EQUIPEMENT SIEGE INSTAT	2015	2018	6 300	3 159	3 159	1 500	3 159	1 500	1 500	0	1 500	1 500	159	3 159	0	0	0	0	0
3047	CONSTRUCTION EQUIPEMENT CENTRE PERFECT INSTAT	2017	2019	2 703	0	2 703	500	1 703	500	500	0	500	1 203	0	1 703	0	0	0	0	0



MINISTÈRE		MINISTÈRE DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE ET DE LA POPULATION																		
		Période		Coût	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2018			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2018	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres dépenses	2018	2019	2020	Total	2018	2019	2020	Total	Sources
2826	APPUI RENFORCEMENT MISE EN ŒUVRE DISPOSITIF INSTITUTIONNEL JURIDIQUE	2015	2020	2 484	1 200	400	400	1 200	400	400	0	400	400	400	1 200	0	0	0	0	
TOTAL MINISTÈRE				48 590	25 534	14 787	3 625	27 237	8 625	8 625	0	3 625	4 303	1 309	9 237	7 000	4 000	7 000	18 000	



PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2018 - 2020

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE		MINISTERE EQUIPEMENT ET DESENCLAVEMENT																		
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2018			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2018	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres dépenses	2018	2019	2020	Total	2018	2019	2020	Total	Sources
2399	CONSTRUCTION BUREAU ANNEXES DAF/ MET	2009	2018	2 150	200	200	200	200	200	200	0	200	0	0	200	0	0	0	0	0
2567	PROJET CONSTRUCTION/EQUIPEMENT INSPECTION EQUIPEMENT TRANSPORT	2011	2018	850	260	785	260	260	260	260	0	260	0	0	260	0	0	0	0	0
2252	CONTRAT PLAN ETAT CNREX BTP	2007	2020	1 960	600	900	200	600	200	200	0	200	200	200	600	0	0	0	0	0
3056	CONTRAT PLAN ETAT - IGM	2016	2020	3 810	0	1 030	250	750	250	250	0	250	250	250	750	0	0	0	0	0
2449	REHABILITATION EQUIPEMENT INFET	2009	2020	1 627	0	700	200	600	300	300	0	200	200	200	600	0	0	0	0	0
3099	AMENAG. TRAVERSEE VILLE DE SIKASSO	2018	2019	200	200	200	200	200	200	200	0	200	0	0	200	0	0	0	0	0
1900	REPARATION ACQUISITION BACS	2003	2020	4 918	600	800	200	600	200	200	0	200	200	200	600	0	0	0	0	0
1554	PROGRAMME D'URGENCE ROUTIER	2002	2019	3 546	1 300	1 600	300	1 300	300	300	0	300	500	500	1 300	0	0	0	0	0
1833	ENTRETIEN COURANT DES ROUTES	2002	2020	3 546	1 200	1 600	400	1 200	400	400	0	400	400	400	1 200	0	0	0	0	0
2036	ENTRETIEN DES PISTES CMDT	2005	2020	10 000	3 000	3 100	1 000	3 000	1 000	1 000	0	1 000	1 000	1 000	3 000	0	0	0	0	0



MINISTERE		MINISTERE EQUIPEMEN ET DESENCLAVEMENT																			
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2018			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR					
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2018	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres dépenses	2018	2019	2020	Total	2018	2019	2020	Total	Sources	
2482	ACQUISITION REPARATION D'ENGINS LOURDS	2010	2020	1 500	900	1 200	300	900	300	300	0	300	300	300	900	0	0	0	0	0	
2561	PROJET BITUMAGE TRONCON GOMA COURA TOMBOUCTOU	2011	2018	106 422	22 500	22 500	0	22 500	17 500	17 500	0	0	0	0	0	17 500	5 000	0	22 500	UE	
2568	PROJET AMENAGEMENT EN 2X2 VOIES ROUTE SIKASSO ZEGOUA	2011	2018	5 710	5 000	5 000	0	5 000	5 000	5 000	0	0	0	0	0	5 000	0	0	0	5 000	BOAD
2749	CONSTRUCTION ROUTE GOUMBOU NARA FRE MAURITANIE	2016	2020	2 100	1 500	2 500	500	1 500	500	500	0	500	500	500	1 500	0	0	0	0	0	
2751	BITUMAGE ROUTE MAHINA BAFOULABE	2014	2018	1 500	200	1 152	200	200	200	200	0	200	0	0	200	0	0	0	0	0	
2802	AMENAGEMENT 2X2 VOIES SECTION ROUTE SEGOU SAN 7KM	2014	2018	40 000	4 500	4 500	0	4 500	4 500	4 500	0	0	0	0	0	4 500	0	0	4 500	BOAD	
2821	PROGR. AMENAG. INFRASTRUC. ROUTIERES STRUCT (PAIRS)	2016	2018	147 000	37 400	77 400	25 400	37 400	33 400	33 400	0	25 400	0	0	25 400	8 000	4 000	0	12 000	BOAD	
2887	CONSTRUCTION PONT FLEUVE BAOULE ROUTE FANA DIOLA	2016	2018	6 150	2 250	8 300	2 250	2 250	2 250	2 250	0	2 250	0	0	2 250	0	0	0	0	0	
2945	CONSTRUCTION 2EME PONT DE KAYES (600ML)	2016	2019	75 000	45 000	78 000	15 000	45 000	15 000	15 000	0	15 000	15 000	15 000	45 000	0	0	0	0	0	



MINISTERE		MINISTERE EQUIPEMEN ET DESENCLAVEMENT																		
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2018			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2018	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2018	2019	2020	Total	2018	2019	2020	Total	Sources
2948	CONSTRUCTION BITUMAGE MACINA-DIAFARABE-TENENKOU	2016	2020	35 000	7 476	19 454	3 000	7 476	3 000	3 000	0	3 000	3 000	1 476	7 476	0	0	0	0	0
2980	CONSTR. BITUMAGE ROUTE ZANTIEBOUGOU-KOLONDIÉBA FRE RCI	2016	2020	60 000	37 773	44 873	3 000	37 773	28 000	28 000	0	3 000	3 000	1 600	7 600	21 000	8 000	1 173	30 173	BAD
2997	PROJET ROUTE BENENA-MANDIAKUY	2016	2018	6 500	1 065	6 565	1 065	1 065	1 065	1 065	0	1 065	0	0	1 065	0	0	0	0	0
3012	CONST/BITUMAGE DE LA ROUTE KAYES KENIEBA (250KM)	2017	2020	44 193	13 087	13 087	13 087	13 087	13 087	13 087	0	13 087	0	0	13 087	0	0	0	0	0
3013	CONST SECTION KANGABA DIALAFOUNDU FRONTIERE GUINEE (50KM)	2017	2019	19 788	17 788	19 788	8 686	17 787	8 000	8 000	0	8 686	9 101	0	17 787	0	0	0	0	0
3014	CONSTRUCTION VOIE CEINTURE OUEST KOULIKORO (13,6 KM)	2017	2019	26 500	19 860	19 860	3 215	19 215	3 215	3 215	0	3 215	7 000	9 000	19 215	0	0	0	0	0
3015	AMENAG VOIE KOULOUBLENI LONGUE DE 5 KM COMMUNE RURALE KALAMBAN KORO	2017	2018	6 600	6 621	6 621	3 214	4 714	3 214	3 214	0	3 214	1 500	0	4 714	0	0	0	0	0
3016	CONST/BITUMAGE ROUTE BANCONI DIALOKORODJI SAFO DABANI NOMSOMBOUGOU	2017	2019	28 187	23 092	40 092	7 918	23 092	7 918	7 918	0	7 918	15 174	0	23 092	0	0	0	0	0
3017	CONST SECTION YANFOLILA KALANA FRONTIERE GUINEE(52KM)	2017	2019	19 379	15 437	28 437	6 945	15 437	6 945	6 945	0	6 945	8 492	0	15 437	0	0	0	0	0



MINISTERE		MINISTERE EQUIPEMEN ET DESENCLAVEMENT																		
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2018			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2018	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2018	2019	2020	Total	2018	2019	2020	Total	Sources
3018	AMENAGEMENT DE LA BRETELE KATELE KADIOLO, 4 KM DE VOIRIES DANS LA LOCALITE DE KADIOLO ET 101 KM DE ROUTE DE TERRE DANS LE CERCLE DE KOUTIALA	2017	2018	88 434	12 577	12 577	2 143	12 577	2 143	2 143	0	2 143	7 000	3 434	12 577	0	0	0	0	0
3019	BITUMAGE DE LA ROUTE BAROUELI TAMANI (30,5KM)	2017	2018	8 000	5 574	10 527	5 292	5 574	5 292	5 292	0	5 292	282	0	5 574	0	0	0	0	0
3020	TRAVAUX D'AMENAGEMENT EN 2X2 VOIES DE LA VOIE RELIANT LE 3EME PONT DE BKO A LA RN6 (3,26KM), Y COMPRIS LA CONSTRUCTION D'UN ECHANGEUR AU CROISEMENT AVEC LA RN6 ET REHAB DE LA SECTION TOUR DE L'AFRIQUE-YIRIMADIO DE LA RN6	2017	2019	28 600	9 500	38 100	9 500	9 500	9 500	9 500	0	9 500	0	0	9 500	0	0	0	0	0
TOTAL MINISTERE				789 170	296 460	471 448	113 925	295 257	193 339	173 339	0	113 925	73 099	34 060	221 084	56 000	17 000	1 173	74 173	



PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2018 - 2020
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE		MINISTERE DES TRANSPORTS																		
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2018			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2018	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2018	2019	2020	Total	2018	2019	2020	Total	Sources
3011	REHABILITATION RESEAU D'OBSERVATION METEOROLOGIQUE DU MALI	2005	2020	1 700	0	750	250	750	250	250	0	250	250	250	750	0	0	0	0	0
991	COMPAGNIE MALIENNE NAVIGATION CONTRAT/PLAN	2006	2019	1 700	0	1 060	300	900	300	300	0	300	300	300	900	0	0	0	0	0
2290	PROGRAMME NATIONAL DE PLUIES PROVOQUEES	2007	2020	14 000	0	6 000	2 000	6 000	2 000	2 000	0	2 000	2 000	2 000	6 000	0	0	0	0	0
2310	CONSTRUCTION ENTREPOTS DU MALI EN COTE D'IVOIRE	2008	2019	2 000	0	1 500	280	280	280	280	0	280	0	0	280	0	0	0	0	0
2376	APPUI CPS SECT EQUIPEMENT TRANSPOTRS COMMUNICATION	2008	2020	950	300	250	100	300	100	100	0	100	100	100	300	0	0	0	0	0
2566	PROJET CONST ENTREPOT DU MALI EN GUINE	2011	2018	6 768	0	0	435	435	435	435	0	435	0	0	435	0	0	0	0	0
2746	CONSTRUCTION EQUIPEMENT ENTREPOT AU TOGO	2014	2018	1 500	0	0	200	200	200	200	0	200	0	0	200	0	0	0	0	0
TOTAL MINISTERE				28 618	300	9 560	3 565	8 865	3 565	3 565	0	3 565	2 650	2 650	8 865	0	0	0	0	0



PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2018 - 2020

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE		MINISTERE DU DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL																		
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2018			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2018	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2018	2019	2020	Total	2018	2019	2020	Total	Sources
2381	APPUI CPS SECT IND COMM ART EEMPL PROM INVEST PRI	2009	2019	950	450	150	150	450	150	150	0	150	150	150	450	0	0	0	0	0
2108	RESTRUCTURATION MISE A NIVEAU DES ENTREPRISES INDUSTRIELLES	2006	2018	16 854	100	100	100	100	100	100	0	100	0	0	100	0	0	0	0	0
2845	REHABILITATION CENTRE MALIEN PROPRIETE INTELLECTUELLE	2016	2018	250	200	200	200	200	200	200	0	200	0	0	200	0	0	0	0	0
2639	PROJET OPERATION STRATEGIE DEVELOPPEMENT SECTEUR AGRO ALIMENTAIRE	2012	2018	33 602	75	75	75	75	75	75	0	75	0	0	75	0	0	0	0	0
2779	APPUI AGENCE MALIENNE NORMALISATION PROMOTION QUALITE	2014	2018	150	50	50	50	50	50	0	50	50	0	0	50	0	0	0	0	0
TOTAL MINISTERE				51 806	875	575	575	875	575	525	50	575	150	150	875	0	0	0	0	0



PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2018 - 2020

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE		MINISTERE DU COMMERCE																		
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2018			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2018	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2018	2019	2020	Total	2018	2019	2020	Total	Sources
2241	APPUI AU CARDE INTEGRE	2017	2019	9 000	5 566	1 833	1 300	5 566	1 833	1 833	0	1 300	1 600	1 600	4 500	533	533	0	1 066	AFD
3026	CONSTRUCTION EQUIPEMENT SIEGE APEX	2017	2017	5 600	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2957	APPUI MICRO ACTIVITES GENERATRICES REVENUS	2016	2020	9 000	450	150	150	450	150	150	0	150	150	150	450	0	0	0	0	0
3025	CONSTR EQUIPEMENT HOTEL DU COMERCE R+5	2017	2020	6 300	5 000	5 000	2 000	5 000	2 000	2 000	0	2 000	2 300	700	5 000	0	0	0	0	0
TOTAL MINISTERE				29 900	11 016	6 983	3 450	11 016	3 983	3 983	0	3 450	4 050	2 450	9 950	533	533	0	1 066	



PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2018 - 2020

PRESENTATION DÉTAILLÉE DES PROJETS SELON LE MINISTÈRE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTÈRE		MINISTÈRE PROMOTION INVESTISSEMENTS SECTEUR PRIVE																		
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2018			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2018	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2018	2019	2020	Total	2018	2019	2020	Total	Sources
2603	APPUI MISE PLACE REFORMES ETAT SECTEUR PRIVE	2011	2020	950	450	150	150	450	150	150	0	150	150	150	450	0	0	0	0	
2755	APPUI A LA LOI ORIENTATION SECTEUR PRIVE	2014	2020	600	300	100	100	300	100	100	0	100	100	100	300	0	0	0	0	
2683	APPUI AGENCE PROMOTION DES INVESTISSEMENT	2014	2020	850	350	150	150	350	150	150	0	150	100	100	350	0	0	0	0	
TOTAL MINISTÈRE				2 400	1 100	400	400	1 100	400	400	0	400	350	350	1 100	0	0	0	0	



PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2018 - 2020

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE		MINISTERE DE L'AGRICULTURE																		
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2018			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2018	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres dépenses	2018	2019	2020	Total	2018	2019	2020	Total	Sources
1706	CONTRAT/PLAN ETAT OFFICE DU NIGER	2014	2020	25 000	15 000	5 000	5 000	15 000	5 000	5 000	0	5 000	5 000	5 000	15 000	0	0	0	0	
2481	REHABILITATION EQUIPEMENT BUREAU DAF/MA	2014	2018	1 550	175	475	175	175	175	175	0	175	0	0	175	0	0	0	0	
2560	CONSTRUCTION EQUIPEMENT INSPECTION AGRICULTURE	2011	2018	850	200	450	200	200	200	200	0	200	0	0	200	0	0	0	0	
2380	APPUI CPS SECTEUR DEVELOPPEMENT RURAL	2009	2020	950	300	250	100	300	100	0	100	100	100	100	300	0	0	0	0	
2571	PROJET APPUI MISE EN OEUVRE ENQUETE AGRICOLE CONJONCTURE (EAC)	2011	2020	2 190	900	700	300	900	300	0	300	300	300	300	900	0	0	0	0	
2753	REHABILITATION BUREAU CPS SDR	2014	2018	600	300	300	300	300	300	300	0	300	0	0	300	0	0	0	0	
1007	CONTRAT/PLAN ETAT OFFICE RIZ SEGOU	2012	2020	2 520	1 200	400	400	1 200	400	400	0	400	400	400	1 200	0	0	0	0	
1977	PROGRAMME COMPETITIVITE DIVERSIFICATION AGRICOLE PCDA	2006	2020	26 892	500	1 500	500	500	500	500	0	500	0	0	500	0	0	0	0	
2250	CONTRAT PLAN ETAT/OHVN	2007	2020	1 200	1 200	400	400	1 200	400	400	0	400	400	400	1 200	0	0	0	0	



MINISTERE		MINISTERE DE L'AGRICULTURE																			
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2018			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR					
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2018	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres dépenses	2018	2019	2020	Total	2018	2019	2020	Total	Sources	
2687	CONTRAT PLAN ETAT /OFFICE DEVELOPPEMENT RURAL SELINGUE	2013	2020	2 000	1 510	1 610	410	1 510	410	410	0	410	550	550	1 510	0	0	0	0	0	
2728	APPUI CROISSANCE ECO PROMOTION EMPLOI SECTEUR PRIVE	2014	2020	9 159	3 150	3 150	50	3 150	3 050	3 050	0	50	50	50	150	3 000	0	0	0	3 000	Danemark
2800	PROGRAMME PRODUCTIVITE AGRICOLE AFRIQUE OUEST (WAPP) II	2014	2018	33 500	7 300	22 500	300	7 300	7 300	7 300	0	300	0	0	300	7 000	0	0	0	7 000	BM
2807	PROJ. RENFORC.SECU. ALIMENT. DVPT CULT IRRIG (PRESA-DCI)	2015	2019	29 642	13 973	17 100	500	13 973	6 500	6 500	0	500	400	0	900	6 000	7 073	0	13 073	BAD	
2809	PROJ RENFORC. SECU. ALIMENT. NUTRIT REGION KOULIKORO (PRESAN-KL)	2015	2019	27 776	11 477	11 350	400	11 477	8 400	8 400	0	400	655	0	1 055	8 000	2 422	0	10 422	BAD	
2849	RECENSEMENT GENERAL AGRICOLE ELEVAGE & PECHE	2015	2019	10 500	600	800	300	600	300	0	300	300	300	0	600	0	0	0	0	0	
2856	CONTRAT PLAN ETAT /OPIB	2015	2017	2 500	990	660	330	990	330	330	0	330	330	330	990	0	0	0	0	0	
2918	CONTRAT PLAN ETAT ADRS	2016	2018	1 200	750	450	250	750	250	250	0	250	250	250	750	0	0	0	0	0	
2961	AMELIORATION SYSTEME IRRIGATION PERIMETRE IRRIGUE BAGUINEDA	2017	2018	2 850	1 800	4 633	1 800	1 800	1 800	1 800	0	1 800	0	0	1 800	0	0	0	0	0	



MINISTERE		MINISTERE DE L'AGRICULTURE																		
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2018			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2018	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres dépenses	2018	2019	2020	Total	2018	2019	2020	Total	Sources
2966	ETUDE PROJET DEVELOPPEMENT RURAL DU KAARTA/SEFETO	2016	2020	1 500	700	600	200	700	200	200	0	200	250	250	700	0	0	0	0	0
3001	PROJET DEVELOPPEMENT RURAL SOKE1 (PADER-S1)	2016	2020	13 600	7 879	6 000	3 000	7 879	3 000	3 000	0	3 000	3 000	1 879	7 879	0	0	0	0	0
3009	PROJET MISE EN VALEUR DU SYSTEME FAGUIBINE	2004	2020	6 700	900	1 050	300	900	300	300	0	300	300	300	900	0	0	0	0	0
3043	OFFICE RIZ MOPTI	2003	2020	1 365	1 050	620	350	1 050	350	350	0	350	350	350	1 050	0	0	0	0	0
3112	PROJET D'APPUI REGIONAL A L'INITIATIVE D'IRRIGATION DANS LE SAHEL (PARIS)	2018	2018	15 000	10 380	2 500	200	10 580	1 700	1 700	0	200	0	0	200	2 500	4 040	3 840	10 380	BAD
3118	IPRODI PROGRAMME MALI NORD	2018	2020	16 070	10 839	2 000	0	10 839	0	0	0	0	0	0	0	2 000	6 428	2 411	10 839	KfW
2640	PROGRAMME D'ACCROISSEMENT PRODUCTIVITE AGRICOLE AU MALI	2012	2018	35 000	2 500	2 500	0	2 500	2 500	2 500	0	0	0	0	0	2 500	0	0	2 500	AFD
2684	PROJET DEVELOPPEMENT INTEGRE KITA PHASE 2	2013	2018	12 000	3 800	4 475	300	3 800	3 800	3 800	0	300	0	0	300	3 500	0	0	3 500	BID
2685	PROJET DEVELOPPEMENT MALI GRENIER (AGRA)	2013	2018	200	50	50	50	50	0	0	0	50	0	0	50	0	0	0	0	0



MINISTERE		MINISTERE DE L'AGRICULTURE																			
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2018			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR					
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2018	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres dépenses	2018	2019	2020	Total	2018	2019	2020	Total	Sources	
2874	PROJET AMENAG. HYDRO-AGRICOLE REGION KOULIKORO	2017	2019	1 650	0	1 650	500	1 050	1 000	1 000	0	500	550	0	1 050	0	0	0	0	0	
2910	TRAVAUX EXTENSION 200 HA PLAINE SAOUNE	2016	2020	600	300	250	100	300	100	100	0	100	100	100	300	0	0	0	0	0	
2916	PROGRAMME DE RENFORCEMENT RESILIENCE SECURITE ALIMENTAIRE (PRIA)	2014	2020	24 945	5 750	20 550	250	5 750	5 250	5 250	0	250	250	250	750	5 000	0	0	0	5 000	BID
2917	PROJET RENFORCEMENT RESILIENCE AU SAHEL (P2RS)	2016	2020	31 940	13 616	9 570	700	13 616	8 870	8 870	0	700	700	700	2 100	8 170	3 346	0	11 516	BAD	
3008	OFFICE DU MOYEN BANI	2017	2020	1 500	1 050	700	350	1 050	350	350	0	350	350	350	1 050	0	0	0	0	0	
3113	PROJET DEVELOPPEMENT FERME RIZICOLE SABE	2018	2018	300	300	300	300	300	300	300	0	300	0	0	300	0	0	0	0	0	
1983	ETUDE D'AMENAGEMENT DE BAS-FONDS	2005	2020	1 350	150	350	150	150	150	150	0	150	0	0	150	0	0	0	0	0	
2480	PROGRAMME DEVELOPPEMENT IRRIGATION AU MALI	2010	2020	115 088	35 230	41 630	2 200	35 230	19 130	19 130	0	2 200	1 800	1 500	5 500	16 930	7 800	5 000	29 730	BAD	
2864	AMENAGEMENT HYDRO AGRICOLE REGION SIKASSO	2015	2018	10 000	0	4 500	2 000	3 000	2 000	2 000	0	2 000	1 000	0	3 000	0	0	0	0	0	



MINISTERE		MINISTERE DE L'AGRICULTURE																		
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2018			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2018	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2018	2019	2020	Total	2018	2019	2020	Total	Sources
2765	PROJET AMELIORATION PRODUCTIVITE AGRICOLES SS EXPOIT AFR SUD SAHARIEN	2014	2020	7 870	2 235	2 100	100	2 235	2 100	2 100	0	100	80	55	235	2 000	0	0	2 000	BID
2602	PROJET AMENAGEMENT HYDRO-AGRICOLE MOLODO NORD/BOAD	2010	2019	20 415	4 883	5 850	850	4 883	4 850	4 850	0	850	33	0	883	4 000	0	0	4 000	BOAD
TOTAL MINISTERE				497 972	162 937	178 973	23 615	167 187	91 665	90 965	700	23 615	17 498	13 114	54 227	70 600	31 109	11 251	112 960	



PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2018 - 2020

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE		MINISTERE DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE																			
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2018			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR					
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2018	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres dépenses	2018	2019	2020	Total	2018	2019	2020	Total	Sources	
2200	CONTRAT PLAN LABORATOIRE CENTRALE VETERINAIRE ETAT	2007	2020	950	300	550	100	300	100	100	0	100	100	100	300	0	0	0	0	0	
2643	PROJET DEVELOPPEMENT FILIERE AQUACOLE SIKASSO	2011	2020	4 873	1 050	1 225	150	1 050	1 050	1 050	0	150	0	0	150	900	0	0	900	Amb.Belgique	
1894	PROGRAMME PANAFRICAIN CONTROLE EPIZOTIES (PACE)	2000	2018	1 566	50	50	50	50	50	50	0	50	0	0	50	0	0	0	0	0	
2488	PROJET DEVELOPPEMENT ZEBU MAURE NARA	2010	2018	5 250	300	300	50	300	300	300	0	50	0	0	50	250	0	0	250	Amb.Belgique	
2798	PROJ. DVPT INT RESS. ANIM. ET AQUACOLES (PDIRAM)	2016	2020	19 500	9 300	14 400	100	9 300	3 600	3 600	0	100	100	100	300	3 500	4 500	1 000	9 000	BID	
1885	PROGRAMME DVPT INTEGRE ZONE ONDY/ MADINA DIASSA	2013	2018	806	100	100	100	100	100	100	0	100	0	0	100	0	0	0	0	0	
1984	PROJET DEVELOPPEMENT REGION LIPTAKO GOURMA	2005	2018	5 785	100	100	100	100	100	100	0	100	0	0	100	0	0	0	0	0	
2201	ETUDE TRANSFORMATION SOUS PRODUITS D'ABATTAGE PPTE	2006	2018	2 110	250	250	250	250	250	250	0	250	0	0	250	0	0	0	0	0	
2402	CONSTRUCTION MARCHE MODERNE POISSONS DE BAMAKO PPTE	2009	2020	2 570	1 050	1 400	350	1 050	350	350	0	350	350	350	1 050	0	0	0	0	0	



MINISTERE		MINISTERE DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE																			
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2018			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR					
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2018	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2018	2019	2020	Total	2018	2019	2020	Total	Sources	
2404	ETUDE DEVELOPPEMENT VALORISATION PRODUCTION LAITIERE MALI	2009	2020	14 740	200	200	200	200	200	200	0	200	0	0	200	0	0	0	0	0	
2799	PROJET REGIONAL APPUI PASTORALISME AU SAHEL (PRAPS)	2015	2020	39 000	25 324	8 100	150	25 324	7 650	7 650	0	150	100	100	350	7 500	8 737	8 737	24 974	BM	
3000	APPUI CENTRE NATIONAL INSEMINATION ARTIFICIELLE ANIMALE	2017	2020	1 600	1 200	800	400	1 200	400	400	0	400	400	400	1 200	0	0	0	0	0	
3055	PROGRAMME QUINQUENNAL AMENAGEMENT AQUOCOLES	2008	2019	14 000	1 100	1 600	400	1 100	400	400	0	400	350	350	1 100	0	0	0	0	0	
TOTAL MINISTERE				112 750	40 324	29 075	2 400	40 324	14 550	14 550	0	2 400	1 400	1 400	5 200	12 150	13 237	9 737	35 124		



PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2018 - 2020

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE		INSTITUT D'ECONOMIE RURALE																		
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2018			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2018	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2018	2019	2020	Total	2018	2019	2020	Total	Sources
2709	ADAPTATION AGRICULTURE ELEVAGE CHANGEMENT CLIMATIQUE	2011	2018	1 593	150	150	150	150	150	150	0	150	0	0	150	0	0	0	0	0
2959	CONSTRUCTION VOIE D'ACCES SINO MALIEN	2017	2020	1 600	1 200	600	200	1 100	200	200	0	200	500	400	1 100	0	0	0	0	0
TOTAL MINISTERE				3 193	1 350	750	350	1 250	350	350	0	350	500	400	1 250	0	0	0	0	0



PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2018 - 2020

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE		COMMISSARIAT A LA SECURITE ALIMENTAIRE																		
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2018			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2018	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2018	2019	2020	Total	2018	2019	2020	Total	Sources
2724	PROJET RECONSTITUTION DU STOCK NATIONAL DE SECURITE ALIMENTAIRE	2014	2020	32 000	0	4 300	4 000	12 000	4 000	0	4 000	4 000	4 000	4 000	12 000	0	0	0	0	0
2796	PROGRAMME RESTRUCTURATION MARCHÉ CEREALIER	2016	2020	7 000	0	0	1 100	3 300	2 200	1 100	1 100	1 100	1 100	1 100	3 300	0	0	0	0	0
TOTAL MINISTERE				39 000	0	4 300	5 100	15 300	6 200	1 100	5 100	5 100	5 100	5 100	15 300	0	0	0	0	0



PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2018 - 2020
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE		MINISTERE DE L'ARTISANAT ET DU TOURISME																		
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2018			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2018	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres dépenses	2018	2019	2020	Total	2018	2019	2020	Total	Sources
2242	CONSTRUCTION EQUIPEMENT VILLAGES ARTISANAUX	2016	2019	3 725	1 100	500	500	1 100	500	500	0	500	300	300	1 100	0	0	0	0	
2244	FLECHAGE AMENAGEMENT DES CIRCUITS TOURISTIQUES	2007	2019	450	300	150	150	300	150	150	0	150	150	0	300	0	0	0	0	
2757	REHABILITATION EQUIPEMENT CENTRE DEVELOPPEMENT ARTISANAT TEXTILE	2014	2016	400	200	200	200	200	200	200	0	200	0	0	200	0	0	0	0	
2841	AMENAGEMENT EQUIPEMENT SIEGE APCCM	2015	2018	939	676	676	200	676	200	200	0	200	476	0	676	0	0	0	0	
TOTAL MINISTERE				5 514	2 276	1 526	1 050	2 276	1 050	1 050	0	1 050	926	300	2 276	0	0	0	0	
ENSEMBLE MINISTERES				3 616 661	987 398	1 093 471	293 567	1 103 941	529 955	523 855	6 100	293 567	211 997	135 712	641 276	250 000	112 015	100 650	462 665	

ETAT L

RESTES A PAYER

**MINISTRE DE L'ECONOMIE
ET DES FINANCES**

REPUBLIQUE DU MALI
Un Peuple - Un But - Une Foi

**DIRECTION NATIONALE DE LA
PLANIFICATION DU DEVELOPPEMENT**



**NOTE TECHNIQUE SUR L'ETAT DEVELOPPE DES RESTES A
PAYER DE L'ETAT (SUR LES MARCHES EN COURS D'EXECUTION
AU TITRE DES PROJETS/PROGRAMMES D'INVESTISSEMENT
PUBLIC) ETABLI A LA DATE DU 31 AOUT 2017**

Août 2017

Introduction

Le Conseil des Ministres de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA) a adopté en 2009 six (06) nouvelles directives communautaires pour améliorer et moderniser les instruments de gestion des finances publiques en vigueur dans les pays.

Dans ce cadre la budgétisation des Autorisations d'Engagements (AE) et des Crédits de Paiements (CP) se rapportant aux dépenses d'investissement public a été introduite dans la Loi de Finances en 2013 à travers l'élaboration d'une annexe budgétaire (R) conformément à la Directive n° 06/2009/CM/UEMOA.

Cette Directive a été transposée au Mali par la Loi organique N° 2013-028 du 11 Juillet 2013 portant Lois de Finances modifiant les méthodes de présentation, de préparation, d'exécution et de suivi des Lois de Finances en introduisant les innovations suivantes :

- la budgétisation par programme et la Gestion Axée sur les Résultats (GAR) ;
- la pluri annualité budgétaire ;
- le renforcement des contrôles sur les budgets ;
- une meilleure information du Parlement.

L'année 2018 sera l'année de basculement du budget d'Etat en mode programme. Cette approche entrainera des modifications sur la préparation de la loi de Finances 2018, notamment sur les discussions budgétaires et la budgétisation des dépenses d'investissement.

L'un des outils de la mise en œuvre de la pluri annualité budgétaire consiste à la programmation des investissements en mode AE-CP pour l'amélioration et la modernisation de la gestion des Finances Publiques.

Dans ce cadre, les annexes explicatives la loi de finances 2018 comprendront entre autres, un état développé des restes à payer de l'Etat établi à la date du 31 août 2017.

Les restes à payer de l'Etat ont été déterminés sur la base des soldes correspondant aux différences entre les montants des marchés signés et les cumuls des montants payés au compte desdits marchés (y compris les paiements de 2017). L'identification des restes à payer aura pour avantage de suivre et d'anticiper la gestion des arriérés de paiement sur les investissements publics sur la période 2018-2020 et au-delà.

Présentation des restes à payer de l'Etat à la date du 31 août 2017

- **Méthodologie de calcul des restes à payer de l'Etat à la date du 31 août 2017**

Les restes à payer ont été calculés exclusivement sur les marchés en cours d'exécution (devant se poursuivre au-delà de 2017) à partir de l'annexe AE-CP 2018-2020, comme suit :

Reste à payer = Montant du marché - Montant cumulé des paiements antérieurs (31/12/2016) - CP 2017.

Pour une meilleure compréhension du document, et afin d'éviter les interprétations pouvant entraîner des confusions, les concepts utilisés dans le rapport sont définis de la manière suivante :

Cout global de l'investissement estimé = Montant total du marché signé ou du Projet /Programme (P/P)

Montant cumulé des paiements antérieurs (31/12/2016) = Montant total des paiements effectués depuis le démarrage du marché ou du P/P jusqu' à la date du 31/12/2016

Reste à payer (concerne exclusivement les marchés signés en cours d'exécution) = Coût global de l'investissement estimé (montant du marché) - Montant cumulé des paiements antérieurs (31/12/2016) – CP 2017

Autorisations d'Engagement (AE) : Constituent la limite supérieure des dépenses pouvant être juridiquement engagées au cours de l'exercice pour la réalisation des investissements prévus par la Loi de Finances.

Crédits de Paiement (CP) : Constituent la limite supérieure des dépenses pouvant être payées pendant l'année pour la couverture des engagements contractés dans le cadre des autorisations d'engagement (AE).

Total AE 2018-2020 : Montant total des AE sur la période 2018-2020

Total CP 2018-2020 : Montant total des CP sur la période 2018-2020

Présentation du contenu des restes à payer de l'Etat à la date du 31 août 2017

Le montant total des restes à payer sur les engagements de l'Etat dans le cadre des marchés en cours d'exécution sur la période triennale 2018-2020 des Projets et Programmes d'investissement public de l'ensemble des départements sectoriels (hors ceux du Ministère de la Défense et des Anciens Combattants) et Institutions se chiffrent à 327,045 milliards de FCFA (cf. Annexe 1).

La programmation du paiement du montant desdits restes à payer se présente comme suit :

- CP 2018 : **119, 430 milliards** ;
- CP 2019 : **144, 325 milliards** ;
- CP 2020 : **63, 291 milliards**.

Compte tenu des projets routiers prioritaires, le Ministère de l'Equipement et du Désenclavement absorbe à lui seul 88,00%, desdits restes à payer, soit 286,293 milliards de FCFA sur la période 2018-2020.

Le tableau ci-dessous présente le détail des restes à payer par Ministères/Institutions :

(Montants en F CFA)

Ministères/Institutions	Source de financement	Reste à payer après 2017 (1)	Reste à payer sur la période 2018-2020		
			CP 2018	CP 2019	CP 2020
Primature	Etat	3 146 881 757	2 800 000 000	346 881 757	0
Ministère l'Équipement et du Désenclavement	Etat	286 292 888 464	100 815 000 000	124 496 218 189	60 981 670 275
Ministère de l'Environnement, l'Assainissement et du Développement durable	Etat	3 400 000 000	1 500 000 000	1 900 000 000	0
Ministère des Affaires Étrangères et de la Coopération Internationale	Etat	500 000 000	500 000 000	0	0
Ministère du Commerce	Etat	5 000 000 000	1 550 000 000	2 300 000 000	1 150 000 000
Ministère de la Justice	Etat	8 005 000 000	2 000 000 000	6 005 000 000	0
Ministère de la Santé et de l'Hygiène Publique	Etat	1 058 426 371	1 000 000 000	58 426 371	0
Ministère de l'Économie et des Finances	Etat	1 104 000 000	400 000 000	704 000 000	0
Ministère de l'Habitat, de l'urbanisme et des Affaires Foncières	Etat	3 300 000 000	1 300 000 000	2 000 000 000	0
Ministère de la Culture	Etat	1 082 306 896	550 000 000	532 306 896	0
Ministère de la Jeunesse et de la Construction Citoyenne	Etat	400 000 000	400 000 000	0	0
Ministère des Transports	Etat	915 000 000	915 000 000	0	0
Ministère de l'Aménagement du Territoire et de la Population	Etat	5 262 000 000	2 000 000 000	3 103 000 000	159 000 000
Ministère de l'Agriculture	Etat	5 179 000 000	3 300 000 000	1 879 000 000	0
Ministère des Sports	Etat	2 400 000 000	400 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000
TOTAL		327 045 503 488	119 430 000 000	144 324 833 213	63 290 670 275

(1) = Reste à payer après 2017 (concerne exclusivement les marchés signés en cours d'exécution) = Coût global de l'investissement estimé (montant du marché) - Montant cumulé des paiements antérieurs (31/12/2016) - CP 2017

Conclusion

En vue d'améliorer les procédures de budgétisation et de suivi de l'exécution des crédits d'investissement, le Gouvernement de la République du Mali s'est engagé à mettre en œuvre la procédure des AE/CP dans la préparation, la présentation et l'exécution du budget d'Etat à partir de la loi de finances 2018.

Dans le souci de permettre à l'Etat d'honorer l'ensemble de ses engagements juridiques dans le cadre des marchés en cours d'exécution, sans risque d'accumuler des restes à payer, cette réforme doit impérativement inciter les administrations publiques à développer dans une logique pluriannuelle une meilleure anticipation, une meilleure estimation de leurs dépenses d'investissement et surtout un suivi rigoureux du respect des échéanciers de paiements des marchés en cours d'exécution.

Cependant, il y a lieu de souligner quelques insuffisances dans la qualité des données, compte tenu de la faible capacité des acteurs chargés de la gestion des investissements publics dans le pilotage, la programmation, le suivi et l'analyse des dépenses d'investissement selon la méthodologie des AE/CP.

A cet effet, il s'avère indispensable de renforcer les capacités desdits acteurs dans l'adoption du principe des AE/CP dans la préparation, dans l'exécution et le suivi du budget d'Etat.

ANNEXE :

**SYNTHESE DE LA PROGRAMMATION DES AUTORISATIONS
D'ENGAGEMENT (AE) ET DES CREDITS DE PAIEMENT (CP)
2018-2020**

Synthèse de la programmation des Autorisations d'Engagement (AE) et des Crédits de Paiement (CP) 2018-2020

Ministères/Institutions	Source de financement	BSI 2017 (pour rappel) CP	Reste à payer après 2017	2018		2019		2020		TOTAL (2018-2020)	
				AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Primature	Financement interne	2 300 000 000	3 146 881 757	0	2 800 000 000	0	346 881 757	0	0	0	3 146 881 757
Ministère l'Équipement et du Désenclavement	Financement interne	101 520 000 000	286 292 888 464	0	100 815 000 000	0	124 496 218 189	0	60 981 670 275	0	286 292 888 464
Ministère de l'Environnement, l'Assainissement et du Développement durable	Financement interne	1 700 000 000	3 400 000 000	0	1 500 000 000	0	1 900 000 000	0	0	0	3 400 000 000
Ministère des Affaires Étrangères et de la Coopération Internationale	Financement interne	300 000 000	500 000 000	0	500 000 000	0	0	0	0	0	500 000 000
Ministère du Commerce	Financement interne	600 000 000	5 000 000 000	0	1 550 000 000	0	2 300 000 000	0	1 150 000 000	0	5 000 000 000
Ministère de la Justice	Financement interne	2 000 000 000	8 005 000 000	0	2 000 000 000	0	6 005 000 000	0	0	0	8 005 000 000
Ministère de la Santé et de l'Hygiène Publique	Financement interne	1 000 000 000	1 058 426 371	0	1 000 000 000	0	58 426 371	0	0	0	1 058 426 371
Ministère de l'Économie et des Finances	Financement interne	400 000 000	1 104 000 000	0	400 000 000	0	704 000 000	0	0	0	1 104 000 000
Ministère de l'Habitat, de l'Urbanisme et des Affaires Foncières	Financement interne	1 200 000 000	3 300 000 000	0	1 300 000 000	0	2 000 000 000	0	0	0	3 300 000 000
Ministère de la Culture	Financement interne	550 000 000	1 082 306 896	0	550 000 000	0	532 306 896	0	0	0	1 082 306 896
Ministère de la Jeunesse et de la Construction Citoyenne	Financement interne	810 000 000	400 000 000	0	400 000 000	0	0	0	0	0	400 000 000
Ministère des Transports	Financement interne	1 428 000 000	915 000 000	0	915 000 000	0	0	0	0	0	915 000 000
Ministère de l'Aménagement du Territoire et de la Population	Financement interne	3 000 000 000	5 262 000 000	0	2 000 000 000	0	3 103 000 000	0	159 000 000	0	5 262 000 000
Ministère de l'Agriculture	Financement interne	3 300 000 000	5 179 000 000	0	3 300 000 000	0	1 879 000 000	0	0	0	5 179 000 000
Ministère des Sports	Financement interne	100 000 000	2 400 000 000	0	400 000 000	0	1 000 000 000	0	1 000 000 000	0	2 400 000 000
TOTAL		120 208 000 000	327 045 503 488	0	119 430 000 000	0	144 324 833 213	0	63 290 670 275	0	327 045 503 488

ETAT M

**PLAN DE TRESORERIE
PREVISIONNEL MENSUALISE**

Tableau : Budget de trésorerie prévisionnel 2018

(en millions de francs CFA)

RUBRIQUES	Montant	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre
Total des ressources	1 984 388	111 377	129 375	156 734	157 964	152 224	169 806	165 724	130 514	171 373	163 116	161 171	315 010
1 - Recettes budgétaires	1 753 526	103 190	119 329	140 170	145 061	142 147	155 958	130 018	119 598	153 027	123 990	138 766	282 274
DGI	845 602	46 853	62 398	81 818	79 593	76 515	76 578	70 812	61 326	63 305	65 707	74 445	86 251
- Impôts directs	458 265	20 640	33 630	45 114	51 790	47 132	40 370	38 764	30 760	33 919	33 420	36 887	45 839
- Impôts indirects	361 945	24 721	27 141	34 843	25 862	27 311	33 942	28 798	28 442	27 421	30 199	35 367	37 897
- dont CTVA	37 073	3 052	3 191	3 635	3 117	3 201	3 583	3 287	3 207	3 207	3 367	2 039	2 186
- Enregistrement et timbre	25 392	1 492	1 627	1 861	1 941	2 072	2 266	3 250	2 124	1 965	2 088	2 191	2 515
DGD	641 100	51 231	52 298	52 752	54 572	54 809	55 063	53 147	52 072	54 147	53 494	54 146	53 369
- Produits pétroliers	209 100	16 728	16 728	16 728	17 774	18 192	18 192	17 774	17 774	18 192	17 146	17 144	16 728
- Produits solides	432 000	34 503	35 570	36 024	36 798	36 617	36 871	35 373	34 298	35 955	36 348	37 002	36 641
- dont CTVA	24 713	1 974	2 035	2 061	2 105	2 095	2 109	2 024	1 962	2 057	2 079	2 116	2 095
DNDC	243 161	7 552	7 279	7 279	13 458	13 458	13 458	8 613	8 613	8 613	7 279	7 279	140 279
- Recettes fiscales	58 342	4 862	4 862	4 862	4 862	4 862	4 862	4 862	4 862	4 862	4 862	4 862	4 862
- Recettes non fiscales	184 819	2 690	2 417	2 417	8 597	8 597	8 597	3 751	3 751	3 751	2 417	2 417	135 417
DNTCP	32 863	2 580	2 580	2 580	2 660	2 660	2 660	2 757	2 757	2 757	2 957	2 957	2 961
- Recettes fiscales	21 669	1 701	1 701	1 701	1 754	1 754	1 754	1 818	1 818	1 818	1 950	1 950	1 952
- Recettes non fiscales	11 194	879	879	879	906	906	906	939	939	939	1 007	1 007	1 009
Appuis budgétaires	52 586	-	-	1 437	-	-	13 891	-	-	29 470	-	4 093	3 695
- Général dons	26 200	-	-	-	-	-	-	-	-	26 200	-	-	-
- Sectoriel	7 391	-	-	-	-	-	1 848	-	-	1 848	-	-	3 695
- Autres PPTE	18 995	-	-	1 437	-	-	12 043	-	-	1 422	-	4 093	-
- Fonds de concours armée	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
3- Compte spéciaux du Trésor	116 613	7 382	8 045	13 558	8 332	8 799	10 469	9 278	8 930	9 418	9 730	8 713	13 959
dont crédits de TVA	61 786	3 911	4 262	7 184	4 415	4 662	5 547	4 916	4 732	4 990	5 155	4 616	7 396
4 - Ressources de trésorerie	114 249	805	2 002	3 006	4 571	1 278	3 379	26 428	1 986	8 928	29 396	13 692	18 777
- Encaisse en début de période	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
- Général emprunt programme	87 700	-	-	-	2 498	-	2 371	25 350	-	5 945	25 350	10 417	15 770
- Remboursements des prêts et avances	10 371	207	1 131	2 135	1 202	407	137	207	1 115	2 113	1 175	405	137
- Recettes en capital	10 178	598	871	871	871	871	871	871	871	871	871	871	871
- Recettes en capital	6 000	-	-	-	-	-	-	-	-	-	2 000	2 000	2 000
- Autres comptes à recevoir	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
II) Emplois													
Total des Emplois	2 405 266	119 008	186 630	203 308	210 302	223 850	208 548	210 300	171 319	171 646	171 283	210 984	318 086
1) Dépenses budgétaires	2 288 653	111 627	178 585	189 750	201 970	215 051	198 079	201 022	162 388	162 229	161 553	202 271	304 127
<i>Dépenses obligatoires</i>	990 934	59 058	90 640	85 316	106 756	118 427	89 271	90 832	60 031	64 930	68 086	91 195	66 392
- Personnel Budget Général	365 903	30 492	30 492	30 492	30 492	30 492	30 492	30 492	30 492	30 492	30 492	30 492	30 492
- Personnel collectivité (PPTE)	150 506	12 542	12 542	12 542	12 542	12 542	12 542	12 542	12 542	12 542	12 542	12 542	12 542
- Personnel EPA	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
- Pensions de Retraite	40 000	10 121	-	12 651	-	-	12 650	-	-	4 578	-	-	-
- Bourses scolaires	17 796	220	1 653	2 670	684	4 708	1 481	2 801	3 099	286	1	20	173

Tableau : Budget de trésorerie prévisionnel 2018

(en millions de francs CFA)

RUBRIQUES	Montant	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre
- Services de la Dette Extér.	138 491	5 683	8 719	13 090	9 446	7 200	27 485	5 917	9 558	13 384	10 995	7 524	19 490
- Services de la Dette Intér.	270 847		37 234	13 871	53 592	63 485	2 773	39 080	4 340	1 800	14 055	40 617	
- Equipements ABS	7 391	-	-	-	-	-	1 848	-	-	1 848	-	-	3 695
- Dépenses PPTE (Transferts)													
Marges après Dépenses Obligatoires	876 841	44 937	30 691	57 860	42 876	24 998	70 066	65 613	61 553	97 025	85 300	61 264	234 659
Dépenses prioritaires	361 905	12 186	19 888	30 193	26 639	30 684	30 951	37 399	33 949	31 163	30 190	35 538	43 126
- Communication énergie	45 838	3 820	3 820	3 820	3 820	3 820	3 820	3 820	3 820	3 820	3 820	3 820	3 820
- Matériel didactique													
- achats de médicaments													
- Subvent. aux écoles priv													
- Subvent. aux hôpit.et ODA													
- Subvent. Cesa & femmes cancéreuses													
- Primes générales d'aliment													
- Financements intér. BSI	316 067	8 366	16 068	26 374	22 819	26 864	27 131	33 579	30 129	27 343	26 370	31 718	39 306
Marges après Dépenses prioritaires	514 936	32 752	10 803	27 666	16 237	5 686	39 115	28 214	27 604	65 863	55 110	25 725	191 533
Dépenses à Arbitrer	935 814	40 383	68 058	74 240	68 575	65 940	77 857	72 790	68 409	66 136	63 278	75 538	194 609
Dépenses budgétaires à arbitrer	935 814	40 383	68 058	74 240	68 575	65 940	77 857	72 790	68 409	66 136	63 278	75 538	194 609
- Biens et services	123 397	6 889	13 071	10 848	8 173	11 274	11 436	10 959	9 371	10 514	5 807	11 219	13 837
- Déplacements et missions	62 385	4 395	4 689	6 519	3 774	4 456	7 340	4 338	4 849	6 398	4 704	5 471	5 453
- Autres dépenses (apurement passif inclus)	125 429	4 627	3 021	3 818	11 899	10 873	6 207	11 998	8 123	5 763	8 344	7 640	43 116
- Transf & Sub (hors sal EPA)	279 583	15 340	29 738	24 265	19 822	10 012	23 257	8 839	13 177	13 614	15 638	16 583	89 297
- Equipements Investissements	345 020	9 132	17 540	28 790	24 909	29 325	29 617	36 655	32 889	29 848	28 786	34 624	42 906
2) Dépenses trésorerie	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
- Dépenses avant ordonnancement													
- Remboursement dettes garanties													
- Prêts et avances													
3) Dépenses comptes spéciaux du Trésor	116 613	7 382	8 045	13 558	8 332	8 799	10 469	9 278	8 930	9 418	9 730	8 713	13 959
Situation fin de mois (III)=I-II	- 420 878	- 7 631	- 57 255	- 46 574	- 52 338	- 71 626	- 38 742	- 44 576	- 40 805	- 273	- 8 167	- 49 813	- 3 076
Soldes mensuels cumulés	- 420 878	- 7 631	- 64 886	- 111 460	- 163 798	- 235 424	- 274 167	- 318 743	- 359 548	- 359 821	- 367 988	- 417 801	- 420 877
- Encaisse en début de période													
- Emission Bons du Trésor													
- Emissions d'obligation													
- Acumulation Float 2017													
Total du Financement	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Ecart de financement mensuel	- 420 878	- 7 631	- 57 255	- 46 574	- 52 338	- 71 626	- 38 742	- 44 576	- 40 805	- 273	- 8 167	- 49 813	- 3 076
Ecart de financement cumulé	- 420 878	- 7 631	- 64 886	- 111 460	- 163 798	- 235 424	- 274 167	- 318 743	- 359 548	- 359 821	- 367 988	- 417 801	- 420 877

ETAT N

**ECHEANCES COURANTES DE LA
DETTE**

DETTE INTERIEURE : PROJECTION DU SERVICE 2018-2022.

(montants en millions de FCFA)

CREANCIERS	2018		2019		2020		2021		2022	
	Princ.	Int	Princ.	Int	Princ.	Int	Princ.	Int	Princ.	Int
OBLIGATIONS TRESOR	221396	46678	137372	33956	168346	25875	93870	15488	69317	9676
Eng. Impayés aux banques	2773	0	0	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL	224169	46678	137372	33956	168346	25875	93870	15488	69317	9676
Cumul (Princ.+Int)	270 847		171 328		194 221		109 358		78 993	

Bamako, le 08 septembre 2017

DIRECTION GENERALE DE LA DETTE PUBLIQUE



DETTE INTERIEURE : SERVICE PREVISIONNEL 2018.
(montants en millions de FCFA)

CREANCIERS	Janvier		Février		Mars		Avril		Mai		Juin		Juillet		Août		Septembre		Octobre		Novembre		Décembre		Totaux Généraux		
	Princ.	Int	Princ.	Int	Princ.	Int	Princ.	Int	Princ.	Int	Princ.	Int	Princ.	Int	Princ.	Int	Princ.	Int	Princ.	Int	Princ.	Int	Princ.	Int	Princ.	Int	
OBLIGATIONS TRESOR	0	0	33000	4234	9553	4318	37125	16467	55167	8318	0	0	37024	2056	0	4340	0	1800	11027	3028	38500	2117	0	0	221396	46678	
Eng. Impayés aux banques	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	2773	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	2773	0
TOTAL	0	0	33000	4234	9553	4318	37125	16467	55167	8318	2773	0	37024	2056	0	4340	0	1800	11027	3028	38500	2117	0	0	224169	46678	
Cumul (Princ.+Int)	-	-	37 234	13 871	53 592	63 485	2 773	39 080	4 340	1 800	14 055	40 617	-	270 847													

Bamako, le 08 septembre 2017
DIRECTION GENERALE DE LA DETTE PUBLIQUE



DETTE INTERIEURE : SERVICE PREVISIONNEL TRIMESTRIALISE 2018.
(montants en millions de FCFA)

CREANCIERS	Janvier		Février		QI (31/03/18)		Avril		Mai		QII (30/06/18)		Juillet		Août		QIII (30/09/18)		Octobre		Novembre		QIV (31/12/18)		Total 2018	
	Princ.	Int	Princ.	Int	Princ.	Int	Princ.	Int	Princ.	Int	Princ.	Int	Princ.	Int	Princ.	Int	Princ.	Int	Princ.	Int	Princ.	Int	Princ.	Int	Princ.	Int
OBLIGATIONS TRESOR	0	0	33000	4234	42553	8552	79678	25019	134845	33337	134845	33337	171869	35393	171869	39733	171869	41533	182896	44561	221396	46678	221396	46678	221396	46678
Eng. Impayés aux banques	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	2773	0	2773	0	2773	0	2773	0	2773	0	2773	0	2773	0	2773	0
TOTAL	0	0	33000	4234	42553	8552	79678	25019	134845	33337	137618	33337	174642	35393	174642	39733	174642	41533	185669	44561	224169	46678	224169	46678	224169	46678
Cumul (Princ.+Int)	-	-	37 234	4234	51 105	8552	104 697	25019	168 182	33337	170 955	33337	210 035	35393	214 375	39733	216 175	41533	230 230	44561	270 847	46678	270 847	46678	270 847	46678

Bamako, le 08 septembre 2017
DIRECTION GENERALE DE LA DETTE PUBLIQUE



DETTE EXTERIEURE : PROJECTION DU SERVICE 2018-2022
(Montants en millions F CFA)

CREANCIER	2018		2019		2020		2021		2022	
	PR	INT	PR	INT	PR	INT	PR	INT	PR	INT
I - Club de Paris	15871	2058	16345	2276	9227	2427	10428	2335	10772	2207
AFD	1428	937	2771	1309	4521	1544	5395	1519	5395	1462
Coface D.Consolid.	370	34	204	7	-	-	-	-	-	-
Trésor Fr. C. Oper.	8024	-	7965	-	-	-	-	-	-	-
ECGD D. Consolid.	584	51	317	11	-	-	-	-	-	-
Belgique	276	-	276	-	276	-	276	-	276	-
Japon	2348	116	1809	89	1269	73	1269	60	1269	48
Russie	2587	890	2852	847	3132	802	3457	748	3797	690
NCM D. Consoild.	186	19	103	4	-	-	-	-	-	-
Sace D. Consolid.	24	10	26	9	29	8	31	8	35	7
Fortis Bank	44	1	22	-	-	-	-	-	-	-
II - Autres Créanciers Bilatéraux	24286	10014	25897	10793	37221	11411	40774	10571	44101	9709
Fonds Abu Dhabi	-	74	-	130	727	168	1100	160	1100	149
Fonds Koweïtien	1924	827	3229	877	3684	908	3515	844	3515	785
Fonds Saoudien	4612	842	4612	832	4612	810	4612	747	4089	688
Côte d'Ivoire	70	27	81	23	93	18	106	12	121	6
Libye	3432	1390	3432	1184	3432	981	3432	772	3432	566
Chine	3142	5299	3437	6021	13305	6658	16641	6359	20476	6027
Inde	11106	1506	11106	1667	11106	1806	11106	1616	11106	1426
Corée du Sud	-	21	-	31	-	34	-	36	-	39
Autriche	-	28	-	28	262	28	262	25	262	23
Total Créanciers Bilatéraux(I+II)	40157	12072	42242	13069	46448	13838	51202	12906	54873	11916
III - Créanciers Multilatéraux	50389	18637	61017	21061	71997	22692	82352	22562	87595	21929
AFRITAC	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
BADEA	1816	530	1642	593	1830	628	2138	611	2428	597
BEI	351	63	1997	57	2003	50	2010	44	2017	37
BID	22924	2661	22496	2736	25467	2717	26310	2535	25662	2299
BIDC	1465	1140	1500	1310	1536	1462	1769	1413	3355	1353
BOAD	5747	2956	12802	4099	16653	4779	18931	4683	19593	4563
FAD	3957	2879	4570	3404	4921	3775	5636	3844	5957	3853
FONDS CEDEAO	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
FED	604	38	609	33	614	28	548	23	510	18
FIDA	2317	528	2395	591	2629	624	3207	604	3207	578
IDA	8344	6641	9980	6999	13115	7347	18363	7528	21214	7372
IDA-CEE	146	13	146	12	146	11	146	10	146	9
FONDS OPEP	2718	408	2880	427	3083	451	3294	427	3506	390
INTERETS/TIRAGES FUTURS	-	780	-	800	-	820	-	840	-	860
TOTAL (I+II+III)	90546	30709	103259	34130	118445	36530	133554	35468	142468	33845
IV - FMI	15086	636	13514	480	7275	225	8178	154	7281	90
V - BOAD (TRANSRAIL)	1200	314	1200	314	1200	314	1200	314	-	-
Total Gén(I+II+III+IV+V):	106832	31659	117973	34924	126920	37069	142932	35936	149749	33935
CUMUL (PR + INT)	138491		152896		163989		178868		183684	

Bamako, le 02 juin 2017



DIRECTION GÉNÉRALE DE LA DETTE PUBLIQUE

CREANCIERS	Janvier		Février		Mars		Avril		Mai		Juin		Juillet		Août		Septembre		Octobre		Novembre		Décembre		Totaux Généraux		
	Princ.	Int	Princ.	Int	Princ.	Int	Princ.	Int	Princ.	Int	Princ.	Int	Princ.	Int	Princ.	Int	Princ.	Int	Princ.	Int	Princ.	Int	Princ.	Int	Princ.	Int	
I - CLUB DE PARIS	681	54	540	20	-	99	-	161	1849	600	8658	54	681	56	540	14	-	99	-	198	1946	650	976	53	15871	2058	
AFD	681	54	-	-	-	99	-	161	-	98	-	3	681	56	-	-	-	99	-	198	-	164	66	5	1428	937	
Coface D.Consolid.	-	-	-	10	-	-	-	-	-	179	-	10	-	-	-	-	-	-	-	-	191	7	-	-	-	370	34
Trésor Fr. C. Oper.	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	8024	-
ECGD D. Consolid.	-	-	-	-	-	-	-	-	283	30	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	301	21	-	-	-	584	51
Belgique	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	276	-	-	276	-
Japon	-	-	540	10	-	-	-	-	-	-	634	51	-	-	540	7	-	-	-	-	-	-	634	48	2348	116	
Russie	-	-	-	-	-	-	-	-	1263	446	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1324	444	-	-	-	2587	890
NCM D. Consoild.	-	-	-	-	-	-	-	-	90	11	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	96	8	-	-	-	186	19
Sace D. Consoild.	-	-	-	-	-	-	-	-	12	5	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	12	5	-	-	-	24	10
Fortis Bank	-	-	-	-	-	-	-	-	22	0	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	22	1	-	-	-	44	1
II - AUTRES BILATERAUX	193	458	3316	675	4797	2541	1701	494	-	300	2135	756	193	459	3316	641	4799	2168	1701	492	-	313	2135	717	24286	10014	
Fonds Abu Dhabi	-	-	-	-	-	-	-	-	-	28	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	46	-	-	-	74	
Fonds Koweïtien	193	19	648	163	-	-	121	120	-	115	-	-	193	17	648	159	-	-	121	118	-	116	-	-	-	1924	827
Fonds Saoudien	-	-	726	119	-	-	1580	305	-	-	-	-	-	-	726	110	-	-	1580	308	-	-	-	-	-	4612	842
Côte d'Ivoire	-	-	-	-	34	14	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	36	13	-	-	-	-	-	-	-	70	27
Libye	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1716	715	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1716	675	3432	1390	
Chine	-	439	-	-	1571	2360	-	-	-	-	-	41	-	442	-	-	1571	1975	-	-	-	-	42	3142	5299		
Inde	-	-	1942	393	3192	143	-	69	-	157	419	-	-	-	1942	372	3192	155	-	66	-	151	419	-	11106	1506	
Corée du Sud	-	-	-	-	-	10	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	11	-	-	-	-	-	-	-	21	
Autriche	-	-	-	-	14	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	14	-	-	-	-	-	-	-	28	
TOTAL BILATERAUX (I+II)	874	512	3856	695	4797	2640	1701	655	1849	900	10793	810	874	515	3856	655	4799	2267	1701	690	1946	963	3111	770	40157	12072	
III - MULTILATERAUX	2775	1221	2649	1297	2118	1572	3985	3105	2573	1121	9815	688	3035	1192	2649	1281	2687	1668	5192	3412	2570	1288	10341	792	50389	18637	
AFRITAC	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
BADEA	151	21	174	35	281	73	71	72	63	8	137	57	38	20	174	34	282	72	71	76	63	8	311	54	1816	530	
BEI	175	32	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	176	31	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	351	63
BID	690	667	-	168	-	-	806	-	-	16	9217	433	1227	656	-	167	407	42	1009	0	0	23	9568	489	22924	2661	
BIDC	-	-	28	25	64	49	478	313	159	188	-	-	-	28	24	65	48	483	338	160	155	-	-	-	1465	1140	
BOAD	1116	177	-	-	86	1134	773	199	207	-	70	1062	161	-	-	-	116	2041	932	195	325	-	109	5747	2956		
FAD	295	227	240	90	335	205	604	699	262	138	175	34	339	223	240	89	335	215	695	755	262	163	175	41	3957	2879	
FONDS CEDEAO	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
FED	14	1	16	1	-	-	38	1	70	6	163	10	14	1	16	1	-	-	39	1	70	6	164	10	604	38	
FIDA	155	-	-	-	74	63	-	12	886	162	121	19	-	-	-	-	74	64	-	16	886	174	121	18	2317	528	
IDA	-	-	1916	841	1175	1023	488	1132	490	287	2	1	-	-	1916	827	1377	1033	488	1182	490	314	2	1	8344	6641	
IDA-CEE	-	-	-	-	-	-	-	-	73	7	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	73	6	-	-	-	146	13
FONDS OPEP	179	36	275	77	189	11	366	41	371	38	-	-	179	34	275	73	147	10	366	44	371	44	-	-	2718	408	
INT/TIRAGES FUTURS	-	60	-	60	-	62	-	62	-	64	-	64	-	66	-	66	-	68	-	68	-	70	-	70	-	780	
S/Total I (DGDP)	3649	1733	6505	1992	6915	4212	5686	3760	4422	2021	20608	1498	3909	1707	6505	1936	7486	3935	6893	4102	4516	2251	13452	1562	90546	30709	
IV - FMI	299	2	222	-	1863	100	-	-	-	-	5127	252	299	2	1117	-	1891	72	-	-	-	-	4268	208	15086	636	
V - BOAD (TRANSRAIL)	-	-	-	-	-	-	-	-	600	157	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	600	157	-	-	-	1200	314
S/Total II	299	2	222	-	1863	100	-	-	600	157	5127	252	299	2	1117	-	1891	72	-	-	600	157	4268	208	16286	950	
Total (I+II)	3948	1735	6727	1992	8778	4312	5686	3760	5022	2178	25735	1750	4208	1709	7622	1936	9377	4007	6893	4102	5116	2408	17720	1770	106832	31659	
Cumul (Princ.+Int)	5 683		8 719		13 090		9 446		7 200		27 485		5 917		9 558		13 384		10 995		7 524		19 490		138 491		

Bamako, le 02 juin 2017

DIRECTION GENERALE DE LA DETTE PUBLIQUE



DETTE EXTERIEURE : SERVICE TRIMESTRIALISE 2018
(MONTANT EN MILLIONS DE FCFA)

CREANCIERS	JANVIER		FEVRIER		QI (31/03/18)		AVRIL		MAI		QII(30/06/18)		JUILLET		AOÛT		QIII(30/09/18)		OCTOBRE		NOVEMBRE		QIV(31/12/18)		TOTAL(2018)	
	PR	INT	PR	INT	PR	INT	PR	INT	PR	INT	PR	INT	PR	INT	PR	INT	PR	INT	PR	INT	PR	INT	PR	INT	PR	INT
DETTE EXTERIEURE	3649	1733	10154	3725	17069	7937	22755	11697	27177	13718	47785	15216	51694	16923	58199	18859	65685	22794	72578	26896	77094	29147	90546	30709	90546	30709
FMI	299	2	521	2	2384	102	2384	102	2384	102	7511	354	7810	356	8927	356	10818	428	10818	428	10818	428	15086	636	15086	636
BOAD (TRANSRAIL)	0	0	0	0	0	0	0	0	600	157	600	157	600	157	600	157	600	157	600	157	1200	314	1200	314	1200	314
TOTAL	3948	1735	10675	3727	19453	8039	25139	11799	30161	13977	55896	15727	60104	17436	67726	19372	77103	23379	83996	27481	89112	29889	106832	31659	106832	31659
CUMUL (PR + INT)	5 683		14 402		27 492		36 938		44 138		71 623		77 540		87 098		100 482		111 477		119 001		138 491		138 491	

Bamako, le 02 juin 2017

DIRECTION GENERALE DE LA DETTE PUBLIQUE



DIRECTION GENERALE DE
LA DETTE PUBLIQUE

DETTE EXTEREIEURE : PREVISION D'ALLEGEMENT PPTTE 2018.
(montants en millions CFA)

CREANCIERS	PR	INT	TOTAL
I - CLUB DE PARIS	14 123	1 120	15 243
COFACE	370	34	404
TRESOR Français	8 024	-	8 024
ECCGD	584	51	635
JAPON	2 348	116	2 464
RUSSIE	2 587	890	3 477
NCM	186	19	205
SACE	24	10	34
II - AUTRES BILATERAUX	1 565	251	1 816
FONDS SAOUDIEN	1 565	251	1 816
TOTAL BILATERAUX (I+II)	15 688	1 371	17 059
III - MULTILATERAUX	1 885	51	1 936
BID	1 135	-	1 135
FED	604	38	642
IDA/CEE	146	13	159
TOTAL (I+II+III)	17 573	1 422	18 995

Bamako, le 02 juin 2017

DIRECTION GENERALE DE LA DETTE PUBLIQUE



DIRECTION GENERALE DE
LA DETTE PUBLIQUE

DETTE EXTEREIEURE : PREV. D'ALLEGEMENT PPTTE TRIMESTRIALISE 2018.
(montants en millions CFA)

CREANCIERS	QI	QII	QIII	QIV
	31/03/2018	30/06/2018	30/09/2018	31/12/2018
I - CLUB DE PARIS	560	11 599	12 153	15 243
COFACE	10	199	206	404
TRESOR Français	0	8024	8024	8024
ECGD	0	313	313	635
JAPON	550	1235	1782	2464
RUSSIE	0	1710	1710	3477
NCM	0	101	101	205
SACE	0	17	17	34
II - AUTRES BILATERAUX	845	913	1 749	1 816
FONDS SAOUDIEN	845	913	1749	1816
TOTAL BILATERAUX (I+II)	1 405	12 512	13 902	17 059
III - MULTILATERAUX	32	968	1 000	1 936
BID	0	567	567	1135
FED	32	321	353	642
IDA/CEE	0	80	80	159
TOTAL (I+II+III)	1 437	13 480	14 902	18 995

Bamako, le 02 juin 2017

DIRECTION GENERALE DE LA DETTE PUBLIQUE



DETTE EXTERIEURE : PROJECTION D'ALLEGEMENT PPTE 2018-2022.
(montants en millions CFA)

CREANCIERS	2018		2019		2020		2021		2022	
	PRINC.	INT.	PRINC.	INT.	PRINC.	INT.	PRINC.	INT.	PRINC.	INT.
I - CLUB DE PARIS	14123	1120	13276	967	4430	883	4757	816	5101	745
COFACE	370	34	204	7	0	0	0	0	0	0
TRESOR Français	8024	0	7965	0	0	0	0	0	0	0
ECGD	584	51	317	11	0	0	0	0	0	0
RUSSIE	2587	890	2852	847	3132	802	3457	748	3797	690
JAPON	2348	116	1809	89	1269	73	1269	60	1269	48
NCM	186	19	103	4	0	0	0	0	0	0
SACE	24	10	26	9	29	8	31	8	35	7
II - AUTRES CREANCIERS BILATERAUX	1565	251	1565	220	1565	190	1565	159	1043	131
FONDS SAUDIEN	1565	251	1565	220	1565	190	1565	159	1043	131
III - TOTAL CREANCIERS BILATERAUX	15688	1371	14841	1187	5995	1073	6322	975	6144	876
IV - CREANCIERS MULTILATERAUX	1885	51	1762	45	1874	39	1627	33	1557	27
BID	1135	0	1007	0	1114	0	933	0	901	0
FED	604	38	609	33	614	28	548	23	510	18
IDA/CEE	146	13	146	12	146	11	146	10	146	9
TOTAUX GENERAUX	17573	1422	16602,7	1232	7869	1112	7949	1008	7701	903
Cumul pr+int	18 995		17 834		8 981		8 957		8 604	

Bamako, le 02 juin 2017

DIRECTION GENERALE DE LA DETTE PUBLIQUE



ETAT 0

**ESTIMATION DES SUBVENTIONS A
LA CONSOMMATION SUR LES
PRODUITS PETROLIERS**

**ESTIMATION DES SUBVENTIONS A LA CONSOMMATION
SUR LES PRODUITS PETROLIERS**

TABLEAU RECAPITULATIF PAR SOURCE (tous produits confondus)

Année 2017

Période : 1er janvier au 30 juin

SOURCES	VOLUMES TTC (Litres)	MONTANT SUBVENTIONS (F CFA)
Sénégal - Dakar	456 183 913	-28 654 296 363
Côte d'Ivoire - Abidjan	177 281 760	-9 277 440 793
Bénin - Cotonou	46 755 566	-3 487 785 577
Ghana - Tema	10 638 538	-766 926 261
Niger - Zinder	76 488 062	-5 842 801 114
CUMUL	767 347 839	-42 186 448 994
MOYENNE/mois	127 891 307	-7 031 074 832
PREVISIONS 2017	1 534 695 684	-84 372 897 984

Source : ONAP

Bamako, le 24 juillet 2017

**ESTIMATION DES SUBVENTIONS A LA CONSOMMATION
SUR LES PRODUITS PETROLIERS**

Axe : Dakar (Sénégal)

Périodes	janv-17	févr-17	mars-17	avr-17	mai-17	juin-17	CUMUL
Libellés							
Subventions unitaires (F CFA/litre)							
Supercarburant	-56,94	-56,94	-72,28	-47,15	-65,91	-38,18	
Pétrole lampant	172,57	172,57	157,91	181,75	164,30	190,59	
Gasoil	-61,90	-61,90	-80,78	-62,73	-65,09	-46,21	
Volumes TTC (Litres)	64 954 941	76 091 829	91 688 858	58 699 643	74 343 016	90 405 626	456 183 913
Supercarburant	4 918 582	3 192 100	3 428 873	0	5 865 126	4 965 112	22 369 793
Pétrole lampant	0	0	109 020	159 761	0	52 656	321 437
Gasoil	60 036 359	72 899 729	88 150 965	58 539 882	68 477 890	85 387 858	433 492 683
Subventions totales (F CFA)	-3 996 314 681	-4 694 251 399	-7 351 458 545	-3 643 170 236	-4 843 796 315	-4 125 305 187	-28 654 296 363
Supercarburant	-280 064 059	-181 758 174	-247 838 940	0	-386 570 455	-189 567 976	-1 285 799 604
Pétrole lampant	0	0	17 215 348	29 036 562	0	10 035 707	56 287 617
Gasoil	-3 716 250 622	-4 512 493 225	-7 120 834 953	-3 672 206 798	-4 457 225 860	-3 945 772 918	-27 424 784 376

Source : ONAP

**ESTIMATION DES SUBVENTIONS A LA CONSOMMATION
SUR LES PRODUITS PETROLIERS**

Axe : Abidjan (Côte d'Ivoire)

Périodes	janv-17	févr-17	mars-17	avr-17	mai-17	juin-17	CUMUL
Libellés							
Subventions unitaires (F CFA/litre)							
Supercarburant	-53,79	-53,79	-68,89	-43,76	-62,40	-34,67	
Pétrole lampant	176,09	176,09	161,65	185,50	168,16	194,45	
Gasoil	-52,42	-52,42	-71,66	-53,60	-56,26	-37,38	
Volumes TTC (Litres)	32 241 351	27 023 029	32 341 276	24 918 370	30 999 578	29 758 156	177 281 760
Supercarburant	16 432 182	18 360 012	24 133 239	18 501 096	19 994 703	23 143 384	120 564 616
Pétrole lampant	45 213	55 160	460 977	42 659	99 078	149 624	852 711
Gasoil	15 763 956	8 607 857	7 747 060	6 374 615	10 905 797	6 465 148	55 864 433
Subventions totales (F CFA)	- 1 702 272 086	- 1 429 095 785	-2 143 176 222	-1 143 374 080	-1 844 568 650	-1 014 953 969	-9 277 440 793
Supercarburant	-883 887 070	-987 585 045	-1 662 538 835	-809 607 961	-1 247 669 467	-802 381 123	-6 393 669 501
Pétrole lampant	7 961 557	9 713 124	74 516 932	7 913 245	16 660 956	29 094 387	145 860 201
Gasoil	-826 346 574	-451 223 864	-555 154 320	-341 679 364	-613 560 139	-241 667 232	-3 029 631 493

Source : ONAP



**ESTIMATION DES SUBVENTIONS A LA CONSOMMATION
SUR LES PRODUITS PETROLIERS**

Axe : Cotonou (Bénin)

Périodes	janv-17	févr-17	mars-17	avr-17	mai-17	juin-17	CUMUL
Libellés							
Subventions unitaires (F CFA/litre)							
Supercarburant	-77,49	-77,49	-92,59	-67,46	-84,92	-57,19	
Pétrole lampant	152,98	152,98	138,54	162,38	145,91	172,21	
Gasoil	-74,03	-74,03	-93,62	-75,09	-77,80	-58,92	
Volumes TTC (Litres)	11 795 346	8 405 034	5 291 496	5 699 578	7 638 249	7 925 863	46 755 566
Supercarburant	8 346 332	5 200 683	2 755 522	2 372 404	4 422 544	4 829 421	27 926 906
Pétrole lampant	-	-	178 041	-	-	-	178 041
Gasoil	3 449 014	3 204 351	2 357 933	3 327 174	3 215 705	3 096 442	18 650 619
Subventions totales (F CFA)	-902 087 773	-640 219 030	-451 217 669	-409 879 870	-625 744 285	-458 636 950	-3 487 785 577
Supercarburant	-646 757 267	-403 000 926	-255 133 782	-160 042 374	-375 562 436	-276 194 587	-2 116 691 372
Pétrole lampant	0	-	24 665 800	0	-	0	24 665 800
Gasoil	-255 330 506	-237 218 105	-220 749 687	-249 837 496	-250 181 849	-182 442 363	-1 395 760 006

Source : ONAP

MS
ip

**ESTIMATION DES SUBVENTIONS A LA CONSOMMATION
SUR LES PRODUITS PETROLIERS**

Axe : Tema (Ghana)

Périodes	janv-17	févr-17	mars-17	avr-17	mai-17	juin-17	CUMUL
Libellés							
Subventions unitaires (F CFA/litre)							
Supercarburant	-77,74	-77,74	-92,85	-67,71	-85,06	-57,33	
Pétrole lampant	152,73	152,73	138,30	162,15	145,79	172,08	
Gasoil	-74,13	-74,13	-93,60	-75,43	-78,03	-59,15	
Volumes TTC (Litres)	1 063 696	2 283 397	1 216 210	-	1 641 000	4 434 235	10 638 538
Supercarburant	1 063 696	2 283 397	1 216 210	-	1 641 000	4 434 235	10 638 538
Pétrole lampant	-	-	-	-	-	-	-
Gasoil	-	-	-	-	-	-	-
Subventions totales (F CFA)	-82 691 727	-177 511 283	-112 925 099	0	-139 583 460	-254 214 693	-766 926 261
Supercarburant	-82 691 727	-177 511 283	-112 925 099	0	-139 583 460	-254 214 693	-766 926 261
Pétrole lampant	-	-	0	-	-	-	0
Gasoil	0	0	0	0	0	0	0

Source : ONAP

Handwritten signature and initials

**ESTIMATION DES SUBVENTIONS A LA CONSOMMATION
SUR LES PRODUITS PETROLIERS**

Axe : Zinder (Niger)

Périodes	janv-17	févr-17	mars-17	avr-17	mai-17	juin-17	CUMUL
Libellés							
Subventions unitaires (F CFA/litre)							
Supercarburant	-69,81	-69,81	-83,73	-61,31	-70,87	-46,09	
Pétrole lampant	141,09	141,09	127,17	149,59	140,03	164,81	
Gasoil	-97,99	-97,99	-115,69	-100,35	-95,99	-79,47	
Volumes TTC (Litres)	8 122 134	8 416 918	13 317 872	12 493 115	17 696 131	16 441 892	76 488 062
Supercarburant	7 978 262	7 307 108	8 783 790	7 306 955	10 334 673	9 623 604	51 334 392
Pétrole lampant	-	-	-	-	-	-	-
Gasoil	143 872	1 109 810	4 534 082	5 186 160	7 361 458	6 818 288	25 153 670
Subventions totales (F CFA)	-571 060 488	-618 859 491	-1 260 014 683	-968 420 567	-1 439 044 629	-985 401 256	-5 842 801 114
Supercarburant	-556 962 470	-510 109 209	-735 466 737	-447 989 411	-732 418 276	-443 551 908	-3 426 498 011
Pétrole lampant	-	-	0	-	-	-	0
Gasoil	-14 098 017	-108 750 282	-524 547 947	-520 431 156	-706 626 353	-541 849 347	-2 416 303 103

Source : ONAP

ETAT P

**STATISTIQUES SUR LES
EMPLOIS CREES**

**MINISTERE DE L'EMPLOI ET DE LA
FORMATION PROFESSIONNELLE**

**OBSERVATOIRE NATIONAL DE L'EMPLOI
ET DE LA FORMATION**



**REPUBLIQUE DU MALI
UN PEUPLE – UN BUT – UNE FOI**

**Statistiques sur les créations d'emplois 2016 et 2017
et les perspectives pour 2018**

Juillet 2017

1. Statistiques des emplois créés en 2016 et 2017

1.1. Statistiques des emplois créés en 2016

1.1.1. Les emplois créés par le secteur privé en 2016

Tableau N°1 : Répartition du nombre d'emplois créés par les entreprises privées, enregistré par branche d'activité, type de contrat et par sexe en 2016

Branche d'activités	CDD			CDI			Total
	Homme	Femme	Total	Homme	Femme	Total	
Agriculture, Sylviculture, Pêche	177	10	187	155	19	174	361
Activités Extractives	549	22	571	1 229	86	1 315	1 886
Activités de Fabrication	122	9	131	173	35	208	339
Production et Distribution D'électricité et de Gaz	20	0	20	9	1	10	30
Production et Distribution d'Eau, Assainissement, Traitement des Déchets et Dépollution	107	26	133	61	15	76	209
Construction	150	8	158	127	2	129	287
Commerce	240	43	283	99	17	116	399
Transports et Entreposage	236	45	281	213	11	224	505
Hébergement et Restauration	36	16	52	14	1	15	67
Information et Communication	42	7	49	20	7	27	76
Activités Financières et d'Assurance	1 438	284	1 722	1 110	290	1 400	3 122
Activités Immobilières	1	0	1	3	1	4	5
Activités Spécialisées, Scientifiques et Techniques	12	2	14	40	6	46	60
Activités de Services de Soutien et de Bureau	6 166	1 460	7 626	3 869	915	4 784	12 410
Activités d'Administration Publique	35	14	49	56	19	75	124
Enseignement	120	41	161	61	15	76	237
Activités pour la Santé Humaine et l'Action Sociale	95	51	146	121	63	184	330
Activités Artistiques, Sportives et Récréatives	1	0	1	0	0	0	1
Autres Activités de Services N.C.A.	130	36	166	79	7	86	252
Activités Spéciales des Ménages	5	2	7	7	2	9	16
Activités des Organisations Extraterritoriales	71	4	75	21	5	26	101
ND	39	10	49	34	8	42	91
Total	9 792	2 090	11 882	7 501	1 525	9 026	20 908

Source : Calcul de l'ONEF à partir des données collectées auprès de la Direction Nationale du Travail (DNT)

Tableau N°2 : Répartition du nombre d'emplois créés par le secteur privé, enregistré par trimestre, type de contrat et par sexe en 2016

Période	CDD			CDI			Ensemble
	Homme	Femme	Total	Homme	Femme	Total	
Trimestre 1	2 701	618	3 319	480	2 292	2 772	6 091
Trimestre 2	3 944	828	4 772	2 397	575	2 972	7 744
Trimestre 3	1 649	350	1 999	1 430	239	1 669	3 668
Trimestre 4	1 498	294	1 792	1 382	231	1 613	3 405
Total	9 792	2 090	11 882	5 689	3 337	9 026	20 908

Source : Calcul de l'ONEF à partir des données collectées auprès de la Direction Nationale du Travail (DNT)

Tableau N°3 : Répartition du nombre d'emplois créés par le secteur privé, enregistré par Région, type de contrat et par sexe en 2016

Région	CDD			CDI			Total
	Homme	Femme	Total	Homme	Femme	Total	
Kayes	431	59	490	1 528	184	1 712	2 202
Koulikoro	546	120	666	609	107	716	1 382
Sikasso	406	66	472	782	134	916	1 388
Ségou	489	90	579	403	112	515	1 094
Mopti	767	207	974	216	63	279	1 253
Tombouctou	995	153	1 148	146	26	172	1 320
Gao	764	199	963	375	58	433	1 396
Kidal	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND
Bamako	5 310	1 241	6 551	3 429	893	4 322	10 871
Total	9 708	2 135	11 843	7 488	1 577	9 065	20 908

Source : Calcul de l'ONEF à partir des données collectées auprès de la Direction Nationale du Travail (DNT)

1.1.2. Les emplois créés par le secteur public en 2016

Tableau N°4 : Répartition du nombre d'emplois créés par département ministériel et par sexe en 2016

Départements Ministériels et Institutions	Homme	Femme	ND	Total
Ministère de la Solidarité, de l'Action Humanitaire et de la Reconstruction du Nord			412	412
Ministère de l'Enseignement Supérieur			160	160
Ministère du Travail, de la Fonction Publique et de la Réforme de l'Etat chargé des Relations avec les Institutions	473	261		734
Ministère de l'Energie et de l'Eau	46	5	30	81
Ministère des Mines	1 175	17		1 192
Ministère de l'emploi, de la formation professionnelle, de la jeunesse et de la construction citoyenne	940	20	201	1 161
Ministère de l'habitat et de l'Urbanisme	15 012	28	5 694	20 734
Ministère de l'Equipeement des Transports et du Désenclavement	12 673	490	3 857	17 020
Ministère de la Décentralisation et de la réforme de l'Etat	100	15		115
Ministère de la Sécurité et de la Protection Civile	2 372	328		2 700
Ministère de la Jeunesse et de la Construction Citoyenne	144	49		193
Ministère de l'environnement	471	107		578
Ministère de la Promotion Féminine de l'Enfant et de la Famille	0	544		544
Ministère de l'Administration Territoriale	123	41		164
Ministère de l'élevage et de la Pêche	500	0		500
Haut Conseil des Collectivités	7	1		8
Total	34 029	1 905	10 354	46 296

Source : Calcul de l'ONEF à partir des données fournies par les points focaux des Départements Ministériels, ONEF/DNE 2016

1.2. Statistiques des emplois créés de Janvier à juin 2017

1.2.1. Les emplois créés par le secteur privé au premier semestre 2017

Tableau N°5 : Répartition du nombre d'emplois créés par le secteur privé, enregistrés par branche d'activité, type de contrat et par sexe au premier semestre 2017

Branche d'activités	CDD			CDI			Total
	Homme	Femme	Total	Homme	Femme	Total	
Agriculture, Sylviculture, Pêche	365	53	418	141	12	153	571
Activités Extractives	1 033	62	1 095	437	23	460	1 555
Activités de Fabrication	490	19	509	229	17	246	755
Production et Distribution D'électricité et de Gaz	132	45	177	73	21	94	271
Production et Distribution d'Eau, Assainissement, Traitement des Déchets et Dépollution	257	46	303	98	29	127	430
Construction	971	55	1 026	227	19	246	1 272
Commerce	432	226	658	416	83	499	1 157
Transports et Entreposage	196	28	224	73	3	76	300
Hébergement et Restauration	191	36	227	87	17	104	331
Information et Communication	104	24	128	115	25	140	268
Activités Financières et d'Assurance	194	48	242	68	30	98	340
Activités Immobilières	3	1	4	10	3	13	17
Activités Spécialisées, Scientifiques et Techniques	211	59	270	130	18	148	418
Activités de Services de Soutien et de Bureau	3 222	1 216	4 438	1 007	194	1 201	5 639
Activités d'Administration Publique	318	128	446	198	77	275	721
Enseignement	297	122	419	422	107	529	948
Activités pour la Santé Humaine et l'Action Sociale	958	319	1 277	458	232	690	1 967
Activités Artistiques, Sportives et Récréatives	24	3	27	34	11	45	72
Autres Activités de Services N.C.A.	568	177	745	188	45	233	978
Activités Spéciales des Ménages	52	22	74	4	4	8	82
Activités des Organisations Extraterritoriales	584	171	755	140	30	170	925
ND	0	0	0	0	0	0	0
Total	10 602	2 860	13 462	4 555	1 000	5 555	19 017

Source : Calcul de l'ONEF à partir des données collectées auprès de la Direction Nationale du Travail (DNT)

Tableau N°6 : Répartition du nombre d'emplois créés par le secteur privé, enregistrés par Région, type de contrat et par sexe au premier semestre 2017

Région	CDD			CDI			Total
	Homme	Femme	Total	Homme	Femme	Total	
Kayes	1 046	103	1 149	516	44	560	1 709
Koulikoro	890	114	1 004	260	56	316	1 320
Sikasso	719	80	799	459	94	553	1 352
Ségou	565	82	647	353	66	419	1 066
Mopti	588	154	742	155	38	193	935
Tombouctou	883	144	1 027	139	15	154	1 181
Gao	501	62	563	163	27	190	753
Kidal	18	9	27	15	1	16	43
Bamako	5 392	2 112	7 504	2 495	659	3 154	10 658
Total	10 602	2 860	13 462	4 555	1 000	5 555	19 017

Source : Calcul de l'ONEF à partir des données collectées auprès de la Direction Nationale du Travail (DNT)

Tableau N°7 : Répartition du nombre d'emplois créés par le secteur privé par trimestre, type de contrat et par sexe au premier semestre 2017

Période	CDD			CDI			Total
	Homme	Femme	Total	Homme	Femme	Total	
Trimestre 1	4 950	1 439	6 389	2 403	527	2 930	9 319
Trimestre 2	5 652	1 421	7 073	2 152	473	2 625	9 698
Total	10 602	2 860	13 462	4 555	1 000	5 555	19 017

Source : Calcul de l'ONEF à partir des données collectées auprès de la Direction Nationale du Travail (DNT)

1.2.2. Les emplois créés par le secteur public au premier semestre 2017

Tableau N°8 : répartition du nombre d'emplois créés par trimestre, type de contrat et par sexe au premier semestre 2017

Ministères et Institutions	Hommes	Femmes	ND	Total
Ministère de la défense et des anciens combattants	4 750	250		5 000
Ministère de l'administration territoriale et de la réforme de l'Etat	2 221	530		2 751
Ministère de l'Equipement et du Désenclavement	1 249	0		1 252
Ministère de la Santé et de l'hygiène Publique			619	619
Ministère de la Décentralisation et de la fiscalité Locale			912	912
Ministère des sports		16		16
Total	8 236	780	1 531	10 550

Source : Calcul de l'ONEF à partir des données fournies par les points focaux des Départements Ministériels, ONEF/DNE 2016

1.3. Récapitulatif des emplois créés par les secteurs privé et public du 1er janvier 2016 au 30 juin 2017

Tableau N°9 : Récapitulatif des emplois créés par trimestre par le secteur privé du 1^{er} janvier 2016 au 30 juin 2017

Trimestre	CDD			CDI			Ensemble
	Homme	Femme	Total	Homme	Femme	Total	
Trimestre 1_2016	2 701	618	3 319	480	2 292	2 772	6 091
Trimestre 2_2016	3 944	828	4 772	2 397	575	2 972	7 744
Trimestre 3_2016	1 649	350	1 999	1 430	239	1 669	3 668
Trimestre 4_2016	1 498	294	1 792	1 382	231	1 613	3 405
Trimestre 1_2017	4 950	1 439	6 389	2 403	527	2 930	9 319
Trimestre 2_2017	5 652	1 421	7 073	2 152	473	2 625	9 698
Total	20 394	4 950	25 344	10 244	4 337	14 581	39 925

Source : Calcul de l'ONEF à partir des données collectées auprès de la Direction Nationale du Travail (DNT)

Tableau N°10 : Récapitulatif des emplois créés par le secteur public du 1^{er} janvier 2016 au 30 juin 2017

Départements Ministériels et Institutions	Homme	Femme	ND	Total
Ministère de la Solidarité, de l'Action Humanitaire et de la Reconstruction du Nord			412	412
Ministère de l'Enseignement Supérieur			160	160
Ministère du Travail, de la Fonction Publique et de la Réforme de l'Etat chargé des Relations avec les Institutions	473	261		734
Ministère de l'Energie et de l'Eau	46	5	30	81
Ministère des Mines	1 175	17		1 192
Ministère de l'emploi, de la formation professionnelle, de la jeunesse et de la construction citoyenne	940	20	201	1 161
Ministère de l'habitat et de l'Urbanisme	15 012	28	5 694	20 734
Ministère de l'Equipement des Transports et du Désenclavement	12 674	492	3 857	17 023
Ministère de la Décentralisation et de la réforme de l'Etat	100	15		115
Ministère de la Sécurité et de la Protection Civile	2 372	328		2 700
Ministère de la Jeunesse et de la Construction Citoyenne	144	49		193
Ministère de l'environnement	471	107		578
Ministère de la Promotion Féminine de l'Enfant et de la Famille	0	544		544
Ministère de l'Administration Territoriale	123	41		164
Ministère de l'administration territoriale et de la réforme de l'Etat	2 221	530		2 751
Ministère de l'élevage et de la Pêche	500	0		500
Ministère de la défense et des anciens combattants	4 750	250		5 000
Ministère de la Santé et de l'hygiène Publique			619	619
Ministère de la Décentralisation et de la fiscalité Locale			912	912
Ministère des sports	16			16
Ministère de l'Equipement et du Désenclavement	1 249	0		1 249
Haut Conseil des Collectivités	7	1		8
Total	42 273	2 688	11 885	56 846

Source : Calcul de l'ONEF à partir des données fournies par les points focaux des Départements Ministériels, ONEF/DNE 2016

Du 1^{er} janvier 2016 au 30 juin 2017, au total, **96 771 emplois** ont été créés, dont 39 925 pour le secteur privé (41,26%).

2. Les perspectives pour l'exercice 2018

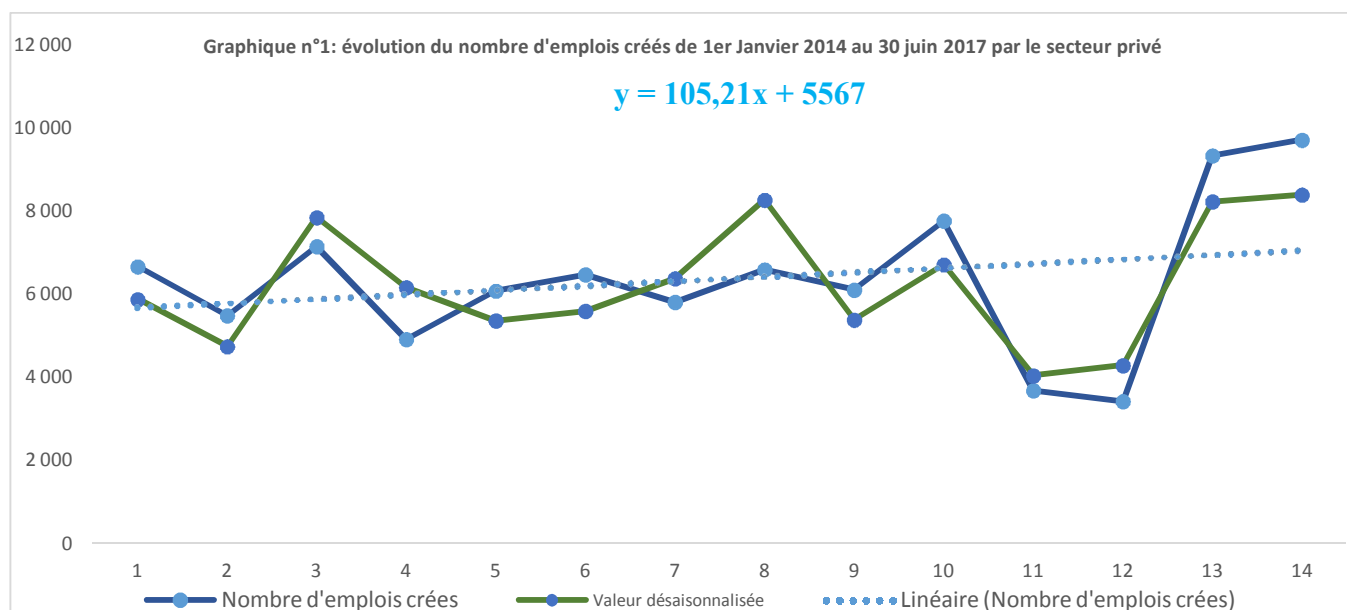
2.1. Les perspectives de création d'emplois par le secteur privé

Nous disposons d'une série de données collectées trimestriellement de Janvier 2014 à juin 2017 sur les créations d'emplois par le secteur privé. L'évolution de cette série se présente comme suit :

Tableau N°11 : évolution du nombre d'emplois créés par le secteur privé de janvier 2014 à juin 2017

Période	Rand de la série	Nombre d'emplois créés
Trimestre 1_2014	1	6 650
Trimestre 2_2014	2	5 471
Trimestre 3_2014	3	7 136
Trimestre 4_2014	4	4 899
Trimestre 1_2015	5	6 066
Trimestre 2_2015	6	6 458
Trimestre 3_2015	7	5 795
Trimestre 4_2015	8	6 577
Trimestre 1_2016	9	6 091
Trimestre 2_2016	10	7 753
Trimestre 3_2016	11	3 668
Trimestre 4_2016	12	3 405
Trimestre 1_2017	13	9 319
Trimestre 2_2017	14	9 698
Total		88 986

Source : Calcul de l'ONEF à partir des données collectées auprès de la Direction Nationale du Travail (DNT)



Source : Calcul de l'ONEF à partir des données collectées auprès de la Direction Nationale du Travail (DNT)

A partir de l'évolution de ces données et des résultats de l'estimation d'un modèle économétrique simple, nous prévoyons le nombre de création d'emplois par le secteur privé comme suit :

Tableau N°12 : Evolution prévisionnelle du nombre d'emplois créés par le secteur privé du 3^{ème} trimestre 2017 au 4^{ème} trimestre 2018

Période	Prévision création d'emplois par le secteur privé
Trimestre 3_2017	6 509
Trimestre 4_2017	5 778
Trimestre 1_2018	8 345
Trimestre 2_2018	8 637
Trimestre 3_2018	6 892
Trimestre 4_2018	6 114
Total	42 275

Source : Calcul de l'ONEF à partir des données collectées auprès de la Direction Nationale du Travail (DNT)

Nous estimons que si les conditions économiques, sociales et sécuritaires sont favorables, le secteur privé pourrait créer **42 275 emplois** d'ici fin 2018, dont **12 287 emplois pour les 3^{ème} et 4^{ème} trimestres 2017** et **29 988 emplois pour l'année 2018**.

2.2. Les perspectives de création d'emplois par le secteur public

Contrairement aux statistiques sur les créations d'emplois du secteur privé, nous ne disposons pas pour l'instant de longue série sur les créations d'emplois du secteur public. Ces statistiques sont généralement disponibles en fin d'année. La non disponibilité de longue série rend difficile l'utilisation d'outils statistiques appropriés pour faire des prévisions pour 2018 en termes de création d'emplois pour le secteur public.

Néanmoins, les perspectives macroéconomiques à moyen terme sont bonnes. Du fait de la reprise amorcée depuis 2013, la croissance économique devrait rester supérieure à sa tendance (environ 4.5 %) jusqu'à la fin 2018, avec un taux de 5.4 % en 2017 et 5.0 % en 2018, puis retomber à son niveau tendanciel. Quant au taux d'inflation, il devrait se situer dans les années à venir largement en deçà du plafond de 3.0 % de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA), avec un taux de 0.9 % en 2017 et 1.6% en 2018¹. Néanmoins, ces perspectives optimistes dépendent fortement de l'apaisement du climat social, de l'amélioration des conditions sécuritaires du pays et de la bonne gestion des finances publiques.

Ainsi, avec ces bonnes perspectives macro-économiques et le maintien de la tendance des emplois créés par le secteur public, **nous pourrions envisager au moins 21 000 emplois en 2017 et 19 500 emplois en 2018**. Ces emplois pourraient être créés à travers les recrutements

¹ <http://www.africaneconomicoutlook.org/fr/notes-pays/mali>

prévus à la fonction publique d'Etat et celle des collectivités. L'Etat envisage également d'injecter au titre de 2018 plus de 117 milliards dans la construction et l'entretien des routes. La réalisation de ces investissements routiers pourrait générer des centaines d'emplois.

En somme, nous estimons au moins le nombre total d'emploi créé par les secteurs public et privé comme suit :

Tableau N°13 : Prévision du nombre total d'emplois créé par secteur et par année

Secteur	Année		Total
	2 017	2 018	
Emplois créés par le secteur public	21 000	19 500	40 500
Emplois créés par le secteur privé	31 304	29 988	61 292
Total	52 304	49 488	101 792

ETAT Q

SUBVENTIONS A L'ENERGIE DU MALI (EDM SA)

Projet d'annexe à la LFI 2018 portant sur les subventions à Energie du Mali (EDM-SA)

1. Données historiques

DONNEES HISTORIQUES														
Période	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Production (GWh)	631	721	805	866	943	1 004	1 097	1 213	1 301	1276	1 402	1 574	1 712	1 905
SUBVENTIONS (Millions de FCFA)	7 200				3 000	3 400		14 281	10 906	30 000	59 249	57 108	42 000	33 656
Résultat avant subventions (Millions de FCFA)	- 7 206	-7 211	-3 074	-1 092	- 9 778	- 9 070	-17 814	- 14 245	- 28 895	- 42 291	- 38 690	-56 632	-55 071	
Résultat après subventions (Millions de FCFA)	- 6	- 7 211	-3 074	-1 092	- 6 778	- 5 670	- 396	- 36	-15 315	- 12 291	17 545	476	-13 071	
Coût moyen de production (FCFA/KWH)			95,96	93,7	106,8	1 08,4	94,5	99,6	101,2	104,3	1 09,8	113,6	114,8	
Prix moyen de vente (FCFA/KWH)	95,20	88,77	79,37	85,64	86,47	87,35	88,82	91,09	91,64	91,33	92,53	96,90	96,45	96,30

2. Distribution estimée des subventions à EDM au sein de la population en fonction des niveaux de consommation de la clientèle

En 2016 le rapport entre le chiffre d'affaires sans subvention et la quantité annuelle d'électricité facturée a été de 96,30 FCFA/kWh ; avec subvention, ce rapport a été est de 118,92FCFA/kWh. Ainsi, le montant de la subvention/kWh a été de 22,62 FCFA.

Les 33 656 millions de FCFA de subvention se répartissent, selon les tranches tarifaires de EDM-SA et en fonction des quantités consommées par type de client, comme suit :

2.1 Répartition uniforme de la subvention selon le niveau de consommation

Tableau 1 :

Categories de clients	Part subvention 2014
TARIF SOCIAL (*)	44%
TARIF NORMAL (**)	24%
MOYENNE TENSION (***)	32%

(*) Catégorie de clients facturés sur quatre tranches tarifaires (de 59 FCFA/kWh à 130 FCFA/kWh) ;

(**)Catégorie de clients facturés sur deux tranches tarifaires. (109 FCFA/kWh à 130 FCFA/kWh) ;

(***) Les industriels et assimilés.

2.2 Répartition différenciée de la subvention en tenant compte des tarifs appliqués aux différents clients

Le système tarifaire en vigueur (voir tableau ci-dessous) engendre des subventions croisées entre différents groupes tarifaires. Nous procédons ici à une analyse de ce phénomène afin de donner un éclairage complet sur la subvention par catégorie de client.

On remarquera tout d'abord que tous les clients industriels ont bénéficié de la subvention, tous les prix de vente étant inférieurs à 118,92 FCFA/kWh, niveau de revenu par kilowattheure ayant permis l'équilibre en 2016. Cependant, les clients, selon leurs groupes tarifaires et les quantités d'électricité consommées, ont bénéficié différemment de la subvention.

Les clients du tarif social ont bénéficié de subvention sur les 200 premiers kWh d'électricité consommée, ceux-ci étant facturés entre 59 FCFA et 109 FCFA par kWh.

Les clients du tarif normal ont bénéficié de subvention sur les 200 premiers kWh d'électricité consommée, ceux-ci étant facturés à 109 FCFA par kWh.

Sur les tranches de consommation excédant les 200 kWh et facturés au prix unitaire de 130 FCFA le kWh, ces clients (aussi bien du tarif social que du tarif normal) apportent une subvention croisée pour l'équilibre.

Il a été procédé à une segmentation des ventes par type tarifaire et par quantité facturé selon les tranches définies dans les tableaux des Grilles Tarifaires ci-dessous.

Les quantités par tranche tarifaire ont été multipliées par les écarts obtenus entre les prix unitaires des tranches et le prix de 118,92 FCFA. Le tableau suivant illustre les résultats obtenus :

Tableau 2

SYNTHESE	BT Tarif social	BT Tarif Normal	Total BT	MT	TOTAL
Consommation en GWh	370,04	416,19	786,23	558,93	1 345,16
Subvention en milliard FCFA	14,792	8,094	22,89	10,77	33,66
Nombre de clients	299 452	161 244	460 696	2 065	462 761
Part de la consommation	27,51%	30,94%	58,45%	41,55%	100,00%
Part de la subvention	43,95%	24,05%	68,00%	32,00%	100,00%
Part Nombre Client	64,71%	34,84%	99,55%	0,45%	100,00%

Rappel système tarifaire appliqué par EDM-SA

Grille tarifaire de la Basse tension

	Consommation mensuelle en kWh comprise entre		Prix unitaire FCFA/kWh
tranche 1	0	50	59
tranche 2	51	100	94
tranche 3	101	200	109
tranche 4	201	plus de 201	130

	Consommation mensuelle en kWh comprise entre		Prix unitaire FCFA/kWh
tranche 1	0	200	109
tranche 2	201	plus de 201	130

Grille tarifaire de la Moyenne tension

	Tranche d'heures dans laquelle la consommation en kWh est effectuée		Prix unitaire FCFA/kWh
Heures de pointe	18h00	23h59	110
Heures pleines	06h00	18h00	75
Heures creuses	00h00	06h00	55

La clientèle BT (tarif social) représente 64,71% des clients, avec une consommation globale de 27,51 % bénéficie de 43,95 % de la subvention soit **14,79 milliards FCFA**. La part de la subvention est supérieure à celle de la consommation. Les consommateurs de ce tarif avec les prix unitaires les plus bas sont les plus subventionnés.

Les clients BT du tarif normal 34,84 % des clients (soit 161 244 clients) présentent une part de subvention plus faible 24,05 % (**8,09 milliards de FCFA**), ils font 30,94 % de la consommation globale.

Globalement, les **460 696 clients de la basse tension (99,55% des clients en nombre)**, en majorité des clients domestiques, ont bénéficié de **22,89 milliards de FCFA** de subvention, soit près de 68% de la subvention totale.

Les 2065 clients Moyenne Tension (industriels en majorité, et PME) ne représentant que 0,45% de la clientèle, ont bénéficié de **10,77 milliards FCFA** de subvention, une part à hauteur de 32%, largement en dessous de la part de l'énergie consommée 41,55%.

2.3 Conclusions

L'hypothèse de la répartition uniforme de la subvention attribue moins au tarif social de la Basse Tension. La répartition uniforme affecte plus les clients du tarif normal Basse tension et clients de la Moyenne Tension.

	Tarif Social	Tarif Normal	Tarif Moyenne Tension
Répartition uniforme selon les quantités d'électricité consommée	9,26	10,41	13,98
Répartition différenciée selon les tarifs par client	14,79	8,09	10,77
Ecart entre les deux répartitions de subvention	5,53	-2,32	-3,21

L'écart entre les deux modes de répartition met en exergue la notion des subventions croisées entre les clients facturés à des tarifs différents. Si les clients BT du tarif social bénéficient 5,53 milliards FCFA de subvention croisée, celle-ci est apportée par les clients du tarif normal et de la moyenne tension.

3. Indicateurs de performance

Indicateurs	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
1 Puissance totale installée (MW)	333,3	394,7	425,1	467,2	528,1	533,2	590,2
2 Puissance totale disponible des centrales énergie renouvelable (MW)		0,2	0,2	0,2	1,4	1,4	1,4
3 Puissance disponible							
4 Energie totale produite (GWh)	1 212,8	1 298,8	1 276,3	1 402,0	1 573,9	1 712,0	1 905,3
5 Energie brute totale produite renouvelable (GWh) solaire		0,1	0,1	0,1	1,2	1,5	1,9
6 Energie importée (GWh)	0,0	0,0	13,4	212,5	313,6	246,5	276,3
9 Pertes distribution (%)	18,6%	15,6%	17,0%	15,7%	17,4%	17,76%	17,76%
10 Taux énergie non distribuée (%)	0,4%	0,4%	2,3%	1,3%	0,9%	0,2%	0,2%
11 Taux recouvrement global (%) à M+12	98,0%	98,1%	97,7%	97,7%	98,7%	98,7%	98,5%
12 Taux recouvrement instances officielle (%)							
13 Taux recouvrement clients paraétatiques (%)							
15 Arriérés auprès fournisseurs privés	24 084,0	35 691,0	43 767,0	35 779,0	48 699,0	87 810,9	113 684,0
16 Arriérés fiscaux auprès Etat	12 291,0	7 192,0	15 314,0	9 634,0	9 992,0	16 029,5	13 384,0
17 Energie facturée (GWh)	950,9	1 044,3	1 012,4	1 104,7	1 225,8	1 332,3	1 488,9
18 Nombre total clients	233 354,0	261 008,0	290 042,0	313 621,0	346 978,0	400 690,0	458 869
19 Nombre clients résidentiels	231 864,0	259 438,0	288 382,0	311 952,0	345 141,0	398 760,0	450 413,0
20 Nombre employés	1 340,0	1 344,0	1 304,0	1 314,0	1 495,0	1 906,0	2 059,0
21 Ratio clients/employé	174,1	194,2	222,4	238,7	232,1	210,2	222,9
22 Tarif Moyen (FCFA/kWh)	90,8	90,3	91,5	95,9	97,4	97,8	99,1
23 Tarif Moyen résidentiels (FCFA/kWh)	100,3	99,4	100,0	105,2	105,6	104,7	106,5
24 Revenus recouverts par kWh produit (FCFA/kWh)	93,9	100,2	78,3	82,4	90,3	98,5	93,4
25 Revenus recouverts par kWh facturé (FCFA/kWh)	119,7	124,6	98,8	104,6	115,9	126,6	119,5
26 Ventes totales (FCFA millions)	85 886,9	93 886,4	91 403,4	104 077,1	118 191,3	137 340,9	151 145,4
27 Revenus totaux recouverts (FCFA millions) (Encaissements)	113 853,5	130 142,5	99 995,6	115 531,5	142 121,2	168 630,4	177 975,6
28 Salaire/charges de personnel (FCFA millions)	12 938,5	10 951,0	11 774,6	12 338,0	13 461,4	17 952,6	22 233,6
29 Dépenses effectives entretien production (FCFA millions)	2 836,3	2 682,5	1 480,9	3 179,7	1 477,2	2 203,8	1 407,1
30 Dépenses effectives T&D (FCFA millions)	3 986,8	2 365,3	3 106,9	1 813,5	2 950,8	1 198,4	3 152,9
31 Clients résidentiels avec compteurs à prépaiement		25 260,0	55 234,0	79 451,0	125 267,0	181 731,0	246 738,0
32 Résultats d'exploitation (± FCFA millions)	-24 416,4	-15 321,4	-7 696,3	23 833,4	10 535,4	813,5	-11 275,7
33 Résultats Nets avec Subventions (± FCFA millions)	-35,7	-15 314,8	-12 291,3	17 544,9	474,8	-13 071,3	-26 364,0
34 Mouvements sorties du personnel	106,0	64,0	36,0	43,0	42,0	62,0	60,0

Glossaire

- 1- Capacité de production mesurée en MW
- 9- Pertes techniques liées au transport et à la distribution inhérente à l'électricité
- 10- Délestages ou incapacité de distribuer
- 11- Le niveau d'encaissement d'une facture émise sur une période de 12 mois
- 17- Quantité d'énergie consommée par les clients et facturée par EDM-SA
- 23- Tarif moyen basse tension
- 29- Maintenances préventives et curatives des ouvrages de production
- 30- Dépenses relatives à l'entretien des ouvrages de distribution et de transport

ETAT R

LISTE DES TAXES PARAFISCALES ET LEUR EVALUATION

PREVISIONS DE RECOUVREMENT 2018 DES TAXES PARAFISCALES

(Unité en millions de F CFA)

Code	Désignation	Budget	Prévisions 2018
712 100	CONTRIBUTION FORFAITAIRE (CF au taux de 3%)	National (BN)	13 949
	Taxe Formation Professionnelle- TFP (2% x Base CF)	FAFPA	5 707
	Taxe Emploi Jeunes- TEJ (2% x Base CF)	APEJ	5 707
	Taxe-Logement- TL (1% x Base CF)	OMH	2 853
	Taxe Touristique	OMATHO	1 514
	Contribution de solidarité sur les billets d'avion	Projet SIDA	311
	Redevance Régulation	ARMDS	973

NB: ⇒ Les prévisions TFP, TEJ et TL sont établies sur la base des réalisations estimées pour 2017 en tenant compte

du taux d'accroissement des recettes de la DGI et des entreprises non passible de CF (conventionnées avec stabilité fiscale).

⇒ Les prévisions de Taxe Touristique, de Contribution de solidarité sur les billets d'avion, et de la Redevance de Régulation sont établies sur la base des réalisations estimées de l'exercice précédent (2017) auxquelles sont appliqués les taux de croissance des recettes du budget national en 2018 (accroissement des recettes 7,19%)

Bamako, le 16 août 2017

Le Directeur Général

Sidima DIENTA

Chevalier de l'Ordre National

ETAT S

**ANNEXE SUR LES DEPENSES
FISCALES**

INTRODUCTION :

La fiscalité malienne se caractérise par une multitude d'exceptions et de régimes particuliers, dérogeant aux règles de droit commun. Ces dispositions de la loi fiscale qui comprennent des exonérations et divers mécanismes affectant le calcul de l'impôt, concernent aussi bien la fiscalité des ménages que celle des entreprises.

Ces dispositions dérogatoires sont qualifiées par les spécialistes de « dépenses fiscales ».

Le concept de dépenses fiscales, qui « apparaît à la fois comme le symétrique de l'expression dépenses budgétaires et comme le négatif de l'expression recettes fiscales », permet de souligner que ces dispositions fiscales dérogatoires représentent un manque à gagner pour le budget de l'Etat, même si ce coût est, moins visible et moins connu que celui des autres dépenses publiques.

L'expression « dépense fiscale » ne doit cependant pas conduire à considérer que l'ensemble des flux économiques (revenus, épargne, valeur ajoutée, etc.) constituent par nature une matière taxable et que toute exemption peut être présentée comme une moindre recette pour l'Etat.

Toutes fois, le foisonnement des dispositions fiscales dérogatoires pourrait conduire à des «démembrements de la fiscalité» et aller à l'encontre de l'esprit de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen de 1789, dont l'article 13 prévoit que l'indispensable contribution commune « doit être également répartie entre les citoyens, en raison de leurs facultés ».

A ces différentes facettes de la fiscalité dérogatoire correspondent des enjeux essentiels : celui de la maîtrise budgétaire de ces dispositifs dans un contexte de finances publiques particulièrement tendu, celui de l'efficacité de ces dispositifs ou encore celui de la simplification de la fiscalité.

Ainsi, pour une meilleure transparence financière du budget général de l'État, et dans une optique d'optimisation du rendement fiscal et d'amélioration de la performance, il est nécessaire de procéder à l'évaluation du coût budgétaire de ces dépenses fiscales.

La présente évaluation porte en partie sur la fiscalité directe et indirecte. Elle est axée sur les chiffres relatifs aux exonérations accordées par la Direction Générale des Impôts et la Direction Générale des Douanes.

Le présent rapport, s'articule autour de quatre chapitres :

- Chapitre I, la présentation globale des dérogations fiscales ;

- Chapitre II, la dépense Fiscale : définition générale, définition du système de référence ;
- Chapitre III, le Cadre Méthodologique ;
- Chapitre IV, l'Analyse Budgétaire des Dépenses Fiscales.

CHAPITRE I : PRESENTATION GLOBALE DES EXONERATIONS FISCALES :

Les exonérations fiscales font partie des outils de politiques fiscales des gouvernements. Elles sont utilisées en lieu et place des dépenses directes pour dynamiser, encourager ou soutenir des secteurs d'activité et/ou une catégorie de contribuables. Ce sont des formes de dépenses de droit permettant au contribuable qualifié de prétendre au bénéfice de l'argent public. Elles proviennent de sources différentes et peuvent prendre diverses formes.

1) Les sources des exonérations :

Les mesures d'exonérations fiscales découlent aussi bien du régime de droit commun (Code Général des Impôts, Code des Douanes), des régimes dérogatoires permettant à certains contribuables de bénéficier d'allègement fiscal (Code des Investissements, Code Minier, Code Pétrolier, loi sur la promotion immobilière, loi sur les micros finances, etc.), des conventions internationales et bilatérales, que des mesures exceptionnelles décidées par le Gouvernement pour la gestion de problèmes socio-économiques conjoncturels (ordonnance, décret, arrêtés).

2) Nature des exonérations :

Les dérogations fiscales portent, soit sur l'assiette imposable, soit sur les taux d'imposition, soit sur la trésorerie de l'entreprise :

- Au niveau de **l'assiette imposable**, les mesures dérogatoires concernent les exonérations totales ou partielles, temporaires ou définitives, les déductions, les décotes, les abattements et les provisions en franchise d'impôts ;
- Au niveau **des taux d'imposition**, l'écart entre les taux préférentiels accordés à certaines activités et les taux normaux est considéré comme une dépense fiscale (taux réduit de Taxe sur La Valeur Ajoutée par exemple) ;
- Les amortissements dégressifs constituent des **facilités de trésorerie**.

Par ailleurs, les dérogations fiscales peuvent prendre différentes formes :

- **exonérations** : montants exclus de la base d'imposition ;

- **abattement ou déductions** : montants déduits du revenu de référence pour obtenir la base d'imposition ;
- **décote** : montant calculé sur la base d'un plafond et déduit de l'impôt calculé ;
- **réduction de taux** : taux d'imposition réduit appliqué à une catégorie de contribuables ou de transactions imposables ;
- **report d'impôt** : délai de paiement de l'impôt (*Exemple: dépréciation accélérée*);
- **Crédits d'impôt** : montants déduits de l'impôt dû mais remboursables

L'inventaire de toutes les mesures d'exonérations fiscales en vigueur provenant de différentes sources a permis de recenser sept cent cinquante quatre (754) dispositions dérogatoires (Voir Annexe 1)

CHAPITRE II : LES DEPENSES FISCALES

L'atelier, organisé par la commission de l'UEMOA les 5 et 6 mars 2014 avec l'appui du ministère français des Affaires étrangères et du Pôle Stratégies de Développement et Finances Publiques du centre régional du PNUD pour l'Afrique en vue « **d'harmoniser la compréhension de la notion de dépenses fiscales et la méthodologie d'évaluation de leurs coûts** » dans les Etats membres de l'UEMOA, a dégagé *certaines idées prioritaires* quant à la définition de la dépense fiscale, de la norme et du système de référence (régime fiscal de base), de la délimitation du périmètre d'évaluation aux impôts nationaux et de la méthodologie à adopter.

1) Définition de la dépense fiscale :

Cet atelier a défini la dépense fiscale « **comme un abandon définitif de recette fiscale sans tenir compte de l'ancienneté de l'exonération accordée, ni du régime suspensif** ».

La dépense fiscale est donc une perte de recettes pour l'État, et pour le contribuable, un allègement de charges fiscales par rapport à ce qui serait résulté de l'application de la norme, c'est-à-dire des principes généraux du droit fiscal malien.

Néanmoins, toute mesure entraînant une perte de recettes pour le budget de l'État n'est pas nécessairement une dépense fiscale.

Les caractéristiques qui peuvent aider à la qualification d'une mesure de dérogation fiscale en « dépense fiscale » sont :

a) la dérogation par rapport à un système de référence (qualifier une mesure de "dépense fiscale" suppose de se référer à une législation de base à laquelle elle dérogerait) ;

- b) la motivation à but incitatif ;
- c) la possibilité de remplacement par une subvention directe.

L'identification des dépenses fiscales est un exercice de **classification** qui revient à établir une distinction, dans les dispositions fiscales en vigueur, **entre celles qui relèvent d'un système fiscal de référence** (découlant de la norme) **et une série de dispositions qui dérogent à ce système**. Elle requiert donc **une définition claire du système de référence**.

La définition d'un système de référence est donc l'étape essentielle du processus d'évaluation de la dépense fiscale.

2) Définition du système de référence :

Il n'y a pas une définition standard du système de référence qui serait une norme communément admise au niveau international.

Il implique pour chaque pays, des choix de politiques économiques sociales et fiscales. En outre, elle est susceptible d'évoluer en fonction de la législation nationale ou communautaire. A ce titre, deux options sont envisageables :

- (1) sur la base de la législation existante ;
- (2) ou en considérant le système optimal visé à terme (meilleures pratiques connues pour chaque taxe à l'interne et /ou à l'externe).

L'option (1) plus pragmatique est le plus souvent choisie par les pays.

Ceci signifie que les éléments du cadre de référence (la norme) doivent **être de nature législative et revêtir un caractère général**.

Trois critères définissent le système de référence : ancienneté de la mesure, caractère général et doctrine fiscale.

Cependant, le critère d'ancienneté n'a pas été retenu par la commission de l'UEMOA pour assimiler une dépense fiscale à une composante d'un système fiscal de référence.

Certains organismes internationaux estiment que le système fiscal de référence doit comprendre : « La structure des taux, les conventions comptables, la déductibilité des paiements obligatoires, des dispositions visant à faciliter l'administration et des dispositions concernant les obligations fiscales internationales. »

Les aspects structurels de la législation, comme les abattements personnels ou les taux progressifs, sont aussi jugés comme faisant partie du système fiscal de référence et ne sont donc pas des dépenses fiscales.

En outre, certaines dispositions d'atténuation du taux ou de base imposable visant à éliminer la double imposition ou à se conformer à des pratiques normalisées au plan international ou sous-régional ne sont pas non plus considérées comme des dépenses fiscales.

Une dépense fiscale n'existe donc que par rapport à un système fiscal de référence. Pour chaque type d'impôt, le choix du système de référence consiste à définir le champ d'application, la base imposable et le ou les taux ou tarifs.

Par souci de simplification, beaucoup de pays retiennent tout simplement le Code général des impôts et le Code des douanes comme système de référence.

Le projet de décision initié au cours de l'atelier de validation du projet d'acte communautaire sur l'évaluation des dépenses fiscales dans les États membres de l'UEMOA qui s'est tenu du 03 au 05 décembre 2014 à Cotonou a ainsi défini le Système Fiscal de Référence en son article 5 :

« Les États membres définissent un système fiscal de référence basé sur le droit commun de la législation fiscale intérieure et douanière.

Ce système de référence est le régime fiscal le plus neutre possible s'appliquant à tous les contribuables ou à toutes les opérations économiques avec le moins de discrimination possible. Il indique, pour chaque impôt, droit ou taxe, l'assiette et le taux.

Toute mesure dérogatoire au système de référence est considérée comme une dépense fiscale et entre dans le périmètre de l'évaluation.

Les dispositions fiscales dérogatoires contenues dans les conventions et accords internationaux régulièrement ratifiés font partie du système fiscal de référence.

En matière de législation fiscale intérieure, le système fiscal de référence est défini en fonction de la réglementation communautaire relative à l'harmonisation de la fiscalité interne des États de l'Union.

En matière de législation douanière, le système fiscal de référence est la réglementation communautaire relative au Tarif Extérieur Commun ».

Par exemple est défini comme système de référence pour les impôts et taxes entrant dans le périmètre d'évaluation de cette étude (Impôt sur les sociétés/Impôt sur les Bénéfices Industriels et Commerciaux, Taxe sur la Valeur Ajoutée, Droits de Douane, Redevances Statistiques, Droits d'Enregistrement)

(Voir en document joint, le détail des éléments définis comme système de référence par taxes et impôts en vigueur au Mali)

■ **Taxe sur la valeur ajoutée :**

L'application de la Taxe sur la Valeur Ajoutée est encadrée par la directive C/DIR1/05/ 2007 portant harmonisation des législations des états membres de la CEDEAO en matière de Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) : Les pays membres ont la latitude de pouvoir choisir leur taux applicable dans une fourchette de 5% à 20%. Ils ont en outre la possibilité de fixer aussi un taux réduit de TVA en plus du taux normal choisi (art 30 de la directive).

Dès lors que l'application du taux réduit de TVA ou l'exemption ne résulte pas d'une obligation communautaire, c'est le caractère incitatif, général ou sectoriel de cette application qui détermine si la mesure est considérée ou non comme une dépense fiscale.

Ainsi, sont considérées comme des dépenses fiscales les exonérations ou réductions de taux qui ont pour objet de soutenir un secteur particulier (énergies renouvelables et nouvelles technologies de l'information et de la communication).

Les taux réduits ou les exonérations qui s'appliquent à des produits de base avec un objectif de redistribution entre les ménages sont, en revanche, considérés comme conformes aux principes généraux de la Taxe sur la Valeur Ajoutée (par exemple les médicaments, les céréales, le pain etc.)

Ainsi, peuvent faire partie intégrante de la norme de référence, les produits et services expressément exonérés par la directive sus mentionnée (art 8) et transposés dans le Code Générale des Impôts.

Les taux retenus par le Mali sont **18% et 5%**.

■ **Taxe sur les activités financières:**

Sont soumis à la Taxe sur les Activités Financières, les produits des opérations qui se rattachent aux activités bancaires ou financières, et d'une manière générale tout produit se rattachant au commerce des valeurs et de l'argent. Les taux sont de **15%** et de **17%**.

■ **Droits d'Enregistrements, de mutations et de successions:**

Les droits d'enregistrement sont **fixes, proportionnels, ou progressifs** suivant la nature des actes ou mutations qui y sont assujettis.

La perception des droits est réglée d'après la forme extérieure des actes ou la substance de leurs dispositions, sans égard à leur validité, ni aux causes quelconques de résolution ou d'annulation ultérieure

La norme de taxation consiste à se référer aux divers taux et conditions d'application du Code générale des Impôts(CGI) suivant la nature des actes ou mutations qui y sont assujettis.

3) Le Périmètre d'évaluation des dépenses fiscales:

Le périmètre d'évaluation est défini sur la base de deux critères : l'importance de la mesure (coût) et la disponibilité des données.

La délimitation consiste à choisir les impôts et taxes à comprendre dans le champ de l'évaluation (impôts d'État seulement ou impôts d'État et impôts locaux) et la période couverte par cette évaluation. Les évolutions de la norme peuvent aussi entraîner des changements de périmètre d'évaluation (impôt et taxe à évaluer, taux à introduire ou à exclure etc.).

L'UEMOA a préconisé, qu'en l'état actuel des systèmes fiscaux des pays membres, le périmètre d'évaluation de la dépense fiscale soit limité aux impôts et taxes nationaux et principalement à la Taxe sur la Valeur Ajoutée et aux Droits de Douanes.

Dans cette étude la Direction Générale des Impôts (DGI) a retenu dans son champ d'évaluation trois (3) impôts, taxes et droits (Taxe sur la Valeur Ajoutée, Impôt sur les Sociétés-Impôt sur les Bénéfices Industriels et Commerciaux et Droits d'Enregistrement).

CHAPITRE III : LE CADRE METHODOLOGIQUE :

Normalement, l'approche méthodologique retenue en matière d'évaluation de dépenses fiscales repose sur l'évaluation des régimes dérogatoires par rapport au régime d'imposition de base (norme de référence) concernant les différents secteurs d'activité et l'architecture propre à chaque impôt et taxe en termes de taux et de base imposable.

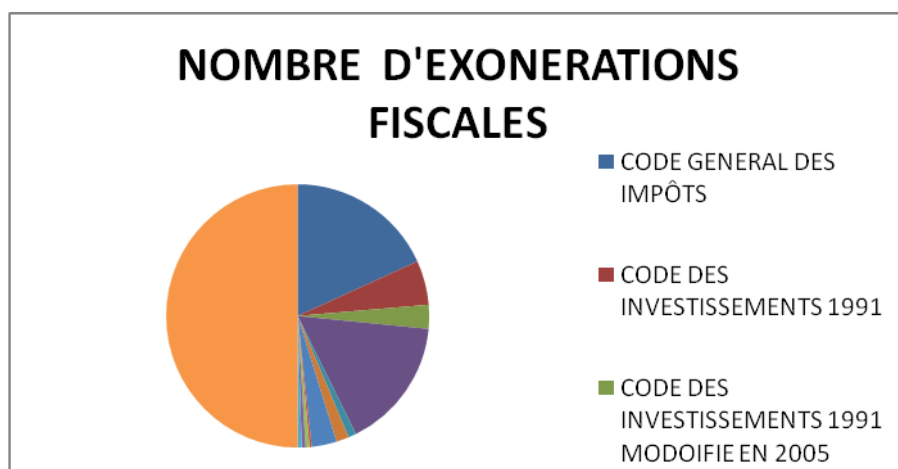
Les dérogations fiscales recensées au nombre de 734 peuvent être classées, selon plusieurs critères : le type d'impôt, le régime, le bénéficiaire de la mesure, l'objectif ou le but visé, le secteur d'activité.

- Le classement par régime, attribue 267 mesures d'exonération au niveau du Code Général des Impôts (CGI), viennent ensuite les différents Codes des Investissements avec 360 mesures, le code minier avec 82 mesures etc. Le tableau n°1 résume ce classement.

Tableau n° 1 : Répartition des mesures de dérogations fiscales par régime d'imposition

SOURCE D'EXONERATIONS	NOMBRE D'EXONERATIONS FISCALES	NOMBRE DE SYSTÈME FISCAL DE REFERENCE	NOMBRE DE DEPENSE FISCALE
CODE GENERAL DES IMPÔTS	267	198	69
CODE DES INVESTISSEMENTS 1991	80	0	80
CODE DES INVESTISSEMENTS 1991 MODOIFIE EN 2005	43	0	43
CODE DES INVESTISSEMENTS 2012	237	0	237
CODE MINIER 1991	14	4	10
CODE MINIER 1999	22	0	22
CODE MINIER 2012	45	4	41
CODE DES HYDROCARBURES	4	0	4
MICROFINANCE	7	0	7
CONVENTIONS INTERNATIONALES	7	7	0
PROMOTION IMMOBILIERE	7	0	7
TOTAL	734	213	521

Graphique n° 1 : Répartition des mesures de dérogations fiscales par régime d'imposition



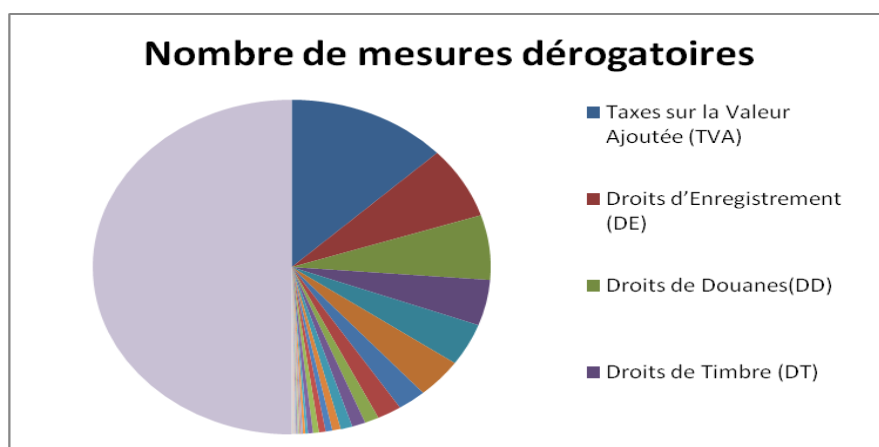
- Le classement des régimes dérogatoires par impôt, taxe ou droit permet de comprendre que les exonérations de TVA sont les plus importantes en termes de nombre (191 mesures)

dérogatoires). Les allègements fiscaux de Droits d'enregistrement se placent en deuxième position avec 102 mesures. Le tableau n° 2 récapitule ce classement.

- **Tableau n° 2 : Répartition des mesures de dérogations fiscales par impôt, droit ou taxe**

Impôts, Droit ou Taxe	Nombre de mesures dérogatoires
Taxes sur la Valeur Ajoutée (TVA)	191
Droits d'Enregistrement (DE)	102
Droits de Douanes(DD)	92
Droits de Timbre (DT)	65
Impôt sur les Bénéfices industriels et Commerciaux (IBIC)	60
Impôt sur les Sociétés (IS)	56
Contribution des Patentes	34
Impôt sur le revenu Foncier (IRF)	29
Taxe sur les contrats d'assurance	17
Impôt Minimum Forfaitaire	16
Impôt sur le Revenu des Valeurs Mobilières (IRVM)	14
Impôt sur les Traitements et Salaires (ITS)	10
Contribution Forfaitaire à la Charge de l'Employeur (CFE)	8
Taxe de Développement Régionale et Locale(TDRL)	8
Taxes sur les Activités Financières(TAF)	7
Taxe sur les Véhicules Automobiles	6
Amortissement Accéléré	3
taxe sur la formation professionnelle	3
Impôt sur le Bénéfice Agricole (IBA)	2
Taxe de logement	2
Taxe sur le Bétail	2
Taxe sur les Armes à Feu	2
Contribution des Licences	1
Contribution forfaitaire su le Billet d'Avion (CFBA)	1
Impôt Synthétique	1
Taxe emploi jeune	1
Taxe sur la Bicyclette	1
Total	734

Graphique n° 2 : Répartition des mesures de dérogations fiscales par impôt, droit ou taxe



1- Le périmètre méthodologique :

Le périmètre de l'étude actuelle s'est limité à certains des impôts et taxes dont le produit est attribué à l'État et les données disponibles.

La fiscalité locale, les prélèvements sociaux au profit des institutions de retraite, les crédits d'impôts et autres décotes, n'ont pas été inclus dans ce chiffrage.

Par ailleurs, les pertes engendrées par la réduction du taux des impôts et taxes sur certains produits et services n'ont pas fait l'objet d'évaluation par manque de données et/ou de difficultés de collecte de renseignements.

2- La période de référence :

En règle générale, l'évaluation de la dépense fiscale est annuelle et accompagne la Loi des Finances.

La présente évaluation concerne les dépenses fiscales de l'année 2016.

3- Méthode de calcul :

Il existe trois méthodes pour l'évaluation du coût « des dépenses fiscales » :

- estimation du montant des « pertes de recettes toutes choses égales par ailleurs » en mesurant ex post le coût de « l'écart à la norme » ;
- estimation du « gain en recettes » qui résulterait de la suppression d'une mesure en tenant compte de l'effet qu'elle induit sur le comportement des agents ;
- intégration dans l'estimation du « gain en recettes non seulement des effets des changements de comportement des agents sur elle-même, mais également des interactions avec les autres mesures (fiscales, sociales, etc.), voire les effets indirects qui résultent de la nouvelle situation.

La méthode de calcul des « pertes de recettes toutes choses égales par ailleurs », la plus usitée en règle générale, a été retenue par le Mali aussi, car la plus facile à exploiter.

CHAPITRE IV : DETERMINATION DU COÛT DES DEROGATIONS:

1- La méthode de collecte :

Elle a consisté à recueillir, au niveau de chacune des structures d'assiette de la Direction Générale des Impôts et au niveau de la Direction générale des douanes les montants de toutes les exonérations Fiscales accordées du 1er janvier au 31 décembre 2016.

Par la suite, il a été procédé à la compilation des données en tenant compte du périmètre d'évaluation et du système de référence pour l'évaluation effective de la dépense fiscale.

Ces données ont été analysées par source légale (Dispositions du Code Général des Impôts, des Codes Miniers et des Codes des Investissements et autres...) et par type d'impôts, de droits et de taxes.

2- Analyse budgétaire des dépenses fiscales :

L'étude a concerné les mesures de dérogations fiscales engendrant des dépenses fiscales qui sont contenues dans le périmètre d'évaluation (principaux impôts et taxes d'Etat).

L'analyse de ces dépenses fiscales au regard de certaines données du budget d'État de l'exercice 2016 permet de tirer les enseignements ci-après :

- Dépense fiscale de la Direction générale des impôts

Le montant de la dépense fiscale de la Direction générale des impôts de l'année 2016 est évalué à **120 milliards de Francs CFA**. Comparé à celui de 2015 qui est de 133 milliards, le coût des dépenses fiscales a connu une baisse d'environ **13 milliards de Francs FCA qui se traduit par un taux de décroissance de 9,77%**. Ce coût rapporté aux recettes fiscales et au produit intérieur brut se présente comme suit :

- **16,60% des recettes réalisées à la Direction générale des impôts** s'élevant à **723 milliards** de francs CFA ;
- **1,44% du Produit intérieur brut prévisionnel (PIB)** du même exercice **estimé à 8318 milliards** de francs CFA) ; **(Voir tableau 3)**

Tableau 3: Tableau comparatif des dépenses fiscales de la DGI et ratios (analyse budgétaire)

RUBRIQUES	ANNEE 2015		ANNEE 2016	
	MONTANTS	RATIOS	MONTANTS	RATIOS
	(en milliards) 2015	(DF/rubrique) 2015	(en milliards) 2016	(DF/rubrique) 2016
Dépenses fiscales	133		120	
Recettes fiscales de la Direction générale des impôts	631	21,08%	723	16,60%
Produit intérieur brut (PIB)	7771	1,72%	8318	1,44%

- Dépense fiscale Direction générale de la douane

Le montant de la dépense fiscale de la Direction générale de la douane de l'année 2016 se chiffre à **77 milliards de Francs CFA**. Comparé à celui de 2015 qui est de 70 milliards, le coût des dépenses fiscales de la douane a connu une hausse de **7 milliards de Francs CFA, soit un taux de croissance de 10%**. Ce coût rapporté aux recettes fiscales et au produit intérieur brut se présente comme suit :

- **14,63% des recettes réalisées à la Direction générale de la douane s'élevant à 526 milliards de francs CFA ;**
- **0,93% du Produit intérieur brut prévisionnel (PIB) du même exercice estimé à 8318 milliards de francs CFA) ; (Voir tableau n°4)**

4 : Tableau comparatif des dépenses fiscales de la douane et ratios (analyse budgétaire)

RUBRIQUES	ANNEE 2015		ANNEE 2016	
	MONTANTS	RATIOS	MONTANTS	RATIOS
	(en milliards) 2015	(DF/rubrique) 2015	(en milliards) 2016	(DF/rubrique) 2016
Dépenses fiscales	70		77	
Recettes fiscales de la Direction générale de la douane	488	14,34%	526	14,63%
Produit intérieur brut (PIB)	7711	0,91%	8318	0,93%

- **La dépense fiscale totale (annuelle 2016)**

Le montant de la dépense fiscale de l'année 2016 est évalué à **196 milliards de Francs CFA**. Comparé à celui de 2015 qui est de 203 milliards, le coût des dépenses fiscales a connu une baisse d'environ **7 milliards de Francs FCA qui se traduit par un taux de décroissance de 5,26%**. Ce coût rapporté aux recettes fiscales totales de la Direction générale des impôts et de la Direction générale de la douane et au produit intérieur brut se présente comme suit :

- **15,77 des recettes fiscales** s'élevant à **1249 milliards** de francs CFA ;
- **2,36% du Produit intérieur brut prévisionnel (PIB)** du même exercice **estimé à 8318 milliards** de francs CFA) ; (Voir tableau 5)

Tableau 5: Tableau comparatif des dépenses fiscales et ratios (analyse budgétaire)

RUBRIQUES	ANNEE 2015		ANNEE 2016	
	MONTANTS (en milliards)	RATIOS (DF/rubrique)	MONTANTS (en milliards)	RATIOS (DF/rubrique)
	2015	2015	2016	2016
Dépenses fiscales	203		196	
Recettes fiscales	1082	18,76%	1249	15,77%
Produit intérieur brut (PIB)	7711	2,63%	8318	2,36%

3- analyse par type d'impôt :

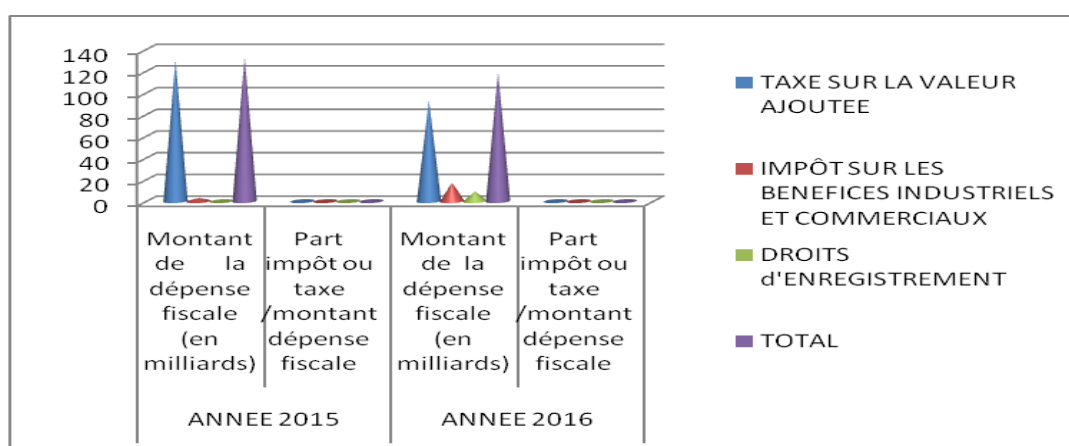
La ventilation des dépenses fiscales par type d'impôt permet de préciser la part des dépenses fiscales afférentes à chacun d'eux. L'analyse par type d'impôt est faite par structure (Direction générale des impôts, Direction générale des douanes) et sur le cumul des deux directions et se présentent comme suit :

- Direction générale des impôts

Tableau 6 : Tableau comparatif des dépenses fiscales par impôt et taxe de la Direction générale des impôts

IMPÔT OU TAXE	ANNEE 2015		ANNEE 2016	
	Montant de la dépense fiscale (en milliards)	Part impôt ou taxe /montant dépense fiscale	Montant de la dépense fiscale (en milliards)	Part impôt ou taxe /montant dépense fiscale
TAXE SUR LA VALEUR AJOUTEE	130	97,74%	94	78,16%
IMPÔT SUR LES BENEFICES INDUSTRIELS ET COMMERCIAUX	3	2,26%	17	14,50%
DROITS d'ENREGISTREMENT	0	0,00%	9	7,52%
TOTAL	133	100,00%	120	100,00%

Graphique 3: Tableau comparatif des dépenses fiscales et ratios (analyse budgétaire)



La répartition des dépenses fiscales de la Direction générale des impôts de l'année 2016 par type d'impôt indique que la plupart de dépense revient à la **taxe sur la valeur ajoutée** (TVA) avec un poids

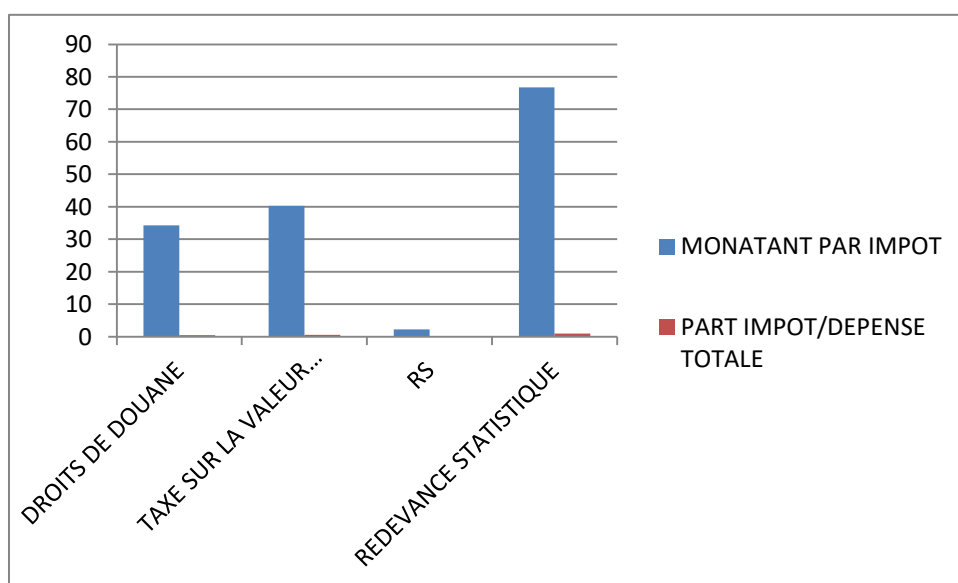
de plus 77%. Comparée à la dépense de TVA de 2015 (130 milliards), celle de 2016 présente une diminution de 37 milliards de francs CFA. Cette décroissance peut être expliquée en partie par une amélioration de la procédure de collecte des données. De plus en plus les sources d'exonérations sont identifiées. Cette identification de sources a permis de comprendre que le montant des allègements fiscaux attribués aux exonérations administratives de l'année précédente était dû à une mauvaise imputation. Par conséquent, plus les informations relatives aux exonérations octroyées sont bonnes et détaillées plus les données sur le rapport de dépense s'amélioreront. Contrairement à la TVA, l'impôt sur les sociétés et l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux (IS-IBIC) ont connu une importante augmentation. Ainsi, la dépense relative à l'IS-IBIC passe de 3 milliards en 2015 à 17 milliards de francs CFA en 2016. Cette augmentation s'explique comme pour la TVA par l'amélioration de la procédure de collecte des données. La collecte de données a été effectuée à travers une comparaison entre les informations contenues dans les dossiers physiques des contribuables et celles saisies dans le système informatique. Du reste, c'est cette opération de vérification qui est à l'origine de la croissance du montant des dépenses fiscales de l'IS-IBIC. Certaines données qui figuraient dans les déclarations statistiques et fiscales des entreprises n'ont pas fait l'objet d'envoi par les centres.

- **Direction générale de la douane**
- **Tableau 7 : Tableau comparatif des dépenses fiscales par impôt et taxe de la Direction générale de la douane**

SOURCE DE DEPENSE FISCALE	MONATANT PAR IMPOT	PART IMPOT/DEPENSE TOTALE
DROITS DE DOUANE	34	44,60%
TAXE SUR LA VALEUR AJOUTEE	40	52,53%
REDEVANCE STATISTIQUE	2	2,87%
TOTAL	77	100,00%

Il ressort de l'analyse de ce tableau que c'est la TVA qui se place en première position avec un poids de 52,53%. Le montant des droits de douane s'élève à 34 milliards, soit 44,60% du poids total des dépenses fiscale de la douane. Le coût de la dépense fiscale provenant de redevance statistique est de 2 milliards.

Graphique 4

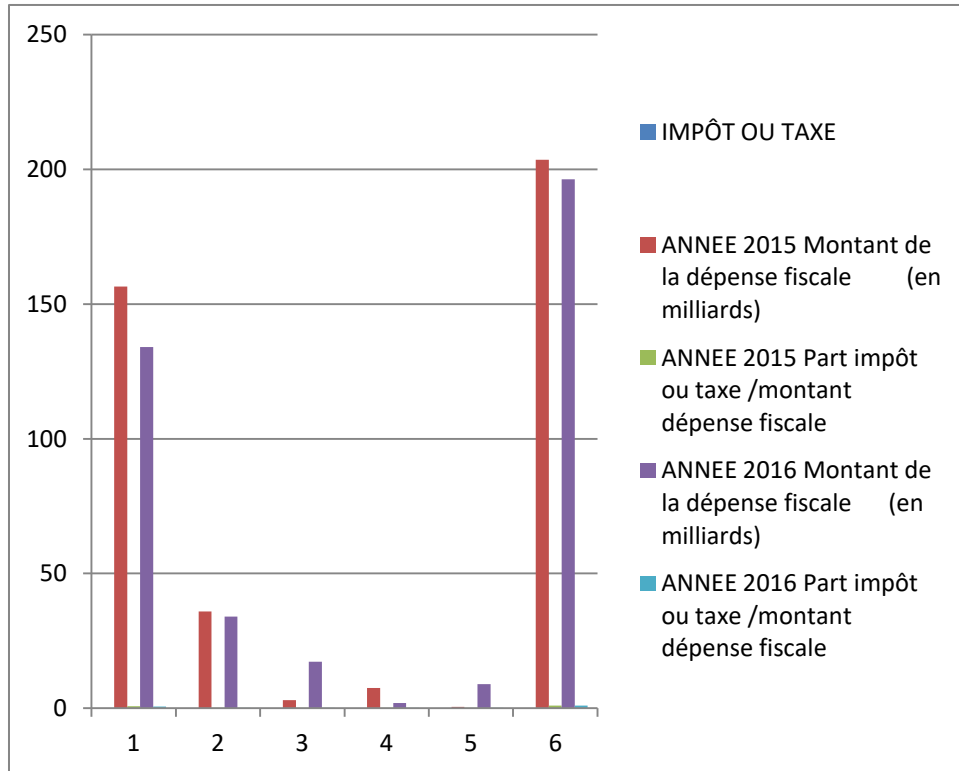


- DEPENSE FISCALE ANNUELLE (DGI-DGD)

IMPÔT OU TAXE	ANNEE 2015		ANNEE 2016	
	Montant de la dépense fiscale (en milliards)	Part impôt ou taxe /montant dépense fiscale	Montant de la dépense fiscale (en milliards)	Part impôt ou taxe /montant dépense fiscale
TAXE SUR LA VALEUR AJOUTEE	156	76,89%	134	68,28%
DROITS DE DOUANE	36	17,67%	34	17,32%
IMPÔT SUR LES BENEFICES INDUSTRIELS ET COMMERCIAUX	3	1,47%	17	8,81%
REDEVANCE STATISTIQUE	8	3,70%	2	1,02%
DROITS d'ENREGISTREMENT	1	0,26%	9	4,57%
TOTAL	203	100,00%	196	100,00%

La part de la TVA dans la dépense fiscale totale de l'année 2016 est de 134 milliards contre 156 milliards en 2015. La dépense fiscale de TVA est toujours la plus élevée comparée aux autres impôts et taxes. Elle représente le cumul de la TVA à l'intérieur et la TVA de porte avec un poids de 68,28%. Après la TVA les droits de douane se placent en deuxième position, soit un poids de 17,32%.

Graphique 5



4- analyse par source :

L'analyse de la dépense fiscale découlant des principales sources légales d'exonérations se présente comme suit :

Tableau 5: Tableau comparatif des dépenses fiscales par source

SOURCE	ANNEE 2015		ANNEE 2016	
	Montant de la dépense fiscale (en milliards)	Part source/montant dépense fiscale globale	Montant de la dépense fiscale (en milliards)	Part source/montant dépense fiscale globale
CODE GENERAL DES IMPÔTS	15	7,39%	6	3,06%
CODES INVESTISSEMENTS DES	6	2,96%	14	7,14%
CODES MINIERS	14	6,90%	31	15,82%
CONVENTIONS D'ETABLISSEMENT	8	3,94%	6	3,06%
IS-IBIC TITRES D'ETAT AU NIVEAU DES BANQUES		0,00%	11	5,61%
FINANCEMENTS EXTERIEURS	18	8,87%	30	15,31%
DONS ET AIDES			4	2,04%
ONG			1	0,51%
PROMOTION IMMOBILIERE	1	0,49%	1	0,51%
MICROFINANCE		0,00%	1	0,51%
EXONERATIONS SOURCES NON DETAILLEES	141	69,46%	51	26,02%
AUTRES EXONERATIONS		0,00%	40	20,41%
TOTAL	203	100,00%	196	100,00%

A cause du mode de collecte suivant la déclaration des fournisseurs, certaines exonérations n'ont pu encore être détaillées en fonction de leur source. Elles représentent 26,02% du poids total de la dépense fiscale.

Par comparaison à l'exercice précédent, toutes les sources sont renseignées pour l'exercice 2016, mais certaines sources ne le sont pas pour l'année 2015. Ce manque de renseignement s'explique par la mauvaise imputation des sources d'exonération. Cela confirme l'explication donnée plus haut concernant

le montant élevé des exonérations de sources non identifiées. Pour des fins de comparaison, les montants des sources « exonérations administratives » et « autres exonérations » de l'évaluation des dépenses de l'année 2015 ont été additionnés pour former la rubrique « exonérations de sources non identifiées ».

Les Codes miniers et les financements extérieurs représentent respectivement 15,82% et 15,31%.

Les dépenses fiscales issues des financements extérieurs (30 milliards) proviennent essentiellement des dépenses de TVA.

Par contre les titres d'Etat (11 milliards) sont composés uniquement des dépenses d'Impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux.

Les dépenses fiscales provenant des Codes des investissements se placent en cinquième position avec un poids de 7,14%.

La même tendance de pourcentage s'observe au niveau des dépenses fiscales découlant du Code général des impôts et des Conventions d'établissement affichant un poids de 3%.

Comparée à la dépense fiscale de 2015, celle provenant du Code général des impôts a connu une baisse de 9 milliards de francs CFA. Cette décroissance aussi tire son origine dans l'amélioration de la collecte des données.

5- Analyse sectorielle succincte :

En fonction de la disponibilité des données, l'analyse des exonérations fiscales par branches d'activité n'a été que partielle. Elle a porté sur deux secteurs (santé, agricole).

Cette évaluation a concerné seulement la Taxe sur la Valeur Ajoutée. (Voir tableau ci-dessous)

Tableau 6

SOURCES (SECTEURS D'ACTIVITE)	ANNEE 2015		ANNEE 2016	
	MONTANT DE L'IMPÔT	% DU POIDS TOTAL DES DÉPENSES FISCALES	MONTANT DE L'IMPÔT	% DU POIDS TOTAL DES DÉPENSES FISCALES
TVA SANTE	27	20,30%	26	22,03%
TVA PRODUITS AGRICOLES	24	18,05%	9	4,79%
TOTAL	51	38,35%	35	26,82%

La totalité des exonérations accordées dans le domaine de la santé et dans le secteur agricole provient de l'article 195 du Code Général des Impôts. Bien que n'ayant pas été incluse dans le chiffrage des dépenses fiscales, les exonérations de ces deux secteurs ont pour objectif de contribuer à l'amélioration du pouvoir d'achat de la population. De l'analyse des dépenses de 2016(26,82%) pour ces deux secteurs, il ressort les pourcentages suivants:

- 22,03% pour les produits et les services de la santé
- 4,79% pour les produits agricoles

1- analyse de l'efficacité économique des dépenses fiscales :

Il serait intéressant de pouvoir effectuer une analyse approfondie de l'efficacité économique des exonérations fiscales tant sur le plan des objectifs et des résultats attendus que sur le plan de l'incitation à l'investissement et même de l'impact socio - économique interne. Cette analyse nécessite de grands moyens financiers. Néanmoins, il peut être signalé que :

- plusieurs études ont démontré que la décision d'investir n'est pas forcément conditionnée à l'octroi d'avantages fiscaux. En effet, la fiscalité vient loin derrière les principales préoccupations de l'investisseur qui sont, la stabilité politique, la sécurité juridique, l'exercice libre de son activité, la propriété du sol et la garantie offerte pour rapatrier les bénéfices après impôts ;
- Taxe sur la Valeur Ajoutée, impôt sur la consommation, représente à elle seule plus de 77% des dépenses fiscales. Ce constat doit nécessairement nourrir des réflexions en ce qui concerne l'efficacité économique et/ou sociale de telles mesures d'allègement fiscal compte tenu de l'objectif visé à la mise en place de cette taxe.

Par ailleurs, afin de maintenir un climat social serein, les mesures exceptionnelles décidées par le Gouvernement pour la gestion de problèmes socio-économiques conjoncturels peuvent parfois s'avérer nécessaires car permettant de maîtriser les prix de certains produits de première nécessité pendant une période déterminée ou d'aplanir certains problèmes du moment liés au climat social.

CONCLUSION :

L'évaluation des dépenses fiscales est une tâche importante, dont les retombées peuvent être significatives en termes de transparence budgétaire et d'explicitation de la politique fiscale. C'est également un travail délicat qui demande trois préalables importants :

- **Le regroupement des dispositions fiscales dans un document unique.**

La multiplicité des textes, leur nature et origine (Codes des investissements, minier, douanier, impôt...) rend le recensement des régimes dérogatoires difficile. Il est essentiel de regrouper l'ensemble des dispositions fiscales dérogatoires dans un document unique : idéalement le Code général des impôts. Ce rassemblement est d'ailleurs l'une des recommandations fortes du CREDAF et de l'UEMOA en matière d'évaluation des dépenses Fiscales. Afin d'éviter que se renouvelle la dispersion des textes, il importe de conditionner l'adoption d'un texte de cette nature à l'avis conforme préalable du Ministère en charge de l'économie et des finances et son inscription dans la Loi de finances.

- **La mise au point une procédure de collecte obligatoire de l'information**

La caractéristique de base d'une dépense fiscale est d'être dérogatoire par rapport aux principes généraux d'un impôt donné. Comme nous l'avons indiqué ci-dessus, la dérogation peut prendre la forme d'une déduction sur le revenu imposable, d'une réduction d'impôt, d'un taux d'imposition particulier ou même d'une exemption de revenus. L'évaluation des dépenses fiscales demande donc de disposer des données sur les opérations qui sont concernées. Il est important, et même fondamental, de mettre en place une procédure de collecte des données régulière.

Concrètement, l'attention doit être portée vers les deux principes suivants :

- ✓ Le maintien des obligations déclaratives
- ✓ La prise en compte de toutes les informations relatives aux exonérations dans les déclarations
- ✓ La mise en place d'une structure pluridisciplinaire dédiée à l'évaluation des dépenses fiscales

A l'instar des autres pays, la structure chargée de l'évaluation des dépenses fiscales doit être composée de cadres des impôts, des douanes, de tous les ministères sectoriels et d'autres cadres dont l'apport pourrait être nécessaire. Cette structure aura pour mission d'assurer un suivi stratégique et un rôle de veille. Elle recense les dépenses fiscales et met en place la méthodologie

de suivi des avantages fiscaux (gestion de l'information, consolidation des données, analyse des données et rédaction du rapport sur les dépenses fiscales). Naturellement elle serait l'Interlocuteur des services du Ministère de l'Economie et des Finances sur le sujet des dépenses fiscales.

Un plan de formation spécifique devra être mis en place à l'intention des agents de cette structure.

Document joint :

- Tableau provisoire de la dépense fiscale 2016

Bamako, le 5 septembre 2017

Le Chef de la Cellule de Politiques Fiscales PI

Mme SOUMAORO Mariam TOUNKARA

ETAT T

RESTES A RECOUVRER

DIRECTION NATIONALE DES DOMAINES
ET CADASTRE

Tableau des prévisions et réalisation au 31 décembre 2016 de la DNDC

Nomenclature	PREVISIONS Annuelle 2016	REALISATIONS AU 31 Décembre 2016	Ecart	Taux
Droits d'enregistrement	6 665 000 000	8 429 255 953	- 1 764 255 953	126
Enregistrement des LV	9 490 000	18 265 887	- 8 775 887	192
Droits de Timbres	509 874 900	274 684 365	235 190 535	54
Droits de conservation foncière	1 494 173 800	1 584 346 381	- 90 172 581	106
Concessions ordinaires	447 101 500	274 544 840	172 556 660	61
Aliénations d' immeubles et TF	8 225 038 200	6 947 021 595	1 278 016 605	84
Aliénations de meubles	353 203 600	495 030 935	- 141 827 335	140
Dividendes des sociétés minières	8 348 000 000	7 720 826 254	627 173 746	92
Dividendes des autres sociétés	32 312 800 000	22 040 794 090	10 272 005 910	68
Redevances superficiaires	300 460 000	239 882 245	60 577 755	80
Taxe ad valorem	28 747 000 000	30 604 506 121	- 1 857 506 121	106
Taxe d'extraction	215 000 000	234 128 837	- 19 128 837	109
Taxe sur la plus value de cession	1 111 000 000	1 041 315 607	69 684 393	94
Prélèvement honoraires greffiers	14 142 000	18 605 550	- 4 463 550	132
Taxe sur frais d'édilité	365 000 000	72 895 820	292 104 180	20
Pénalités	53 610 000	21 858 680	31 751 320	41
Loyers Administratifs	29 106 000	29 067 775	38 225	100
Totaux	89 200 000 000	80 047 030 935	9 152 969 065	90

Situation par nature de recettes

Recettes Ordinaires	19 792 200 000	19 680 904 470	111 295 530	99
Dividendes Sociétés Minières	8 348 000 000	7 720 826 254	627 173 746	92
Taxe Ad Valorem	28 747 000 000	30 604 506 121	- 1 857 506 121	106
Dividendes Sociétés Minières	32 312 800 000	22 040 794 090	10 272 005 910	68
Total	89 200 000 000	80 047 030 935	9 152 969 065	90

Bamako, le.....

Le Directeur National des Domaines
et du Cadastre



Samballa Mady KANOUTE
Chevalier de l'Ordre National

SITUATION DES RESTES A RECOUVRER AU TITRE DE L'EXERCICE BUDGETAIRE 2016
A LA DATE DU 30 AOÛT 2017

TYPES DE BUDGETS	DROITS ET TAXES			MONTANTS
	NOMENCLATURE BDGETAIRE	SIGLES	DESIGNATION	(F CFA)
BUDGET D'ETAT	0 71 7 1 1 0 01	DD	Droit de Douanes	147 583 420
	0 71 7 1 2 0 01	RS	Redevance Statistique	15 262 215
	0 71 5 1 3 0 01	TVA	Taxe sur la Valeur Ajouté	397 494 680
	0 71 5 3 0 0 01	TPP	Taxe Intérieure sur les produits pétroliers	562 266 761
S/TOTAL BUDGET D'ETAT				1 122 607 076
BUDGETS ANNEXES		PC	Prélèvement Communautaire CEDEAO	7 366 361
		PCS	Prélèvement Communautaire de Solidarité UEMOA	1 305 629
		RER	Redevance d'usage routier	160 440 070
		AIP	Acompte d'impôt sur les produits pétroliers	2 563 299
		CFG	Fonds de garantie	6 825
S/TOTAL BUDGETS ANNEXES				171 682 184
TOTAL GENERAL				1 294 289 260

Bamako, le 30 août 2017

EXECUTION DE LA LOI DE FINANCES 2016

Unité: 1 FCFA

CODE BUGETAIRE	IMPÔTS BUDGET NATIONAL	PREVISIONS 2016	REALISATIONS 2016		DEGREVEMENTS		SENTENCE	RAR	
			RAR Exercices antérieurs	Emissions 2016	Impositions antérieurs	Impositions Exercice 2016	CIRDI		
711 730	BIC SECTEUR PRIVE-IMPÔTS	10 455 000 000		13 216 810 637	7 643 129 194			5 573 681 443	
711 200	IMPÔTS SUR LES SOCIÉTÉS (IS privé)	234 557 000 000		215 099 157 006	199 054 699 854			16 044 457 152	
711 210	IMPÔTS SUR LES SOCIÉTÉS (IS État)	1 656 000 000		0	0			0	
711 300	TAXE SYNTHÉTIQUE	4 842 000 000		2 092 465 053	1 503 292 081			589 172 972	
711 400	TAXE SUR LES TRANSPORTEURS ROUTIERS	6 161 000 000		4 889 444 193	4 889 444 194			-1	
711 500	IMPÔTS SUR LES REVENUS FONCIERS IMPÔTS	5 022 000 000		6 389 323 489	3 053 222 091			3 336 101 398	
711 700	IMPÔTS SUR LES REVENUS DES VAL.MOB.	22 566 000 000		38 696 233 731	24 190 502 344			14 505 731 387	
711 960	RECETTES SUR LIQUIDATION (IMPÔTS DIRECTS)	9 668 000 000	26 999 174 426		12 708 124 418	13 491 642 975		799 407 033	
	RECETTES SUR LIQUIDATION (IMPÔTS DIRECTS)						17 429 215 474	-17 429 215 474	
712 100	CONTRIBUTION FORFAITAIRE	11 798 000 000		16 517 044 572	13 192 286 239			3 324 758 333	
712 200	I.T.S / SECTEUR PRIVE	68 646 000 000		84 046 563 604	76 733 625 697			7 312 937 907	
712 250	I.T.S /SECTEUR PUBLIC	8 844 000 000		14 944 258 677	13 882 114 385			1 062 144 292	
715 100	TAXES SUR LES VÉHICULES AUTOMOBILES	3 746 000 000		3 286 343 577	3 286 343 577			0	
712 300	PENALITES SUR IMPÔTS DIRECTS (IMPÔTS)	2 923 000 000		30 925 557 979	7 579 626 414	2 984 199 796		20 361 731 769	
715 110	T.V.A / ETAT	5 554 000 000		13 774 004 692	12 016 393 554			1 757 611 138	
715 120	T.V.A / PRIVE	169 810 000 000		214 901 685 740	182 011 313 001		349 831 914	32 540 540 825	
715 130	TVA DANS VIGNETTE SYNTHÉTIQUE			1 934 930 311	1 092 151 302			842 779 009	
715 120	TARTOP	19 068 000 000		27 650 399 413	27 650 399 413			0	
715 200	IMPÔT SPECIAL SUR LES BOISSONS ALCOOLISEES (IMPÔTS)	3 822 000 000		3 672 328 201	3 672 328 201			0	
715 213	IMPÔT SPECIAL SUR LES BOISSONS GAZEUSES (IMPÔTS)	7 610 000 000		2 997 456 507	2 965 042 274			32 414 233	
715 500	ISCP SUR AUTRE PRODUIT (IMPÔTS)	6 746 000 000		4 912 836 795	4 912 669 236			167 559	
715 710	TAXES SUR LES CONTRATS D'ASSURANCES	5 114 000 000		4 783 293 435	4 783 183 084			110 351	
715 730	TAXE / ACTIVITES FINANCIERES	34 180 000 000		41 562 095 742	41 562 095 742			0	
715 740	ISCP SUR L'OR	35 162 000 000		31 378 632 435	29 288 189 559			2 090 442 876	
715 920	PENALITES SUR IMPÔTS INDIRECTS	4 751 000 000		13 256 325 903	3 793 893 414	474 747 138		8 987 685 351	
715 920	RECETTES SUR LIQUIDATION (IMPÔTS INDIRECTS)	15 958 000 000	21 222 635 338		4 110 051 351	2 484 511 809		14 628 072 178	
	RECETTES SUR LIQUIDATION (IMPÔTS INDIRECTS)						7 862 200 886	-7 862 200 886	
715 935	PRELEVEMENT HONORAIRE GREFFIER (DGI)	164 000 000		13 707 415	13 707 415			0	
716 120	DROITS D'ENREGISTREMENT	7 537 000 000		18 389 879 835	18 389 879 835			0	
716 300	DROITS DE TIMBRE	12 722 000 000		18 819 670 517	18 819 670 517			0	
716 400	RECETTES SUR LIQUIDATION (Droits D'Enreg. Et Timbre)	6 000 000	1 136 028 966		931 575	54 462		1 135 042 929	
716 521	PENALITES SUR DROITS D'ENREG ET TIMBRE (IMPÔTS)	912 000 000		39 090 826	39 090 826			0	
TOTAL		720 000 000 000	49 357 838 729	828 189 540 285	722 837 400 787	19 435 156 180	349 831 914	25 291 416 359	109 633 573 774

15/09/2017

Bamako le,
Le Directeur Général

Sidima DIENTA
Chevalier de l'Ordre National

ETAT U

ANNEXE FISCALE

ANNEXE FISCALE A LA LOI N°2017-.....P-RM DU
PORTANT LOI DE FINANCES POUR L'EXERCICE 2018

MODIFICATION DU LIVRE DE PROCEDURES FISCALES

Article premier

Précisions des dispositions de l'article 483 du LPF relatives aux avis à tiers détenteurs.

A. Exposé des motifs

Les articles 463 et suivants traitent des procédures de poursuite en matière de recouvrement des impôts, droits et taxes.

Les degrés de poursuite sont le commandement, la fermeture pour non paiement d'impôts, la saisie et la vente.

Il existe en outre, des mesures particulières comme les Avis à des tiers détenteurs.

Il est régulièrement relevé des oppositions à l'encontre de cette dernière mesure devant les tribunaux civils. Lesdites oppositions qui ne prospèrent que très rarement pourraient relever d'intentions purement dilatoires. Elles semblent s'expliquer par une imprécision des dispositions y relatives notamment l'article 483 du LPF.

Dans ces conditions, les imprécisions de l'article 483 du LPF sont de nature à compromettre la souveraineté financière de l'Etat qui dépend intimement du recouvrement à bonne date des impôts et taxes faisant l'objet de titre exécutoire.

Aussi, après une revue des dispositions nationales et celles de certains pays de la sous-région, il a été décidé de préciser les dispositions de l'article 483 du LPF relatives aux Avis à tiers détenteurs.

B. Texte

Les dispositions de l'article 483 du livre de procédures fiscales sont précisées ainsi qu'il suit :

Article 483 (nouveau) :

I. Tous banquiers, fermiers, locataires, receveurs, économes, notaires, commissaires-priseurs et autres dépositaires et débiteurs de deniers, provenant du chef des assujettis et affectés au privilège du Trésor public sont tenus sur la demande qui leur est faite, de payer en l'acquit des redevables et sur le montant des fonds qu'ils doivent ou qui sont en leurs mains jusqu'à concurrence de tout ou partie des contributions dues par ces derniers, sous peine de se substituer au débiteur concerné et/ou de poursuites judiciaires.

II. Les demandes des comptables sont notifiées sous forme d'avis à tiers détenteur par lettre recommandée avec accusé de réception ou par tout autre moyen laissant trace écrite.

III. Le tiers qui reçoit un avis à tiers détenteur a l'obligation de déclarer au comptable saisissant l'étendue de ses obligations à l'égard du contribuable débiteur, les modalités qui peuvent les affecter et, le cas échéant, les cessions de créances, délégations ou saisies antérieures. Il doit communiquer copie des pièces justificatives de ses déclarations.

IV. Ces déclarations ainsi que la communication des pièces qui les justifient doivent être faites sur-le-champ à l'agent d'exécution et mentionnées sur l'avis ou, au plus tard, dans les trois jours si l'avis n'est pas signifié à personne. Le tiers saisi est tenu au paiement de la dette du contribuable, en cas de déclaration inexacte, incomplète ou tardive, sans préjudice d'une amende établie sur procès-verbal qui le rend solidaire.

V. Lorsque la saisie est effectuée auprès d'une banque, d'un système financier décentralisé, d'un établissement financier ou de toute autre personne faisant profession de tenir des deniers, il lui est fait obligation de communiquer, séance tenante, par écrit et sans frais, à l'agent d'exécution, la nature du ou des comptes du débiteur poursuivi ainsi que, le relevé de compte à l'appui, leur solde au jour de la saisie.

VI. L'avis à tiers détenteur appréhende toutes les sommes dont le tiers est détenteur ou débiteur au moment où il le reçoit ainsi que toutes celles dont il deviendra détenteur ou débiteur dans les trois mois qui suivent la date de réception. Il s'étend aussi aux créances à exécutions successives.

VII. Les sommes qui sont dues ou détenues par le tiers au moment de la saisie ou dans les trois mois qui la suivent ainsi que les créances à exécutions successives sont, immédiatement ou au fur et à mesure de leur entrée à la disposition du tiers ou de leur échéance, versées au comptable saisissant, nonobstant toute contestation.

Article 2

Création d'une Commission Paritaire précontentieuse de Conciliation Fiscale.

C. Exposé des motifs

Le Livre de Procédures Fiscales a institué des Commissions en vue prévenir le contentieux fiscal, à savoir : la Commission Nationale des Impôts et la Commission Nationale de Conciliation. La Commission Nationale des Impôts statue sur les cas d'abus de droit alors que

la Commission Nationale de Conciliation connaît des différends relatifs à l'évaluation des biens soumis aux droits d'enregistrements.

A l'analyse, il apparaît que les sphères d'intervention de ces commissions ne couvrent pas l'ensemble des litiges susceptibles de naître dans les relations entre l'Administration fiscale et les contribuables. Ce constat ressort régulièrement des discussions portant sur la gestion du contentieux fiscal objet notamment des recommandations du Livre blanc de l'Organisation Patronale des Industriels ainsi que celles de la Chambre de Commerce et d'Industrie du Mali et des partenaires techniques et financiers dont le Fonds Monétaire International, la Banque Mondiale et la GIZ.

Afin de combler cette lacune, il est proposé la création d'une Commission Paritaire précontentieuse de Conciliation Fiscale. La création d'une telle commission entre dans le cadre de l'amélioration de la gouvernance, en général et, du climat des affaires, en particulier.

D. Texte

La Section 2 du Chapitre 2 du Titre 5 du Livre de Procédures Fiscales est complétée d'un point B bis intitulé « Recours à la Commission Paritaire précontentieuse de conciliation fiscale ».

Article 619 B :

Il est créé une Commission Paritaire précontentieuse de Conciliation Fiscale.

La Commission Paritaire Précontentieuse de Conciliation Fiscale, siégeant à Bamako ou dans chacune des capitales régionales, connaît des désaccords entre le contribuable et l'Administration portant sur des questions de fait relatives à des rappels de droit initiés à la suite d'un contrôle fiscal.

Sous peine de forclusion, la Commission Paritaire précontentieuse de Conciliation Fiscale est saisie du désaccord dans un délai ne pouvant excéder sept jours après la réception de la confirmation des redressements.

La Commission est saisie par lettre adressée au Directeur Général des Impôts accompagnée de toutes les pièces du dossier y compris les preuves du paiement des droits prévu à l'article 619 D ci-après du présent livre si le contribuable souhaite la suspension de la procédure de recouvrement.

Peuvent être soumis à la Commission Paritaire précontentieuse de Conciliation Fiscale, les désaccords d'un niveau au moins égal à 1% du chiffre d'affaires annuel de l'un des

exercices soumis à contrôle et persistant après la confirmation des redressements, s'ils sont relatifs aux cas suivants :

- l'appréciation du caractère excessif ou non du taux d'amortissement pratiqué ;
- si des réparations ont ou non pour effet de prolonger, de manière notable, la durée d'utilisation de biens amortissables ;
- l'appréciation du caractère probant ou anormal d'un acte de gestion ;
- l'appréciation du caractère probant ou non d'une comptabilité ;
- la détermination du chiffre d'affaires réalisé par une entreprise ;
- la valeur probante du mode de comptabilisation des travaux en cours.

Nonobstant les dispositions des alinéas 1 à 5 ci-dessus, la Commission Paritaire précontentieuse de conciliation ne peut connaître les désaccords dans les cas suivants :

- lorsque la possibilité de déménagement furtif hors du ressort territorial de la perception, la cession ou la cession d'entreprise sont susceptibles de compromettre de recouvrement les droits ;
- lorsque l'entreprise étrangère objet du contrôle en dépit de la constitution d'un établissement stable exécute au Mali des travaux, prestations ou fournitures pour une durée limitée.

La Commission Paritaire précontentieuse de Conciliation Fiscale compétente est celle du principal établissement de l'entreprise, ou du siège social s'il s'agit d'une société.

Article 619 C :

La Commission Paritaire précontentieuse de Conciliation Fiscale siégeant à Bamako est composée comme suit :

- un magistrat désigné par la Section Administrative de la Cour Suprême qui en assure la présidence ;
- deux représentants de la Direction Générale des Impôts ;
- un expert comptable ou comptable agréé, représentant l'ordre national des experts-comptables et comptables agréés ;
- un expert fiscal, représentant l'ordre des conseils fiscaux ;
- un représentant des Chambres consulaires.

Article 619 D :

La Commission Paritaire précontentieuse de Conciliation Fiscale siégeant au Chef-lieu de Région est composée comme suit :

- un magistrat, désigné par le Président du Tribunal Administratif compétent, qui en assure la présidence ;

- deux représentants de la Direction Régionale des Impôts ;
- un expert comptable ou comptable agréé, représentant l'ordre national des experts-comptables et comptables agréés ;
- un expert fiscal, représentant l'ordre des conseils fiscaux ;
- un représentant des Chambres consulaires.

Le secrétariat est assuré par un agent du service des impôts ayant au moins le grade d'Inspecteur des Impôts.

La Commission Paritaire précontentieuse de Conciliation Fiscale émet un avis motivé, elle dispose à cet effet d'un délai de deux mois à compter de la date de sa saisine.

La saisine de la Commission Paritaire précontentieuse de Conciliation Fiscale peut à la demande du contribuable, sous réserve de l'acquittement à la caisse du receveur des impôts de la totalité des droits non contesté et d'un montant équivalent à au moins 30% des droits contestés, suspendre la procédure de mise en recouvrement des redressements issus des opérations de contrôle fiscal.

Le sursis à la mise en recouvrement du reliquat des droits ne suspend pas les délais de sanctions pour paiement tardif, au cas où l'avis de la Commission Paritaire ne serait pas favorable au contribuable.

Un décret pris en Conseil des Ministres précise les modalités de fonctionnement de la Commission Paritaire de Conciliation Fiscale.

ETAT V

ANNEXE SUR LE GENRE



~ PROJET DE LOI DE FINANCES 2018 ~

ETAT V
ANNEXE SUR LE GENRE



SEPTEMBRE 2017



SIGLES ET ABREVIATIONS

CAFO	: Coalition des Associations Féminines et Organisations
CAG	: Comité Aviseur Genre
CEDEF	: Convention sur l'Élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des Femmes
CREDD	: Cadre de Relance Economique et le Développement Durable
CFPF	: Centre de Formation Pratique
CGA	: Centres de Gestion Agrées
CGS	: Comité de Gestion Scolaire
CNDIFE	: Centre National de Documentation et d'Information sur la Femme et l'Enfant
CSCR	: Cadre Stratégique pour la Croissance et la Réduction de la Pauvreté
CSG	: Conseil Supérieur Genre
DESC	: Droits Economiques Sociaux et Culturels
DNFPP	: Direction Nationale de la Fonction Publique et du Personnel
DUDH	: Déclaration Universelle des Droits de l'Homme
EPT	: Education Pour Tous
FAFE	: Fonds d'Appui à l'Autonomisation et à l'Epanouissement de la Femme et de l'Enfant
FNAA	: Fonds National d'Appui à l'Agriculture
GEDEFOR	: Projet Gestion Décentralisée des Forêts
GRFF	: Gestion des Ressources Forestières et Fauniques.
PACR	: Projet d'Appui aux Communautés Rurales
PACUM	: Projet d'Appui aux Communes Urbaines du Mali
PADEC	: Projet d'Appui au Développement Economique Communautaire
PAJM	: Programme d'Appui à la Justice au Mali.
PAPAM	: Programme d'Accroissement de la Productivité Agricole au Mali
PBSG	: Planification et Budgétisation Sensible au Genre
PDD-DIN	: Programme de Développement Durable du Delta Intérieur du Niger
PDDSS	: Plan Décennal de Développement Sanitaire et Social
PDH	: Promotion des Droits de l'Homme

PDI : Programme de Développement Institutionnel

PGRN-CC : Projet de Gestion des Ressources Naturelles, Changement-Climatique

PNG : Politique Nationale Genre

POPRODEJ : Plan Opérationnel du Projet de développement des compétences et emploi des Jeunes

PROSEA : Programme Sectoriel Eau Assainissement

PRPRM : Projet de Réduction de la Pauvreté dans la Région de Mopti

PTF : Partenaires Techniques et Financiers

RAMED : Régime d'Assistance Médicale

SAPEP : Projet d'Accroissement de la Productivité Agricole des Petits Exploitants

TA : Taux d'Achèvement

TBA : Taux Brut d'Admission

TBS : Taux Brut de Scolarisation

INTRODUCTION

L'introduction de la Budgétisation Sensible au Genre (BSG) dans la gestion budgétaire est une forme avancée de la réforme de la gestion des finances publiques. Elle focalise la gestion budgétaire sur la problématique de l'efficacité des dépenses publiques et de leur impact sur la réduction de la pauvreté et des inégalités.

Il est établi que, depuis quelques temps, le Mali enregistre de bons résultats en matière de gestion des finances publiques. Si cette qualité de la gestion des finances publiques a permis d'augmenter la capacité de résilience de l'économie malienne, elle n'a pas permis de réduire de manière significative les fortes inégalités. C'est pourquoi, de plus en plus, l'impact de la politique budgétaire sur la réduction des inégalités est devenu une préoccupation des autorités budgétaires, tant au niveau du Gouvernement que de l'Assemblée Nationale. Cela nécessite l'amélioration de l'efficacité et l'efficience des dépenses.

Une des stratégies pour améliorer l'impact de la politique budgétaire sur la réduction des inégalités passe par la budgétisation sensible au genre qui constitue également l'un des axes d'orientation de la mise en œuvre de la Politique Nationale Genre (PNG).

Suite à la budgétisation sensible au genre, il est élaboré une annexe budgétaire relative au genre ou le rapport-genre.

L'annexe budgétaire relative au genre ou le rapport-genre est un document fondé sur l'obligation de rendre compte, basée sur la prise en charge des besoins sexo-spécifiques contenus dans le plan d'action genre et intégrés dans les Documents de Programmation Pluriannuels des Dépenses (DPPD-PAP). Elle recense ainsi les éléments des cadres de performance (programmes, objectifs et indicateurs) du DPPD-PAP des Ministères qui contribuent à la mise en œuvre du plan d'action de la Politique Nationale Genre.

I. DÉMARCHE MÉTHODOLOGIQUE DE L'ÉLABORATION DU RAPPORT GENRE

Dans le cadre de la mise en œuvre de la Politique Nationale Genre, la démarche de la Planification et de la Budgétisation Sensible au Genre (PBSG) a été introduite dans le processus budgétaire et son pilotage confié au Ministère de l'Economie et des Finances.

Le processus PBSG cible les départements ministériels prioritaires identifiés dans le document de politique genre comme ayant un potentiel pour la réduction des inégalités entre les femmes et les hommes. Il s'agit des départements considérés comme des secteurs prioritaires dans lesquels les engagements de l'Etat sont clairement spécifiés et qui représentent « *des véhicules de changements majeurs dans la reconnaissance et l'exercice des droits égaux fondamentaux, dans la construction de l'identité sociale des femmes et des hommes, dans la lutte contre les stéréotypes sexistes, dans la protection de l'intégrité et de la dignité des femmes, dans le développement du capital humain et dans l'allocation des ressources en faveur d'un développement économique juste et équitable* ». Ces secteurs sont : la justice, l'éducation, la santé, l'emploi et la formation professionnelle, l'agriculture, l'élevage, l'énergie, la décentralisation, la réforme de l'état, la réforme budgétaire et la communication. Chaque département ministériel est requis d'intégrer le plan d'action de la Politique Nationale Genre dans son projet annuel de performance. Les interventions programmées ainsi que les mesures spécifiques prises au niveau de chaque secteur constituent sa contribution pour la réalisation des objectifs de l'égalité genre au Mali. Ces actions et mesures spécifiques sectorielles en faveur de l'égalité genre, qui sont répertoriées dans une annexe à la loi de Finances, feront l'objet d'un suivi et d'une évaluation. L'annexe budgétaire relative au genre ou le rapport-genre est un document élaboré sur la base de la prise en compte des besoins sexo-spécifiques contenus dans le plan d'action genre et intégrés dans les budget-programmes. Elle recense les éléments des cadres de performance (programmes, objectifs et indicateurs) du budget-programmes des ministères qui contribuent à la mise en œuvre du plan d'action de la Politique Nationale Genre, en vue de faciliter le suivi de leur exécution dans l'annexe budgétaire sur le genre. Le rapport-genre de chaque ministère est structuré en trois parties :

- les enjeux genre et gaps à combler ;
- les mesures ou stratégies spécifiques qui ciblent les questions de genre;
- la planification et la budgétisation des actions genre.

Les ministères sont regroupés par domaine d'interventions de la Politique Nationale Genre.

II. PRINCIPAUX DÉFIS-GENRE

Sur le plan juridique, social, économique et politique, la Politique Nationale Genre a fait l'état des lieux des inégalités entre les femmes et les hommes.

2.1. Sur le plan juridique

Sur le plan juridique, plusieurs instruments internationaux et régionaux ont été ratifiés par le Mali, reconnaissant aux femmes et aux hommes l'égalité en droits et devoirs et interdisant toute discrimination contre les femmes. Parmi ces instruments, on retiendra la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme (DUDH), la Convention sur l'Élimination de toutes les formes de Discrimination à l'Égard des femmes (CEDEF) et ses protocoles, la Charte Africaine des Droits de l'Homme et des Peuples, et son Protocole relatif aux Droits des Femmes en Afrique (Protocole de Maputo) etc.

Ainsi, la Constitution du Mali (25 février 1992) garantit les mêmes droits aux citoyens des deux sexes sans discrimination. Des avancées sont également constatées au plan de la législation interne et se caractérisent par la dotation du pays de différents codes visant à régir la vie sociale, économique et politique. Cependant, des problèmes perdurent en ce qui concerne l'élimination de pratiques comme la mutilation génitale des femmes ou l'excision. La ténacité des attitudes et des perceptions négatives de la société envers l'égalité entre les sexes et l'autonomisation des femmes. Les limites du cadre juridique pour l'équité de genre concernent la faible harmonisation de la législation nationale avec les instruments internationaux, certains vides juridiques dans le droit positif (violences faites aux femmes), et des discriminations à l'égard des femmes. De plus, le droit coutumier, souvent défavorable aux femmes, est appliqué au détriment de la loi, surtout en milieu rural, notamment en ce qui concerne la succession sur le foncier rural.

2.2. Sur le plan social

Malgré la volonté politique de lutter contre les inégalités entre hommes et femmes à travers l'existence d'un ministère en charge de la promotion de la femme, on constate que :

- les inégalités persistent entre les sexes au niveau du taux brut de scolarisation au premier cycle qui est de 69,6% en 2016 dont 75,0% pour les garçons et 64,3% pour les filles ;
- les taux d'achèvement ont connu une évolution contrastée ces dernières années, notamment au second cycle. Cette disparité est plus importante chez les filles que les garçons à cause de:
- l'éloignement des domiciles par rapport aux écoles du second cycle ;
- mariages et grossesses précoces ;

- le faible niveau de revenu des ménages limitant la scolarisation des enfants (les ménages les plus pauvres scolarisent moins les filles) ;
- et l'insuffisance de communications sur la scolarisation des filles.

2.3. Sur le plan économique

Les résultats des enquêtes montrent que la rémunération des femmes (dans les secteurs structuré et non structuré) est généralement inférieure de moitié à celle des hommes. Cette situation est due aux contraintes comme l'accès relativement limité des femmes aux facteurs de production, notamment à la terre, à la technologie et au crédit. En 2016, le taux de chômage était de 10,6% pour les femmes contre 7,8% pour les hommes.

Dans le secteur de l'agriculture, les femmes sont présentes tout au long de la chaîne agricole, mais elles ne disposent pas des moyens nécessaires pour accroître leur production et leur productivité (faible accès aux structures de financement, de contrôle, à la terre et aux moyens de production etc.). Elles s'occupent généralement du petit élevage et de toutes les activités de transformation du poisson (séchage et fumage), la fabrication du bouillon de poisson et la commercialisation.

En 2016, la proportion de femmes propriétaires de parcelles était seulement de 11,93% pour les femmes en zone ODRS à Maninkoura et Selingué.

De plus, si l'engagement de principe visant à éliminer la pauvreté des femmes par l'intégration de la dimension genre dans le CREDD tend à augmenter, les réalisations concrètes des mesures tenues dans le cadre de performance de CREDD, au profit des femmes sont toujours attendues.

2.4. Sur le plan politique

Le taux de représentation dans les instances de prise de décision (postes électifs et nominatifs) reste faible. La faiblesse de cette représentation est habituellement due à l'absence générale de politiques tenant compte de la spécificité des sexes au sein des partis politiques. Malgré l'adoption de la Loi n°2015-052/PRM du 18 décembre 2015 instituant des mesures pour promouvoir le genre dans l'accès aux fonctions nominatives et électives la situation de la représentative des femmes dans les instances nominatives reste faible.

Par exemple le gouvernement compte huit (08) femmes ministres sur 35 soit environ 23%. Ce constat de sous représentativité des femmes est aussi fait au niveau des organes de mise en œuvre et de suivi de l'accord pour la paix et la réconciliation au Mali.

La faible visibilité des femmes à l'échelon de la gouvernance locale, de l'appareil judiciaire, et aussi à la tête d'organisations de la société civile est un phénomène visible au Mali.

Si le cadre politique crée les conditions favorables à l'égalité de genre, il est limité par son manque d'opérationnalisation. La plupart des politiques sectorielles ne sont pas toujours suivies d'actions concrètes, ni traduites en dispositif.

Quelques indicateurs démographiques au Mali 2005 à 2020

Unité : Millier, pour cent, nombre et an

Période Indicateur	2005-2010	2010-2015	2015-2020
Nombre de naissances annuelles (millier)	680	746	816
Nombre de décès annuels (millier)	221	226	232
Taux d'accroissement annuel moyen en %	3,08	2,96	2,84
Taux brut de natalité (pour 1000 habitants)	47,6	45,0	42,5
Taux brut de mortalité (pour 1000 habitants)	15,5	13,6	12,1
Indice synthétique de fécondité (nbre d'enfants par femme)	6,46	6,12	5,78
Espérance de vie à la naissance, deux sexes (an)	50	52,1	54
Espérance de vie à la naissance, masculin (an)	48,9	50,9	52,9
Espérance de vie à la naissance, féminin (an)	51	53,1	55,1

Source : DNP Projection de la population_2013

III. L'ANALYSE GENRE PAR MINISTERE

MINISTERE DE LA JUSTICE

1. Les enjeux-genre

Après une décennie de mise en œuvre, un Plan Opérationnel 2010-2014 du PRODEJ (PO PRODEJ) s'articulant sur le triptyque : crédibilité, efficacité et accessibilité de la justice a été lancé avec une participation plus accrue des Partenaires Techniques et Financiers (PTF).

Le Plan Opérationnel du PRODEJ a réservé une place de choix aux questions de droits de l'Homme et de genre en y consacrant une composante à part entière. Cette composante, essentiellement inspirée et bâtie sur la politique sectorielle genre du Ministère de la Justice et son Plan d'actions de 2008, a connu des résultats mitigés dus aux conséquences des crises politiques, sécuritaire et institutionnelle qu'a subi le Mali. Ces différentes crises ont entravé les appuis techniques et les financements en faveur des actions sensibles au genre.

La période post-crise 2012 qui avait très gravement détérioré l'offre de service public et hypothéqué la fonctionnalité de l'appareil judiciaire au Mali, a nécessité la construction d'un système judiciaire efficace qui inspire confiance pour assurer la bonne gouvernance et l'Etat de droit.

Sous l'impulsion du Président de la République, le redressement de la justice est devenu le socle sur lequel sera bâti le nouvel Etat du Mali.

La réforme systémique de la justice ainsi prônée a engendré le contrat de transparence entre les membres de la famille judiciaire et les autres acteurs de la société dans le but de faciliter la saine distribution de la justice au bénéfice du peuple, la promotion du droit d'accès à la justice des femmes et des hommes et le respect des engagements pour une justice performante, crédible, responsable et indépendante.

Suite à une retraite à Sikasso du 14 au 18 juin 2015 avec l'appui financier du Royaume des Pays-Bas, d'une introspection du système judiciaire en vue de dégager les leviers nécessaires à l'émergence d'une justice responsable et respectueuse des droits humains, une justice réconciliée avec ses valeurs fondamentales.

Le Programme d'Urgence pour le Renforcement du Système Judiciaire et de Mise en œuvre de l'Accord pour la Paix et la Réconciliation au Mali issu du processus d'Alger (PU-RSJ-MOA 2015-2018) est né de la retraite de Sikasso.

Le PU-RSJ-MOA est un outil programmatique de mise à niveau de l'appareil judiciaire, articulé autour de trois (03) composantes en vue de l'émergence d'une Justice crédible.

La deuxième composante Protection des Droits de l'homme et promotion de la lutte contre l'impunité, la corruption et la délinquance financière :

L'objectif est d'améliorer la situation des droits de l'homme, de mettre fin à l'impunité, de lutter contre la corruption et la délinquance financière et de mettre en œuvre les stipulations de l'Accord pour la Paix et la Réconciliation au Mali issu du Processus d'Alger relatives à ces questions.

En matière d'impunité et de droits humains, il s'agit, entre autres :

- de créer une commission d'enquête internationale conformément à l'Accord pour la Paix et la Réconciliation au Mali issu du Processus d'Alger ;
- de réaffirmer le caractère imprescriptible des crimes de guerre et crimes contre l'humanité, la non amnistie pour les auteurs desdits crimes y compris les violations sur les femmes, les filles et les enfants liés au conflit ;
- de rendre effective et fonctionnelle la justice transitionnelle ;
- de mettre en place une politique nationale de droits humains et son plan d'action et d'améliorer les conditions de vie en milieu carcéral.

Par ailleurs, à l'analyse des emplois du secteur de la justice, il est noté un déséquilibre assez important quant à la représentativité entre les hommes et les femmes dans les corps de métier de la justice. Le nombre de femmes diminue en allant vers les échelons supérieurs : les femmes ne représentent que 9,64% des magistrats et 9,6% des effectifs des ordres professionnels. Par contre, les femmes sont plus nombreuses dans les échelons inférieurs où elles représentent 78,25% des auxiliaires de justice.

Répartition des magistrats par structures en 2016

Structure	Homme		Femme		Total
	Nombre	%	Nombre	%	
Cour Suprême	41	97,61	1	2,38	42
Cour Constitutionnelle	5	100	0	0	5
Cour d'Appel de Kayes	54	93,10	4	6,86	58
Cour d'Appel de Bamako	188	85,06	33	14,93	221
Cour d'Appel de Mopti	68	100	0	0	68
Total général	356	90,35	38	9,64	394

Source : DNAJ

Effectifs des ordres professionnels du secteur de la justice en 2016

Corps professionnels	Homme		Femme		Total
	Nombre	%	Nombre	%	
Avocats	281	91,8%	25	8,2%	306
Huissiers/ Commissaires-priseurs	91	91%	9	9%	100
Notaires	24	68,57	11	31,43	35
Total Général					

Source : CPS

Répartition des auxiliaires de justice

Auxiliaires de justice	Homme		Femme		Total
	Nombre	%	Nombre	%	
Greffier en chef	28	49,12	29	50,87	57
Greffiers	66	25,09	197	74,90	263
Secrétaires des Greffes et Parquets	13	7,55	159	92,44	172
Total général	107	21,74	385	78,25	492

Source : DNAJ

2. Les stratégies de réduction des inégalités liées au genre

Mesures spécifiques et activités genre 2016 réalisées

Afin de remédier à ces déséquilibres accrus au niveau des effectifs de personnel juridique et judiciaire et de corriger les disparités d'accès aux services publics et privés de la justice, des politiques, programmes et orientations ont été initiés par le Ministère de la Justice et leur mise en œuvre a démarré.

En septembre 2008, la politique d'Égalité Femme-Homme du Ministère de la Justice fut adoptée. Cette politique est axée sur l'égalité en droit et dans les faits pour les femmes et les hommes et sur l'égalité entre les femmes et les hommes aux postes et professions du système judiciaire. Elle est assortie d'un Plan d'Actions et la mise en place d'un Comité Aviseur Genre dont une des missions est de promouvoir l'égalité entre hommes et femmes au sein de l'appareil judiciaire.

Par ailleurs, le département de la justice abrite le Programme "Appui Conjoint des Nations Unies pour la Promotion des Droits de l'Homme (PDH)" dont le but est la promotion des Droits Economiques, Sociaux et Culturels (DESC) des femmes et des hommes.

Enfin, la Réforme Judiciaire en cours de définition et d'élaboration compte bien donner la part belle à la problématique des droits de l'Homme autant qu'aux questions juridiques et judiciaires stricto-sensu.

L'année 2016 a été marquée par le renforcement du statut de la CNDH avec l'adoption de la Loi n°2016-036 du 07 juillet 2016 portant création de la CNDH et son Décret d'application n°2016-0853/P-RM du 08 novembre 2016 fixant l'organisation et les modalités de fonctionnement de la CNDH conformément aux principes de Paris relatifs aux statuts et au fonctionnement des Institutions Nationales des Droits de l'Homme.

Le législateur a confié à la Commission Nationale des Droits de l'Homme (CNDH) la mission d'assurer la promotion et la protection des droits de l'homme et de rendre compte de la situation desdits droits aux pouvoirs publics et à l'opinion nationale et internationale à travers un rapport annuel sur l'état des Droits de l'Homme au Mali à l'attention du Gouvernement.

De nombreuses initiatives visant une **meilleure imprégnation des droits de l'Homme** dans la société et parmi les acteurs judiciaires ont été entreprises, dont :

- recueils des textes internationaux et régionaux relatifs aux DH ;
- modules de formation des professions judiciaires en DH : magistrats, Avocats, Agents Pénitentiaires, OPJ et APJ Gendarmerie et Police ;
- séminaire d'imprégnation des magistrats de la Cour Suprême et des trois (03) Cours d'Appel sur l'applicabilité des instruments internationaux ;
- mallette de formation aux droits de l'Homme de la chaîne pénale ;
- 3 conférences de parquets et sièges dans les ressorts des cours d'appel sur l'imprescriptibilité des crimes contre l'humanité et de guerre ainsi que la non-amnistie de leurs auteurs, incluant auteurs de violations faites aux femmes / enfants ;
- campagnes d'information et sensibilisation sur les DH ;
- sensibilisation sur l'excision et le mariage précoce (Kita, Sikasso et Kayes) ;
- vulgarisation des principes de promotion, protection des droits humains et du genre auprès de 228 Magistrats, 114 Auxiliaires de justice (Greffiers et Surveillants de prison). La sensibilisation au VIH/SIDA et Ebola n'a touché que six (06) centres de détentions sur un total de cinquante-neuf (59).

Une attention particulière a été portée en 2016 au renforcement des capacités de la DNAPES via l'organisation de plusieurs formations de personnels pénitentiaires ont également été dispensées dont la formation de 90 greffiers et d'acteurs de la chaîne pénale de Tombouctou, Gao, Mopti, Kayes, Koulikoro, Sikasso, Ségou, Bamako, la formation de responsables aux techniques de gestion d'une prison et le traitement des détenus et le perfectionnement du personnel du Centre de Détention pour Mineur de Bollé.

Les conditions de détention de la population carcérale s'améliorent lentement, sur 59 établissements pénitentiaires et de l'éducation surveillée seuls 10 disposent d'une infirmerie, 3 disposent à la fois d'une infirmerie et des quartiers séparés. Par ailleurs, beaucoup reste à faire dans le domaine de la séparation des quartiers de détenus mineurs et femmes.

Sur le plan alimentaire, les trois repas sont servis dans l'ensemble des centres de détentions. La promotion de la réinsertion sociale et professionnelle des détenus est assurée au niveau des centres de détentions de Bollé femmes et mineurs. Les détenus mineurs des centres de Bollé bénéficient de la scolarisation; les femmes de Bollé bénéficient d'une formation professionnelle pour leur réinsertion sociale ; par contre les détenus des autres maisons d'arrêt n'ont pas de réinsertion sociale et professionnelle faute d'ateliers et d'encadreurs.

De même, dans le cadre du Programme d'Appui à la Justice au Mali (PAJM) financé par l'Union Européenne, un programme de mise en œuvre de bureaux d'assistance judiciaire a été élaboré et est en cours d'opérationnalisation dans l'ensemble du pays.

Programme 1 : Administration Générale-Coordination et Contrôle

Objectif n°3 : Renforcer la promotion et la protection des droits humains et du genre							
Indicateur de résultats		Unité de mesure	Période			2016	
			2013	2014	2015	Prévision	Réalisation
3.1 Pourcentage des magistrats, des auxiliaires de justice et des agents de la DNAPES formé en droits humains et genre.	Magistrats	%	-	-	-	40	39
	Auxiliaires de justice		-	-	-	30	25
	Agents de la DNAPES					50	2
3.2 Rapports annuels sur la situation des droits humains et la Revue documentaire disponibles (Gouvernement, CNDH, AMDH OSC).		Nombre	3	0	3	4	2

Programme 2 : Elaboration de la Politique Juridique et Judiciaire de l'Etat, Gestion de la Carrière et Formation des Magistrats

Objectif n°1 : Améliorer l'efficacité et l'accessibilité des services judiciaires.						
Indicateurs de résultats	Unité	Périodes			2016	
		2013	2014	2015	Prévisions	Réalisations
1.3 Pourcentage des juridictions disposant d'un bureau d'accueil et d'orientation fonctionnel.	%	2,86	2,86	7.14	9	41

3. Planification et budgétisation des actions du genre

La Politique Nationale Genre sera mise en œuvre au Ministère de la Justice à travers deux programmes :

Programme 1 : Administration Générale-Coordination et Contrôle

Objectifs	INDICATEURS DE RESULTATS					Activités 2018
	Libellé	Référence	Cibles			
			2018	2019	2020	
Objectif 3. Renforcer la promotion des droits humains et du genre	3.1 Pourcentage des magistrats, des auxiliaires de justice et des agents de la DNAPES formé en droits humains et genre. - Magistrats auxiliaires de justice - agents de la DNAPES					3.1.1 Suivi et évaluation de la mise en œuvre de la politique nationale en matière de droits humains (PDH) 3.1.2 Evaluation de l'harmonisation de la législation nationale avec les instruments de droits de l'homme ratifiés par le Mali. 3.1.3 Formation des Magistrats, des Auxiliaires de justice et du personnel de la DNAPES en matière de droits humains
		45%	50%	50%	60%	
		40%	80%	80%	90%	
		70%	70%	100%	100%	
	3.2 nombre de rapports annuels sur la situation des droits humains (Gouvernement, Médiateur de la République,	4	4	4	4	3.2.1 Renforcement des activités de la CNDH par la dotation en matériels et en ressources humaines et financières, tenue des sessions ordinaires (02) et extraordinaires (02)

Objectifs	INDICATEURS DE RESULTATS					Activités 2018
	Libellé	Référence	Cibles			
			2018	2019	2020	
	CNDH, Rapport alternatifs/OSC).					<p>3.2.2 Elaboration du Rapport 2016 sur la situation des droits humains à travers l'enquête de terrains, la visite des lieux de détention, les entretiens individuels et les focus groupe.</p> <p>3.2.3 Elaboration de la Revue documentaire des droits humains</p> <p>3.2.4 Tenue d'ateliers de sensibilisation des personnels judiciaires et de l'administration publique sur les questions de droits humains et de genre</p>

Programme 3 : Renforcement et Modernisation des Institutions Pénitentiaires et de l'Education Surveillée

Objectifs	Indicateurs					Activités 2018
	Libellé	Référence	Cibles			
			2018	2019	2020	
1. Améliorer les conditions de détention de la population carcérale	<p>1.2 Valeur réelle de la ration alimentaire détenu/jour, basé sur le menu standard amélioré, le coût calculé de la ration sèche (non cuite) du menu pénitentiaire, cout menu par détenu et par jour + 10% .</p> <ul style="list-style-type: none"> - Hommes - Femmes - Enfants 	555	555	555	555	<p>1.2.1 Formation des agents aux normes internationales en matière de détention</p> <p>1.2.2 Organisation de la semaine du détenu</p> <p>1.2.3 Amélioration des services de détention :</p> <ul style="list-style-type: none"> - affectation des surveillantes de prison - formation du personnel Droits humains - sensibilisation des femmes et des hommes détenu(e)s à leurs droits - programme de réinsertion sociale pour les détenu(e)s
2. Promouvoir la réinsertion sociale et professionnelle des détenus.	<p>2.1. Pourcentage des détenus hommes et femmes bénéficiant d'une formation professionnelle.</p>	7%	10%	15%	20%	<p>2.1.2 Formation professionnelle des détenus mineurs, des détenues femmes et des détenus hommes</p>
	<p>2.2 Pourcentage des détenus garçons et filles bénéficiant d'une scolarisation formelle et non formelle.</p>	50%	80%	100%	100%	<p>2.2.1 Alphabétisation des détenus hommes, de Bollé Femmes et de Bollé Mineurs.</p> <p>2.2.2 Formation scolaire de la population carcérale.</p>

MINISTERE DE LA PROMOTION DE LA FEMME, DE L'ENFANT ET DE LA FAMILLE

1. Les Enjeux genre et gaps à combler

L'évaluation du plan d'action 2011-2013 de la Politique Nationale Genre a montré que des avancées ont été effectuées, notamment dans les domaines de la lutte contre la pratique de l'excision, la prise en charge et la réinsertion des victimes de complications liées à l'excision, la mise en place des organes de suivi de la PNG.

Par ailleurs, la situation des femmes dans les instances électives communales a connu une amélioration suite aux élections municipales de novembre 2016 avec 25,6% de femmes conseillères contre 9% en 2009.

Tableau 1. Taux des conseillers communaux par région selon le sexe en 2016¹

N°	REGION	FEMME	HOMME
1	KAYES	24,9	75,1
2	KOULIKORO	25,0	75,0
3	SIKASSO	23,8	76,2
4	SEGOU	26,6	73,4
5	MOPTI	26,7	73,3
6	TOMBOUCTOU	28,3	71,7
7	GAO	27,2	72,8
8	BAMAKO	30,2	69,8
TOTAL		25,6	74,4

Source : CNDIFE _Base de données Femmes/Enfants

Malgré l'adoption de la Loi n°2015-052/PRM du 18 décembre 2015 instituant des mesures pour promouvoir le genre dans l'accès aux fonctions nominatives et électives la situation de la représentativité des femmes dans les instances nominatives reste faible.

Par exemple le gouvernement compte 7 femmes ministres sur 35 soit 20%. Ce constat de sous représentativité des femmes est aussi fait au niveau des organes de mise en œuvre et de suivi de l'Accord pour la Paix et la Réconciliation au Mali.

¹ Les élections ne se sont pas déroulées principalement dans la région de Kidal et dans la plusieurs localités des régions Ségou, Mopti, Tombouctou et Gao.

2- Les mesures ou stratégies spécifiques de réduction des inégalités liées au genre

- adoption du Décret d'application de la Loi n°2015-052/PRM du 18 décembre 2015 instituant des mesures pour promouvoir le genre dans l'accès aux fonctions nominatives et électives ;
- adoption du Décret sur les compétences à transférer aux collectivités territoriales en matière de promotion de la femme, de l'enfant et de la famille ;
- adoption de la feuille de route biennale pour l'abandon des mariages des enfants ;

a. Evaluation des activités du rapport genre 2016

Programme 2 : promotion de la femme

Objectifs	Indicateurs					Activités 2018
	Libellé	Référence 2016	Cibles			
			2017	2018	2019	
Objectif 1 : Développement d'un capital (femmes et hommes) apte à affronter les défis du développement socio-économique du pays, de la réduction de la pauvreté, de l'intégration africaine et de la mondialisation	1.1 pourcentage de femmes et d'hommes formés	97,01	80	85	90	1.1.1 Organisation des sessions de formation sur les thématiques : Genre, technique de communication, santé, planification, leadership, AGR, de paix et de sécurité 1.1.2. Dotation ou renforcement des structures en équipements et en infrastructures.
	1.2. Pourcentage de groupements de femmes appuyées dans les AGR	40	75	80	90	1.2.1. Appui en équipements pour la mise en œuvre d'AGR 1.2.2. Appui des organisations féminines en montage de microprojets et orientation vers les structures de micro finances 1.2.3. Suivi/évaluation de l'utilisation des fonds octroyés 1.2.4. Appui à la création d'entreprises féminines Suivi/évaluation des entreprises créées
	1.3. Pourcentage de femmes et filles victimes des VBG	60	50	55	60	1.3.1 .Organisation de sessions de sensibilisation et d'information des intervenants et de la population dans le domaine

	prises en charge					<p>de la lutte contre les pratiques néfastes et les violences basées sur le genre, SR, l'utilisation des services de santé pour l'amélioration de la santé de la femme,</p> <p>1.3.2 Organisation de sessions de plaidoyer à l'endroit des décideurs pour leurs implications dans la lutte contre les pratiques néfastes et les violences basées sur le genre pour l'amélioration de la santé de la reproduction</p> <p>1.3.3. Identification et prise en charge des cas de complication liés aux VBG, MGF/ Excisions</p> <p>1.3.4. Mise en place des unités de prise en charge holistique des VBG dans 3 maisons de la femme et de l'Enfant, Centre d'Ecoute d'Animation et d'Orientation (CEAO) et 5 centres d'autopromotion.</p> <p>1.3.5 Mise en œuvre du projet conjoint de promotion de l'abandon de la pratique transfrontalière des VBG/Excision/Mariage précoce Mali/Burkina Faso</p>
Objectif 2 : Mise à contribution des potentialités des femmes et des hommes dans le développement du pays par leur participation légale aux sphères de décision	2.1. Taux de femmes et d'hommes sensibilisés sur les droits des femmes	25	73	80	90	<p>2.1.1. Traduction en langues nationales, multiplication et diffusion des textes juridiques sur les droits de la femme</p> <p>2.1.2. Information, Education et communication sur les droits des femmes les textes de l'OHADA, le commerce transfrontalier et de l'utilisation des services d'assistance</p> <p>2.1.3. Célébration des événements spéciaux : (06 Février, 08 Mars, 31 Juillet,</p>

						15 Octobre, 25 Novembre) 2.1.4. Organisation des espaces de contacts sur la situation des femmes. 2.1.5 Organisation de débats intergénérationnels au niveau national et régional.
	2.2. Pourcentage de femmes aux postes électifs	10	10	10	30	2.2.1. Organisation des séances de plaidoyer auprès des autorités pour la représentativité des femmes dans les instances nationales, sous régionales, régionales et internationales suivant un plan de carrière existant. 2.2.2. Information et sensibilisation pour l'application de la loi sur la promotion du genre (loi 2015- 052) 2.2.3. Assistance technique (coaching, formation) aux femmes élues. 2.2.4. Sensibilisation pour l'émergence des femmes au sein des partis politiques
	2.3. pourcentage de femmes aux postes nominatifs	12	25	30	30	2.3.1. Organisation de visites d'échanges et d'expériences entre les femmes leaders maliennes et celles de la sous-région qui ont réussi la prise en compte du genre dans l'occupation des postes nominatifs et électifs 2.3.2. Organisation des sessions de plaidoyer auprès des hautes

						autorités, des leaders des partis politiques, des leaders religieux et coutumiers pour lutter contre les VBG.
--	--	--	--	--	--	---

Programme 4 : Programme d'appui à l'Autonomisation de la femme et épanouissement de l'enfant (PAAFE).

Objectifs	Indicateurs					Activités 2018
	Libellé	Référence 2016	Cibles			
			2017	2018	2019	
Objectif 1 : Accroître le potentiel économique des femmes	1.1 Pourcentage d'organisations villageoises équipées en matériels et infrastructures de production		25	35	45	1.1.1 Identification et analyse des besoins en matériels et équipements de production. 1.1.2. Dotation des organisations villageoises en matériels et équipements de production. 1.1.3 : Etudes architecturales pour la réalisation d'infrastructures de production
	1.2. Pourcentage de projets d'AGR/PME financés	104,4	100	100	100	1.2.1. Organisation des appels à proposition des projets. 1.2.2. Financement des projets retenus. 1.2.3. Mobilisation des ressources additionnelles auprès des PTF.
	1.3. Taux de participation aux organisations aux activités commerciales et promotionnelles	-	15	25	40	1.3.1 Appui technique et financier à la participation des organisations aux activités commerciales et promotionnelles. 1.3.2 Suivi et évaluation des activités commerciales et promotionnelles.

Objectif 2 : Contribuer au développement du leadership des femmes dans la vie publique et politique	2.1. Pourcentage de femmes formées	16,67	15	30	30	2.1.1. Identification de besoins de formations et des modules. 2.1.2. Evaluation des formations.
	2.2. Pourcentage d'emplois créés femmes	-	25	30	35	2.2.1. Organisation des séances de plaidoyer auprès des autorités pour la représentativité des femmes dans les instances nationales, sous régionales, régionales et internationales suivant un plan de carrière existant. 2.2.2. Information et sensibilisation pour l'application de la loi sur la promotion du genre (loi 2015- 052) 2.2.3. Assistance technique (coaching, formation) aux femmes élues. 2.2.4. Sensibilisation pour l'émergence des femmes au sein des partis politiques
	2.3. pourcentage d'AGR/PME féminines accompagnées	-	60	65	70	

Objectifs	Indicateurs					Activités 2018
	Libellé	Référence 2016	Cibles			
			2017	2018	2019	
Objectif 3 : Contribuer à l'épanouissement de l'enfant	3.1 Pourcentage de projets financés en faveur de l'épanouissement des enfants	137	100	100	100	3.1.1 Financement de projets retenus en faveur de l'épanouissement de l'enfant
	3.2 Pourcentage de filles réinsérées	-	25	30	35	3.2.1. Appui à la réinsertion des enfants en situation difficile.
	3.2. Pourcentage de filles encadrées	-	40	40	40	1.3.1 Appui technique et financier à la participation des organisations aux activités commerciales et promotionnelles. 1.3.2 Suivi et évaluation des activités commerciales et promotionnelles.

MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE

1. Les Enjeux genre / Gaps à combler

La Politique Genre prend appui sur un ensemble de fondements d'ordre juridique, politique et socioculturel. Elle prend sa légitimité d'un ensemble d'instruments juridiques nationaux, internationaux et africains. La Convention sur l'Elimination de toute forme de Discrimination à l'Egard des Femmes (CEDEF) consacre l'égalité dans le domaine de l'éducation et de la formation.

Les Objectifs de Développement Durable N°4 et N°5 consacre spécifiquement la promotion de l'égalité entre les sexes et l'autonomisation des femmes :

- **ODD 4** : Assurer l'accès de tous à une éducation de qualité, sur un pied d'égalité, et promouvoir les possibilités d'apprentissage tout au long de la vie ;
- **ODD 5** : Parvenir à l'égalité des sexes et autonomiser toutes les femmes et les filles.

Au Mali les différentes politiques en faveur de l'éducation en général et de la promotion de la scolarisation des filles en particulier, ont permis d'enregistrer des résultats significatifs au niveau national, mais l'intégration des questions de genre dans l'éducation constitue encore un défi majeur que les acteurs doivent relever.

Pour l'effectivité d'un changement en faveur de l'égalité entre les sexes, il faut une nouvelle perception du concept genre à travers la formation, la sensibilisation, l'information et l'éducation.

Le tableau ci-après donne un résumé des principaux indicateurs entre 2014 et 2015.

Tableau 1 : Evolution des effectifs au fondamental 1 et 2

Indicateurs	2013-2014		2014-2015		2015-2016	
	TOTAL	Filles	TOTAL	Filles	TOTAL	Filles
Evolution des effectifs des élèves par sexe au fondamental 1er cycle	2 181 617	46,30%	2 227 082	46,50%	2 356 420	46,83%
Evolution des effectifs des élèves par sexe au fondamental 2 ^{ème} cycle	647 186	43,90%	631 816	45,30%	685 038	44,56%

Source : Annuaire des statistiques de l'enseignement fondamental

Au fondamental 1^{er} cycle, de 2013 à 2016, les effectifs ont augmenté de 174 803 élèves tous statuts confondus dont 129 338 élèves entre 2015 et 2016. La tendance à la hausse en 2015 et en 2016 est un signe probable de reprise. En 2015, les filles représentaient 46,5% des effectifs et mieux encore elles sont à 46,8 % en 2016.

S'agissant du fondamental 2^{ème} cycle, les effectifs évoluent en dents de scie mais ont augmenté de 51 222 élèves entre 2015 et 2016. Le pourcentage de filles scolarisées est de 44,6% pour l'ensemble du pays avec 49,2% pour le District de Bamako (le plus élevé) et 20,4% pour Gao (le plus faible).

Entre 2015 et 2016, les régions de Kayes et Gao (pour les filles) ont vu leur effectif diminué. Les facteurs expliquant cette régression sont entre autres :

- les forts abandons dus à la situation socio-économique des parents d'élèves
- l'instabilité des écoles medersas pour mauvaise gestion ou manque de personnel enseignant dans ce cycle.

Tableau 2 : Evolution du personnel enseignant au fondamental

Années	Fonctionnaires Etat		Fonctionnaires Collectivités Territoriales		Contractuels		Autres		TOTAL		
	Total	Femmes	Total	Femmes	Total	Femmes	Total	Femmes	Total	Femmes	
Fondamental 1^{er} cycle											
2013-2014		4 609	26,60%	13 318	29,80%	22 853	29,60%	10 583	25,70%	51 363	28,60%
2014-2015		3 964	33,90%	15 806	33,90%	21 602	28,30%	10 776	29,70%	52 148	30,00%
2015-2016		3 859	28,56%	18 827	29,77%	23 177	33,91%	11 488	32,93%	60 454	30,35%
Fondamental 2^{ème} cycle											
2013-2014	2 723	19,90%	6 588	15,40%	10 563	15,30%	2 034	12,20%	21 908	15,60%	
2014-2015	2 418	27,00%	8 339	27,00%	8 560	13,40%	2 704	12,60%	22 021	16,70%	
2015-2016	2 248	23,60%	10 197	15,70%	8 784	14,50%	5 234	10,30%	27 296	14,50%	

Source : Annuaire des statistiques de l'enseignement fondamental

Au fondamental 1^{er} cycle, le nombre d'enseignants augmente progressivement, passant ainsi de 52 148 en 2015 à 60 454 en 2016. Le nombre de fonctionnaires des collectivités territoriales augmente plus vite que ceux de l'Etat du fait que ces dernières années le recrutement ne se fait qu'au niveau des collectivités territoriales.

Le pourcentage de femmes enseignantes est de 30,4% à l'échelle nationale. Il est légèrement moins élevé chez les fonctionnaires que chez les contractuels, avec respectivement 29,6% et 33,9%.

Au fondamental 2^{ème} cycle, l'évolution des enseignants spécialistes en classe est assez significative dès lors qu'elle passe de 22 021 enseignants en 2015 à 27 296 en 2016, soit une augmentation de 5 275 enseignants. Le nombre de femmes enseignantes est très faible dans l'ensemble (14,5%). Les enseignants fonctionnaires de l'Etat sont en nette diminution (-170) au profit de ceux des fonctionnaires des collectivités territoriales (+1 869).

Tableau 3 : Quelques indicateurs de résultats de l'éducation

Indicateurs	2013-2014			2014-2015			2015-2016		
	G	F	T	G	F	T	G	F	T
Taux Brut d'Admission au 1 ^{er} cycle (en %)	65,7	55,5	60,5	66,4	57,1	61,7	68,1	57,5	62,7
Taux Brut d'Admission au 2 ^{ème} cycle (en %)	48,4	36,1	42,2	40,9	33,9	37,4	42,0	32,9	37,4
Taux Brut de Scolarisation au 1 ^{er} cycle (en %)	76,4	64,0	70,1	74,8	63,4	69,0	75,0	64,3	69,6
Taux Brut de Scolarisation au 2 ^{ème} cycle (en %)	57,7	44,3	50,9	52,9	42,8	47,8	55,5	43,7	49,6
Taux Brut d'Achèvement au 1 ^{er} cycle (en %)	52,7	44,0	48,3	53,8	45,7	49,7	49,4	43,0	46,2
Taux Brut d'Achèvement au 2 ^{ème} cycle (en %)	33,1	24,7	28,8	32,0	24,2	28,1	32,1	23,8	27,9

Source : Annuaire des statistiques de l'enseignement fondamental

Quels que soient l'indicateur et le cycle (1^{er} et 2^{ème} cycles du fondamental), la disparité persiste entre filles et garçons en matière d'éducation. Les écarts entre filles et garçons, tant en termes d'accessibilité que d'achèvement du cycle fondamental, sont liés à un certain nombre de facteurs contraignants. Les enjeux concernent surtout la résolution de ces contraintes dont les principales sont :

En matière d'accès à l'enseignement fondamental :

- l'éloignement des écoles, en zone rurale, qui pénalise plus les filles que les garçons (écoles situées à plus de 5 Km de la résidence des enfants) ;
- les pesanteurs sociales qui n'incitent pas à envoyer les filles à l'école surtout en milieu rural ;
- l'insuffisance de structures d'accueil (inexistence souvent de cantines ou de latrines séparées pour les filles et les garçons) ;
- l'insuffisance de salles de classe (double division ou double vacation et effectifs pléthoriques dans beaucoup de classes) ;
- la faiblesse du pourcentage de femmes enseignantes (30,35 % seulement du personnel enseignant tenant une classe au premier cycle et 14,50 % au second cycle en 2015-2016).

Par ailleurs, l'insécurité persistante au Nord depuis 2012, occasionnant le déplacement massif de nombreuses familles et la fermeture de certaines écoles, a constitué un facteur majeur ayant contribué à creuser davantage l'écart entre les deux sexes entre 2014 et 2015.

Ainsi, Durant cette période, le taux de scolarisation au fondamental 1 et 2 s'est détérioré tant pour les garçons que pour les filles. A la faveur de la normalisation progressive de la situation sécuritaire au Nord du pays, les indicateurs se sont améliorés entre 2015 et 2016.

En termes d'achèvement du cycle de l'enseignement fondamental :

- le mariage précoce ;
- le faible niveau de revenu des ménages qui limite la scolarisation des enfants (les ménages les plus pauvres scolarisent moins les filles) ;
- l'insuffisance de communication sur la scolarisation des filles.

Avec l'effet combiné de la crise sécuritaire, notamment dans les régions du Nord, les taux d'achèvement ont connu une évolution contrastée entre 2014 et 2015, notamment au second cycle. Ainsi, sur cette période, le taux d'achèvement au second cycle a connu une baisse tant pour les garçons que pour les filles.

Dans le domaine de l'Enseignement Normal :

Dans le sous-secteur de l'Enseignement Normal, le genre doit être pris en compte conformément au Cadre Stratégique de Relance Economique pour le Développement Durable (CREDD) et aux engagements internationaux pris par l'Etat.

Tableau 4 : Statistiques des IFM en 2015-2016.

Indicateurs	Effectif	Hommes	%	Femmes	%
Personnel administratif	263	204	77,60	59	22,40
Personnel enseignant	554	509	92	45	8
Achèvement des élèves-maitre de niveau DEF	1036	774	71,80	292	28,10
Achèvement des élèves-maitre de niveau BAC	2265	1805	80	460	20

Source : MEN

Le constat général qui se dégage est la sous représentativité des filles par rapport aux garçons dans l'Enseignement Normal malgré tous les efforts consentis par l'état pour minimiser les disparités filles-garçons dans le système éducatif. L'objectif d'élimination des disparités entre les sexes à tous les niveaux de l'enseignement n'est pas encore atteint dans l'Enseignement Normal et demeure à cet effet un enjeu majeur.

2. Les stratégies de réduction des inégalités liées au genre

a. Mesures spécifiques

Le Ministère en charge de l'Education Nationale a mis en place différentes stratégies et mesures dans le but d'améliorer l'accès et les conditions en matière d'éducation des filles.

Au niveau de l'enseignement fondamental, les mesures portent notamment sur :

- la création du Comité Sectoriel d'Institutionnalisation Genre, par l'Arrêté n°2016-1874/MEN-SG du 07 juin 2016 ;
- la promotion de l'éducation inclusive pour permettre à un plus grand nombre de filles handicapées d'accéder à l'école ;
- le recrutement massif d'enseignantes en faveur des Institutions d'Education Spéciale (IES);
- le renforcement des capacités des enseignantes en matière d'Education Spéciale et en Education Inclusive ;
- le renforcement de l'alphabétisation des femmes et des filles ;
- le développement des mécanismes, (entre autres les Activités Génératrices de Revenus, AGR), visant la participation effective des femmes à la vie des Centres de Développement de la Petite Enfance (CDPE) et des Institutions d'Education Spéciale (IES) ;
- la mise en place d'une politique nationale en matière de scolarisation des filles ;
- l'intégration dans les différents curricula de la question genre ;

- la mise en œuvre du programme d'urgence Education Pour Tous (EPT) ;
- l'implication et la responsabilisation des collectivités territoriales dans la gestion du système éducatif ;
- la mise en place et le renforcement des capacités des comités de gestion scolaires (CGS) afin qu'ils soient les vecteurs de sensibilisation de la population ;
- la mise en œuvre de la politique nationale de l'alimentation scolaire ;
- le développement d'une stratégie de scolarisation accélérée/passerelle en direction des déscolarisés et non scolarisés.

b. Evaluation des activités du rapport genre 2016

Durant l'année 2016, les efforts du Ministère en charge de l'Education ont permis d'atteindre certains résultats.

Les principaux résultats, mesurés par des indicateurs de performance, se présentent par programme comme suit :

b.1 Programme 2 : Développement de l'Education de Base

Objectif N°2 : Créer une dynamique d'accélération de la scolarisation des filles.						
Indicateurs de résultats	Unité	Périodes			Evaluation 2016	
		2013	2014	2015	Prévisions	Réalisations
2.1. Taux de scolarisation des filles au fondamental 1	%	72,10	64	63,4	77,10	64,3
2.2. Pourcentage de femmes enseignantes au fondamental 1	%	32,60	31,49	30,02	34,00	30,35

b.2 Programme 3 : Développement de l'Enseignement Secondaire Général

Indicateurs de résultats	Unité	Périodes			Evaluation 2016	
		2013	2014	2015	Prévisions	Réalisations
Objectif N°1 : Améliorer la qualité des apprentissages au niveau de l'enseignement secondaire général.						
1.1. Taux de réussite au BAC	%	13,03	16,24		17,82	24
Objectif N°2 : Accroître l'offre de formation au niveau de l'enseignement secondaire général.						
2.2. Ratio élèves/ salle de classe	Ratio	33	33	36	43	35

b.3. Programme 4 : Consolidation et Diversification de l'Enseignement Technique et Professionnel

Indicateurs de résultats	Unité	Cycle	Périodes			Evaluation 2016	
			2013	2014	2015	Prévisions	Réalisations
Objectif N°1 : Améliorer la qualité des apprentissages de l'Enseignement Secondaire Technique et Professionnel							
1.1 Taux d'admission par examen	%	CAP	20,51	36,71	37,65	50	37,43
		BT	34,62	36,10	44,50	50	48,18
		BAC	34,45	31,99	24,42	50	23,74
OBJECTIF N° 03 : Améliorer l'accès des apprenants aux filières porteuses (industrielles, agro-sylvo-pastorale, TIC)							
3.2 Pourcentage de filles fréquentant les filières industrielles, agro-sylvo-pastorales, TIC	%		15	15	14,6	25	17,75

1. Planification et budgétisation des actions du genre en 2018

2. La mise en œuvre de la Politique Nationale Genre sera poursuivie, au Ministère l'Education et de l'Alphabétisation, à travers trois (03) programmes.

3. Programme 2.041 : Développement de l'Education de Base

Objectifs	Indicateurs					Activités 2018
	Libellé	Référence 2014	Cibles			
			2018	2019	2020	
Objectif N°1 : Développer une éducation de base de qualité pour tous.	1.1 : Taux d'achèvement au fondamental 1	48,3%	62,5%	73,2%	75%	1.1.1 Amélioration de la capacité d'accueil des infrastructures préscolaires et fondamentales 1.1.2 Renforcement des capacités des acteurs 1.1.3. Amélioration des rendements scolaires 1.1.4. Suivi/supervision des activités pédagogiques
	1.2 : Taux brut d'Admission au fondamental 1	60,5%	73,25%	76,8%	78%	1.2.1. Mise en œuvre de la politique nationale de l'ALISCO
	1.3 : Pourcentage (%) de néo alphabète produit	60%	75,50%	68,45%	70%	1.3.1. Renforcement des capacités des acteurs 1.3.2. Mise en œuvre du programme vigoureux Alphabétisation
Objectif N°2 Créer une dynamique d'accélération de la scolarisation des filles.	2.1 Taux de scolarisation des filles au fondamental 1	64%	81,60%	88,7%	90%	2.1.1. Mise en œuvre de la politique nationale de SCOFI
	2. 2. Pourcentage de femmes enseignantes au fondamental 1	31,49%	36,30%	37,00%	40%	2.2.1. Mise en œuvre de la formation continue des Maîtres 2.2.2. Poursuite du Projet de Construction et d'Equipement des IFM au Mali

Programme n° 2.042 : Développement de l'Enseignement Secondaire Général

Objectifs	Indicateurs					Activités 2018
	Libellé	Référence 2014	Cibles			
			2018	2019	2020	
Objectif N°1 : Améliorer la qualité des apprentissages au niveau de l'enseignement secondaire général.	1.1 Taux de réussite au BAC	16,24%	31%	33%	50%	1.1.1. Renforcement des capacités des acteurs 1.1.2. Supervision pédagogique 1.1.3. Acquisition d'équipements pour les établissements
Objectif N°2 : Accroître l'offre de formation au niveau de l'enseignement secondaire général.	2.2. Ratio élèves / salle de classe	33	40	40	40	2.2.1 Poursuite du Projet de Construction et d'équipement de lycées

Programme n°2.043 : Consolidation et diversification de l'enseignement secondaire technique et professionnel

Objectifs	Indicateurs					Activités 2018
	Libellé	Référence 2014	Cibles			
			2018	2019	2020	
Objectif N°3 : Améliorer l'accès des apprenants aux filières porteuses (industrielles, agro-sylvo-pastorale, TIC)	3.2 Pourcentage de filles fréquentant les filières industrielles, agro-sylvo-pastorales, TIC	15%	35%	40%	45%	3.2.1. Mise en œuvre de la réforme de l'ESTP 3.2.2 Elaboration et suivi de la mise en œuvre d'un plan d'action et de communication centré sur l'accès des filles aux filières porteuses

L'Education au Mali se compose de l'Education Nationale et l'Enseignement Supérieur et la Recherche Scientifique, ces deux grands secteurs sont trop mal représentés par rapport à la thématique genre.

MINISTERE DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE

1-Les Enjeux genre et gaps à combler

En matière de « développement de capital humain (femmes et hommes) apte à affronter les défis du développement socioéconomique du pays, de la réduction de la pauvreté, de l'intégration africaine et de la mondialisation »,

Les enjeux majeurs sont :

- la création de nouvelles offres de formation (Formation Initiale Qualifiante et Continue visant les métiers ruraux porteurs) ;
- le renforcement institutionnel et développement des partenariats (Conseils régionaux, et Directions Régionales de la Formation Professionnelle ; Ministère de l'Emploi et de la Formation Professionnelle et Secteur Privé);
- la prise en compte des besoins de formation des femmes dans le développement des programmes de formation professionnelle ;
- la promotion de l'accès des femmes à la formation professionnelle qualifiante continue et par apprentissage ;
- le développement des programmes de formation professionnelle dans les filières porteuses;
- le développement des stratégies pour augmenter le taux d'admission aux examens de fin d'apprentissage ;
- l'extension de la formation par apprentissage au secteur non formel dans lequel évolue beaucoup de femmes ;
- le développement des programmes de formation professionnelle en direction du monde rural et plus spécifiquement des femmes et des jeunes ;
- la prise en compte du genre dans tous les projets du département (les cibles des projets du département sont généralement composées de 50% de femmes et de 50% d'hommes).

En matière de « Reconnaissance de la contribution des femmes au développement économique par leur insertion aux circuits productifs et l'accès égal aux opportunités d'emploi et aux facteurs de production », les enjeux majeurs sont :

- la promotion de l'entrepreneuriat féminin;
- la préparation à la création d'entreprise ;
- l'accès des femmes et des jeunes au financement ;
- l'accessibilité des services d'appui aux entreprises.

1.1. Les Enjeux genre

Les réformes économiques entreprises au Mali ces dernières décennies ont créé des défis et des possibilités d'emplois, toutefois leur mise en œuvre a fait de la formation professionnelle un enjeu crucial d'amélioration de l'employabilité. À ce jour, même si les indicateurs ne permettent pas de disposer d'une analyse pertinente de l'état des lieux, il paraît essentiel de soutenir le secteur, en développant des cursus de qualité, en adéquation avec les besoins de ressources.

À ce titre, des efforts importants dans ce sens sont en train d'être menés en matière d'emploi et de formation professionnelle pour réduire les inégalités, tels que :

- réduire le taux de chômage des femmes qui est de 11,59 contre 8,81 pour les hommes en 2016 ;
- promouvoir l'entreprenariat féminin ;
- développer des programmes de volontariat pour promouvoir l'emploi des jeunes ;
- tenir compte des besoins de formation des femmes dans le développement des programmes de formation professionnelle ;
- promouvoir l'accès des femmes à la formation professionnelle qualifiante continue et par apprentissage ;
- développer des programmes de formation professionnelle dans les filières porteuses pour les femmes ;
- développer des stratégies pour augmenter le taux d'admission des femmes aux examens de fin d'apprentissage ;
- étendre la formation par apprentissage au secteur non formel dans lequel évolue beaucoup de femmes ;
- développer des programmes de formation professionnelle en direction du monde rural et spécifiquement les femmes.

Tableau 1 : Évolution du taux de chômage de la population selon le sexe de 2010 à 2016

Unité : Pour cent

Sexe	2010	2011	2013	2014	2015	2016
Femmes	11,43	7,43	9,5	9,3	11,0	11,59
Hommes	6,18	6,49	5,1	7,3	8,5	8,81
Ensemble	8,31	6,92	7,3	8,2	9,6	10,05

Sources : EPAM-2010, EMOP-2011-2016

Tableau 2 : Évolution du taux d'emploi selon le sexe de 2010 à 2016

Sexe	2010	2011	2013	2014	2015	2016
Hommes	78,06	75,14	81,6	79,3	77,9	78,1
Femmes	45,80	56,29	67,1	58,8	58,1	51,2
Ensemble	61,12	65,21	73,9	68,3	67,3	63,5

Sources: EPAM-2010, EMOP-2011-2016

Tableau 3 : Répartition des jeunes sélectionnés et placés en stage de formation professionnelle par région et par sexe-2016

Unité : Nombre et pour cent

Régions	Effectif			Effectif en pourcentage		
	F	H	T	F	H	T
District de Bamako	1 823	1 851	3 674	49,62	50,38	71,80
Kayes	91	57	148	61,49	38,51	2,89
Koulikoro	217	214	431	50,35	49,65	8,42
Sikasso	129	65	194	66,49	33,51	3,79
Ségou	126	80	206	61,17	38,83	4,03
Mopti	119	136	255	46,67	53,33	4,98
Tombouctou	41	42	83	49,40	50,60	1,62
Gao	48	50	98	48,98	51,02	1,92
Kidal	6	22	28	21,43	78,57	0,55
Total	2 600	2 517	5 117	50,81	49,19	100,00

Source: APEJ, Rapport d'activités 2016

Tableau 4 : Nombre total d'emplois par secteur et par sexe en 2016

Unité : pour cent

Sexe Secteur	Hommes		Femmes		Non Désagrégé		Ensemble	
	Effectif	%	Effectif		Effectif		Effectif	
Public	34036	73,52	1906	4,12	10354	22,36	46296	68,89
Privé	17293	82,71	3615	17,29	-	-	20908	31,11
Total	51329	76,38	5521	14,4	10354	10354	67204	100

Source : ONEF Rapport d'activités 2016

Tableau 5 : Répartition des emplois privés par tranche d'âge, type de contrat et par sexe en 2016

Groupe d'âge		CDD			CDI			Total
		F	H	Total	F	H	Total	Général
De 15 ans à 40 ans	15 - 24	210	864	1 074	168	704	872	1 946
	25-35	1 296	5 035	6 331	854	3 772	4 626	10 957
	36-40	263	1 583	1 846	231	1 245	1 476	3 322
	Sous total	1 769	7 482	9 251	1 253	5 721	6 974	16 225
Plus de 40 ans		283	2 113	2 396	253	1 669	1 922	4 318
Non déterminée		38	197	235	19	111	130	365
Total général		2 090	9 792	11 882	1 525	7 501	9 026	20 908

Source : ONEF Rapport d'activités 2016

Tableau 6 : Récapitulatif des Indicateurs d'activités de l'ANPE selon le sexe en 2016

Désignation	Hommes		Femmes		TOTAL
	Effectif	%	Effectif	%	
Demandes d'emploi enregistrées	10 438	74,5	3 574	25,5	14 012
Placements effectués	3 774	80,1	936	19,9	4 710
Bénéficiaire de projets financés	116	47,0	131	53,0	247
Perfectionnement - reconversion	335	71,6	133	28,4	468
Formation aux modules GERME (CREE, GERME)	40	47,1	45	52,9	85
Formation en Technique de Recherche d'Emploi (TRE) et en informatique	1 029	58,9	718	41,1	1 747
Formation - insertion (Savonnerie, transformation agroalimentaires, etc.)	302	39,1	471	60,9	773
Stage de formation professionnelle	36	40,4	53	59,6	89

Source : DPS/ANPE

Tableau 7 : Répartition des jeunes sélectionnés et formés par cohorte, par région et par sexe en 2016

Régions	Formation PROCEJ vague 2						Formation PROCEJ vague 3					
	Niveau 1			Niveau 2			Niveau 1			Niveau 2		
	H	F	T	H	F	T	H	F	T	H	F	T
Kayes	101	118	219	74	74	132	278	247	525	183	137	320
Koulikoro	158	100	258	91	91	175	212	203	415	146	124	270
Sikasso			0	40	40	79			0	67	87	154
Ségou	331	206	537	190	190	322	427	348	775	255	210	465
Mopti	97	144	241	49	49	144	275	275	550	167	163	330
Tombouctou	49	41	90	26	26	54	94	81	175	34	42	76
Gao			0	208	208	650	417	383	800	303	299	602
Kidal	185	446	631	50	50	150	69	170	239			239
Bamako Rive gauche	89	54	143	56	56	91	59	43	102	39	36	75
Bamako Rive Droite			0			0			0	135	119	254
Total	1 010	1 109	2 119	784	784	1 797	1 831	1 750	3 581	1 329	1 217	2 546

Source : Rapport APEJ 2016

Tableau 8 : Répartition des projets reçus en 2016 par trimestre et par sexe

	Effectifs			
	Femmes	Hommes	Groupements	Total
Trimestre 1	71	8	2	81
Trimestre 2	9	54	2	65
Trimestre 3	20	58	2	80
Trimestre 4	0	0	0	0
Total	100	120	6	226

Tableau 9 : Évolution des Indicateurs de la formation professionnelle

Indicateurs	2012	2013	2014	2015	2016
Nombre de sortants des Centres de Formation Professionnelle par secteur (primaire, secondaire, tertiaire)	4 531	5 345	8 103	10 914	11 356
Taux de progression de la formation professionnelle en termes de localités couvertes	10	10	24	60	-
Taux de réalisation de la formation des femmes	5	11,3	30,8	18,1	35
Taux de centres équipés	10	23,7	26	64	0
Taux d'augmentation de financement de la formation professionnelle	94	80	73	91	68,60

Les stratégies de réduction des inégalités liées au genre

L'expérience a prouvé que la création d'emplois est l'un des moyens les plus efficaces pour répartir équitablement les revenus et une des façons les plus durables pour lutter contre la pauvreté.

Le Ministère de l'Emploi et de la Formation Professionnelle a dans le cadre de la mise en œuvre de la Politique Nationale de la Formation Professionnelle, une nouvelle vision de la formation professionnelle créatrice d'emploi à travers le Programme Décennal de Développement de la Formation Professionnelle pour l'Emploi (PRODEFPE).

Des actions ont été menées dans ce sens et plus spécifiquement, les mesures et stratégies mises en place sont essentiellement :

- l'insertion des femmes dans les Activités Génératrices de Revenus (AGR) ;
- la formation en savonnerie exclusivement réservée aux femmes et groupes vulnérables ;
- l'appui des femmes à la création d'entreprises (PME-PMI) ;
- le quota genre retenu pour toutes les activités de l'Agence Nationale pour l'Emploi (ANPE) ;
- la multiplication des centres d'apprentissage féminin ;
- le développement et la diversification des programmes de formation pour les centres d'apprentissage féminin ;
- la mise en place des mesures incitatives en faveur des filles pour l'accès à la formation professionnelle notamment dans les filières industrielles ;
- le développement de la stratégie de l'adéquation formation-emploi ;

- l'accès à la formation professionnelle qualifiante, continue et par apprentissage a été amélioré à travers : (i) la mise en œuvre des projets PROCEJ, FIER, ACEFOR; GCP/MLI/044/LUX et IPOMER ;
- le Projet FIER a élaboré et est en train de mettre en œuvre sa stratégie genre. Au total 169 acteurs ont participé à ces formations dont 125 hommes et 44 femmes soit 26% de taux de participation pour les femmes. Les activités de sensibilisation et de plaidoyer au niveau régional et local et de veille au niveau national ont permis de systématiser la prise en compte des questions de genre dans toutes les activités initiées ;
- à la date du 31 décembre 2016, 202 entrepreneurs ont reçu un crédit auprès des institutions de micro finance. Parmi eux, on dénombre 110 femmes (dont 17 personnes en situation de handicap), soit 54% ;
- dans le cadre du soutien aux instituts de la formation professionnelle du secteur public et privé, le PROCEJ a réalisé (i) les études de dimensionnement de quatre (04) instituts de formations professionnelles correspondant aux principales filières prioritaires pour le projet. Il s'agit de l'IFP de Kayes (filière dans le domaine des mines), l'IFSAB de Banankabougou (filière BTP), l'IFP de Ségou (filière dans le domaine de l'agroalimentaire) et le CFP de Missabougou (filières BTP et agroalimentaire) ; (ii) l'organisation de deux ateliers d'information et d'appropriation du manuel des procédures de gestion du fonds compétitif ; (iii) l'organisation de la formation de type dual pour 118 jeunes dont 86 ont réussi (parmi lesquels 82,89 sont des hommes et 17,11 de sont des femmes) ;
- en 2016, 5 117 jeunes dont 2517, femmes soit 50,81%, ont été sélectionnés et placés auprès des Services Publics, Parapublics, des Organisations Consulaires et Faïtières et des ONG, pour effectuer les stages.

Evaluation des activités genre 2016

3. La Planification et la budgétisation des actions genre

Dans le domaine de l'emploi et de la formation professionnelle, les actions genre seront mises en œuvre à travers les programmes suivants :

Programme 2 : Amélioration du Cadre Législatif et Promotion de l'emploi

Objectifs	Indicateurs					Activités 2018
	Libellé	Référence 2016	Cibles			
			2017	2018	2019	
Objectif 1 : Etablir et renforcer les liens avec toutes les politiques nationales et les politiques de développement sectoriel	1.1 Nombre d'emplois créés par les politiques sectoriels	-	40 000	40 000	40 000	1.1.1 Suivi des actions de promotion et de création d'emplois des départements intervenant dans la mise en œuvre de la PNE et son PA 1.1.2. Suivi de la mise en œuvre de la Déclaration de Ouagadougou des Chefs d'État et de Gouvernement sur l'emploi et la lutte contre la pauvreté. 1.1.3. Activité: Organisation de la bourse de l'emploi
Objectif 2 : Renforcer les actions de promotion et de création d'emplois.	2.2. Nombre de jeunes diplômés ayant bénéficié de stages de formation professionnelle et de stages de qualification	-	3 311	6 000	6 010	2.2.1. établissement et Mise en œuvre des partenariats entre l'ANPE et d'autres institutions publiques en charge de projets et programmes spécifiques générateurs d'emplois ainsi que les cabinets privés de placement. 2.2.2. établissement et Mise en œuvre des partenariats avec les réseaux de micro finances. 2.2.3. établissement et Mise en œuvre des accords de partenariat formels. 2.2.4. Placement de 900 jeunes en stage de qualification professionnelle dans les entreprises privées.

Programme 3 : Formation professionnelle

MINISTERE DE LA SANTE ET DE L'HYGIENE PUBLIQUE

1. Les enjeux genre

Les efforts déployés par le Gouvernement du Mali avec l'appui des Partenaires Techniques et Financiers ont permis d'améliorer significativement l'état de santé de la mère et de l'enfant. C'est ainsi que le taux de mortalité infanto-juvénile est passé de 98‰ en 2012 à 95‰ en 2013, le taux de mortalité infantile est passé de 58‰ en 2012 à 56‰ en 2013 et le taux de mortalité maternelle est passé de 460 à 368 pour 100.000 naissances vivantes entre 2012 et 2013.

En observant les tendances, on peut aisément affirmer que, si des actions vigoureuses et courageuses ne sont pas prises, le rendez-vous pour les ODD V (parvenir à l'égalité des sexes et autonomiser toutes les femmes et les filles) ne sera pas respecté même au-delà de 2021.

Les déterminants directs de cette situation sont :

- la disponibilité et la qualité des soins prénataux et de l'assistance à l'accouchement ;
- la qualité et le fonctionnement du système de référence/évacuation ;
- la santé de la reproduction y compris la Planification familiale ;
- l'état nutritionnel de l'enfant et de la femme enceinte.

En perspective, les enjeux concernent essentiellement la poursuite de l'Objectif de Développement Durable (ODD3) à savoir « **Permettre à tous de vivre en bonne santé et promouvoir le bien-être de tous à tout âge** ». Il s'agit entre autres, d'ici 2030 de :

- faire passer le taux mondial de mortalité maternelle au-dessous de 70 pour 100 000 naissances vivantes ;
- éliminer les décès évitables de nouveau-nés et d'enfants de moins de 5 ans, tous les pays devant chercher à ramener la mortalité néonatale à 12 pour 1 000 naissances vivantes au plus et la mortalité des enfants de moins de 5 ans à 25 pour 1 000 naissances vivantes au plus ;
- mettre fin à l'épidémie de sida, à la tuberculose, au paludisme et aux maladies tropicales négligées et combattre l'hépatite, les maladies transmises par l'eau et autres maladies transmissibles ;
- réduire d'un tiers, par la prévention et le traitement, le taux de mortalité prématurée due à des maladies non transmissibles et promouvoir la santé mentale et le bien-être ;
- assurer l'accès de tous à des services de soins de santé sexuelle et procréative, y compris à des fins de planification familiale, d'information et d'éducation, et la prise en compte de la santé procréative dans les stratégies et programmes nationaux.

Tableau 1 : Evolution récente de quelques indicateurs du secteur de la santé

Indicateurs	2015	2016
Indice d'assiduité à la CPN	2.13	2.13
Nombre de CSCOM fonctionnels	1241	1294
PMA < 5 Km (%)	58	58
PMA < 15 Km (%)	87	81
Taux d'accouchement par césarienne (%)	2,52	4
Accouchements Assistés (%)	61	66,03*
Nombre de femmes référées	17 815	16 976
Nombre de femmes évacuées	14 736	15 757
Penta3 <12mois (%)	91	94
Taux de prévalence contraceptive PF (%)	12,89	29,53*

Source : MSHP (SLIS), Rapport CREDD 2016. * Chiffre provisoire (Evaluation du budget-programmes)

De nombreux défis restent à relever dans le domaine de la santé comme attesté comme suit :

Dans le domaine des Soins prénataux et assistance à l'accouchement :

L'indice d'assiduité à la CPN est resté stationnaire de 2015 à 2016 (2.13). On note qu'aucune région n'a atteint l'objectif national qui est de 4. Le taux de Td2 + rappel chez les femmes enceintes est de 67% en 2016 contre 65% de couverture en 2015. Ce taux reste inférieur au taux de l'objectif national qui est de 89%. L'accouchement assisté a augmenté de 5 points de pourcentage passant de 61% en 2015 à 66,03% en 2016, le taux de césarienne est passé de 2,52% en 2015 à 4% en 2016 et le nombre de femme référée pour raison maternelle a diminué car il est passé de 17 815 en 2015 à 16 976 en 2016. Pendant la même période le nombre de femmes évacuées est passé de 14 736 en 2015 à 15 757 en 2016 selon le SLIS.

Dans le domaine de la planification familiale :

La majorité des femmes n'ont pas accès à des services de SR de qualité aux différents niveaux de la pyramide sanitaire et particulièrement au niveau communautaire où les besoins restent énormes. La situation des prestataires qualifiés (sages-femmes et infirmières obstétriciennes) reste dominée par une mauvaise répartition géographique et un déficit au plan quantitatif sur le territoire national et au niveau des districts sanitaires. Par ailleurs, bien que des bonnes pratiques et initiatives aient été mises en œuvre çà et là, il reste que celles-ci demeurent expérimentales et ne sont pas dupliquées à échelle dans le pays.

Dans le domaine de la lutte contre les violences faites aux femmes et aux enfants :

La violence envers les femmes et les filles est un phénomène universel et persistant. L'étude commanditée par le Ministère de la Promotion de la Femme, de l'Enfant et de la Famille sur les VFF en 2002 assorti d'un plan d'action 2006-2011 a déterminé une typologie des violences d'ordre physique, sexuel, psychologique, psycho-physiologique et institutionnel.

Dans le domaine de l'état nutritionnel des femmes enceintes, des enfants et des nourrissons :

Bien que les progrès de ces dernières années aient permis d'infléchir la tendance à la baisse, les niveaux des indicateurs de la malnutrition demeurent encore élevés et indiquent clairement que la malnutrition reste encore un problème prioritaire de santé publique auquel il faut des réponses adéquates.

2. Les stratégies de réductions des inégalités liées au genre

a. Les mesures spécifiques

Les stratégies ou mesures de réduction des inégalités genre en matière de santé s'inscrivent, en général, dans le cadre du Plan Décennal de Développement Sanitaire et Social (PDDSS 2014-2023) et plus particulièrement dans sa tranche quinquennale 2014-2018.

Les mesures envisagées par le Ministère en charge de la santé visent à améliorer les indicateurs de santé particulièrement chez la mère et l'enfant.

Pour ce faire, les principaux objectifs chiffrés sont les suivants :

- réduire le ratio de mortalité maternelle de 460 à 146 pour 100 000 naissances vivantes et le taux de mortalité néonatale de 46 à 20 pour 1 000 naissances vivantes d'ici 2018 ;
- rendre disponibles et accessibles les soins obstétricaux et néonataux essentiels dans 100% des structures offrant les services de SR d'ici 2018 ;
- augmenter la disponibilité et l'accessibilité des SONUB de qualité de 36% à 60% des CSCom et des SONUC de qualité dans 100% des structures de référence (CSRéf, EPH) d'ici 2018 ;
- augmenter la prévalence contraceptive de 20% à 30% en 2018 ;
- renforcer les capacités des individus, des familles, de la communauté et des collectivités pour l'amélioration de la santé maternelle et néonatale dans 95% des villages en 2018.

En vue de l'atteinte des objectifs susvisés, les mesures ou stratégies spécifiques sont :

- renforcer l'accès aux soins prénataux et l'assistance à l'accouchement ;
- renforcer le système de référence évacuation ;
- repositionner la planification familiale dans les activités de la SR ;
- préconiser des mesures efficaces visant à éradiquer les violences faites aux femmes et aux enfants;
- lutter contre la malnutrition sous toutes ses formes.

b. Evaluation des actions genre 2016

Durant l'année 2016, les efforts du Ministère en charge de la santé ont permis d'atteindre certains résultats dont les principaux, mesurés par des indicateurs de performance, se présentent par programme comme suit :

b.1 Programme 2 : Soins de santé primaire

Indicateurs de résultats	Unité	Périodes			Evaluation 2016	
		2013	214	2015	Prévisions	Réalisations
Objectif N°1 : Réduire la morbidité et la mortalité maternelle, néonatale, infantile et infanto-juvénile						
1.1 Taux d'accouchements assistés	%	55	59	61	63	66,03
1.2. Taux de prévalence contraceptif	%	9,68	12,16	10,89	12,89	29,53
OBJECTIF N°2 : Réduire la morbidité et la mortalité liées aux maladies transmissibles, non transmissibles et les handicaps liés aux maladies -non transmissibles						
2.1. Proportion de décès attribuables au paludisme parmi les enfants de 0 à 5 ans atteints de paludisme vu dans les Formation sanitaires	%	68	62	35	30	19,23
2.2. Taux de couverture vaccinale enfants moins d'1 an en Penta3	%	89	99	90	90	94
Objectif N°3 : Promouvoir un environnement sain en s'attaquant aux déterminants sociaux de la santé						
3.2 Pourcentage d'infection des sites opératoire dans les CSRéf	%	ND	ND	≤1	≤1	0,37
Objectif N°4 : Augmenter l'offre et l'utilisation de services de santé de qualité, répartis de manière équitable et répondant aux besoins des populations						
4.1. Taux d'utilisation des services (nc/hbt/an)	%	0,35	0,37	0,35	0,37	0,40
4.2. Taux de disponibilité et d'accessibilité des SONUB de qualité au niveau des CSCom	%	11	12	17	25	34,10

b.2 Programme 5 : Soins Hospitalier et recherche

Indicateurs de résultats	Unité	Périodes			Evaluation 2016	
		2013	2014	2015	Prévisions	Réalisations
Objectif N°1 : Réduire la morbidité et la mortalité maternelle, néonatale, infantile et infanto-juvénile						
1.1. Le taux de mortalité maternelle intra-hospitalière	%	1,53	1,65	1,30	1,25	1,75
1.2 Taux de mortalité néo-natale intra-hospitalière.	%	6,35	5,84	5,30	5,20	7,91

3. Planification et budgétisation des actions du genre

La mise en œuvre de la Politique Nationale Genre sera poursuivie, au Ministère de la santé et de l'hygiène publique, à travers les programmes suivants :

Programme 2 : Soins de santé primaire et lutte contre les maladies

Objectifs	Indicateurs					Activités 2018
	Libellé	Référence 2016	Cibles			
			2018	2019	2020	
Objectif 1 : Réduire la morbidité et la mortalité maternelle, néonatale, infantile et infanto-juvénile	1.1 Taux d'accouchements assistés	66,03%	67%	69%	71%	1.1.1 Prise en charge de la césarienne 1.1.2 Mise en œuvre du paquet minimum d'activités 1.1.3 Réalisation d'infrastructures et d'équipements
	1.2. Taux de prévalence contraceptif	29,53%	16,89%	18,89%	20,89%	1.2.1 Amélioration de la santé de la reproduction 1.2.2 Réalisation du projet de renforcement de la santé de la reproduction 1.2.3 Promotion de la communication et l'éducation en santé

	1.3. Taux de malnutrition aigüe sévère (6-59mois)	1,1%	0,5%	0,5%	0,4%	1.3.1 Lutte contre les maladies, malnutrition, et promotion de l'hygiène
Objectif 2 : Réduire la morbidité et la mortalité liées aux maladies transmissibles, non transmissibles et les handicaps liés aux maladies - non transmissibles	2.1. Proportion de décès attribuables au paludisme parmi les enfants de 0 à 5 ans atteints de paludisme vu dans les Formation sanitaires	19,23	15	10	8	2.2.1 Lutte contre les maladies, malnutrition, et promotion de l'hygiène 2.2.2 Achat de vaccins et consommables
	2.2. Taux de couverture vaccinale enfants moins d'1 an en Penta3	94%	≥90%	≥90%	≥90%	2.2.1 Renforcement des capacités opérationnelles

Programme 4 : Soins Hospitalier et Recherche

Objectifs	Indicateurs					Activités 2018
	Libellé	Référence 2016	Cibles			
			2018	2019	2020	
Objectif 1 : Réduire la morbidité et la mortalité maternelle, néonatale, infantile et infanto-juvénile	1.1 taux de mortalité maternelle intra-hospitalière liée à l'accouchement	1,60%	1,20%	1,20%	1,15%	1.1.1 Amélioration des soins hospitaliers 1.1.2 Appui aux fonctionnements des EPH 1.1.3 Réalisation d'infrastructures et d'équipements
	1.2 Taux de mortalité néonatale précoce intra-hospitalière	7,91%	5%	5%	4.5%	1.2.1 Amélioration des soins hospitaliers 1.2.2 Appui aux fonctionnements des EPH 1.2.3 Réalisation d'infrastructures et d'équipements
	1.3. Proportion de résultats d'études publiée sur la santé de la mère et de l'enfant	25	100	100	100	1.3.1 Promotion de la recherche 1.3.2 Appui aux fonctionnements des structures de recherches 1.3.3 Réalisation des études et recherches
Objectif 2 : Réduire la morbidité, la mortalité et les handicaps liés aux maladies transmissibles et ceux liés aux maladies non transmissibles	2.1 Proportion de décès attribuée au paludisme grave parmi les enfants de 0 - 5 ans atteints de paludisme grave dans les EPH	5,10	4	4		2.2.1 Amélioration des soins hospitaliers 2.2.2 Appui aux fonctionnements des EPH 2.2.3 Lutte contre les maladies, malnutrition, et promotion de l'hygiène

MINISTERE DE LA SOLIDARITE ET DE L'ACTION HUMANITAIRE

1 - Les Enjeux genre et gaps à combler

Les grands défis sont relatifs à la recherche de solutions aux causes et aux conséquences du faible niveau de développement humain qui entravent l'épanouissement des personnes (femmes et hommes). Concrètement, il s'agit de la prise en charge de la scolarisation des enfants handicapés par sexe, des personnes démunies (enfants handicapés, femmes démunies seules chargées de famille) et de la promotion de la protection sociale.

Malgré les efforts fournis en matière d'accès des femmes et des filles aux infrastructures socio-économiques de base et à la prise en compte du budget des programmes affectés aux financements du genre des défis demeurent.

Il faut noter que des disparités subsistent entre Hommes / femmes et garçons / filles au niveau du département en matière de réinsertion de groupes cibles qu'il conviendrait de corriger en accordant des financements conséquents au secteur.

Scolarisation des enfants handicapés par sexe en 2016 DNDS

Unité : nombre

Régions	Enfants handicapés	Enfants handicapés scolarisés		
	scolarisés	Masculin	Féminin	Total
Kayes	6 885	1 432	741	2 173
Koulikoro	1 262	259	170	429
Sikasso	1 845	594	405	995
Ségou	4 281	1 384	1 107	2 491
Mopti	2 972	700	657	1 357
Tombouctou	733	147	174	321
Gao	1 347	277	261	538
Kidal	98	-	-	-
Bamako	4 142	2176	1 434	3 610
Total	16 680	6 969	4 949	11 918

Source : Annuaire statistique MASH 2016

Nombre de femmes démunies seules chargées de famille en 2016

Unité : nombre et pourcent

Régions	Femmes enregistrées	Femmes assistées /suivies	% des assistées
Kayes	612	184	30,07
Koulikoro	317	187	58,99
Sikasso	714	390	54,62
Ségou	540	316	58,52
Mopti	1 007	761	75,57
Tombouctou	1 467	1 141	77,78
Gao	994	502	50,50
Kidal	579	550	94,99
Bamako	3 591	2 081	57,95
TOTAL	9 821	6 112	62,23

Source : Annuaire statistique MASH 2016

Nombre d'adhérents et bénéficiaires de l'assurance maladie obligatoire (AMO) en 2016

Unité : nombre

OGD	CMSS				INPS		
	Homme	Femme	Total		Homme	Femme	Total
Indicateurs							
Nombre d'assurés principaux	103 793	60 487	164 280		124 540	55 660	180 200
Nombre d'ayant droit	69 271	164 284	233 555		92 229	146 525	336 268
Nombre d'enfants âgés de 0 – 13ans	73 359	70 460	143 819		49 953	47 561	97 514
TOTAL	246 423	295 231	541 654		266 722	249 746	516 468

Source /données : Rapport CANAM 2016

Nombre d'indigents bénéficiaires du régime d'assistance médicale (RAMED) en 2016

Unité : Nombre

Qualité de membre	Ouvrant droit		Ayant droit de 0-21 ans		Bénéficiaires de droit	
	M	F	M	F	M	F
Sexe	60 456	22 372	14 101	13 242	623	175
Total	82 828		27 343		798	

NB : bénéficiaires de droit = Établissements de Bienfaisance et pensionnaires des établissements pénitentiaires

Source : ANAM, Rapport annuel 2016

2- Les stratégies de réduction des inégalités liées au genre

a. Les mesures spécifiques

Face à ces défis, le Ministère de la Solidarité et de l'Action Humanitaire a élaboré et mis en œuvre un certain nombre de politiques, programmes et projets :

- la politique Nationale de l'Economie Sociale et Solidaire et son plan d'actions ;
- la politique Nationale de la Protection Sociale et son plan d'actions ;
- la révision et l'adoption de la Politique Nationale de Solidarité en 2016 ;
- l'élaboration du Plan d'Actions de la politique nationale de l'action humanitaire en cours ;
- la mise en œuvre du Plan Stratégique pour la Promotion socio-économique des Personnes Handicapées (2015 -2024) ;
- la mise en œuvre des Activités Génératrices de Revenus pour faciliter la réinsertion des populations déplacées ;
- le Projet d'Appui à la Réinsertion Socio-économique des Populations du nord et du centre (PARSEP/NM) ;
- le Suivi et la consolidation du programme Jigisemejiri et du RAMED en faveur des groupes vulnérables ;
- les reformes en cours pour la mise en place d'un dispositif de Couverture Maladie Universelle ;
- la mise en œuvre du Plan Stratégique de Lutte contre la Mendicité.

A cela, il faut ajouter la mise en œuvre de l'Assurance Maladie Obligatoire (AMO) et du Régime d'Assistance Médicale (RAMED).

b. Situation Genre dans le Secteur 2016 :

Le ministère de la Solidarité et de l'Action Humanitaire est issu de la scission en 2000 du Ministère de la Santé et de l'Action Sociale. Il a pour mission fondamentale l'élaboration et la mise en œuvre de la politique du gouvernement dans les domaines de la solidarité et de la lutte contre la pauvreté, du développement humain durable, de l'action sociale, de la protection sociale, de l'économie sociale et solidaire, de la promotion des personnes âgées.

Dans tous ces domaines, les programmes et les projets mis en œuvre ciblent de façon particulière les femmes et les filles.

3-La Planification et la budgétisation des actions genre

Programme 2 : Renforcement de la solidarité et de la lutte contre l'exclusion.

Objectifs	Indicateurs					Activités 2018
	Libellé	Référence 2016	Cibles			
			2017	2018	2019	
Objectif 1 : Promouvoir l'intégration socio-économique des catégories sociales vulnérables	1.1 Pourcentage de satisfaction en besoin d'appareillages	47,19%	65%	75%	85%	1.1.1 Organisation des sessions de formation sur les thématiques : Genre, technique de communication, santé, planification, leadership, AGR, de paix et de sécurité 1.1.2. Dotation ou renforcement des structures en équipements et en infrastructures.
	1.2. Nombre d'études et recherche réalisées sur les phénomènes du vieillissement	11	4	3	3	1.2.1. Appui en équipements pour la mise en œuvre d'AGR 1.2.2. Appui des organisations féminines en montage de microprojets et orientation vers les structures de micro finances 1.2.3. Suivi/évaluation de l'utilisation des fonds octroyés 1.2.4. Appui à la création d'entreprises féminines Suivi/évaluation des entreprises créées

Objectif 2 : Renforcer l'action humanitaire	2.1. Pourcentage d'activités génératrices de revenus (AGR) financées au profit des personnes déplacées et la population d'accueil vulnérables	73,63%	90%	95%	97%	2.1.1. Traduction en langues nationales, multiplication et diffusion des textes juridiques sur les droits de la femme 2.1.2. Information, Education et communication sur les droits des femmes les textes de l'OHADA, le commerce transfrontalier et de l'utilisation des services d'assistance 2.1.3. Célébration des événements spéciaux : (06 Février, 08 Mars, 31 Juillet, 15 Octobre, 25 Novembre) 2.1.4. Organisation des espaces de contacts sur la situation des femmes. 2.1.5 Organisation de débats intergénérationnels au niveau national et régional.
	2.2. Pourcentage de personnes en détresse victimes de catastrophe suivies	89,39%	90%	95%	98%	2.2.1. Organisation des séances de plaidoyer auprès des autorités pour la représentativité des femmes dans les instances nationales, sous régionales, régionales et internationales suivant un plan de carrière existant. 2.2.2. Information et sensibilisation pour l'application de la loi sur la promotion du genre (loi 2015- 052) 2.2.3. Assistance technique (coaching, formation) aux femmes élues. 2.2.4. Sensibilisation pour l'émergence des femmes au sein des partis politiques
Objectif 3 : Promouvoir la mobilisation sociale de la	3.1 : Nombre de personnes ayant assisté aux séances d'IEC	483 376	3 500 000	100 000	1 200 000	

population autour des programmes socio-sanitaires	3.2 : Nombre de groupes d'animation appuyés	5 549	45	6 000	6 500	
---	---	-------	----	-------	-------	--

Programme 4 : Lutte contre la pauvreté

Le premier objectif de ce programme contribue à la mise en œuvre de la PNG et visent à améliorer l'accès des femmes aux micros crédits.

Objectifs Spécifiques :

Réduire la pauvreté des groupes vulnérables dans les communautés rurales et urbaines.

INDICATEURS	Réf.	CIBLE			Activités 2018
	2016	2017	2018	2019	
1.1. Pourcentage d'infrastructure socio collectives et productives réalisées ;	5%	30%	30%	20%	1.1.1. Réalisation d'infrastructures socio collectives et productives ;
2.1. Nombre d'études sur le DHD et la pauvreté réalisées	3	3	3	3	2.1.1. Réalisation d'études thématiques sur la pauvreté et le développement humain durable (ODHD).

MINISTÈRE DE L'HABITAT, DE L'URBANISME ET DES AFFAIRES FONCIÈRES

1. Les enjeux -genre

Globalement il s'agit d'éliminer les contraintes qui nuisent au bien-être social et économique de la femme et de la fille à travers, entre autres, l'accès à un logement décent et des titres de propriété au moment des travaux de réhabilitation ou de recasement, la sécurisation foncière, l'accès de la femme à la terre et la prise en compte des femmes chefs de ménage, veuves, divorcées ou mariées dans l'attribution des logements sociaux.

2 .Les Stratégies de réduction d'inégalités liées au genre

a. Les mesures ou stratégies spécifiques

- le Ministère de l'Habitat, de l'Urbanisme et des Affaires Foncières a initié et mis en œuvre un vaste programme de construction de logements sociaux. Il a aussi initié d'autres projets comme : le Projet «Villes du Mali sans Bidonvilles » et le Projet d'Appui aux Communes Urbaines du Mali (PACUM).

Concernant le 1^{er} Projet, des actions ont été menées dans dix (10) villes du Mali. Dans ces villes, les femmes représentent près de 70% des populations. Dans ces Bidonvilles où les conditions de vie et de travail sont très pénibles pour les femmes et leurs enfants, des actions ont été menées pour les sensibiliser et les appuyer à accéder à des titres de propriété au moment des travaux de réhabilitation ou de recasement.

Le 4^{ème} Projet Urbain du Mali est déjà en avance en ce qui concerne la prise en compte des femmes. Pour tous les appuis apportés aux collectivités par ce projet, le taux de 50,4% de femmes bénéficiant des avantages est fixé comme indicateur de performance.

b. Evaluation des activités genre

La PNG est mise en œuvre par le Ministère de l'habitat et de l'Urbanisme à travers son programme budgétaire N°2 : « développement harmonieux des villes et réhabilitation des quartiers précaires ». L'objectif est de faciliter l'accès au logement dans un cadre viabilisé pour un grand nombre de personnes.

Compte tenu des difficultés liées aux financements de l'habitat, dû d'une part à la faiblesse des moyens financiers de l'état, et d'autre part à la réticence par les banques d'investir dans le financement à long terme, cet objectif n'a pas connu une amélioration significative.

c. La planification et budgétisation des actions genre

Les activités genres du département relèvent de l'objectif 3 du programme 2 qui vise à augmenter le nombre de femmes ayant accès aux logements sociaux par l'organisation des femmes en coopératives, la définition d'un quota pour les femmes dans le cadre de la distribution des logements sociaux et la sensibilisation des femmes pour leur adhésion aux coopératives d'habitat.

En conclusion, le Ministère de l'Habitat, de l'Urbanisme et des Affaires Foncières continue d'accorder une place privilégiée aux femmes dans l'acquisition des logements sociaux.

Objectifs	Indicateurs						Activités 2017
	Libellés	Réf	Cibles				
		2016	2017	2018	2019	2020	
Faciliter l'accès au logement dans un cadre viabilisé pour un plus grand nombre de personnes	Pourcentage de femmes bénéficiaires de logements sociaux	47%	47%	50%	50%	50%	Evaluation de l'impact du genre dans le processus d'attribution de logements sociaux

MINISTERE DE L'ENERGIE ET DE L'EAU

1- Les Enjeux genre et gaps à combler

L'un des défis du développement équitable et durable est l'accès au service de l'énergie en vue d'alléger la charge de travail des femmes et d'améliorer leur revenu.

En dehors du besoin universel d'accéder à l'éclairage moderne, les femmes en milieu rural et péri- urbain ont des besoins énergétiques spécifiques pour :

- l'allègement des tâches domestiques (décorticage et mouture des céréales, broyage de karité, exhaure de l'eau, irrigation, etc..) ;
- la modernisation/ développement d'activités génératrices de revenu ;
- la facilité d'accès aux soins modernes de santé et à l'éducation.

Ainsi, l'installation des plateformes multifonctionnelles et des projets à candidatures spontanées d'électrification rurale permet d'améliorer les conditions de vie des femmes à travers les moulins et décortiqueuses, par l'allègement des tâches quotidiennes, la production de biocarburant au niveau local qui occasionne des activités génératrices de revenus pour les femmes, notamment la fabrication du savon.

2- Les stratégies de réduction des inégalités liées au genre

Les mesures spécifiques

Créée par l'Ordonnance n°02-060/P-RM du 05 juin 2002, l'AMARAP est l'Organisme chargée de la mise en œuvre de la réglementation en matière de radioprotection (Sureté et Sécurité radiologiques et nucléaires) afin d'assurer la protection des personnes et de l'Environnement contre les effets néfastes des radiations ionisantes. A ce titre, les activités de promotion se rapportant aux ressources énergétiques et aux ressources en eau ne font pas partie de ses missions statutaires.

Toutefois, dans le cadre de certaines de ses activités, notamment celles relatives aux formations du personnel, l'aspect genre est pris en compte par l'AMARAP.

1. ENJEUX - GENRE

L'AMARAP compte à ce jour 26 agents dont 09 personnels féminins soit 34,61%. Parmi les 09 personnels féminins, 05 sont dans les départements techniques et 04 dans l'administration.

2. STRATEGIES DE REDUCTION DES INEGALITES LIEES AU GENRE

Dans le cadre de la formation initiale en radioprotection, les candidatures féminines sont encouragées et privilégiées au moment de la sélection, en tenant compte du niveau académique exigé. La sélection définitive est faite par l'Agence Internationale de l'Energie Atomique (AIEA). Dans cette optique, sur quatre personnels techniques féminins dont disposait l'AMARAP avant juin 2017, deux ont déjà bénéficié d'une formation de 5 mois à l'étranger. La dernière venue courant l'année 2017 est en attente de sa titularisation.

Dans les dispositifs organisationnels notamment ceux se rapportant aux contrôles/inspections des structures, renforcement des capacités à travers des formations, l'aspect genre est pris en compte.

a- Evaluation des activités genre 2016

Agence Malienne de Radioprotection (AMARAP)

Une femme est proposée pour la formation initiale en radioprotection pour une durée de 05 mois au Maroc courant l'année 2018. D'autres femmes participeront à des ateliers / séminaires d'une à deux semaines dans d'autres pays. La prise en charge est assurée par l'AIEA.

Laboratoire National des Eaux

L'effectif du Laboratoire National des Eaux : 52 dont 18 femmes.

Le Laboratoire National des Eaux est structuré en trois services et une agence comptable :

- le poste de directeur adjoint est occupé par femme ;
- sur quatre chefs de service, deux sont occupés par des femmes.

Les activités suivantes ont été réalisées dans le cadre genre :

- l'adhésion des femmes du laboratoire national des eaux au REMAFPEA (réseau malienne des femmes professionnelles de l'eau et de l'assainissement) ;
- à ce effet nous avons eu a participé dans plusieurs activités du réseau :
- la quinzaine de l'environnement des activités de reboisements et de fixation des poubelles respectivement à Sébénicoro, Kalabancoura et à Sotuba. C'est l'école SEBE 2 à Sébénicoro qui a abrité la journée des plantations d'arbres par le réseau.

Au total près d'une soixantaine de pieds d'arbres ont été plantés et 12 poubelles fixées pour ordures au monument du Général SOUMARE à Sotuba en Commune I et à Kalanbancoura en Commune V.

- Participation au lancement du programme Eau Potable et Assainissement (PEPA) du CNCIEPA/WASH (Campagne Internationale pour l'Eau Potable et l'Assainissement) et son partenaire GIZ à la remise d'un système WATA (standard) pour la chloration de l'eau aux femmes des communes lauréates.

2 : « Développement des ressources énergétiques ».

Le taux national d'accès à l'électricité est passé de 34,89% en 2014 à 36% en 2015 sans pour autant atteindre l'objectif visé qui était de 37,9%.

En milieu urbain, le taux d'accès a connu une augmentation de près de 9 points de pourcentage en passant de 71,2% en 2014 à 80% en 2015 contre un objectif dépassé de 0,6%. En milieu rural, le taux d'accès à l'électricité est en légère baisse passant de 17,39% en 2014 à 16,57% en 2015.

La part des énergies renouvelables dans le bilan énergétique est en régression en passant de 8% en 2014 à 3,9% en 2015.

La consommation du gaz butane est passée de 8,79% en 2014 à 9,34% en 2015.

Ci-dessous les actions genre du Ministère de l'Energie réalisées en 2015.

Programme 2 : Développement des ressources énergétiques

Objectif 1: Satisfaire les besoins énergétiques du pays en qualité, en quantité et à moindre coût						
Indicateurs de résultats	Unité	Réalizations			Evaluation 2015	
		2012	2013	2014	Prévisions	Réalizations
1.1 Taux d'accès à l'électricité au niveau national, urbain et rural	%					
National		31,74	32,43	34,89	37,9	36
Urbain		68	67	71,2	72,4	80
Rural		17,78	17,19	17,39	21	16,57
1.2 taux de progression de nouvelles abonnées AMADAER		-67,8	-97,6	-	-2	3,12
1.3 nombre de nouvelles localités raccordées au réseau interconnecté		-	-	0	2	2
OBJECTIF 2 : Promouvoir les énergies renouvelables et de substitution						
Indicateurs de résultats	Unité	Réalizations			Evaluation 2015	
		2012	2013	2014	Prévisions	Réalizations
2.1 taux de déploiement des énergies renouvelables	%	5	6	8	10	3,9
2.2 Taux d'accroissement de la consommation du gaz butane	%	14,62	9,7	8,79	30	9,34

Il est à signaler que la satisfaction des besoins énergétiques du pays se poursuit. Le taux d'accès à l'électricité en milieu rural n'a pu être réalisé à hauteur de souhait en raison du retard dans les investissements.

3- La Planification et Budgétisation des actions genre

Les actions en faveur du genre sont mises en œuvre par le programme2 : « Développement des ressources énergétiques». Il s'agit de :

- satisfaire les besoins énergétiques du pays en qualité et à moindre coût ;
- assurer la promotion des énergies nouvelles et renouvelables par la vulgarisation et la subvention des foyers améliorés, la sensibilisation pour une meilleure utilisation du gaz butane, de l'énergie solaire et du charbon amélioré.

Programme 2 : Développement des ressources énergétiques

Objectifs	Indicateurs					Activités 2018
	Libellé	Réf 2016	CIBLES			
			2017	2018	2019	
1. Satisfaire les besoins énergétiques du pays en qualité, en quantité et à moindre coût	1.1. Taux d'accès à l'électricité au niveau national, urbain et rural	national : 38%	40%	44%	49%	1.1.1. Renforcement et extension du réseau de transport et de distribution (Développement du réseau 225 kV, 33 kV, 90 kV....) d'énergie électrique
		urbain : 83%	86%	89%	93%	1.1.2. Poursuite du renforcement des capacités de production (Centrales hydroélectriques, Centrales Solaires) du réseau Interconnecté et des Centres Isolés.
		rural : 23%	25,62%	31,23%	38,67%	1.1.3. Poursuite du raccordement des Centres Isolés au Réseau Interconnecté
2. promouvoir les énergies renouvelables et de substitution	2.1. Taux de pénétration des énergies renouvelables dans le mix énergétique (puissance électrique installée)	5%	10%	17%	19%	2.1.1. Poursuite de la mise en œuvre de la stratégie de développement des ENR et du plan d'actions y annexé ; 2.1.2. Poursuite du transfert de compétences dans le cadre de la décentralisation en matière de fabrication et d'entretien d'équipements d'ENR ; 2.1.3. Poursuite des installations d'équipements solaires, éoliens et de bio - énergie en milieu rural et péri - urbain ;
	2.2. Taux d'accroissement de la consommation du gaz butane	30%	35%	15%	20%	2.2.1. Poursuite de la mise en œuvre du plan d'actions gaz butane

MINISTERE DE L'AGRICULTURE

1. Les Enjeux genre et gaps à combler

Les résultats des Enquêtes Agricoles de Conjoncture (EAC) de 2014-2015 à 2016-2017 permettent de constater une situation satisfaisante en matière mise en œuvre de la Politique Nationale Genre dans les domaines de l'attribution des parcelles agricoles, de l'accès aux intrants (semences, engrais, pesticides), au crédit et aux équipements agricoles. Ainsi, sur un total de 3 216 337 propriétaires de parcelles, 454 085 parcelles agricoles appartiennent aux femmes, soit 14 %.

Les femmes représentent 21 % des bénéficiaires d'engrais subventionnés (173 988 sur 842 436). Quant aux exploitants (femmes) ayant accès au crédit agricole, le taux est passé de 6 % en 2014-2015 à 12 % en 2016-2017.

Cependant, le nombre de femmes propriétaires de parcelles de riz n'a pratiquement pas évolué. Seulement 3% des femmes bénéficient de parcelles de riz.

2-Les stratégies de réduction des inégalités liées au genre

- Document de Politique Foncière élaboré en 2015 ;
- Loi n°2017-001 du 11 avril 2017 portant sur le foncier agricole, qui prévoit des avantages accordés aux femmes, aux jeunes et aux couches vulnérables par :
 - ♦ la reconnaissance des droits collectifs et individuels ;
 - ♦ l'octroi de 15% des terres aménagées par l'Etat ou les Collectivités Territoriales, et ;
 - ♦ l'augmentation de la représentativité des femmes dans les commissions foncières, notamment les femmes rurales.

a-Evaluation des actions- genre 2016

3- La Planification et la budgétisation des actions genre

Programme 2 : Appui au Monde Rural

Objectifs	Indicateurs					Activités 2018
	Libellé	Référence 2016	Cibles			
			2017	2018	2019	
Objectif 1 : Accroître la production et la productivité Agricoles travers l'intensification	1.1. Taux d'accroissement des productions céréalières	10%	11%	9%	9%	1.1.1 : Evaluation des techniques et technologies agricoles appropriées introduites auprès des producteurs et des productrices
						1.1.2 : Poursuite du renforcement des capacités (formation, équipements, etc.)
						1.1.3 Entretien des réseaux d'irrigation et les pistes rurales 1.1.4 Poursuite de la facilitation de l'accès aux intrants (semences, engrais, pesticides) et aux équipements agricoles. 1.1.5 : Poursuite de l'appui aux femmes et jeunes ruraux pour l'acquisition des matériels et équipements agricoles
Objectif 4 : Promouvoir et diversifier Les filières agricoles	4.1 : Nombre de filières organisées 4.2 : Nombre d'OP Formées par filière	220	220	320	420	4.1.2 Appui à la mise en œuvre du plan d'action des filières 4.2.1 : Poursuite de la formation des OP par filière sur les techniques de production, de transformation, de conservation et de commercialisation 4.2.2 : Poursuite de la réhabilitation du Centre de conditionnement des semences de pomme de terre

Programme 3 : Aménagement et équipement rural

Objectifs	Indicateurs					Activités 2018
	LIBELLE	Réf. 2016	CIBLES			
			2017	2018	2019	
Objectif 3 : Moderniser et augmenter le niveau d'équipement des producteurs ruraux	3.1 : Nombre d'unités d'exploitations agricoles(UPA) équipés	39 920	21 000	22 654	18 687	3.1.1 Equipement des producteurs et productrices en matériels agricoles
						3.1.2 Formation des producteurs et productrices sur le matériel de culture attelée
	3.2 : Nombre d'UPA équipées de tracteurs	100	100	100	-	3.2.1 Suivi des Equipements motorisés et des techniques agricoles adaptées dans le domaine agricole.
						3.2.2 Formation des producteurs et productrices sur les matériels motorisés

MINISTERE DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE

1. Les Enjeux genre et gaps à combler

La Politique Nationale Genre sera mise en œuvre à travers les programmes du Ministère de l'Élevage et de la Pêche.

Les enjeux des sous-secteurs Élevage et Pêche sont relatifs :

- à la mise en œuvre de la politique foncière ;
- à l'accroissement de la contribution des sous-secteurs de l'Élevage et de la Pêche au PIB respectivement de 19 à 30% et de 4,2 à 10% sur une période de 10 ans ;
- à la sécurité alimentaire et nutritionnelle des populations en mettant à leur disposition des protéines d'origine animale de qualité ;
- au faible niveau d'organisation et d'équipements des femmes des sous-secteurs de l'élevage et de la pêche ;
- à la faible possession du cheptel par les femmes (9%) ;
- à la faible possession du gros bétail par les femmes : elles sont surtout présentes à 90% dans l'élevage du petit ruminant (ovins, caprins, porcins) contrairement aux hommes (*le nombre moyen de bovin est de environ 8 par exploitation, cet effectif des bovins est quasiment détenu par les hommes dans toutes les régions, dépassant les 90%.(source : EAC 2013-2014).*)

2-Les mesures ou stratégies spécifiques qui ciblent les questions genre

Les mesures spécifiques

Plusieurs actions ont été réalisées visant à promouvoir l'approche sectorielle dans ce secteur en 2016, parmi lesquelles, on peut notamment citer l'élaboration de la Politique Foncière et l'adoption du projet de Loi Foncière Agricole constitue des instruments majeurs pour conduire les réformes foncières en milieu rural.

Une des innovations de la Loi Foncière Agricole réside dans la décentralisation de la gestion foncière et la création d'institutions foncières locales avec lesquelles les autorités coutumières doivent « composer ». Le nouveau cadre devrait aboutir à la mise en place d'une procédure obligatoire pour tenter de concilier les conflits avant qu'ils ne soient portés devant un tribunal et l'instauration de mesures de discrimination positive en faveur des femmes et des jeunes pour favoriser l'accès aux ressources foncières.

Les avantages accordés aux femmes, aux jeunes et aux couches vulnérables sont : (i) la reconnaissance des droits collectifs et individuels, (ii) l'octroi de 15% des terres aménagées par l'Etat ou les Collectivités Territoriales et (iii) l'augmentation de la représentation des femmes dans les commissions foncières, notamment les femmes rurales.

3-L'évaluation des activités genre 2016-2017

Développement des Productions et des Industries Animales

Beaucoup d'activités de renforcement des capacités sont menées dans le cadre de la mise en œuvre des projets et programmes de la Direction Nationale des Productions et Industries Animales en faveur des femmes:

- la distribution de 977 coqs améliorateurs « Wassachiè » dans la commune de Kouniana, cercle de Koutiala, région de Sikasso à 807 femmes soit 82,60 % et à 170 hommes soit 17,40 %. Ces 17,40 % d'hommes sont tous des jeunes, ce qui ramène la part des jeunes à 17,40% ;
- organisation d'ateliers d'embouche et de ventes promotionnelles d'animaux au profit de 33 sociétés coopératives pastorales, et 4 groupements et associations de femmes de la zone du Sahel occidental à l'occasion des fêtes religieuses ;
- dotation de 203 ménages vulnérables de Nara en noyaux de petits ruminants et traction asine en zone PRODEZEM (1 218 petits ruminants et de 203 ânes) ;
- dotation de 1 500 ménages très pauvres des cercles de Gao et Bourem en noyaux de petits ruminants (9032 têtes) et en aliment bétail à travers l'appui de la FAO ;
- la formation de 200 femmes avicultrices, aux bonnes techniques d'élevage, dans la commune de Kouniana, (Koutiala).

Aperçu sur les appuis accordés par le PRODEZEM aux Femmes Transformatrices du Lait (FTL)

Groupements	Equipements de départ	Formation	Coût Petits Equipements pour la formation	Coût chaîne de froid	Coût Equipements de bureau	Coût Total
Nara	1 779 405	500 000	400 000	0	0	2 679 405
Goumbou	1 779 405	575 000	400 000	1 651 333	321 500	4 727 238
Dilly	1 779 405	675 000	400 000	1 651 333	295 900	4 801 638
Guiré	1 779 405	775 000	400 000	0	381 000	3 335 405
Mourdiah	1 779 405	775 000	400 000	0	415 650	3 370 055
Ballé	1 779 405	925 000	400 000	1 651 334	643 500	5 399 239
TOTAL	10 676 430	4 225 000	2 400 000	4 954 000	2 057 550	24 312 980

Source : PRODEZEM 2016

Nara : construction mini laiterie et équipements 55 500 000 F CFA

Guiré : réhabilitation mini laiterie 25 800 000 F CFA

Champ solaire pour la chaîne de froid pour les groupements de Mourdiah, Guiré, Dilly (réhabilitation) 6 000 000 F CFA.

Dotation de 500 ménages vulnérables en noyaux de petits ruminants (113 Millions de FCFA) sur lesquels 215 femmes (49 Millions de F CFA) en ont bénéficié. En plus des petits ruminants, ces ménages ont été dotés :

500 ânes et 500 charrettes destinés au transport d'eau et de fourrages pour un coût de plus de 100 Millions de FCFA.

Dotation des six (6) groupements de femmes en motos tricycles pour la collecte, le transport et la vente du lait et des produits laitiers transformés pour un coût total de près de 16 Millions de F CFA.

Au total près de 220 Millions de F CFA ont été investis dans la promotion des femmes.

Quelques indicateurs de résultats

Indicateurs :	Unité de Mesure	Période			2016	
		2013	2014	2015	Prévis.	Réalisations
1. Taux d'accès aux appuis des 300 organisations et coopératives de producteurs et productrices encadrés.	%	25	35	65	65	65
2. Le nombre de professionnelles des filières de productions animales formées et équipées	Nombre	-	1 924	889	2 023	2 023

Source : DNPIA 2016

Développement des Productions Halieutiques et Aquacoles

Les activités de renforcement des capacités sont menées dans le cadre de la mise en œuvre des projets et programmes de la Direction Nationale des Productions Halieutique et Aquacole en faveur des femmes :

Femmes et Pêche

Les femmes interviennent dans tous les maillons de la chaîne de valeur poisson à différents degrés.

La transformation du poisson concerne environ 90% des produits de la pêche et de la pisciculture, commercialisés à l'état frais (Groupe de Sécurité Alimentaire, Interventions stratégiques dans la pisciculture au Mali, 2014). Les techniques de transformation traditionnelle sont surtout le fumage, le séchage, le brûlage et le salage. La transformation du poisson est la tâche de femmes. Généralement il s'agit des femmes des pêcheurs. Mais la transformation du poisson devient de plus en plus une activité indépendante du cadre familiale. Le nombre d'acteurs impliqués dans la transformation de poisson est estimé à 106 833 personnes, dont 96 041 (90%) sont des femmes. Sarro, A., Analyse de la filière/chaîne de valeur ajoutée « Poisson » au Mali, 2016, p. 19). Elles sont propriétaires des équipements utilisés pour les activités de transformation et elles travaillent individuellement ou regroupées en associations. Les transformatrices génèrent la plus grande partie de leur revenu à travers ces activités.

Différents programmes du sous-secteur interviennent dans le domaine de la transformation par l'appui aux femmes transformatrices en équipement de transformation et par la formation des femmes transformatrices en techniques de transformation du poisson et les bonnes pratiques d'hygiène des produits de la pêche et de la pisciculture.

On peut citer les actions du PRODEFA à Sikasso, de l'appui de la coopération allemande dans la région de Mopti, des équipements de transformation aux femmes transformatrices des régions de Tombouctou et de Gao à travers le PDREGDE/ABN et le PGIRE /OMVS dans les régions de Kayes.

Plusieurs ONG interviennent également dans l'appui des femmes dans le domaine de la production et de la transformation du poisson, il s'agit aussi de ceux financés par ONU FEMMES dans la région de Koulikoro à travers la production de poisson des cages flottantes et la mise en place d'une unité de transformation pour la coopérative Femme en action de Kalaban-coro. L'ONG al Farouk a appuyé les femmes par l'octroi de bacs hors sols pour la pisciculture familiale.

La commercialisation du poisson : les commerçants (grossistes et détaillants) de poisson sont majoritairement des femmes. Le poisson frais est surtout vendu par les femmes (les mareyeuses). Le nombre d'acteurs impliqués dans la commercialisation est estimé à 61 632 personnes, dont 48 193 (78%) sont des femmes, Analyse de la filière/chaîne de valeur ajoutée « Poisson » au Mali, 2016, p. 21).

L'intervention des femmes dans les maillons de production, transformation et commercialisation des produits de pêche n'est pas encore estimée en volume d'activités financière, de création d'emploi et de lutte contre la pauvreté. Vu le nombre évoluant dans le secteur on peut l'estimer à plusieurs dizaines de milliards de FCFA et plusieurs milliers d'emploi sur le territoire nationale.

L'intervention des femmes dans les maillons de production transformation et commercialisation des produits de pêche n'est pas encore estimée en volume d'activités financière, de création d'emploi et de lutte contre la pauvreté. Vu le nombre évoluant dans le secteur on peut l'estimer à plusieurs dizaines de milliards de FCFA et plusieurs milliers d'emploi sur le territoire nationale.

4- La Planification et la budgétisation des actions genre 2018

La Politique Nationale Genre sera mise en œuvre à travers les DPPD-PAP 2018 des programmes 2 et 3 du Ministère du de l'Élevage et de la Pêche.

Programme 2 : Développement des Productions et des Industries Animales

Objectifs	Indicateurs					Activités 2018
	Libellé	Réf.	Cibles			
			2018	2019	2020	
Renforcer les capacités techniques et d'intervention des professionnels du sous-secteur de l'élevage	1. Pourcentage des organisations et coopératives de producteurs et productrices ayant bénéficié d'appui leur permettant de mieux valoriser leurs productions.	70%	75%	80%	85%	1 : Formation de 540 producteurs et 60 encadreurs en aviculture (techniques de production d'œufs, de chair et aviculture traditionnelle améliorée)
	2. Nombre de professionnelles des filières de productions animales encadrées formés et équipés	20%	25%	30%	35%	2 : Formation de 2 500 producteurs dont 200 femmes sur divers thèmes. Appui à l'amélioration de l'aviculture traditionnelle (dotation de 300 femmes et jeunes en unités Wassaché et intrants, construction de poulaillers améliorés)

Programme 3 : Développement des Productions Halieutiques et Aquacoles

Objectifs	Indicateurs					Activités 2018
	Libellé	Réf.	Cibles			
			2018	2019	2020	
Développer et promouvoir les productions halieutiques et aquacoles	1. Quantité de poissons produits	34 808	44 000	48 000	50 000	1. Collecte, traitement et diffusion des informations et des données statistiques du sous-secteur de la pêche et de l'aquaculture
	2. : Quantité de poissons exportés	6 797	9 000	10 000	11 000	2. Diffusion des techniques de pisciculture 1. Diffusion des techniques de conservation et de transformation du poisson

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DÉVELOPPEMENT DURABLE

I. LES ENJEUX - GENRE

Les enjeux du genre du Ministère de l'Environnement, de l'Assainissement et du Développement Durable (MEADD) portent sur les points suivants :

- l'insuffisance de la prise en compte des activités spécifiques aux femmes dans les plans d'actions des politiques en matière d'Assainissement et de Protection de l'Environnement ;
- l'absence de statistiques désagrégées hommes/femmes en matière de gestion de ressources naturelles et d'Assainissement ;
- l'insuffisance d'une option sociale qui démontre une évolution favorable de la vision stratégique de la gestion des ressources forestières.

Aussi, il est impossible de déterminer le gap sans avoir au préalable les statistiques désagrégées hommes/femmes du secteur.

II. LES STRATEGIES DE REDUCTION DES INEGALITES LIEES AU GENRE

2.1. Les mesures spécifiques

Au MEADD, il existe deux Projets/Programmes qui identifient les lignes directrices de la prise en compte des femmes. Il s'agit du : (i) Projet Gestion Décentralisé des Forêts (GEDEFOR) (Phase II), et (ii) Programme de Développement Durable du Delta Intérieur du Niger (PDD-DIN). Le GEDEFOR II à travers sa composante 2, articule sa démarche autour des actions suivantes :

- identifier, organiser et rendre compétitive les filières porteuses de produits forestiers ligneux et non ligneux ;
- renforcer le contrôle de l'accès aux ressources ligneuses à l'aide des mesures incitatives (exploitation contrôlée) et des mesures coercitives (exploitation incontrôlée) ;
- faciliter l'accès des productrices et producteurs ruraux aux prêts des caisses de crédits et d'épargne existantes dans les zones choisies ;
- renforcer les capacités des productrices et producteurs dans la gestion des caisses associatives.

Quant au PDD-DIN, l'atelier d'échanges sur l'élaboration de sa Stratégie Genre et son Plan d'Actions de novembre 2014 a permis de fixer un certain nombre de mesures à entreprendre dans le cadre de la prise en compte des femmes dans les activités du Programme.

La CTC-PDD-DIN a veillé à la prise en compte effective des femmes et des jeunes au niveau des différents organes déconcentrés, c'est à dire les cadres de concertation locaux et les commissions communales et intercommunales constituant des instances de décision, de coordination et de suivi du PDD-DIN. Le nombre de femmes au sein des organes déconcentrés de suivi du PDD-DIN est de :

- CROCSAD/Mopti : sous- commission/Economie Rurale, 33 membres dont 05 femmes ;
- Cadre de Concertation Locale/Mopti : 10 membres dont 04 femmes ;
- Comité Intercommunal de Suivi/Mopti : 08 membres dont 03 femmes ;
- Cadre de Concertation Locale/Djenné : 11 membres dont 04 femmes ;
- Comité Intercommunal de Suivi/Djenné: 15 membres dont 05 femmes.

Aussi, elle a entrepris des activités de renforcement de capacités des femmes concernant l'ensemble des AGR (maraichage, embouche paysanne, aviculture etc.) et en perspective la formation en alphabétisation fonctionnelle des membres du comité de gestion de 19 groupements de femmes des périmètres maraîchers encadrés par le Programme, soit 190 femmes des Cercles de Ké-Macina, Djenné, Mopti, Ténenkou, Youwarou, Goundam et Niafunké, afin de contribuer à l'amélioration de leurs capacités technique et organisationnelle, en vue de leur autonomisation.

A cet effet, en moyenne, 60 femmes participent au partage des bénéfices au niveau de chaque jardin maraîcher. Un minimum de 1 320 femmes sont regroupés sur 22 Périmètres maraîchers implantés. 950 femmes pour d'autres types d'activités : aviculture, fabrique de savon, apiculture, embouche paysanne et micro crédit.

2.2. Evaluation des activités genre 2016

Au niveau du programme n°2 : « Amélioration du Cadre de Vie », les efforts de sensibilisation consentis par la DNACPN et ses démembrements à travers l'organisation des journées de salubrité par les communautés, les ONG, les GIE, les Associations d'assainissement et des entreprises ont contribué à améliorer la salubrité du milieu de vie des populations en vue d'un changement de comportement. Il faut noter que, les projets et programmes comme le Projet d'Appui aux Communautés Urbaines du Mali (PACUM) et la GIZ apportent des appuis dans la réalisation des caniveaux et l'aménagement des collecteurs dans les régions.

Aussi, le taux de réalisation des latrines dans les lieux publiques est satisfaisant grâce aux efforts de sensibilisation.

Au niveau du programme n°4 « Protection et conservation de la nature » l'appui des groupements de femmes en moyens matériels et financiers dans le cadre des activités génératrices de revenus et la gestion des ressources forestières et fauniques a été à hauteur de souhait à travers l'implication des groupements féminins dans la Gestion des Ressources Forestières et Faunique (GRFF). Les activités ont été menées par les programmes Gestion Décentralisée des Forêts (GEDEFOR II) et Programme de Développement Durable du Delta Intérieur du Niger (PDD-DIN).

Cependant, il faut noter le faible taux d'implication des groupements de femmes dans la GRFF qui est lié à l'insécurité généralisée au centre du pays qui est la zone d'action du PDD-DIN.

Quant au taux d'admission satisfaisant des élèves du Centre de Formation Pratique (CFPF) de Tabakoro, il est le résultat de l'encadrement de proximité et le respect des périodicités des évaluations et des sorties pédagogiques.

2.3. Planification et budgétisation des actions Genre 2017

Dans le domaine de l'Environnement, de l'Assainissement et du Développement Durable, les actions en genre seront mises en œuvre à travers les programmes 2 et 4 du Département.

Programme 2 : Amélioration du Cadre de Vie

Objectif	Indicateurs					Activités 2018	
	Libellé	Réf	Cibles				
		2016	2017	2018	2019		2020
Réduire durablement l'insalubrité du milieu de vie des populations par des changements de comportement	1.1 : Pourcentage de ménages utilisant des latrines améliorées	24%	30%	35%	40%	50%	1.1.1. Organisations des réunions techniques statutaires
							1.1.2. Mission de suivi et de supervision
							1.1.3. Organisation de journées de sensibilisation (déchets liquides)
							1.1.4. Promotion (intermédiation sociale, subvention) des latrines familiales améliorées

	1.2 : pourcentage de ménages abonnés à un service de ramassage d'ordures (en milieu urbain)	50%	60%	70%	80%	100%	1.2.1. Organisations des réunions techniques statutaires
1.2.2. Mission de suivi et de supervision							
1.2.3. Promotion des poubelles							
1.2.4. Contrôle de la conformité de la gestion des déchets solides par les ménages (poubelles)							

Commentaire : A travers ce programme, nous constatons une progression des pourcentages des ménages utilisant les latrines améliorées et des ménages abonnés à un service de ramassage d'ordures (en milieu urbain) et du fait que cela permettrait une amélioration du cadre de vie desdits ménages.

Programme 4 : Protection et conservation de la nature

Objectif	Indicateurs					Activités 2018	
	Libellé	Réf	Cibles				
		2016	2017	2018	2019		2020
4 : Renforcer les capacités des acteurs dans la conservation et la valorisation de la Biodiversité	INDICATEUR 4.1						4.1.1. Réalisation des séances de CCC
	Taux de réalisation: - Des séances de CCC - Taux de réalisations des séances de formations et de recyclages des acteurs de la GRFF	- 84,60%	85% 85%	100% 100%	100% 100%	100% 100%	4.1.2. Réalisation de formation des acteurs de la gestion des ressources forestières et fauniques

Commentaire : de plus en plus une performance est constatée dans l'implication des groupements féminins dans la Gestion des Ressources Forestières et Fauniques (GRFF) à travers les appuis financiers, les formations et les encadrements.

MINISTERE DU COMMERCE

1 - Les enjeux du genre :

Au niveau du département, les enjeux concernent :

- l'appui à apporter aux femmes opératrices économiques ainsi que l'aide des organisations de femmes opératrices économiques à accéder aux moyens financiers ;
- le renforcement des capacités entrepreneuriales des organisations de femmes opératrices économiques à travers la formation, l'information et la sensibilisation ;
- l'accroissement de l'accès des organisations de femmes opératrices économiques aux moyens de production etc.

2 - Les stratégies de réductions des inégalités liées au genre :

Ces stratégies découlent des mesures ci-après :

a. Les mesures spécifiques

Le secteur du commerce demeure essentiellement marqué par son caractère informel.

La majeure partie des acteurs dans ce domaine est majoritairement féminine.

Ainsi, le projet cadre intégré vise d'une manière générale à l'intégration du Mali à l'économie mondiale à travers le développement des filières porteuses notamment celles de la mangue, du beurre de karité, des amandes, de la gomme arabique et des séances de renforcement de leurs capacités.

Ainsi, des actions spécifiques ont été menées dans les deux domaines en faveur des femmes.

b. Evaluations des activités genre 2016

MISE EN ŒUVRE DU CADRE INTEGRE – RENFORCEMENT DES CAPACITES DES FEMMES

N°	ACTIVITES	2016	
		Nombre de femmes	Montant FCFA (Dépenses)
01	Appui à l'exploitation d'une unité de transformation de fruits à Yanfoïla (UTRAFRUY) en faveur des femmes du cercle de Yanfoïla	100	91 279 584
02	Participation des femmes au Salon international de l'Agriculture (SIA) de paris	04	29 988 000
03	Participation à l'Alliance Mondiale sur la karité	21	24 988 000
04	Participation à la Foire conférence internationale de Dakar (FDAK) Décembre 2016	37	24 897 643

N°	ACTIVITES	2016	
		Nombre de femmes	Montant FCFA (Dépenses)
05	Formation des transformateurs en technique de séchage, et initiation aux normes de qualité, de sécurité, gestion de la coopérative des femmes	120	10 000 000
06	Mise en place du système de gestion de la qualité dans les PME de transformation agricole (coopératives des femmes)	75	38 068 684
07	Coopérative des productrices de karité de Zantiébougou (COPROZAN) pour le beurre et autres dérivés du karité de compte au bénéfice des femmes	1500	4 368 717
08	Appui à l'acquisition de petits matériels de maraîchage pour les femmes a l'occasion de la Journée Internationale de la Femme Rurale	20	3 000 000
09	Appui à la mise en place de groupements de femmes actrices de la filière gomme arabique	65	15 000 000
10	Formation 19 femmes en techniques d'exploitation de la gomme arabique	19	20 000 000
11	Formation des femmes aux techniques de pisciculture et mis à disposition des étangs	60	17 028 120
TOTAL GENERAL			278 618 748

c) PLANIFICATION ET BUDGETISATION DES ACTIONS 2018

La Politique Nationale Genre sera mise en œuvre par le programme N°2 du Ministère du Commerce à travers l'Unité de Mise en Œuvre du Cadre Intégré.

Objectifs	Indicateurs					
	Libellés	Réf	Cibles			
		2016	2017	2018	2019	2020
Contribuer au développement et à la promotion des exportations	1.1 : Taux de réalisation des activités de renforcement des capacités d'offre	100%	100%	100%	100%	100%

N°	ACTIVITES 2018	PREVISIONS ET CIBLES			
		2017		2018	
		Nombre de Femmes bénéficiaires de renforcement	Montant FCFA (Dépenses)	Nombre de femmes	Montant FCFA (Dépenses)
01	Participation des femmes au Salon international de l'Agriculture (SIA) de paris	04	17 383 500	5	17 383 500
02	Participation à l'Alliance Mondiale sur la karité	25	4 885 000	25	20 000 000
03	Participation à la conférence internationale sur la certification à Abidjan (RCI)	5	8 000 000	5	8 000 000
04	Participation à la Foire conférence internationale de Dakar (FIDAK)	43	24 897 643	43	12 417 000
05	Participation à la Foire Exposition de Bamako (FEBAK) Décembre 2015 et 2017	5	565 000	-	-
06	Mise en œuvre du programme de durabilité en faveur des acteurs de la filière karité en collaboration avec ICCO et SOATAF : 20 000 femmes formées sur l'amélioration de la qualité des amandes, 23 magasins de stockage construits.	20 000	40 000 000	20 000	40 000 000
07	Mise en place d'une unité de transformation de beurre de karité dans les cercles de Dioila pour une association de femmes.	110	14 000 000	110	14 000 000
08	Mise en place du système de gestion de la qualité dans les PME de transformation agricole (coopératives des femmes)	75	45 566 741	-	-
09	Coopérative des productrices de karité de Zantiébougou (COPROZAN) pour le beurre et autres dérivés du karité de compte au bénéfice des femmes	1500	19 788 941	-	-
10	Appui à l'acquisition de petits matériels de maraîchage pour les femmes a l'occasion de la Journée Internationale de la Femme Rurale	20	3 000 000	20	3 000 000
11	Formations des membres de la coopérative des femmes de beurre de karité de Tioribougou (cercle de Kolokani) sur les techniques de production de beurre de karité	50	3 000 000	-	-
12	Organisation de deux sessions de formation sur les techniques de production du beurre de karité	100	8 000 000	100	8 000 000
13	Appui à la mise en place de groupements de femmes actrices de la filière gomme arabique	65	15 000 000	65	15 000 000
14	Formation des femmes en techniques de maraîchage (gomme arabique	260	20 000 000	260	20 000 000
15	Formation des femmes en technique de conduite de pépinière (gomme arabique)	260	20 000 000	260	20 000 000
TOTAL GENERAL		22 312	564 703 325	793	529 800 500

MINISTERE DU TRAVAIL ET DE LA FONCTION PUBLIQUE

1- Les Enjeux genre et gaps à combler

La Constitution du Mali garantit les mêmes droits aux citoyens des deux sexes sans discrimination. C'est ainsi que notre pays dispose depuis 2010 d'une Politique Nationale Genre (PNG) qui constitue le cadre global de référence en matière de promotion d'égalité homme-femme, fille et garçon.

En effet cette Politique préconise dans ses orientations, la prise en compte du genre comme principe directeur de bonne gouvernance dans les politiques.

Les Lois de la République du Mali ne contiennent aucune disposition discriminatoire entre l'homme et la femme en ce qui concerne leur droit inaliénable au travail.

Cependant, les femmes ne représentent que 31,16% des effectifs de la fonction publique. Cet écart est plus accentué au niveau de la catégorie A où elles ne représentent que 16,54%. C'est au niveau de la catégorie B1 que les femmes sont majoritaires avec 52,34%.

Sur les 750 agents recrutés dans la Fonction Publique en 2016 par voie de concours 513 étaient des hommes soit environ 68,73% et 237 femmes soit 31,27% environ. Les femmes étaient majoritaires au niveau de la catégorie B1. 28 personnes en situation d'handicap ont été recrutées dont 07 femmes soit 30,33% et 21 hommes 69,67%.

Au niveau des postes électifs, il ressort aussi qu'au Mali, sur 147 Députés, 14 seulement sont des femmes, 07 Conseillers Nationaux femmes contre 68 hommes, 11 femmes maires contre 634 hommes (dernières élections). Quant aux postes nominatifs à titre d'exemple, on compte 08 femmes sur 35 ministres dans l'actuel Gouvernement.

La situation n'est point meilleure au niveau des postes nominatifs au sein du département, qui se présente comme suit à titre exemple sur 27 Chefs de Division seulement 7 sont des femmes.

Tous les directeurs des services centraux et régionaux rattachés hormis la CPS sont dirigés par des hommes.

Les stratégies de réduction des inégalités liées au genre

Les mesures spécifiques :

Mesures spécifiques : compte tenu du caractère transversal de notre département, la Direction Nationale de Fonction Publique et du Personnel (DNFPP), dans sa nouvelle restructuration, a créé une **section Equité Genre** chargée entre autres :

- d'apporter un appui –conseil aux services publics pour la prise en compte de la dimension Equité- Genre dans la gestion des carrières des agents publics ;
- d'élaborer et mettre en œuvre les outils d'implantation de l'Equité-Genre au sein de l'administration publique... ;
- d'élaborer le programme de formation et d'habilitation des femmes et des responsables en Equité-Genre des directions des ressources humaines ;
- de produire les données statistiques sur le genre dans le système d'information de l'administration publique ;
- d'évaluer les résultats de l'application des mesures en Equité-Genre et d'assurer leur diffusion au sein de l'administration publique ;
- de développer un programme d'accès à l'égalité dans les emplois.

Aussi le **Comité Sectoriel d'Institutionnalisation** de la Politique Nationale Genre (PNG) est créé auprès du département. Ledit comité travaille en étroite collaboration avec la section Equité-Genre.

Avancées :

- le Chef du Département (Travail et Fonction Publique) est une femme ce qui est une avancée significative. Nous saluons la nomination d'une femme comme Directrice Nationale Adjointe de la DNFPP ;
- la Loi n°92-020 du 23 septembre 1992 portant Code du Travail dispose qu'à conditions égales de travail, de qualification professionnelle et de rendement, le salaire est égal pour tous les travailleurs, quels que soient leur origine, leur sexe et leur âge ;
- la Gendarmerie Nationale et la Garde Nationale qui étaient des corps réservés aux hommes ont été ouverts aux femmes à partir de 2006. Il en fut de même pour la Protection Civile en 2008 et le Prytanée Militaire de Kati ;
- l'adoption par l'Assemblée Nationale de la Loi n°05 du 18 décembre 2015 et sa promulgation par le Président de la République constitue une avancée significative. Sa mise en œuvre permettra de réduire les inégalités de genre entre les femmes et les hommes dans les instances nominatives et électives.

Malgré cela, cette situation de représentativité demeure un enjeu majeur dans les prises de décision à tous les niveaux.

L'évaluation des activités du rapport genre 2015

Pour la mise en œuvre des projets et programmes, le Comité a réalisé les activités suivantes :

- renforcement des capacités des membres du Comité sur le thème: concept genre, fondement juridique et outils de collecte des données (mai 2016) ;
- organisation et tenue d'une journée d'échanges sur les réalisations genre du département (16 août 2017) ;
- participation aux travaux de suivi de l'Etude sur la sous représentation des femmes dans l'Administration piloté par le CDI (réunions et séances de travail).

En perspective, le Comité envisage de :

- former les membres du Comité à la budgétisation sensible au genre;
- entreprendre une campagne de sensibilisation des chefs de services rattachés à notre département sur le genre afin qu'ils prennent en compte l'aspect Genre dans toutes les prises de décisions internes ;
- continuer les travaux de suivi de l'Etude sur la sous représentation des femmes dans l'Administration piloté par le CDI.

Programme n°2 : Amélioration de la gestion administrative des agents de l'Etat

Objectif n°3 : Disposer d'un système d'information national à jour sur les ressources humaines de l'Etat et accessible.						
Indicateurs de résultats	Unité de mesure	Période			2016	
		2013	2014	2015	Prévisions	Réalisations
3.1 : Taux de mise à jour du système d'information national sur les ressources humaines de l'Etat		-	50%	100%	85%	100%

Programme n°3 : Amélioration du cadre législatif du Travail

Objectif 4: Promouvoir les actions de lutte contre le Travail des Enfant						
Indicateurs de résultats	Unité de mesure	Période			2016	
		2013	2014	2015	Prévisions	Réalisations
4.2. Taux de réinsertion des enfants retirés des pires formes de travail des enfants (Filles)	%	-	37 (65)	0,38 (49)	42 (70)	32 (54)

3. La planification et la budgétisation des actions genre

La politique Nationale Genre est mise en œuvre par le Ministère de la Fonction Publique, de la Réforme Administrative à travers les programmes 2 et 3 :

Programme n°2 : Amélioration de la gestion administrative des agents de l'Etat

Objectifs	Indicateurs					Activités 2018
	Libellé	Réf. 2016	Cibles			
			2017	2018	2019	
Objectif 3 : Disposer d'un système d'information national à jour sur les ressources humaines de l'Etat et accessible	3.1 Taux de mise à jour du système d'information national sur les ressources humaines de l'Etat	85%	65%	70%	73%	3.1.1 Utilisation du logiciel de Gestion des R.H 3.1.2 Production des statistiques sur les R.H
Objectif N°4: Assurer l'équité genre dans la fonction publique	4.1 : Pourcentage d'identification des handicapés dans la Fonction publique	-	80%	85%	100%	
	Indicateur4.2 : Pourcentage de femmes cadres dans la Fonction publique	-	-	-	-	

Programme n°3 : Amélioration du cadre législatif du Travail

Objectif	Indicateurs					Activités 2018
	Libellé	Réf. 2016	Cibles			
			2017	2018	2019	
Objectif 4: Promouvoir les actions de lutte contre le Travail des Enfant	4.1. Taux de réalisation du programme d'activités de la Cellule Nationale de Lutte contre le Travail des Enfants	-	45%	55%	60%	4.1.1. Organisation d'une table ronde des PTF pour le financement du Plan d'Actions National pour l'Elimination du Travail des Enfants au Mali (PANETEM)
	4.2. Taux de réinsertion des enfants retirés des pires formes de travail des enfants (Filles)	32 (54)	40 (50)	45 (50)	50 (55)	4.2.1 Retrait et réinsertion des enfants victimes des pires formes de travail 4.2.2 Tenue des réunions du Comité Directeur National de lutte contre le Travail des Enfants (CDN)

CONCLUSION

En dépit de ces avancées, l'accès aux postes de décision dans les organes politiques et dans l'administration générale, reste en deçà des attentes. Pourtant, le relèvement des indicateurs sociaux pourra se réaliser à travers l'application stricte des lois et mesures concrètes pour éliminer les disparités et inégalités.

MINISTERE DE L'ECONOMIE NUMERIQUE ET DE LA COMMUNICATION

1- Les Enjeux genre et gaps à combler

L'inégalité persistante entre hommes et femmes dans les domaines de la communication, de l'information et des nouvelles technologies diminue relativement aux efforts entrepris dans le secteur.

La progression favorable des indicateurs que ce soit pour l'accès à la radio, à la télévision, au téléphone et à l'internet, améliore l'image de la femme dans les médias. Des avancées sont notées dans le domaine de l'information et de l'animation qui donne une image de femme élégante et moderne, impliquée dans sa profession, engagée, compétente, égale à ses collègues masculins. Aussi, dans le domaine de la publicité et les sketches les clichés montrant une image négative de la femme s'améliorent, ils montrent de plus en plus les femmes au centre de la décision, participatives, entreprenantes et impliquées.

La modernisation économique et sociale du Mali, à laquelle les femmes prennent une part importante, passera par l'amélioration de l'accès à Internet, un accès encadré des femmes à Internet permet de réelles perspectives d'apprentissage, et d'accès à un nombre particulièrement important de documents pédagogiques.

2- Les stratégies de réduction des inégalités liées au genre

La vision sectorielle à long terme est d'accélérer le processus de développement par une utilisation accrue des TIC, grâce à un accès universel aux technologies de l'information et de la communication de qualité.

L'objectif stratégique consiste à étendre et améliorer la qualité des infrastructures et services de communication et à assurer l'accessibilité de tout citoyen à un moyen de communication à moindre coût. Les principaux acteurs sont : l'Administration, les PTF, les usagers des infrastructures et moyens de communication existants, les journaux et radios privés, les syndicats et les ONG.

Les Partenaires Techniques évoluant dans les TIC sont la Banque Africaine de Développement et l'Agence Française de Développement avec le projet « Techno La Loi » sur la Publicité adoptée et sa mise en œuvre entamée pour lutter efficacement contre les clichés dépassés, réducteurs et dégradants qui véhiculent une image négative des femmes.

Les mesures spécifiques

1. les réalisations majeures enregistrées au cours de l'année 2016 ont porté sur la poursuite du désenclavement intérieur et extérieur grâce à des infrastructures et services de communication dans le but d'assurer l'accessibilité de tout citoyen à un moyen de communication à moindre coût.
2. un cadre juridique propice à la promotion des services privés de communication audiovisuelle est mis en place grâce au vote de la Loi relative aux services privés de communication audiovisuelle et ses décrets d'application, à l'adoption du texte de création de la Haute Autorité de la Communication et à l'élaboration du projet de Loi sur la publicité déposé à l'Assemblée Nationale.
3. l'année 2016 a aussi été marquée par (i) la poursuite des opérations de réhabilitation des infrastructures endommagées par la crise sécuritaire et sociopolitique du pays avec toujours des difficultés ; (ii) la connexion de deux (02) communes à l'Internet et de deux (02) écoles à l'Internet respectivement dans le cadre du projet de connexion des communes et des écoles du Mali réalisées par l'AGETIC ; (iii) la promotion de l'information et de la communication assurée grâce à l'extension de la couverture TV/FM du territoire national et à la réalisation et la diffusion des paquets pédagogiques.
4. la couverture du territoire national en télévision et en radio est restée stable (96% et 83%) due à l'instabilité au Nord pour la reconstruction de toutes les infrastructures endommagées.

IV. CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS

La mise en œuvre du premier plan d'actions (2011-2013) de la Politique Nationale Genre a été affectée par les conséquences de la crise politico-institutionnelle et sécuritaire survenue en Mars 2012.

Par ailleurs, la démarche de planification et de budgétisation sensible au genre souffre toujours (i) du retard dans la mise en place effective du mécanisme institutionnel de la Politique Nationale Genre, (ii) de l'insuffisance de données sexo-spécifiques, (iii) du faible niveau d'appropriation du concept genre. Au regard de ces difficultés, il est indispensable :

- de mettre en œuvre le plan stratégique (2016-2018) ;
- d'élaborer le profil genre des dix secteurs identifiés dans la Politique Nationale Genre ;
- de réaliser la formation sur l'Indice de Développement des Inégalités en Afrique (IDISA) ;
- de former les cadres des Départements ministériels en matière de Budgétisation sensible au Genre ;
- de mettre en place une base de données au niveau du Secrétariat Permanent de la Politique Nationale Genre (SP-PNG), des comités sectoriels genre, des comités régionaux genre conformément aux recommandations contenues dans le rapport 2016 du CREDD.

**SITUATION D'EXECUTION DU BUDGET
D'ETAT AU 30 JUIN 2017**

SITUATION D'EXECUTION AU 30-06-2017

NOTE DE PRESENTATION

NOTE DE PRESENTATION
Situation d'exécution du budget d'Etat au 30 juin 2017

I. LES RECETTES

Le Budget d'Etat 2017 a été exécuté en recettes à hauteur de 893,095 milliards de FCFA contre une prévision annuelle initiale de 2 015,092¹ milliards de FCFA, soit un taux de recouvrement de 44,32%.

Ci-dessous, le détail de l'exécution des recettes au 30 juin 2017.

1. Par Budget

(En milliards de FCFA)

Désignation	Prévisions 2017 (1)	Recouvrements au 30/06/2017 (2)	Taux d'exécution en % (3) = (2)/(1)*100
Budget national	1 486,928	748,171	50,32
Budgets annexes, comptes et fonds spéciaux	94,732	45,918	48,47
Budget spécial d'investissement financement extérieur	285,130	72,163	25,31
Appuis budgétaires sectoriels	18,702	7,836	41,90
Appuis budgétaires généraux	129,600	19,007	14,67
Total	2 015,092	893,095	44,32

Les réalisations par budget se présentent comme suit :

a. Budget national

Les recouvrements au 30 juin 2017 des recettes du budget national se chiffrent à 748,171 milliards de FCFA contre une prévision annuelle de 1 486,928 milliards de FCFA, soit un taux de réalisation de 50,32% par rapport aux prévisions initiales.

¹ Ce montant prend en compte les reports du PAT pour 0,530 milliard de FCFA et de l'ABS Suisse pour 0,984 milliard de FCFA, suivant respectivement les Arrêtés n°2017-0613/MEF-SG du 14 mars 2017 et n°2017-1104/MEF-SG du 07 avril 2017 portant report des crédits sur le budget d'Etat 2017.

b. Budgets annexes, comptes et fonds spéciaux

Les réalisations au titre des budgets annexes, comptes et fonds spéciaux se chiffrent à 45,918 milliards de FCFA au 30 juin 2017 sur une prévision annuelle de 94,732 milliards de FCFA, soit un taux de recouvrement de 48,47%. Ces réalisations sont constituées des recettes des différents Entrepôts maliens à l'extérieur et des Comptes et Fonds Spéciaux.

Les Comptes et Fonds Spéciaux comprennent :

- le Programme de Développement des Ressources Minérales ;
- le Fonds d'Appui pour la Promotion de la Recherche Pétrolière ;
- le Fonds de Financement de la Recherche, de la Formation et de la Promotion des Activités Minières ;
- le Fonds pour l'Aménagement et la Protection des Forêts ;
- le Fonds pour l'Aménagement et la Protection de la Faune ;
- le Fonds National d'Appui à l'Agriculture ;
- le Fonds Compétitif pour la Recherche et l'Innovation Technologique ;
- le Fonds d'Appui à l'Autonomisation de la Femme et à l'Epanouissement de l'Enfant ;
- le Fonds de remboursement des crédits TVA.

c. Budget spécial d'investissement

Il convient de rappeler que le financement extérieur du Budget Spécial d'Investissement est inscrit à montant égal en recettes et en dépenses.

Il a été réalisé à la date du 30 juin 2017 au titre du financement extérieur, un montant de 72,163 milliards de FCFA sur une prévision initiale de 285,130² milliards de FCFA, soit un taux de recouvrement de 25,31%.

d. Appuis budgétaires sectoriels

Sur une prévision annuelle initiale de 18,702³ milliards de FCFA, les appuis budgétaires sectoriels ont connu une réalisation de 7,836 milliards de FCFA, soit un taux de recouvrement de 41,90%.

² Ce montant prend en compte le report du PAT pour 0,530 milliard de FCFA.

³ Ce montant prend en compte le report de l'ABS Suisse pour 0,984 milliard de FCFA.

e. Appuis budgétaires Généraux

Les ressources au titre des appuis budgétaires généraux ont été mobilisées à hauteur de 19,007 milliards de FCFA sur une prévision annuelle de 129,600 milliards de FCFA, soit un taux de réalisation de 14,67%.

2. Par nature de recettes

(En milliards de FCFA)

Désignation	Prévisions 2017 (1)	Réalisations au 30/06/2017 (2)	Taux d'exécution en % (3) = (2)/(1)*100
<u>BUDGET GENERAL</u>	1 920,360	847,177	44,12
Dons projets et legs	96,500	23,145	23,98
Emprunts projets et programmes	188,630	49,018	25,99
Cessions d'immobilisations incorporelles	7,847	-	-
Cessions sols - sous-sols	11,825	2,404	20,33
Cessions de biens meubles	0,353	0,221	62,61
Remboursement de prêts et avances	3,460	5,868	169,60
Recettes fiscales	1364,060	699,470	51,28
Recettes non fiscales	81,538	27,143	33,29
Recettes exceptionnelles (Ressources PPTE)	17,845	13,065	73,21
Dons programmes (Appuis budgétaires)	81,702	16,965	20,76
Autres emprunts	66,600	9,878	14,83
<u>BUDGETS ANNEXES, COMPT. ET FONDS SPECIAUX</u>	94,732	45,918	48,47
TOTAL BUDGET D'ETAT	2 015,092	893,095	44,32

Les réalisations par nature de recettes (droits et taxes) se présentent comme suit.

a. Cession sols - sous-sols

Les réalisations au 30 juin 2017 des cessions de sols et sous-sols se chiffrent à 2,404 milliards de FCFA contre des prévisions annuelles de 11,825 milliards de FCFA, soit un taux de réalisation de 20,33%. Ces recettes proviennent essentiellement de la vente de terrains.

b. Remboursement prêts et avances

Les ressources prévisionnelles se chiffrent à 3,460 milliards de FCFA. Il a été recouvré au 30 juin 2017, un montant de 5,868 milliards de FCFA, soit un taux de réalisation de 169,60%.

Il s'agit des ressources de la Direction Générale de la Dette publique, constituées essentiellement du remboursement des prêts rétrocédés.

c. Recettes fiscales

Les recettes fiscales ont été mobilisées à hauteur de 51,28%, soit un montant de 699,470 milliards de FCFA sur une prévision annuelle de 1 364,060 milliards de FCFA.

d. Recettes non fiscales

Les réalisations de recettes non fiscales du budget général se chiffrent à 27,143 milliards de FCFA contre des prévisions annuelles de 81,538 milliards de FCFA, soit un taux de recouvrement de 33,29%.

3. Par Service d'assiette et de recouvrement

La situation d'exécution des recettes par service d'assiette et de recouvrement (sans les Budgets annexes et Comptes et fonds spéciaux, le Budget Spécial d'Investissement et les Appuis budgétaires) se présente comme suit :

(En milliards de FCFA)

SERVICES	Prévisions 2017	Recouvrements au 30 juin 2017	Taux Rec/Prév (en %)
Douanes	556,177	276,946	49,79
Impôts	743,799	394,716	53,07
Trésor	30,000	15,236	50,79
Domaines et Cadastre	127,800	42,340	33,13
Administration des Biens de l'Etat	7,847	-	0,00
Dette Publique	3,460	5,868	169,60
TOTAL	1 469,083	735,106	50,04

II. LES DEPENSES

Au 30 juin 2017, le budget d'Etat a été exécuté en dépenses à hauteur de 799,338 milliards de FCFA sur une prévision budgétaire annuelle de 2 272,161⁴ milliards de FCFA, soit un taux d'exécution de 35,18%. La situation d'exécution des dépenses par natures de budgets et de dépenses se présente comme suit.

⁴ Ce montant prend en compte les reports du PAT pour 0,530 milliard de FCFA et de l'ABS Suisse pour 0,984 milliard de FCFA, suivant respectivement les Arrêtés n°2017-0613/MEF-SG du 14 mars 2017 et n°2017-1104/MEF-SG du 07 avril 2017 portant report des crédits sur le budget d'Etat 2017.

1. Par Nature de Budgets

a. Budget général :

✿ Pouvoirs publics et administrations centrales :

Prévu dans la Loi de Finances 2017 pour 1 874,590 milliards de FCFA, le budget des pouvoirs publics et administrations centrales a été exécuté à hauteur de 616,293 milliards de FCFA, soit un taux d'exécution de 32,88%. Cette situation prend en compte l'ensemble des dépenses des charges communes, des Institutions, des Départements ministériels et des Etablissements publics (y compris les dépenses du budget spécial d'investissement et de l'appui budgétaire sectoriel).

✿ Administrations déconcentrées des régions :

Prévu dans le budget 2017 pour 302,839 milliards de FCFA, le budget des administrations déconcentrées des régions a été exécuté à hauteur de 145,071 milliards de FCFA, soit un taux d'exécution de 47,90%. Cette situation prend en compte l'ensemble des dépenses des administrations déconcentrées (y compris les crédits transférés aux Collectivités territoriales dans le budget d'Etat) aux niveaux régional et subrégional.

b. Budgets annexes, comptes et fonds spéciaux :

Pour une prévision 2017 de 94,732 milliards de FCFA, les dépenses des budgets annexes, comptes et fonds spéciaux ont été exécutées à hauteur de 37,973 milliards de FCFA, soit un taux d'exécution de 40,08%.

2. Par nature de dépenses

(En milliards de FCFA)

Désignation	Prévisions 2017 (1)	Liquidation au 30/06/2017 (2)	Taux d'exécution en % (3) = (2)/(1)*100
Personnel	330,217	139,770	42,33
Personnel (Fonctionnaires des Collectivités)	120,516	60,052	49,83
Matériel et fonctionnement	120,447	44,760	37,16
Déplacement et mission	60,926	26,287	43,15
Communication et énergie	44,794	19,761	44,11
Autres dépenses	86,909	35,798	41,19
Bourses	17,796	9,143	51,38
Equipement et investissement	274,310	87,138	31,77
Transferts et subventions	290,530	142,973	49,21
Dettes	239,527	112,222	46,85
Budgets annexes, comptes et fonds spéciaux	94,733	37,973	40,08
BSI (Financement intérieur)	287,624	78,503	27,29
BSI (Financement extérieur)	285,130	0,337	0,12
Appui budgétaire sectoriel	18,702	4,618	24,69
TOTAL	2 272,161	799,338	35,18

La situation d'exécution des dépenses selon leur nature se présente comme suit :

a. Personnel

Les dépenses de personnel au 30 juin 2017, y compris les salaires des fonctionnaires des Collectivités, ont été exécutées à hauteur de 199,822 milliards de FCFA sur une dotation budgétaire 2017 de 450,733 milliards de FCFA, soit un taux d'exécution de 44,33%. La part des salaires des fonctionnaires des collectivités dans la masse salariale globale se chiffre à 120,516 milliards de FCFA sur laquelle, il a été exécuté un montant de 60,052 milliards de FCFA, soit un taux d'exécution de 49,83%.

b. Matériel et fonctionnement

Prévues dans le budget d'Etat 2017 pour 120,447 milliards de FCFA, les dépenses de matériel ont été exécutées à hauteur de 44,760 milliards de FCFA, soit un taux d'exécution de 37,16%.

c. Déplacement et mission

Les dépenses de déplacement et mission ont été exécutées à hauteur de 26,287 milliards de FCFA sur une prévision de 60,926 milliards de FCFA dans le budget d'Etat 2017, soit un taux d'exécution de 43,15%.

Il s'agit des dépenses au niveau des Ministères, des Institutions, des charges communes (transport des élèves et étudiants dans le cadre des grandes vacances, déplacement des agents de l'Etat lors des mutations et déplacement des stagiaires et étudiants maliens à l'étranger) et des Régions.

d. Communication - énergie

Prévues dans le budget d'Etat 2017 pour 44,794 milliards de FCFA, les dépenses de communication-énergie ont été exécutées à hauteur de 19,761 milliards de FCFA, soit un taux d'exécution de 44,11%.

e. Transferts et subventions

Les dépenses au titre des transferts et subventions ont été exécutées à hauteur de 142,973 milliards de FCFA sur une prévision annuelle de 290,530 milliards de FCFA, soit un taux d'exécution de 49,21%. Ces dépenses incluent le filet social pour lequel il a été exécuté un montant de 2,374 milliards de FCFA sur une prévision de 10,500 milliards de FCFA.

f. Bourses

Pour une prévision dans le budget d'Etat 2017 de 17,796 milliards de FCFA, les dépenses de bourses ont été exécutées à hauteur de 9,143 milliards de FCFA, soit un taux d'exécution de 51,38%.

g. Autres dépenses

Les prévisions annuelles au titre de la rubrique « Autres dépenses » s'élèvent à 86,909 milliards de FCFA sur lesquelles 35,798 milliards de FCFA ont été exécutés, soit un taux d'exécution de 41,19%. Cette rubrique inclut entre autres :

- les dépenses électorales pour lesquelles il a été exécuté un montant de 3,185 milliards de FCFA sur une prévision de 10,000 milliards de FCFA, soit un taux d'exécution de 31,85% ;
- la liquidation du passif régulier pour laquelle il a été exécuté un montant de 1,345 milliard de FCFA sur une prévision de 3,250 milliards de FCFA, soit un taux

d'exécution de 41,38% ; l'objet de ces dépenses concerne essentiellement les rappels d'arriérés différentiels de soldes et d'accessoires de solde ;

- les pertes aux changes, subies par les Représentations diplomatiques du Mali, pour lesquelles il a été exécuté un montant de 0,420 milliard de FCFA sur une prévision de 0,736 milliard de FCFA, soit un taux d'exécution de 57,07%.

h. Dettes

Les prévisions annuelles au titre de la rubrique « Dettes » s'élèvent à 239,527 milliards de FCFA. Elles enregistrent une exécution de 112,222 milliards de FCFA, soit un taux d'exécution de 46,85%. La rubrique « Dettes » comprend les dépenses ci-après :

- le remboursement du principal de la dette extérieure et intérieure, exécuté pour 60,353 milliards de FCFA sur une inscription de 156,000 milliards de FCFA, soit un taux d'exécution de 38,69%, il est à rappeler que le remboursement de la dette s'effectue en fonction des échéanciers de paiement convenus avec les créanciers.
- les frais financiers, exécutés pour 35,995 milliards de FCFA sur une inscription de 63,527 milliards de FCFA, soit un taux d'exécution de 56,66% ;
- l'apurement du passif, exécuté pour 15,876 milliards de FCFA sur une inscription de 20,000 milliards de FCFA, soit un taux d'exécution de 79,38%, l'objet de ces dépenses concerne essentiellement la prise en charge des indemnités d'expropriation et de dédommagement.

i. Equipement - investissement

Cette rubrique prend en compte les dépenses d'équipements et d'autres investissements des Départements ministériels et Institutions, inscrites dans le budget ordinaire. Les prévisions s'élèvent à 274,310 milliards de FCFA, sur lesquelles un montant de 87,138 milliards de FCFA a été exécuté, soit un taux d'exécution de 31,77%.

j. Budget spécial d'investissement (financements intérieur et extérieur)

Prévues pour 287,624 milliards de FCFA dans la loi de Finances 2017, les dépenses du Budget Spécial d'Investissement (BSI), financement intérieur, ont été exécutées à hauteur de 78,503 milliards de FCFA, soit un taux d'exécution de 27,29%.

Quant aux dépenses du BSI, financement extérieur, elles ont été exécutées à hauteur de 0,337 milliard de FCFA sur une inscription de 285,130⁵ milliards de FCFA, soit un taux

⁵ Ce montant prend en compte le report du PAT pour 0,530 milliard de FCFA.

d'exécution de 0,12%. Il convient de rappeler que le financement extérieur du BSI n'est pas exécuté suivant les procédures budgétaire et comptable nationales, ce qui explique ce faible niveau d'exécution à la date du 30 juin 2017.

k. Appui budgétaire sectoriel

Prévu dans le budget d'Etat 2017 pour 18,702⁶ milliards de FCFA, l'appui budgétaire sectoriel a été exécuté à hauteur de 4,618 milliards de FCFA, soit un taux d'exécution de 24,69%.

l. Budgets annexes, comptes et fonds spéciaux

Pour une prévision dans le budget d'Etat 2017 de 94,733 milliards de FCFA, les dépenses des budgets annexes, comptes et fonds spéciaux ont été exécutées à hauteur de 37,973 milliards de FCFA, soit un taux d'exécution de 40,08%.

Bamako, le 05 septembre 2017
Le Ministre,

Dr Boubou CISSE

⁶ Ce montant prend en compte le report de l'ABS Suisse pour 0,984 milliard de FCFA.

SITUATION D'EXECUTION AU 30-06-2017

TABLEAU DES RECETTES

COMPTE ADMINISTRATIF 2017

RECAPITULATION PAR BUDGET

(en francs CFA)

Edition du : 26/08/2017

Titre	Section	Prévisions Annuelles	Emissions au 30/06/2017	Recouvrements au 30/06/2017	Reste à Recouvrer	Taux Recouvrem. / Prév. / Emiss.
BUDGET GENERAL						
	BUDGET NATIONAL	1 486 927 680 000	748 171 000 000	748 171 000 000		50,32 100,00
	BUDGET SPECIAL D'INVEST. FINANC. EXTERIEUR (BSI)	285 130 198 000	72 163 000 000	72 163 000 000		25,31 100,00
	APPUIS PROGRAMMES SECTORIELS	18 701 860 000	7 836 000 000	7 836 000 000		41,90 100,00
	APPUIS PROGRAMMES GENERAUX	129 600 000 000	18 258 000 000	19 007 000 000		14,67 104,10
	TOTAL BUDGET GENERAL	1 920 359 738 000	846 428 000 000	847 177 000 000		44,12 100,09
BUDGETS ANNEXES - COMPTES & FONDS SPECIAUX						
	POGR. DEV. RESS. MINERALES (PDRM)	310 000 000	113 530 778	113 530 778		36,62 100,00
	FONDS D'APPUI PROMOT. RECHERCHE PETROLIERE (FAPRP)	3 369 200 000	151 750 000	151 750 000		4,50 100,00
	FONDS AMENAG. & PROTECTION DES FORETS (FAPF)	640 000 000	350 238 345	350 238 345		54,72 100,00
	FONDS AMENAG. & PROTECTION DE LA FAUNE(FAPF)	50 000 000	11 814 235	11 814 235		23,63 100,00
	FONDS NATIONAL D'APPUI A L' AGRICULTURE (FNAA)	5 000 000 000	0	0		0,00
	FONDS APPUI AUTONOMISAT° FEMME & EPANOUISMNT ENFANT	600 000 000	270 000 000	270 000 000		45,00 100,00
	FONDS DE REMBOURSEMENT DES CREDITS TVA	76 035 000 000	42 047 315 924	42 047 315 924		55,30 100,00
	FONDS COMPETITIF RECH. INNOV. TECHNOLOGIQUE	2 333 000 000	0	0		0,00
	FDS FCEMNT DE LA RCHE DE LA FORMAT°ET PROMO ACT MINIERES	415 000 000	30 000 000	30 000 000		7,23 100,00
	ENTREPOTS MALIENS AU SENEGAL	2 400 000 000	1 654 385 957	1 654 385 957		68,93 100,00
	ENTREPOTS MALIENS EN COTE D'IVOIRE	1 100 745 000	480 102 515	480 102 515		43,62 100,00
	ENTREPOTS MALIENS AU TOGO	749 488 000	274 040 252	274 040 252		36,56 100,00
	ENTREPOTS MALIENS EN GUINEE	501 400 000	143 089 523	143 089 523		28,54 100,00
	ENTREPOTS MALIENS EN MAURITANIE	589 323 000	184 400 774	184 400 774		31,29 100,00
	ENTREPOTS MALIEN AU GHANA	639 500 000	207 777 751	207 777 751		32,49 100,00

COMPTE ADMINISTRATIF 2017

RECAPITULATION PAR BUDGET

(en francs CFA)

Edition du : 26/08/2017

Titre	Section	Prévisions Annuelles	Emissions au 30/06/2017	Recouvrements au 30/06/2017	Reste à Recouvrer	Taux Recouvrem. / Prév. / Emiss.
TOTAL	BUDGETS ANNEXES - COMPTES & FONDS SPECIAUX	94 732 656 000	45 918 446 054	45 918 446 054		48,47 100,00
	TOTAL GENERAL	2 015 092 394 000	892 346 446 054	893 095 446 054		44,32 100,08

COMPTE ADMINISTRATIF 2017

RECAPITULATION PAR ARTICLE

(en francs CFA)

Edition du : 26/08/2017

Titre	Article	Prévisions Annuelles	Emissions au 30/06/2017	Recouvrements au 30/06/2017	Reste à Recouvrer	Taux Recouvrem. / Prév. / Emiss.
BUDGET GENERAL						
	DONS PROJETS ET LEGS	96 500 000 000	23 145 000 000	23 145 000 000		23,98 100,00
	EMPRUNTS PROJETS & PROG.	188 630 198 000	49 018 000 000	49 018 000 000		25,99 100,00
	AUTRES EMPRUNTS	66 600 000 000	9 129 000 000	9 878 000 000		14,83 108,20
	CESSION D'IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	7 846 680 000	0	0		0,00
	CESSIONS SOLS SOUS-SOLS	11 824 851 000	2 404 000 000	2 404 000 000		20,33 100,00
	CESSIONS DE BIENS MEUBLES	353 204 000	221 000 000	221 000 000		62,57 100,00
	REMBOURSEMENT DE PRETS ET AVANCES	3 460 000 000	5 868 000 000	5 868 000 000		169,60 100,00
	RECETTES FISCALES	1 364 059 925 000	699 470 000 000	699 470 000 000		51,28 100,00
	RECETTES NON FISCALES	81 538 020 000	27 143 000 000	27 143 000 000		33,29 100,00
	DONS PROGRAMMES	81 701 860 000	16 965 000 000	16 965 000 000		20,76 100,00
	RECETTES EXCEPTIONNELLES	17 845 000 000	13 065 000 000	13 065 000 000		73,21 100,00
	TOTAL BUDGET GENERAL	1 920 359 738 000	846 428 000 000	847 177 000 000		44,12 100,09
BUDGETS ANNEXES - COMPTES & FONDS SPECIAUX						
	RECETTES NON FISCALES	10 074 656 000	3 239 077 550	3 239 077 550		32,15 100,00
	TRANSFERTS RECUS D'AUTRES BUDGETS	84 658 000 000	42 679 368 504	42 679 368 504		50,41 100,00
	TOTAL BUDGETS ANNEXES - COMPTES & FONDS SPECIAUX	94 732 656 000	45 918 446 054	45 918 446 054		48,47 100,00
	TOTAL GENERAL	2 015 092 394 000	892 346 446 054	893 095 446 054		44,32 100,08

COMPTE ADMINISTRATIF 2017

0 BUDGET GENERAL

(en francs CFA)

Edition du : 26/08/2017

Section/ Article/ Paragraphe Ligne.Colonne.Cellule	Prévisions Annuelles	Emissions au 30/06/2017	Recouvrements au 30/06/2017	Reste à Recouvrer	Taux Recouvrem. / Prév. / Emiss.
01 BUDGET NATIONAL					
21 CESSION D'IMMOBILISATIONS INCORPORELLES					
4 Cession Droits d'exploitation - Fonds de Commerce					
0.0.0 RECETTES DE PRIVATISATION (DGABE)	7 846 680 000	0	0	0,00	
22 CESSIONS SOLS SOUS-SOLS					
1 Ventes de terrains					
0.0.0 ALIENATIONS D'IMMEUBLES & TRANSFORMATION EN TF (DNDC)	11 824 851 000	2 404 000 000	2 404 000 000	20,33	100,00
24 CESSIONS DE BIENS MEUBLES					
3 Matériels de transport de service & de fonction					
0.0.0 ALIENATION DU DOMAINE MOBILIER (DNDC)	353 204 000	221 000 000	221 000 000	62,57	100,00
29 REMBOURSEMENT DE PRETS ET AVANCES					
7 Prêts rétrocédés					
5.0.0 RETROCESSIONS	3 460 000 000	5 868 000 000	5 868 000 000	169,60	100,00

COMPTE ADMINISTRATIF 2017

0 BUDGET GENERAL

(en francs CFA)

Edition du : 26/08/2017

Section/ Article/ Paragraphe Ligne.Colonne.Cellule	Prévisions Annuelles	Emissions au 30/06/2017	Recouvrements au 30/06/2017	Reste à Recouvrer	Taux Recouvrem. / Prév. / Emiss.
01 BUDGET NATIONAL					
71 RECETTES FISCALES					
1 Impôts sur les revenus, bénéfiques et gains en capital					
1.3.0 BIC SECTEUR PRIVE-IMPOTS	11 532 000 000	1 115 000 000	1 115 000 000	9,67	100,00
2.0.0 IMPOT SUR LES SOCIETES (IS PRIVE)	258 716 000 000	110 351 000 000	110 351 000 000	42,65	100,00
2.1.0 IMPOTS SUR LES SOCIETES (IS ETAT)	1 826 000 000	2 000 000	2 000 000	0,11	100,00
3.0.0 TAXE SYNTHETIQUE	5 340 000 000	2 703 000 000	2 703 000 000	50,62	100,00
4.0.0 TAXES SUR LES TRANSPORTEURS ROUTIERS	6 796 000 000	6 453 000 000	6 453 000 000	94,95	100,00
5.0.0 IMPOT SUR LES REVENUS FONCIERS IMPOTS	5 540 000 000	2 812 000 000	2 812 000 000	50,76	100,00
7.0.0 IMPOT SUR LES REVENUS DE VAL.MOB.	24 890 000 000	15 896 000 000	15 896 000 000	63,87	100,00
8.4.0 I.T.S. RETENUE SECTEUR PRIVE (IMPOTS)	74 344 000 000	50 401 000 000	50 401 000 000	67,79	100,00
8.4.1 I.T.S. RETENUE SECTEUR PUBLIC(IMPOTS)	9 578 000 000	9 468 000 000	9 468 000 000	98,85	100,00
9.0.0 PENALITES SUR IMPOTS DIRECTS (IMPOTS)	3 225 000 000	926 000 000	926 000 000	28,71	100,00
9.5.0 RECETTES SUR ORDRE DE RECETTES	97 000 000	8 000 000	8 000 000	8,25	100,00
9.6.0 RECETTES SUR EXERCICES ANT. (IMPOTS DIRECTS)	10 663 000 000	1 362 000 000	1 362 000 000	12,77	100,00
Total Impôts sur les revenus, bénéfiques et gains en capital	412 547 000 000	201 497 000 000	201 497 000 000	48,84	100,00
2 Impôts sur les salaires versés et autres rémunérations					
1.0.0 CONTRIBUTION FORFAITAIRE	13 013 000 000	7 288 000 000	7 288 000 000	56,01	100,00
3 Impôts sur le Patrimoine					
1.0.0 REDEVANCES SUPERFICIAIRES DES SOCIETES MINIERES	300 460 000	403 000 000	403 000 000	134,13	100,00
2.0.0 TAXE SUR LA PLUS VALUE DE CESSIONS ENTRE PARTICULIERS	1 111 054 000	547 000 000	547 000 000	49,23	100,00
Total Impôts sur le Patrimoine	1 411 514 000	950 000 000	950 000 000	67,30	100,00

COMPTE ADMINISTRATIF 2017

0 BUDGET GENERAL

(en francs CFA)

Edition du : 26/08/2017

Section/ Article/ Paragraphe Ligne.Colonne.Cellule	Prévisions Annuelles	Emissions au 30/06/2017	Recouvrements au 30/06/2017	Reste à Recouvrer	Taux Recouvrem. / Prév. / Emiss.
01 BUDGET NATIONAL					
71 RECETTES FISCALES					
5 Impôts et Taxes intérieurs sur les biens et services					
1.0.0 TAXES SUR LES VEHICULES AUTOMOBILES	4 132 000 000	5 546 000 000	5 546 000 000	134,22	100,00
1.1.0 T.V.A. - T.P.S - I.A.S. /ETAT	6 165 000 000	2 457 000 000	2 457 000 000	39,85	100,00
1.1.2 TAXE VISITES TECHNIQUES VEHICULES	592 000 000	72 000 000	72 000 000	12,16	100,00
1.2.0 T.V.A. - T.P.S. / PRIVE	141 347 000 000	103 311 000 000	103 311 000 000	73,09	100,00
1.3.0 T.V.A. - T.P.S. / DOUANES	277 770 000 000	147 239 000 000	147 239 000 000	53,01	100,00
2.0.0 TAXES SUR LES BOISSONS ALCOOL.(IMPOTS)	3 539 000 000	2 631 000 000	2 631 000 000	74,34	100,00
3.0.0 TAXE INTERIEURE SUR PRODUITS PETROLIERS(TIPP)	104 864 000 000	45 785 000 000	45 785 000 000	43,66	100,00
4.0.0 IMPOT SPECIAL SUR BOISSON GAZ(IMPOTS)	6 227 000 000	1 759 000 000	1 759 000 000	28,25	100,00
5.0.0 ISCP SUR AUTRES PRODUITS (IMPOTS)	6 439 000 000	1 902 000 000	1 902 000 000	29,54	100,00
5.1.0 TARTOP(Taxe sur Accès au Reseau de Telecom Ouvert au Public)	21 166 000 000	13 018 000 000	13 018 000 000	61,50	100,00
6.0.0 TAXE D'EXTRACTION OU RAMASSAGE DE MATERIAUX	214 815 000	59 000 000	59 000 000	27,47	100,00
6.1.0 PMU-MALI	8 500 000 000	3 195 000 000	3 195 000 000	37,59	100,00
6.3.0 CASINO	250 000 000	115 000 000	115 000 000	46,00	100,00
7.0.0 TAXE SUR LES FRAIS D'EDILITE	364 726 000	104 000 000	104 000 000	28,51	100,00
7.1.0 TAXES SUR LES CONTRATS D'ASSURANCES	5 676 000 000	4 561 000 000	4 561 000 000	80,36	100,00
7.2.0 TAXE AD VALOREM (DNDC)	28 747 685 000	11 681 000 000	11 681 000 000	40,63	100,00
7.3.0 TAXE/ACTIVITES FINANCIERES	37 940 000 000	10 431 000 000	10 431 000 000	27,49	100,00
7.4.0 C.P.S. SUR L'OR (IMPOTS)	39 030 000 000	21 923 000 000	21 923 000 000	56,17	100,00
9.2.0 PENALITES SUR IMPOTS INDIRECTS	5 273 000 000	193 000 000	193 000 000	3,66	100,00
9.3.0 RECETTES SUR EXERCICES ANT.(IMPOTS INDIRECTS)	17 720 000 000	245 000 000	245 000 000	1,38	100,00
Total Impôts et Taxes intérieurs sur les biens et services	715 957 226 000	376 227 000 000	376 227 000 000	52,55	100,00

COMPTE ADMINISTRATIF 2017

0 BUDGET GENERAL

(en francs CFA)

Edition du : 26/08/2017

Section/ Article/ Paragraphe Ligne.Colonne.Cellule	Prévisions Annuelles	Emissions au 30/06/2017	Recouvrements au 30/06/2017	Reste à Recouvrer	Taux Recouvrem. / Prév. / Emiss.
01 BUDGET NATIONAL					
71 RECETTES FISCALES					
6 Droits de timbre et d'enregistrement					
1.0.0 PRELEVEMENT HONORAIRE GREFFIER (DGI)	183 000 000	10 000 000	10 000 000	5,46	100,00
1.1.0 DROITS D'ENREGISTREMENT (DNDC)	11 664 992 000	3 791 000 000	3 791 000 000	32,50	100,00
1.2.0 DROITS D'ENREGISTREMENT (DGI)	8 366 000 000	7 025 000 000	7 025 000 000	83,97	100,00
1.3.0 DROITS D'ENREGISTREMENT DES LOCATIONS VERBALES (DNDC)	9 490 000	16 000 000	16 000 000	168,60	100,00
2.0.0 PRELEVEMENT/HONORAIRES GREFFIERS(DNDC)	14 142 000	11 000 000	11 000 000	77,78	100,00
2.1.0 DROITS DE CONSERVATION FONCIERE (DNDC)	1 494 174 000	1 082 000 000	1 082 000 000	72,41	100,00
3.0.0 DROITS DE TIMBRES (DGI)	14 121 000 000	10 850 000 000	10 850 000 000	76,84	100,00
3.1.0 DROITS DE TIMBRES (DNDC)	509 777 000	196 000 000	196 000 000	38,45	100,00
5.2.0 PENALITES- PRODUITS DOMANIAUX (DNDC)	53 610 000	12 000 000	12 000 000	22,38	100,00
9.0.0 PENALITES SUR DROITS DE TIMBRE ET ENREG. (DGI)	1 012 000 000	77 000 000	77 000 000	7,61	100,00
Total Droits de timbre et d'enregistrement	37 428 185 000	23 070 000 000	23 070 000 000	61,64	100,00

COMPTE ADMINISTRATIF 2017

0 BUDGET GENERAL

(en francs CFA)

Edition du : 26/08/2017

Section/ Article/ Paragraphe Ligne.Colonne.Cellule	Prévisions Annuelles	Emissions au 30/06/2017	Recouvrements au 30/06/2017	Reste à Recouvrer	Taux Recouvrem. / Prév. / Emiss.
01 BUDGET NATIONAL					
71 RECETTES FISCALES					
7 Droits et Taxes à l'Importation					
1.1.0 DROITS DE DOUANES	141 661 000 000	68 611 000 000	68 611 000 000	48,43	100,00
1.2.0 REDEVANCE STATISTIQUE	14 551 000 000	7 139 000 000	7 139 000 000	49,06	100,00
1.4.0 TAXE CONJONCTURELLE A L'IMPORT.(T.C.I.)	58 000 000	28 000 000	28 000 000	48,28	100,00
2.1.1 TAXE LOCALE SUR LES TABACS (DOUANES)	7 661 000 000	3 684 000 000	3 684 000 000	48,09	100,00
2.1.6 TAXE SUR LES COLAS	283 000 000	136 000 000	136 000 000	48,06	100,00
2.1.7 IMPOT SPECIAL SUR BOISSONS (DOUANES)	1 429 000 000	687 000 000	687 000 000	48,08	100,00
2.1.9 TAXE SUR AUTRES PRODUITS	1 615 000 000	777 000 000	777 000 000	48,11	100,00
2.2.1 PLOMBS ET IMPRIMES	7 000 000	3 000 000	3 000 000	42,86	100,00
2.2.2 AMENDES ET CONFISCATIONS	4 016 000 000	1 931 000 000	1 931 000 000	48,08	100,00
2.2.3 VENTES EN DOUANES	119 000 000	57 000 000	57 000 000	47,90	100,00
2.2.4 DROITS DE MAGASINAGE ET DE DEPOTS	6 000 000	3 000 000	3 000 000	50,00	100,00
3.0.0 RECETTES SUR EXERCICES ANTERIEURS	2 137 000 000	866 000 000	866 000 000	40,52	100,00
Total Droits et Taxes à l'Importation	173 543 000 000	83 922 000 000	83 922 000 000	48,36	100,00

COMPTE ADMINISTRATIF 2017

0 BUDGET GENERAL

(en francs CFA)

Edition du : 26/08/2017

Section/ Article/ Paragraphe Ligne.Colonne.Cellule	Prévisions Annuelles	Emissions au 30/06/2017	Recouvrements au 30/06/2017	Reste à Recouvrer	Taux Recouvrem. / Prév. / Emiss.
01 BUDGET NATIONAL					
71 RECETTES FISCALES					
9 Autres Recettes Fiscales					
1.1.1 TAXE DELIV. PERM. DE CONDUIRE	344 000 000	76 000 000	76 000 000	22,09	100,00
1.1.3 TAXE DELIV. CARTES GRISES	940 000 000	193 000 000	193 000 000	20,53	100,00
1.1.4 TAXE DELIV. CARTES DE TRANSPORT	298 000 000	163 000 000	163 000 000	54,70	100,00
1.1.5 AUTORISATION DE CONDUIRE	68 000 000	0	0	0,00	
1.2.0 DROITS DE CHANCELERIE	3 500 000 000	4 150 000 000	4 150 000 000	118,57	100,00
1.3.0 PASSEPORTS CARTES D'IDENTITES	5 000 000 000	1 933 000 000	1 933 000 000	38,66	100,00
7.0.0 TAXES SUR LES ETABLISSEMENTS CLASSES INSALUBRES & INCOMMODES	10 000 000	1 000 000	1 000 000	10,00	100,00
Total Autres Recettes Fiscales	10 160 000 000	6 516 000 000	6 516 000 000	64,13	100,00
Total RECETTES FISCALES	1 364 059 925 000	699 470 000 000	699 470 000 000	51,28	100,00
72 RECETTES NON FISCALES					
1 Revenus de l'entreprise et du domaine					
1.1.0 CONCESSIONS ORDINAIRES OU REDEVANCES DOMANIALES	30 447 102 000	250 000 000	250 000 000	0,82	100,00
2.0.0 LOCATION DES IMMEUBLES DE L'ETAT	29 106 000	0	0	0,00	
Total Revenus de l'entreprise et du domaine	30 476 208 000	250 000 000	250 000 000	0,82	100,00

COMPTE ADMINISTRATIF 2017

0 BUDGET GENERAL

(en francs CFA)

Edition du : 26/08/2017

Section/ Article/ Paragraphe Ligne.Colonne.Cellule	Prévisions Annuelles	Emissions au 30/06/2017	Recouvrements au 30/06/2017	Reste à Recouvrer	Taux Recouvrem. / Prév. / Emiss.
01 BUDGET NATIONAL					
72 RECETTES NON FISCALES					
2 Droits et Frais administratifs					
2.3.0 RECETTES SUR PRESTATIONS SPORTIVES	63 000 000	4 000 000	4 000 000	6,35	100,00
2.4.0 RECETTES SUR PRESTATIONS ARTISTIQUES	63 000 000	0	0	0,00	
3.5.0 PRODUITS DIVERS	650 000 000	194 000 000	194 000 000	29,85	100,00
5.8.0 RECETTES LETTRES DE VOITURE	33 000 000	0	0	0,00	
Total Droits et Frais administratifs	809 000 000	198 000 000	198 000 000	24,47	100,00
3 Amendes et condamnations pécuniaires					
1.0.0 FRAIS ET AMENDES JUDICIAIRES	870 000 000	305 000 000	305 000 000	35,06	100,00
3.0.0 AMENDES ARBITREES	53 000 000	243 000 000	243 000 000	458,49	100,00
Total Amendes et condamnations pécuniaires	923 000 000	548 000 000	548 000 000	59,37	100,00
4 Produits financiers					
1.1.0 DIVIDENDES DES SOCIETES MINIERES (DNDC)	8 348 000 000	4 441 000 000	4 441 000 000	53,20	100,00
1.1.1 DIVIDENDES AUTRES SOCIETES	32 312 812 000	17 122 000 000	17 122 000 000	52,99	100,00
Total Produits financiers	40 660 812 000	21 563 000 000	21 563 000 000	53,03	100,00
9 Autres recettes non fiscales					
5.0.0 RECETTES DIVERSES (BUDGET NATIONAL)	3 739 000 000	3 271 000 000	3 271 000 000	87,48	100,00
6.0.0 AUTRES PRODUITS DIVERS	4 930 000 000	1 313 000 000	1 313 000 000	26,63	100,00
Total Autres recettes non fiscales	8 669 000 000	4 584 000 000	4 584 000 000	52,88	100,00
Total RECETTES NON FISCALES	81 538 020 000	27 143 000 000	27 143 000 000	33,29	100,00

COMPTE ADMINISTRATIF 2017

0 BUDGET GENERAL

(en francs CFA)

Edition du : 26/08/2017

Section/ Article/ Paragraphe Ligne.Colonne.Cellule	Prévisions Annuelles	Emissions au 30/06/2017	Recouvrements au 30/06/2017	Reste à Recouvrer	Taux Recouvrem. / Prév. / Emiss.
01 BUDGET NATIONAL					
76 RECETTES EXCEPTIONNELLES					
9 Autres recettes exceptionnelles					
1.0.0 RESSOURCES PPTE	17 845 000 000	13 065 000 000	13 065 000 000	73,21	100,00
TOTAL BUDGET NATIONAL	1 486 927 680 000	748 171 000 000	748 171 000 000	50,32	100,00

COMPTE ADMINISTRATIF 2017

0 BUDGET GENERAL

(en francs CFA)

Edition du : 26/08/2017

Section/ Article/ Paragraphe Ligne.Colonne.Cellule	Prévisions Annuelles	Emissions au 30/06/2017	Recouvrements au 30/06/2017	Reste à Recouvrer	Taux Recouvrem. / Prév. / Emiss.
90 BUDGET SPECIAL D'INVEST. FINANC. EXTERIEUR (BSI)					
12 DONS PROJETS ET LEGS					
0 Financement extérieur					
0.0.0 SUBVENTIONS	96 500 000 000	23 145 000 000	23 145 000 000		23,98 100,00
16 EMPRUNTS PROJETS & PROG.					
0 Financement extérieur					
0.0.0 PRETS	188 630 198 000	49 018 000 000	49 018 000 000		25,99 100,00
TOTAL BUDGET SPECIAL D'INVEST. FINANC. EXTERIEUR (BSI)	285 130 198 000	72 163 000 000	72 163 000 000		25,31 100,00

COMPTE ADMINISTRATIF 2017

0 BUDGET GENERAL

(en francs CFA)

Edition du : 26/08/2017

Section/ Article/ Paragraphe Ligne.Colonne.Cellule	Prévisions Annuelles	Emissions au 30/06/2017	Recouvrements au 30/06/2017	Reste à Recouvrer	Taux Recouvrem. / Prév. / Emiss.
94 APPUIS PROGRAMMES SECTORIELS					
74 DONS PROGRAMMES					
2 Dons Programmes des Gouvernements étrangers					
2.0.2 Appui programmes Suisse (PDSU)	259 360 000	0	0	0,00	
2.0.3 Appui programmes Suisse (PACUM)	1 327 406 000	0	0	0,00	
2.0.4 Appui programmes Suisse (ADER)	705 000 000	0	0	0,00	
2.0.5 Appui programmes Suisse (PADE)	800 000 000	0	0	0,00	
2.0.6 Appui Programmes Suisse (PENF)	147 500 000	0	0	0,00	
2.0.7 Appui programme soutien Eco. Locale PSEL-DELTA	998 000 000	0	0	0,00	
2.0.8 Appui programme Suisse Agro Pastoral Sikasso(PAFA)	1 658 448 000	0	0	0,00	
2.0.9 Appui Programme Partenariat Gouvernance	1 115 562 000	0	0	0,00	
4.1.0 Appui programmes Canada (Santé)	6 525 000 000	7 836 000 000	7 836 000 000	120,09	100,00
4.1.1 Appui programmes Canada (Education)	2 250 000 000	0	0	0,00	
9.0.2 Repport ABS exercices antérieurs (santé)	1 916 447 000	0	0	0,00	
9.0.7 Report ABS exercices antérieurs (Education)	999 137 000	0	0	0,00	
Total Dons Programmes des Gouvernements étrangers	18 701 860 000	7 836 000 000	7 836 000 000	41,90	100,00
TOTAL APPUIS PROGRAMMES SECTORIELS	18 701 860 000	7 836 000 000	7 836 000 000	41,90	100,00

COMPTE ADMINISTRATIF 2017

0 BUDGET GENERAL

(en francs CFA)

Edition du : 26/08/2017

Section/ Article/ Paragraphe Ligne.Colonne.Cellule	Prévisions Annuelles	Emissions au 30/06/2017	Recouvrements au 30/06/2017	Reste à Recouvrer	Taux Recouvrem. / Prév. / Emiss.
95 APPUIS PROGRAMMES GENERAUX					
17 AUTRES EMPRUNTS					
1 Autres emprunts et/ou Dette Multilatérale					
0.0.1 Appui programmes BAD	12 300 000 000	9 129 000 000	9 878 000 000	80,31	108,20
0.0.2 Appui programmes Banque Mondiale	23 300 000 000	0	0	0,00	
0.0.3 Appui programmes FMI	31 000 000 000	0	0	0,00	
Total Autres emprunts et/ou Dette Multilatérale	66 600 000 000	9 129 000 000	9 878 000 000	14,83	108,20
74 DONS PROGRAMMES					
1 Dons Programmes des Institutions Internationales					
5.0.0 Appui programmes Union Européenne	63 000 000 000	0	0	0,00	
6.0.0 Appui programmes BAD	0	9 129 000 000	9 129 000 000		100,00
Total Dons Programmes des Institutions Internationales	63 000 000 000	9 129 000 000	9 129 000 000	14,49	100,00
TOTAL APPUIS PROGRAMMES GENERAUX	129 600 000 000	18 258 000 000	19 007 000 000	14,67	104,10

COMPTE ADMINISTRATIF 2017

7 BUDGETS ANNEXES - COMPTES & FONDS SPECIAUX

(en francs CFA)

Edition du : 26/08/2017

Section/ Article/ Paragraphe Ligne.Colonne.Cellule	Prévisions Annuelles	Emissions au 30/06/2017	Recouvrements au 30/06/2017	Reste à Recouvrer	Taux Recouvrem. / Prév. / Emiss.
30 POGR. DEV. RESS. MINERALES (PDRM)					
72 RECETTES NON FISCALES					
2 Droits et Frais administratifs					
4.1.0 ANALYSE ECHANTILLONS	60 000 000	1 796 436	1 796 436	2,99	100,00
4.2.0 TRAVAUX PROSPECTION GEOCHIMIQUE	80 000 000	29 992 330	29 992 330	37,49	100,00
4.3.0 TRAVAUX PROSPECTION GEOPHYSIQUE	15 000 000	6 246 552	6 246 552	41,64	100,00
4.4.0 TRAVAUX DE SONDAGE	100 000 000	63 396 460	63 396 460	63,40	100,00
4.5.0 RECETTES ANNEXES	15 000 000	12 099 000	12 099 000	80,66	100,00
4.5.1 VENTE DES EXPLOSIFS	40 000 000	0	0	0,00	
Total Droits et Frais administratifs	310 000 000	113 530 778	113 530 778	36,62	100,00
TOTAL POGR. DEV. RESS. MINERALES (PDRM)	310 000 000	113 530 778	113 530 778	36,62	100,00

COMPTE ADMINISTRATIF 2017

7 BUDGETS ANNEXES - COMPTES & FONDS SPECIAUX

(en francs CFA)

Edition du : 26/08/2017

Section/ Article/ Paragraphe Ligne.Colonne.Cellule	Prévisions Annuelles	Emissions au 30/06/2017	Recouvrements au 30/06/2017	Reste à Recouvrer	Taux Recouvrem. / Prév. / Emiss.
32 FONDS D'APPUI PROMOT. RECHERCHE PETROLIERE (FAPRP)					
72 RECETTES NON FISCALES					
9 Autres recettes non fiscales					
3.1.0 Appui Promotion Recherche Pétrolière	3 369 200 000	151 750 000	151 750 000		4,50 100,00
TOTAL FONDS D'APPUI PROMOT. RECHERCHE PETROLIERE (FAPRP)	3 369 200 000	151 750 000	151 750 000		4,50 100,00

COMPTE ADMINISTRATIF 2017

7 BUDGETS ANNEXES - COMPTES & FONDS SPECIAUX

(en francs CFA)

Edition du : 26/08/2017

Section/ Article/ Paragraphe Ligne.Colonne.Cellule	Prévisions Annuelles	Emissions au 30/06/2017	Recouvrements au 30/06/2017	Reste à Recouvrer	Taux Recouvrem. / Prév. / Emiss.
34 FONDS AMENAG. & PROTECTION DES FORETS (FAPF)					
73 TRANSFERTS RECUS D'AUTRES BUDGETS					
1 Transferts reçus du Budget Général					
0.3.0 TRANSFERT DU BUDGET GENERAL AU FAP FORETS	640 000 000	350 238 345	350 238 345	54,72	100,00
TOTAL FONDS AMENAG. & PROTECTION DES FORETS (FAPF)	640 000 000	350 238 345	350 238 345	54,72	100,00

COMPTE ADMINISTRATIF 2017

7 BUDGETS ANNEXES - COMPTES & FONDS SPECIAUX

(en francs CFA)

Edition du : 26/08/2017

Section/ Article/ Paragraphe Ligne.Colonne.Cellule	Prévisions Annuelles	Emissions au 30/06/2017	Recouvrements au 30/06/2017	Reste à Recouvrer	Taux Recouvrem. / Prév. / Emiss.
35 FONDS AMENAG. & PROTECTION DE LA FAUNE(FAPF)					
73 TRANSFERTS RECUS D'AUTRES BUDGETS					
1 Transferts reçus du Budget Général					
0.4.0 TRANSFERT DU BUDGET GENERAL AU FAP FAUNE	50 000 000	11 814 235	11 814 235	23,63	100,00
TOTAL FONDS AMENAG. & PROTECTION DE LA FAUNE(FAPF)	50 000 000	11 814 235	11 814 235	23,63	100,00

COMPTE ADMINISTRATIF 2017

7 BUDGETS ANNEXES - COMPTES & FONDS SPECIAUX

(en francs CFA)

Edition du : 26/08/2017

Section/ Article/ Paragraphe Ligne.Colonne.Cellule	Prévisions Annuelles	Emissions au 30/06/2017	Recouvrements au 30/06/2017	Reste à Recouvrer	Taux Recouvrem. / Prév. / Emiss.
38 FONDS NATIONAL D'APPUI A L' AGRICULTURE (FNAA)					
73 TRANSFERTS RECUS D'AUTRES BUDGETS					
1 Transferts reçus du Budget Général					
0.6.1 TRANSFERT DU BUDGET GENERAL AU FNAA	5 000 000 000	0	0		0,00
TOTAL FONDS NATIONAL D'APPUI A L' AGRICULTURE (FNAA)	5 000 000 000	0	0		0,00

COMPTE ADMINISTRATIF 2017

7 BUDGETS ANNEXES - COMPTES & FONDS SPECIAUX

(en francs CFA)

Edition du : 26/08/2017

Section/ Article/ Paragraphe Ligne.Colonne.Cellule	Prévisions Annuelles	Emissions au 30/06/2017	Recouvrements au 30/06/2017	Reste à Recouvrer	Taux Recouvrem. / Prév. / Emiss.
40 FONDS APPUI AUTONOMISAT° FEMME & EPANOUISMNT ENFANT					
73 TRANSFERTS RECUS D'AUTRES BUDGETS					
1 Transferts reçus du Budget Général					
0.5.0 TRANSFERT DU BUDGET GENERAL AU FAFE	600 000 000	270 000 000	270 000 000	45,00	100,00
TOTAL FONDS APPUI AUTONOMISAT° FEMME & EPANOUISMNT ENFANT	600 000 000	270 000 000	270 000 000	45,00	100,00

COMPTE ADMINISTRATIF 2017

7 BUDGETS ANNEXES - COMPTES & FONDS SPECIAUX

(en francs CFA)

Edition du : 26/08/2017

Section/ Article/ Paragraphe Ligne.Colonne.Cellule	Prévisions Annuelles	Emissions au 30/06/2017	Recouvrements au 30/06/2017	Reste à Recouvrer	Taux Recouvrem. / Prév. / Emiss.
41 FONDS DE REMBOURSEMENT DES CREDITS TVA					
73 TRANSFERTS RECUS D'AUTRES BUDGETS					
1 Transferts reçus du Budget Général					
0.8.0 TRANSFERT DU BUDGET GEN.AU FDS DE REMBOURSEMNT DE CREDIT TVA	76 035 000 000	42 047 315 924	42 047 315 924		55,30 100,00
TOTAL FONDS DE REMBOURSEMENT DES CREDITS TVA	76 035 000 000	42 047 315 924	42 047 315 924		55,30 100,00

COMPTE ADMINISTRATIF 2017

7 BUDGETS ANNEXES - COMPTES & FONDS SPECIAUX

(en francs CFA)

Edition du : 26/08/2017

Section/ Article/ Paragraphe Ligne.Colonne.Cellule	Prévisions Annuelles	Emissions au 30/06/2017	Recouvrements au 30/06/2017	Reste à Recouvrer	Taux Recouvrem. / Prév. / Emiss.
42 FONDS COMPETITIF RECH. INNOV. TECHNOLOGIQUE					
73 TRANSFERTS RECUS D'AUTRES BUDGETS					
1 Transferts reçus du Budget Général					
0.6.1 TRANSFERT DU BUDGET GENERAL AU FCRIT	2 333 000 000	0	0		0,00
TOTAL FONDS COMPETITIF RECH. INNOV. TECHNOLOGIQUE	2 333 000 000	0	0		0,00

COMPTE ADMINISTRATIF 2017

7 BUDGETS ANNEXES - COMPTES & FONDS SPECIAUX

(en francs CFA)

Edition du : 26/08/2017

Section/ Article/ Paragraphe Ligne.Colonne.Cellule	Prévisions Annuelles	Emissions au 30/06/2017	Recouvrements au 30/06/2017	Reste à Recouvrer	Taux Recouvrem. / Prév. / Emiss.
45 FDS FCEMNT DE LA RCHE DE LA FORMAT°ET PROMO ACT MINIERE					
72 RECETTES NON FISCALES					
9 Autres recettes non fiscales					
1.0.0 Primes pour Conventions d'Etablissement	350 000 000	30 000 000	30 000 000		8,57 100,00
2.0.0 Transfert Titres Miniers de Prospection et de Recherche	60 000 000	0	0		0,00
9.0.0 Pénalités	5 000 000	0	0		0,00
Total Autres recettes non fiscales	415 000 000	30 000 000	30 000 000		7,23 100,00
TOTAL FDS FCEMNT DE LA RCHE DE LA FORMAT°ET PROMO ACT MINIERE	415 000 000	30 000 000	30 000 000		7,23 100,00

COMPTE ADMINISTRATIF 2017

7 BUDGETS ANNEXES - COMPTES & FONDS SPECIAUX

(en francs CFA)

Edition du : 26/08/2017

Section/ Article/ Paragraphe Ligne.Colonne.Cellule	Prévisions Annuelles	Emissions au 30/06/2017	Recouvrements au 30/06/2017	Reste à Recouvrer	Taux Recouvrem. / Prév. / Emiss.
53 ENTREPOTS MALIENS AU SENEGAL					
72 RECETTES NON FISCALES					
2 Droits et Frais administratifs					
5.1.0 PRESTAT. EVACUAT. IMPORTATIONS	1 784 105 000	892 657 453	892 657 453	50,03	100,00
5.2.0 PRESTAT. EVACUAT. EXPORTATIONS	143 000 000	66 041 322	66 041 322	46,18	100,00
5.3.0 PRESTAT. ENTREP. IMPORTATIONS	20 000 000	10 384 145	10 384 145	51,92	100,00
5.4.0 LOCATION MAGASIN MOLE 3	784 000	3 352 300	3 352 300	427,59	100,00
5.4.1 LOCATION BUREAU BEL AIR	12 480 000	5 794 074	5 794 074	46,43	100,00
5.4.2 LOCATION MAGASIN BEL AIR	357 631 000	178 815 600	178 815 600	50,00	100,00
5.8.1 RECETTES DIVERSES	82 000 000	497 341 063	497 341 063	606,51	100,00
Total Droits et Frais administratifs	2 400 000 000	1 654 385 957	1 654 385 957	68,93	100,00
TOTAL ENTREPOTS MALIENS AU SENEGAL	2 400 000 000	1 654 385 957	1 654 385 957	68,93	100,00

COMPTE ADMINISTRATIF 2017

7 BUDGETS ANNEXES - COMPTES & FONDS SPECIAUX

(en francs CFA)

Edition du : 26/08/2017

Section/ Article/ Paragraphe Ligne.Colonne.Cellule	Prévisions Annuelles	Emissions au 30/06/2017	Recouvrements au 30/06/2017	Reste à Recouvrer	Taux Recouvrem. / Prév. / Emiss.
54 ENTREPOTS MALIENS EN COTE D'IVOIRE					
72 RECETTES NON FISCALES					
2 Droits et Frais administratifs					
5.1.0 PRESTAT. EVACUAT. IMPORTATIONS	614 000 000	262 559 533	262 559 533	42,76	100,00
5.2.0 PRESTAT. EVACUAT. EXPORTATIONS	103 000 000	31 293 615	31 293 615	30,38	100,00
5.4.0 RECETTES LOCATIVES	328 745 000	73 211 250	73 211 250	22,27	100,00
5.7.0 REMB. PRETS ET AVANCES AUX AGENTS	30 000 000	15 625 000	15 625 000	52,08	100,00
5.9.4 RECETTES SUR FACT. EX. ANTERIEURS	25 000 000	97 413 117	97 413 117	389,65	100,00
Total Droits et Frais administratifs	1 100 745 000	480 102 515	480 102 515	43,62	100,00
TOTAL ENTREPOTS MALIENS EN COTE D'IVOIRE	1 100 745 000	480 102 515	480 102 515	43,62	100,00

COMPTE ADMINISTRATIF 2017

7 BUDGETS ANNEXES - COMPTES & FONDS SPECIAUX

(en francs CFA)

Edition du : 26/08/2017

Section/ Article/ Paragraphe Ligne.Colonne.Cellule	Prévisions Annuelles	Emissions au 30/06/2017	Recouvrements au 30/06/2017	Reste à Recouvrer	Taux Recouvrem. / Prév. / Emiss.
56 ENTREPOTS MALIENS AU TOGO					
72 RECETTES NON FISCALES					
2 Droits et Frais administratifs					
2.2.2 SUBVENTIONS A RECEVOIR	320 000 000	99 972 500	99 972 500	31,24	100,00
2.7.1 DROIT DE PASSAGE	120 616 000	41 841 140	41 841 140	34,69	100,00
5.4.0 DROIT DE MAGASINAGE	120 000 000	60 000 000	60 000 000	50,00	100,00
5.6.0 PRODUITS FINANCIERS	177 000	138 837	138 837	78,44	100,00
5.7.0 REMB. PRETS ET AVANCES AUX AGENTS	16 000 000	6 900 000	6 900 000	43,13	100,00
5.8.1 RECETTES DIVERSES	103 659 000	23 625 700	23 625 700	22,79	100,00
7.6.0 DROIT SUR HYDROCARBURES	69 036 000	41 562 075	41 562 075	60,20	100,00
Total Droits et Frais administratifs	749 488 000	274 040 252	274 040 252	36,56	100,00
TOTAL ENTREPOTS MALIENS AU TOGO	749 488 000	274 040 252	274 040 252	36,56	100,00

COMPTE ADMINISTRATIF 2017

7 BUDGETS ANNEXES - COMPTES & FONDS SPECIAUX

(en francs CFA)

Edition du : 26/08/2017

Section/ Article/ Paragraphe Ligne.Colonne.Cellule	Prévisions Annuelles	Emissions au 30/06/2017	Recouvrements au 30/06/2017	Reste à Recouvrer	Taux Recouvrem. / Prév. / Emiss.
58 ENTREPOTS MALIENS EN GUINEE					
72 RECETTES NON FISCALES					
2 Droits et Frais administratifs					
2.2.2 SUBVENTIONS	205 000 000	92 500 000	92 500 000	45,12	100,00
5.1.0 PRESTAT. EVACUATION	225 300 000	26 648 933	26 648 933	11,83	100,00
5.3.0 PRESTAT. ENTREPOSAGE	100 000	0	0	0,00	
5.4.0 LOCATION MAGASIN ET MANUTENTION	45 000 000	19 317 620	19 317 620	42,93	100,00
5.8.1 RECETTES DIVERSES	0	600 000	600 000		100,00
7.4.0 REDEVANCE EVACUATION VEHICULES OCCAS.	26 000 000	4 022 970	4 022 970	15,47	100,00
Total Droits et Frais administratifs	501 400 000	143 089 523	143 089 523	28,54	100,00
TOTAL ENTREPOTS MALIENS EN GUINEE	501 400 000	143 089 523	143 089 523	28,54	100,00

COMPTE ADMINISTRATIF 2017

7 BUDGETS ANNEXES - COMPTES & FONDS SPECIAUX

(en francs CFA)

Edition du : 26/08/2017

Section/ Article/ Paragraphe Ligne.Colonne.Cellule	Prévisions Annuelles	Emissions au 30/06/2017	Recouvrements au 30/06/2017	Reste à Recouvrer	Taux Recouvrem. / Prév. / Emiss.
59 ENTREPOTS MALIENS EN MAURITANIE					
72 RECETTES NON FISCALES					
2 Droits et Frais administratifs					
2.2.2 SUBVENTIONS	239 323 000	125 000 000	125 000 000	52,23	100,00
5.1.0 PRESTAT. EVACUATION	350 000 000	59 400 774	59 400 774	16,97	100,00
Total Droits et Frais administratifs	589 323 000	184 400 774	184 400 774	31,29	100,00
TOTAL ENTREPOTS MALIENS EN MAURITANIE	589 323 000	184 400 774	184 400 774	31,29	100,00

COMPTE ADMINISTRATIF 2017

7 BUDGETS ANNEXES - COMPTES & FONDS SPECIAUX

(en francs CFA)

Edition du : 26/08/2017

Section/ Article/ Paragraphe Ligne.Colonne.Cellule	Prévisions Annuelles	Emissions au 30/06/2017	Recouvrements au 30/06/2017	Reste à Recouvrer	Taux Recouvrem. / Prév. / Emiss.
70 ENTREPOTS MALIEN AU GHANA					
72 RECETTES NON FISCALES					
2 Droits et Frais administratifs					
2.2.2 SUBVENTIONS A RECEVOIR	120 000 000	64 618 469	64 618 469	53,85	100,00
5.1.0 PRESTAT. EVACUAT. IMPORTATIONS	290 000 000	60 413 405	60 413 405	20,83	100,00
5.2.0 PRESTAT. EVACUAT. EXPORTATIONS	80 000 000	0	0	0,00	
5.4.0 RECETTES LOCATIVES	60 000 000	6 000 000	6 000 000	10,00	100,00
5.6.0 PRODUITS FINANCIERS	2 000 000	3 000 000	3 000 000	150,00	100,00
5.7.0 REMB. PRETS ET AVANCES AUX AGENTS	29 500 000	5 145 447	5 145 447	17,44	100,00
7.6.0 DROIT SUR HYDROCARBURES	58 000 000	68 600 430	68 600 430	118,28	100,00
Total Droits et Frais administratifs	639 500 000	207 777 751	207 777 751	32,49	100,00
TOTAL ENTREPOTS MALIEN AU GHANA	639 500 000	207 777 751	207 777 751	32,49	100,00

SITUATION D'EXECUTION AU 30-06-2017

TABLEAU DES DEPENSES

BUDGET D'ETAT 2017
REPARTITION DES DEPENSES PAR BUDGET
A LA DATE DU 30/06/2017

Edition du 05/09/2017 à 13:17:15

(en milliers de Francs CFA)

LIBELLE	DOTATIONS BUDGETAIRES	CREDITS ENGAGES	CREDITS LIQUIDES
BUDGET GENERAL			
POUVOIRS PUBLICS ET ADMINISTRATIONS CENTRALES			
PERSONNEL	246 470 291	161 871 912	99 499 335
MATÉRIEL & FONCTIONNEMENT	88 507 659	40 235 584	30 352 204
DÉPLACEMENT & MISSION	54 300 203	26 309 394	24 012 669
COMMUNICATION & ENERGIE	33 541 556	15 991 337	15 059 401
AUTRES DÉPENSES	78 444 379	39 998 374	33 383 502
BOURSES	17 129 100	10 743 718	8 875 191
EQUIPEMENT ET INVESTISSEMENT	247 119 050	94 188 652	75 452 194
TRANSFERT ET SUBVENTION	278 436 424	152 096 577	138 370 133
DETTES	239 527 000	112 222 345	112 222 345
BSI FINANCEMENT INTÉRIEUR	276 224 000	88 770 502	76 700 841
BSI FINANCEMENT EXTÉRIEUR	285 130 198	744 560	337 150
APPUI BUDGÉTAIRE	11 690 584	2 644 297	2 028 320
PERSONNEL (COLLECTIVITÉ)	18 069 409	0	0
	1 874 589 853	745 817 251	616 293 284
ADMINISTRATIONS DECONCENTREES DES REGIONS			
PERSONNEL	83 746 737	43 458 056	40 270 335
MATÉRIEL & FONCTIONNEMENT	31 939 720	16 049 080	14 408 176
DÉPLACEMENT & MISSION	6 625 988	2 670 050	2 274 497
COMMUNICATION & ENERGIE	11 252 713	4 866 650	4 701 461
AUTRES DÉPENSES	8 464 200	2 991 771	2 414 969
BOURSES	666 435	289 030	268 139
EQUIPEMENT ET INVESTISSEMENT	27 191 592	13 941 319	11 686 267
TRANSFERT ET SUBVENTION	12 093 282	5 024 446	4 603 105
BSI FINANCEMENT INTÉRIEUR	11 400 000	3 969 562	1 802 036
APPUI BUDGÉTAIRE	7 011 276	2 574 298	2 590 104
PERSONNEL (COLLECTIVITÉ)	102 446 951	64 648 032	60 052 280
	302 838 894	160 482 294	145 071 369
TOTAL BUDGET GENERAL	2 177 428 747	906 299 545	761 364 653
BUDGETS ANNEXES COMPTES ET FONDS SPECIAUX			
BUDGETS ANNEXES - COMPTES ET FONDS SPECIAUX			
BUDGETS ANNEXES CPTES ET FONDS SPÉC	94 732 656	38 738 029	37 973 286
	94 732 656	38 738 029	37 973 286
TOTAL BUDGETS ANNEXES COMPTES ET FON	94 732 656	38 738 029	37 973 286
TOTAL BUDGET D'ETAT	2 272 161 403	945 037 574	799 337 939

BUDGET D'ETAT 2017
SITUATION D'EXECUTION PAR SECTION
A LA DATE DU 30/06/2017

Imprimé | 05/09/2017 13:31

(en milliers de Francs CFA)

LIBELLE	DOTATIONS BUDGETAIRES	CREDITS ENGAGES	CREDITS LIQUIDES
990 CHARGES COMMUNES			
Personnel	28 317 540	992 724	975 277
Matériel & Fonctionnement	2 846 191	2 415 520	2 021 788
Déplacement & Mission	8 945 666	4 069 755	3 920 495
Communication & Energie	568 471	20 063	20 063
Autres Dépenses	27 606 063	13 953 108	10 223 796
Equipement et Investissement	75 214 365	19 475 892	18 502 745
Transfert et Subvention	54 399 976	19 044 073	13 786 310
Dettes	239 527 000	112 222 345	112 222 345
BSI Financement Intérieur	13 000 000	1 373 852	686 926
Personnel (Collectivité)	8 800 000	0	0
	459 225 272	173 567 331	162 359 744
110 ASSEMBLEE NATIONALE			
Personnel	2 448 000	1 591 500	1 425 228
Matériel & Fonctionnement	3 215 035	1 710 719	1 710 719
Déplacement & Mission	5 849 255	2 924 628	2 924 628
Communication & Energie	591 656	295 828	295 828
Autres Dépenses	849 601	774 801	774 801
Equipement et Investissement	1 226 600	797 100	797 100
Transfert et Subvention	1 695 528	837 764	837 764
	15 875 675	8 932 339	8 766 067
120 PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE			
Personnel	1 354 074	788 461	707 433
Matériel & Fonctionnement	1 288 161	857 254	473 130
Déplacement & Mission	1 887 606	1 453 334	1 277 128
Communication & Energie	1 948 256	1 474 452	1 425 952
Autres Dépenses	3 549 374	2 568 907	2 207 200
Equipement et Investissement	300 000	236 076	236 075
Transfert et Subvention	615 000	267 500	214 840
BSI Financement Intérieur	478 000	175 000	175 000
	11 420 471	7 820 984	6 716 759
130 PRIMATURE			
Personnel	1 568 296	754 264	679 216
Matériel & Fonctionnement	1 005 899	442 868	344 333

BUDGET D'ETAT
SITUATION D'EXECUTION PAR SECTION
A LA DATE DU 30/06/2017

Imprimé | 05/09/2017 13:31

(en milliers de Francs CFA)

LIBELLE	DOTATIONS BUDGETAIRES	CREDITS ENGAGES	CREDITS LIQUIDES
130 PRIMATURE			
Déplacement & Mission	928 449	466 085	459 316
Communication & Energie	2 495 846	1 024 316	833 022
Autres Dépenses	1 818 397	1 105 083	796 068
Equipement et Investissement	104 253	51 835	51 835
Transfert et Subvention	387 135	179 114	177 872
BSI Financement Intérieur	620 000	94 323	94 323
	8 928 275	4 117 888	3 435 985
131 DELEGATION GENERALE AUX ELECTIONS			
Personnel	66 816	33 408	28 427
Matériel & Fonctionnement	65 000	32 499	32 499
Déplacement & Mission	30 581	14 833	14 833
Communication & Energie	65 000	14 604	3 875
Autres Dépenses	345 119	157 558	157 558
	572 516	252 902	237 192
140 COUR CONSTITUTIONNELLE			
Personnel	221 403	110 702	109 489
Matériel & Fonctionnement	74 865	26 629	26 629
Déplacement & Mission	201 986	72 589	71 513
Communication & Energie	148 728	50 365	50 365
Autres Dépenses	201 470	71 384	68 161
Equipement et Investissement	50 000	24 997	14 471
Transfert et Subvention	35 000	17 498	17 498
BSI Financement Intérieur	200 000	100 000	100 000
	1 133 452	474 163	458 127
150 COUR SUPREME			
Personnel	857 105	857 105	422 764
Matériel & Fonctionnement	211 114	60 930	55 088
Déplacement & Mission	230 000	87 377	87 377
Communication & Energie	68 491	48 409	48 409
Autres Dépenses	336 119	147 853	146 484
Equipement et Investissement	15 000	5 201	1 062
Transfert et Subvention	154 500	55 885	41 607
BSI Financement Intérieur	700 000	0	0

BUDGET D'ETAT
SITUATION D'EXECUTION PAR SECTION
A LA DATE DU 30/06/2017

Imprimé | 05/09/2017 13:31

(en milliers de Francs CFA)

LIBELLE	DOTATIONS BUDGETAIRES	CREDITS ENGAGES	CREDITS LIQUIDES
150 COUR SUPREME			
BSI Financement Extérieur	18 549	12 000	12 000
	2 590 878	1 274 761	814 791
155 HAUTE COUR DE JUSTICE			
Personnel	253 500	122 700	108 211
Communication & Energie	66 250	20 255	19 085
Transfert et Subvention	712 000	350 656	319 685
	1 031 750	493 611	446 981
160 CONSEIL ECONOMIQUE SOCIAL & CULTUREL			
Personnel	292 720	146 360	139 763
Matériel & Fonctionnement	105 000	61 635	53 457
Déplacement & Mission	333 665	171 141	171 141
Communication & Energie	75 078	20 848	14 004
Autres Dépenses	224 600	159 188	137 611
Equipement et Investissement	40 000	19 996	18 257
Transfert et Subvention	37 500	17 783	17 783
BSI Financement Intérieur	225 000	18 187	14 211
	1 333 563	615 138	566 227
170 HAUT CONSEIL DES COLLECTIVITES TERRITORIALES			
Personnel	746 728	373 364	363 505
Matériel & Fonctionnement	104 649	20 606	14 358
Déplacement & Mission	327 608	125 492	125 492
Communication & Energie	165 317	92 268	78 264
Autres Dépenses	181 950	82 113	43 434
Equipement et Investissement	30 000	0	0
Transfert et Subvention	62 500	47 647	47 647
BSI Financement Intérieur	200 000	24 960	0
	1 818 752	766 450	672 700
180 MINISTERE AFF. ETRANGERES, COOPERAT. INTERNAT. INTEGRATION AFRICAINE			
Personnel	13 661 089	6 607 864	5 664 372
Matériel & Fonctionnement	754 828	270 211	260 234
Déplacement & Mission	1 872 672	976 948	956 744

BUDGET D'ETAT
SITUATION D'EXECUTION PAR SECTION
A LA DATE DU 30/06/2017

Imprimé | 05/09/2017 13:31

(en milliers de Francs CFA)

LIBELLE	DOTATIONS BUDGETAIRES	CREDITS ENGAGES	CREDITS LIQUIDES
180 MINISTERE AFF. ETRANGERES, COOPERAT. INTERNAT. INTEGRATION AFRICAINE			
Communication & Energie	2 445 197	1 101 168	1 078 671
Autres Dépenses	9 239 994	7 256 495	7 181 247
Equipement et Investissement	1 361 500	1 209 782	1 209 782
Transfert et Subvention	7 055 785	4 296 506	3 893 492
BSI Financement Intérieur	1 800 000	932 383	929 384
	38 191 065	22 651 358	21 173 925
185 MINISTERE DES MALIENS DE L'EXTERIEUR			
Personnel	234 221	123 111	110 555
Matériel & Fonctionnement	136 593	29 980	29 980
Déplacement & Mission	318 054	142 323	142 323
Communication & Energie	119 551	22 948	20 613
Autres Dépenses	40 200	19 767	18 882
Equipement et Investissement	420 000	180 493	178 566
Transfert et Subvention	199 829	97 519	97 519
BSI Financement Intérieur	320 000	160 000	160 000
BSI Financement Extérieur	750 000	0	0
	2 538 448	776 141	758 439
190 BUREAU DU VERIFICATEUR GENERAL			
Personnel	2 250 000	1 300 000	1 300 000
Matériel & Fonctionnement	131 910	65 955	65 955
Déplacement & Mission	255 723	187 862	127 862
Communication & Energie	165 990	82 995	82 995
Autres Dépenses	445 000	316 955	316 955
Equipement et Investissement	200 000	100 000	100 000
Transfert et Subvention	20 000	45 000	45 000
	3 468 623	2 098 767	2 038 767
192 MEDiateur DE LA REPUBLIQUE			
Personnel	365 131	229 638	228 258
Communication & Energie	95 850	47 925	47 925
Equipement et Investissement	30 000	15 000	15 000
Transfert et Subvention	513 670	256 835	256 835
	1 004 651	549 398	548 018

BUDGET D'ETAT
SITUATION D'EXECUTION PAR SECTION
A LA DATE DU 30/06/2017

Imprimé l 05/09/2017 13:31

(en milliers de Francs CFA)

LIBELLE	DOTATIONS BUDGETAIRES	CREDITS ENGAGES	CREDITS LIQUIDES
195 COMITE NAT. DE L'EGAL ACCES AUX MEDIA D'ETAT			
Personnel	12 221	6 111	6 180
Matériel & Fonctionnement	16 328	2 224	2 224
Déplacement & Mission	57 273	27 062	27 062
Communication & Energie	26 990	5 932	5 932
Autres Dépenses	35 947	10 436	10 436
	148 759	51 765	51 835
210 MINISTERE DE LA DEFENSE & ANC. COMBATTANTS			
Personnel	86 905 208	86 490 646	45 979 717
Matériel & Fonctionnement	21 703 429	10 863 847	10 554 381
Déplacement & Mission	18 601 056	8 942 384	7 382 090
Communication & Energie	11 853 805	5 361 384	5 303 155
Autres Dépenses	12 221 220	4 646 400	4 585 103
Equipement et Investissement	111 155 448	58 585 380	44 278 535
Transfert et Subvention	945 956	546 436	546 436
	263 386 122	175 436 476	118 629 417
220 MINISTERE DE LA JUSTICE			
Personnel	2 075 824	1 188 284	1 026 273
Matériel & Fonctionnement	2 992 105	1 684 668	891 722
Déplacement & Mission	315 363	159 970	152 813
Communication & Energie	514 026	217 395	184 991
Autres Dépenses	800 042	262 662	146 814
Transfert et Subvention	353 010	69 401	63 130
BSI Financement Intérieur	4 300 000	1 198 607	187 603
BSI Financement Extérieur	3 930 000	0	0
	15 280 370	4 780 986	2 653 345
223 OFFICE CENTRAL LUTTE CONTRE ENRICHIS. ILLICITE			
Personnel	564 300	282 150	282 150
Matériel & Fonctionnement	51 000	25 500	25 500
Déplacement & Mission	127 438	63 719	63 719
Communication & Energie	162 000	81 000	81 000
Autres Dépenses	36 000	18 000	18 000
Equipement et Investissement	100 000	50 000	50 000
	1 040 738	520 369	520 369

BUDGET D'ETAT
SITUATION D'EXECUTION PAR SECTION
A LA DATE DU 30/06/2017

Imprimé | 05/09/2017 13:31

(en milliers de Francs CFA)

LIBELLE	DOTATIONS BUDGETAIRES	CREDITS ENGAGES	CREDITS LIQUIDES
223 OFFICE CENTRAL LUTTE CONTRE ENRICHIS. ILLICITE			
225 MINISTERE DROITS DE L'HOMME & REFORME ETAT			
Personnel	0	0	0
Matériel & Fonctionnement	0	0	0
Déplacement & Mission	0	0	0
Communication & Energie	0	0	0
Autres Dépenses	0	0	0
Transfert et Subvention	0	0	0
BSI Financement Intérieur	0	0	0
	0	0	0
230 MINISTERE DE LA SECURITE ET DE LA PROTECTION CIVILE			
Personnel	37 749 904	32 649 603	16 948 489
Matériel & Fonctionnement	3 913 367	2 556 477	393 544
Déplacement & Mission	1 527 777	732 756	583 013
Communication & Energie	1 254 084	529 040	529 040
Autres Dépenses	1 692 739	717 817	646 716
Equipement et Investissement	5 000 000	3 117 459	560 703
Transfert et Subvention	75 750	43 518	43 518
BSI Financement Intérieur	720 000	112 540	86 344
	51 933 621	40 459 210	19 791 367
235 SECURITE D'ETAT			
Matériel & Fonctionnement	352 225	176 113	176 113
Déplacement & Mission	1 313 305	656 653	656 653
Communication & Energie	324 155	153 966	153 946
Autres Dépenses	3 582 888	2 016 444	2 016 444
	5 572 573	3 003 175	3 003 155
310 MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES			
Personnel	8 639 207	4 560 104	4 296 501
Matériel & Fonctionnement	3 627 005	1 251 613	476 699
Déplacement & Mission	1 089 444	454 132	435 172
Communication & Energie	1 796 591	1 498 843	1 465 930
Autres Dépenses	698 147	329 184	137 325
Equipement et Investissement	850 000	186 447	130 946

BUDGET D'ETAT
SITUATION D'EXECUTION PAR SECTION
A LA DATE DU 30/06/2017

Imprimé | 05/09/2017 13:31

(en milliers de Francs CFA)

LIBELLE	DOTATIONS BUDGETAIRES	CREDITS ENGAGES	CREDITS LIQUIDES
310 MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES			
Transfert et Subvention	7 651 632	2 463 058	1 828 853
BSI Financement Intérieur	12 751 000	2 001 420	1 232 173
BSI Financement Extérieur	12 046 649	732 560	325 150
	49 149 675	13 477 361	10 328 749
320 MINISTERE DU TRAVAIL ET DE LA FONCT. PUBL.			
Personnel	817 657	408 829	390 180
Matériel & Fonctionnement	407 652	67 430	66 080
Déplacement & Mission	214 085	97 283	96 514
Communication & Energie	239 622	86 483	86 236
Autres Dépenses	423 905	191 507	189 293
Equipement et Investissement	562 000	10 168	10 168
Transfert et Subvention	70 000	0	0
BSI Financement Intérieur	1 587 000	229 385	217 488
	4 321 921	1 091 085	1 055 960
323 MINISTERE EMPLOI & FORMATION PROFESSIONNELLE			
Personnel	615 437	307 719	273 043
Matériel & Fonctionnement	360 794	44 873	28 489
Déplacement & Mission	228 352	72 662	69 860
Communication & Energie	229 635	57 960	51 966
Autres Dépenses	238 707	74 939	41 323
Transfert et Subvention	364 091	100 126	77 342
BSI Financement Intérieur	960 000	258 076	205 435
BSI Financement Extérieur	5 000 000	0	0
Appui Budgétaire	514 000	20 000	0
	8 511 016	936 355	747 458
330 MIN. ADMINISTRATION TERRIT. DECENTRALISATION ET REFORME ETAT			
Personnel	1 193 624	596 812	559 253
Matériel & Fonctionnement	692 335	120 447	114 687
Déplacement & Mission	710 933	327 940	322 598
Communication & Energie	439 266	147 518	139 434
Autres Dépenses	1 213 374	561 876	485 416
Equipement et Investissement	165 900	36 041	30 468
Transfert et Subvention	1 261 611	515 005	365 185

BUDGET D'ETAT
SITUATION D'EXECUTION PAR SECTION
A LA DATE DU 30/06/2017

Imprimé l 05/09/2017 13:31

(en milliers de Francs CFA)

LIBELLE	DOTATIONS BUDGETAIRES	CREDITS ENGAGES	CREDITS LIQUIDES
330 MIN. ADMINISTRATION TERRIT. DECENTRALISATION ET REFORME ETAT			
BSI Financement Intérieur	6 650 000	2 197 559	2 192 239
	12 327 043	4 503 199	4 209 281
334 AUTORITE PROTECT° DONNEES A CARACTERE PERSONNEL			
Personnel	115 268	57 634	57 634
Matériel & Fonctionnement	80 000	40 000	40 000
Déplacement & Mission	240 800	113 275	113 275
Communication & Energie	25 912	12 956	12 956
Autres Dépenses	30 000	15 000	15 000
Equipement et Investissement	83 200	41 600	41 600
Transfert et Subvention	6 000	3 000	3 000
BSI Financement Intérieur	300 000	150 000	150 000
	881 180	433 465	433 465
335 MINISTERE DE LA DECENTRALISATION ET DE LA FISCALITE LOCALE			
Personnel	0	0	0
Matériel & Fonctionnement	0	0	0
Déplacement & Mission	0	0	0
Communication & Energie	0	0	0
Autres Dépenses	0	0	0
Transfert et Subvention	0	0	0
BSI Financement Intérieur	0	0	0
	0	0	0
340 MINISTERE DES AFFAIRES RELIGIEUSES & DU CULTTE			
Personnel	86 311	40 679	43 051
Matériel & Fonctionnement	125 971	31 670	31 670
Déplacement & Mission	130 124	58 471	58 471
Communication & Energie	30 094	14 511	9 725
Autres Dépenses	130 313	69 362	56 765
Transfert et Subvention	324 874	141 637	138 097
	827 687	356 330	337 779
341 MINISTERE DE LA RECONCILIATION NATIONALE			
Personnel	97 367	48 684	40 225

BUDGET D'ETAT
SITUATION D'EXECUTION PAR SECTION
A LA DATE DU 30/06/2017

Imprimé | 05/09/2017 13:31

(en milliers de Francs CFA)

LIBELLE	DOTATIONS BUDGETAIRES	CREDITS ENGAGES	CREDITS LIQUIDES
341 MINISTERE DE LA RECONCILIATION NATIONALE			
Matériel & Fonctionnement	325 583	79 754	78 754
Déplacement & Mission	160 674	69 331	69 225
Communication & Energie	68 445	18 698	18 523
Autres Dépenses	75 800	24 444	24 444
Transfert et Subvention	2 212 132	1 057 471	810 860
	2 940 001	1 298 381	1 042 030
410 MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE			
Personnel	10 802 766	2 928 365	2 727 420
Matériel & Fonctionnement	14 756 099	5 405 599	2 101 501
Déplacement & Mission	865 297	281 871	270 577
Communication & Energie	608 003	234 250	164 442
Autres Dépenses	2 008 462	658 656	184 579
Bourses	800	0	0
Equipement et Investissement	4 279 415	825 658	704 986
Transfert et Subvention	3 615 116	1 695 013	1 526 365
BSI Financement Intérieur	2 915 000	271 774	40 994
BSI Financement Extérieur	7 500 000	0	0
Appui Budgétaire	2 221 137	28 320	28 320
Personnel (Collectivité)	7 669 409	0	0
	57 241 504	12 329 506	7 749 185
412 MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR & RECHERCHE SCIENTIFIQUE			
Personnel	6 981 308	777 324	684 785
Matériel & Fonctionnement	849 789	447 253	91 622
Déplacement & Mission	356 245	152 560	136 564
Communication & Energie	381 383	115 399	87 493
Autres Dépenses	1 291 360	435 247	165 849
Bourses	1 428 300	687 186	361 434
Equipement et Investissement	2 333 000	20 000	20 000
Transfert et Subvention	508 606	410 601	211 885
BSI Financement Intérieur	2 400 000	648 237	218 927
BSI Financement Extérieur	3 000 000	0	0
Appui Budgétaire	514 000	0	0
	20 043 991	3 693 807	1 978 560
510 MINISTERE DE LA CULTURE			

BUDGET D'ETAT
SITUATION D'EXECUTION PAR SECTION
A LA DATE DU 30/06/2017

Imprimé | 05/09/2017 13:31

(en milliers de Francs CFA)

LIBELLE	DOTATIONS BUDGETAIRES	CREDITS ENGAGES	CREDITS LIQUIDES
510 MINISTERE DE LA CULTURE			
Personnel	1 175 155	592 702	559 675
Matériel & Fonctionnement	278 871	120 245	119 539
Déplacement & Mission	150 488	71 545	71 048
Communication & Energie	402 191	244 327	183 501
Autres Dépenses	736 276	413 437	409 106
Equipement et Investissement	70 000	25 957	25 957
Transfert et Subvention	470 224	168 192	167 732
BSI Financement Intérieur	700 000	544 670	273 248
	3 983 205	2 181 075	1 809 804
520 MINISTERE DES SPORTS			
Personnel	1 009 104	437 788	396 286
Matériel & Fonctionnement	756 277	533 094	481 754
Déplacement & Mission	1 369 518	709 364	683 346
Communication & Energie	750 376	658 830	626 162
Autres Dépenses	331 351	160 486	151 823
Equipement et Investissement	46 000	17 006	17 006
Transfert et Subvention	1 445 742	1 098 080	1 095 484
BSI Financement Intérieur	1 825 000	444 018	215 098
	7 533 368	4 058 665	3 666 960
525 MINISTERE JEUNESSE ET CONSTRUCTION CITOYENNE			
Personnel	227 901	130 235	95 708
Matériel & Fonctionnement	128 105	20 201	8 550
Déplacement & Mission	74 013	28 795	24 911
Communication & Energie	30 000	8 630	7 800
Autres Dépenses	446 490	171 351	85 846
Equipement et Investissement	50 000	5 238	0
Transfert et Subvention	24 000	9 050	9 050
BSI Financement Intérieur	1 685 000	768 188	751 837
	2 665 509	1 141 689	983 700
610 MINISTERE DE LA SANTE & HYGIENE PUBLIQUE			
Personnel	8 427 250	1 212 050	1 254 050
Matériel & Fonctionnement	12 354 645	5 546 471	5 147 495
Déplacement & Mission	800 000	321 389	318 104

BUDGET D'ETAT
SITUATION D'EXECUTION PAR SECTION
A LA DATE DU 30/06/2017

Imprimé l 05/09/2017 13:31

(en milliers de Francs CFA)

LIBELLE	DOTATIONS BUDGETAIRES	CREDITS ENGAGES	CREDITS LIQUIDES
610 MINISTERE DE LA SANTE & HYGIENE PUBLIQUE			
Communication & Energie	717 184	120 728	104 812
Autres Dépenses	889 068	157 690	94 409
Equipement et Investissement	4 906 621	227 361	77 451
Transfert et Subvention	5 302 038	1 906 940	1 629 247
BSI Financement Intérieur	17 600 000	35 028	14 363
BSI Financement Extérieur	4 000 000	0	0
Appui Budgétaire	8 441 447	2 595 977	2 000 000
Personnel (Collectivité)	1 600 000	0	0
	65 038 253	12 123 633	10 639 930
614 HAUT CONSEIL NAT. LUTTE CONTRE LE SIDA			
Personnel	29 865	16 947	15 929
Transfert et Subvention	2 724 756	986 326	812 985
	2 754 621	1 003 273	828 914
640 MINISTERE PROMOTION DE LA FEMME, ENFANT ET FAMILLE			
Personnel	590 229	383 563	297 407
Matériel & Fonctionnement	320 825	104 575	83 232
Déplacement & Mission	140 677	61 525	60 481
Communication & Energie	244 626	87 538	81 409
Autres Dépenses	391 595	152 230	117 753
Equipement et Investissement	785 000	351 343	308 419
Transfert et Subvention	61 390	29 184	26 754
BSI Financement Intérieur	2 250 000	514 107	261 380
BSI Financement Extérieur	1 500 000	0	0
	6 284 342	1 684 065	1 236 834
660 MINISTERE SOLIDARITE & ACTION HUMANITAIRE			
Personnel	914 590	493 754	479 062
Matériel & Fonctionnement	732 154	346 112	198 136
Déplacement & Mission	621 739	229 349	229 349
Communication & Energie	137 013	26 689	22 741
Autres Dépenses	187 012	108 508	48 156
Equipement et Investissement	85 000	74 889	21 199
Transfert et Subvention	1 499 833	237 010	60 705
BSI Financement Intérieur	400 000	138 592	93 739

BUDGET D'ETAT
SITUATION D'EXECUTION PAR SECTION
A LA DATE DU 30/06/2017

Imprimé | 05/09/2017 13:31

(en milliers de Francs CFA)

LIBELLE	DOTATIONS BUDGETAIRES	CREDITS ENGAGES	CREDITS LIQUIDES
660 MINISTERE SOLIDARITE & ACTION HUMANITAIRE	4 577 341	1 654 903	1 153 087
714 MIN. ENVIRONNEMENT, ASSAINISSEMENT ET DEVELOP. DURABLE			
Personnel	1 226 718	613 342	614 949
Matériel & Fonctionnement	336 059	108 324	97 804
Déplacement & Mission	226 462	82 574	75 540
Communication & Energie	301 175	83 320	83 320
Autres Dépenses	371 522	194 591	138 666
Transfert et Subvention	76 849	38 317	38 028
BSI Financement Intérieur	5 405 000	1 515 711	1 336 422
BSI Financement Extérieur	11 005 000	0	0
	18 948 785	2 636 179	2 384 729
720 MINISTERE DE L'ENERGIE ET DE L'EAU			
Personnel	1 361 819	680 910	558 090
Matériel & Fonctionnement	174 004	55 049	51 491
Déplacement & Mission	180 633	76 949	74 667
Communication & Energie	249 000	106 879	95 412
Autres Dépenses	187 277	72 870	47 076
Equipement et Investissement	25 000	0	0
Transfert et Subvention	25 015 000	20 006 990	20 004 099
BSI Financement Intérieur	11 556 000	663 600	625 312
BSI Financement Extérieur	33 131 000	0	0
	71 879 733	21 663 247	21 456 148
726 MINISTERE DES MINES			
Personnel	780 892	397 446	374 216
Matériel & Fonctionnement	446 047	57 864	43 354
Déplacement & Mission	202 561	95 845	93 853
Communication & Energie	190 788	69 631	42 721
Autres Dépenses	228 419	98 197	52 102
Equipement et Investissement	114 135	38 512	37 989
Transfert et Subvention	349 531	103 566	97 196
BSI Financement Intérieur	1 510 000	112 936	96 107
	3 822 373	973 996	837 537

BUDGET D'ETAT
SITUATION D'EXECUTION PAR SECTION
A LA DATE DU 30/06/2017

Imprimé | 05/09/2017 13:31

(en milliers de Francs CFA)

LIBELLE	DOTATIONS BUDGETAIRES	CREDITS ENGAGES	CREDITS LIQUIDES
730 MIN. ECONOMIE NUMERIQUE ET COMMUNICATION			
Personnel	222 875	111 438	97 101
Matériel & Fonctionnement	91 703	26 390	26 071
Déplacement & Mission	123 499	55 060	54 492
Communication & Energie	126 079	47 667	43 481
Autres Dépenses	269 060	67 815	61 390
Equipement et Investissement	45 000	22 048	13 800
Transfert et Subvention	124 500	60 889	60 029
BSI Financement Intérieur	615 000	207 500	207 500
	1 617 716	598 806	563 864
740 MINISTERE DOMAINES ETAT ET DES AFFAIRES FONCIERES			
Personnel	1 024 052	987 757	466 818
Matériel & Fonctionnement	522 121	97 223	89 991
Déplacement & Mission	177 273	85 675	82 840
Communication & Energie	293 432	128 572	116 234
Autres Dépenses	333 229	178 973	107 549
Equipement et Investissement	3 030 000	15 000	14 066
Transfert et Subvention	449 920	134 564	133 868
BSI Financement Intérieur	5 650 000	1 051 477	830 922
	11 480 027	2 679 241	1 842 288
745 MINISTERE DE L'HABITAT ET DE L'URBANISME			
Personnel	573 651	286 826	264 208
Matériel & Fonctionnement	313 427	89 985	89 985
Déplacement & Mission	125 589	56 133	56 133
Communication & Energie	60 776	9 473	8 837
Autres Dépenses	95 195	37 351	37 351
Equipement et Investissement	12 450	6 225	6 225
Transfert et Subvention	60 059	29 994	29 994
BSI Financement Intérieur	6 300 000	2 508 354	2 442 460
	7 541 147	3 024 341	2 935 194
750 MINISTERE AMENAGEMENT TERRITOIRE ET POPULATION			
Personnel	360 138	197 069	135 682
Matériel & Fonctionnement	214 096	62 527	62 220
Déplacement & Mission	130 020	58 664	55 958

BUDGET D'ETAT
SITUATION D'EXECUTION PAR SECTION
A LA DATE DU 30/06/2017

Imprimé | 05/09/2017 13:31

(en milliers de Francs CFA)

LIBELLE	DOTATIONS BUDGETAIRES	CREDITS ENGAGES	CREDITS LIQUIDES
750 MINISTERE AMENAGEMENT TERRITOIRE ET POPULATION			
Communication & Energie	89 875	18 888	18 888
Autres Dépenses	109 545	11 981	11 981
Equipement et Investissement	11 750	0	0
Transfert et Subvention	30 710	15 349	15 349
BSI Financement Intérieur	1 046 000	399 227	392 270
BSI Financement Extérieur	3 500 000	0	0
	5 492 134	763 706	692 348
760 MINISTERE EQUIPEMENT, TRANSPORTS ET DESENCLAVEMENT			
Personnel	1 303 844	1 303 844	600 206
Matériel & Fonctionnement	297 632	41 968	36 311
Déplacement & Mission	300 000	117 371	116 519
Communication & Energie	345 714	113 088	87 180
Autres Dépenses	208 462	49 404	37 040
Equipement et Investissement	50 000	0	0
Transfert et Subvention	590 102	33 530	26 832
BSI Financement Intérieur	96 547 000	44 636 261	44 173 843
BSI Financement Extérieur	23 000 000	0	0
	122 642 754	46 295 466	45 077 931
770 MINISTERE DES TRANSPORTS			
Personnel	0	0	0
Matériel & Fonctionnement	0	0	0
Déplacement & Mission	0	0	0
Communication & Energie	0	0	0
Autres Dépenses	0	0	0
	0	0	0
800 MINISTERE DU DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL			
Personnel	249 283	167 642	110 062
Matériel & Fonctionnement	189 411	61 629	58 591
Déplacement & Mission	97 273	52 764	42 543
Communication & Energie	53 000	3 462	1 378
Autres Dépenses	60 000	31 233	23 268
Equipement et Investissement	50 000	15 516	13 144
Transfert et Subvention	21 000	9 841	9 841

BUDGET D'ETAT
SITUATION D'EXECUTION PAR SECTION
A LA DATE DU 30/06/2017

Imprimé l 05/09/2017 13:31

(en milliers de Francs CFA)

LIBELLE	DOTATIONS BUDGETAIRES	CREDITS ENGAGES	CREDITS LIQUIDES
800 MINISTERE DU DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL			
BSI Financement Intérieur	50 000	0	0
	769 967	342 088	258 828
810 MINISTERE DU COMMERCE			
Personnel	773 454	440 610	427 328
Matériel & Fonctionnement	183 752	56 204	43 924
Déplacement & Mission	139 623	46 672	42 880
Communication & Energie	232 468	99 730	80 298
Autres Dépenses	424 807	117 423	93 973
Equipement et Investissement	40 000	14 965	14 469
Transfert et Subvention	68 400	30 665	24 371
BSI Financement Intérieur	2 660 000	170 479	154 069
	4 522 504	976 748	881 312
812 MINISTERE PROMOTION INVESTISSEMENTS ET SECTEUR PRIVE			
Personnel	163 713	85 471	83 606
Matériel & Fonctionnement	166 807	48 212	47 964
Déplacement & Mission	258 987	112 232	105 057
Communication & Energie	86 170	37 449	31 386
Autres Dépenses	501 690	229 702	215 688
Equipement et Investissement	50 000	2 443	2 443
Transfert et Subvention	294 393	138 572	133 903
BSI Financement Intérieur	200 000	99 925	99 925
	1 721 760	754 005	719 971
820 MINISTERE DE L'AGRICULTURE			
Personnel	2 179 287	1 357 625	1 017 152
Matériel & Fonctionnement	1 044 091	295 692	216 779
Déplacement & Mission	434 609	208 826	191 641
Communication & Energie	778 521	411 468	293 582
Autres Dépenses	536 658	190 551	141 138
Equipement et Investissement	8 178 100	647 084	622 373
Transfert et Subvention	25 693 188	23 886 957	23 840 135
BSI Financement Intérieur	13 400 000	6 945 300	6 552 947
BSI Financement Extérieur	105 750 000	0	0
	157 994 454	33 943 503	32 875 746

BUDGET D'ETAT
SITUATION D'EXECUTION PAR SECTION
A LA DATE DU 30/06/2017

Imprimé l 05/09/2017 13:31

(en milliers de Francs CFA)

LIBELLE	DOTATIONS BUDGETAIRES	CREDITS ENGAGES	CREDITS LIQUIDES
820 MINISTERE DE L'AGRICULTURE			
822 MINISTERE DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE			
Personnel	1 025 397	486 699	392 530
Matériel & Fonctionnement	234 272	87 026	79 767
Déplacement & Mission	115 171	55 059	51 328
Communication & Energie	229 434	177 411	172 401
Autres Dépenses	270 107	84 295	45 301
Equipement et Investissement	7 630 376	26 973	12 000
Transfert et Subvention	10 364 672	2 194 723	2 191 282
BSI Financement Intérieur	2 415 000	820 033	434 573
BSI Financement Extérieur	15 899 000	0	0
	38 183 429	3 932 219	3 379 182
850 COMMISSARIAT A LA SECURITE ALIMENTAIRE			
Personnel	214 683	110 842	109 953
Matériel & Fonctionnement	33 201	11 236	11 236
Déplacement & Mission	31 110	15 521	15 521
Communication & Energie	64 581	23 661	22 559
Autres Dépenses	30 000	8 742	7 432
Equipement et Investissement	13 280	6 636	6 636
Transfert et Subvention	1 029 050	513 880	513 880
BSI Financement Intérieur	5 850 000	650 000	650 000
	7 265 905	1 340 518	1 337 217
860 MINISTERE DE L'ARTISANAT ET DU TOURISME			
Personnel	188 309	330 245	174 272
Matériel & Fonctionnement	222 663	87 559	83 851
Déplacement & Mission	130 099	69 632	69 466
Communication & Energie	33 000	26 410	24 582
Autres Dépenses	35 000	22 499	22 417
Equipement et Investissement	30 000	15 000	15 000
Transfert et Subvention	164 381	75 648	75 648
BSI Financement Intérieur	770 000	118 468	115 130
	1 573 452	745 461	580 366
133 AGENCE DE DEVELOPPEMENT DU NORD DU MALI			

BUDGET D'ETAT
SITUATION D'EXECUTION PAR SECTION
A LA DATE DU 30/06/2017

Imprimé | 05/09/2017 13:31

(en milliers de Francs CFA)

LIBELLE	DOTATIONS BUDGETAIRES	CREDITS ENGAGES	CREDITS LIQUIDES
133 AGENCE DE DEVELOPPEMENT DU NORD DU MALI			
Transfert et Subvention	841 272	413 064	260 443
BSI Financement Intérieur	50 000	24 998	16 652
	891 272	438 062	277 095
222 INSTITUT NATIONAL DE FORMATION JUDICIAIRE			
Personnel	273 554	6 249	6 249
Matériel & Fonctionnement	15 000	2 903	2 903
Autres Dépenses	33 200	0	0
Transfert et Subvention	219 574	91 369	79 654
BSI Financement Intérieur	500 000	0	0
	1 041 328	100 521	88 805
311 CELLULE NAT. TRAITEMENT INFORMAT° FIN. (CENTIF)			
Personnel	250 000	56 362	56 362
Transfert et Subvention	511 900	252 844	221 370
	761 900	309 206	277 732
312 AUTORITE REGULAT. MARCHES PUB. DELEG. SCE PUB. (ARMDS)			
Transfert et Subvention	440 411	230 206	230 206
	440 411	230 206	230 206
313 AGENCE DE DEVELOPPEMENT REG. KAYES			
Equipement et Investissement	20 000	20 000	0
Transfert et Subvention	174 000	85 229	64 017
	194 000	105 229	64 017
314 AGENCE DE DEVELOPPEMENT REG. KOULIKORO			
Equipement et Investissement	20 000	0	0
Transfert et Subvention	174 000	77 791	77 683
	194 000	77 791	77 683
315 OFFICE NAT. DES PRODUITS PETROLIERS			
Equipement et Investissement	200 000	74 873	74 873
Transfert et Subvention	642 320	292 402	262 790

BUDGET D'ETAT
SITUATION D'EXECUTION PAR SECTION
A LA DATE DU 30/06/2017

Imprimé | 05/09/2017 13:31

(en milliers de Francs CFA)

LIBELLE	DOTATIONS BUDGETAIRES	CREDITS ENGAGES	CREDITS LIQUIDES
315 OFFICE NAT. DES PRODUITS PETROLIERS			
BSI Financement Intérieur	724 000	14 455	0
	1 566 320	381 730	337 663
316 INSTITUT NATIONAL DE STATISTIQUE			
Transfert et Subvention	477 812	248 726	246 224
BSI Financement Intérieur	3 350 000	1 446 863	870 649
	3 827 812	1 695 589	1 116 872
317 CENTRE FORMATION POUR LE DEVELOPPEMENT			
Transfert et Subvention	607 150	191 451	124 779
BSI Financement Intérieur	325 000	0	0
	932 150	191 451	124 779
318 AGENCE DE DEVELOPPEMENT REG. SIKASSO			
Equipement et Investissement	20 000	10 000	10 000
Transfert et Subvention	174 000	87 000	87 000
	194 000	97 000	97 000
319 AGENCE DE DEVELOPPEMENT REG. SEGOU			
Equipement et Investissement	20 000	0	0
Transfert et Subvention	174 000	87 954	82 114
	194 000	87 954	82 114
324 FONDS D'APPUI FORMAT° PROFESS. & APPRENTIS.			
Transfert et Subvention	85 252	42 626	42 626
	85 252	42 626	42 626
325 AGENCE PROMOT. EMPLOI DES JEUNES(APEJ)			
Transfert et Subvention	657 097	328 457	328 454
	657 097	328 457	328 454
326 INSTITUT NAT. D'INGENIERIE FORMAT° PROFESSION.			
Equipement et Investissement	15 000	0	0

BUDGET D'ETAT
SITUATION D'EXECUTION PAR SECTION
A LA DATE DU 30/06/2017

Imprimé | 05/09/2017 13:31

(en milliers de Francs CFA)

LIBELLE	DOTATIONS BUDGETAIRES	CREDITS ENGAGES	CREDITS LIQUIDES
326 INSTITUT NAT. D'INGENIERIE FORMAT° PROFESSION.			
Transfert et Subvention	207 944	59 774	49 122
	222 944	59 774	49 122
327 OBSERVATOIRE NATIONAL DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION (ONEF)			
Equipement et Investissement	49 800	4 400	4 400
Transfert et Subvention	91 735	38 501	27 295
	141 535	42 901	31 695
329 AGENCE DE DEVELOPPEMENT REG. MOPTI			
Equipement et Investissement	20 000	0	0
Transfert et Subvention	174 000	66 172	64 745
	194 000	66 172	64 745
331 AGENCE NAT. D'INVEST. COLLECT. TERRITORIALES			
Equipement et Investissement	12 947 073	6 473 537	6 473 537
Transfert et Subvention	2 470 827	1 235 414	1 235 414
BSI Financement Intérieur	1 000 000	500 000	500 000
BSI Financement Extérieur	12 500 000	0	0
	28 917 900	8 208 950	8 208 950
332 MAISON DU HADJ			
Transfert et Subvention	22 410	8 020	9 152
	22 410	8 020	9 152
333 CENTRE DE FORMATION DES COLLECTIVITES TERRITORIALES			
Equipement et Investissement	50 000	0	0
Transfert et Subvention	185 274	94 074	84 347
	235 274	94 074	84 347
336 AGENCE DE DEVELOPPEMENT REG. TOMB.			
Equipement et Investissement	20 000	7 695	0
Transfert et Subvention	174 000	82 734	0
	194 000	90 429	0

BUDGET D'ETAT
SITUATION D'EXECUTION PAR SECTION
A LA DATE DU 30/06/2017

Imprimé l 05/09/2017 13:31

(en milliers de Francs CFA)

LIBELLE	DOTATIONS BUDGETAIRES	CREDITS ENGAGES	CREDITS LIQUIDES
337 AGENCE DE DEVELOPPEMENT REG. GAO			
Equipement et Investissement	20 000	0	0
Transfert et Subvention	174 000	61 903	60 672
	194 000	61 903	60 672
338 AGENCE DE DEVELOPPEMENT REG. KIDAL			
Equipement et Investissement	20 000	0	0
Transfert et Subvention	174 000	64 692	0
	194 000	64 692	0
339 AGENCE DE DEVELOPPEMENT REG. DISTRICT			
Equipement et Investissement	20 000	10 000	10 000
Transfert et Subvention	174 000	87 000	87 000
	194 000	97 000	97 000
411 ECOLE NORMALE SUPERIEURE (ENSUP)			
Matériel & Fonctionnement	90 346	43 575	43 572
Transfert et Subvention	1 138 300	582 137	561 881
	1 228 646	625 711	605 453
413 ECOLE NATIONALE D'INGENIEURS (ENI)			
Matériel & Fonctionnement	90 000	44 996	2 325
Transfert et Subvention	995 927	457 159	454 793
BSI Financement Intérieur	85 000	0	0
	1 170 927	502 155	457 118
414 INSTITUT POLYTECH. RURAL FORM. RECH. APPL. K.			
Matériel & Fonctionnement	100 323	47 079	47 079
Transfert et Subvention	1 797 060	896 615	395 562
BSI Financement Intérieur	100 000	99 936	0
	1 997 383	1 043 629	442 641
416 CENTRE DES OEUVRES UNIVERSITAIRES			
Personnel	25 000	13 059	13 059
Matériel & Fonctionnement	4 430 390	2 326 203	2 310 887

BUDGET D'ETAT
SITUATION D'EXECUTION PAR SECTION
A LA DATE DU 30/06/2017

Imprimé l 05/09/2017 13:31

(en milliers de Francs CFA)

LIBELLE	DOTATIONS BUDGETAIRES	CREDITS ENGAGES	CREDITS LIQUIDES
416 CENTRE DES OEUVRES UNIVERSITAIRES			
Bourses	15 700 000	10 056 533	8 513 758
Equipement et Investissement	115 571	30 194	25 238
Transfert et Subvention	1 543 693	795 319	735 294
BSI Financement Intérieur	500 000	233 738	151 835
	22 314 654	13 455 047	11 750 071
417 CENTRE NAT. DE RECHERCHE SCIENTIFIQUE & TECH.			
Equipement et Investissement	55 000	10 862	6 897
Transfert et Subvention	168 735	77 255	73 060
	223 735	88 117	79 958
418 ECOLE NATIONALE D'ADMINISTRATION			
Transfert et Subvention	682 488	241 149	146 144
BSI Financement Intérieur	2 000 000	0	0
	2 682 488	241 149	146 144
420 ECOLE NORMALE D'ENSEIG. TECHN. PROFES.			
Matériel & Fonctionnement	112 530	4 984	4 984
Transfert et Subvention	334 929	227 173	166 478
	447 459	232 158	171 462
422 UNIVERSITE DE SEGOU			
Personnel	859 441	429 719	478 146
Matériel & Fonctionnement	589 895	265 250	231 789
Transfert et Subvention	913 621	383 518	308 039
BSI Financement Intérieur	850 000	363 187	363 187
	3 212 957	1 441 673	1 381 161
424 UNIVERSITE LETTRES SCIENCES HUMAINES BKO			
Personnel	2 262 475	1 888 197	1 080 003
Matériel & Fonctionnement	622 294	276 827	112 653
Déplacement & Mission	260 257	236 591	233 169
Communication & Energie	258 287	114 517	98 875
Autres Dépenses	675 026	324 963	298 854
Transfert et Subvention	17 860	8 160	8 160

BUDGET D'ETAT
SITUATION D'EXECUTION PAR SECTION
A LA DATE DU 30/06/2017

Imprimé | 05/09/2017 13:31

(en milliers de Francs CFA)

LIBELLE	DOTATIONS BUDGETAIRES	CREDITS ENGAGES	CREDITS LIQUIDES
424 UNIVERSITE LETTRES SCIENCES HUMAINES BKO			
BSI Financement Intérieur	300 000	0	0
	4 396 199	2 849 255	1 831 715
425 INSTITUT DES SCIENCES HUMAINES			
Equipement et Investissement	30 000	14 985	14 985
Transfert et Subvention	278 262	136 105	135 234
BSI Financement Intérieur	150 000	0	0
	458 262	151 090	150 219
426 UNIVERSITE SCIENCES TECHN. TECHNOLOGIES BKO			
Personnel	3 386 476	2 009 529	1 766 464
Matériel & Fonctionnement	724 610	298 626	191 643
Déplacement & Mission	342 623	154 927	143 384
Communication & Energie	457 847	353 807	333 351
Autres Dépenses	93 720	61 960	43 110
Equipement et Investissement	100 000	10 135	10 135
Transfert et Subvention	209 915	102 299	88 096
BSI Financement Intérieur	650 000	91 240	70 572
	5 965 191	3 082 523	2 646 755
428 CENTRE NAT. RESS. EDUC. NON FORMELLE			
Matériel & Fonctionnement	20 000	9 998	9 998
Transfert et Subvention	230 955	115 351	97 527
	250 955	125 349	107 525
429 UNIVERSITE SCIENCES SOCIALES GESTION BKO			
Personnel	3 053 903	1 291 804	1 035 780
Matériel & Fonctionnement	1 123 729	210 223	113 982
Déplacement & Mission	322 652	202 783	202 768
Communication & Energie	158 359	57 614	55 534
Autres Dépenses	217 638	51 363	22 377
Equipement et Investissement	25 000	3 778	2 235
Transfert et Subvention	40 000	17 022	11 716
BSI Financement Intérieur	200 000	195 273	0
	5 141 281	2 029 859	1 444 391

BUDGET D'ETAT
SITUATION D'EXECUTION PAR SECTION
A LA DATE DU 30/06/2017

Imprimé l 05/09/2017 13:31

(en milliers de Francs CFA)

LIBELLE	DOTATIONS BUDGETAIRES	CREDITS ENGAGES	CREDITS LIQUIDES
430 INST. HAUTES ETUDES RECH. ISLAM. AHMED BABA			
Equipement et Investissement	25 000	2 760	2 760
Transfert et Subvention	300 534	190 725	171 520
	325 534	193 485	174 280
431 UNIVERSITE SCIENCES JURIDIQUES POLITIQUES BKO			
Personnel	2 963 156	915 130	912 345
Matériel & Fonctionnement	1 332 380	45 105	31 236
Déplacement & Mission	425 896	201 714	201 214
Communication & Energie	277 968	109 767	109 117
Autres Dépenses	1 140 241	307 690	227 878
Transfert et Subvention	35 164	17 536	12 736
	6 174 805	1 596 941	1 494 527
432 ACADEMIE MALIENNE DES LANGUES			
Equipement et Investissement	51 598	24 549	23 663
Transfert et Subvention	306 891	140 557	127 440
	358 489	165 105	151 103
433 ECOLE SUP. JOURNALISME & SCIENCES COM..			
Matériel & Fonctionnement	2 500	0	0
Transfert et Subvention	271 100	34 125	15 556
	273 600	34 125	15 556
434 CENTRE FORMAT° PERFECTIONNEMENT STATISTIQUE			
Personnel	25 000	9 830	9 130
Matériel & Fonctionnement	20 572	9 954	9 954
Autres Dépenses	15 000	7 151	7 151
Transfert et Subvention	130 207	63 246	61 028
BSI Financement Intérieur	600 000	526 127	92 759
	790 779	616 308	180 023
511 CENTRE INTERNATIONAL DE CONFERENCE DE BAMAKO			
Transfert et Subvention	301 243	149 820	152 703
BSI Financement Intérieur	800 000	314 688	146 874
	1 101 243	464 509	299 578

BUDGET D'ETAT
SITUATION D'EXECUTION PAR SECTION
A LA DATE DU 30/06/2017

Imprimé | 05/09/2017 13:31

(en milliers de Francs CFA)

LIBELLE	DOTATIONS BUDGETAIRES	CREDITS ENGAGES	CREDITS LIQUIDES
511 CENTRE INTERNATIONAL DE CONFERENCE DE BAMAKO			
512 MUSEE NATIONAL			
Equipement et Investissement	20 000	4 129	3 347
Transfert et Subvention	342 530	158 389	156 575
BSI Financement Intérieur	200 000	100 000	100 000
	562 530	262 518	259 922
514 PALAIS DE LA CULTURE AMADOU HAMPATE BA			
Transfert et Subvention	354 440	197 446	175 520
BSI Financement Intérieur	700 000	340 140	240 539
	1 054 440	537 586	416 059
516 BUREAU MALIEN DU DROIT D'AUTEUR			
Transfert et Subvention	147 210	35 496	32 821
	147 210	35 496	32 821
517 CENTRE NAT. CINEMATOGRAPHIE DU MALI			
Transfert et Subvention	388 364	277 133	258 027
BSI Financement Intérieur	1 000 000	0	0
	1 388 364	277 133	258 027
518 CONSERV.ARTS METIERS MULTI.BALLA FASSEKE K.			
Equipement et Investissement	45 000	0	0
Transfert et Subvention	522 460	210 606	188 640
BSI Financement Intérieur	350 000	175 000	175 000
	917 460	385 606	363 640
519 MAISON AFRICAINE DE LA PHOTOGRAPHIE			
Equipement et Investissement	10 000	0	0
Transfert et Subvention	57 891	25 390	25 363
BSI Financement Intérieur	1 200 000	600 000	600 000
	1 267 891	625 390	625 363
522 CENTRE NAT. PROMOT° VOLONTARIAT MALI			

BUDGET D'ETAT
SITUATION D'EXECUTION PAR SECTION
A LA DATE DU 30/06/2017

Imprimé | 05/09/2017 13:31

(en milliers de Francs CFA)

LIBELLE	DOTATIONS BUDGETAIRES	CREDITS ENGAGES	CREDITS LIQUIDES
522 CENTRE NAT. PROMOT° VOLONTARIAT MALI			
Transfert et Subvention	112 560	56 079	56 079
	112 560	56 079	56 079
523 INSTITUT NATIONAL JEUNESSE ET SPORTS			
Personnel	56 052	53 091	40 105
Autres Dépenses	10 000	4 980	3 210
Transfert et Subvention	548 339	264 316	237 507
	614 391	322 386	280 821
613 AGENCE NAT. SECURITE SANITAIRE DES ALIMENTS			
Equipement et Investissement	40 000	13 617	7 629
Transfert et Subvention	373 671	170 728	157 900
	413 671	184 346	165 529
615 HOPITAL GABRIEL TOURE			
Equipement et Investissement	340 000	151 832	148 119
Transfert et Subvention	3 038 668	1 577 741	1 273 001
BSI Financement Intérieur	300 000	149 086	149 086
	3 678 668	1 878 659	1 570 206
616 HOPITAL DU MALI			
Transfert et Subvention	1 840 039	1 038 214	639 523
BSI Financement Intérieur	800 000	88 997	0
	2 640 039	1 127 211	639 523
617 HOPITAL DU POINT G			
Equipement et Investissement	360 000	39 074	11 824
Transfert et Subvention	4 807 937	1 555 360	1 343 871
BSI Financement Intérieur	250 000	28 150	0
	5 417 937	1 622 584	1 355 695
618 AGENCE NAT. TELESANTE ET INFORM. MEDICALE			
Equipement et Investissement	15 000	7 499	7 499
Transfert et Subvention	484 664	143 891	117 579

BUDGET D'ETAT
SITUATION D'EXECUTION PAR SECTION
A LA DATE DU 30/06/2017

Imprimé l 05/09/2017 13:31

(en milliers de Francs CFA)

LIBELLE	DOTATIONS BUDGETAIRES	CREDITS ENGAGES	CREDITS LIQUIDES
618 AGENCE NAT. TELESANTE ET INFORM. MEDICALE			
BSI Financement Intérieur	1 000 000	55 047	37 554
	1 499 664	206 437	162 632
619 HOPITAL DE KATI			
Equipement et Investissement	120 000	4 693	4 693
Transfert et Subvention	1 062 935	546 972	497 179
BSI Financement Intérieur	250 000	82 312	59 549
	1 432 935	633 977	561 421
620 CENTRE RECH. LUTTE CONTRE DREPANOCYTOSE			
Equipement et Investissement	180 000	70 734	70 734
Transfert et Subvention	406 094	182 062	166 610
BSI Financement Intérieur	150 000	74 324	74 324
	736 094	327 121	311 668
621 INSTITUT NATIONAL DE RECH. EN SANTE PUBLIQUE			
Equipement et Investissement	100 000	23 666	1 105
Transfert et Subvention	1 257 264	582 900	426 625
BSI Financement Intérieur	350 000	5 393	5 393
	1 707 264	611 960	433 123
622 CENTRE RECH. ETUDES ET DOCUMENTATION POUR SURVIE ENFANT			
Equipement et Investissement	60 000	15 000	15 000
Transfert et Subvention	347 358	148 092	145 484
	407 358	163 092	160 484
623 CENTRE D'ODONTO STOMATOLOGIE			
Equipement et Investissement	100 000	21 569	4 551
Transfert et Subvention	1 197 192	819 529	602 839
BSI Financement Intérieur	100 000	12 294	0
	1 397 192	853 391	607 390
625 LABORATOIRE NATIONAL DE LA SANTE			
Equipement et Investissement	55 000	14 160	14 160

BUDGET D'ETAT
SITUATION D'EXECUTION PAR SECTION
A LA DATE DU 30/06/2017

Imprimé l 05/09/2017 13:31

(en milliers de Francs CFA)

LIBELLE	DOTATIONS BUDGETAIRES	CREDITS ENGAGES	CREDITS LIQUIDES
625 LABORATOIRE NATIONAL DE LA SANTE			
Transfert et Subvention	514 167	245 544	205 705
BSI Financement Intérieur	250 000	45 199	39 943
	819 167	304 903	259 808
627 CENTRE NAT. DE TRANSFUSION SANGUINE (CNTS)			
Equipement et Investissement	20 000	9 003	720
Transfert et Subvention	767 858	362 925	214 459
	787 858	371 928	215 180
629 CENTRE NAT. APPUI LUTTE CONTRE MALADIE			
Equipement et Investissement	50 000	0	0
Transfert et Subvention	905 163	476 196	359 561
	955 163	476 196	359 561
630 AGENCE NATIONALE D'EVALUATION DES HOPITAUX			
Equipement et Investissement	60 588	21 481	19 116
Transfert et Subvention	239 845	115 164	102 647
	300 433	136 645	121 763
631 INSTITUT NAT. FORMAT° SCIENCE DE LA SANTE			
Equipement et Investissement	20 000	0	0
Transfert et Subvention	1 563 343	376 197	325 671
BSI Financement Intérieur	150 000	0	0
	1 733 343	376 197	325 671
632 INST. OPHTALMOLOG. TROPICALE D'AFRIQUE (IOTA)			
Transfert et Subvention	1 029 219	513 527	480 877
BSI Financement Intérieur	275 000	128 321	107 674
	1 304 219	641 848	588 551
633 HOPITAL FOUSSEYNI DAOU DE KAYES			
Transfert et Subvention	746 590	398 911	143 391
	746 590	398 911	143 391

BUDGET D'ETAT
SITUATION D'EXECUTION PAR SECTION
A LA DATE DU 30/06/2017

Imprimé l 05/09/2017 13:31

(en milliers de Francs CFA)

LIBELLE	DOTATIONS BUDGETAIRES	CREDITS ENGAGES	CREDITS LIQUIDES
634 HOPITAL DE SIKASSO			
Transfert et Subvention	1 099 411	524 714	287 114
	1 099 411	524 714	287 114
635 HOPITAL NIANANKORO FOMBA DE SEGOU			
Transfert et Subvention	828 007	556 446	291 473
	828 007	556 446	291 473
636 HOPITAL SOMINE DOLO DE MOPTI			
Transfert et Subvention	951 642	475 783	483 672
	951 642	475 783	483 672
637 HOPITAL DE TOMBOUCTOU			
Transfert et Subvention	396 384	146 632	57 940
	396 384	146 632	57 940
638 HOPITAL DE GAO			
Transfert et Subvention	502 215	220 393	158 121
	502 215	220 393	158 121
645 CITE DES ENFANTS			
Equipement et Investissement	20 000	5 327	3 610
Transfert et Subvention	231 733	115 716	116 162
BSI Financement Intérieur	300 000	6 000	0
	551 733	127 043	119 772
666 INSTITUT D'ETUDE & RECHERCHE EN GERONTO-GERIATRIE			
Equipement et Investissement	64 500	29 401	0
Transfert et Subvention	322 385	175 345	165 000
BSI Financement Intérieur	150 000	74 710	63 024
	536 885	279 455	228 023
668 CAISSE MALIENNE DE SECURITE SOCIALE			
Transfert et Subvention	44 323 883	31 539 102	31 539 102
		31 539 102	31 539 102

BUDGET D'ETAT
SITUATION D'EXECUTION PAR SECTION
A LA DATE DU 30/06/2017

Imprimé l 05/09/2017 13:31

(en milliers de Francs CFA)

LIBELLE	DOTATIONS BUDGETAIRES	CREDITS ENGAGES	CREDITS LIQUIDES
668 CAISSE MALIENNE DE SECURITE SOCIALE			
	44 323 883		
670 OBSERVATOIRE HUMAIN & DURABLE			
Equipement et Investissement	45 000	11 234	11 234
Transfert et Subvention	73 776	36 875	28 696
BSI Financement Intérieur	400 000	307 677	274 427
	518 776	355 785	314 357
674 INTITUT NAT.FORMATION TRAVAILLEURS SOCIAUX			
Equipement et Investissement	5 000	0	0
Transfert et Subvention	584 464	279 879	221 385
BSI Financement Intérieur	150 000	0	0
	739 464	279 879	221 385
676 FONDS DE SOLIDARITE NATIONALE			
Transfert et Subvention	496 308	241 736	241 441
BSI Financement Intérieur	450 000	149 353	118 656
	946 308	391 090	360 096
678 CENTRE D'ORTHOPEDIE & D'APPAREILLAGE			
Equipement et Investissement	28 000	3 239	0
Transfert et Subvention	425 065	163 947	109 412
BSI Financement Intérieur	100 000	11 867	6 084
	553 065	179 053	115 496
681 AGENCE NATIONALE D'ASSISTANCE MEDICALE			
Transfert et Subvention	1 388 429	139 440	126 643
	1 388 429	139 440	126 643
703 INSTITUT. NAT. FORMAT° PROFESS. BAT. TRANSP. TRAV. PUB.			
Equipement et Investissement	5 000	1 227	1 227
Transfert et Subvention	128 988	57 477	55 808
BSI Financement Intérieur	200 000	89 144	0
	333 988	147 847	57 035

BUDGET D'ETAT
SITUATION D'EXECUTION PAR SECTION
A LA DATE DU 30/06/2017

Imprimé l 05/09/2017 13:31

(en milliers de Francs CFA)

LIBELLE	DOTATIONS BUDGETAIRES	CREDITS ENGAGES	CREDITS LIQUIDES
703 INSTITUT. NAT. FORMAT° PROFESS. BAT. TRANSP. TRAV. PUB.			
704 AGENCE D'EXECUTION TRAVAUX ROUTIERS (AGEROUTE)			
Transfert et Subvention	84 000	42 000	42 000
	84 000	42 000	42 000
706 INSTITUT GEOGRAPHIQUE DU MALI			
Transfert et Subvention	473 234	271 329	156 324
BSI Financement Intérieur	330 000	88 004	71 672
	803 234	359 333	227 996
708 CENTRE NAT. RECH. EXPERIM. BAT. TRAV. PUBL.			
Equipement et Investissement	100 000	0	0
Transfert et Subvention	154 810	72 823	70 123
BSI Financement Intérieur	200 000	0	0
	454 810	72 823	70 123
710 AUTORITE ROUTIERE			
BSI Financement Intérieur	400 000	200 000	200 000
	400 000	200 000	200 000
712 AGENCE NATIONALE DE L'AVIATION CIVILE			
Transfert et Subvention	332 000	166 000	166 000
	332 000	166 000	166 000
713 AGENCE NATIONALE DE METEOROLOGIE			
Transfert et Subvention	185 950	71 824	39 905
BSI Financement Intérieur	2 400 000	1 991 214	29 968
	2 585 950	2 063 038	69 873
715 AGENCE MALIENNE DE RADIOPROTECTION (AMARAP)			
Equipement et Investissement	20 750	0	0
Transfert et Subvention	141 639	64 253	61 030
BSI Financement Intérieur	150 000	28 437	27 516
	312 389	92 690	88 546

BUDGET D'ETAT
SITUATION D'EXECUTION PAR SECTION
A LA DATE DU 30/06/2017

Imprimé l 05/09/2017 13:31

(en milliers de Francs CFA)

LIBELLE	DOTATIONS BUDGETAIRES	CREDITS ENGAGES	CREDITS LIQUIDES
715 AGENCE MALIENNE DE RADIOPROTECTION (AMARAP)			
716 AGENCE DU BASSIN DU FLEUVE NIGER			
Transfert et Subvention	209 980	98 335	86 945
BSI Financement Intérieur	2 200 000	1 034 793	840 930
	2 409 980	1 133 129	927 875
717 AGENCE NATIONALE GESTION STATIONS EPURATION DU MALI			
Transfert et Subvention	300 962	136 423	124 528
BSI Financement Intérieur	1 600 000	1 043 943	361 613
	1 900 962	1 180 366	486 140
718 AGENCE ENVIRON. DEVELOP. DURABLE			
Transfert et Subvention	273 385	124 489	94 358
BSI Financement Intérieur	715 000	257 493	57 993
BSI Financement Extérieur	1 600 000	0	0
	2 588 385	381 982	152 351
722 AGENCE MALIENNE DVPT ENERGIE DOM. ELEC. RURALE			
Equipement et Investissement	200 000	5 396	0
Transfert et Subvention	5 277 750	2 525 502	2 512 379
BSI Financement Intérieur	530 000	265 000	265 000
BSI Financement Extérieur	8 500 000	0	0
	14 507 750	2 795 899	2 777 379
723 LABORATOIRE NATIONAL DES EAUX			
Equipement et Investissement	41 500	14 974	0
Transfert et Subvention	193 121	92 849	88 541
BSI Financement Intérieur	600 000	299 880	299 880
	834 621	407 703	388 421
724 AUTORITE POUR L'AMENAG. DE TAOUSSA (AAT)			
Transfert et Subvention	167 942	63 130	57 637
BSI Financement Intérieur	5 000 000	72 228	31 843
BSI Financement Extérieur	22 000 000	0	0

BUDGET D'ETAT
SITUATION D'EXECUTION PAR SECTION
A LA DATE DU 30/06/2017

Imprimé l 05/09/2017 13:31

(en milliers de Francs CFA)

LIBELLE	DOTATIONS BUDGETAIRES	CREDITS ENGAGES	CREDITS LIQUIDES
724 AUTORITE POUR L'AMENAG. DE TAOUSSA (AAT)	27 167 942	135 358	89 479
725 AGENCE DES ENERGIES RENOUVELABLES DU MALI			
Equipement et Investissement	20 000	6 915	6 915
Transfert et Subvention	311 324	150 538	128 715
BSI Financement Intérieur	380 000	166 129	156 998
	711 324	323 582	292 627
732 HAUTE AUTORITE DE LA COMMUNICATION			
Equipement et Investissement	300 000	84 166	41 947
Transfert et Subvention	645 258	302 822	256 472
	945 258	386 988	298 419
735 OFFICE RADIO TELEVISION DU MALI			
Equipement et Investissement	930 000	148 489	94 878
Transfert et Subvention	4 800 875	3 196 679	3 045 511
	5 730 875	3 345 168	3 140 389
737 AGENCE MALIENNE DE PRESSE & PUBLICITE			
Equipement et Investissement	9 960	2 478	2 478
Transfert et Subvention	434 496	214 630	147 724
BSI Financement Intérieur	1 000 000	900 000	500 000
	1 444 456	1 117 108	650 202
738 AGENCE NATIONALE COM. DEVELOPPEMENT			
Transfert et Subvention	142 334	65 840	53 887
BSI Financement Intérieur	350 000	153 855	153 855
	492 334	219 696	207 742
739 AGENCE TECHNOLOGIES INFORMAT° & COMMUNICATION			
Transfert et Subvention	1 568 577	978 268	598 834
BSI Financement Extérieur	2 000 000	0	0
	3 568 577	978 268	598 834
814 CENTRE RECH.FORMAT.INDUST. TEXTILE (CERFITEX)			

BUDGET D'ETAT
SITUATION D'EXECUTION PAR SECTION
A LA DATE DU 30/06/2017

Imprimé l 05/09/2017 13:31

(en milliers de Francs CFA)

LIBELLE	DOTATIONS BUDGETAIRES	CREDITS ENGAGES	CREDITS LIQUIDES
814 CENTRE RECH.FORMAT.INDUST. TEXTILE (CERFITEX)			
Equipement et Investissement	10 000	0	0
Transfert et Subvention	407 890	195 331	158 443
BSI Financement Intérieur	300 000	32 475	21 893
	717 890	227 805	180 336
816 AGENCE POUR LA PROMOTION DES INVESTISSEMENTS(API)			
Autres Dépenses	300 000	35 751	35 751
Equipement et Investissement	12 500	4 838	4 838
Transfert et Subvention	343 352	165 865	144 123
BSI Financement Intérieur	100 000	16 775	3 570
	755 852	223 229	188 282
817 AGENCE POUR PROMOT° EXPORTATIONS MALI			
Equipement et Investissement	25 000	0	0
Transfert et Subvention	135 462	60 891	56 175
BSI Financement Intérieur	50 000	15 572	15 572
	210 462	76 463	71 747
819 AGENCE NAT. DEVELOPPEMENT BIOCARBURANTS			
Equipement et Investissement	16 000	7 965	0
Transfert et Subvention	187 145	87 831	75 279
BSI Financement Intérieur	600 000	176 872	166 932
	803 145	272 669	242 211
823 AGENCE DE GESTION MARCHE CENTRAL POISSON BAMAKO (AGMCPB)			
Equipement et Investissement	5 000	0	0
Transfert et Subvention	55 000	27 497	27 497
BSI Financement Intérieur	350 000	55 652	55 382
	410 000	83 148	82 878
825 OFFICE HAUTE VALLEE DU NIGER (O.H.V.N)			
Equipement et Investissement	187 690	93 845	67 020
Transfert et Subvention	620 079	284 796	279 451
BSI Financement Intérieur	400 000	220 149	179 197
	1 207 769	598 789	525 667

BUDGET D'ETAT
SITUATION D'EXECUTION PAR SECTION
A LA DATE DU 30/06/2017

Imprimé l 05/09/2017 13:31

(en milliers de Francs CFA)

LIBELLE	DOTATIONS BUDGETAIRES	CREDITS ENGAGES	CREDITS LIQUIDES
825 OFFICE HAUTE VALLEE DU NIGER (O.H.V.N)			
826 AGENCE DVPT. RURAL VALLE FLEUVE SENEGAL			
Equipement et Investissement	152 477	26 243	13 930
Transfert et Subvention	555 582	344 278	307 106
BSI Financement Intérieur	1 050 000	448 255	267 479
BSI Financement Extérieur	8 500 000	0	0
	10 258 059	818 777	588 515
827 OFFICE RIZ MOPTI			
Transfert et Subvention	334 630	161 754	135 210
BSI Financement Intérieur	270 000	264 666	235 678
	604 630	426 420	370 888
829 OFFICE DE DEVELOPPEMENT RURAL SELINGUE			
Equipement et Investissement	100 000	16 898	5 886
Transfert et Subvention	482 951	252 084	223 225
BSI Financement Intérieur	400 000	194 559	44 636
	982 951	463 541	273 747
831 INSTITUT D'ECONOMIE RURALE			
Equipement et Investissement	207 500	91 222	37 524
Transfert et Subvention	3 720 672	1 816 671	1 794 272
BSI Financement Intérieur	550 000	25 000	25 000
	4 478 172	1 932 894	1 856 796
833 LABORATOIRE CENTRAL VETERINAIRE			
Equipement et Investissement	89 800	0	0
Transfert et Subvention	637 270	553 514	321 816
BSI Financement Intérieur	150 000	0	0
	877 070	553 514	321 816
834 LABORATOIRE VETERINAIRE DE GAO			
Equipement et Investissement	100 000	0	0
Transfert et Subvention	69 950	19 046	7 704

BUDGET D'ETAT
SITUATION D'EXECUTION PAR SECTION
A LA DATE DU 30/06/2017

Imprimé | 05/09/2017 13:31

(en milliers de Francs CFA)

LIBELLE	DOTATIONS BUDGETAIRES	CREDITS ENGAGES	CREDITS LIQUIDES
834 LABORATOIRE VETERINAIRE DE GAO	169 950	19 046	7 704
835 OFFICE RIZ SEGOU			
Transfert et Subvention	483 924	233 414	222 201
BSI Financement Intérieur	3 400 000	1 675 472	1 542 029
	3 883 924	1 908 887	1 764 230
836 OFFICE DU MOYEN BANI			
Equipement et Investissement	125 000	0	0
Transfert et Subvention	95 000	448	0
BSI Financement Intérieur	350 000	0	0
	570 000	448	0
837 OFFICE DU PERIMETRE IRRIGUE DE BAGUINEDA			
Transfert et Subvention	396 940	186 866	180 519
BSI Financement Intérieur	1 330 000	164 945	154 945
	1 726 940	351 811	335 465
839 OFFICE PROTECTION DES VEGETAUX			
Transfert et Subvention	736 399	365 488	317 259
BSI Financement Intérieur	200 000	72 973	68 094
	936 399	438 460	385 353
841 OFFICE POUR MISE EN VALEUR SYSTEME FAGUIBINE			
Transfert et Subvention	204 969	102 192	95 664
BSI Financement Intérieur	250 000	124 603	124 603
	454 969	226 795	220 268
842 CENTRE NAT. INSEMINAT° ARTIFICIELLE ANIMALE			
Equipement et Investissement	10 000	0	0
Transfert et Subvention	120 000	69 613	48 555
BSI Financement Intérieur	400 000	25 211	25 211
	530 000	94 823	73 766
866 BUREAU RESTRUCT. MISE A NIVEAU ENTR. INDUST.			

BUDGET D'ETAT
SITUATION D'EXECUTION PAR SECTION
A LA DATE DU 30/06/2017

Imprimé l 05/09/2017 13:31

(en milliers de Francs CFA)

LIBELLE	DOTATIONS BUDGETAIRES	CREDITS ENGAGES	CREDITS LIQUIDES
866 BUREAU RESTRUCT. MISE A NIVEAU ENTR. INDUST.			
Transfert et Subvention	97 251	70 280	44 386
BSI Financement Intérieur	100 000	34 666	25 592
	197 251	104 946	69 978
867 AGENCE MALIENNE NORMAL. PROMOT° QUALITE			
Equipement et Investissement	37 350	11 448	5 209
Transfert et Subvention	135 044	65 570	62 381
BSI Financement Intérieur	50 000	24 458	24 458
	222 394	101 476	92 048
868 CENTRE DE DEVELOPPEMENT ARTISANAT TEXTILE			
Equipement et Investissement	18 000	3 993	3 993
Transfert et Subvention	87 247	37 227	36 205
BSI Financement Intérieur	100 000	49 996	41 158
	205 247	91 216	81 356
869 AGENCE DE PROMOTION TOURISTIQUE DU MALI			
Equipement et Investissement	50 000	23 808	23 808
Transfert et Subvention	162 738	75 908	73 321
BSI Financement Intérieur	150 000	23 530	6 173
	362 738	123 246	103 303
900 DISTRICT DE BAMAKO			
Personnel	24 224 990	11 914 347	11 435 611
Matériel & Fonctionnement	7 475 171	4 239 245	3 947 821
Déplacement & Mission	604 187	339 347	339 347
Communication & Energie	1 659 000	643 992	643 992
Autres Dépenses	995 885	395 147	383 818
Bourses	127 347	29 085	29 085
Equipement et Investissement	11 079 882	5 314 052	4 074 800
Transfert et Subvention	1 392 433	513 658	475 915
Personnel (Collectivité)	12 481 146	7 972 538	7 972 295
	60 040 041	31 361 411	29 302 684
901 REGION DE KAYES			

BUDGET D'ETAT
SITUATION D'EXECUTION PAR SECTION
A LA DATE DU 30/06/2017

Imprimé | 05/09/2017 13:31

(en milliers de Francs CFA)

LIBELLE	DOTATIONS BUDGETAIRES	CREDITS ENGAGES	CREDITS LIQUIDES
901 REGION DE KAYES			
Personnel	9 580 852	4 713 753	4 896 203
Matériel & Fonctionnement	3 378 736	1 556 052	973 320
Déplacement & Mission	631 640	281 198	188 473
Communication & Energie	1 790 499	645 332	613 766
Autres Dépenses	775 052	298 231	230 812
Equipement et Investissement	1 902 504	707 694	217 794
Transfert et Subvention	1 596 674	654 737	427 616
BSI Financement Intérieur	300 000	0	0
Personnel (Collectivité)	14 478 457	9 338 145	9 007 174
	34 434 414	18 195 142	16 555 159
902 REGION DE KOULIKORO			
Personnel	11 556 015	5 880 960	5 272 970
Matériel & Fonctionnement	5 202 281	2 813 773	2 723 599
Déplacement & Mission	840 685	415 789	391 356
Communication & Energie	1 351 976	573 162	582 140
Autres Dépenses	1 087 060	423 838	387 986
Equipement et Investissement	6 270 755	3 091 033	3 091 033
Transfert et Subvention	1 243 591	518 883	500 085
BSI Financement Intérieur	550 000	250 895	133 886
Personnel (Collectivité)	17 355 125	11 257 133	11 256 413
	45 457 488	25 225 467	24 339 468
903 REGION DE SIKASSO			
Personnel	12 232 236	6 192 897	5 940 865
Matériel & Fonctionnement	4 337 754	2 324 231	2 305 483
Déplacement & Mission	614 769	337 634	341 687
Communication & Energie	1 704 428	984 938	954 135
Autres Dépenses	1 575 346	509 754	416 391
Bourses	302 061	149 415	149 415
Equipement et Investissement	3 980 350	1 962 934	1 958 326
Transfert et Subvention	2 254 123	1 069 363	1 069 062
BSI Financement Intérieur	2 000 000	1 949 438	1 149 951
Appui Budgétaire	4 081 300	1 576 607	1 575 162
Personnel (Collectivité)	18 004 761	11 499 364	8 022 088
	51 087 128	28 556 574	23 882 565

BUDGET D'ETAT
SITUATION D'EXECUTION PAR SECTION
A LA DATE DU 30/06/2017

Imprimé | 05/09/2017 13:31

(en milliers de Francs CFA)

LIBELLE	DOTATIONS BUDGETAIRES	CREDITS ENGAGES	CREDITS LIQUIDES
904 REGION DE SEGOU			
Personnel	9 736 533	4 864 117	4 746 399
Matériel & Fonctionnement	3 352 175	1 867 221	1 586 341
Déplacement & Mission	599 191	307 965	271 706
Communication & Energie	1 276 870	833 975	820 963
Autres Dépenses	1 459 451	599 260	327 668
Bourses	179 267	89 082	68 191
Equipement et Investissement	2 047 658	1 536 852	1 015 560
Transfert et Subvention	1 550 082	742 640	733 081
BSI Financement Intérieur	1 050 000	794 230	0
Personnel (Collectivité)	14 497 006	8 932 941	8 932 941
	35 748 233	20 568 281	18 502 849
905 REGION DE MOPTI			
Personnel	6 880 337	4 903 655	3 278 704
Matériel & Fonctionnement	3 302 746	1 644 626	1 627 121
Déplacement & Mission	590 872	278 885	278 885
Communication & Energie	1 275 538	480 046	480 046
Autres Dépenses	760 279	294 289	293 445
Bourses	15 038	343	343
Equipement et Investissement	1 277 407	1 036 246	1 036 246
Transfert et Subvention	1 909 072	694 153	694 125
BSI Financement Intérieur	800 000	0	0
Appui Budgétaire	1 619 138	646 954	646 954
Personnel (Collectivité)	11 667 067	8 096 948	8 096 948
	30 097 494	18 076 145	16 432 817
906 REGION DE TOMBOUCTOU			
Personnel	4 331 366	2 278 565	2 113 884
Matériel & Fonctionnement	1 496 274	719 597	675 533
Déplacement & Mission	512 022	249 455	235 632
Communication & Energie	705 103	329 038	266 995
Autres Dépenses	486 812	214 212	190 529
Equipement et Investissement	170 276	76 092	76 092
Transfert et Subvention	939 813	419 018	399 136
BSI Financement Intérieur	1 300 000	525 000	518 200
Appui Budgétaire	1 310 838	350 738	367 988
Personnel (Collectivité)	5 814 448	3 204 287	3 183 699

BUDGET D'ETAT
SITUATION D'EXECUTION PAR SECTION
A LA DATE DU 30/06/2017

Imprimé l 05/09/2017 13:31

(en milliers de Francs CFA)

LIBELLE	DOTATIONS BUDGETAIRES	CREDITS ENGAGES	CREDITS LIQUIDES
906 REGION DE TOMBOUCTOU	17 066 952	8 366 002	8 027 686
907 REGION DE G A O			
Personnel	4 298 153	2 261 755	2 127 014
Matériel & Fonctionnement	1 515 817	591 670	568 958
Déplacement & Mission	541 238	235 625	227 411
Communication & Energie	724 823	339 424	339 424
Autres Dépenses	478 189	184 423	184 321
Bourses	42 722	21 105	21 105
Equipement et Investissement	462 760	216 416	216 416
Transfert et Subvention	712 034	313 728	304 084
BSI Financement Intérieur	1 000 000	0	0
Personnel (Collectivité)	6 639 965	3 580 723	3 580 723
	16 415 701	7 744 868	7 569 456
908 REGION DE KIDAL			
Personnel	893 255	448 008	458 686
Matériel & Fonctionnement	833 066	292 665	0
Déplacement & Mission	481 834	224 152	0
Communication & Energie	259 476	36 743	0
Autres Dépenses	240 676	72 617	0
Transfert et Subvention	215 960	98 265	0
BSI Financement Intérieur	900 000	450 000	0
Personnel (Collectivité)	1 508 976	765 953	0
	5 333 243	2 388 404	458 686
909 REGION DE TAOUDENIT			
Personnel	2 000	0	0
Matériel & Fonctionnement	519 600	0	0
Déplacement & Mission	625 950	0	0
Communication & Energie	252 500	0	0
Autres Dépenses	295 750	0	0
Transfert et Subvention	127 500	0	0
BSI Financement Intérieur	2 000 000	0	0
	3 823 300	0	0

BUDGET D'ETAT
SITUATION D'EXECUTION PAR SECTION
A LA DATE DU 30/06/2017

Imprimé l 05/09/2017 13:31

(en milliers de Francs CFA)

LIBELLE	DOTATIONS BUDGETAIRES	CREDITS ENGAGES	CREDITS LIQUIDES
910 REGION DE MENAKA			
Personnel	11 000	0	0
Matériel & Fonctionnement	526 100	0	0
Déplacement & Mission	583 600	0	0
Communication & Energie	252 500	0	0
Autres Dépenses	309 700	0	0
Transfert et Subvention	152 000	0	0
BSI Financement Intérieur	1 500 000	0	0
Personnel (Collectivité)	0	0	0
	3 334 900	0	0
950 BUDGETS ANNEXES			
Budgets Annexes cptes et Fonds Spéciaux	5 980 456	2 059 223	1 294 479
	5 980 456	2 059 223	1 294 479
970 COMPTES & FONDS SPECIAUX			
Budgets Annexes cptes et Fonds Spéciaux	88 752 200	36 678 806	36 678 806
	88 752 200	36 678 806	36 678 806
TOTAL BUDGET D'ETAT	2 272 161 403	945 037 574	799 337 939